TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 170 — 48 PAGES — MARDI 11 OCTOBRE 1977

ÉCHEC DE LA MISSION SPATIALE SOVIÉTIQUE

Lancé dimanche Soyouz-25 revient sur la Terre

LIRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,30 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,55 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 31

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Large accord à Madrid

Consensus et déstabilisation

Le degré de consensus politique en Espagne est aujourd'hui, selon toute apparence, supérieur à celui qui existe dans le reste de l'Europe. Le protocole d'accord pour un « plan d'assainissement et de réformes économiques », signé le dimanche 9 octobre au palais de la Moncloa entre le chef du gouvernement et les leaders de toutes les formations représentées aux Cortès, en fait foi.

Les parties en présence se sont, en effet, mises d'accord : sur un diagnostic de la situation économique, qualifiée de « grave » ; sur l'obligation de répartir équitablement entre tous les groupes sociaux le coût des mesures destinées à surmonter la crise et sur celle de « démocratiser le système politique et économique » : sur un catalogue de mesures destinées à redresser l'économie en deux années par une réduction de l'inflation et du chômage et le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements : enfin, sur la nécessité d'« introduire simultanément des transformations de fond du système économique ».

L'ordre du jour très chargé de la réunion de la Moncloa a contraint les participants à reporter à jeudi prochain la mise au point d'un accord visant à remplacer une législature franquiste qui freine, ou contredit, les progrès de la démocratisation.

Peut-être M. Santiago Carrillo, qui n'a pas abandonné l'idée d'un « gouvernement de coalition nationale », cherche-t-il à forcer le destin en parlant d'un « programme commun » [au pouvoir et à l'opposition]. Toutes les parties n'en ont pas moins de bonnes raisons de se féliciter de ce que la presse espagnole qualifie déjà d'« accord de salut public ».

La société espagnole reflète-t-elle, dans ses profondeurs, l'image harmonieuse qui a prévalu à sa tête durant la dernière fin de semaine ? On en jugera mieux lorsque le protocole d'accord de la Moncloa, précisé par les experts, sera soumis à l'appréciation du patronat, d'une part, et des syndicats de l'autre. Ces obstacles franchis, il restera à voir comment une masse de travailleurs peu syndicalisés jugeront les mesures adoptées.

Mais le principal obstacle à une pacification en profondeur du pays est ailleurs. Ce n'est pas un hasard si les extrémistes de l'ETA ont choisi, pour frapper à nouveau, le moment où toute l'Espagne politique était réunie à Madrid. Pour les hommes qui ont tué — à Guernica ! — M. Augusto Unceta Barrenechea, président du « conseil général » de Biscaye, ni l'amnistie, imminente, ni l'autonomie — pour laquelle les négociations sont en cours — ne suffisent. C'est bien l'indépendance qu'ils veulent, et leur crime du 8 octobre est bien un défi à l'unité de l'Espagne.

La revendication nationaliste n'est pas de celle qu'on peut écarter à la légère. Mais rarement a-t-on vu une organisation « révolutionnaire de libération » coupée à ce point des réalités. Après les élections législatives du 15 juin, et alors que le Conseil de l'Europe s'apprête — sans doute cette semaine — à admettre l'Espagne en son sein, comment dénier comme le fait l'ETA, « un quelconque caractère démocratique au nouveau régime » ? Et quel insupportable mépris dans cette disqualification des manifestations de masse, présentées comme « autant de défilés d'agneaux sous la houlette du berger et sous la garde de ses chiens ».

L'attentat de Guernica a eu pour premier effet de resserrer les rangs à Madrid. Tous les participants à la réunion de la Moncloa se sont, d'abord, entendus sur l'urgente nécessité de mettre au point une nouvelle législation contre le terrorisme. Mais on peut aussi penser que l'accord sur le « plan économique » n'aurait pas été aussi facile s'il n'y avait cette ambiance de « déstabilisation » que les extrémistes de tous bords cherchent à imposer à l'Espagne.

Le gouvernement et l'opposition ont élaboré un programme de redressement économique

Les représentants des principaux partis espagnols ont, le dimanche 9 octobre, approuvé le plan élaboré par le gouvernement et l'opposition pour redresser la situation économique. Participaient à cette réunion MM. Leopoldo Calvo Sotelo (Union du centre, formation animée par le chef du gouvernement), Manuel Fraga Iribarne (Alliance populaire, droite), Felipe Gonzalez (parti socialiste ouvrier), Santiago Carrillo (communiste), Enrique Tierno Galvan (parti socialiste populaire), ainsi que les représentants de groupes régionaux. M. Carrillo s'est félicité de la signature de ce qu'il a appelé un « programme commun ».

Les Basques n'ont pas assisté à la fin de la réunion. Ils sont partis pour Bilbao samedi dès qu'ils ont appris l'assassinat, à Guernica, de M. Unceta Barrenechea, président du conseil général de Biscaye. Dans un communiqué commun, le gouvernement et les chefs de l'opposition invitent les Espagnols à avoir confiance dans la démocratie ; le gouvernement s'engage à œuvrer pour les libertés et l'opposition appuie le pouvoir pour lutter contre le terrorisme.

De notre correspondant

Madrid. — Le « compromis historique » à l'espagnole est en bonne voie. Le chef du gouvernement de Madrid, M. Adolfo Suarez, et les dirigeants des principaux partis politiques se sont mis d'accord, le dimanche 9 octobre, sur ce qui était le plus urgent et le plus difficile : ils ont souscrit à un « *plan d'assainissement et de réforme économique* », dont les leaders de la gauche ont pu dire, après deux jours de négociations serrées, qu'il était capable de faire renaître la confiance dans le pays. « *Nous avons signé un programme commun* », a déclaré M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste — le plus optimiste, sans doute, des partenaires de la négociation. Le président du parti socialiste populaire, M. Tierno Galvan, a parlé d'« *effort patriotique* », et même M. Felipe Gonzalez, le secrétaire général du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.), qui n'avait pas caché ses réticences au départ, a reconnu qu'un progrès important avait été accompli.

Tel qu'il est, le plan constitue un succès non négligeable pour l'opposition socialiste et communiste. Le ministre des finances, M. Fernandez Ordonez, qui appartient, il est vrai, au courant social-démocrate de la coalition gouvernementale, a reconnu que les propositions formulées par la gauche avaient permis d'« *enrichir* » et d'« *approfondir* » les mesures destinées à résoudre la crise et qui sont prévues pour deux ans.

CHARLES VANNECKE.

(Lire la suite page 3.)

La crise de la gauche

- **Le P.C. oppose une fin de non-recevoir aux propositions socialistes**
- **M. Maire (C.F.D.T.) continue de critiquer la stratégie communiste**
- **Le C.D.S. redoute la concurrence électorale du P.S.**

Le parti communiste, toujours mobilisé dans une vaste campagne d'explication, a opposé une fin de non-recevoir aux propositions du comité directeur du parti socialiste, qui s'était unanimement prononcé, dimanche, pour la reprise des négociations.

La crise de la gauche peut empêcher le Centre des démocrates-sociaux de M. Lecanuet, dont le congrès extraordinaire a siégé à Lyon de vendredi à dimanche, de récupérer les voix centristes qui se sont portées sur le P.S., tandis que M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., continue de critiquer vivement la stratégie communiste.

Les députés et les sénateurs socialistes, puis les secrétaires fédéraux du P.S., successivement réunis à l'Assemblée nationale le 3 et le 4 octobre, avaient adopté à l'unanimité des motions de confiance et de solidarité envers la direction de leur formation et M. Mitterrand.

Ce réflexe de « patriotisme de parti », provoqué par l'offensive du parti communiste et par la mobilisation de son appareil dans une vaste campagne d'explication, s'est confirmé et amplifié samedi 8 octobre et dimanche matin à la faveur de la réunion du comité directeur du P.S. Il ne pouvait en aller autrement dans la mesure où M. Barre ne s'était pas borné, jeudi soir, à tancer rudement M. Mitterrand mais avait aussi lancé, à l'instar de MM. Chirac, Servan-Schreiber et Lecanuet, de très clairs appels en direction de l'électorat socialiste.

(Dessin de KONK.)

La majorité du P.S. et la minorité qui se bat sous le drapeau du CERES se sont retrouvées pour voter, à l'unanimité, une résolution qui réaffirme la volonté des socialistes de rouvrir la négociation sur l'actualisation du programme commun. Ce document recense les positions du parti, insiste sur les nombreux points d'accord déjà acquis et précise au chapitre des nationalisations la notion de « filiales stratégiques » mais, dans l'ensemble, on ne peut pas dire qu'il apporte des éléments nouveaux au débat.

Une situation fluctuante

Aussi bien n'a-t-il été accueilli favorablement, du côté du P.C.F., ni par M. René Andrieu, qui titre son éditorial de *l'Humanité* de ce lundi « Refus et rideau de fumée », ni par M. Charles Fiterman. Quant à savoir si la réconciliation du CERES et de la majorité « mitterrandiste » aura des lendemains et si un trait de plume a été tracé dimanche sur le congrès de Nantes de la mi-juin, au cours duquel le premier secrétaire avait été fort rude à l'égard de sa minorité, il faudra attendre la convention du 6 novembre pour en avoir une idée un peu précise. On ne pourra, en effet, parler de réconciliation véritable et durable que le jour où les membres du CERES retrouveront leur place à la direction du P.S.

M. Mitterrand en a appelé, dimanche 9 octobre, à Libourne, aux « millions de Français qui votent à droite », et au sujet desquels il a déclaré : « *Nous n'avons pas le droit de les attaquer, nous avons le devoir d'aller vers eux, de leur expliquer, de hâter leur prise de conscience.* » M. Lecanuet, cherchant à reconquérir les électeurs qui l'ont abandonné au cours des dernières années, notamment lors des élections municipales du mois de mars, au profit du P.S., la démarche de M. Mitterrand se comprend et se justifie, mais elle n'exclut nullement qu'il mise également sur d'autres aspects d'une situation fluctuante.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 11.)

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Pierre Bourdieu

Pierre Bourdieu enseigne à l'Ecole des hautes études et dirige la revue Actes de la recherche en sciences sociales. *Ses recherches ethnologiques et sociologiques, qui avaient porté d'abord sur l'Algérie (on vient de rééditer* Algérie 60 *et* le Déracinement*), le conduisaient à étudier ensuite l'Université et le monde étudiant. Il publiait ainsi dès 1964, en collaboration avec J.-C. Passeron, une importante étude sur le système d'enseignement,* les Héritiers, *qui rencontrait un écho considérable et dont les conclusions devaient être largement corroborées trois ans plus tard par les événements de mai 1968. On connaît aussi ses travaux sur la fréquentation des musées* (l'Amour de l'art) *et sur la pratique de la photographie et les esthétiques populaires* (Un art moyen).

Tout en poursuivant ses recherches en sociologie de l'éducation et de la culture, Pierre Bourdieu étendait bientôt ses analyses — et les nombreux ouvrages et articles qui en étaient issus — à la religion, à l'art et à la littérature, à la langue, aux méthodes de la sociologie elle-même (le Métier de sociologue), *et à la théorie de l'action* (Esquisse d'une théorie de la pratique), *et plus récemment à l'utilisation des sondages d'opinion et à la politique. Le souci de dépasser l'opposition entre la recherche théorique et la recherche empirique, de fonder les démonstrations scientifiques sur des observations directes et des témoignages concrets, constitue l'une des caractéristiques essentielles de sa démarche.*

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il ne pouvait être évidemment question de couvrir un champ aussi vaste et divers. On s'est donc borné à évoquer de façon obligatoirement rapide, voire schématique, quelques-unes des données présentes de la société française en faisant effort pour jeter au moins quelques lueurs sur son évolution probable dans les domaines examinés.

I. — Le droit à la parole

● *En France, aujourd'hui, le message politique passe peu ou passe mal ?*

— Paradoxalement, on retrouve sur le terrain de la politique, de la chose publique, une division analogue à celle qui s'observe en matière d'art ou de littérature. Seulement mieux cachée. On accepte sans y penser, en politique comme ailleurs, la division entre les compétents et les incompétents, les profanes et les professionnels, hommes politiques, bien sûr, journalistes, et, plus largement, intellectuels, qui ont un monopole de fait sur la production du discours politique, des problèmes politiques. Je pense qu'il faut poser et reposer sans cesse le problème de la légitimité de la délégation et de la dépossession qu'elle suppose et qu'elle entraîne.

● *Donc le langage politique est élitiste, c'est un langage d'initiés ?*

— Comme il y a un univers de l'art, il y a un univers de la politique, qui a sa logique et son histoire propres, c'est-à-dire relativement autonome, et, du même coup, ses problèmes propres, son langage propre et ses intérêts spécifiques. C'est ce que j'appelle un champ, c'est-à-dire une sorte d'espace de jeu. Pour entrer dans ce jeu, il faut en connaître les règles, il faut disposer d'un certain langage, d'une certaine culture. Et, surtout, il faut se sentir en droit de jouer. Or, ce sentiment d'avoir droit à la parole est, en fait, très inégalement réparti.

Comme le montre l'analyse des non-réponses aux questions posées par les sondages (ou encore la composition sociale des appareils des partis), il est plus fréquent chez les hommes que chez les femmes, chez les plus instruits que chez les moins instruits, chez les citadins que chez les ruraux, etc.

Propos recueillis par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Le mal François

M. Mitterrand a bien de la peine à traverser la rue sans se faire bousculer par un homme politique lancé à toute vitesse sur le circuit des petites phrases.

Quand ce n'est pas M. Marchais qui l'accuse de virer à droite, c'est M. Barre qui lui reproche d'être le prince de l'equivoque. Bref, à en croire le premier ministre et le leader du parti communiste, le premier secrétaire du parti socialiste est partout où il ne faut pas et nulle part où il faudrait.

Et si M. Mitterrand persiste, lui, à peupler les cauchemars de MM. Marchais et Barre sans dire un mot, vous allez voir qu'on finira par le traiter de ventriloque.

BERNARD CHAPUIS.

"Ce qu'il vous faut savoir"

F. Lemerunier
GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE
4e éd. - Prix : 67,00 F

G. Raymond - R. Arnaud
ENTREPRISE ARTISANALE
1re éd. - Prix : 70,00 F

R. Romeuf
MARCHÉS PUBLICS
2e éd. - Prix : 79,00 F

S. Passeron
VÉRIFICATIONS FISCALES
2e éd. - Prix : 95,00 F

J. de Guerny et J.-C. Guiriec
GESTION PRÉVISIONNELLE
3e éd. - Prix : 89,00 F

En librairie ou aux Éditions J.DELMAS et Cie Tél. 325.08.32 CCP 5831-24

UN LIVRE, UN « DOSSIER DE L'ÉCRAN »

Jean Moulin héros énigmatique ?

Le nazisme en général, l'occupation en particulier ont déjà nourri plus d'un débat des « Dossiers de l'écran ». Il faut croire que si les producteurs de l'émission ne se lassent pas du sujet, c'est que les téléspectateurs n'en sont point eux-mêmes lassés. Ainsi peut-on, à une semaine d'intervalle, passer de l'affaire Kappler à l' « affaire » Jean Moulin.

L'emploi du mot, s'agissant d'un « dossier » intitulé : « La grande figure de la Résistance » surprendra. Ce n'est pas pourtant le hasard qui a fait que le débat, prévu pour le 11 octobre, coïncide avec la sortie du livre de l'un de ses participants. M. Henri Frenay, intitulé *l'Enigme Jean Moulin*. L'ouvrage se résume à cette interrogation, proche maintenant pour l'auteur de la certitude : Jean Moulin l'unificateur, « le Carnot de la Résistance », selon le lyrisme de Malraux, ne fut-il pas dans cette tâche l'homme du parti communiste ? Au moins celui qui, restant fidèle à ses propres opinions d'homme de gauche, devait remettre en selle, volontairement ou non, le P.C. lui permettant d'apparaître dès 1943 au sein du Conseil national de la Résistance sur pied d'égalité avec les grands mouvements que furent notamment Combat, Libération et Franc-Tireur ?

Par les temps qui courent, voilà un bon bouillot avec lequel — préméditation ou seulement aubaine — la télévision ne pouvait manquer de faire joujou. Il y a même fort à parier que la thèse — ou l'hypothèse Frenay — nourrira l'essentiel de la discussion, dans la mesure où les autres invités, de Pierre Villon à Jean-Pierre Levy, du colonel Passy à Raymond Aubrac, de Daniel Cordier à Henri Michel, sont autant de survivants et de témoins que l'auteur de l'Enigme Jean Moulin invoque fréquemment parmi beaucoup d'autres.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 14.)

idées

Le point de vue de...

RÉMY PRUD'HOMME

La connaissance comme contre-pouvoir

M. Rémy Prud'homme est professeur à l'université de Paris-XII.

L'INFORMATION, ou plus exactement *la connaissance*, c'est-à-dire l'information digérée et assimilée, est, comme chacun sait, l'alliée du pouvoir. Elle le légitime. Elle le facilite. Il n'est donc pas étonnant que le pouvoir, c'est-à-dire l'administration, produise de la connaissance dans les domaines économiques, sociaux, politiques. On comprend aisément que le pouvoir soit, dans tous les pays, tenté de garder pour lui l'information ainsi élaborée ; et qu'il cède parfois, notamment en France, à cette tentation.

Jusqu'à une date récente, cependant, cette tendance était équilibrée par l'avantage naturel dont disposaient les professionnels de la connaissance : journalistes, chercheurs, universitaires, écrivains et, dans un registre légèrement différent, politiciens. Les fonctionnaires d'autorité n'étaient pas systématiquement les mieux informés. Dans beaucoup de domaines, c'étaient les intellectuels qui comprenaient le mieux les problèmes et les politiques.

L'exemple des Etats-Unis dans les années 60 était frappant à cet égard : qu'il s'agisse de politique économique, de politique urbaine, de politique étrangère et même de politique militaire, les véritables et les meilleurs spécialistes se trouvaient dans les universités, pas dans les ministères. Les spécialistes des sciences sociales pouvaient valablement expliquer, analyser et suggérer. Ils disposaient ainsi d'un réel contre-pouvoir.

Le cas de la France était sans doute différent. L'administration, qui n'aime guère la concurrence, veillait à ce que les universitaires ne soient pas en mesure de jouer ce rôle critique. Mais elle n'y parvenait pas totalement. Et certains journaux avaient assez d'informations, d'analystes, et d'audience, pour assumer la fonction remplie par les universités américaines et constituer aussi un contre-pouvoir.

Cet équilibre est rompu, ou en passe de l'être. Dans un nombre croissant de domaines, le pouvoir dispose seul des informations et des analyses nécessaires à la compréhension des problèmes et à la formulation des politiques. Les connaissances « s'étatisent ». Elles naissent, servent et meurent au sein des administrations nationales et internationales.

Le monopole du savoir

Une telle évolution ne résulte pas d'un complot ni même d'une volonté. Les problèmes sociaux sont de plus en plus nombreux, complexes, interdépendants ; et ils changent de plus en plus vite. Il faut donc de plus en plus de gens et d'argent pour rassembler et pour traiter l'information relative à ces problèmes. La connaissance de la société est passée en quelques années du stade artisanal au stade industriel. Dans la plupart des pays industriels, l'administration a d'ailleurs fait les efforts nécessaires. Tous les ministères ont créé ou développé leurs centres de collecte statistique, d'analyses, de recherches. De plus, ils font faire par des bureaux spécialisés d'innombrables études qui enrichissent leur information et leur compréhension. Tout cela est excellent. Ce qui l'est moins, c'est que seule l'administration a été en mesure de faire de tels efforts. Les politiciens, les journalistes ou les professeurs ne font pas le poids, ne font plus le poids. Les Etats-Unis n'échappent pas à cette évolution. Dans beaucoup de domaines, les meilleures études sont maintenant conduites dans les ministères et non dans les universités, et le centre de gravité des connaissances s'est déplacé de Cambridge à Washington.

L'administration s'achemine donc vers le monopole du savoir. Cette tendance est évidemment inquiétante, du triple point de vue de la production, de la distribution et de l'utilisation des connaissances. On peut craindre en effet que les informations produites par l'administration, et pour elle seule, ne couvrent pas tout le champ de la réalité sociale et que les informations qui pourraient conduire à des remises en question soient en quelque sorte tuées dans l'œuf. La tentation de ne pas donner des armes aux adversaires est si grande que même les ennemis les plus résolus de la censure ne peuvent pas ne pas y succomber parfois.

Il faut craindre enfin un troisième biais, qui concerne l'utilisation des connaissances : en supprimant les critiques, l'administration supprime aussi les interlocuteurs ; elle n'a plus qu'elle-même pour confronter les idées et les propositions. Cependant, le manque d'information ne supprime pas la critique, il la transforme : perdant contact avec la réalité, elle se réfugie dans l'abstraction, se globalise, se radicalise ; ne pouvant pas être constructive, elle devient destructrice. Le déclin des contre-pouvoirs est ainsi dangereux pour le pouvoir lui-même.

La seule façon d'inverser cette tendance lourde consiste à organiser la connaissance en tant que contre-pouvoir. Certaines des lois relatives à la presse vont dans ce sens. Mais elles ne concernent que la diffusion des connaissances, non leur production. Il est nécessaire d'aller plus loin, en amont, et de constituer, sur fonds publics, des institutions assez puissantes et assez indépendantes pour briser le monopole de l'administration en matière de connaissance — disons, pour fixer les idées, des INSEE qui auraient le statut de l'Agence France-Presse ou de la B.B.C.

Les grilles du temps

Un entretien avec Pierre Bourdieu

(Suite de la première page.)

● *Ce que vous dites des hommes politiques n'est-il pas valable aussi pour les intellectuels ou certaines catégories d'intellectuels par exemple, dans le moment présent, pour ceux que l'on appelle les « nouveaux philosophes » ?*

— Les intellectuels participent tous du monopole de la parole. Mais il arrive qu'ils en usent — c'est le cas des sociologues qui font leur métier — pour essayer — je dis bien essayer — de donner la parole aux gens sans parole. Ce qui leur vaut alors d'être un peu suspects de vulgarité aux yeux des autres intellectuels.

« Pour ce qui est des « nouveaux philosophes », je pense qu'ils ont trouvé une manière au goût du jour de sauver la figure de l'intellectuel à l'ancienne. En effet, les intellectuels sont, aujourd'hui, placés devant un défi sans doute sans précédent : la fraction dirigeante invoque, pour se légitimer, sa compétence, parfois sa science (*le Canard* parle de « Raymond la Science ») ; elle se pique même d'« intelligence ». Les mandarins ne sont pas — ou pas seulement — à l'Université : le technocrate, comme le mandarin chinois, doit son autorité aux concours et à la compétence qu'ils sont censés garantir. De là son côté triomphant et un peu guéri à la fois : sourd et aveugle, il gouverne, l'œil fixé sur les manuels d'économie qu'il a parfois lui-même écrits. Toute sa philosophie politique est contenue dans sa représentation de l'information économique : l'information que les profanes doivent posséder pour comprendre, donc accepter, les décisions économiques des professionnels. Tels sont les adversaires à qui les intellectuels à l'ancienne, et d'abord les philosophes, doivent disputer le monopole de la production de la représentation du monde social.

● *En somme, à l'intellectuel qui était celui qui savait, qui avait la culture, qui détenait les clés de la connaissance ou ce qui était présumé tel, est en train de se substituer un intellectuel praticien, plus proche de la vie, et qui développe, par voie de conséquence, une sorte de nouvelle philosophie dominante ?*

— Oui, les intellectuels ancienne manière doivent aussi compter avec cette nouvelle espèce d'intellectuels que sont les experts, intellectuels de service, maîtres à agir plutôt que maîtres à penser, qui prétendent détenir la « science politique », la science de la politique. A la place de l'opposition tranchée entre l'« artiste » (ou l'« intellectuel ») et le « bourgeois », on a aujourd'hui un continuum qui va des P.-D.G. — dont la statistique montre qu'ils sont de plus en plus souvent et de plus en plus diplômés — et des hauts fonctionnaires à l'« intellectuel » dit libre, en passant par les experts, les chercheurs du secteur public ou privé, qui dépendent, dans leur existence matérielle, des *contrats* publics ou privés. C'est ainsi que les intellectuels purs, comme on dit, se trouvent renvoyés à la grande prophétie morale telle qu'elle s'accomplit à l'âge des *mass media*. C'est-à-dire qu'ils donnent une représentation parfois dérisoire et toujours un peu exaspérante de la grande figure morale de l'intellectuel.

Mandarin ou prophète ?

● *Mandarin ou prophète, il n'y a pas d'autre choix ? On fait souvent aux sociologues une réputation de pessimisme, pensez-vous qu'ils n'aient rien d'autre à faire que d'annoncer ce qui est ?*

— Il me serait facile de répondre que la connaissance des régularités sociologiques (ce que les hommes politiques de droite se sont empressés d'appeler les « *pesanteurs sociologiques* », pour justifier leur inaction ou leur impuissance) est la condition de la réussite de toute action visant à les transformer. Connaître la probabilité d'un phénomène, c'est augmenter les chances de réussite d'une action visant à l'empêcher de se réaliser.

» Mais ce n'est pas assez. Beaucoup de « mécanismes » sociaux doivent une part importante de leur efficacité au fait qu'ils sont méconnus. C'est le cas, par exemple, des « mécanismes » qui tendent à éliminer de l'école les enfants issus des familles les plus démunies économiquement et culturellement : or on observe que les familles croient d'autant plus (à quelques nuances près) que le don et le mérite personnels sont seuls responsables du succès scolaire — et non pas le milieu — qu'elles sont plus démunies culturellement, donc plus directement victimes des effets du milieu.

» On voit immédiatement que la science qui dévoile, qui démasque — « *Il n'y a de science que du caché* », disait Bachelard, — pourrait exercer, par soi, un effet important. A condition, bien sûr, que ses effets soient connus de ceux qui ont le plus intérêt à les connaître. Mais ce que l'on appelle mon pessimisme — et qui n'est que le sens des réalités — revient en force : la diffusion des acquis de la science obéit à la loi de toute transmission culturelle, et la connaissance des effets de la dépossession culturelle est d'autant plus improbable que l'on est plus dépossédé culturellement.

● *Cette méconnaissance des lois n'a-t-elle pas des effets politiques ?*

— Si, bien sûr. Les hiérarchies économiques et sociales doivent une grande part de leur légitimité, c'est-à-dire de la reconnaissance qui leur est consciemment et surtout inconsciemment accordée, au fait qu'elles paraissent fondées sur les seules inégalités scolaires, c'est-à-dire sur des inégalités de dons et de mérites.

● *Autrement dit, il y a une efficacité proprement politique du discours qui dévoile ?*

— Je pense que, pour un ensemble de raisons historiques, nous avons tendance à sous-estimer l'efficacité de cette dimension de tout pouvoir qu'est le pouvoir symbolique. L'économisme hante tous les cerveaux politiques, conduisant à une forme de fatalisme ; conduisant à déposséder les groupes de l'ambition légitime de se maîtriser eux-mêmes en tant que groupes. Je pense que la politique serait tout autre chose et l'action politique tout autrement efficace si chacun était convaincu qu'il lui appartient de prendre en main ses affaires politiques, que personne n'est plus compétent que lui-même, s'agissant de gérer ses propres intérêts. Il faudrait pour cela que la concurrence dont le champ politique est le lieu contraigne les hommes politiques à autoriser et à favoriser des formes d'organisation et d'expression (comités d'entreprise, assemblées de quartier, assemblées communales et non conseils municipaux) qui permettent aux citoyens, à tous les citoyens, de contribuer réellement à la production du discours et de l'action politiques.

Le divorce entre les partis et les masses

» On devrait tout faire pour permettre à tous de sentir que les affaires politiques sont leur affaire, de s'y reconnaître, comme on dit, d'y retrouver leurs problèmes, *tous* leurs problèmes : pas seulement le pouvoir sur les entreprises, mais aussi les relations sociales dans l'entreprise ; pas seulement les autoroutes, mais aussi les injures entre les chauffeurs, etc. Ainsi par exemple, quand on parle de lutte des classes, on ne pense *jamais* à la lutte des classes quotidienne, au mépris, à l'arrogance, à l'ostentation écrasante (à propos des enfants et de leurs succès, ou des vacances et de l'automobile), à l'indifférence blessante, à l'injure, etc. : la misère sociale et le ressentiment — la plus triste des passions sociales — naissent de ces luttes quotidiennes dont l'enjeu est la dignité, l'estime de soi. Changer la vie, ce devrait être aussi tous ces petits riens dont la vie des gens est faite et qui sont abandonnés à l'initiative privée et au prêchi-prêcha des moralistes.

● *On vous devine presque déchiré : d'un côté vous dénoncez l'économisme, d'un autre côté vous savez bien que les réalités économiques commandent la vie des gens.*

— Evidemment, l'économisme a au moins pour vertu de mettre en garde contre la « monnaie de singe », contre ceux qui paient de mots. Il y a, bien sûr, un usage conservateur des stratégies symboliques. Payer en monnaie de singe, les gouvernements — et en particulier le nôtre — savent très bien le faire. Mais on peut concevoir un usage démystificateur, libérateur, du pouvoir symbolique. Il y a tout un aspect de la réalité sociale que l'économisme et la conviction que les seules mesures sérieuses sont celles qui touchent aux réalités économiques font oublier. Tout mon travail me porte à croire que nous sous-estimons le pouvoir, proprement politique, de changer la vie sociale en changeant la représentation du monde social ; en mettant un peu d'imagination au pouvoir.

● *En d'autres termes, en faisant une science du capital culturel et symbolique vous voulez donner les moyens de combattre l'économisme et les usages abusifs du symbolique.*

— Oui. L'économisme conduit à des révolutions partielles, ou ratées. Le stalinisme, qui se profile encore à l'horizon de tant de discours sur le monde social, est aussi une espèce d'utopisme scientiste, fondé sur une foi pathologique dans les pouvoirs de la science sociale ou, plus exactement, d'une science sociale encore commençante et déjà réduite à sa plus simple expression, à l'état de slogans et de mots d'ordre. Une des leçons de la science sociale, ce sont les limites de toute action orientée par la seule théorie sociale. Le scientisme enferme toujours la virtualité d'un terrorisme. En progressant, la science sociale a appris ses limites.

● *Vous estimez donc qu'il y a divorce complet entre les partis, tous les partis, et les masses actuellement ?*

— On pourrait dire, simplement, c'est-à-dire en simplifiant beaucoup, que dans l'état présent de la division du travail politique les plus démunis économiquement et culturellement ne peuvent que s'en remettre aux partis pour la formulation de leurs demandes ; ce qui signifie que les partis ont tendance à faire à la fois l'offre et la demande.

● *Pour conclure sur le plan politique et avant d'en venir aux problèmes de la culture, pensez-vous que l'évolution tra plutôt dans le sens d'une simplification du discours, d'une meilleure communication, ou que le malentendu, les difficultés que vous relevez, risquent d'aller en s'aggravant ?*

— Je ne vois malheureusement pas beaucoup d'indices d'un changement du style de la vie politique. Tout système de langage fonctionne à la fois comme moyen d'expression et comme moyen de censure. Paradoxalement, un langage est ce qui permet de dire ce que l'on a à dire, mais aussi ce qui empêche de dire et de penser tout un ensemble de choses que d'autres styles permettraient de dire. Par exemple, le débat télévisé, qui pourrait être un instrument de démocratie — on en appelle directement « au peuple », on étale ce que l'on pourrait ou voudrait tenir caché, — peut être constamment censuré par le fait qu'un certain type de liberté linguistique ou vestimentaire n'y est pas admis. Il y a un style collet monté qui fait que certaines personnes ne peuvent pas parler ou qu'on ne peut pas parler pour certaines personnes. J'ai lu dans un journal du matin très bien élevé : « *Marchais sera excellent lorsqu'il ne fera plus de fautes de français* ». Mettre l'imagination au pouvoir, c'est peut-être aussi mettre un bonnet rouge au dictionnaire.

● *C'est ce que vous avez appelé le « fétichisme de la langue ».*

— On connaît le langage d'appareil et d'apparat, langage mécanique et stéréotypé, qui est une forme de censure, parce qu'il déréalise ce qu'il exprime. Le franc-parler, comme dit si bien le français, devrait être réintroduit en politique.

● *La philosophie politique des hommes politiques se trahit dans leur langage.*

— Oui. Elle est présente dans leur rapport au langage, dans leur hypercorrection ou leur pompe verbale ; elle est aussi présente dans leurs mots, et à travers eux dans leur cerveau. En politique comme ailleurs, il n'y a pas de mots innocents. A force de parler de « sommet » ou de réunion « au plus haut niveau », on finit par croire et par faire croire qu'il n'y a de politique et de solution politique et d'accord politique qu'en ces *hauts* lieux que fréquentent les seuls esprits souverains. Qu'adviendrait-il si les « sommets » lançaient la consigne de chercher et de trouver un « bon accord » à la base ?

» Le fait que cette idée apparaisse immédiatement comme une utopie est *par soi* intéressant. Changer la vie, c'est aussi, un tout petit peu, changer la manière de parler et de penser la vie. Je crois en effet que les classes sociales, que les hiérarchies sociales, existent toujours deux fois, dans la réalité et dans les cerveaux. Et il est probable que si elles cessaient d'exister dans la réalité, elles risqueraient toujours de revenir à l'existence, parce que les gens les projetteraient sur la réalité, dans la réalité, aussi longtemps qu'elles hanteraient leur cerveau.

Propos recueillis par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

Prochain article :
LA CULTURE POUR QUI ET POUR QUOI ?

Psychologie en miettes

NOTRE aspect physique correspond-il à notre être ? David Cooper semble le croire, lui qui nous invite, dans *Qui sont les dissidents ?* à regarder attentivement et à comparer les visages des hommes politiques, d'une part, et des dissidents, de l'autre. Non sans nous efforcer également — exercice salutaire entre tous — d'imaginer notre propre visage, avant qu'il ne fût déformé par nos lâchetés quotidiennes, par nos compromissions successives.

Il raconte que Viktor Fainberg, l'une des victimes des incarcérations psychiatriques en U.R.S.S., lui confia que, dans son hôpital, de « vrais » fous lui avaient donné des poèmes qu'ils avaient composés, et qu'il espère faire publier. Et Cooper ajoute ceci, qui est à la fois émouvant et vrai — je le dis d'autant plus volontiers que j'ai eu l'occasion de rencontrer Fainberg, — qu'on ne peut, en le voyant, qu'avoir envie de lui donner un poème, et que c'est là ce qui devrait caractériser la dissidence internationale : avoir une tête à accepter un poème plutôt qu'une proclamation.

*

L'incertitude, l'ambiguïté, sont d'une certaine manière intolérables, car génératrices d'angoisse. Or, tout homme qui craint l'angoisse préfère n'importe quelle certitude, même illusoire, à la réalité qui, elle, ne représente jamais la certitude, mais, tout au plus, une probabilité ou une plausibilité.

A cet égard les travaux de la psychologue Frenkel-Brunswick montrent bien que l'attitude à l'égard de l'ambiguïté se structure dès le jeune âge. Dans une de ses recherches, elle présente à de jeunes enfants une série de planches où l'image d'un chien est progressivement changée en celle d'un chat. Les enfants qui perçoivent le moins de figures intermédiaires sont également ceux dont le comportement est le plus rigide. Ils sont notamment plus racistes que les autres. L'intolérance à l'ambiguïté se manifesterait, par conséquent, autant au niveau de la perception des choses que des structures affectives. Il importe donc d'aider l'enfant relativement tôt à devenir tolérant à divers types d'ambiguïtés et de tensions, à accepter, également, dans le cadre même du raisonnement, le fait de l'incertitude, ce qui lui permettra peut-être — mieux en tout cas que des régulateurs chimiques — d'établir un *modus vivendi* avec son angoisse.

ROLAND JACCARD.

VOTRE LOGEMENT
AU PRIX DE REVIENT
COTE VAROISE
à FRÉJUS (SAINT-RAPHAEL) LE PANORAMIQUE ●
à BOULOURIS (SAINT-RAPHAEL) LES HIPPOCAMPES ●
à SAINT-MAXIMIN (La Sainte-Baume) L'AURÉLIENNE ●
à CAVALAIRE LES PRADELS ●
LE SAINT-CLAUDE ●
à SAINTE-MAXIME LE SILÈNE ●
cochez le programme de votre choix, et le type d'appartement recherché.
STUDIO ● F 2 ● F 3 ● F 4 ●
Votre nom .....
Votre adresse .....
Découpez et retournez cette annonce à :
SADEC : 2, av. de la Gabelle, 83600 FRÉJUS 2

Le Monde

étranger

LA STRATÉGIE DE LA GAUCHE EN ESPAGNE

Les partis eurocommunistes manquent de crédibilité à cause des contradictions entre leur fonctionnement et le modèle de société qu'ils proposent

nous déclare M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier

Deux hommes représentent actuellement en Espagne près des deux tiers de l'électorat : M. Adolfo Suarez, dirigeant de l'Union du centre démocratique, et M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.). Le premier est la tête du gouvernement, le second aspire à le remplacer. D'un accord ou d'une opposition irréductible entre les deux hommes et leurs organisations dépend en bonne partie le sort de l'Espagne. Ancien avocat à Séville, spécialisé dans la législation du travail, secrétaire du P.S.O.E. depuis octobre 1974, M. Felipe Gonzalez, âgé de trente-cinq ans, a redonné dynamisme et jeunesse à une organisation vieille d'un siècle et l'a imposée au tout premier plan du socialisme européen. Sur la stratégie et le programme de son parti, sur sa conception du socialisme, sur ses relations avec les communistes, il a répondu aux questions du « Monde » avec la cordialité dont il témoigne dans ses rapports, en général, même avec ceux qui s'opposent à lui, et qu'il allie à une grande fermeté.

« Pensez-vous qu'il y a un danger militaire en Espagne, comme le disent les communistes ?

— A force de répéter qu'il y a un danger militaire, on alimente ce danger. A force de dire qu'un Pinochet va arriver, à force de créer une telle psychose dans le pays, on favorise une solution à la Pinochet. Je ne crois pas que la situation soit si catastrophique et, de toute façon, on n'a pas le droit de faire du catastrophisme, pour justifier la formation d'un gouvernement de concentration comme le souhaitent les communistes. D'ailleurs, s'il y a un risque de Pinochet en Espagne, alors, que les communistes soient conscients qu'ils ne peuvent accéder au pouvoir, car c'est pour le coup qu'un Pinochet surgirait immédiatement ! Affirmer que nous allons vers le chaos économique comme le fait le P.C. ne correspond pas à la réalité. L'Italie était dans une situation pire que la nôtre, il y a un an, et elle commence à s'en sortir. Crier à la catastrophe est un des plus grands péchés contre la démocratie qu'on puisse commettre actuellement dans ce pays. »

— Mais n'assiste-t-on pas à un essai de déstabilisation de la situation espagnole ?

— Oui, c'est clair. Il y a des groupes intéressés par l'échec de la démocratie. Il faudrait les combattre avec plus d'énergie et éclairer les forces de l'ordre sur le sens de leur action. Des secteurs de la police sont désorientés et ne savent pas quoi faire. Et puis, si le gouvernement avait proclamé l'amnistie dès le 15 juin, jour des élections législatives, au lieu de vaciller comme il l'a fait, il se serait donné une autorité morale pour faire face au terrorisme. Mais je ne crois pas que les tentatives de déstabilisation puissent réussir.

— Mais, tout de même, ne sent-on pas un malaise de l'opinion devant la lenteur du processus démocratique ?

— Ce qui se passe en réalité, c'est que, pour la première fois depuis longtemps, le malaise de certains secteurs de la population peut s'exprimer. Mais ce malaise a été exagéré par une partie de la presse et par les partis qui ont perdu les élections. Le désenchantement a pu s'emparer de ceux qui pensent que les élections seraient suivies d'un changement politique, économique et culturel radical. Mais on ne fait pas l'histoire de cette façon.

— Et la crise de gouvernement ?

— Quand on a parlé de cette crise à la fin de l'été, nous avons été clairs : ce qui existe, à notre sens, c'est une crise de confiance au sein de la coalition gouvernementale. Quant à l'autre crise, celle que traverse le pays, ses données n'ont pas changé. Nous sommes en train de liquider une dictature. A elles seules, les élections du 15 juin n'ont pas suffi à démanteler le système franquiste, son appareil administratif, bureaucratique — pour ne pas parler des pratiques de corruption. Pour démonter un tel appareil, il faudrait un gouvernement qui ait la force morale de le faire. Or, l'équipe actuelle comporte des éléments nettement franquistes.

» Crise économique et crise politique sont évidemment liées et s'aggravent mutuellement. Quant aux conflits internes de la coalition gouvernementale, ils tiennent en bonne partie à la distance, voire à la méfiance réciproque qui existe entre l'équipe politique et l'équipe économique. Les nouveaux responsables de l'économie, qui sont souvent d'origine démocratique, ne participent pas aux décisions politiques, un domaine où M. Suarez, avec ses hommes de confiance, est le seigneur absolu.

— Pourquoi le parti socialiste refuse-t-il l'hypothèse d'un gouvernement avec l'Union du centre ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen d'influer sur l'évolution du pays ?

— Nous n'avons jamais refusé l'idée de gouverner avec tout ou partie de l'Union du centre ou avec les nationalistes basques et catalans... Nous nous sommes seulement demandé quel programme pèserait alors le plus, celui de la gauche ou celui de la droite ? Si c'est pour donner notre aval à une politique conservatrice, alors, merci bien. Si c'est pour gouverner avec une perspective de progrès sans maximalisme, alors oui, nous sommes intéressés. Pour l'instant nous préférons discuter du dehors les points sur lesquels nous pouvons donner notre appui à l'équipe au pouvoir. Autre problème fondamental : si l'Union du centre et le parti socialiste gouvernent ensemble, qui sera l'opposition dans ce pays ? Nous, socialistes, en faisant des concessions à la droite, allons-nous déblayer le terrain de l'opposition pour ceux qui ont perdu les élections, pour l'eurocommunisme ?

— Si vous étiez arrivés en tête aux élections, auriez-vous été prêts à gouverner seuls ? Aurait-ce été possible ?

— Soyons honnêtes, un gouvernement socialiste homogène est impossible aujourd'hui en Espagne.

— Quel gouvernement auriez-vous constitué ?

— Sur ce point, je préfère réserver ma réponse. Mais à supposer que nous ayons gagné dans les mêmes conditions que M. Suarez, c'est-à-dire sans avoir la majorité, notre première préoccupation aurait été de négocier avec ce qu'on appelle en Espagne les pouvoirs de fait (1) et de leur présenter le programme des trois ou quatre ans à venir. Il est important en effet de gagner la confiance des secteurs du pays qui détiennent le pouvoir réel, plus que les partis. Actuellement les partis incarnent la volonté populaire, mais ils n'ont pas de canal de communication avec ces pouvoirs traditionnels que sont la finance, l'entreprise, l'Eglise, l'armée, le roi lui-même. Le roi ne connaît pas les forces politiques du pays. A la suite d'un tel dialogue, nous aurions appelé au gouvernement une partie de la droite « civilisée », c'est-à-dire démocratique, mais aucun franquiste. Nous aurions cherché un accord avec le P.C.E., mais pas pour le faire entrer au gouvernement.

— Quels sont vos remèdes pour la crise économique ?

— Les industriels disent que la perspective socialiste serait acceptable en Espagne si nous étions des socialistes comme ceux de l'Europe du Nord. Alors, je demande : et vous, êtes-vous prêt à jouer le rôle des capitalistes de l'Europe du Nord ? Pour les centristes, le mal principal c'est l'inflation ; ils affirment qu'en s'attaquant à l'inflation ils peuvent résorber les autres maux et notamment le chômage. C'est ce que disent aussi MM. Barre et Andreotti. Pour en finir avec l'inflation, des mesures draconiennes sont adoptées, qui touchent de nombreux secteurs. Quels secteurs ? Voilà qui préoccupe aussi les gouvernements conservateurs.

» Nous préférons, nous, que l'inflation diminue moins vite et que le coût social soit moindre. Nous sommes partisans d'utiliser les mesures fiscales pour redistribuer le revenu et améliorer l'éducation, le logement, la santé, les transports publics, les équipements collectifs. Notre politique monétaire consisterait à favoriser la petite et moyenne entreprise, qui sombre actuellement par suite des restrictions de crédit alors que les grandes entreprises ont accès aux circuits privilégiés de crédit par le biais des groupes bancaires qui les contrôlent. Enfin, le maximum de sacrifices que nous pourrions demander aux travailleurs, c'est que la part des salaires dans le revenu national n'augmente pas.

Le champ des nationalisations doit être limité

— Et, en général, quelle est votre philosophie économique ? Croyez-vous, par exemple, qu'étatiser c'est social ?

— Absolument pas. Nous refusons d'envisager une chilinisation de l'économie espagnole. Tous les exemples montrent qu'en étatisant l'économie on la paralyse et on aboutit à un système répressif qui oblige à mettre un policier devant chaque commerce. Le champ des nationalisations, pour nous, ne peut qu'être limité : énergie électrique, acier, crédit. Un bon contrôle du crédit, d'ailleurs, peut être aussi efficace que sa nationalisation. En Espagne, la nationalisation aurait tout de même l'avantage de priver de pouvoir tout un secteur de la banque qui est franchement hostile à la démocratie.

» Nous sommes également partisans d'une réforme agraire, mais pas selon le slogan anarchisant du dix-neuvième siècle : « *La terre à ceux qui la travaillent.* » C'est-à-dire à chacun son lopin. Non, nous voulons donner un contenu d'entreprise à la réforme et juxtaposer trois formes d'exploitation : publique, communautaire et individuelle. Une telle réforme affecterait la structure de la propriété, qui est très injuste. Mais il est plus urgent, à notre avis, d'exiger une pleine exploitation du sol que d'instituer une campagne d'expropriations.

— Entre le programme communiste et le vôtre, il n'y a pas beaucoup de différence ?

— Je n'en suis pas si sûr, à voir ce qui se passe au Parlement. Quand nous avons demandé en commission que soient exemptés de l'impôt sur le revenu les salaires ne dépassant pas 210 000 pesetas par an — des salaires de misère, — nous n'avons pas été appuyés par le P.C. Le parti communiste ne nous a pas suivis non plus quand, à l'inverse, nous avons demandé que soient imposés les émoluments des conseillers d'administration.

» Mais vous posez le problème de l'eurocommunisme. Les partis eurocommunistes manquent de crédibilité parce qu'il y a contradiction entre le modèle de société qu'ils proposent et leur fonctionnement interne. M. Carrillo a souvent dit que le P.C.E. était aussi démocratique que le parti socialiste. Mis à part le fait que personne ne le croit — ce qui est déjà une raison suffisante, — pourquoi, dans ces conditions, vient-il de convoquer un congrès destiné à démocratiser les structures de son organisation ? Pour cela, le parti socialiste n'organise pas de congrès. Il faudrait plutôt qu'il en fasse pour contrôler les excès de démocratie...

» De telles différences ne sont pas superficielles, elles ont un contenu idéologique profond. Dans les années 20-31, quand les communistes et les socialistes se sont séparés, Lénine pensait que la société qu'il avait en projet rendait nécessaire un P.C. fortement militarisé et hiérarchisé. Il a donc transformé le parti en une sorte d'armée destinée à prendre le pouvoir. Il a changé du même coup la dictature du prolétariat en dictature du parti et même du secrétariat du parti. Les communistes ont adopté ce modèle et se sont séparés des socialistes. Cinquante ans après, il en reviennent au projet de société des socialistes mais maintiennent une structure qui a été pensée et créée pour un modèle socio-politique totalement différent.

— Une alliance entre communistes et socialistes en Espagne vous paraît-elle possible et souhaitable ?

— Apparemment, ce serait l'idéal. Mais les conditions seront-elles un jour réunies ? Je ne sais. Et si elles le sont, le P.C.E. sera-t-il disposé à aller jusqu'au bout ? A mon avis, les communistes n'accepteront jamais de gouverner avec des partis socialistes plus forts en nombre. Ce qui vient de se passer en France est très significatif à cet égard. Le P.C.F. n'a pas accepté l'hégémonie du parti socialiste. Il n'a pas voulu non plus assumer la responsabilité du pouvoir en pleine crise économique, sachant qu'il ne pourrait pas apparaître aux yeux des Français comme l'artisan d'un mieux-être. Au contraire, la situation aurait été plus difficile à court terme, en raison du changement d'administration, des résistances du capitalisme. Je ne sais pas si Moscou influence M. Marchais, ce n'est pas mon affaire. Mais la victoire de la gauche en France n'intéresse ni les Soviétiques ni les Américains et c'est dans cette conjoncture, quand M. Barre est reçu avec tous les honneurs à Moscou, que les communistes français rompent avec les socialistes.

L'opposition communiste à un gouvernement socialiste serait intransigeante

— A en juger par son activité parlementaire, on a l'impression que le parti socialiste veut agir seul, qu'il ne recherche pas d'accord avec le reste de la gauche...

— Nous avons passé des accords avec d'autres groupes, mais l'Union du centre a fait tomber des mistes de sa table et les accords ont été rompus. Je cite un cas. A la veille du débat aux Cortès, le parti communiste avait promis de voter notre motion demandant la démission du ministre de l'intérieur. Le jour du vote, il s'est abstenu. Dans le rapport actuel des forces, il nous est difficile de battre l'Union du centre à la Chambre des députés. Alors sur quoi devons-nous céder pour continuer à ne pas battre l'U.C.D. ? La gauche française est vaincue au Parlement depuis plus de vingt ans. M. Mitterrand est-il désespéré ? L'important, c'est d'affirmer ses positions et d'offrir un alternative du pouvoir. Ce que nous regrettons, oui, c'est qu'un parti qui dit avoir un esprit de classe ne vote pas avec nous sur l'exemption pour les bas salaires, ou l'imposition des conseillers d'administration. Le parti communiste espagnol ne fait pas une opposition très dure au gouvernement Suarez. Mais je suis convaincu que son opposition à un gouvernement socialiste serait intransigeante, sans pitié.

— On a souvent dit de votre parti qu'il était tiraillé entre des courants divers et que son électorat n'était pas homogène ?

— Un parti socialiste ne peut pas être homogène comme une Eglise, une armée ou un parti communiste. Il est essentiellement pluraliste. Qu'est-ce qui nous différencie pourtant du parti socialiste français ou du parti socialiste italien ? Chez nous, il n'y a pas de tendance structurée. Et il n'y en aura probablement pas. Sans doute certains sont-ils plus modérés que d'autres, mais, sur les problèmes importants, les votes au sein du comité exécutif se font à une majorité écrasante. Lors de notre dernier congrès, il y a un an, la gestion a été approuvée par plus de 90 % des voix, fait insolite pour un parti socialiste européen. Sur le plan électoral, nous sommes devenus le premier parti des travailleurs, n'en déplaise aux communistes. Nous sommes la première force politique aux Asturies, au Pays basque, en Catalogne, à Valence, à Alicante et en Andalousie. C'est-à-dire, mise à part l'Andalousie, dans les régions qui ont attiré de forts courants de main-d'œuvre ouvrière. A Madrid, nous avons gagné dans presque toutes les banlieues tandis que le centre et la droite l'emportaient dans les quartiers bourgeois. Le parti communiste espagnol a obtenu onze de ses vingt députés dans les seules provinces de Barcelone et de Madrid. Les quarante-huit autres provinces ne lui ont donné que neuf députés. Je pose donc la question : pour qui ont voté les zones déprimées, les travailleurs, les secteurs marginalisés de la population ?

« Quand j'aurai l'âge de M. Santiago Carrillo... »

— Comment expliquez-vous la poussée socialiste dans des pays aussi différents que la France, l'Espagne et le Portugal avec des partis qui étaient au départ en déclin ou très affaiblis ?

— Les partis communistes dans ces trois pays ont des clientèles fixes. Voilà près de trente ans que le parti communiste français se situe autour de 20 % des voix. Quand de larges secteurs de la population, en marge de ces clientèles, se posent la question d'un changement de société, les socialistes leur semblent plus crédibles que les communistes. Des trois partis communistes, l'espagnol est le plus faible. Malgré sa tradition de lutte, malgré l'énorme capital moral qu'il a amassé pendant la résistance, il n'a obtenu que 9 % des suffrages. La distance qui s'est creusée dès le départ, entre lui et nous, est énorme et il faudra vingt ans au parti communiste espagnol, s'il y arrive, pour établir un certain équilibre. Cela n'empêche pas M. Carrillo de dire que nous sommes des amateurs et de se poser en professionnel de la politique. Mais qu'est-ce que cela signifie dans son cas d'être un professionnel ? Avoir été secrétaire général des jeunesses socialistes et les avoir livrées au parti communiste, avoir été secrétaire général d'un P.C. stalinien, être passé par toutes les mutations idéologiques et être resté en place. Quand j'aurai son âge, son expérience et son professionnalisme, je ne voudrait pas être à la tête d'un parti qui récolte 9 % des voix. »

Propos recueillis par
CHARLES VANHECKE.

(1) Expression qui servait sous le franquisme à désigner l'armée.

Large accord à Madrid

(Suite de la première page.)

Le gouvernement espagnol n'admet pas seulement que les sacrifices doivent être supportés « *par tous les groupes sociaux* ». — Il l'avait toujours proclamé ; il reconnaît aussi que le plan doit s'accompagner d'un « *effort de démocratisation effective du système politique et économique de nature à le rendre acceptable par l'ensemble de la société* ».

Des réformes de structure

Le gouvernement ne fait plus de la réduction de l'inflation et du déficit extérieur son seul objectif à court terme, comme M. Felipe Gonzalez le lui reprochait quelques jours avant la réunion. Il accorde aussi la priorité à la diminution du chômage, alors que celle-ci devait être, selon son plan initial, une conséquence du succès de la lutte anti-inflationniste. 60 milliards de pesetas (soit plus de 3 milliards de francs) serviront à augmenter l'allocation chômage. La hausse des prix ne sera pas combattue par un traitement de choc, à coût social élevé, mais par une diminution « *progressive* » de la croissance monétaire. Les salaires ne seront pas augmentés à un rythme inférieur à celui de l'inflation, contrairement au projet initial : hausses des prix et des salaires seront maintenues, en 1978, au même niveau, fixé à 22 %, et si les prix dérapent les salaires seront relevés en conséquence. Enfin, les petites et moyennes entreprises, les plus touchées par la crise, recevront des aides substantielles, ce que demandait précisément l'opposition.

Mais la partie la plus originale du plan est ailleurs : en échange des sacrifices demandés aux travailleurs, la gauche a réussi à faire admettre certaines réformes de structure inscrites dans ses programmes électoraux : lutte contre la spéculation sur les sols urbains ; code des droits et des devoirs des travailleurs dans l'entreprise ; contrôle sur le budget de la Sécurité sociale ; réduction des dépenses publiques ; démocratisation des établissements financiers de l'Etat ; modernisation des lois agraires.

A l'issue de la réunion « au sommet », M. Ramon Tamames, membre du comité exécutif du P.C.E., évoquait, comme une décision de première importance, la révision des lois agraires, et se félicitait d'une mesure inédite : les sanctions prévues contre les entreprises qui ne respecteront pas les normes salariales — l'Etat les menaçant de leur supprimer des crédits et des dégrèvements fiscaux.

M. Felipe Gonzalez estime quant à lui que les mesures contre le chômage pourront être efficaces : le gouvernement promet de prendre à sa charge la moitié des cotisations de sécurité sociale, pour tout emploi créé à partir du 1er janvier prochain.

Le plan publié dimanche n'est encore qu'un protocole d'accord. Les partenaires de la négociation se fixent un délai de dix jours pour le compléter et le détailler. Ensuite commenceront les négociations. Car il reste à faire accepter par les centrales ouvrières et le patronat les mesures envisagées, ainsi que l'a rappelé M. Silva Munos, dirigeant de l'Alliance populaire (droite). L'ambiance était, néanmoins, à l'optimisme à la sortie de la réunion. Gouvernement et opposition se sont fait des concessions mutuelles pour entamer, comme l'affirme le communiqué commun, « *une étape nouvelle, qui conduira à un système économique stable, capable de réduire les tensions actuelles de la société espagnole* ».

Les négociations se poursuivront le 18 octobre pour aborder la partie politique du pacte proposé par M. Suarez. Gouvernement et opposition sont convenus d'étudier en priorité une « *loi antiterrorisme* », après l'assassinat, le samedi 8 octobre, à Guernica, au Pays basque, du président de la *diputacion* (conseil général) de Biscaye, M. Unceta Barrenechea, de son chauffeur et de deux gardes civils qui l'escortaient. Cet assassinat a été revendiqué par l'ETA militaire — l'une des deux branches de l'organisation. M. Unceta avait refusé de se soumettre à l'« *impôt révolutionnaire* » exigé par le mouvement de guérilla, et était depuis longtemps menacé de mort. En octobre 1976, le même mouvement avait assassiné à Saint-Sébastien le président de la *diputacion* de Guipuzcoa, M. de Araluce, qui avait été nommé, comme M. Unceta, par le régime franquiste.

« Détruire la démocratie »

Le ministère de l'intérieur, dans un communiqué, a relevé le fait que cet assassinat avait été commis au moment même où le Parlement est sur le point d'adopter un projet de loi d'amnistie qui profitera surtout aux Basques, et où le gouvernement a engagé des négociations en vue d'assurer une autonomie provisoire aux quatre province du nord. A l'extrême gauche et à l'extrême droite, les tentatives se sont multipliées ces dernières semaines pour enrayer le processus démocratique. Dans son éditorial de dimanche, le quotidien *El Pais* se fait l'écho d'un sentiment souvent partagé en écrivant : « *Il n'y aurait rien d'étonnant que les armes, les munitions, les fonds et les instructions reçues par les extrémistes de droite et de gauche aient une même origine : les groupements nationaux ou internationaux, qui veulent déstabiliser la situation espagnole, détruire la démocratie et transformer le pays en camp de concentration.* »

Ch. V.

NATIONALISATIONS : LA CLEF DU DIFFEREND

ALAIN BOUBLIL

LE SOCIALISME INDUSTRIEL

préface de Jacques Attali

guide des nationalisations

collection "économie en liberté"

puf

EUROPE

Allemagne fédérale

L'affaire Schleyer et la polémique sur le terrorisme

M. WALTER SCHEEL PRONE UNE « SYMPATHIE CRITIQUE » A L'ÉGARD DE L'ÉTAT

(De notre correspondant.)

Bonn. — Sang-froid, calme, patience. Tels sont toujours les mots d'ordre émanant des autorités, alors que M. Hanns-Martin Schleyer se trouve depuis trente-cinq jours aux mains des ravisseurs de la Fraction armée rouge. La lettre manuscrite de M. Schleyer, qui a été publiée à la fin de la semaine dernière par divers organes de presse français, constituait un signe — le premier depuis une dizaine de jours déjà — que les terroristes n'avaient pas alors mis leur menace à exécution.

Ce message a provoqué une vive réaction de la part de Mme Schleyer, qui s'est adressée, dimanche 9 octobre, au grand organe populaire *Bild am Sonntag*. D'une façon à peine voilée, l'épouse de l'industriel demande au gouvernement fédéral d'accepter les conditions posées par les terroristes. Selon elle, un Etat incapable de défendre « *le droit fondamental à la vie et à la liberté* » a au moins le devoir d'utiliser les moyens disponibles pour sauver un innocent.

Ce plaidoyer en faveur d'une « *décision rapide* » ne paraît pas, jusqu'ici, avoir modifié la stratégie du gouvernement, qui consiste surtout à ne pas dévoiler ses intentions.

Alors que l'incertitude est plus pesante que jamais, le président de la République fédérale, M. Walter Scheel, a profité des fêtes du cinq centième anniversaire de l'université de Tübingen pour entrer, à son tour, dans le débat sur les causes du terrorisme. Il y a quelques jours, l'écrivain Günter Grass lui demandait publiquement de « *protéger* » les écrivains accusés par la presse de droite d'être des « *sympathisants* » du terrorisme. Le président n'a que partiellement répondu à cette demande.

Selon M. Scheel, il est, certes, inadmissible que les noms d'hommes et de femmes respectés soient lancés sans raison en pâture à l'opinion, à propos de meurtres. « *Rien*, dit-il, *ne pourrait mieux empoisonner l'atmosphère politique du pays.* » En même temps, toutefois, le président de la République fédérale a dénoncé « *la mode chez quelques écrivains, journalistes et cercles universitaires* » de présenter toutes les institutions, l'Etat, le gouvernement, le Parlement, les syndicats, les tribunaux, les Eglises et les universités elles-mêmes comme « *des ennemis du peuple, que l'on doit combattre* ». Aussi a-t-il souhaité que les critiques fassent l'effort de se soumettre à une « *autocritique* », et, encore plus, qu'ils s'engagent dans la défense de la démocratie. Pour tous les citoyens, a conclu M. Scheel, la bonne attitude vis-à-vis de l'Etat devrait être celle d'une « *sympathie critique* ».

JEAN WETZ.

République démocratique allemande

Slogans contre l'U.R.S.S. et la police est-allemande à Berlin-Est

Une manifestation a mis aux prises des centaines de jeunes gens et des forces de l'ordre le soir de la fête nationale

Les réjouissances organisées à Berlin-Est à l'occasion de la fête nationale de la République démocratique allemande ont donné lieu, dans la soirée du vendredi 7 octobre, à une manifestation qui a mis aux prises, sur l'Alexanderplatz de Berlin-Est, plusieurs centaines de jeunes gens et d'importantes forces de police. Ces heurts auraient fait plusieurs dizaines de blessés légers et provoqué un nombre comparable d'arrestations.

Les jeunes manifestants ont scandé des slogans hostiles à l'Union soviétique (« Les Russes dehors ! ») et à la police est-allemande. Ils ont d'autre part crié à de nombreuses reprises le nom du poète et chanteur contestataire Wolf Biermann, expulsé de R.D.A. en novembre dernier.

La version des faits présentée par l'agence officielle est-allemande A.D.N. est fort différente. Elle affirme que des jeunes gens avaient escaladé le mur d'une trappe d'aération au pied de la tour de télévision de Berlin-Est et s'étaient blessés en tombant. Les forces de l'ordre étant intervenues pour évacuer ces jeunes gens, « quelques voyous » ont voulu, selon A.D.N., empêcher l'action de la police, et la foule des passants, « indignée » par l'attitude des « voyous », aurait prêté main-forte à la police pour rétablir l'ordre.

L'envoyé spécial permanent de « l'Humanité » confirme en tout cas, dans le numéro de ce lundi 10 octobre du quotidien communiste français, le caractère politique de la manifestation. Celle-ci semble traduire, de la part des jeunes et des milieux intellectuels et contestataires est-allemands, un profond malaise, ainsi que l'explique notre correspondant en Europe orientale.

De notre envoyée spéciale

Berlin-Est. — L'après-midi avait commencé comme une fête, que la jeunesse s'offrait à elle-même, le 7 octobre, jour de célébration du vingt-huitième anniversaire de la République démocratique allemande, à Berlin-Est. Sur les podiums installés çà et là, des orchestres d'adolescents, parfois de petites formations d'amateurs, diffusaient à pleine « sono » les battements, les percussions, les voix des rythmes rock, pop, « country ».

Les adolescents étaient venus nombreux, de plus en plus pressés, au pied des estrades ; des garçons et des filles de quatorze à dix-huit ans le plus souvent, parmi lesquels beaucoup de chevelures longues masculines, quelques barbes et l'*ondoiement* des jeans ou blousons de toile ou simili cuir. La contre-image, en somme, de la parade des jeunes soldats qui, le matin, à quelques centaines de mètres de là, avaient défilé au pas de l'oie dans un ordre militaire impressionnant.

Se déplacant lentement d'un orchestre à l'autre, chantant, riant, dansant parfois, discutant par petits groupes qui se formaient et se déformaient, les jeunes s'asseyaient sur les pelouses, parcouraient les balcons ou les terrasses qui courent aux premiers étages des immeubles.

Le soir venu, on a fait la queue devant les petites échoppes où se vendaient les rafraîchissements, les glaces et autres friandises. Les familles ont regagné les quartiers suburbains.

Sans qu'on ait pu, semble-t-il, en déceler l'origine, ce furent soudain la bagarre et l'irruption brutale des policiers. Une bousculade avait-elle dégénéré ? Des jeunes s'étaient-ils fâchés parce qu'une sono se taisait ? D'autres avaient-ils été refoulés d'un restaurant ? Les policiers arrivèrent tout à coup, brandissant leurs matraques, et provoquant le réflexe habituel des jeunes de tous les pays contre la police. Ceux qui étaient entraînés de force, sans ménagement, se débattaient, tandis que leurs camarades interpellaient les policiers, les insultaient et les traitaient de « flics » parmi les clameurs. Des pierres, des bouteilles vides, pleuvaient sur les représentants de l'ordre, dont on vit voler en l'air des casquettes plates.

Des spectateurs plus âgés protestaient aussi contre les brutalités infligées aux filles comme aux garçons, dont plusieurs dizaines, semble-t-il, furent emmenés au poste.

Maîtres d'une partie de l'esplanade, les policiers n'avaient pas pour autant rétabli le calme sur l'immense *forum* ; un nouveau petit groupe se reformait avec turbulence, narguant les uniformes. Ceux-ci devaient faire une nouvelle apparition avec des chiens, pour donner la chasse à ceux qui tentaient de constituer quelques flots de résistance.

L'Alexanderplatz s'était progressivement vidée. Vers minuit, elle était presque déserte. Le vent léger poussait les gobelets vides en carton, quelques papiers et les branches d'un arbuste. Des pavés avaient été arrachés et quelques vitrines avaient volé en éclats. Au matin, elle avaient été remplacées et, dans l'après-midi de samedi, un ciment frais avait rescellé le pavement.

Le week-end de trois jours devait vider Berlin-Est d'une bonne partie de ses habitants. A croire que la ville silencieuse et nue avait subitement englouti cette jeunesse si dense, si sagement exubérante, mais vite exaspérée, à laquelle, vendredi soir, avait appartenu le cœur de la cité sur l'Alexanderplatz.

JOANINE ROY.

Un malaise profond

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les bagarres entre jeunes et policiers, qui se sont déroulées au soir de la fête nationale est-allemande, sur l'Alexanderplatz à Berlin-Est, mettent *brutalement en relief* le malaise existant dans une partie de la jeunesse est-allemande. Les enquêtes sur le terrain, susceptibles de rendre compte du phénomène, font cruellement défaut. Mais l'écrivain Ulrich Plenzdorf, dans son court roman *les Nouvelles souffrances du jeune W...*, et Reiner Kunze, aujourd'hui exilé à l'Ouest, dans son recueil de poèmes *les Années merveilleuses* (interdit en R.D.A.), avaient déjà décrit avec sensibilité et beaucoup de justesse l'ennui, voire l'absence d'espoir, qui caractérise la vie d'une frange assez large de la jeune génération, aussi bien ouvrière qu'étudiante, de l'Allemagne de l'Est. Sans oublier Wolf Biermann, poète proscrit, à la recherche d'une patrie impossible depuis la privation de sa citoyenneté est-allemande, en novembre 1976, et qui prit à plusieurs reprises, lorsqu'il vivait encore en R.D.A., le thème de l'insatisfaction des jeunes comme matière à chansons.

La pratique généralisée du sport, la multiplication de « jazz-bands » (jouant, à vrai dire, une musique pop' très sage, qui n'a rien de très « psychédélique »), n'ont apparemment pas suffi à combler le vide d'une vie étroitement encadrée par le parti et bien provinciale par rapport à celle de la République fédérale voisine. Depuis le printemps dernier, des incidents mineurs, mettant aux prises jeunes et policiers, avaient déjà été signalés, les plus graves s'étant produits à Werder, près de Potsdam. Mais il s'agissait de bagarres d'après-bal, traduisant, certes, une exaspération devant une présence policière particulièrement voyante, mais non pas exactement, sans doute, une protestation organisée contre le régime.

La nouveauté, dans les affrontements de la nuit du 7 au 8 octobre sur l'Alexanderplatz, réside dans la formulation politique du mécontentement latent. Il n'est guère étonnant que les manifestants aient lancé, selon des témoins occidentaux, des slogans anti-soviétiques. De Prague à Varsovie, en passant par Berlin-Est, trente années de présence militaire et politique russe ont contribué à accumuler un potentiel de haine contre les Soviétiques qu'on a souvent peine à imaginer en Occident.

Il est plus significatif que les jeunes Berlinois en colère aient crié le nom de Wolf Biermann. Pour beaucoup, le poète, chassé de ce pays où il avait volontairement choisi de s'établir, représente le symbole de la révolte contre les bureaucrates.

La mesure prise, à la fin de l'année dernière, contre Biermann n'a pas anéanti toute velléité d'opposition en R.D.A. Elle a, au contraire, mis à nu des contradictions, révélé chez les intellectuels un malaise plus profond qu'on ne le pensait.

Les uns après les autres, des écrivains de renom ont pris le chemin de l'exil. D'autres attendent, réduits au silence. A cela s'ajoute une situation économique difficile : depuis deux ou trois ans, la R.D.A. a particulièrement souffert du renchérissement de l'énergie. L'analyse des tares du système par un fonctionnaire du parti M. Rudolf Bahro, dans un ouvrage publié cet été à l'Ouest, a entraîné immédiatement l'emprisonnement de son auteur. Seize ans après la construction du « mur », le régime est-allemand n'est pas à l'abri de secousses intérieures. — M. L.

UNE CONFIRMATION DE « L'HUMANITÉ »

L'envoyé spécial permanent de l'Humanité à Berlin-Est, Bernard Umbrecht, relate ce lundi 10 octobre dans le quotidien du P.C.F. les incidents de l'Alexanderplatz. Après avoir évoqué la version des faits présentée par l'agence officielle est-allemande D.P.A., il écrit : « *Cette version m'a été confirmée plus tard par des témoins. Mais il faut bien dire que chez les jeunes parmi lesquels je me trouvais, ce sont plutôt des commentaires défavorables à la police qui dominaient. Ils étaient plus d'un millier, âgés en majorité, m'a-t-il semblé, de quinze, seize, dix-sept ans, restés sur la place jusqu'aux environs de minuit. Ils ont été progressivement refoulés par des policiers qui tenaient des chiens en laisse.*

» *Les dimensions de l'Alexanderplatz ne m'ont pas permis d'avoir une vue d'ensemble des incidents. Je me trouvais près d'un groupe d'une soixantaine de jeunes qui manifestaient aux cris de* « Flics dehors, liberté ». *A un moment donné, ils se sont rendus dans le passage souterrain de la station de métro et y ont entonné une chanson tirée du film* les Fraises sauvages, *qui évoque une révolte d'étudiants aux Etats-Unis.* »

Roumanie

AVEC DEUX MOIS DE RETARD

Les autorités démentent les informations faisant état d'une grève

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les autorités roumaines ont démenti, ce week-end, les rumeurs rapportées depuis quelque temps dans la presse occidentale et faisant état d'une grève au début du mois d'août dans la vallée minière du Jiul, dans *le sud-ouest du pays (le Monde* du 13 août). L'agence roumaine Agerpress a indiqué que ces informations relevaient de la « *pure fantaisie* ».

Pourquoi le gouvernement de Bucarest juge-t-il aujourd'hui nécessaire de prendre position sur des événements déjà vieux de plus de deux mois ? Si la nouvelle qu'une grève avait éclaté au début du mois d'août parmi les mineurs de la vallée du Jiul avait été connue assez vite en Occident, on manquait jusqu'à ces jours derniers de détails sur le déroulement de cette action. C'est sans doute la publication toute récente de récits assez précis sur ces événements — notamment dans la presse ouest-allemande — qui a motivé le démenti des autorités roumaines.

Selon ces informations, l'arrêt de travail — qui aurait duré plusieurs jours — se serait produit dans la région de Petrosani. Plusieurs milliers de mineurs auraient retenu prisonnier un membre de la direction du parti, M. Ilie Verdets, dépêché sur les lieux pour rétablir l'ordre. Les grévistes n'auraient accepté de négocier qu'avec le chef du parti, M. Ceausescu. Celui-ci se trouvait à ce moment-là en vacances sur les bords de la mer Noire, mais, devant la gravité de la situation, il se serait rendu à Petrosani en hélicoptère et aurait finalement donné satisfaction, pour l'essentiel, aux mineurs.

La grève semble avoir eu pour origine directe un projet de loi sur les retraites, qui aurait fait perdre à certaines catégories de travailleurs des avantages acquis. Plusieurs autres éléments ont contribué au mécontentement. Les mineurs auraient réclamé une amélioration générale des conditions de vie, un meilleur approvisionnement des magasins, en particulier en viande, et une réduction du temps de travail. Les grévistes auraient protesté, en particulier, contre les nombreuses heures supplémentaires qui leur sont imposées depuis le tremblement de terre du 4 mars dernier.

Un signal d'alarme pour M. Ceausescu

Le démenti officiel sur ces troubles étonne d'autant plus que M. Ceausescu y avait fait lui-même récemment un allusion à peine voilée. Dans un discours prononcé le 23 septembre devant des cadres du parti communiste réunis à Bucarest en séance de travail, le secrétaire général s'était plaint amèrement des « *fautes et insuffisances sérieuses* » existant dans l'action du parti et il avait vivement critiqué l'« *autosuffisance* » de certains responsables.

M. Ceausescu avait aussi dénoncé les lacunes ou abus, certains déjà anciens, découverts dans d'autres districts du pays notamment à Constantsa, sur les bords de la mer Noire. D'une façon générale, les événements du mois d'août paraissent avoir joué, pour le chef du parti roumain, le rôle d'un signal d'alarme, révélant une certaine saturation de la population devant l'effort qui lui est demandé pour réaliser la politique d'industrialisation accélérée, poursuivie depuis une dizaine d'années. Le tremblement de terre du mois de mars a contribué fortement à accroître le malaise, car la réparation des dommages qu'il a engendrés dans l'économie, a exigé des travailleurs de nouveaux sacrifices.

MANUEL LUCBERT.

Irlande du Nord

LE SINN FEIN PROVISOIRE DÉMENT LES RUMEURS DE TRÊVE

Belfast *(A.F.P., A.P., Reuter.)*. — Le week-end a été marqué par deux assassinats en Irlande du Nord où, pour la première fois depuis six ans, on n'avait enregistré aucune victime depuis un mois. L'IRA provisoire a revendiqué le meurtre, dimanche 9 octobre, de Mme Margaret Hearst, vingt-quatre ans, secrétaire au *régiment de défense* de l'Ulster, la police supplétive. Mme Hearst dormait dans une caravane installée dans le jardin de ses parents, dans le comté d'Armagh, avec sa fille âgée de trois ans. L'enfant n'a pas été blessée. L'organisation extrémiste a également revendiqué le meurtre, vendredi, du président de l'association des gardiens de prison, M. Desmond Irvine. En fin de semaine, le journal du Sinn Fein provisoire, *Republican News*, a démenti les rumeurs faisant état d'une trêve possible en Ulster.

D'autre part, le Mouvement de la paix, fondé il y a quatorze mois par Mmes Mairead Corrigan, Betty Williams et M. Ciaran McKeown, a pris dimanche, à Belfast, à l'issue d'un congrès, qui a duré trois jours, en présence de quelque deux cents délégués, l'engagement de ne jamais se constituer en parti politique.

demain
L'AFRIQUE
Paraît chaque mois
le N° 2
est déjà en vente chez tous les marchands de journaux.
Ne le manquez pas

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● M. DAVID OWEN, secrétaire au Foreign Office, est arrivé dimanche 9 octobre à Moscou, à l'invitation du gouvernement soviétique. — *(A.F.P., Reuter.)*

● M. REGINALD PRENTICE, ancien ministre de l'éducation et de l'aide au développement, a annoncé, samedi 8 octobre, son intention de démissionner du parti travailliste et d'adhérer au parti conservateur. M. Prentice a indiqué qu'il continuerait à exercer les fonctions de député de la circonscription londonienne de Newham jusqu'aux prochaines élections. Il a précisé que sa décision était motivée par « *l'influence croissante exercée par des militants marxistes sur le Labour* ». M. Prentice, qui est député depuis 1949, avait déjà menacé de démissionner une première fois en 1969, alors qu'il était ministre adjoint pour la technologie dans un gouvernement Wilson. — *(A.F.P.)*

Inde

● PLUS DE QUARANTE PERSONNES ont été tuées et cent cinquante autres blessées lundi 10 octobre, dans la collision d'un train de voyageurs avec un convoi de marchandises, près d'Allahabad, à environ 600 kilomètres au sud-est de New-Delhi. — *(A.F.P.)*

Irak

● UN ETUDIANT JORDANIEN de vingt et un ans, Rsed El Zawaide, a été condamné à mort et exécuté le 27 septembre dernier en Irak, a révélé, dimanche 9 octobre, à Amman, un porte-parole du gouvernement jordanien. A la suite de cette révélation, les autorités jordaniennes ont signifié au gouvernement irakien qu'il leur était « *impossible* » de recevoir le ministre irakien des transports, M. Aziz Rachid, qui devait arriver dimanche à Amman. Le gouvernement jordanien se réserve le droit, a-t-on annoncé officiellement à Amman, de réviser l'ensemble de ses relations avec Bagdad. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

Laos

● VIENTIANE A OFFICIELLEMENT PROTESTÉ, vendredi 7 octobre, auprès du gouvernement thaïlandais à la suite de deux incidents de frontière, qui se sont produits à la fin du mois dernier au nord et au centre du Laos, et qui auraient fait cinq morts et cinq blessés. — *(Reuter.)*

Pologne

● LE ROI BAUDOUIN DE BELGIQUE ET LA REINE FABIOLA font, à partir de ce lundi 10 octobre, une visite de cinq jours en Pologne. — *(Reuter.)*

ENFIN, UN GRAND MAGASIN DE TISSUS DIGNE DE PASSY
BOUCHARA PASSY
CARTE DE CLIENT PRIVILÉGIÉ
Cette carte de réduction de 10% à vie sera remise aux mille premières clientes ayant effectué un achat égal ou supérieur à 100 F
BOUCHARA Passy 57, RUE DE PASSY, PARIS 16ème OUVERTURE LE 11 OCTOBRE A 9H30.

AMÉRIQUES

TRINITÉ-ET-TOBAGO AU VENT DE LA PROSPÉRITÉ

II. — Ouvriers noirs et paysans indiens

De notre envoyé spécial DOMINIQUE DHOMBRES

La République de Trinité-et-Tobago connaît, grâce à ses traditions parlementaires et démocratiques britanniques, ainsi qu'aux richesses nouvelles apportées par le pétrole et le gaz naturel, une sorte de « bonheur » à la caraïbe et commence à présenter les caractéristiques d'une société de consommation (« le Monde » daté 9-10 octobre). Pour la première fois cependant, une opposition de gauche pourrait accéder au pouvoir détenu depuis vingt ans par un « sage » respecté, le premier ministre, M. Eric Williams.

Port-of-Spain. — « *Nous sommes sans doute plus riches que d'autres pays caraïbes, mais il ne faut pas rêver, nous ne sommes pas très riches, nous ne sommes pas Abou-Dhabi...* » Dans son bureau spartiate, et même, comme il le concède volontiers, quelque peu délabré, M. John Stanley Donaldson, ministre de la sécurité nationale et des affaires étrangères, rappelle avec un détachement très britannique que son pays n'est toujours pas membre de l'OPEP. « *C'est un club, et les autres membres nous jugent encore trop petits ; mais nous y serons dans cinq ans...* ».

A tous les échelons du pouvoir, on retrouve cette assurance, mais aussi ce refus de se laisser griser par la richesse pétrolière nouvelle. Il n'est pas de bon ton pour un ministre de se meubler trop luxueusement. L'exemple vient de haut : le premier ministre, M. Eric Williams, qui se méfie de l'argent et déteste les grosses dépenses, place la manne pétrolière du pays (les réserves en devises atteignent 2,5 milliards de dollars) à court terme sur la place financière de New-York. L'argent est ainsi disponible, en attendant que les ambitieux projets de développement industriels (aciérie, usine pétrochimique, etc.) soient suffisamment au point. L'injection brutale des sommes ainsi mises hors circuit risquerait d'ailleurs de provoquer une hausse des prix particulièrement dure pour les citoyens les moins intégrés à la vie économique du pays.

Les fonctionnaires chargés de gérer ce pactole au nom de l'Etat ne sont pas à l'abri de la corruption. La vraie question n'est cependant pas de savoir si des abus — mineurs — sont commis, mais si cette politique de rétention financière, qui s'accompagne d'une attitude relativement conciliante à l'égard des compagnies pétrolières étrangères, est bonne.

« Le pétrole ne sera pas toujours là »

« *Mon premier soin, si j'arrivais au pouvoir, serait de nationaliser toutes les compagnies pétrolières étrangères et d'utiliser les fonds actuellement placés à l'étranger pour diversifier l'économie. J'essayerais avant tout de sauver l'agriculture locale dont la situation est dramatique. M. Williams ne s'intéresse qu'au pétrole et à l'approvisionnement régulier de la population en denrées alimentaires. Mais le pétrole ne sera pas toujours là pour payer ces denrées...* » Les cheveux longs et grisonnants entourant un visage fin et nerveux, M. Basdeo Panday, leader de l'opposition, chef du Front uni du travail et du syndicat des ouvriers agricoles de la canne à sucre, développe avec passion, dans le bureau officiel qui lui est attribué par le gouvernement, conformément à la tradition parlementaire britannique, des arguments qu'il a déjà mille fois répétés.

« *Il faudrait diversifier notre agriculture elle-même ; il est possible de faire coïncider la culture des légumes avec celle de la canne à sucre dans les trois premiers mois de pousse de la canne. Et puis, on peut avoir un peu d'imagination : la canne est notre principale richesse agricole et l'on peut mettre davantage en valeur des sous-produits tels que le rhum ou la bagasse* » (1), poursuit M. Panday. N'est-il pas préférable — à long terme — de soutenir une activité, même si elle n'est pas rentable, pour éviter la création d'un désert agricole semé de supermarchés où l'on ne trouvera plus que des produits importés ? Le leader de l'opposition, que ses adversaires accusent d'être « marxiste », ou « pro-cubain », tient à mettre les choses au point : « *Si les multinationales nous laissent tomber, je ferai appel aux pays socialistes pour obtenir l'aide technique nécessaire. Dans l'intérêt de mon pays, je suis prêt à le faire... La lutte des classes n'est pas pour nous une expression marxiste, mais une façon claire et efficace de décrire ce qui existe. Il y a des oppresseurs et des opprimés, c'est cela qui importe, et non pas une doctrine quelle qu'elle soit.* »

La pénétration économique américaine

Les arguments de l'opposition de gauche menée par M. Panday retiennent d'autant plus l'attention que Trinité-et-Tobago est l'un des Etats du tiers-monde où la pénétration économique américaine est officiellement la mieux acceptée. Le libéralisme dont fait preuve le gouvernement à l'égard des investissements étrangers commence cependant à susciter des réserves de la population, même si les Trinidaliens n'ont guère la fibre nationaliste et sont plus tentés de rire des « Yankees », en composant à leurs dépens de féroces calypsos (chansons satiriques), que de les chasser. La communauté de langue (l'anglais) — à quelques dizaines de kilomètres du sous-continent « latin » — crée des solidarités et des complicités que n'altère pas vraiment une incontestable domination économique.

L'opposition de gauche se garde donc de faire appel à l'antiaméricanisme. Elle a un thème beaucoup plus efficace à exploiter, et qui est plus frappant en regard de la prospérité apportée par le pétrole : le chômage. Celui-ci touche — selon les chiffres officiels — 15 % de la population active depuis trois ans, et le chiffre réel est sans doute plus élevé. Le développement des industries de consommation est évident : selon la revue britannique *Latin America*, l'industrie d'assemblage d'automobiles a progressé de 50 % au cours de la seule année 1976, la production d'appareils de radio de 42 %, etc. Il n'empêche que quatre mille emplois ont été supprimés au cours de la même année 1976 en raison de la course internationale à la compétitivité. (Trinité-et-Tobago a un marché intérieur restreint qui est déjà largement exploité par les grandes sociétés étrangères.)

L'augmentation annuelle du produit national brut, qui est de 5 %, est sans effet sur l'emploi. Le gouvernement cherche traditionnellement à calmer les tensions sociales créées par le chômage en développant encore davantage une administration déjà pléthorique. Le nombre des fonctionnaires titulaires est passé de dix-huit mille trois cent quatorze en 1966 à trente-sept mille six cent vingt-six en 1976, sans que la qualité des services publics en soit accrue dans une proportion comparable. Ainsi se crée une classe « moyenne entretenue » dont Shiva Naipaul, qui est le frère cadet de l'illustre écrivain trinidadien, décrit dans *Fireflies* (2) un personnage typique, qui remplit nonchalamment des tâches obscures et quasiment inutiles au ministère de l'éducation. Il existe désormais, à côté du prolétariat agricole lié à la culture de la canne à sucre et de la classe ouvrière créée par le pétrole et l'industrialisation, une « clientèle » que son statut incite à la modération et où recrute le parti gouvernemental.

Celui-ci a régné d'autant plus facilement jusqu'à 1975, exception faite de soudaines révoltes vite retombées (comme celle des partisans du « pouvoir noir », en avril 1970, qui s'accompagna d'une tentative manquée de putsch militaire), que les ouvriers du pétrole et ceux de la canne à sucre n'avaient jamais encore, pour des raisons ethniques, fait cause commune.

Les esclaves noirs qui travaillaient dans les plantations de canne les avaient abandonnées massivement lors de l'abolition de l'esclavage en 1834, désorganisant du même coup l'économie de plantation sur laquelle avait vécu jusqu'alors Trinité. Les planteurs parvinrent plus ou moins à reconstituer une force de travail en important, sous contrat, des travailleurs originaires de l'Inde (principalement du Bengale et de la région de Madras). Ceux-ci étaient « *attachés à la terre* » pendant une période plus ou moins longue pour payer les frais de leur voyage. Alors que les *West Indians* (les Indiens occidentaux, Caraïbes et Arawaks, découverts par Christophe Colomb) avaient été presque totalement exterminés par les maladies et les envahisseurs, se développait aussi une population d'*East Indians* (Indiens orientaux ou *British Indians* ; mais ils contestèrent cette dernière appellation après l'accession à l'indépendance de la terre de leurs ancêtres en 1949), qui maintint ses usages et ses croyances religieuses et remplaça les Noirs dans les travaux des champs.

Ce schéma se retrouve encore largement aujourd'hui : les ouvriers du pétrole et de l'industrie sont noirs dans leur immense majorité, de même que, dans une proportion moindre, les fonctionnaires, les policiers et les militaires. En revanche, le prolétariat agricole est presque entièrement d'origine indienne, encore que les mariages interraciaux soient nombreux et généralement bien acceptés. Les Noirs de la Trinité ont ainsi la particularité de ne pas être les derniers de l'échelle sociale, et de trouver plus pauvres qu'eux...

Les syndicats, traditionnellement très puissants (sous l'influence des trade-unions britanniques et du syndicalisme américain), reflètent cette division ethnique : M. George Weekes, qui dirige le syndicat des ouvriers du pétrole, est un Noir, tandis que MM. Basdeo Panday, chef du syndicat des ouvriers de la canne, et Raffique Shah, leader des petits planteurs, sont des Indiens. Les partis politiques également : le Mouvement national populaire (*People's National Movement*, P.N.M.) de M. Eric Williams est, malgré d'illustres exceptions soigneusement ménagées et un *refus de toute discrimination raciale*, dirigé et soutenu par les Noirs, tandis que les Indiens s'en sont longtemps remis, pour les représenter, à des hommes politiques paternalistes et conservateurs de même race qu'eux.

Cette situation — où les divisions politiques recouvrent les différentes ethnies — a été bouleversée par la grève à caractère « insurrectionnel » de mars 1975 où, pour la première fois dans l'histoire de Trinité-et-Tobago, Indiens et Noirs, surmontant leurs rivalités traditionnelles, se sont unis pour affronter le gouvernement. C'est la coalition des troupes syndicales, *toutes ethnies confondues*, de MM. Panday, Weekes et Shah qui est apparue, un moment, comme une solution de rechange au pouvoir du P.N.M. et de M. Williams. Elle a abouti à la création du « Front uni du travail » (*United Labour Front, U.L.F.*) dirigé par M. Panday.

La grève elle-même ne fut pas un succès : les ouvriers noirs de la raffinerie Texaco furent les premiers à débrayer, suivis par les travailleurs agricoles indiens de la société nationale Caroni (3), qui entraînèrent à leur tour les petits cultivateurs. Rapidement, l'approvisionnement en essence et en légumes fut désorganisé et une « panne » suspecte mit hors service la centrale électrique alimentant Port-of-Spain. De façon très gaullienne (ou par impuissance devant une réalité insaisissable), M. Eric Williams laissa pourrir la situation, s'effaça, puis, brusquement, réquisitionna l'armée pour la distribution de l'essence... et tout rentra dans l'ordre. Néanmoins, le pouvoir avait vacillé, et la leçon en fut tirée aux élections de septembre 1976 lorsque l'U.L.F. remporta dix sièges contre vingt-quatre au P.N.M.

La conjonction de deux syndicats « ethniques »

La grève de mars 1975 radicalisa l'opposition et posa ouvertement la question de la nationalisation des sociétés pétrolières, et notamment celle de Texaco. Elle fit naître entre paysans et ouvriers, une solidarité peut-être riche d'avenir. En même temps, le souci général d'éviter la violence (malgré des heurts assez brutaux lors de la manifestation du mardi 18 mars 1975) est à porter au crédit de la jeune opposition de gauche, qui faisait ainsi son apparition au grand jour.

Il reste à savoir si les syndicats qui forment l'ossature de l'U.L.F. pourront maintenir leur unité face aux sirènes du pouvoir et aux discrets avertissements du capitalisme international. Le désir des syndicats de jouer le rôle de « *redistributeurs de richesse* » par le biais de la fiscalité et d'équipements sociaux gratuits, dans une version caraïbe du « socialisme scandinave », heurte de front les grandes sociétés étrangères. Les Américains ne sont vraisemblablement pas indifférents, dans une zone aussi « sensible » et aussi riche en pétrole et en gaz naturel, à la montée d'une opposition de gauche au régime rassurant de M. Williams.

Trinité-et-Tobago est, en effet, l'un des pays les plus modérés du « groupe des 77 » (il reconnaît notamment l'Etat d'Israël) et se garde d'attaquer ouvertement les Etats-Unis à l'ONU, sauf en ce qui concerne la lutte contre le colonialisme et le régime de l'apartheid. « *L'opposition (l'U.L.F.) parle beaucoup, et vilipende les Etats-Unis. Mais a-t-elle une politique étrangère de rechange?* » s'interroge M. Stanley Donaldson, ministre des affaires étrangères. Le voisinage des Etats-Unis, et l'exemple peu engageant de Cuba, pour une société qui a atteint un certain développement et qui est au seuil de la prospérité, sont déterminants.

La politique étrangère est incontestablement le point faible de l'opposition de gauche. M. Eric Williams, dont les talents de manœuvrier sont éprouvés, peut jouer de l'anti-communisme pour enfoncer un coin dans la coalition qu'est l'U.L.F. Le développement d'une société de consommation, l'afflux des pétrodollars, certaines réussites incontestables (telle l'alphabétisation, pratiquement totale, du pays), jouent en sa faveur. *Malgré la montée d'une* opposition qui — pour la première fois — pose la question de l'alternance au pouvoir, le « sage » des Caraïbes n'a pas dit son dernier mot.

FIN

(1) Résidu solide de la canne, utilisé notamment comme matériau de chauffage ou pour la fabrication de pâte à papier, qui demeure quand on a extrait le sucre par broyage.

(2) *Fireflies* (Luciole) de Shiva Naipaul, Penguin Books, Harmonds-Worth, Grande-Bretagne, 1971.

(3) La société nationale Caroni, qui dispose d'un quasi-monopole sur la culture et le traitement de la canne à sucre, emploie quinze mille ouvriers à temps plein (ainsi qu'un nombre indéterminé de saisonniers) et *neuf mille fermiers sous contrat.*

Accueillez dans votre discothèque la prestigieuse collection

Le Monde de la Symphonie

sous une signature renommée entre toutes : celle de la Deutsche Grammophon

Deutsche Grammophon

A l'occasion de son 75e anniversaire, la Deutsche Grammophon vous invite à accueillir dans votre discothèque une collection musicale unique, d'ores et déjà reconnue par les sommités des critiques et des musicologues comme un authentique chef-d'œuvre.

L'intégrale des Maîtres de la Symphonie

En douze coffrets luxueux, le Monde de la Symphonie réunit les œuvres symphoniques complètes des 12 plus grands génies de cette incomparable forme d'expression musicale : de Haydn à Mozart et Beethoven, jusqu'à Mahler et Bruckner.

En tout 93 disques stéréophoniques Haute-Fidélité, gravés selon les techniques qui ont fait de la Deutsche Grammophon la marque dont le prestige est reconnu dans le monde entier.

L'élite des chefs d'orchestre

Toutes les œuvres qui composent Le Monde de la Symphonie sont interprétées par des orchestres au sommet de leur art, tels les Philharmoniques de Berlin ou de Vienne, dirigés par des chefs d'orchestre illustres : Karl Böhm, ou Herbert von Karajan, pour ne citer qu'eux.

Tous ont été spécialement choisis pour leur maîtrise du compositeur qu'ils interprètent.

Un patrimoine culturel incomparable

Gravée à l'occasion du 75e anniversaire de la Deutsche Grammophon, l'Edition Commémorative du Monde de la Symphonie constitue véritablement un événement historique sans précédent.

Pour la première fois sont réunis, en une seule collection, les ouvrages symphoniques des plus grands compositeurs de symphonies de tous les temps. (Sauf pour Haydn, dont le coffret ne comprend que l'intégrale des Symphonies londoniennes).

De plus, chacun des coffrets toilés, richement décorés, qui constituent Le Monde de la Symphonie contient un magnifique livret comportant un grand portrait couleur, une biographie du compositeur, et des commentaires sur son œuvre et les interprètes, signés par de grands musicologues.

C'est pourquoi cette collection, qui sera bientôt très recherchée par les mélomanes du monde entier, se doit de figurer à la place d'honneur dans votre discothèque.

Avec votre collection, un magnifique volume

Ce splendide ouvrage de 324 pages illustrées de 130 reproductions, relié pleine toile, rehaussé au fer, au format de vos coffrets, est, lui aussi, intitulé Le Monde de la Symphonie. Rédigé par des experts de réputation mondiale, il jette un jour nouveau sur l'histoire de la Symphonie, vous révèle en détail tous les aspects importants de la vie et de l'œuvre de chaque compositeur. En fait, c'est l'avènement de toute la musique symphonique dans l'Europe du XVIIIe au XXe siècle qui est retracé à votre intention.

Complément indispensable de l'Edition Commémorative Le Monde de la Symphonie, ce volume est réservé exclusivement aux souscripteurs de la collection.

Dans le merveilleux volume qui vous sera adressé, sans *aucun supplément de prix*, avec votre collection LE MONDE DE LA SYMPHONIE, 130 reproductions en couleurs viennent illustrer des commentaires sur la vie et l'œuvre symphonique de chacun des 12 grands génies de la Symphonie.

Bon gratuit pour recevoir une information personnelle

Je demande à bénéficier, sans aucun engagement de ma part, d'une information personnelle sur la collection LE MONDE DE LA SYMPHONIE.

Nom/Prénom _____

Adresse _____

Commune _____ Code Postal _____

Bureau distributeur _____

A remplir et à retourner aujourd'hui-même à : Diffusion Internationale d'Arts et Loisirs D.I.A.L. Avenue des Frères Lumière-92168 Antony Cédex.

Signature obligatoire

038 701 1261

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. l'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'Entreprise.

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études après le baccalauréat. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent

ÉCONOMIE ADMINISTRATION DÉVELOPPEMENT

Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 261.81.14

demandez notre documentation

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Niveau d'études _____

PROCHE-ORIENT

LE COMPROMIS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET ISRAËL

M. Dayan n'est « pas certain » d'être approuvé par son gouvernement

MM. Moshe Dayan et Ismail Fahmi, ministres israélien et égyptien des affaires étrangères, *ont exposé, dimanche 9 octobre,* leurs positions sur la crise du Proche-Orient, dans des interviews à la chaîne de télévision américaine A.B.C. Le chef de la diplomatie israélienne a déclaré qu'Israël quitterait la table de négociation, en cas de reprise de la conférence de Genève, si les Arabes suggéraient la création d'une « *patrie palestinienne* ». « *Le président Carter,* a-t-il dit, *pense toujours, en dépit de toutes mes explications, qu'il faut créer une sorte de patrie ou entité palestinienne. C'est là probablement la signification de la formule « droits des Palestiniens », qui n'avait jamais été utilisée auparavant par Washington. C'est un changement de la olitique américaine.* » « *Dans ces conditions, je ne suis pas certain que le gouvernement israélien approuvera le document de travail israélo-américain au cours de sa réunion de mardi,* a ajouté le ministre, revenant ainsi sur une précédente déclaration dans laquelle il tenait cette approbation pour acquise (*le Monde* du 6 octobre). Selon les milieux politiques cités par la presse israélienne, M. Dayan doit s'attendre à faire face, mardi, à de nombreuses critiques et réserves de la part de ses collègues. Plusieurs ministres lui reprocheraient de s'être sensiblement écarté, dans le document de travail israélo-américain, de plusieurs principes de base de la position israélienne.

Israël accepterait-il de discuter avec l'O.L.P. si cette dernière modifiait sa charte afin d'en éliminer les passages préconisant la destruction d'Israël ? M. Dayan a répondu au journaliste qui lui posait cette question : « *Non, cela ne nous suffirait pas. Il faudrait que l'O.L.P. change sa façon de penser et ses idées, qu'elle cesse d'être ce qu'elle est. Une simple modification sur le papier ne nous suffirait pas.* »

M. Ismail Fahmi, pour sa part, revenant sur ses déclarations optimistes faites peu auparavant, a affirmé que la reconvocation de la conférence de paix n'était « *pas encore sûre* ». « *Si de nouveaux éléments et de nouvelles conditions étaient introduits par Israël,* a-t-il dit, *il n'y aurait pas de conférence. Nous ne voulons pas d'une conférence purement formelle, nous voulons une conférence substantielle.* »

● A BEYROUTH, M. Abou Saleh, membre du comité central du principal mouvement palestinien, le Fath, déclarait samedi que tout Palestinien, « *quelle que soit sa position* », qui renoncerait à défendre le principe d'une délégation indépendante de l'O.L.P. aux négociations sur le Proche-Orient serait considéré comme un « *traître* ». M. Abou Saleh a assuré que les Palestiniens « *rejettent toute tutelle arabe* ». Quant aux Américains, « *ils nous considèrnt comme des mineurs qui auraient besoin de tuteurs. Ceux qui veulent la paix doivent s'adresser à nous. Nous voulons être représentés par une délégation indépendante* ».

La radio israélienne a annoncé dimanche soir qu'un nouveau point de peuplement juif, Kfar-Ruth, a été créé il y a quelques jours sans que le fait ait été rendu public. Il s'agit d'un village qui a été établi dans l'enclave de Latroun, sur la route Tel-Aviv–Jérusalem, à moins de quelques centaines de mètres des anciennes frontières. Un autre village, Shilah, aurait aussi été fondé il y a qeulques jours dans la même région, et vingt-cinq familles s'y seraient établies. Enfin, un troisième point de peuplement, toujours à Latroun, serait créé dans les prochains jours. Le parti travailliste a protesté dimanche contre la décision du gouvernement de M. Begin de créer une commission ministérielle chargée de l'implantation des colonies juives et dont les décisions seraient secrètes. En Cisjordanie, l'armée a arrêté vendredi plusieurs Palestiniens qui protestaient contre l'extension de la colonie juive de peuplement d'Ofra, située à 4 kilomètres de Ramallah.

L'éventuelle visite en France de M. Begin

Deux grands quotidiens israéliens du matin se sont déclarés dimanche nettement opposés à l'éventualité d'une visite en France du premier ministre, M. Begin. L'indépendant *Haaretz,* qui affirme que la visite de M. Jacques Chaban-Delmas à Jérusalem avait pour but précis de « *poser les conditions* » d'un *voyage en France du premier* ministre israélien, titre : « *Une visite de Begin en France ? Pourquoi faire ?* » L'éditorialiste de ce journal écrit : « *Au sein de la Communauté européenne, il n'existe aucun pays qui soit plus pro-arabe, pro-O.L.P. et anti-israélien que la France. Dans ces conditions, on peut se demander ce qu'une visite officielle et les déclarations protocolaires qui suivraient pourraient bien y changer.* »

De son côté, *Davar* (travailliste) estime qu'en invitant M. Begin le président français poursuit deux objectifs : «*D'abord assurer à la France un rôle, quel qu'il soit, à Genève — ce à quoi Israël n'est pas intéressé. Ensuite, se gagner le vote juif pour les prochaines élections. Or nous n'avons aucune raison de pousser les juifs de France à voter pour les adversaires de M. François Mitterrand, seul ami d'Israël — encore que cette amitié doive être mise à l'épreuve si la gauche venait au pouvoir.* » — (*A.F.P., U.P.I., Reuter.*)

AFRIQUE

EN ÉRYTHRÉE ET DANS L'OGADEN

L'armée éthiopienne aurait du mal à redresser la situation

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Selon des informations recueillies dans la capitale du Kenya, l'armée éthiopienne éprouverait du mal à stabiliser ses deux principaux « fronts », l'Erythrée et l'Ogaden. Les Ethiopiens ont beau *maintenir que « le temps joue en leur faveur »,* les développements sur le terrain ne le confirmeraient pas.

Dans le Harrarghe septentrional, les dernières défenses éthiopiennes avant la ville de Harrar se trouveraient sur la rivière Bisidimo, située à une trentaine de kilomètres à l'est de Harrar Depuis la prise de Jijiga et des gorges de Marda en septembre, les forces somalies ont occupé le col de Babile, qui surplombe Harrar, et leurs commandos se sont déjà infiltrés entre cette ville et Dire-Daoua. Depuis juillet, les forces somalies sont également présentes au sud-ouest de *Dire-Daoua, aux alentours des* localités d'Afdem et de Mieso, et seuls des convois militaires circuleraient *encore entre* Addis-Abeba et Dire-Daoua.

Des remous au sein des troupes

En dépit des renforts récemment dépêchés sur place, les Ethiopiens n'auraient pas réussi à élargir leurs défenses autour de Dire-Daoua et de Harrar. Cette dernière garnison aurait été le théâtre de nouveaux incidents entre des unités régulières et des milices. Le 12 septembre, après quatre jours de combat, les éléments de la 3e division éthiopienne en garnison à Jijiga s'étaient repliés sur Harrar en dépit des injonctions du président Menguistu, venu lui-même sur place remonter le moral de ses troupes.

On aurait eu tort de parler, à l'époque, de « *sédition* ». Mais des frictions entre unités régulières et milices éthiopiennes ont eu lieu (1). Les faveurs accordées à ces dernières par le chef de l'Etat éthiopien continueraient de provoquer des remous au sein de l'armée régulière.

Dans ces conditions, l'éventualité d'une contre-offensive éthiopienne en Ogaden semble improbable. Un redressement de la situation en Erythrée paraît tout aussi problématique.

Le FLE (Front de libération de l'Erythrée) a pris Agordat et Keren en septembre et a préparé depuis, en collaboration avec le F.P.L.E. (Front populaire de libération de l'Erythrée), une attaque contre nœud routier de Barentu, sur la route qui relie Tessenei, tenue par le FLE, à Asmara, la capitale provinciale, demeurée entre les mains des Ethiopiens. Fin septembre, ces derniers ont tenté, de nouveau sans succès, une sortie d'Asmara sur la route qui rejoint Axum au sud. Ils se sont heurtés aux partisans du F.P.L.E. à Decamere, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Asmara.

Sur la *route qui* relie Asmara au port de Massawa, les convois éthiopiens sont plus souvent attaqués. Les Ethiopiens contrôlent encore deux localités sur cette route, ainsi que, sur la route voisine, la *ville d'Adi-Keyeh.* Mais, dans le nord de l'Erythrée, aux mains du F.P.L.E., ils auraient renoncé aux bombardements aériens de la « petite piste Ho-Chi-Minh » utilisée par les insurgés pour se rendre de Karora, sur la frontière soudanaise, aux portes mêmes d'Asmara.

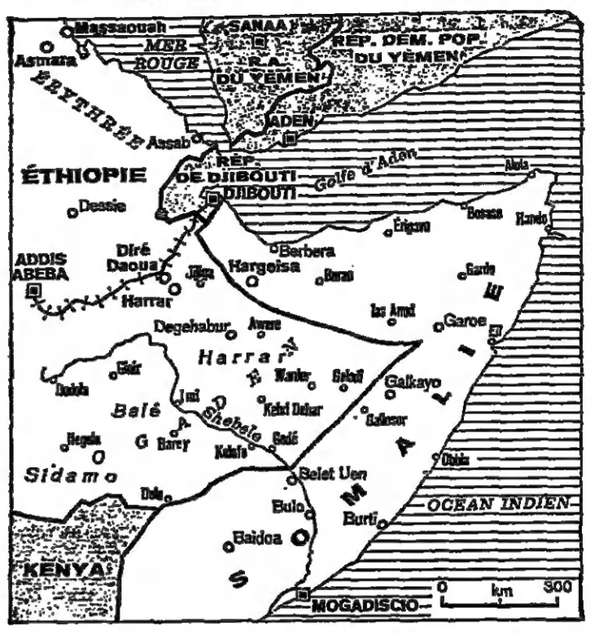
Pour Addis-Abeba, le plus inquiétant serait l'état de délabrement de ses dernières garnisons en Erythrée, à l'exception de celle d'Asmara, où la 2e division éthiopienne aurait reçu le renfort de nouvelles brigades ainsi que de milices.

Enfin, les attaques revendiquées par le Front de libération des Afars sur la route qui relie la capitale au port d'Assab menacent davantage que par le passé le ravitaillement d'Addis-Abeba. Fin septembre, des combats ont eu lieu à Assaita. Non loin de là, à Tendaho, un pont qui enjambe l'Aouache a sauté à la même époque. La circulation des convois protégés sur ce dernier tronçon reliant Addis-Abeba à la mer Rouge est devenue périlleuse.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) Le correspondant de l'agence Reuter à Nairobi parle de « mutinerie » à propos de l'évacuation désordonnée de la ville de Jijiga par la 4e division.

● *Le président du Gabon,* M. Omar Bongo, actuellement en visite privée en France, devait être reçu lundi après-midi 10 octobre par M. Giscard d'Estaing. Il aura mardi un entretien avec M. Barre.



Haussmann/Nation/Parly 2
Vélizy 2/Créteil/Italie-Galaxie
Printemps
Les nouvelles programmables.
Texas Instruments
calculatrices electroniques
TI. 58 945F
AOS. 480 pas de programme ou 60 mémoires. 10 étiquettes. Livrée avec module préprogrammé de 5.000 pas comprenant 25 programmes complets. Livrée avec batterie, chargeur, housse. Adaptable sur imprimante PC 100 A.
TI. 57 495F
10 chiffres AOS. 50 pas de programme. 8 mémoires. 9 niveaux de parenthèses. 10 étiquettes. Adaptable sur imprimante PC 100 A. Livrée avec batterie, chargeur, housse.
Non photographiée :
TI. 59 : 960 pas de programme ou 100 mémoires. 1.995F
QUINZAINE DES CALCULATRICES JUSQU'AU 22 OCTOBRE.

D.E.A. DE DROIT DU DÉVELOPPEMENT
Le développement du Tiers-Monde est le plus grand défi de l'histoire et nous devons le gagner dans les trente ans à venir.
Le Droit du développement et de la Coopération internationale en est l'instrument majeur.
Pour vous y préparer, pour y participer, par la recherche ou plus tard par l'action,
L'INSTITUT DES SCIENCES JURIDIQUES DU DÉVELOPPEMENT
s'est vu confier l'organisation d'un D.E.A. de Droit du développement ouvert aux ressortissants français ou étrangers remplissant les conditions d'accès au troisième cycle.
Enseignement et cours sont assurés par des professeurs d'université et des spécialistes de haut niveau.
Renseignements et inscriptions avant le 30 octobre 1977.
Faculté de Droit de l'Université René-Descartes (PARIS V)
10, avenue Pierre-Larousse, 92240 MALAKOFF.

ROBERT & RENÉ
13, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS 10E - Mo REPUBLIQUE
Une boucherie « Grande Surface »
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT
TOUTE L'ANNÉE
nos clients le savent!..
84 PUBLICITE ZENOR - PARIS

AFRIQUE

Guinée

M. SEKOU TOURÉ SOUHAITE QUE PARIS « ENVISAGE DE NOUVELLES DISPOSITIONS » CONTRE LES OPPOSANTS EN EXIL.

Le trentième Conseil national de la révolution guinéenne (C.N.R.) s'ouvre, ce lundi 10 octobre, au Palais du peuple de Conakry. On s'attend que cette instance suprême se constitue en « tribunal révolutionnaire » *pour juger les personnes arrêtées* après la manifestation antigouvernementale du 27 août dernier qui regroupait surtout des femmes. Les congrès extraordinaires des organisations de travailleurs, de femmes et de jeunes ont, pour la plupart, réclamé la peine capitale pour les inculpés. En outre, les conseils régionaux de la révolution siègent depuis le 2 octobre. Ils doivent, à la demande du président Sekou Touré, se prononcer sur « *la poursuite ou l'arrêt du processus révolutionnaire* ».

Selon la radio de Conakry, l'actuelle session du Conseil national sera l'occasion pour le peuple de « *prouver son adhésion totale au régime, ce qui exige que les traîtres qui, en son sein, attentent à son pouvoir, soient éliminés* ».

D'autre part, le président guinéen a souhaité, samedi 8 octobre, que de « *nouvelles dispositions soient envisagées* » par le gouvernement français pour éviter le « *renouvellement d'événements semblables à l'agression perpétrée le 25 septembre par des opposants en exil contre l'ambassade de Guinée à Paris* ». Dans sa réponse au message que M. Giscard d'Estaing lui avait adressé le 2 octobre à l'occasion de la fête nationale guinéenne, M. Sekou Touré juge que des tels événements ne « *peuvent que saper l'œuvre méritoire entreprise par nos deux gouvernements* » et se dit « *persuadé que les relations bilatérales d'amitié et de coopération vont se renforcer davantage* ». — *(A.F.P., Reuter.)*

Maroc

LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Me M'Hamed Boucetta, dirigeant de l'Istiqlal reçoit le portefeuille des affaires étrangères

De notre correspondant

Rabat. — Le premier ministre, M. Ahmed Osman, devait présenter ce lundi 10 octobre au roi Hassan II son nouveau gouvernement. Le parti de l'Istiqlal, avec cinq portefeuilles, et le Mouvement populaire avec quatre, disposeront au sein de ce cabinet d'une représentation qui a été négociée. Cette pratique, qui remonte à l'indépendance, était tombée en désuétude depuis quinze ans. Elle a retrouvé vie grâce à la récente mise en place d'un Parlement rénové.

La composition de la nouvelle équipe ministérielle tient compte dans une large mesure des changements survenus ces derniers mois. Elle répond aussi à un souci de continuité. M. Ahmed Osman, premier ministre depuis 1972, voit sa mission à la tête du gouvernement reconduite. Son action durant les cinq dernières années a été marquée notamment par l'exécution d'un important programme de développement et la négociation de l'accord tripartite de Madrid qui mit fin à la présence espagnole au Sahara occidental.

Parmi les changements les plus significatifs, on relève la nomination au poste de ministre d'Etat chargé des affaires étrangères de M. M'Hamed Boucetta, secrétaire général du parti de l'Istiqlal. Au lendemain de l'indépendance, M. Boucetta avait été directeur du cabinet du chef de la diplomatie marocaine, M. Ahmed Balafrej. Il avait assuré, en 1958, les fonctions de sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Il retrouve donc, au plus haut niveau, un département qui lui est familier, avec des responsabilités élargies à la coopération. A Me Boucetta serait adjoint un secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Abderrahman Baddou, membre également de l'Istiqlal.

Le ministère de l'intérieur resterait confié à M. Mohamed Benhima, ancien premier ministre. M. Benhima continuerait à faire équipe avec M. Driss Basri, qui garde ses fonctions de secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Quatre départements importants (diplomatie, éducation, affaires sociales, infrastructure) seraient dévolus à l'Istiqlal. Le Mouvement populaire, qui compte quarante-quatre députés (l'Istiqlal en a quarante-neuf), aurait la responsabilité de quatre ministères : les P.T.T., la santé publique, le tourisme et les transports. — L. G.

Algérie

● LES AUTORITES ALGERIENNES ont manifesté leurs « regrets » et leur « sympathie » au correspondant de l'agence Visnews, M. Louis Gimenes, sérieusement blessé lundi (*le Monde* du 5 octobre) par deux policiers à l'aéroport

Ouganda

● SELON L'HEBDOMADAIRE LONDONIEN « OBSERVER », M. Robert Scanlon, homme d'affaires d'origine britannique emprisonné à Kampala depuis juin 1977 pour « *espionnage* », aurait été tué en septembre à coups de masse dans sa prison en même temps que quatre autres détenus. — *(A.P.)*

ASIE

Chine

POUR ÉLIMINER L'INFLUENCE DES « QUATRE »

Les écoles du parti vont être rouvertes

De notre correspondant

Pékin. — Les écoles du parti, qui avaient disparu il y a dix ans dans la tourmente de la révolution culturelle, vont être rouvertes en Chine. Une cérémonie a eu lieu dimanche 9 octobre à Pékin pour célébrer l'inauguration de la nouvelle « *école centrale* » du P.C. chinois, et le comité central a décidé que des *établissements du même modèle* allaient reprendre leurs activités au niveau des provinces et des régions autonomes.

L'interruption du fonctionnement des écoles du parti n'a jamais fait l'objet d'une décision d'ensemble. Le texte du comité central rappelle seulement à cet égard qu'en raison du « *sabotage de Lin-Piao et de la « bande antiparti des quatre »*, certaines d'entre elles « *avaient été supprimées et d'autres avaient vu leurs leurs activités suspendues* ». Pour une part, elles avaient été remplacées par les « *écoles de cadres du 7 mai* » — création de la révolution culturelle, — dont le comité central reconnaît aujourd'hui l'existence et l'utilité, mais pour dire que les deux types d'établissement ne sauraient avoir ni les mêmes buts ni les mêmes rôles.

Le président Hua Kuo-feng et le vice-président Yeh Chien-ying ont, l'un et l'autre, pris la parole au cours de la cérémonie de dimanche. De leurs discours comme du texte de la décision du comité central, il ressort d'abord que les nouvelles écoles vont constituer un instrument essentiel dans la vaste campagne de « *rectification du style de travail* » au sein du P.C. chinois. Suivant l'expression de M. Hua Kuo-feng, ce mouvement doit s'étendre jusqu'à une rectification « *de la manière de penser* ». Le président du P.C. chinois et le maréchal Yeh Chien-ying ont procédé à ce sujet à *une sorte d'examen de conscience* en constatant que l'absence d'une solide formation marxiste chez bon nombre de communistes chinois avait été l'une des raisons qui avaient permis à la « bande des quatre » d'étendre son influence. « *Beaucoup de nos camarades*, a dit le maréchal Yeh Chien-ying, *ont été trompés par cette bande.* »

Il va de soi que les nouvelles écoles vont avoir avant tout pour but d'éliminer toutes les traces de l'idéologie *propagée par les* « quatre », c'est-à-dire de « rectifier » les interprétations données sous leur égide de quelques-uns des aspects majeurs et les plus récents du maoïsme. Ce travail a déjà été sérieusement amorcé dans la presse par une série d'articles de réfutation ou de mise au point sur des thèses comme celles de la présence d'une bourgeoisie au sein du parti, de la dictature « intégrale » du prolétariat ou de la limitation du droit bourgeois en période socialiste.

L'accent est mis, d'autre part, sur une compréhension globale de la pensée de Mao Tse-toung et le rejet de méthodes consistant à se référer à des citations plus ou moins isolées de leur contexte. Ce thème a lui aussi été développé depuis quelques semaines dans différents textes invitant à étudier l'« *esprit* » de Mao Tse-toung plutôt que ses paroles.

L'objet de la remise en activité des écoles du parti est, selon toute apparence, non seulement de procéder à une reprise en main systématique *des cadres à tous les échelons* de l'appareil — les élèves de la nouvelle école centrale appartiennent aussi bien à la génération des vétérans qu'à celle des jeunes promus depuis la révolution culturelle, — mais aussi de mettre au point une nouvelle formulation du maoïsme appelée à constituer la base doctrinale du régime.

Dans un esprit voisin, le maréchal Yeh Chien-ying a laissé prévoir la rédaction prochaine d'une histoire officielle du P.C. chinois. Aucun travail de ce genre n'a encore été réalisé ou du moins publié, sans doute en raison des difficultés ou des risques que comporterait la relation de multiples épisodes.

ALAIN JACOB.

● *Des milliers de Pékinois* ont visité, dimanche 9 octobre, le « *temple des nuages azurés* », premier temple bouddhique rouvert au public depuis la révolution culturelle. Situé dans le site des « collines parfumées », à une vingtaine de kilomètres de Pékin, ce temple contient le mémorial Sun Yat-sen, fondateur de la République chinoise, et avait été fermé sur ordre de Mme Chiang Ching. — *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

Les Neuf estiment politiquement indispensable l'élargissement de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles. — L'Afrique du Sud et l'élargissement de la Communauté ont retenu le plus l'attention des ministres des affaires étrangères des Neuf, au cours de leur réunion, samedi 8 et dimanche 9 octobre, à Villers-le-Temple, en Belgique.

Les Neuf ont mesuré les difficultés que soulève une politique visant au respect des droits des Noirs en Afrique du Sud. L'Europe veut favoriser une évolution pacifique et contribuer à éviter un affrontement entre les Noirs et le pouvoir blanc, mais de quelle façon ? Des divergences sont apparues. Les Pays-Bas, le Danemark et le Luxembourg, se plaçant sur le terrain politique, veulent faire pression sur les autorités de Pretoria parce qu'elles acceptent le principe d' « un homme, un bulletin de vote ». Les autres gouvernements considèrent qu'il serait peu réaliste, voire dangereux, de se montrer aussi ambitieux. Ils croient que la Communauté doit d'abord œuvrer à l'amélioration du statut économico-social des Noirs. C'est dans cette optique que les Neuf ont approuvé, en septembre, un code de bonne conduite à appliquer par les entreprises européennes opérant en Afrique du Sud. Malgré certaines réactions patronales négatives, les ministres ont confirmé leur volonté de convaincre les entreprises qu'il est dans leur intérêt d'éviter des mesures de rétorsion des pays africains. Faut-il envisager d'autres mesures, de nature économique, pour renforcer la pression sur l'Afrique du Sud ? Les Neuf considèrent apparemment que ce serait prématuré, mais ils ont invité les experts à examiner différentes formules.

Les Neuf sont d'autre part conscients que l'élargissement de la C.E.E. se heurte à une contradiction : l'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne est jugée politiquement indispensable, mais soulève des difficultés économiques quasiment inextricables. Les ministres sont d'accord sur la nécessité de proclamer la volonté de la Communauté d'accueillir dans des délais raisonnables les trois pays candidats. Cet effort de clarification ne signifie pas que les données économiques seront négligées. M. de Guiringaud a insisté pour que la Commission soumette sans attendre des propositions quant aux mesures à prendre en faveur des productions agricoles méditerranéennes de la C.E.E. Le président Jenkins a assuré que ce serait fait cette demaine.

Convient-il, comme l'avait suggéré la Commission, de réaffirmer les exigences du pluralisme démocratique dans les futurs traités d'adhésion ? Les Neuf s'y sont refusé : « *Les buts de la Communauté sont suffisamment connus*, a déclaré M. de Guiringaud. *Il n'y a pas de raisons d'imposer aux candidats des obligations supplémentaires.* » En revanche, les ministres ont retenu l'idée d'une déclaration faisant référence aux conceptions démocratiques de la Communauté, lorsque le conseil des ministres fixera la date des élections du Parlement européen.

M. Genscher (Allemagne fédérale) s'est préoccupé des intentions manifestées par le premier ministre britannique lors du congrès du parti travailliste (*le Monde* du 3 octobre). Outre sa volonté d'obtenir la révision du Marché commun agricole et de conserver une complète liberté pour conduire la politique économique de son pays, M. Callaghan avait indiqué qu'il n'était pas favorable à une intégration européenne plus poussée. Il se félicitait aussi de l'assoupissement des mécanismes qu'entraînerait à son avis l'arrivée de nouveaux membres. Il serait regrettable, a observé M. Genscher, appuyé par ses collègues, qu'une telle attitude, à la rigueur compréhensible sur le plan de la tactique en politique interne, se répercute sur l'action gouvernementale.

PHILIPPE LEMAITRE.

● *M. Fahmi reçu par M. Giscard d'Estaing.* — Arrivé dimanche soir à Paris, venant de New-York, M. Ismaïl Fahmi, ministre égyptien des affaires étrangères, devait être reçu, lundi après-midi 10 octobre, par M. Giscard d'Estaing. Selon le journal *Al Ahram*, il remettra au chef de l'Etat français « *un important message du président Sadate* ».

Lundi soir, M. Fahmi sera l'hôte, au Quai d'Orsay, d'un dîner offert par M. de Guiringaud.

(PUBLICITE)

TRIBUNE JUIVE
Hebdomadaire de l'Actualité

LA POLOGNE
SES DERNIERS JUIFS

TRENTE-TROIS ANS APRÈS LA FIN DE LA GUERRE.

Une série de reportages passionnants d'EDWYN EYTAN

A partir de cette semaine dans
« T. J. HEBDO »

En vente : Kiosques, Drugstores ou à « T. J. Hebdo », 18, r. Volney, 75002 Paris, contre 5 F en timbre

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme N° 1.

Et un homme N° 1 n'attend pas.

Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz! Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz N° 1 Club.*

Un membre du Hertz N° 1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt : nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz N° 1 Club et les détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à "décoller". Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme N° 1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz N° 1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

* en Allemagne, Hertz VIP Club.

Hertz

Hertz No.1 Club
Téléphonez, signez et prenez le volant.

PARIS (01) 788.51.51 LYON (78) 27.28.86 NICE (93) 83.07.01

Le Monde

politique

LA CRISE DE L'UNION DE LA GAUCHE

A la réunion du comité directeur, les socialistes ont voulu témoigner de leur homogénéité

Le comité directeur du parti socialiste, en adoptant à l'unanimité une résolution préparée par un groupe animé par M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat, a voulu témoigner de son homogénéité face aux attaques diverses dont le P.S. est l'objet. A l'inverse de ce qui s'était produit en février 1975 à Pau et en juin 1977 à Nantes, une synthèse a pu être élaborée à partir des textes préparés par la majorité et la minorité du parti. Il est vrai que le CERES et la direction du P.S. font de l'attitude communiste une analyse analogue. Ils pensent que le P.C.F. a choisi délibérément d'interrompre, et peut-être même de rompre, les négociations, et que toutes les initiatives du P.S. ne pourront le ramener, dans l'immédiat, à la table de négociation.

La synthèse intervenue au comité directeur n'est cependant pas de même nature que celles qui peuvent clore un congrès. La minorité n'est pas pour autant réintégrée dans la direction du P.S. M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort et chef de file du CERES, n'a pas obtenu la convocation d'un congrès extraordinaire, qui aurait seul pu, éventuellement, modifier la composition des instances dirigeantes du P.S. M. Mitterrand et la majorité du parti n'ont pas voulu prendre le risque de rouvrir un débat interne alors que la formation socialiste doit consacrer l'essentiel de son activité à répondre, sur le terrain, à la campagne du parti communiste.

Néanmoins, la direction du P.S. a accepté d'élargir l'ordre du jour de la convention nationale, convoquée le 6 novembre. Elle ne se limitera pas aux questions électorales et sera saisie d'un rapport politique. Sur proposition de M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat, il a été décidé que ce document serait élaboré par une commission composée de membres de la majorité et de la minorité du parti. M. Claude Estier a pu conclure : « Si l'objectif de ceux qui nous attaquent est de créer chez nous un malaise, ou de « déstabiliser » le parti socialiste, c'est une erreur totale, puisque c'est exactement l'inverse qui s'est produit. »

La résolution adoptée par le comité directeur a été adressée, accompagnée d'une lettre de M. Mitterrand, au comité central du P.C.F. Elle constitue la réponse des socialistes à la lettre que l'instance dirigeante du P.C.F. leur avait adressée le 23 septembre. Dès lundi 10 octobre, René Andrieu, dans son éditorial de « l'Humanité », a opposé une fin de non-recevoir au document socialiste. — T. P.

Le P.S. se déclare décidé à remplir les obligations du contrat de 1972

Le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé samedi 8 et dimanche 9 octobre, a adopté, à l'unanimité, une résolution qui déclare notamment :

« Le parti socialiste, au congrès d'Epinay, en choisissant la stratégie d'union de la gauche, a joué un rôle décisif dans l'élaboration et la signature, en 1972, du programme commun de gouvernement. Au-delà d'une simple alliance électorale, au-delà de leurs divergences idéologiques, les trois partis signataires se sont accordés sur l'ensemble des décisions qu'un gouvernement d'union aurait à prendre pour « changer la vie », répondre à l'attente des Français, surmonter la crise. Les partis de l'union de la gauche se sont donné les moyens de transformer en profondeur des structures économiques et politiques qui ne répondent plus aux besoins de notre temps, perpétuent l'inégalité et l'injustice, entretiennent l'inflation et le chômage. Ils ont fixé ainsi la seule voie qui permette, dans les conditions concrètes de notre pays, d' « ouvrir la voie au socialisme ».

» A l'occasion de chaque consultation électorale comme dans les luttes quotidiennes, le programme commun a trouvé dans la population un appui sans cesse croissant. Le fait que le parti socialiste soit devenu le premier parti de France est la seule donnée véritablement nouvelle de ces dernières années dans la politique française. Il a ouvert la perspective d'une victoire de la gauche aux élections législatives de mars 1978. C'est grâce à l'existence du programme commun, et parce qu'il définit clairement les conditions qu'il faut réunir pour fonder durablement une société de liberté et de justice, assurer par la voie démocratique la transition au socialisme autogestionnaire, que ces élections ont une portée historique, ressentie non seulement par les Français, mais, au-delà de nos frontières, par les peuples d'Europe, de la Méditerranée, du tiers-monde.

» Des millions de Françaises et de Français ont mis tout leur espoir dans la victoire de l'union de la gauche en mars prochain. Cette immense espérance ne doit pas être déçue. Le parti socialiste ne se trompe pas d'adversaire. Son seul adversaire est la droite au pouvoir, responsable de l'aggravation de la crise économique, sociale, morale dont souffre aujourd'hui la France (...).

» C'est pour assurer les conditions de cette victoire que le parti socialiste a décidé le 17 mai dernier avec ses partenaires communistes et radicaux de gauche l'actualisation du programme commun sur des bases clairement définies et qui excluent qu'en soient remis en cause les grands équilibres et les grandes orientations. »

Le document du P.S. fait ensuite le bilan des négociations. Il relève que, « dès le mois de juillet, les trois délégations sont parvenues à un accord sur un nombre important de chapitres sans aucune réserve ». « La mise au point de ces chapitres a bien traduit l'esprit positif dans lequel les socialistes ont mené les discussions d'actualisation, *ajoute le P.S.* Parmi les divergences qui subsistaient après les travaux du « groupe des quinze », beaucoup ont été éliminées lors des discussions au « sommet » de septembre. »

En ce qui concerne les dossiers sur lesquels la négociation a buté, le comité directeur rappelle les positions du P.S. En matière de nationalisations, il précise sa notion de « filiales stratégiques » qui, selon lui, devraient être annexées au secteur public.

« Par adjonction aux dispositions du programme commun de 1972, indique la résolution, un nombre restreint d'autres filiales des neuf groupes industriels précités, représentant un élément nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et ayant un caractère de monopole ou de service public, seront transformées en sociétés nationales Pour cela, les actionnaires autres que l'Etat, de ces filiales, seront indemnisés dans les mêmes conditions que ceux des neuf groupes. Ces entreprises seront choisies en fonction des critères suivants :

» Entreprises dominantes sur des marchés publics stratégiques tel que, par exemple, le matériel militaire, téléphone, nucléaire.

» Entreprises essentielles au développement national des technologies de pointe.

» Entreprises essentielles à la création d'un pôle industriel public capable d'entraîner le développement d'un secteur économique (machine-outil, biens d'équipement).

» Dans les filiales où subsisteraient des actionnaires privés minoritaires, un projet de loi modifiant certaines dispositions telles que la minorité de blocage et la représentation au conseil d'administration sera déposé par le gouvernement dès son entrée en fonction. »

A propos de la représentation des salariés dans les conseils d'administration, le P.S. précise :

« Dans toutes les entreprises où la puissance publique possédera plus de 50 % du capital, la loi imposera une représentation des travailleurs dans les conseils d'administration. » *Il indique également que* « des conseils d'atelier ou de service seront mis en place afin d'associer directement, à tous les niveaux, les travailleurs aux décisions concernant l'organisation et les conditions de travail. »

Dans sa conclusion le comité directeur du P.S. déclare :

« L'ensemble des propositions confirment que le parti socialiste est resté fidèle aux engagements pris. C'est au contraire le parti communiste qui, après avoir longtemps affirmé : « *Tout le programme commun, rien que le programme commun* », a multiplié les propositions allant au-delà de ce programme, certaines en contradiction avec le contrat de 1972. Le parti socialiste n'a jamais refusé de discuter ces propositions, mais a naturellement réservé son droit de les approuver ou non. Le seul point sur lequel existe une interprétation différente du programme commun entre communistes et socialistes concerne les filiales des neuf groupes industriels, la notion de filiale n'étant pas inscrite dans le texte de 1972.

» Les propositions développées le 22 septembre et dans le texte présent ouvrent la possibilité de lier avec précision les nationalisations prévues par le programme commun aux restructurations industrielles que celui-ci comporte expressément et fournissent les solutions autour desquelles pourra se consolider l'accord. Elles restent soumises à l'examen de nos partenaires. Animé du souci de préserver toutes les chances de l'union, le parti socialiste se déclare prêt, dès maintenant, à reprendre, sans préalable, les négociations avec ses partenaires. Ce faisant, il demeure strictement fidèle à l'union de la gauche et dénonce les attaques infondées dirigées contre lui, qui nuisent gravement à cette union et font le jeu de la droite.

» Pour ce qui le concerne, le parti socialiste a rempli et remplira les obligations du contrat signé en 1972 entre les trois partis et la majorité de notre peuple, en vue d'assurer la victoire du programme commun aux prochaines élections et de permettre la constitution d'un gouvernement de la gauche unie.

» Placer le programme commun dans sa véritable perspective, celle d'un projet de société où la liberté sera garantie par la diffusion du savoir, la décentralisation du pouvoir et l'accroissement de la responsabilité de chacun — citoyen, travailleur — dans les décisions qui déterminent ses conditions de vie et de travail, garantir la place de l'homme dans son cadre naturel, telle est la volonté des socialistes.

» Fort de son unité et de sa cohésion, le parti socialiste appelle les Françaises et les Français à se rassembler autour de lui et à l'aider dans ses efforts pour que la gauche retrouve sans délai le chemin de son union. »

« L'Humanité » : le masque d'une phraséologie unitaire

René Andrieu note dans *l'Humanité* du 19 octobre :

« *Quelles propositions nouvelles trouve-t-on dans le texte du comité directeur ? Très exactement aucune qui touche à l'essentiel. Le parti socialiste campe sur ses positions, refuse de faire le pas indispensable que nous lui demandons et s'efforce de masquer ce refus derrière le rideau de fumée des professions de foi unitaires.*

Il y a quelque inconvenance, disons-le, à se présenter en champion de l'union de la gauche, du programme commun et de sa mise à jour « sur des bases clairement définies » — comme le fait le parti socialiste — alors que nos propositions de mise à jour — car c'est de nous qu'est venue l'initiative — se sont heurtées à ses réticences, à sa mauvaise volonté et que, à ces propositions clairement définies, il a opposé si longtemps la stratégie du brouillard. (...)

Dans ces conditions, puisqu'il se présente à la négociation les mains vides, on ne peut s'empêcher de penser que le parti socialiste cherche seulement à masquer sous une phraséologie unitaire son refus d'un véritable accord. (...)

En ce qui nous concerne, nous sommes toujours prêts à la négociation, mais il ne s'agit pas chez nous d'une ruse ou d'un alibi. Nous voulons discuter non pas pour faire semblant, mais pour aboutir. Et la condition du succès, c'est le respect du programme de 1972.

Nos partenaires, à l'évidence, n'en sont pas là, et la réunion du comité directeur confirme, hélas ! l'analyse de notre comité central sur le tournant à droite opéré par le parti socialiste. »

M. Mitterrand : soyons sûrs de nous-mêmes

De notre correspondant

Bordeaux. — M. François Mitterrand a pris la parole dimanche 9 octobre à Libourne à l'occasion de la fête des vendanges organisée par le parti socialiste.

« *Ce n'est pas parce qu'ils sont des millions à voter encore à droite,* a-t-il dit, *qu'il faut les mésestimer. Au contraire, il nous faut non les attaquer, mais leur expliquer notre démarche. Au pouvoir, les socialistes, dans le cadre de la gauche unie, assureront leurs droits et leurs libertés aussi jalousement que les nôtres. (...)*

» *La gauche majoritaire est en France un tout indissociable. Soyons sûrs de nous-mêmes. Pas un geste, pas un mot, pas un pacte,* ne peuvent affirmer le *contraire : le parti socialiste, depuis la signature du programme commun en 1972, a toujours porté ses voix chaque fois qu'il le fallait sur un candidat d'un autre parti de gauche. Et nous continuerons ainsi.* »

A propos des communistes, il a déclaré : « *Nous avons une grande estime pour eux, mais ils savent que leur parti, après les importants pourcentages réalisés à la libération, n'a jamais dépassé les 22 %. Et en démocratie, il faut 50 % plus une voix pour être élu. C'est depuis qu'elle a retrouvé l'authenticité d'un programme juste et commun que la gauche peut gagner.* »

« Rédacteur en chef » du « Journal inattendu » de R.T.L., samedi 8 octobre, le premier secrétaire du P.S. avait notamment déclaré : « *Je pense que tout parti politique se transforme par la base. Et si les appareils restent trop figés, fidèles à des méthodes souvent détestables, en fait, la base, c'est-à-dire le peuple des hommes et des femmes qui adhèrent au parti communiste, change épouse les vérités de son pays. Il a des opinions, des colères, des humeurs, des espoirs et tout cela finira bien par peser sur l'évolution des partis politiques. (...) La base reste très, très unitaire, et je suis convaincu que la majorité des Français reste favorable à l'union de la gauche, en dépit des difficultés qu'elle connaît. Les sondages le démontreront. (...)*

» *Le débat d'aujourd'hui touche au fond dans la mesure où le parti communiste a quelque peine à s'adapter à la situation nouvelle créée depuis 1973, à savoir le redressement du parti socialiste qui, désormais, capitalise l'essentiel des espérances de la gauche. Mais je pense que c'est davantage une affaire d'appareil, comme on dit, une affaire d'état-major, et que le parti communiste reste disponible pour de nouvelles évolutions.* »

LES INQUIÉTUDES D'UN LECTEUR DE « FRANCE NOUVELLE »

L'hebdomadaire central du P.C.F., *France nouvelle* (daté du 10 octobre), publie dans son importante rubrique de courrier des lecteurs une lettre de M. Jean Juvigny, qui écrit notamment :

« *Pour moi, bien des choses sont remises en cause, et je pense que si le parti socialiste a de grandes responsabilités, s'il est vrai qu'il a reculé, qu'il est capable de changer d'alliances, vous communistes n'avez pas le droit de casser notre espoir (...). Dans le passé les communistes expliquaient souvent qu'il fallait savoir être unitaire pour deux. A vous de vous en souvenir, vous avez déjà su faire des concessions pour que l'union de la gauche soit possible. Pourquoi ne pas en faire aujourd'hui et accepter en gros les propositions socialistes ? L'essentiel, c'est de gagner et de ne pas casser la dynamique unitaire. Je ne comprends pas que vous puissiez développer, comme maintenant, une polémique stérile.* » Dans sa réponse, Gilbert Wasserman note : « *La dynamique unitaire ne naît pas de l'acceptation des positions d'un parti réformiste, elle naît, au contraire, de la lutte pour entraîner ce courant politique sur la voie de la lutte de classe, de la rupture avec la domination du grand capital.* »

Libres opinions

L'abandon du XXIIe congrès

par SANDRA SALOMON (*)

LA réunion du dernier comité central du parti communiste a confirmé la rupture avec le P.S., semant encore un peu plus le désarroi parmi ceux qui assistent, impuissants, à la querelle qui déchire la gauche.

Voilà donc en suspens, voire même brisée l'union qui avait pris *corps après dix ans d'efforts et six années d'entente sur la base* d'un contrat.

Mais où veut donc en venir le P.C. ? Aurait-il une stratégie nouvelle ? En effet, le P.S. peut difficilement renoncer à une ligne qui a fait sa force, et il serait étonnant que le P.C. soit complètement désarçonné pour une partie du programme qui viendrait à manquer, chose d'autant plus difficile à croire que la gauche s'est organisée dans cette seule perspective. Certes, une alliance destinée à remporter une majorité électorale se soumettait aux règles du système, ce qui n'allait pas sans contradictions, et le rapport des forces au sein de l'entente des partis pouvait changer. Mais y avait-il une autre possibilité ? Cette perspective d'alliance fut la seule de ces dernières années, car on n'avait pas le choix, ni les socialistes qui stagnaient ni les communistes qui devaient, pour la première fois dans leur histoire, accepter des partenaires égaux.

De la part du parti communiste la reconnaissance de cette nécessité marquait un tournant stratégique qu'on a appelé ici ou là « eurocommunisme » ou « communisme à la française », c'est-à-dire la réalisation d'une démocratie d'un type nouveau, premier pas vers la prise du pouvoir d'Etat par l'ensemble du peuple, en utilisant les avantages de la démocratie bourgeoise et en y associant plusieurs *partis. Cette initiative a pu être qualifiée d'historique, car elle rompait* avec le dogme stalinien de la prééminence du parti communiste qui *était présenté comme l'artisan majeur, voire unique de la révolution.* Artisan unique en un double sens, d'abord puisque ses « alliés » *étaient toujours fictifs,* du type « otages » (à condition d'en avoir les moyens), ensuite en ce que les masses étaient (censées être, car Staline, comme on le sait, n'a jamais réalisé aucune révolution avec ce genre de théorie, ni lui ni d'autres) organisées sous son commandement à la manière d'une armée, (les comparaisons militaires reviennent sans cesse sous la plume de Staline, qui compare le parti à une armée, plus exactement aux chefs de l'armée, et le prolétariat aux troupes sous son commandement), ce qu'une tradition dans le mouvement communiste appelait le « rôle dirigeant du parti communiste », sous prétexte que *Lénine avait parlé d'avant-garde,* ce qui n'est pas la même chose.

En effet, l'histoire a montré où pouvait conduire la conception de la direction de la lutte de classe par le parti communiste qui se substitue aux classes qu'il est censé représenter, de sorte que le XXIIe congrès du parti communiste abandonnait carrément la dictature du prolétariat, au risque de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Enfin, le P.C.F. reconnaissait cette double nécessité : l'existence d'une démocratie où la bourgeoisie a réussi l'intégration de l'ensemble du peuple dans le système électoral (tout se fait par vote et par délégation de pouvoir, même dans les organisations révolutionnaires) et l'impossibilité de compter sur l'appui de l'armée soviétique pour « défendre » ou instaurer une démocratie populaire. Il fallait donc compter sur ses propres forces. Ce furent : l'alliance pluripartiste précisément, et le programme commun et les luttes qui s'y rattachent (la France sortait du grand affrontement de mai 68). Maintenant, l'alliance s'effrite, alors qu'a grandi le courant populaire suscité par l'espoir qu'elle offre. Paradoxe.

Le P.C. ne comprendrait-il pas que cet espoir n'est pas près de *disparaître ? Ce courant unitaire dans le peuple, il n'appartient plus* à personne de le renier quand il n'est au pouvoir de personne de le détruire. Nul *n'en est propriétaire, et c'est bien là le problème, c'est* pourquoi aucun des deux partenaires ne peut refuser de le prendre *en compte sans assurer inévitablement son échec électoral et l'affaiblissement de son parti.* Serait-ce cet aveuglement que connaîtrait *le P.C.F. en ce moment ? Tous les partis de gauche doivent se* l'avouer en face, avec ou sans une entente complète sur le programme *commun, les masses veulent aller de l'avant, les masses veulent la* gauche au gouvernement, et celui des deux qui défaillira en route *laissera la place au courant qui saura alors représenter à lui seul* la tradition unitaire.

Du côté du P.C.F., on assiste comme à un blocage, peut-être même à une remise en question des alliances, de la stratégie et du pluripartisme. Des difficultés sont apparues, il est vrai, qui n'étaient pas prévues dans le programme commun ; mais croire qu'il serait au pouvoir d'un parti d'arrêter un courant populaire, sous prétexte *qu'il se fourvoie (!), revient à se bercer d'illusions et, par méfiance* des masses, encore s'abriter derrière le mythe du parti tout-puissant parce qu'infaillible), même si rien en France n'autorise à croire en ce mythe.

Ce serait une profonde erreur que le parti communiste abandonne une ligne qui fut celle de son XXIIe congrès, l'union du peuple de France, l'organisation d'un vaste mouvement majoritaire de tout le peuple qui est bien la seule tâche révolutionnaire aujourd'hui. Et qu'on ne dise pas qu'il s'agit d'une union sans principes, car les seules garanties se trouvent dans la force de ce rassemblement, bien plus que dans une moitié ou un quart de programme qui n'aurait pas été contresigné. Ce serait une faute historique, considérable dont le P.C. porterait la responsabilité devant les masses, de revenir sur la stratégie d'alliance pluripartiste et, s'en servir comme prétexte pour ne pas accomplir la tâche qui est à l'ordre du jour : tout faire pour porter le plus loin possible le courant unitaire de luttes qui existe dans le pays. La véritable avant-garde se reconnaît à sa capacité à défendre les revendications de l'ensemble du peuple et non dans des autoproclamations vides.

Nous pensons que cette « polémique » entretenue depuis trop longtemps avec les partenaires du programme commun engage le P.C. *dans une tactique fausse. La dénonciation des « trahisons » de la* social-démocratie, quand l'heure est au travail dans les masses pour *gagner une large majorité,* relève d'un sectarisme révolu où intervient la magie incantatoire plus que la politique, d'une parfaite inefficacité et immobilise les *forces qui devraient chercher* appui dans le peuple. On espérait être libérés de cette habitude trop connue, car l'histoire enseigne qu'il *n'y a rien à attendre de cette voie.* Puissent les communistes se reprendre avant qu'il ne soit trop tard.

De plus, la pratique qui consiste à accabler les socialistes de tous les maux a pour effet d'empêcher que l'on s'interroge sur la question fondamentale : pourquoi ces nationalisations présentées comme la panacée ? Dans quel but, quel type de démocratie doivent-elles permettre de conquérir, comment peuvent-elles jouer comme instrument de contrôle populaire de l'économie et comme progrès dans la démocratie politique ? Marx disait, il y a déjà longtemps, que jamais les nationalisations n'avaient été le critère du socialisme, sinon Bismarck serait le plus grand socialiste (de l'époque), car c'est la bourgeoisie qui a inventé les nationalisations.

Les communistes doivent reprendre ces questions dans un vaste débat, préparant la conférence nationale, avant les échéances électorales. Ils en appellent au comité central pour que partout soit discutée la tradition du XXIIe congrès dans la politique récente, ils demandent que le parti se prononce clairement sur l'abandon de la notion de « rôle dirigeant du parti communiste », et enfin que la presse du parti s'ouvre largement aux contributions, analyses et suggestions, de même que les réunions qui devraient pouvoir être publiques, quand nous avons besoin de toutes les forces.

(*) Militante du P.C.F. à Paris. Ce texte a été élaboré par plusieurs militants communistes.

L'EXPRESS

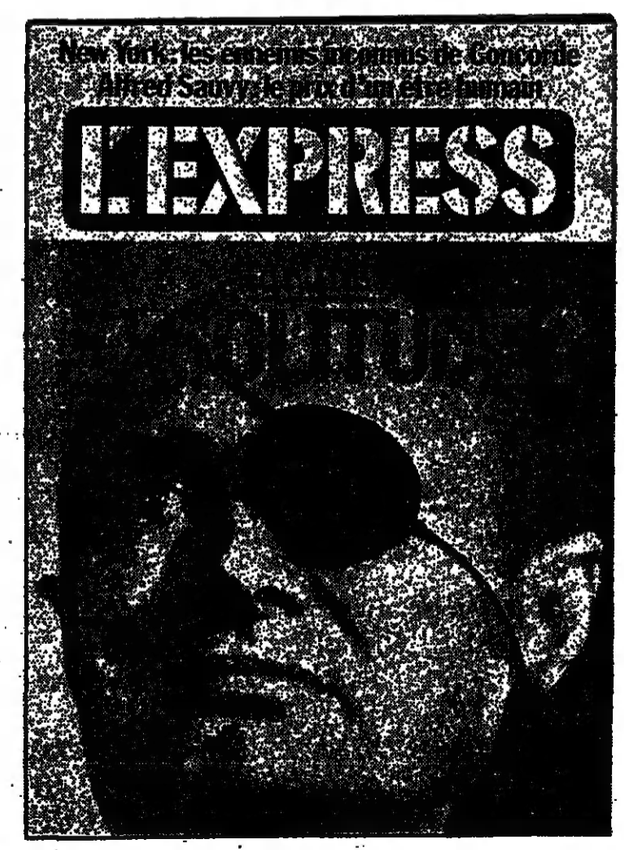
Israël : la solitude ? par Yves Cuau
Yom Kippour à Damas, par André Pautard
Proche-Orient : deux pas en avant, un pas en arrière,
l'éditorial hebdomadaire de Raymond Aron

Les nouvelles accusations de Georges Marchais,
par Christian Fauvet

New York : les ennemis inconnus de Concorde,
par Ghislaine Ottenheimer

Le dossier noir de la construction,
par Marie Laure de Léotard et Francine Rivaud

Le prix de la vie humaine, par Alfred Sauvy



Dans ce numéro de L'Express, en vente chez votre marchand de journaux.

PRIX GEORGE SAND à Joanne Esner

pour L'Employeur

roman

Mais que veut L'employée qui tisse sa toile de présence, qui suit, file, investit le mystère? Posséder sans toucher? Avancer jusqu'au trop tard? Fascinant.

Juliette Bourredjel

TCHOU

POLITIQUE

LA TENSION ENTRE COMMUNISTES ET SOCIALISTES

Le P.C. affirme sa volonté de préserver l'union de la gauche dans les assemblées locales

Un centaine de délégués fédéraux *représentant les élus communistes de* tous les départements ont tenu, samedi 8 octobre à Antony (Hauts-de-Seine), sous la présidence de M. Gustave Ansart, député du Nord, membre du bureau politique du P.C., la première séance de travail de *l'Association nationale des élus* communistes et républicains dont la création avait été décidée par le comité central du parti le 5 juin dernier à Nanterre (Hauts-de-Seine).

Cette *association regroupera* les vingt-huit mille élus communistes (conseillers municipaux, généraux, régionaux, parlementaires) et sera présidée par M. Marcel Rosette, sénateur du Val-de-Marne, maire de Vitry-sur-Seine, membre du comité central, *responsable de la section « collectivités locales ».*

La plupart des élus communistes adhéraient, jusqu'à présent, à la Fédération nationale des élus républicains. Ils *pourront continuer à le* faire, la double appartenance n'étant pas exclue par les statuts de la nouvelle association, qui désire également s'ouvrir « *aux élus républicains soucieux d'agir avec les communistes* ».

Dans le rapport qu'il a présenté, samedi matin, à Antony, M. Marcel Rosette a affirmé que l'une des préoccupations essentielles du P.C. est en ce moment d'empêcher que *la crise déclenchée, au niveau* national, par les travaux d'actualisation du programme commun n'affecte, au niveau local, l'union de la gauche réalisée au sein des conseils municipaux et généraux à l'occasion des dernières élections. Il a notamment déclaré : « *Les élus communistes n'entendent pas transférer dans les assemblées élues les divergences entre les partis de gauche (...) Nous ne confondons pas le rôle des partis politiques et la fonction des assemblées élues. Elus avec nos alliés sur des listes d'union, ensemble nous avons reçu un mandat précis, ensemble nous avons des engagements à tenir, ensemble nous avons à réaliser un programme municipal pour répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi nous ne voulons pas que les divergences actuelles sur la question du changement de politique au niveau national provoquent des affrontements et créent des divisions dans les assemblées où nous avons des responsabilités dans la gestion des affaires publiques. Nous souhaitons, bien entendu, que dans les conseils municipaux où nous avons été élus sur la même liste d'union, nos alliés adoptent la même attitude.* » Après avoir dénoncé la « *calomnie* » selon laquelle les *maires communistes « auraient reçu pour consigne de mettre leur budget 1978 en déséquilibre* », M. Marcel Rosette a ajouté : « *Les élus communistes auront le souci de préserver l'union réalisée au conseil municipal sur la base de la défense des intérêts de la population avec l'objectif que l'augmentation des impôts locaux ne porte pas atteinte au pouvoir d'achat des familles des travailleurs. Ils se concerteront avec leurs alliés, ils feront tous les efforts nécessaires pour que la solidarité de gestion au conseil municipal corresponde bien aux engagements pris devant la population.* »

Un projet « révolutionnaire »

Le second objectif de l'Association des élus communistes est de présenter avant la fin de l'année un ensemble de propositions « *pour une réforme démocratique des collectivités territoriales* ». S'inscrivant dans la ligne des conclusions du vingt-deuxième congrès du P.C., ce projet *est très ambitieux dans la mesure* où il vise à redéfinir les compétences respectives de l'Etat, des régions, des départements et des communes.

« *Nous serons le premier parti politique à avoir élaboré une réforme globale* », a déclaré M. Félix Damette, membre du comité central, responsable de la section « régions », qui a soumis, samedi après-midi, aux délégués les conclusions des travaux menés « *à la base* » depuis plusieurs mois.

M. Félix Damette a indiqué : « *L'axe de notre projet, dont la nouveauté sera, n'ayons pas peur des mots, révolutionnaire, tend à mettre fin au centralisme bureaucratique en cassant le centralisme étatique. La France vit depuis longtemps dans une tradition de centralisme qu'il faut rompre délibérément. C'est ainsi que nous présenterons un projet d'autogestion des collectivités territoriales.* » Ce « *contre-rapport Guichard* », fondé sur l'idée que « *la décentralisation de l'Etat conditionne l'autonomie des communes* », proposera notamment l'élection des assemblées départementales et régionales au suffrage universel et à la représentation proportionnelle, la suppression de la tutelle préfectorale, l'autonomie de gestion, une refonte complète de la fiscalité locale supprimant, en particulier, la taxe d'habitation, à laquelle serait substituée un système de centimes additionnels basé sur l'impôt *sur le revenu*, la *création* d'un fonds d'égalisation des ressources des communes permettant un « *versement d'Etat pour corriger les déséquilibres* », etc. « *Et nous voulons éviter de faire rentrer le centralisme étatique par la fenêtre après l'avoir fait sortir par la porte,* » ajouté M. Félix Damette. *Il faudra donc inventer une planification qui ne soit pas une planification de contraintes pouvant imposer aux communes ce qu'elles ne veulent pas.* »

Le P.C. attache beaucoup d'importance à l'élaboration de ce document, qu'il se propose de soumettre à la réflexion de tous les élus locaux. Dans le même sens, l'Association nationale des élus communistes et républicains présentera le mois prochain à Ajaccio une proposition de loi visant à régler les problèmes de la Corse dans le cadre d'un plan *national de décentralisation.*

ALAIN ROLLAT.

● *M. Paul Laurent*, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré, samedi 8 octobre à Toulouse : « *La grande bourgeoisie manœuvre astucieusement pour associer le parti socialiste à un néo-libéralisme qui lui permettrait de conserver ses privilèges. Pendant les trois prochains mois, nous porterons le débat devant les travailleurs. Ils seront les témoins informés de différends qui opposent le P.C.F. à ses partenaires du programme commun et nous espérons que la pression populaire fera débloquer la situation actuelle avant le printemps.* »

A Marseille

La taxe d'habitation provoque une polémique entre P.S. et P.C.

De notre correspondant régional

MARSEILLE. — *Le Provençal*, quotidien dont le directeur est le maire de Marseille, accusait, dans son édition du 7 octobre, le P.C. de se tromper « *d'adversaire en entretenant à Marseille une agitation contre la municipalité Gaston Defferre, alors qu'il est clair qu'elle conduit les affaires au mieux des intérêts des catégories sociales les plus défavorisées* ». Ces propos font suite à un incident qui avait eu lieu la veille à la mairie de Marseille. Une délégation de la Confédération nationale du logement (C.N.L.) s'est présentée pour exposer ses revendications concernant la répartition de la taxe d'habitation.

Après avoir été reçus par un adjoint au maire, M. Jean Bonnat, les quelque deux cents membres qui composaient la délégation ont envahi la salle d'honneur, en exigeant que le maire leur accorde une audience sur-le-champ. Un commissaire de police et quelques agents ont été requis pour procéder à une évacuation, qui a eu lieu sans heurts.

Le Provençal qui se demandait pourquoi les communistes « *cherchent à monter une partie de l'opinion publique contre la municipalité dans cette affaire de la taxe d'habitation* », publiait une étude comparative des budgets de Marseille et des principales communes des Bouches-du-Rhône, dirigées par des *municipalités* communistes, pour 1977, qui faisait ressortir la situation défavorable de ces dernières, tant en ce qui concerne l'augmentation des impôts locaux que la part des dépenses d'investissements.

Dans le quotidien communiste du 8 octobre, *la Marseillaise*, M. Pascal Posado, porte-parole du groupe communiste du conseil municipal de Marseille, estimait qu'« *un certain nombre de revendications dépendent de la responsabilité de la municipalité* [qui] *peut y apporter des solutions favorables* ».

Le quotidien du P.C. publiait également une série de chiffres relatifs à la taxe d'habitation et à la taxe des ordures ménagères, tendant à prouver que la moyenne d'imposition par habitant, en 1977, est nettement plus élevée à Marseille que dans les communes à direction communiste. — G. P.

● *L'affaire Lip* a divisé, le vendredi soir 7 octobre, le conseil municipal de Besançon, composé de socialistes, de radicaux, de communistes et de P.S.U. Les élus du P.C. et du P.S.U. se sont abstenus de voter une motion trop timide proposée par les élus socialistes (y compris la tendance CERES, représentée par le secrétaire général de la Compagnie européenne d'horlogerie et de SPEMELIP — ex-Lip) à la suite de la coupure du gaz de ville à l'usine de Palente intervenue l'après-midi même. Toutefois, une délégation commune représentant le conseil municipal a pu être constituée, qui, samedi matin, s'est rendue à la préfecture de région, où le préfet, M. Denieul, a indiqué qu'il n'était pas de son ressort de faire rétablir la fourniture de gaz. Cependant, les ouvriers s'efforçaient dès ce lundi, de faire fonctionner les installations du restaurant de l'usine au gaz butane. — *(Corresp.)*

M. Edmond Maire critique vivement la stratégie du parti communiste

Invité dimanche soir 2 octobre au Club de la presse d'Europe N° 1, M. Edmond Maire a longuement commenté l'analyse de la crise de la gauche faite par le bureau national de la C.F.D.T. (*le Monde* daté 9-10 octobre).

« *S'il existe aujourd'hui une chance de voir se refaire l'accord de la gauche, je ne crois pas que ce soit en se situant à mi-chemin des positions actuelles du parti communiste, du parti socialiste et des radicaux de gauche,* a déclaré le secrétaire général de la C.F.D.T. *Il convient de reprendre la discussion sur les thèmes suivants : comment changer le type de développement ? Quelles solutions réelles peut-on apporter à la crise française dans le contexte européen ? Seul, un effort d'imagination et de rigueur peut permettre de retrouver les conditions de l'union. (...)*

» *Changer le type de développement, c'est consacrer d'abord tous ses efforts à la qualité de la vie, à la qualité du travail, c'est se rendre compte qu'une masse importante du pouvoir d'achat direct est finalement consacrée à compenser les aberrations de la société industrielle « productiviste » pour s'évader, pour arriver à retrouver quelques loisirs plus ou moins artificiels. Nous pensons que la masse des Français le ressent très bien.* »

M. Maire s'est montré tout au long de son intervention particulièrement critique à l'égard du parti communiste, parlant de son « *retour à une stratégie de nationalisme économique qui risque de mener, à l'inverse même de tout ce que les Français souhaitent, à la fermeture des frontières, et au-delà, à la baisse du niveau de vie, à l'aggravation des tensions internationales* ».

Après avoir souligné aussi les insuffisances du parti socialiste, « *qui ne nous semble pas s'attaquer suffisamment aux mécanismes de domination capitaliste* », M. Maire a souligné :

« *Nos critiques à l'égard du parti socialiste et du parti communiste ne sont pas de même nature. Le parti socialiste s'engage avec retard, éprouve des difficultés à s'engager, et ses pesanteurs électorales le freinent pour aller plus loin, ce qui, du même coup, crée le doute.*

» *Du côté du parti communiste, c'est un autre problème. Selon sa stratégie, le complexe Etat-grandes sociétés nationalisées doit tout régler demain. Notre optique est tout à fait différente : c'est l'intervention d'en bas, tout autant que celle d'en haut, qui peut permettre d'avancer.*

» *Le mouvement de masse* [que la C.F.D.T. veut contribuer à créer] *devra être suffisamment profond pour faire changer la stratégie du parti communiste* ».

Interrogé sur les positions de la C.G.T., M. Maire a répondu : « *Nous n'avons aucun doute. La stratégie de la C.G.T. c'est la stratégie du parti communiste. Rien ne peut démentir cette affirmation parce que les faits l'ont montré depuis vingt ou trente ans. (...) La C.G.T. est aujourd'hui sur la ligne de la stratégie du parti communiste, mais elle y est à mi-voie ; elle y est sans appuyer sur le champignon, en tentant de ne pas effaroucher ses adhérents socialistes. Nous essayons de montrer que son indépendance la conduit plutôt à se taire. C'est une attitude que nous regardons et dont nous avons à nous accommoder, puisque ce sont les règles mêmes de l'unité d'action. Et nous discuterons avec la C.G.T., sachant bien quelle est l'attitude volontaire qu'elle a choisie.* »

● *Le comité de rédaction de revue « Communisme » (marxiste-léniniste)* estime que, « *à court terme et dans quelque version qu'il se présente, le programme commun ne prétend en fait qu'à assurer, dans l'ordre économique, une « relance » de type keynésien et étatique, et, dans l'ordre politique, la relève d'un personnel politique usé jusqu'à la corde et discrédité aux yeux d'une large majorité des masses populaires* ». Il ajoute : « *Le programme commun a servi à enterrer toute velléité de révolte contre une situation souvent dramatique, contre un pouvoir indécis, divisé, et qui n'a été remarquable que par sa propension à accumuler les échecs. Au nom du programme commun, on a prêché — et obtenu — la modération, la patience, la « raison ». Pas étonnant, dans ces conditions, que nombre de militants et de sympathisants de gauche se sentent aujourd'hui confusément floués. Pas étonnant qu'une partie de la gauche ouvrière et populaire, qui, conscients des limites du programme commun, pensait néanmoins pouvoir déborder un éventuel gouvernement d'union de la gauche pour imposer, comme en 1936, certaines de ses aspirations, se retrouve aujourd'hui au pied du mur.* »

VERCORS

Les chevaux du temps

Roman

TCHOU

Q.

Où trouverez-vous les hommes d'affaires Américains le dimanche 5 février?

R.

Vous les toucherez par ce numéro spécial économique du New York Times.

Cette synthèse économique comprenant le bilan de l'année 1977 et les prévisions sur l'économie internationale, bénéficiera du plus fort tirage jamais réalisé. Elle touchera chez eux aussi bien qu'à leurs bureaux 4 229 000 lecteurs du Sunday Times dont plus de 2 millions de dirigeants d'entreprises et d'hommes d'affaires des Etats-Unis.

Ce sont ces personnes qui auront pouvoir de décision dans les mois à venir sur le cours des affaires, de l'industrie, des investissements, et du commerce.

Votre annonce aura une influence déterminante quand elle paraîtra dans l'International Economic Survey 1978 du New York Times, ce numéro spécial constituant un véritable ouvrage de référence que les patrons américains utiliseront tout au long de l'année.

Pour toute réservation d'espace ou plus d'information, contacter :

à New York :
Basil C. Bicknell
International Advertising Director
The New York Times
Times Square - New York, N.Y. 10036
Tel : (212) 556-1205
Cable : NYKTIMES NEWYORK
Telex : 224733

à Paris :
Société de Gestion Internationale de Publicité (SOGIP)
26, avenue Victor-Hugo
75016 Paris, France - Tél : 727 73 04

The New York Times

POLITIQUE

ET SES CONSÉQUENCES

Le P.C. oppose une fin de non-recevoir

(Suite de la première page.)

Le congrès du C.D.S., réuni vendredi, à Lyon a fait apparaître que la tactique de son président incertaine (lire page 12 l'article de Noël-Jean Bergeroux) rien ne prouve que la base du P.C.F. tout entière acquise à la stratégie de pilonnage l'état-major du parti. samedi à Antony, responsables communistes, de tous les départements, exprimé la crise qui sévit au « sommet » de la gauche l'union municipales de la consultation du de mars, et l'on trace de la même dans le que a adressé un militants parisiens (voire

L'électorat lui-même ne profondément par difficultés persistantes et gauche l'on par un sondage *Figaro*-Sofres, réalisé entre 30 septembre le que journal qui publie de enquête puisse *tendance », puisque* gauche demeure majoritaire au lieu 53 % précédemment, la majo- demeurant % et les logistes, qui n'entraient pas jusqu'ici ligne compte, 3 % suffrages.

indications, qui retenir l'attention, fournies par un sondage IFOP-le d'où

Il que la de la gauche « profite » vraiment qu'à M. Giscard d'Estaing M. Barre, qui s'est constamment depuis début de et jeudi dernier au-dessus formations politiques.

Tandis que « images » du président de la République et du premier s'améliorent, même que celle M. Robert Fabre, bénéficiaire son éclat du 14 septembre, celles de les politiques qu'il s'agisse MM. Marchais et Mitterrand, bien sûr, de MM. Chirac, Jean-Jacques

M. Edmond qui dimanche d'Europe 1, avait quelques raisons, semble-t-il, formuler le diagnostic : « *gauche, il y a un risque voir un — ou « tidaire », comme disait Portugal — développer France.* »

RAYMOND BARRILLON.

● *Jean-Pierre Cot*, député socialiste, bureau exécutif de cette formation, a déclaré dimanche 9 octobre à Tarbes : « *Le P.S. ne connaît aucun danger de rupture. Certes, tants à la base s'interrogent les difficultés qui survenues. Il y a un malaise profond qui traverse tout le P.S. et toute l'union de la gauche (...). Si nous n'arrivons pas à un accord, c'est la droite qui l'emportera. Nous ne comprenons pas que le parti communiste prenne la responsabilité, par une attitude cassante, dure et polémique, de mettre en danger l'union de la gauche (...). Si on les veut encore possibles, les discussions seront beaucoup plus difficiles demain.* »

● *M. Charles Fiterman*, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré, dimanche 9 octobre dans une interview publiée par *la Marseillaise* : « *En prenant ses distances avec l'union de la gauche, le parti socialiste renforce chez les tenants du pouvoir l'espoir qu'ils pourraient sauvegarder la politique du grand capital. Il donne de la crédibilité à l'objectif fondamental de Giscard d'Estaing, qui est d'élargir à gauche sa majorité pour poursuivre sa mauvaise politique.* »

● *M. Grandval*, ancien ministre, président de l'Union travailliste, mouvement de gaullistes de gauche, a déclaré, après avoir été reçu, vendredi 7 octobre, par M. Barre :

« *Vingt ans de gaullisme, cela n'est pas suffisant. Il y a encore beaucoup à faire pour accomplir ce que le général de Gaulle n'a pas eu le temps de réaliser sur le plan social. Mais il faut élargir, changer une majorité étriquée qui, au fil des années, a sensiblement glissé à droite. C'est le rôle que s'assigne l'Union travailliste.* »

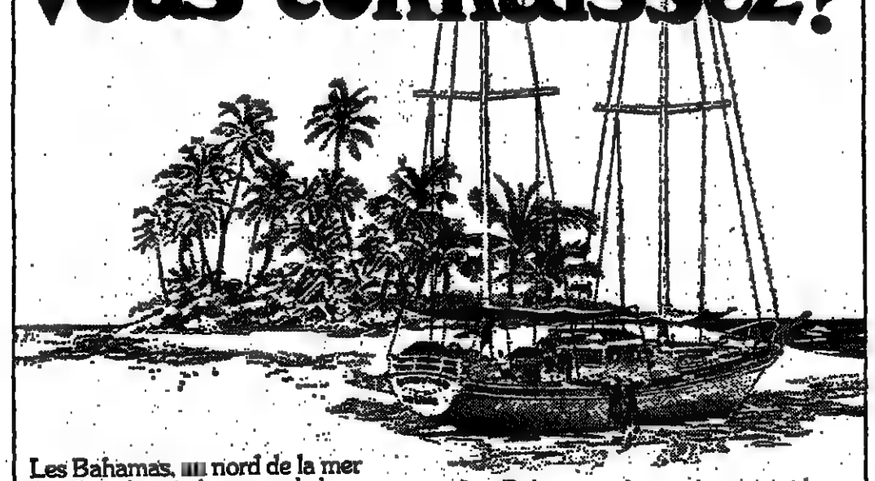
● *M. Patrick-Charles Franqueville*, membre du comité central du R.P.R., délégué national adjoint à la jeunesse, a déclaré samedi 8 octobre, à Nancy :

« *M. Mitterrand est le seul à nous traiter d'hommes de droite, car le R.P.R. est, pour lui, un danger. Nos objectifs sont identiques, nous avons à peu près le même électorat, certains se sont laissés prendre à ses propos. S'ils nous rejoignent, ils ne seront pas déçus. Nous ne sommes pas à droite et nous allons le prouver : notre programme sera connu à la fin de ce mois, nos manifestations vont se multiplier d'ici les législatives et nous avons une longue tradition sociale.* »

● *Le comité directeur du parti socialiste* a dimanche 9 octobre, de prendre une série d'initiatives en vue de faire connaître ses positions sur les problèmes de l'énergie. Des « Journées nationales de l'énergie » se dérouleront les 12 et 13 novembre à Clichy. Une campagne va être lancée sur les « énergie nouvelles » et un colloque est également prévu sur ce thème.

Le comité directeur a évoqué aussi les tâches qui seraient celles d'un éventuel gouvernement de la gauche. Un « moratoire » pourrait être décidé concernant les nouvelles tranches nucléaires, dans qu'un dossier nucléaire, à propos notamment de la recherche de nouveaux sites d'implantation des centrales.

Les Bahamas vous connaissez?



Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux de la Floride tout près de Haïti.

700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons.

Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du farniente...

Les Bahamas, où vous irez tenter la chance au casino...

Les Bahamas où tout semble possible...

Paradis pour milliardaires? Jugez-en vous-même: 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera F 2.250*

Alors! Pourquoi pas les Bahamas?

*1 semaine, transport Jet, hôtel, compris. Lic. A 478. Lic. A 496. Lic. A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances!

NOM _____ Adresse _____

M 10/10

c'est mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA

— Jamais le prestige de François Mitterrand n'a été aussi grand.

— Jamais il n'a eu à combattre sur tant de fronts à la fois

— Quelle attitude va-t-il adopter face aux acccusations de Georges Marchais ?

— Quel est son plan contre la coalition Barre-Chirac-Lecanuet pour qui le PS est devenu l'ennemi n° 1

— Croit-il encore que la Gauche peut s'unir pour vaincre ?

Lisez

« La riposte de Mitterrand »

Un numéro à ne pas manquer

DU NOUVEL observateur

POLITIQUE

LE CONGRÈS DU C.D.S. A LYON

Manœuvres tactiques et incertitudes stratégiques

De notre envoyé spécial

Lyon. — Quand un congrès n'a rien de spécial à faire, il parle et s'agite. Le congrès extraordinaire du C.D.S., réuni à Lyon du 7 au 9 octobre, a été un congrès un peu bavard et agité.

Bavard parce que l'on a beaucoup parlé, au cours de ces trois journées, sans que les paroles témoignent, à aucun moment, de l'existence d'un vrai débat politique, d'une confrontation intellectuelle, d'un approfondissement doctrinal. Comment cela aurait-il été possible puisque le programme du parti était rédigé, publié et même mis en vente le jour même de l'ouverture du congrès? Ce n'était donc pas de ce côté que les délégués pouvaient œuvrer. On les a bien entendu discuter sur l'humanisme, les libertés, la démocratie de l'ouverture, et bien sûr la représentation proportionnelle, régime électoral considéré désormais comme le bouclier à tous les maux centristes.

Agité, ce congrès l'a été plus que de coutume. Le traditionnel frisson de révolte contre les dirigeants a pris, cette fois, un peu plus d'ampleur qu'à l'accoutumée. « Oui ou non une manœuvre a-t-elle été lancée contre moi de l'extérieur, et oui ou non certains d'entre vous y ont-ils participé ? », devait demander, samedi soir, en privé, M. Jean Lecanuet à quelques les membres centristes du gouvernement réunis pour la circonstance autour de lui. Il paraît évident qu'il y a eu manœuvre, mais il est moins certain que des membres du C.D.S. y aient directement participé. Les giscardiens n'ont pas, il est vrai, abandonné leur ambition de voir se créer un tel parti majoritaire.

Toujours est-il que cette manœuvre extérieure pouvait faire bien paraître se heurtant avec certaines *oppositions* internes : l'une diffuse, qui aurait pu avoir pour porte-parole — s'il avait franchi le pas — un ministre comme M. Monory ; l'autre, plus organisée, ayant pour « paratonnerre » M. Bernard Stasi, et qui tentait d'obtenir une réforme des statuts liée à une rajeunissement de la direction (elle n'obtint rien du tout). En fait, M. Lecanuet sut habilement utiliser cette manœuvre extérieure pour faire jouer le « *patriotisme de parti* » et retrouver *son* indéniable rassemblement final dans l'unité retrouvée.

Au bout du compte, le parti qui a tenu congrès à Lyon ce week-end ressemble de plus en plus au centre démocrate et de moins en *moins au C.D.S. Ceux qui faisaient la différence* : les « jeunes » du C.D.P., se retirent. Ils n'ont pas atteint les objectifs qu'ils visaient et se mettent en quelque sorte en réserve. M. Barrot avait déjà annoncé son départ. M. Pierre Bernard-Reymond, après un discours très sévère à l'adresse des dirigeants en place, a renoncé à son poste de secrétaire général adjoint, et M. Bernard Stasi a fait savoir qu'il prenait quelque *distance parce qu'il n'avait pu obtenir* d'être un des responsables élus par le congrès (M. Diligent avait, la veille, largement contribué à faire échouer la référence des statuts souhaitée par M. Stasi). Ces trois responsables faisaient leurs en C.D.P. Leur retraite relative témoigne que la fusion qui a donné naissance au C.D.S. n'a pas si bien réussi.

La question est de savoir maintenant si dans l'équipe Lecanuet-Diligent, la solidarité « démocrate » des deux pôles successifs du démocrate-chrétien qu'ils sont, empêchera que n'apparaissent au grand jour les très réelles incompatibilités qui les opposent en divers domaines.

Quant à la stratégie, si elle se détermine quelque part, ce n'est pas au sein de telles assises. Les centristes ne comptent d'ailleurs guère qu'un stratège dans leurs rangs et il ne peut qu'obéir à l'avis des délégués pour déterminer ses orientations. Toutefois, M. Lecanuet a peut-être laissé deviner, dimanche, une évolution de sa ligne politique. Il n'a pas attaqué M. Mitterrand aussi fort qu'on aurait pu le penser. Sans le ménager, il a plutôt concentré ses critiques sur le programme commun. Peut-être faut-il voir là l'effet d'une incertitude.

Dans son souci d'éviter que le parti socialiste, libéré de la « pesanteur » communiste, n'occupe trop d'espace sur l'électorat centriste, le président des démocrates-sociaux s'interroge peut-être : doit-il faire de M. Mitterrand l'ennemi ou doit-il, au contraire, jouer sur l'ambiguïté et le flou qui enveloppent l'avenir ?

Après tout, les socialistes peuvent avoir besoin d'amis au lendemain des élections. Cela, on ne le fera jamais dire à M. Lecanuet, mais il est évident *qu'il y pense*.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

Lyon. — Samedi matin 8 octobre, après les interventions de MM. Jacques Barrot et François Guérard (*le Monde* des 9-10 octobre), le congrès entend M. Philippe Saint-Marc (Paris). Il souligne que le C.D.S. doit être « *l'aile sociale, écologiste, régionaliste et spiritualiste de la majorité* ». Il ajoute : « *Pourquoi les sociaux-démocrates que nous sommes ne tendraient-ils pas la main à d'autres sociaux-démocrates dans une majorité élargie ?* »

M. Henri Catherin, responsable des équipes syndicales populaires du C.D.S., affirme : « *La gauche n'a pas le monopole de la générosité. Les nouvelles possibilités de progrès et de prospérité passent par une plus grande solidarité qui doit se concrétiser dans l'avènement d'une hiérarchie des salaires de 1 à 7 après impôt.* »

M. René Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, souligne : « *Si la tendance actuelle des sondages est moins favorable pour nous, c'est que nous nous sommes noyés dans le marais de la majorité. Il faut manifester l'union, mais il faut aussi manifester notre originalité. Sans elle, nos électeurs n'ont pas de raison de voter pour nous.* » Le ministre ajoute encore : « *Le paysage politique est en train de changer, quoi qu'en disent certains leaders.* »

M. François Bordry, président des jeunes démocrates-sociaux, indique que l'option du C.D.S. serait celle d'un « *centrisme frileux* ». « *Ce n'est pas, dit-il, en disparaissant dans le flou d'un magma majoritaire que notre parti pourra affirmer sa personnalité.* » S'adressant aux dirigeants siégeant près de la tribune, il lance : « *N'édifiez pas de nouvelles barrières face à nouvelles adhésions. Le C.D.S. doit se doter de structures de combat. Il faut d'ores et déjà mettre en place les hommes qui devront prendre le relais.* »

M. Maurice Blin, sénateur des Ardennes, affirme : « *Nous sommes affrontés aujourd'hui à une mutation profonde de la société industrielle que sont les chômeurs. C'est à leur intention que notre sens de justice sociale doit s'exercer en priorité.* »

M. Martin Lucciani (Seine-Saint-Denis) regrette que l'on n'ait pas modifié, la veille au soir, les statuts du parti. « *Il faudrait tout de suite*, dit-il, *que nous soyons enfin capables de renouveler nos instances dirigeantes.* »

M. Georges Mesmin, député de Paris, indique que la « *bonne conduite électorale* » de la majorité a peut-être été signé un peu vite et qu'il aurait fallu, auparavant, s'assurer pour qu'il n'y ait jamais plus de deux candidats en présence au cours d'élections primaires.

Le congrès entend notamment ensuite MM. Gautier (Loire-Atlantique), Coutan (Haute-Savoie), Imbert et Pflimlin, maire de Strasbourg, ancien président du conseil.

Samedi après-midi, M. Pierre-Henri Teitgen déclare : « *Je vous propose la démarche suivante : que les centristes, au lendemain d'une éventuelle victoire de la majorité, déclarent qu'ils n'entreront dans le gouvernement qu'à condition que soit réintroduite la représentation proportionnelle dans le système électoral.* »

M. Fontaine (Nord) proteste contre la manière dont a été organisé le congrès. Les délégués entendent M. Louis Chaine (Rhône) et M. Bernard Stasi. Ce dernier explique qu'il va renoncer à son temps de parole : « *En effet, dit-il, un certain nombre d'amis et de dirigeants du parti avaient estimé qu'aux côtés d'André Diligent et de Jean Lecanuet je pourrais jouer un certain rôle. Il aurait fallu pour cela que je puisse être élu par le congrès. Toute la force de l'électorat abrité par les statuts aurait été nécessaire à l'action que je souhaite mener. Pour des raisons que je ne veux pas connaître, les statuts n'ont pas été réformés. Je le regrette.* »

M. P. BERNARD-REYMOND : quand aurons-nous le courage !

M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat, s'interroge : « *Le C.D.S. sera-t-il demain encore un grand parti ? Pourquoi n'aurons-nous eu qu'une demi-réussite ?* » Il apporte les éléments suivants en réponse : « *N'avons-nous souffert d'une absence de détermination dans notre stratégie politique ? Ne change-t-on de stratégie tous les trois mois. Or combien d'entre nous ont été pris à contre-pied à Rennes lorsque fut annoncée l'alliance privilégiée avec les giscardiens ? Combien ont été heurtés devant les débuts de l'entreprise réformatrice ? Combien froncent les sourcils devant les nouveaux coups d'œil que nous faisons çà et là dans des directions inattendues ; à chaque orientation nouvelle, nous perdons des électeurs sans en regagner de l'autre côté. Nous rapprochons-nous du parti républicain ? Les plus avancés de nos électeurs rejoignent les socialistes. Nous rapprochons-nous des radicaux ? Aussitôt les plus libéraux rejoignent les républicains. Quand aurons-nous le courage de décider et d'annoncer que nous voulons soit la force d'appoint des modérés de la majorité, soit une des composantes de la gauche de cette majorité ? Les deux solutions sont possibles, mais ne peuvent être les deux à la fois.* »

Le secrétaire d'Etat indique ensuite : « *Nous devons placer l'intérêt du pays au-dessus de l'intérêt du parti. Ainsi en est-il de la représentation proportionnelle. Ce scrutin peut aider l'émergence d'une majorité élargie, mais il n'est valable que s'il n'entraîne pas l'instabilité politique ou le jeu des partis qu'implique la troisième force. Il ne peut se comprendre que dans un régime présidentiel. De plus, avec 5 ou 7 % des suffrages, la représentation proportionnelle n'est nécessairement, pas la meilleure solution.* » M. Pierre Bernard-Reymon conclut : « *Sans une image plus moderne, une direction plus ferme, une stratégie plus claire, prenez garde qu'un jour le peuple ne se refasse pour les centristes. Je renonce pour ma part, à mon mandat de secrétaire général adjoint du C.D.S.* »

M. Jean-Marie Daillet (Bas-Rhin) dénonce une politique qui a conduit les démocrates-sociaux à faire « *une halte sur la route entre Soisson, puis notre parrain Chirac et peut-être bientôt avec tonton Poniatowski* ».

On entend ensuite M. Loïc Bouvard, député du Morbihan, Jacques Mahéas (Paris), maire de Jonquères (Seine-Maritime), Pierre Fauchon (Paris) qui indique que si les centristes sont marginalisés, c'est, à mon sens, des institutions et que leur salut est dans un régime présidentialiste. Puis MM. Lafférère (Rhône), Panero (Corse), Chiron (Seine-et-Marne), Chasles (Indre-et-Loire), M. Bertrand Schneider, président des Clubs Démocratie nouvelle : « *Il faut renouveler nos instances dirigeantes au mieux de nos possibilités. Il faut que l'opinion publique, que ceux qui nous suivent avec sympathie, sachent lire chez nous la volonté de renouvellement, de rajeunissement, de dynamisme, qu'ils attendent.* »

Dimanche matin, en présence de MM. Jean-Jacques Beucler secrétaire d'Etat, et Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, prennent successivement la parole Mme Andrée Martin, M. Pierre Cormorèche (Rhône), Eugène Claudius-Petit, député de Paris, et Jean Lecanuet.

M. LECANUET : nous sommes le tiers état de la Vᵉ République.

L'ancien ministre d'Etat, qui a été réélu la veille au soir président du Centre des démocrates-sociaux, déclare :

« *La coupure de la France serait mieux évitée si le principe de la représentation proportionnelle était retenu dans la désignation de la représentation nationale dès que la situation politique le permettra.* » (1)

L'ancien ministre déclare, faisant allusion aux tentatives d'ouverture du centre par les giscardiens : « *Cette exigence ne signifie pas que les formations de la majorité doivent se dissoudre dans un rassemblement unique. Le centre devient si actuel, sa chance historique est si apparente, que d'autres formations politiques peuvent être tentées de s'en prévaloir. Mais il doit être clair que nous entendons maintenir plus que jamais l'identité politique du Centre des démocrates sociaux. Toutes les — dont j'ai entendu dire qu'elles avaient le droit de pénétrer nos rangs, mais je n'en crois pas — seront bienvenues. Je serai au premier rang pour les empêcher. Il demeurant, le pays sait qui représente le centre et où est la fidélité.* »

Vivement applaudi, le président du C.D.S. déclare encore : « *Il y a plus : le centrisme n'est pas un intervalle ni une fluctuation. Il est une volonté de dépassement, de synthèse et d'élargissement. Ce n'est pas une tête de je ne sais quelle majorité. (...)*

« *La crise de la gauche qu'aucun replâtrage, s'il devait survenir, ne saurait plus dissimuler, rend maintenant nécessaire un élargissement de la majorité. Cet élargissement passe par la main tendue du C.D.S.*

» *Oh, ne rêvons pas ! L'élargissement ne peut se produire qu'après l'échec de l'opposition en mars prochain, qu'après que la coalition socialiste et communiste aura été une fois de plus vaincue et aura révélé ce qu'elle a toujours été en France et partout dans le monde : une illusion dérisoire ou hélas, parfois tragique. Je pense à Prague.*

» *Jamais la vie politique n'a favorisé autant qu'aujourd'hui notre mode de structure. Les Français, un moment séduits et désormais déçus par le parti de la gauche, restent unis, mais désunis.* »

Il [illegible] à propos du premier ministre du [illegible] :

« *M. Mitterrand a perdu la dynamique unitaire de la gauche. Son rêve politique se dissipe dans l'ambiguïté longtemps masquée par son talent. Cependant, rien n'est encore joué. Une [illegible] demeure. La victoire de la majorité dépend de notre capacité à l'affirmer.*

» *M. Mitterrand compensera-t-il la perte de la dynamique unitaire et les défaillances du report de voix à gauche au deuxième tour par les gains d'un électorat rassuré par la rupture [illegible] chaque jour plus marquée par les attaques du parti communiste ? Telle est la question. Tel est l'enjeu.*

» *Aux électeurs qui se réclament du centre et du centre gauche et qui ont voté à gauche aux dernières élections, nous avons un double message à délivrer : d'une part (...) François Mitterrand doit se battre de plus en plus sur sa gauche et s'éloigner du centre (...), d'autre part, (...) il nous appartient de montrer qu'à partir de la majorité actuelle, il est possible de construire une société plus juste, plus ouverte et plus humaine.* »

M. Lecanuet déclare encore : « *Nous ne représentons pas les catégories sociales les plus privilégiées. Nous représentons les travailleurs indépendants et les travailleurs salariés. Ce « corps central » dont nous sommes tissus, ouvriers, employés, paysans, commerçants, cadres, petits industriels, professions libérales, qui vivent de leur travail et de leurs efforts. Notre mission est d'exprimer leurs aspirations à une transformation sociale vers plus de justice. Ni princes ni barons, nous sommes le tiers-état de la Vᵉ République.* »

Le président du C.D.S. conclut : « *Justice et liberté. En avant pour la démocratie sociale.* »

Le congrès est clos après que M. André Diligent, nouveau secrétaire général du parti, a indiqué les trois axes de son action : démocratie, rajeunissement, esprit d'équipe.

(1) Lors du congrès constitutif du C.D.S., en mai 1976, à Rennes, M. Jean Lecanuet avait déjà déclaré : « *Il serait souhaitable qu'il suffisait pour changer la vie politique.* » Il avait toutefois ajouté : « *Si la majorité gagne les élections en 1978, alors, plus facilement qu'aujourd'hui, nous pourrons obtenir l'instauration d'une forme de proportionnalité aux grands scrutins.* »

M. Guéna : une solution de troisième force n'est ni souhaitable ni probable

M. Guéna, délégué politique du R.P.R., a déclaré, dimanche 9 octobre à Laon (Aisne) : « *La désunion des tenants du programme commun sera une chance pour la majorité si celle-ci ne perd pas son temps à s'interroger sur des combinaisons aberrantes. Nous devons nous le même adversaire, poursuivons le même combat.*

« *Loin d'avoir renié le programme commun type 1972, le P.S. en réclamera avec ardeur renouvelée, sans peine de justifier les soupçons dont l'accablent depuis des mois le parti communiste.*

» *Voilà qui répond à ceux qui se demandent si l'on veut une redistribution du jeu politique, autrement dit vers un regroupement de style troisième force. Une telle formule ne serait souhaitable, sous le troisième force, c'est le compromis, il règne dans les partis, l'impuissance.*

» *Ce n'est pas probable, car M. Mitterrand, qui a bâti toute sa carrière sur l'union de la gauche, ne peut pas soudain l'homme du centrisme.*

« *Le R.P.R. a combattu sans relâche les dangereux leurres de rééquilibrage ou vaine recherche d'une autorité régnant sans partage sur toutes les formations de la majorité. Nous avons dit « non » à l'agressivité et « oui » au pluralisme, nous avons été entendus.* »

LA MOTION

On lit notamment dans la motion adoptée à l'unanimité, dimanche 9 octobre à Lyon, par le congrès extraordinaire du C.D.S. : « *Le C.D.S., membre à part entière de la majorité, affirme avec force la mission d'ouverture sociale qu'il entend remplir en un moment où les Français vont être appelés à faire un choix de société qui engagera profondément l'avenir du pays (...). Il entreprendra une campagne vigoureuse pour faire connaître au pays les propositions majeures de sa plate-forme visant notamment à réduire les inégalités entre les Français, à développer leur solidarité, à approfondir toutes les libertés. Il souhaite que ses propositions inspirent largement le vrogramme de législature que doit élaborer le gouvernement de M. Raymond Barre et autour duquel la majorité affirmera sa cohésion sous l'égide du président de la République.*

» *Le congrès déplore, une fois encore, les effets néfastes de la bipolarisation qui dresse artificiellement les Français les uns contre les autres. C'est pourquoi il demande que soient mis en place des moyens institutionnels qui permettent à la fois d'assurer la stabilité de l'exécutif, une responsabilité accrue du Parlement et une plus grande sérénité dans la vie politique du pays.*

» *Il rappelle l'importance de la construction européenne (...).*

» *Dénonçant à la fois les périls qu'un système totalitaire ferait peser sur le pays, et l'état d'injustice dans lequel la société libérale maintient les plus déshérités, le congrès affirme la nécessité d'une « autre solution », fondée sur la primauté de l'homme et le développement des communautés naturelles.* »

M. Barre : gratitude et confiance

Peut-être parce qu'il en souhaitait que son message au congrès soit lu trop rapidement — comme l'avait été sa lettre aux parlementaires R.P.R. réunis à Menton, — M. Raymond Barre avait adressé aux centristes rassemblés à Lyon un télégramme d'une trentaine de lignes seulement. Il [illegible] à peu près posément ce texte, se tirer parti et le faire applaudir par le congrès.

Voici le texte du passage :

« *J'adresse au Congrès des démocrates-sociaux mes voeux les plus chaleureux pour le succès de son action politique.*

« *Je le fais avec un sentiment de vive gratitude pour la confiance qu'il m'a manifestée depuis que j'assume les fonctions de premier ministre. Dans les moments difficiles, cette confiance que m'a pour elle marchandée. Je ne saurais l'oublier.*

« *Le C.D.S. n'a jamais cessé de placer l'indispensable redressement économique et financier dans une perspective d'amélioration régulière et durable de la situation de notre pays. Il ne peut oublier que cette est son propre perspective.*

» *Le C.D.S. a toujours milité en faveur de réformes qui permettraient d'obtenir dans notre société la réalisation d'une plus grande justice. Voilà qui est la condition nécessaire de l'unité nationale, comme le président de la République l'a toujours souligné. Il ne peut douter que tel est mon objectif non seulement en raison de mes fonctions mais de mes propres convictions.*

» *Le C.D.S. a toujours souhaité que la France demeure à la tête de la grande entreprise que constitue depuis mille la construction d'une Europe unie, maîtresse de son destin, capable de jouer le rôle que le monde attend d'elle au service du développement, du progrès et de la paix.*

« *Il ne peut douter que l'ancien vice-président des Communautés européennes reste fidèle à cet idéal.*

» *Une France solide, juste, influente et respectée, voilà notre idéal commun. Mené le combat politique que nous allons mener ensemble et que nous conduirons dans la clarté, la loyauté et dans un esprit de vérité. Nous serons fidèles à cet idéal. Je ne doute pas, pour ma part, que le choix des Françaises et des Français sera bon pour la France.* »

Quand M. Diligent se plaint d'être «censuré» par la télévision

[illegible] après-midi, 8 octobre, dans la salle de [illegible] du congrès du C.D.S., un [illegible] du [illegible] chercher un journaliste de la deuxième chaîne [illegible] : « *Il faut [illegible] de [illegible] au téléphone* », lui dit-il.

Cet appel pourrait n'avoir rien d'extraordinaire (encore qu'il ne soit pas courant, paraît-il, qu'un président de [illegible] s'adresse directement à un reporter en mission) ; il sera cependant à l'origine d'un incident significatif.

Quelques [illegible] auparavant, les [illegible] de la première chaîne du congrès viennent de prendre [illegible]. Les envoyés spéciaux de TF 1 et d'Antenne 2 décident [illegible] de [illegible] du C.D.S. (qui le [illegible] « *délégué à la communication* du parti, M. Jean-Paul Charmes) [illegible] le [illegible] qu'ils viennent de suivre [illegible] leur [illegible] paru le plus important [illegible] l'intervention la plus longue à laquelle il a [illegible] — [illegible] — ne leur [illegible] un commentaire particulier. Bref, qu'ils n'envisagent ni l'un ni l'autre d'intervenir au [illegible] journaux de 20 heures de leur chaîne respective. Les journalistes sont MM. Jean-Louis Lescène et [illegible] Chevallier.

Leur [illegible] provoque un profond mécontentement [illegible] Charmes, qui, après [illegible] les [illegible] convaincre, leur reproche d'obéir à des considérations de silence données par l'Elysée et les quitte en leur lançant : « *[illegible] reparlerons !* »

Il en reparle un peu plus tard, [illegible] Au téléphone. Le directeur [illegible] Julian, M. Alain Grangé-Cabane, explique à l'envoyé [illegible] la [illegible] présidentielle « *petit problème* » avec « *le cabinet* » de M. Diligent (M. Julian parlera tard [illegible] la responsable [illegible] riste). Dans le cabinet proche, le reporter de TF 1 est en communication avec sa rédaction parisienne qui lui demande s'il a [illegible] qu'il a [illegible] « [illegible] Diligent » et pourquoi.

Jusqu'aux environs de 23 heures, les appels téléphoniques se succéderont. Les deux envoyés spéciaux, refusant de revenir sur leur décision, sont bientôt persuadés qu'ils sont au [illegible] ennuis pour avoir [illegible] qu'un discours de M. Diligent ne [illegible] quelques minutes d'antenne. A l'un d'eux, un [illegible] dit de Paris : « *Vous n'êtes pas [illegible] juger de la valeur d'une information.* »

On parlera encore de l'affaire le lendemain matin, et de plus en plus, jusqu'à ce que M. Jacques Barrot, secrétaire général (démissionnaire) du C.D.S., rencontre les journalistes et leur dise : « *Je tiens d'abord à apprendre ce qui s'est passé hier soir. Je suis scandalisé. Je vais présenter au parti. Je suis prêt à témoigner en ma faveur auprès des rédactions.* » M. Lecanuet tient à connaître, lui aussi, sa réprobation.

L'incident, désormais officiellement clos, [illegible] ce qu'on peut [illegible] « *communiste* » au sein du C.D.S. et en particulier, le secrétaire général [illegible] qui [illegible] *futur* [illegible].

On pourrait s'étonner que les instances dirigeantes [illegible] nouvelles [illegible] si sensibles aux arguments de M. Diligent. [illegible] l'ancien sénateur n'est-il pas à l'origine de l'amendement qui, en interdit la publicité de marque à l'antenne sans l'accord préalable du Parlement et l'auteur d'un rapport célèbre sur la publicité non autorisée.

M. Diligent s'est toujours [illegible] défenseur de la liberté d'expression et du libre arbitre des journalistes ; il a [illegible] pouvoir [illegible] victime la télévision. Or, [illegible] on devait l'apprendre par la suite, c'est bien lui-même et non [illegible] qui a [illegible] directement auprès des présidents des chaînes.

N.-J. B.

Si vous êtes hospitalisé! Comment toucher

ATTENTION! Offre valable jusqu'au 20 octobre 1977

5000,00 F par mois

net d'impôts

+ 2500 F pendant votre convalescence.

Voici ce que vous offre la Garantie Familiale Hospitalisation :

• 5 000 F par mois si vous êtes hospitalisé dans un hôpital ou une clinique.	+	2 500 F par mois, pendant votre convalescence.
• 3 000 F par mois si votre épouse est hospitalisée dans un hôpital ou une clinique.	+	1 500 F par mois pendant sa convalescence.
• 2 250 F par mois si l'un de vos enfants est hospitalisé dans un hôpital ou une clinique.	+	1 125 F par mois pendant sa convalescence.

L'hospitalisation c'est un vrai risque pour tout le monde.

La preuve : compter 6 personnes dans votre [illegible], statistiquement au moins une [illegible] 6 sera hospitalisée cette an[illegible]. Ce qui veut dire que chaque jour envi[illegible] 22000 personnes sont admises dans un hôpital ou une clinique.

Il faut se rendre à l'évidence, l'hospitalisation est un vrai risque, même pour vous, votre femme ou vos enfants.

Cependant, il ne faut pas dramatiser, dans la majorité des cas l'hospitalisation peut [illegible] qu'un mauvais moment à passer, qu'on oublierait vite si ce n'était son [illegible] financier !

Vous croyez être complètement [illegible] et en réalité [illegible] faux !

L'hospitalisation [illegible] forcément des dépenses [illegible] imprévisibles, [illegible] vous pourrez les payer ?

Tout d'abord, il y a les frais médicaux et les [illegible] de [illegible] qui ne sont remboursés [illegible] partiellement par la [illegible] Sociale. Il [illegible] quelque [illegible] à votre charge.

Ensuite, il y a tous les frais annexes qui ne sont jamais pris en charge, même partiellement.

Citons, par exemple la [illegible] particulière, la location d'un téléviseur, [illegible] familiale pour aider ou remplacer la [illegible] au foyer etc...

Etes-vous sûr que vous pourrez faire face à tous ces frais sans entamer vos économies ?

Avec la Garantie Familiale Hospitalisation, [illegible] ces problèmes [illegible] puisqu'en cas d'hospitalisation de vous-même, de votre épouse ou de l'un de vos enfants, vous recevrez directement [illegible] l'argent frais, sous forme d'indemnités journalières.

La Garantie Familiale Hospitalisation vous couvre indépendamment de la Sécurité Sociale et de votre mutuelle, ou de toute autre assurance.

En réalité, vous savez bien qu'il reste toujours une partie des dépenses à votre charge. Et quand il s'agit d'une hospitalisation, ces dépenses sont énormes.

C'est pour répondre à ce problème que nous avons créé la Garantie Familiale Hospitalisation qui va vous verser de l'argent frais aussi longtemps que durera votre hospitalisation pendant 1 an, si nécessaire.

Cet argent, vous le dépensez [illegible] bon vous semble ; sans justificatifs. Il est à [illegible]. Vous en disposez librement.

Vous êtes garanti par contrat de recevoir :

167 F par jour, dès le 4ème jour de votre hospitalisation, (5 000 F par mois) et pendant 1 an maximum. Cela peut représenter jusqu'à 60 000 F dans l'année. Pour votre épouse, l'indemnité est fixée à 100 F par jour (3 000 F par mois) et 75 F pour vos enfants (2 250 F par mois).

Ces versements sont totalement exonérés d'impôts.

Dès que vous rentrez à l'hôpital, vous nous le signalez et, nous vous prenons en charge.

Dès que vous êtes hospitalisé, nous vous prenons en charge.

Si votre hospitalisation est de courte durée (moins de 15 jours) [illegible] vous régions dès votre sortie.

Si elle est plus longue, nous vous [illegible] une provision tout de suite puis [illegible] règlements périodiques.

Dès que vous sortez de l'hôpital, nous continuons à payer pendant votre convalescence à domicile.

Pendant votre convalescence, la Garantie Familiale ne vous [illegible] pas tomber, [illegible] continue de vous payer pendant une pé[illegible] égale à celle de l'hospitalisation [illegible] moins de trente jours, pendant 30 jours au plus dans [illegible] les autres cas.

La Garantie [illegible] Hospitalisation vous couvre dans tous les pays du monde, dans tous les hôpitaux et même les cliniques.

De plus [illegible] compagnie possédant des fi[illegible] à travers le monde, la Garantie Familiale Hospitalisation [illegible] assistera et paiera vos indemnités, si vous le désirez, dans la monnaie du pays dans lequel vous êtes hospitalisé.

Inscrivez-vous aujourd'hui même, sans engagement définitif, vous pouvez être hospitalisé dès demain.

Souvenez-vous des statistiques et n'attendez [illegible] d'être hospitalisé pour prévoir. Retournez-nous, aujourd'hui même, votre demande d'adhésion. Dès réception, nous vous inscrivons [illegible] préparons votre police d'Assurance que vous recevrez dans quelques jours.

Vous pourrez la lire, l'étudier à tête reposée. Vous verrez : tout est clair, précis, écrit dans un langage compréhensible. Si après réflexion, cela ne vous intéresse pas, vous n'êtes pas engagé.

A retourner complété à
NEW-HAMPSHIRE
INSURANCE COMPANY
24, Av. de la Grande Armée
75017 PARIS - Tél. 755-72-20
Offre [illegible] jusqu'au 20.10.77
Date limite de [illegible]

La New Hampshire Insurance cy est la première à [illegible] créé la *Garantie Hospitalisation* depuis [illegible] ans déjà.

Notre compagnie, fondée aux Etats-Unis en [illegible] en France depuis 1936, [illegible] la pre[illegible] la [illegible] Hospitalisation.
Depuis 5 ans, [illegible] milliers [illegible] des milliers [illegible] de famille nous font [illegible].
La [illegible] Familiale Hospitali[illegible] une assurance moderne de [illegible] et de conception. Pour [illegible] vraiment efficace elle doit *reposer sur* [illegible] organisation d'assistance et un service international [illegible] nous sommes les [illegible] posséder.

La Compagnie d'Assurances NEW-HAMPSHIRE
24, Av. de la Grande-Armée
75017 - PARIS - Tél. 755-72-20

Nos réponses à 8 questions importantes.

1) Toucherai-je mes indemnités même si je bénéficie de la Sécurité Sociale et d'une mutuelle?
[illegible] entendu, [illegible] si vous bénéficiez de la Sécurité Sociale, d'une mutuelle ou d'une autre assurance personnelle, nous vous paierons en plus la totalité [illegible] indemnités.

2) [illegible] toucherai-je si je suis hospitalisé?
[illegible] F par mois (167 F par jour) pendant toute votre hospi[illegible] et si nécessaire pendant 1 an [illegible] jusqu'à 60 000 F.

3) Combien toucherai-je si mon épouse ou l'un de mes enfants [illegible] hospitalisé?
Pour votre épouse 3 000 F [illegible] mois (100 F par jour), pour vos enfants 2 250 F par mois [illegible] F par jour) et ce pendant toute leur hospitalisation [illegible] nécessaire durant 1 an au maximum [illegible] respectivement [illegible]000 F et 27 000 F.

4) Et pendant la convalescence à domicile est-il prévu quelque chose?
Oui. Pendant la convalescence nous continuons à payer la [illegible] l'indemnité pendant une période égale à celle de l'hospitalisation lorsque celle-ci a duré moins de [illegible] jours, pendant 30 jours au plus [illegible] autres [illegible].

5) La [illegible] couvre-t-elle [illegible] l'accident [illegible]?
Oui. La Garantie [illegible] d'hospitalisation sauf les exclusions habituelles. Par exemple : les faits de guerre, l'ivresse, la pratique des sports dangereux, l'avortement provoqué, les maladies mentales [illegible] préexistantes.

6) Est-il prévu quelque [illegible] maternité?
Oui, si [illegible] épouse êtes assurés. Pour chaque naissance entraînant [illegible] hospitalisation nous [illegible] paierons forfaitaire[illegible] allocation de 500 F, à condition [illegible] soit souscrit depuis au moins [illegible] mois.

7) Après signature, pourrai-je résilier ma police?
Oui. Chaque année, par simple préavis d'un mois avant la [illegible] d'échéance.

[illegible] En [illegible] ma [illegible] suis-je engagé?
Non bien sûr, [illegible] d'avoir reçu votre contrat, de l'avoir étudié, signé [illegible] retourné [illegible] compagnie accompagné [illegible] la première prime. Vous avez 15 jours [illegible] réflexion.

Sans majoration des cotisations, la Garantie Familiale Hospitalisation vous offre le forfait maternité.

La Garantie Familiale Hospitalisation vous verse forfaitairement une allocation de 500 F à l'occasion de chaque naissance ayant entraîné une hospitalisation.

Cet avantage supplémentaire [illegible] est offert, sans majoration des cotisations ; il suffit [illegible] que vous [illegible] votre épouse soient tous deux [illegible] et, que le contrat ait été [illegible] *depuis au moins 10 mois.*

Voici 3 avantages importants, que la Garantie Familiale Hospitalisation [illegible] la seule à pouvoir vous [illegible] :

1) La convalescence [illegible] automatiquement [illegible] option.

2) L'allocation maternité [illegible] est [illegible] gratuitement.

[illegible] La Garantie [illegible] Hospitalisation vous couvre dans [illegible] les pays du [illegible] exclusions et paie les indemnités sur place.

Inscrivez-vous aujourd'hui, c'est simple :
Adressez la demande d'adhésion à la compagnie d'assurance NEW-HAMPSHIRE - 24, av. de la Grande-Armée - 75017 PARIS
Vous recevrez votre police pour étude pendant 15 jours.
Si vous confirmez votre adhésion, vous la signez et vous êtes assuré.
Vous n'êtes pas engagé

Offre valable jusqu'au 20 octobre 1977

DEMANDE D'ADHÉSION
COMPAGNIE D'ASSURANCES NEW HAMPSHIRE
Entreprise régie par le Code des Assurances. Capital social 5.640.640 S - RC Paris 57 B 334
24, avenue de la Grande-Armée, [illegible] PARIS - Tél. [illegible]

NOM DU SOUSCRIPTEUR .....
Prénom ..... Date de naissance [illegible] (âge limite : 60 ans)
N° ..... Rue ..... Code Postal .....
Ville ..... Profession .....
Je paierai ma cotisation
☐ annuellement ☐ semestriellement ☐ trimestriellement ☐ mensuellement

Noms et Prénoms des membres de la famille à assurer	Sexe	Date de naissance		
		Jour	Mois	An
Souscripteur :				
Conjoint :				
Enfant :				
Enfant :				
Enfant :				

[illegible] vous remercions de répondre aux 3 questions [illegible] (qui s'adressent à la fois à vous-même et à chaque membre de votre famille figurant sur cette demande d'adhésion) - L. [illegible] L. 113-8 du Code des [illegible]

	OUI	NON
1. Avez-vous actuellement des [illegible] ou [illegible] (maladie - accident - infirmité) ?	☐	☐
2. Avez-vous suivi un [illegible] pour [illegible] cardio-vasculaires, [illegible] ou tuberculose ?	☐	☐
3. Un [illegible] d'assurance-vie vous a-t-il [illegible] refusé, à vous ou à l'un des [illegible] de la famille ? A-t-il été [illegible] ? [illegible] surprime a-t-elle [illegible] exigée ? La [illegible] en a-t-elle [illegible] rejetée ?	☐	☐

Si vous répondez OUI à une ou plusieurs des questions, [illegible] sur un papier libre en précisant la personne concernée. Joignez ce papier libre à votre demande d'adhésion.

Je déclare sur l'honneur que les réponses données sont à ma connaissance exactes. J'ai bien noté que le contrat ne couvre pas les affections contractées antérieurement à la prise d'effet.

Date : ..... Signature :

Lu et Approuvé.

005 0003 107

Examen gratuit. N'envoyez pas d'argent.

Ce que vous avez à payer... et ce que vous recevrez

	Vous payez par mois	Vous recevrez par mois	
		Pendant votre hospitalisation	Pendant votre convalescence
Souscripteur 19-60 ans	72 F	5000 F	2500 F
Conjoint 19-60 ans	38 F	3000 F	1500 F
Enfant célibataire de moins de 19 ans	23 F	2250 F	1125 F
Allocation maternité	gratuit	forfait 500 F	—

HISTOIRE

Jean Moulin, héros énigmatique ?

(Suite de la première page.)

Dès [illegible] Henri Frenay ayant lu le [illegible] du [illegible] des [illegible] du B.C.R.A., le service de renseignements de la [illegible] à Londres, [illegible] surpris par certains documents, par la relation qui [illegible] faite notamment des divergences des vues entre lui-même et Jean Moulin. Il fallut [illegible] vingt-deux ans : en 1973, le fondateur du Combat publiait à son tour ses propres souvenir sous le titre : *La nuit finie* (Laffont). Il y renouvelait son opinion sur Jean Moulin, présenté il nouveau comme probable « compagnon de route », pour le moins, du parti communiste.

Cette fois, [illegible] un peu plus de bruit. Les uns, pour qui Jean Moulin [illegible] le haut fonctionnaire peint par Charles de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*, l'homme « *convaincu que le gaullisme devait non seulement l'instrument du combat, mais encore la [illegible]* », [illegible] un scandale, sinon un sacrilège. D'autres, plus sereinement, comme Pierre Bourdet, [illegible] les présomptions apportées par Frenay pour [illegible] qu'en fin de compte les attitudes de Jean Moulin pourraient [illegible] des positions moins compliquées. Quelques-uns, enfin, [illegible] mais courtois, [illegible] leur [illegible] de [illegible] de vouloir s'informer, [illegible] que, alors, il [illegible] erreur.

Il ne la [illegible] au terme de son [illegible] livre, enquête et réquisitoire à la fois, Henri Frenay persiste et signe. Pourquoi ? [illegible] la réponse :

« *En effet, il persiste et le signe, en modulant [illegible] mon affirmation en [illegible] La nuit [illegible] que Jean Moulin était un [illegible] du parti communiste, je ne [illegible] qu'il avait en poche une carte du parti. Je [illegible], et je pense [illegible] que c'était un homme [illegible] que rien de valable ne pouvait se faire sans l'appui du parti communiste.* »

Et avec un sourire pareil à un clin d'œil : « *Ce qui fait [illegible] d'une grande [illegible].* »

— Ce n'est [illegible] pas un procès [illegible] ni une [illegible] à condamner que vous présentez ?

— Pas du tout. Je [illegible] à [illegible] et [illegible]. En le servant, il n'a absolument pas trahi la Résistance, ni de Gaulle. Disons simplement que je présente l'image d'un homme [illegible]. Je [illegible] contre [illegible] interprétation. Je présente un haut fonctionnaire, un homme d'autorité. Je montre ses ambitions, ses comportements, ses qualités comme ses défauts et en même temps je dis aussi qu'il avait été un préfet rouge.

Les liens avec Pierre Cot

— Vous employez, en effet, l'expression une seule fois, mais bien sûr souvent vous revenez [illegible] sur le proverbe que vous citez d'ailleurs : « *Dis-moi qui tu fréquentais et je te dirai qui tu es.* » Or, les fréquentations de Jean Moulin [illegible] Pierre Cot (qui [illegible] disparaître [illegible] de l'équipe Cot, dont vous constatez que Jean Moulin devait faire partie) [illegible] par le [illegible] adjoints dans la clandestinité, notamment Pierre Meunier et Raoul Chambeyron.

— Vous m'avez bien lu. C'est exactement cela et, pour moi, c'est le plus important. [illegible] Cot et Moulin se sont connus avant 1940, [illegible] au parti radical. A partir du Front populaire, Cot a pris [illegible] Jean Moulin — chez lui, [illegible] qu'il fut ministre. Lorsque, après 1940, Pierre Cot va gagner les Etats-Unis, où il restera, il maintiendra ses relations avec Jean Moulin. Il recevra ensuite, même à l'époque de la clandestinité de ce dernier, des lettres chaque semaine. Il me l'a dit comme il a dû le dire à Laure Moulin, parlant de son frère : « Je n'ai jamais senti de différence entre nos opinions. » Dès lors, il faut savoir quelles étaient les opinions de Pierre Cot jusqu'à son apparentement, après la guerre, au parti communiste.

» Dans son livre Procès de la République, écrit aux Etats-Unis, il dit [illegible] : « Dès que le dernier soldat de Hitler aura passé la frontière, la bataille pour la libération du peuple [illegible] la seule bataille. Une telle bataille est politique. Elle se livre à l'intérieur du pays [illegible] progrès [illegible] Une équipe [illegible] métropolitain ne [illegible] la conduire. » Eh bien, en présentant à la [illegible] l'idée d'une [illegible] de résistance [illegible] de la constitution du Conseil national de la Résistance, en la [illegible] on avait [illegible] gné pour la réaliser, dans [illegible] disposait [illegible] pour [illegible] le programme [illegible] par Pierre Cot dans son livre. Il ne s'agit pas seulement de prouver que Jean Moulin fut ou non [illegible] ou crypto-communiste, [illegible] politiques de son comportement. [illegible] conséquences on [illegible] ce que [illegible] la [illegible] — [illegible] comité d'action. C'est par ce [illegible] parti communiste [illegible] en [illegible] aux portes du pouvoir.

— Mais il ne l'a pas pris ?

— [illegible] nous avons débouché, de toute façon, sur un [illegible] qui s'était [illegible] s'apparentait à une [illegible] de la IIIe République. C'est là [illegible] importante pour notre histoire contemporaine.

De Gaulle avait confiance

— Vous n'avez, cependant, [illegible] ni [illegible] politiques de l'après-guerre ?

— [illegible] un fait. [illegible] c'est un fait [illegible]. Pourquoi cet homme, dont vous venez qu'il [illegible] politiques, a-t-il [illegible] de ne jamais les exprimer ? »

Ici, Henri Frenay a un [illegible] : « *Une [illegible] de petits [illegible] je [illegible] un règlement de comptes. Non, vraiment, je ne [illegible] ce style ! Je le répète, je me portais pour un jugement d'ordre [illegible]. J'ai [illegible] un héros, [illegible] ce [illegible] politiques, [illegible] qu'il ne fut pas un gaulliste politique. [illegible] gaullistes [illegible].* »

— [illegible] expliquez-vous qu'à Londres pourtant ni [illegible] ni Passy et le B.C.R.A. n'aient jamais rien soupçonné ?

— *Ils [illegible] en lui une grande confiance. La façon dont il présentait [illegible] leur plaire.*

— En vous [illegible] sur ce point, on a [illegible] le sentiment [illegible] démontrer qu'il y [illegible] d'abus [illegible].

— *Pas du tout ! Il était avec de Gaulle, [illegible]. Il [illegible] son [illegible] pour [illegible] de la guerre, même s'il a pu ajouter, [illegible] il l'a dit à François [illegible] Menthon, que « l'on [illegible] après ».*

— Le [illegible] reproche que vous lui faites, c'est [illegible] d'avoir [illegible] en [illegible] les [illegible] partis politiques [illegible] Gaulle, à cette époque [illegible], [illegible] d'une représentation politique au C.N.R. pour [illegible] à l'étranger [illegible] sa légitimité [illegible] de la [illegible] intérieure.

— *C'est [illegible] vrai. [illegible] n'avait pas [illegible] pour [illegible] partis politiques eux-mêmes. Il [illegible] d'avoir [illegible] proclamations de quelques personnalités qui [illegible] d'ailleurs prêtes à [illegible] donner, [illegible] Léon Blum, [illegible] Reynaud, [illegible] Tessier. [illegible] façon, [illegible] n'aurait pas hypothéqué l'avenir. Or, les partis que lui, c'est peut-être quand [illegible] il n'est apparu que dix-huit mois après la naissance des premiers mouvements. Il n'était pas à l'origine, pas plus qu'il ne put, malheureusement, être à la sortie. »*

Et après un [illegible] : « *J'aurais préféré « Une grande figure de la Résistance ».* »

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

★ Chez Robert Laffont, collection « Le temps des révélations », 307 pages, 39 francs.

Des acteurs trop ressemblants

En guise d'introduction aux « Dossiers de l'écran » du mardi 11 octobre : un film d'Henri Calef sur Jean Moulin, sur un trois [illegible] Résistance, un [illegible] film joué par des comédiens. A une ou deux exceptions près, ils sont très [illegible], forcément : on [illegible] pour leur ressemblance avec ceux qu'ils sont chargés d'incarner, pas pour leur talent. Coup de chance, on a, paraît-il, dénicché le sosie de Moulin. Et on prend, malgré cela, le soin de ne le montrer que de dos, de loin, dans la pénombre, en contre-jour, le visage caché dans les mains ou sous un feutre à larges bords. Pourquoi tant de précautions ? Combien y a-t-il encore de Français à l'avoir approché de près et à se souvenir de ses traits ?

Inventeurs d'un genre qui fait fureur outre-Atlantique, les Américains ont moins de scrupules. Le rôle du général MacArthur, ce colosse débraillé, dont les médias ont propagé pendant des années l'image et la voix, ils l'ont confié — et le résultat leur donne raison — à la fragile raideur d'Henry Fonda. Mieux : dans l'émission sur l'affaire de la baie des Cochons — on l'a vu ici, — John Kennedy ressemble à son frère Robert, qui, lui, ne ressemble à personne. Quant à Coco Chanel, pour des millions de gens, maintenant, c'est tout le portrait de Katharine Hepburn. Qui songerait à s'en plaindre ?

Si un film de montage préfère ce que les Anglo-Saxons baptisent « docu-drame », c'est pour rendre plus présents, plus familiers, les personnages du passé à [illegible] momifiés dans des kilomètres de bandes d'actualités et de discours enregistrés. A quoi sert [illegible] confier à des [illegible] des répliques aussi raides, châtiées, empesées que des comptes rendus de conférence ? D'Astier, Lévy, Frénay, « Max » (le nom de guerre de Moulin) les convoquait, ils discutaient, ils s'affrontaient, ils ne s'écrivaient pas, ils se parlaient, en français [illegible] vivante, on l'oublie trop souvent à l'écran.

Ajoutez à cela un [illegible] sous la forme de [illegible] ment, liste complète de ceux qui un à un plongèrent dans la clandestinité pour rejoindre Jean Moulin et vous réussirez à [illegible] pesante, maladroite, [illegible] l'une des [illegible] les plus [illegible] de notre histoire.

CLAUDE SARRAUTE.

L'heure de rompre un silence.

Depuis 160 ans, les Caisses d'Epargne font partie du paysage français. Aujourd'hui, avec 24 millions de titulaires de Livrets, elles constituent sans doute l'institution financière la plus proche de notre population. La répartition de leur clientèle, en âge et en catégories socio-professionnelles, correspond exactement à celle des structures démographiques de notre pays.

Naturellement soucieuses de la défense de ces nombreux épargnants dont elles ont suscité et encouragé l'effort, elles ne cessent de lutter, avec **les moyens qu'on leur accorde**, contre les spoliations qui frappent injustement les plus modestes avoirs.

Le poids de la notoriété

Dans les grandes cités comme dans les bourgades rurales, la maison de la Caisse d'Epargne est familière à tous. Si l'architecture contemporaine rajeunit et adapte ses locaux à la vie actuelle, la présence historique des bâtiments hérités du 19e siècle témoigne d'un passé de prestige.

Cependant, une image puissante comporte un risque : ce qui semble parfois trop connu peut être finalement mal connu. Ainsi, les services traditionnels de la Caisse d'Epargne peuvent masquer l'étendue des prestations [illegible] les renforcer au fil des années. Or, l'Ecureuil ne doit pas cacher l'arbre, ni l'arbre cacher la forêt... La dimension réelle de la Caisse d'Epargne doit donc être rappelée à tous ceux qui ignorent encore – **bien qu'ils croient savoir** – l'ampleur du soutien apporté à tous, à tous les moments importants de la vie et dans toutes les régions.

Au service de tous

Tous les individus, quel que soit leur profil social, éprouvent successivement les mêmes besoins fondamentaux, même si les réponses diffèrent. Education, logement, famille, retraite constituent pour tous autant d'étapes obligées. A chacune de ces étapes, la Caisse d'Epargne est présente pour mettre sa puissance au service de la qualité de la vie : non pas sur le ton de l'aide concédée, associé au paternalisme d'antan, mais dans une perspective éclairée par une idée-force et un maître-mot : **la solidarité.**

- **Solidarité** du réseau des Caisses d'Epargne, uni sous le symbole de l'Ecureuil, au service du particulier comme de la collectivité.
- **Solidarité** de ses collaborateurs, profondément insérés dans un milieu dont ils comprennent les attentes parce qu'ils les partagent et qui bénéficie de leur compétence et de leur [illegible] du service.
- **Solidarité** des générations entre elles, de la naissance au 3e Age.
- **Solidarité** des produits, de l'épargne aux placements en passant par le crédit.
- **Solidarité** de la collecte et de l'emploi des fonds, au seul profit de la communauté.
- **Solidarité, enfin, des millions de déposants avec les 492 Caisses d'Epargne de France et d'Outre-Mer et leurs 7500 Administrateurs qui veillent bénévolement au respect de la vocation généreuse et désintéressée de cet organisme dénué de tout esprit de profit.**

Une vocation et des réalités

L'absence de but lucratif n'exclut pourtant ni l'efficacité, ni le dynamisme, ni le progrès. Les chiffres, à ce sujet, sont éloquents :

- **220 milliards** actuels de **dépôts** sur Livrets et Bons "Ecureuil" au 30.6.77,
- **25 milliards** d'encours de **prêts aux particuliers** au 1.1.77,
- Plus de **60 milliards** d'encours de **prêts au 1.1.77, versés directement aux Collectivités Locales, aux organismes H.L.M...**
- [illegible] **milliards** d'encours de **prêts au 1.1.77, versés** par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts **pour le financement des projets d'intérêt national,**
- 492 Caisses d'Epargne (celles où est l'Ecureuil), 5483 succursales (plus de 16.688 points d'accueil itinérants),
- 17.000 agents au service du Public.

Une utile présence

Ce nouveau logis pour un jeune ménage, ces pavillons confortables, ce grand ensemble moderne, cette crèche, cette école, cette piscine, cet hôpital, ces ponts, ces autoroutes, la Caisse d'Epargne en finance une bonne part. **L'argent ne dort pas** mais sert à chaque déposant, à chaque emprunteur, à chaque collectivité.

Pivot de la vie individuelle et sociale, la Caisse d'Epargne anime l'économie, soutient la région, sert la nation. Elle n'est liée à aucun intérêt particulier. Facteur essentiel de développement et de progrès, elle représente le **patrimoine de tous.**

C'est pourquoi, tout ce qui touche les Caisses d'Epargne est immédiatement ressenti du plus grand nombre : les services nouveaux qu'elles peuvent dispenser, comme les restrictions qui leur sont imposées... Il faut qu'on le sache bien. Et qu'on le comprenne. Partout.

Union Nationale des Caisses d'Epargne de France 5, rue Masseran 75007 Paris

Préparation annuelle

SC.PO

[illegible] place (3 [illegible] Paris) ou par correspondance

- Examen d'entrée 1re année ;
- [illegible] 2e année ;
- [illegible] d'A.P.

CEPES Enseignement libre de professeurs 57, rue Ch.-Laffitte, 92 Neuilly 722.94.94 [illegible]

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

Londres - Sydney.

1er : Mercedes 280 E
2e : Mercedes 280 E

Double victoire MERCEDES au plus long rallye du monde. Le 27 septembre 1977 à 17 h 30 (heure locale), une MERCEDES 280 E (2,8 litres, 6 cylindres à injection) a passé en vainqueur la ligne d'arrivée du rallye Londres-Sydney de 34.000 km.

L'équipage anglais MERCEDES-BENZ, Cowan-Malkin-Broad, était parti d'Angleterre, il y a 45 jours et s'est distingué dans les pires conditions de route et de climat parmi les 70 équipages concurrents. Ce rallye fut une démonstration convaincante de la fiabilité et de l'endurance des voitures ainsi que des pilotes.

Environ 30 équipages seulement ont résisté aux épreuves surhumaines qui les attendaient lors de la traversée de l'Europe, de l'Asie et de l'Australie, où ils réalisèrent parfois des moyennes de 100 km/h. Les équipages peuvent être fiers de leurs performances.

Se classe second derrière les vainqueurs l'équipage anglais Fowkes-O'Gorman, également sur MERCEDES 280 E. Sur la distance totale de 34.000 km, il n'avait que 21 minutes de retard sur les vainqueurs. Alfred Kling, un habitué des rallyes, [redacted] placé, quant à lui, 6e également au volant d'une MERCEDES 280 E. L'équipage allemand Kleint-Klaport-Vormbruck, lui aussi sur 280 E, a pris la 8e place.

Ce succès a été remporté par des pilotes privés sur des voitures pratiquement identiques [redacted] voitures de série. Les MERCEDES 280 E avaient simplement été équipées en vue de ce « marathon » d'arceaux de sécurité, d'un dispositif [redacted] protection du soubassement, de parechocs et d'amortisseurs spéciaux.

A ceci près, les 280 E seront, comme toutes les MERCEDES, à la grande Cascade du bois de Boulogne où vous pourrez les découvrir [redacted] les essayer, du [redacted] 16 octobre, entre 10 heures et 20 heures.

Mercedes-Benz

CARNET

Naissances

— M. Christophe Philibert [redacted] Mme, [redacted] Marguerite Guyon [redacted] Chemilly, sont heureux [redacted] part de [redacted] *leur fils,*
Rémi,
le 25 septembre 1977.
35, [redacted] de Halage,
[redacted] France [redacted] Somalie,
B.P. n° 13, [redacted] (Somalie).

— M. Didier Quenton [redacted] Mme, [redacted] Marie-Noëlle Maînes, ont la joie d'annoncer la [redacted]
Hervé,
[redacted] 28 novembre 1977, [redacted] Lille.
2, avenue Oscar-Lambert,
[redacted] Lille.
13, [redacted] République,
02000 Laon.

Mariages

— M. Yves Toul, inspecteur [redacted] *ral adjoint* [redacted] population, [redacted] Monique Vérine,
[redacted] Magdalena Larios-Mendoza, sont heureux [redacted] part [redacted] mariage [redacted] enfants,
[redacted] Maria-Magdalena.
[redacted] 1er [redacted]

— [redacted] nous prie d'annoncer le mariage de
[redacted] Marion [redacted]
[redacted] chef [redacted] Paul Meheut (décédé) et [redacted] Michon,
[redacted] M. Pascal Robin,
fils [redacted] M. Bernard [redacted] et [redacted] Mme,
[redacted] Solange Chidaine.
[redacted] *1er octobre 1977,*
Saint-Dizier (52).

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

[redacted]

[redacted] 1. — Estampes, bijoux, objets d'art, mobilier [redacted]
[redacted] 8. — Objets rest. cuivre, [redacted]
[redacted] 12. — Livres [redacted] illustrés, 19e [redacted] 20e, éditions originales.
[redacted] — Bijoux, objets de vitrine, argenterie [redacted] moderne.

VENTE

S. 8. — Obj. art [redacted] ameub. 18e [redacted] 19e.
S. 11. — *Tableaux* [redacted] 20e.

VENTE A CHARTRES

[redacted] DE [redacted]
DIMANCHE [redacted] 14 [redacted]
[redacted] ANC. DU 16e AU [redacted]
[redacted]
Armes japonaises du 18e
Arbalète fin [redacted]
Collection de coiffures allemandes (1830 à 1920)
Experts : MM. Marquiset, [redacted] des [redacted] - Tél. : 331-14-90
Mes J. et J.-P. LELIEVRE, C.-Pr. associés, 1 bis, pl. [redacted] Chartres (37) [redacted] CATALOGUE
Exp. : vend. 14, 15-17 h ; sam. 15, 10-12/14-18 h ; [redacted] mat. 10-11 [redacted]

Décès

Raoul DE VITRY D'AVAUCOURT

[redacted] comtesse [redacted] de Vitry d'Avaucourt,
[redacted] :
M. et [redacted] Vincent Lacoin,
[redacted] comtesse Arnaud [redacted] Vitry d'Avaucourt.
Le [redacted] la [redacted] Hervé [redacted] Vitry d'Avaucourt,
M. et Mme Marc Julia,
[redacted] Philippe [redacted] Vitry d'Avaucourt,
[redacted] et la comtesse François de Vitry d'Avaucourt,
[redacted] Vitry d'Avaucourt.
Le [redacted] et [redacted] Geoffroy [redacted] Vitry d'Avaucourt,
[redacted] Mme Antoine Brunet,
[redacted] petits-enfants [redacted] son arrière-petit-fils,
[redacted] part [redacted] rappel à Dieu [redacted] comte Raoul
[redacted] VITRY D'AVAUCOURT,
commandeur de la [redacted] d'honneur, [redacted] à [redacted] le 5 [redacted]
[redacted] obsèques ont [redacted] lieu [redacted] l'intimité.
[redacted] à Paris [redacted] l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le jeudi 13 octobre, à 11 heures.
[redacted] 1928, après cinq [redacted] après avoir été [redacted] de l'Ecole polytechnique [redacted] l'Ecole supérieure des mines. Il [redacted] directeur général, administrateur, vice-président-directeur [redacted] cette société, qui [redacted] Ugine-Kuhlmann [redacted] à Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK).
Il [redacted] président-directeur général, puis président d'honneur, [redacted] d'exploitation et [redacted] (Seichimé) [redacted] FRIA (Compagnie internationale pour la [redacted] l'alumine Conakry.)

— [redacted] prie d'annoncer la [redacted] Raoul [redacted] VITRY D'AVAUCOURT,
[redacted] président
de la Compagnie Pechiney,
président d'honneur [redacted]
Pechiney-Ugine-Kuhlmann.
[redacted] à Genève le 8 octobre 1977.
De la part [redacted] :
Du conseil d'administration et [redacted] la direction [redacted] Pechiney-Ugine-Kuhlmann,
[redacted] *ses* [redacted] *collaborateurs.*

— On [redacted] prie d'annoncer le décès de
Mme Jean [redacted]
[redacted] *de Lamer,*
[redacted] sculpteur,
[redacted] à Cambo-les-Bains, [redacted] 23 septembre 1977.
Les obsèques ont [redacted] lieu en l'église [redacted]
[redacted] l'épouse de l'écrivain polonais [redacted] *ancien* [redacted] de l'ambassade de Pologne, ancien directeur des [redacted] thermaux d'Amélie-les-Bains.
[redacted] Argo, [redacted]

— Montpellier, Paris, Lamalou-les-Bains, [redacted]
M. Paul Coste-Floret,
M. et Mme Jean-Marie Coste-Floret,
M. et Mme Paul [redacted]
[redacted] Coste-Floret et leur fille,
[redacted] et leurs enfants,
[redacted] François Taysser [redacted] sa [redacted] mille.
Les familles [redacted] Bonnafoux, [redacted] et Tourette,
[redacted] douleur [redacted] faire part du [redacted]
Mme Paul COSTE-FLORET,
née Andrée Rallhac,
rappelée [redacted] 1977, munie [redacted] de l'Eglise.
Les obsèques [redacted] en la basilique [redacted] Saint-Pierre, le mardi 11 octobre, [redacted] 10 h.
[redacted] ne reçoit [redacted]
16, rue Cardinal-de-Cabrières,
[redacted] Montpellier.

— Mme [redacted] Debray, [redacted] enfants et petits-enfants,
Le [redacted] Jean-Robert Debray, membre [redacted] l'Institut, ses [redacted] petits-enfants,
Mme [redacted] Debray, [redacted] honoraire à la cour [redacted] Paris, et [redacted] Debray, [redacted] et petits-enfants,
[redacted] *Debray-Ritzen* [redacted] Mme [redacted] Debray, leurs [redacted] petits-enfants,
[redacted] part du [redacted] de
M. Jacques-Denis [redacted]
président de [redacted] au tribunal [redacted] Paris, leur frère, beau-frère, [redacted] et grand-oncle, survenu le 7 [redacted] 1977 [redacted] son domicile, 4, avenue Alphan, [redacted] Paris, [redacted] soixante-cinquième année.
La cérémonie religieuse [redacted] lieu le jeudi 13 octobre, [redacted] h. 30, [redacted] l'église [redacted] - [redacted] d'Eylau, [redacted] avenue Raymond-Poincaré, [redacted] Paris), [redacted] *paroisse.*
L'inhumation [redacted] lieu au cimetière Saint-Pierre [redacted] (62) dans le caveau [redacted] famille.
Le présent [redacted] faire-part.

— [redacted] Léon Flouzat,
[redacted] Flouzat,
[redacted] *Jean-Pierre Flouzat,*
[redacted] Marie-Dominique Flouzat,
[redacted] J. Chandelier,
[redacted] mère, son épouse, son fils, sa fille, [redacted] belle-mère,
Les [redacted] Chandelier, Soller, Dubos, Berthelot,
[redacted] parents [redacted] alliés,
[redacted] la douleur [redacted] part du [redacted]
M. [redacted] FLOUZAT,
survenu le [redacted] septembre 1977, à l'âge [redacted] cinquante et un ans.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le [redacted] 4 octobre 1977, à Dinard.
[redacted] célébrée [redacted] son in- [redacted] 11 [redacted] à [redacted] h. 30, [redacted] la chapelle [redacted] de l'[redacted] à l'esplanade du Champ-de-Mars, 13, place Jaffret.

— M. [redacted] Mme Raymond [redacted] Lévy, Yves-Emmanuel, David, Michel [redacted]
M. [redacted] Mme [redacted] leurs enfants [redacted] petits-enfants,
M. et [redacted] André Lévy,
[redacted] douleur de faire part du [redacted] de
M. Sam [redacted]
leur père, grand-père, frère [redacted] oncle, survenu le [redacted] octobre 1977.
[redacted] obsèques [redacted] été [redacted] le 7 [redacted] 1977 [redacted] l'intimité famil- [redacted]
41, [redacted] de Garches,
92420 [redacted]

— [redacted] nous prie d'annoncer la [redacted] de
Mme Maurice RÉGNIER,
née Catherine [redacted] d'Orves,
[redacted] le 8 [redacted] 1977, dans [redacted] quatre-vingtième [redacted] munie [redacted] sacrements [redacted] l'Eglise, à Verrières-[redacted]
De la part [redacted]
[redacted] Elizabeth Régnier, [redacted] de la [redacted] de Saint-Vincent [redacted] Paul,
Mme François Oudin,
M. et [redacted] Régnier,
M. et Mme Simon Régnier,
[redacted] petits-enfants [redacted] arrière-petits-enfants,
[redacted] Hill, Benjamin [redacted] Charlotte.
Du [redacted] Mme [redacted] Matthieu.
M. [redacted] Louise et [redacted] Emilie, Julie, Henriette, [redacted]
MM. Laurent et [redacted] Régnier,
[redacted]
Et [redacted] rappeler la [redacted] son époux,
Maurice RÉGNIER,
[redacted] le 15 [redacted] 1976.
De son petit-fils,
[redacted] HILL.
[redacted] le 11 décembre [redacted]
De son [redacted] le
docteur François OUDIN,
[redacted] le 29 [redacted]
[redacted] son fils,
David [redacted]
[redacted] le 20 juin 1944.
Du son frère,
Honoré d'ESTIENNE [redacted]
fusillé le 29 [redacted] 1941.
Les obsèques seront célébrées le mercredi [redacted] octobre 1977, à 10 h. 30, [redacted] l'église Notre-Dame [redacted] l'Assomption, à Verrières-le-Buisson, où l'on se réunira.
[redacted] fleurs ni couronnes.
17, rue [redacted] Paron,
91 Verrières-le-Buisson (Essonne).

— [redacted] le [redacted] de
[redacted] RICHET,
[redacted] député [redacted] Côtes-du-Nord,
(Né le 25 [redacted] (Meuse),
Robert [redacted] *entrepreneur,* a été vice-président de la [redacted] publics, président [redacted] syndicat patronal [redacted] bâtiment [redacted] travaux publics des *Côtes-du-Nord,* président honoraire de la chambre de [redacted] merce et d'industrie de [redacted] la chambre [redacted] et [redacted]
Elu [redacted] U.N.R.-U.D.T. [redacted] des [redacted] Nord en [redacted] 1962, il avait [redacted] tancé de 35 voix au second tour, en mars 1967, par M. [redacted] Le [redacted] (P.S.U.). [redacted] élection [redacted] annulée par le [redacted] en [redacted] d'irrégularités [redacted] des [redacted] par [redacted] dance, Robert Richet [redacted] battu dès le premier tour par M. Le Foll lors de l'élection partielle [redacted] 24 septembre [redacted] Saint-Quay-Portrieux et conseiller général du canton d'Etables-sur-Mer [redacted] il [redacted] président [redacted] *Syndicat* [redacted] intercommunal d'Etables-sur-Mer.]

— Mme [redacted] Souquet,
M. et Mme André [redacted]
[redacted] Pierre [redacted] et [redacted] fils,
ont la [redacted] part du [redacted]
M. [redacted] SOUQUET,
[redacted] quatre-vingt-unième année.
Les obsèques ont eu lieu le *mardi* 4 octobre 1977 en l'église Saint-Pierre de Céret, 8, rue des Albères, 66400 Céret.

— Mme [redacted] Henry [redacted] Villeneuve,
M. [redacted] Mme Yann Henry [redacted] Villeneuve,
[redacted] Le [redacted] et petits-enfants,
[redacted] Jacques [redacted]
[redacted] comte et la [redacted] Noël-Henry et [redacted]
Le [redacted] de Villeneuve,
[redacted] part du rappel à Dieu de
M. Michel HENRY de VILLENEUVE,
préfet honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
[redacted] guerre 1939-1945,
grand [redacted]
de l'Ordre [redacted] Saint-Sépulcre,
survenu le 7 [redacted] 1977, à Saint-Jacques-de-Compostelle, à l'âge [redacted] ans.
Les [redacted] religieuses [redacted] 1977, à 10 h. [redacted] en [redacted] Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, 75015 [redacted]
[redacted] ni couronnes, mais [redacted] prières.
Cet avis tient lieu [redacted] faire-part.
[redacted] rue [redacted] l'Eglise, [redacted] Paris.
9, rue Emile-Duclaux, [redacted]
73, [redacted] la Bourdonnais,
75007 Paris.

Remerciements

— Marseille, [redacted] Muy,
[redacted]
[redacted] Coutard, très émue [redacted] innombrables témoignages d'affection [redacted] sympathie qu'elle a reçus de toutes parts à la suite de la disparition tragique [redacted] son fils,
[redacted] COUTARD - [redacted]
[redacted] l'impossibilité [redacted] de [redacted] qui par- [redacted] sa douleur, les prie de croire à sa reconnaissance [redacted] de garder [redacted] le souvenir [redacted] Pierre et de son grand-père
Victor BARRE.
« Un [redacted] d'orange. »
(Aragon.)

— Angers, Volvic, Saint-Antonin-Noble-Val, Toulouse.
M. [redacted] Tabarly, son époux,
M. et [redacted] Herrò [redacted]
M. et Mme Bernard Chollet,
[redacted] enfants,
Nathalie, Jean-Christophe, Aurélie, ses petits-enfants,
Et [redacted] leur famille,
profondément touchés et émus des [redacted] de [redacted] qui leur ont [redacted] témoignées lors [redacted] de
Mme [redacted] TABARLY,
et dans l'impossibilité de répondre individuellement, remercient [redacted] qui [redacted] sont [redacted] leur peine.

Anniversaires

— Il y a un [redacted]
Cadet [redacted]
interne [redacted] hôpitaux [redacted] Paris, nous quittait. Une pensée émue [redacted] à [redacted] ceux qui l'ont [redacted] apprécié, aimé.

— A ceux qui gardent au [redacted]
Raphael [redacted]
une [redacted] particulière [redacted] demandée en [redacted] jour [redacted] troisième anniversaire de sa mort.

Messes anniversaires

— On nous prie d'[redacted] qu'une [redacted] religieuse aura lieu [redacted]
M. A. [redacted]
président-délégué
de la [redacted] nationale
des transports routiers (F.N.T.R.),
président [redacted]
[redacted] transporteurs routiers
[redacted] (A.F.T.R.L.),
vice-président
[redacted] *internationale*
des transports routiers (IRU),
le 11 octobre, à 18 h. 30, en l'église Saint-Pierre-de-Chaillot. [redacted] Marceau, [redacted] Paris.

Avis de messe

— Une [redacted] célébrée le [redacted] octobre, à 9 h. 30, en l'église [redacted] - [redacted] - d'Eylau, [redacted] Raymond-Poincaré, pour le repos de l'âme du
comte [redacted] de BARTILLAT,
[redacted] le 30 septembre 1977.
De la part [redacted]
[redacted] Charles de Bartillat et [redacted] enfants.

Communications diverses

— « La [redacted] synergétique : [redacted] raisons du silence », tel est le thème d'un exposé qui sera fait par René-Louis Vallée, ingénieur E.S.E., le [redacted] 12 octobre, à 20 h. [redacted] « O » [redacted] la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, [redacted] (métro : Maubert-Mutualité).
Il [redacted] présenté par M. Georges Sauge, président de la SEPED (Société pour l'étude [redacted] la promotion de l'énergie diffuse). L'exposé sera suivi d'un débat.

[redacted] boisson renversante...
[redacted] SCHWEPPES Bitter [redacted]

(PUBLICITÉ)

Editions JCLattès/EMOM/Alta

■ ÉDITIONS J.-C. LATTÈS
23, avenue Villemain
75014 Paris. 539-22-07
■ ÉDITIONS MARITIMES ET D'OUTRE-MER
■ ALTA
17, rue Jacob
75006 Paris. 329-06-20

Un nouveau groupe dans l'édition française

Le monde de l'édition, prétendait-on, était occupé par de grandes [illegible] qui monopolisaient la création et la [illegible] en France. On [illegible] que la régression de nos exportations, la perte de prestige de la culture française à l'étranger, la diminution continuelle des traductions [illegible] de fait.

Pourtant, avec près de [illegible] mille titres à son catalogue, plus de quinze millions de volumes vendus en langue française, [illegible] à son actif, [illegible] % de son chiffre d'affaires réalisé à l'étranger, le groupe LATTES — créé à partir des Editions Jean-Claude Lattès, [illegible] il y a à peine dix ans — démontre que [illegible] l'édition française n'est pas un [illegible] fermé, [illegible] encore qu'en innovant, [illegible] notamment vers l'étranger, n'en est encore qu'à ses balbutiements.

En 1968, Jean-Claude Lattès crée [illegible] d'édition. Il publie très rapidement Jean Larteguy, [illegible] Perry, Philippe Labro, Edgar Rice Burroughs, des documents, des [illegible]. Cinq ans plus tard, la découverte de talents, tels ceux de Joseph Joffo, [illegible] Cauvin, Claude Klotz, [illegible] Denuzière, Gilles Perrault permet aux Editions J.-C. Lattès d'occuper une place importante *tant sur le marché* national qu'international.

En 1975, les Editions Jean-Claude Lattès acquièrent les Editions maritimes et d'outre-mer, l'une des plus anciennes maisons d'édition françaises, spécialisée dans le monde de la mer. Sous l'impulsion de Nicole Lattès, les [illegible] découplent rapidement leur production, créant notamment Nauticus, une encyclopédie [illegible] au bateau unique au monde.

En 1976, naissance d'une nouvelle maison d'édition : ALTA, dirigée par Sylvie [illegible] qui, six mois après sa fondation, publie Racines, d'Alex Haley, devenu rapidement le numéro un de l'édition française.

En 1977, sur la dizaine de livres vendus à plus de [illegible] mille exemplaires, en France, figurent cinq titres du groupe. Ce qui peut paraître paradoxal, [illegible] que ce développement soit fondé avant tout sur la [illegible]che de nouveaux auteurs. Sur les cent titres publiés en 1977, plus de la moitié [illegible] des premiers ouvrages.

En 1978, le nouveau [illegible] qui se situe parmi les vingt plus importants éditeurs de littérature générale, créera [illegible] nouvelles collections, publiera une trentaine de nouveaux auteurs, [illegible] total plus d'une centaine d'ouvrages. Une nouvelle politique de communication sera mise en application (les quatre pages, publiées dans le Monde aujourd'hui, en sont un exemple), afin [illegible] au lecteur une image vivante [illegible] concrète de l'édition moderne.

Deux grandes fresques romanesques battent tous les records de l'édition

LOUISIANE

● L'auteur, Maurice Denuzière, grand reporter au « Monde », est en tête des listes de best-sellers depuis plus de trente semaines

Le roman français [illegible] depuis vingt ans mauvaise réputation à l'étranger. Il s'exportait mal. Maurice Denuzière, grand reporter au journal *le Monde*, vient de renverser cette tendance (1). Ayant *même* que [illegible] ne [illegible] en France, les [illegible] se l'étaient arraché, offrant la plus forte garantie de droits d'auteur jamais donnée à un romancier français.

Les [illegible] en cours de traduction dans dix-sept pays, et déjà les compagnies de cinéma, [illegible] n'en obtenir les droits.

Pourquoi ce succès ? Pourquoi ce roman est-il, depuis sept mois, en tête des ventes ? Pourquoi près de deux millions de Français ont-ils déjà lu *Louisiane* ?

La meilleure explication tient sans doute dans le commentaire qu'en donne Milton Black, le directeur littéraire de William Morrow, éditeur américain du livre : « Une pure fresque romanesque prenante, haletante, et un énorme fond d'érudition qui fait découvrir mille aspects de l'histoire des États-Unis et de l'Europe en dix-neuf volumes [illegible] à tous les lecteurs. »

De l'histoire, oui. Maurice Denuzière est grand reporter au journal *le Monde*. C'est une école de rigueur, d'objectivité et de connaissance. C'est en allant enquêter pour son journal en Louisiane, au cours de l'année 1974, que Maurice Denuzière découvre, en remontant le Mississippi, la plantation de Damvillers. La demeure est l'une des rares à être restée intacte depuis le dix-huitième siècle. La propriétaire lui fait visiter les lieux. Maurice Denuzière est séduit par l'immense portrait en pied, peint par Dubuffe, d'une jeune femme auburn : Virginie de Damvilliers, l'ancêtre de l'actuelle propriétaire. Cette dernière lui raconte l'histoire de Virginie et celle du domaine, le domaine de Bagatelle. Puis elle lui confie toutes les archives conservées dans la maison depuis deux siècles.

Ce qui n'était qu'un reportage va devenir un roman. Tout y est ; rien ne manque pour inspirer un [illegible] : un extraordinaire portrait de femme violente, passionnée, attachée à sa terre : Virginie ; un homme fin, secret, incarnant le charme paisible et raffiné du Sud : Clarence Dandridge, et... [illegible]. L'histoire qui va bouleverser le destin de ces deux êtres qui vont assister à l'agonie de la civilisation agraire et voir naître l'ère industrielle.

De cette situation privilégiée va jaillir, grâce au talent de Maurice Denuzière, une nouvelle fresque romanesque. Des milliers de lecteurs ont déjà découvert à Maurice Denuzière la [illegible] de *Louisiane*. Car l'épopée des Damvilliers sera [illegible], tout aussi captivante, toujours liée au destin des États-Unis et de l'Europe.

Maurice Denuzière est reparti pour La Nouvelle-Orléans. *Fausse-Rivière*, second volume de *Louisiane*, paraîtra en septembre [illegible].

(1) Les éditions Lattès ont notamment publié *Lettres de l'étranger* (préface de Jacques Fauvet), un recueil des chroniques de Maurice Denuzière parues dans ce journal.

Louisiane, par Maurice Denuzière. J.-C. Lattès. 49 F.

RACINES

● L'auteur, Alex Haley, après avoir dépassé les ventes d'« Autant en emporte le vent » aux États-Unis, domine, depuis vingt semaines, le marché français

La saga des hommes

par GILLES PERRAULT (*)

On a [illegible] fini par oublier qu'ils venaient d'Afrique. Eux-mêmes ne le savaient plus. Lorsque nous les prenions leur livresque [illegible] — si qu'ils fussent [illegible] comme [illegible] *le* [illegible] *de l'oncle Tom* ou choyés comme [illegible] pâte à la manière d'*Autant en emporte le vent*, — ils portaient en [illegible] cas le nom [illegible] maître, parlaient sa langue, prisaient le même dieu, copiaient [illegible] usages, et la lointaine Afrique [illegible] une [illegible] engloutie [illegible] sans [illegible] d'une humanité [illegible] mémoire.

Esclave ? Le mot ne fait plus frémir que dans les romans érotiques. Mais déporté ? Roots, Kinté, le [illegible] de *Racines*, [illegible] *déporté* [illegible] (et quand on lit l'effrayant récit de sa traversée de l'Atlantique dans la cale puante d'un navire négrier, comment ne pas y voir [illegible] conforme aux « trains de la *mort* » qui fournissaient Dachau ?) Déporté, c'est-à-dire disjoint d'une famille et d'un clan, arraché à un terroir et à une culture ; déraciné, au sens physique du terme, le mot point [illegible] l'un de ces [illegible] qui l'étaient croyait que les noyaux [illegible] avec les chimpanzés.

Le trait de génie de Haley, [illegible] d'union qu'il [illegible] entre l'Afrique et l'Amérique. Son mérite, c'est d'avoir respecté le cadre rigoureux qu'imposait son projet : [illegible] la vie africaine de Kinté depuis sa naissance jusqu'à son [illegible] par les négriers, et nous dire sa vie patiemment, sans [illegible] ni [illegible] théâtre, [illegible] une longue suite de jours [illegible] va trancher la hache [illegible] en [illegible] de bois d'Amérique. Mais la réussite [illegible] procède de cette patience : lorsque Kinté est pris, nous [illegible]. Et la [illegible] historique résulte, elle aussi de ce lent [illegible] culturel : Haley aura révélé à plus d'un que l'Afrique du dix-huitième siècle n'était pas un [illegible] pittoresque qui [illegible] missionnaires pour s'extirper de l'animalité. [illegible] Kinté, que [illegible] planeront quelque part [illegible] le chien [illegible] et l'[illegible] sait lire et écrire l'arabe, [illegible] l'histoire épique des grands royaumes nègres, [illegible] les [illegible] sacrés de l'Islam. La déportation [illegible] pas naissance à la civilisation — [illegible] dit-elle [illegible] cauchemardesque [illegible] infiniment lente, — [illegible] était mort [illegible] au lent [illegible] dur façonnement [illegible].

(Lire la suite page 18.)

Maurice Denuzière (à gauche) et Alex Haley [illegible] à travers leurs romans, deux visions complémentaires de l'Amérique. *(Photographie Louis Monier.)*

L'hiver 1977-1978 durera onze mois

Gérard Borg, directeur de «Nauticus», en tire les conséquences

M. Berlinguer, secrétaire du P.C. italien a souvent pris des risques devant lesquels M. Marchais rechigne. En juillet, ce dernier contemplait d'une plage corse les bateaux croisant au large et s'interrogeait sur le pourquoi de ces produits du pouvoir bourgeois et de l'expansion capitaliste. Pendant ce temps, M. Berlinguer perdu, lui, dans la tempête, dérivait à bord de son voilier désemparé et était sauvé de justesse, ses fusées de détresse ayant été finalement aperçues, non par M. Defferre, en mer lui aussi, mais par les gardes-côtes.

C'est à la suite d'un hivernage difficile que son [illegible] ne pas avoir été en état de faire face à cette conjoncture [illegible]cate.

Au même titre que la monnaie ougandaise, par exemple, un bateau de plaisance peut perdre la moitié de sa valeur lorsqu'un mauvais hivernage dure *onze mois*. Vous croyez le vôtre en hibernation, alors qu'il est à l'abandon et que couvent plusieurs maladies dont aucune politique ultérieure de rénovation n'effacera, hélas, les séquelles. Votre sécurité diminuera alors, elle aussi de moitié, et votre déficit budgétaire triplera. Voici parmi beaucoup d'autres quelques erreurs sectorielles aux retombées consternantes.

Les difficultés apparaissent à droite autant qu'à gauche. — Pare-battage et défenses ne protégeront les bordés et pavois de bâbord et de tribord que s'ils sont nombreux, dimensionnés et *gonflés*. Ne comptez pas sur ceux de vos voisins, car eux, précisément, quelle que soit leur appartenance, comptent [illegible] sur les vôtres.

Devine qui vient dîner ce soir... Les provisions oubliées dans la cambuse ne les laisseront pas indifférents. Ils s'introduiront dans le bateau par un hublot, un aérateur sans grille, l'écubier du guindeau. Penser à ces visiteurs hédonistes que sont les [illegible].

Barre et usure. — Franche ou à roue, si elle est mal saisie la barre travaillera tout l'hiver au gré de la conjoncture des courants, des marées, et passages de navires. Les dégâts qui en résulteront seront lourds pour notre économie.

L'étalement des pannes août-iennes. — Les liens indéfectibles qui nous unissent à l'appareil du pipi-room, fer de lance de notre industrie nautique, empêcheront-ils ce dernier de tomber en panne en août ? La notice du fabricant radicalise la question : vannes fermées et, si les gelées sont [illegible] craindre, anti-gel.

Légitimité mais conséquences des aspirations antipodiques. — Symbole de la liberté individuelle et des droits de l'homme à l'ailleurs, l'appel du large devient irrésistible, faisant dé[illegible] des [illegible] une activité de pointe en pleine expansion. Décodons une fois [illegible] police [illegible]. Côté force de dissuasion : débarquons l'acte [illegible] propriété, [illegible] francisation, [illegible] batteries et surtout un injecteur.

Délinquance, vandalisme et subversion. — La chute du cours mondial du café fut malheureusement sans effet sur celui des accessoires d'armement de nos bateaux, lesquels dépendraient plutôt de l'OPEP, aussi pillage [illegible] vandalisme [illegible] sont-ils en hausse. Mettons en sûreté les objets de valeur, l'électronique, les instruments de navigation.

Prospective et pragmatisme. — Des Trafalgar silencieux que sont les naufrages au mouillage hivernal [illegible] épilogues moins *héroïques*, mais plus fréquents, que les naufrages en mer. Passe-coque et vannes sont-ils bien fermés ? C'est surtout le ridicule qui tue les bateaux à leur mouillage lorsque le laxisme du presse-étoupe ou un collier de serrage à 5 F sont en cause. Les colliers de nos canalisations souples sont-ils en inox [illegible] Le presse-étoupe a-t-il été resserré ?

[illegible] *prévoir intransigeants.* — Pas plus qu'un [illegible] monétaire face à l'érosion, nos amarres de poste ne résisteront à onze [illegible] de raguage. Sont-elles frappées sur chaînes et bien [illegible] aux portages des chaumards et écubiers ? Une batterie ne survivra pas à quelques mois d'inaction. Si nos batteries [illegible] d'emploi [illegible] doivent être rechargées, niveaux d'[illegible] vérifiés, deux fois par mois. Un hiver de onze mois, c'est plus qu'il n'en faut pour que la corrosion attaque les connexions électriques [illegible] sophistiqués les plus performants du [illegible]. Avons-nous séché, lubrifié, siliconé ces organes vitaux ?

Le concept historique d'étanchéité. — Que les mâts soient en bois ou en alliage léger, leur emplanture et sabot sur [illegible] à la merci d'une infiltration [illegible] pluie. [illegible] une [illegible] assurant la [illegible] étanchéité de l'étambrai évitera la perte du mât ou du bateau. Le nable d'entrée de fuel, sur pont, est étanche grâce à un joint qui, vieillissant, laissera l'eau de pluie s'infiltrer dans le réservoir. Ce sera *ipso facto* l'éclatement de la pompe à injection diesel et peut-être une situation de détresse pour le bateau.

(Lire la suite page 20.)

Perfide Albion

Un groupe d'architectes et de marins anglais vient de passer une semaine au 17, rue Jacob, à Paris. Ces gentlemen voulaient non pas célébrer un quelconque anniversaire de l'entente franco-britannique, mais étudier le fonctionnement de la plus grande librairie maritime d'Europe, qui rouvre ses portes en octobre après d'importantes transformations.

La librairie (plus de vingt mille livres sur la mer, le plus grand choix de documents nautiques français et étrangers, cartes du S.H., de l'amirauté britannique, pilot-charts, accessoires de navigation) se double désormais d'un centre d'accueil. Lequel comprend une galerie aménagée dans les caves (du dix-septième siècle) où seront organisées des expositions (1) et, au premier étage, d'une salle équipée d'un matériel audio-visuel ultra-moderne où pourront avoir lieu conférences, projections et cours de navigation et préparation aux permis.

Mr John Silverston, président de l'ADIC (Association maritime de Grande-Bretagne), a remarqué (admiration réelle ou jalousie rentrée ?) : « Il est étonnant de constater que ce sont les Français qui innovent dans un domaine qui nous était, jusqu'ici, traditionnellement réservé. »

(1) La première, du novembre, organisée par Jean-Bernard Losset, présentera les plus beaux coquillages du monde entier et des papillons tropicaux.

LIBRAIRIE DES EDITIONS MARITIMES, 17, rue Jacob, Paris-VIe.

(PUBLICITÉ)

Editions J.-C. LATTÈS-E.M.O.M.-ALTA

GASTRONOMIE

La nouvelle collection LES PLAISIRS DE LA VIE met enfin à la portée de tous

- *Les cinquante meilleurs restaurants de France*
- *Les meilleurs vins au meilleur prix*
- *Les meilleures recettes de poissons*

Parce qu'il [illegible] fréquent, aujourd'hui, [illegible] dépenser facilement plus [illegible] 100, [illegible] 150 francs par personne dans un [illegible] que les bons vins [illegible] devenus hors [illegible] prix, [illegible] qu'il n'existait pas [illegible] vrai recueil [illegible] *sur la nouvelle cuisine du poisson, Jean-Claude [illegible]* [illegible] la collection Les plaisirs [illegible] vie.

Le livre [illegible] de Rabaudy, [illegible] *cinquante meilleurs restaurants* [illegible] *France*, est significatif [illegible] d'allier le plaisir, [illegible] de la fête, [illegible] joies [illegible] gastronomie [illegible] dépense [illegible] De Bocuse à Chapel, de [illegible] côte Saint-Jacques [illegible] Joigny [illegible] passant par Amélie-les-Bains, Nicolas [illegible] Rabaudy [illegible] fait [illegible] le « tour [illegible] France » [illegible] grands [illegible] gastronomiques. Journaliste libre [illegible] contrainte, [illegible] qu'aucun [illegible] autres guides ne peut faire : [illegible] et la carte détaillée de [illegible] de [illegible] « grands », afin que l'on puisse préparer [illegible] l'avance [illegible] qu'est un rendez-vous [illegible] un haut lieu de la gastronomie. Il [illegible] les prix, [illegible] le cadre, raconte [illegible] et les confidences [illegible] chefs, offre [illegible] ses lecteurs tout ce qu'il faut savoir afin [illegible] jouir pleinement des plaisirs [illegible] la table.

■ LE GUIDE DES CINQUANTE MEILLEURS RESTAURANTS, par [illegible] de Rabaudy. Lattès. Parution novembre.

« *Jean-Baptiste Chaudet* [illegible] *le meilleur marchand* [illegible] *Paris, donc* [illegible] *monde !* », ont écrit Gault et Millau.

Jean-Baptiste Chaudet a beaucoup humé, beaucoup tasté, beaucoup comparé ; il n'en a retenu que le meilleur, refusant la facilité et le mauvais goût, [illegible] au principe qu'une [illegible] n'est pas forcément [illegible] bouteille, et que l'on peut trouver, en [illegible] des crus prestigieux, des vins de qualité [illegible] équivalente [illegible] à un prix [illegible]. Ces vins, il nous les [illegible]. Il va même jusqu'à nous confier [illegible] « carnet [illegible] » [illegible] vignerons qui [illegible] confiance.

Il explique [illegible] comment on découvre un vin, [illegible] on le déguste, comment [illegible] une [illegible] duperies en tout [illegible] relatives à la vigne et à [illegible] commerce. Jean-Baptiste Chaudet, fort d'un demi-siècle d'expérience dans le commerce du vin, a écrit un livre à l'image des vins qu'il défend : sain et naturel, [illegible] parfumé.

★ JEAN-BAPTISTE CHAUDET, MARCHAND DE VIN, [illegible] Parution novembre.

Il y a eu une révolution dans la [illegible] du poisson [illegible] raffinée, allégée. Le Duc, le plus grand [illegible] de poissons de France, [illegible] qui a su redonner [illegible] crustacés, poissons et coquillages [illegible] de [illegible] dans la [illegible] le temple [illegible] nouvelle [illegible] Minchelli, qui l'animent, [illegible] accepté de révéler [illegible] cinquante de leurs recettes, de donner des conseils, [illegible] dans l'achat des poissons et des fruits de mer, et d'offrir leur savoir [illegible] qui transforment les [illegible] de la mer en grâces du palais [illegible] brillant et enrichissant (écrit avec la [illegible] Déméron) qui s'adresse aux gastronomes les mieux [illegible] aux cuisinières les plus [illegible].

■ CRUSTACES, POISSONS ET COQUILLAGES, par [illegible] Duc, Lattès. Parution [illegible].

Un espoir pour les cardiaques

Il y a en France près de deux millions de personnes atteintes de troubles cardio-vasculaires — maladie plus mortelle que le cancer. Pour [illegible] ces malades, la première et la plus astreignante des règles est le régime alimentaire strict. Un régime triste et sans saveur, ressenti comme une punition et une exclusion.

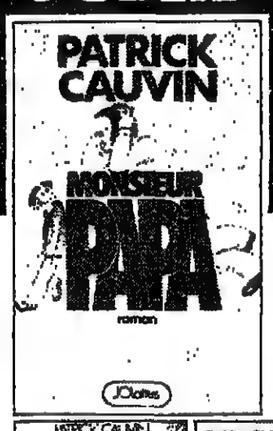
Catherine Descargues, pour la première fois, prouve que le régime le plus [illegible] qu'il ne permet, et qu'il est toujours [illegible] de bien manger. Les recettes qu'elle propose [illegible] les spécialistes les plus compétents, notamment le docteur Jullien, cardiologue réputé, [illegible] l'accueil favorable [illegible] nombreux [illegible] du corps médical, parmi lesquels le docteur Jean-Paul Binet, qui a préfacé *La Gastronomie des cardiaques* :

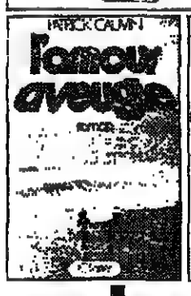
« [illegible] *mérite de Catherine Descargues* [illegible] *d'avoir* [illegible] *innover (...) pour « faire* [illegible] *cuisine », peu onéreuse et facile à réaliser.* »

★ LA GASTRONOMIE DES CARDIAQUES, par Catherine Descargues et le [illegible] Jullien, [illegible] Parution novembre 1977.

J.C. Lattès PUBLIE

PATRICK CAUVIN





3 grands romans
3 grands succès
3 livres pour tous les publics

LITTÉRATURE FRANÇAISE

A QUOI SERT LE ROMAN ?

par J.-C. LATTES

[illegible] dit souvent qu'il est [illegible] ou moribond. [illegible] ses derniers [illegible] sont inutiles : à quoi pourrait-il donc bien servir, le roman ? La réponse, je la [illegible] que nous publions ce trimestre :

A [illegible] simplement, à respirer dans un [illegible] étouffant, où l'individu [illegible] broyé par des [illegible] manichéens, [illegible] (Big Brother, d'Orwell, nous regarde, nous [illegible] en 1981)

C'est [illegible] de ces [illegible] qui mènent [illegible] s'organise le [illegible] roman de Christian Delhaye. Où se [illegible] bien en Uranie ? Le monde qu'il [illegible] un [illegible] manipulé, surveillé par [illegible] qu'il [illegible] les hyper-lumiers. Son héros, Ewz, [illegible] un [illegible] de l'organisation, un [illegible] polueur, un [illegible] enseignement [illegible] un [illegible] du pouvoir [illegible] grande voleurs et accapareurs qui règne [illegible] « pue-la-sueur », qui [illegible] toujours les [illegible] de l'ordre [illegible]. Trop [illegible] trop pessimiste, [illegible] tempérée uniquement par l'humour ? Qui sait ?

De [illegible] la révolution, [illegible] qu'il corrompt, [illegible] le [illegible] de *Garrot*, le premier roman d'un [illegible] de dix-neuf ans, Yves Laplace. Un univers [illegible] d'où émergent un garrot, [illegible] et un [illegible]. Tel [illegible] le [illegible] s'interroge [illegible] N'est-il pas [illegible] à un idéalisme menant à l'échec ? N'est-il pas condamné à [illegible] l'histoire [illegible] et écrire [illegible] la langue des mal-[illegible], qui demeure pour lui la [illegible] unique et infamante du [illegible] ?

[illegible] écrivain de cet [illegible] une telle maîtrise de style. [illegible] les [illegible] jeu [illegible] si bien amplifiées.

Fulgurant, brillant, poignant, témoin [illegible] temps, telle nous apparaît la [illegible] Anne-J. Vergne, une [illegible] de vingt-trois ans.

C'est [illegible] l'histoire [illegible] d'une voyelle (féminin [illegible] voyou) qui devient [illegible] à [illegible] et [illegible] son premier [illegible] victime d'hallucinogènes. [illegible] tout l'histoire [illegible] un « trip » [illegible], gai, [illegible] petite fille égarée à jamais [illegible] les grandes [illegible]. On [illegible] Miller [illegible] son [illegible] à [illegible] Vergne, impitoyable et haletant.

Anne J [illegible] l'une des grandes romancières d'aujourd'hui [illegible] demain...

[illegible] est donc l'espoir ?

Eh bien, il jaillit sous la plume d'un jeune écrivain [illegible] *Zigue*, son roman, se situe dans une tradition [illegible] française, [illegible] qui, [illegible] à Voltaire, [illegible] Gargantua à Candide, [illegible] l'histoire.

Le Grand Zigue, [illegible] un personnage mythique dont le slogan est « salut commun, pouvoir commun » : dans notre-beau-pays-la-France, le slogan du Grand Zigue [illegible] repris par [illegible] milliers, des [illegible] de [illegible] prolétariennes, au grand désespoir du régent et [illegible] capitaine du grand directoire occulte.

[illegible] polices [illegible] ne parvienne pas à [illegible] l'enthousiasme que [illegible] le Grand Zigue, à [illegible] marche triomphale [illegible] le pouvoir, qu'il va conquérir [illegible] au poing...

Pierre Jalée, [illegible] verve satirique, se livre à un joyeux jeu [illegible]. Les grands [illegible] tombent [illegible] plume aiguisée. [illegible] une pitto[illegible] l'humour [illegible] la poésie, le mordant [illegible] drôlerie.

Un pamphlet qui vient à point rappeler aux [illegible] par l'agitation politique du [illegible] (et aux autres) que le rire [illegible] le meilleur [illegible] la fièvre, [illegible] électorale.

[illegible] de plain-pied dans la politique-fiction [illegible] *Pinarque*, [illegible] Manan. Le chroniqueur [illegible] imagine (mais imagine-t-il ?) ce qui se passerait en France si une droite [illegible] prenait le pouvoir après quelques [illegible] du gouvernement [illegible] la gauche unie.

Nous vous livrons les premières lignes de son [illegible] :

« *En ces temps-là, la France* [illegible] *coupée en deux* [illegible]. *Le président Loubard* [illegible] *voulait* [illegible] *remédier* [illegible] *créant un troisième camp pour gouverner* [illegible]. *Son premier ministre Pinarque refusa, démissionna, et, après* [illegible] *écouté la majorité silencieuse,* [illegible] *un grand parti :* [illegible] *Rassemblement pour* [illegible] *prit la* [illegible] *nom de redresseur.* »

Pinarque [illegible] pour conseillers [illegible] son père spirituel Toine Roubinlau et la femme de [illegible] Lulu Clitolle. Il disposait aussi d'un ordinateur géant, [illegible] Jérôme, il lui prêta [illegible] le [illegible] de l'équipement.

L'auteur de *La France*, [illegible] *n'est* [illegible] *ce qu'il y a de plus grand,* c'est *ce qu'il* [illegible] *a de meilleur,* s'en donne à [illegible] joie. A coup de [illegible], à coup de griffes, il [illegible] se sert du [illegible] comme [illegible]. [illegible] est-ce toujours pour faire rire ?

[illegible] Yves Laplace, Anne J. Vergne, Pierre Jalée, [illegible] voilà [illegible] n'avons pas l'habitude [illegible]. Des voix qui ne se [illegible] pas aux autres. En les lisant, il nous [illegible] certain que [illegible] le plaisir extrême que nous [illegible] eu à [illegible] publier.

JEAN-CLAUDE LATTÈS.

■ *Qui se* [illegible] *en* [illegible], [illegible] 32 F.

■ *La Somnambule*, [illegible] J. Vergne, Lattès, 32 F.

★ *Garrot*, Yves Laplace, Lattès, 35 F.

■ *Le Grand Zigue*, Pierre Jalée, [illegible], 35 F.

■ *Pinarque*, Jean Manan, [illegible] parution [illegible].

POINT DE VUE

Schmitt est extrêmement poli

Le livre de Schmitt raconte la vie des coulisses du service de nuit du « Canard ». Ils sont entrés à vingt-cinq ans dans le journalisme-tambour-battant. Les voici [illegible] qu'une [illegible], rude et [illegible], sévère et marrante. « [illegible], avec qui j'ai laissé [illegible] ma jeunesse dans le plomb fondu du « Canard Canard », ils ont fait les rêves de [illegible] les galériens de l'actualité : une ferme en Lozère ; écrire un roman. » Mais, chaque [illegible] sur le [illegible], la tempête leur balançait en plein visage [illegible] dépêches. Est-ce découvrir le monde ? Mais non, c'est se placer les [illegible] en vitrine : [illegible] lignes ou cinq colonnes. Et puis, au [illegible] de ces nuits, l'[illegible] : les [illegible], les [illegible], les [illegible] escapades. Tout l'éphémère [illegible] le plomb, un peu d'éternel dans le whisky. Et, enfin, soudain, la [illegible] de la quarantaine. [illegible] de poussière. [illegible] de [illegible] vous ruine. Et l's'accepter n'est pas facile ! Il faut y [illegible] ! Le [illegible] dans l'[illegible] n'est pas qu'un enfant ne veuille pas [illegible]. C'est qu'un *adulte ne veuille pas* [illegible].

Sur ce fond amer, Schmitt, dans un [illegible] clown (tantôt le clown blanc, tantôt l'auguste) [illegible] le milieu [illegible] grande presse [illegible] et ses [illegible] picaresque. Si l'[illegible] sur la politique du [illegible] Schmitt est extrêmement poli. [illegible] son récit est d'une grande drôlerie, [illegible] Courteline et Jerome K. Jerome. On [illegible] toujours. On [illegible] de rire parfois. [illegible] bien rare dans l'[illegible] littérature française aujourd'hui. J'ai pris, à le lire, un [illegible] de ces plaisirs [illegible] comme, que les [illegible] trouvent un peu niais ou peu brut, mais qui font [illegible] du [illegible].

LOUIS PAUWELS.

(*Critique parue* [illegible] *Journal du dimanche du* [illegible]

■ LES COPAINS D'ABORD, par Jean Schmitt, Lattès, [illegible] F.

RACINES — *La saga des hommes*

(*Suite de la page 17.*)

[illegible] bien les [illegible] de Kinté [illegible] paraîtront-ils [illegible] pauvres auprès de lui. [illegible] connaît [illegible] la lignée puisque l'auteur des[illegible] maillon par maillon la longue [illegible] qui le [illegible] à [illegible] africain. Humiliés et maltraités [illegible] il a [illegible] dit [illegible] fois, leur misère [illegible] encore rien auprès [illegible] ne manque [illegible] : ils [illegible] privés d'eux-mêmes. Ils ne [illegible] qui ils [illegible]. Amputés de leur [illegible], [illegible] d'une [illegible] étrangère et d'une religion [illegible] opiacée. [illegible] perdus [illegible] errer durant [illegible] que les [illegible] de [illegible] s'ajustent à leurs [illegible]. Haley nous [illegible] qu'ils [illegible] plus gênés aux entournures et que [illegible] et [illegible] en [illegible] à l'harmonie. La [illegible] volonté de l'auteur n'est pas niable, [illegible] son [illegible] critique a [illegible].

C'est d'ailleurs un livre dont on [illegible] tout [illegible], [illegible] qu'il [illegible] une œuvre. [illegible] a dit [illegible] l'Afrique de Haley [illegible] bien un [illegible] idyllique : [illegible]. On a insinué que Kounta [illegible] un [illegible] imaginaire et que l'enquête de [illegible] ne lui aurait pas [illegible] de [illegible] ver son [illegible] : [illegible] possible et sans importance. On a [illegible] empressé, ici et là, [illegible] *gros pavé en papier parmi* les livres du [illegible] rayon préposés à la [illegible] du populaire. [illegible] quel auteur « [illegible] » a [illegible] pris le risque de [illegible] le quart de son ouvrage à la peinture [illegible] enfance villageoise dans l'Afrique du dix-huitième siècle ? Quel fabricant de [illegible] aurait eu la [illegible] de nous séparer de Kounta [illegible] l'instant [illegible] sa propre fille lui est [illegible] vendue, dès lors que nous allons — c'est la [illegible] du jeu — suivre le [illegible] Kizzy et [illegible] plus rien [illegible] de son père, que [illegible] vu *naître au village* de *Djouffouré*, avec qui [illegible] avons appris à chasser, [illegible] nous avons suivi [illegible] au long de sa malaventure, et que [illegible] aimions, bon Dieu ! et [illegible] nous avions bien le droit [illegible] comment il allait vieillir et mourir (l'auteur, [illegible] une [illegible] extrême, nous donnant ainsi à [illegible] à [illegible] *la frustration qu'il* [illegible] inflige à [illegible] de ce [illegible] — sa créature — dont nous ne connaîtrons plus rien, le drame que ce père [illegible] quand lui est [illegible] sa fille [illegible] il ne connaîtra plus jamais rien)

Curieux [illegible] enfin que l'auteur, [illegible] de dignité, a peuplé d'une parentèle [illegible] faut, la moralité victorienne, [illegible] juste un [illegible] voiage, [illegible] lui-même [illegible] la malheureuse Kizzy, [illegible] un Blanc. Cet incident, [illegible] involontaire [illegible] part, [illegible] un [illegible] en deux [illegible] chez les [illegible] Kinté : quelle *famille royale* [illegible] autant [illegible] quel ouvrage [illegible] grande [illegible] trouvera-t-on une invention [illegible] la [illegible] Haley qui, après avoir égrené pendant [illegible] nous [illegible] la [illegible] d'un nouveau-né, ajoute avec toupet : « [illegible], c'était moi », et, s'emparant du récit par un [illegible] superbe, termine à la première [illegible] en nous expliquant [illegible] lui [illegible] l'idée d'écrire ce maître-livre. [illegible] duquel nous naviguons depuis [illegible] heures, [illegible] que fut sa [illegible] enquête pour [illegible] ancêtres, de [illegible] que la [illegible] de l'ouvrage [illegible] [illegible].

Un grand [illegible] livre, [illegible] simplement. Qu'il soit si hautement proclamé best-seller ne fait sans doute que [illegible] aux millions d'exemplaires [illegible] aux Etats-Unis ? La [illegible] de 40 % du chiffre d'affaires [illegible] qu'était projeté le feuilleton qu'on en a tiré ? Pauvre verroterie à l'usage du rotelet-lecteur... « Racines » [illegible] peut-être, par les chiffres, une bouche de métro, mais on y voyage en solitaire. C'est [illegible] l'un de ces livres qu'on ne finit jamais, puisque [illegible] personnages ne [illegible] abandonnent pas. [illegible] Kinté, le rebelle au pied tranché, n'est plus d'Afrique, ni d'Amérique : il est nôtre, [illegible] lui. [illegible] importe qu'Alex Haley ait ou non retrouvé sa véritable famille, puisqu'il en a donné une de plus à la [illegible] hommes

GILLES PERRAULT.

★ *Racines*, par Alex Haley, [illegible], 49 F.

(*) Gilles Perrault, [illegible] de la *Longue* [illegible], sera paraître [illegible] 1978, aux éditions Lattès, un nouveau roman.

Editions J.-C. LATTÈS-E.M.O.M.-ALTA

ÉCONOMIE

Le 4 novembre, révélations sur la fortune des Français

Le 4 novembre [illegible] un livre qui [illegible] l'événement ; un livre qui traite d'un [illegible] tabou rarement [illegible] en France : [illegible] fortune [illegible] Français.

L'auteur, [illegible] Lattès, mathématicien-économiste, étudie ce [illegible] depuis huit ans. Il a mené son étude comme une enquête policière, recoupant des centaines [illegible] milliers d'informations [illegible] tiques. Le résultat [illegible] fascinant.

La composition de [illegible] fortune française (revenus, patrimoines, terres, forêts, or, objets d'art, etc.) et son appartenance nous sont enfin données. Quelle catégorie de Français [illegible] quoi ? A combien peut-on évaluer la fraude fiscale ? Et qui fraude ? A quel [illegible] peut-on situer la fuite des capitaux français à l'étranger ? A [illegible] ces questions, Robert Lattès répond à l'aide de tableaux, de statistiques, de chiffres précis irréfutables.

On devine que, grâce à ces données objectives, il est enfin possible d'analyser les diffé*rentes réformes fiscales qui* [illegible] aux Français. Robert [illegible] chiffre, en analyse [illegible]

C'est peut-être sur *la Fortune des Français* que se jouera, en *mars 1978, le sort des élections.*

★ LA FORTUNE DES FRANÇAIS, par Robert [illegible]

ÉQUIPEMENT

Le transfert des Halles à Rungis

La vérité sur l'affaire : un western

Le transfert [illegible] Halles à Rungis [illegible] épopée. Une [illegible] de la conquête [illegible] Un western à la française, dominé [illegible] la forte carrure du [illegible] Libert Bou.

L'Etat, dans cette affaire, fit preuve d'une audace qui est davantage le fait de promoteurs privés que de prudents fonctionnaires. Il joua son coup de poker seul contre tous : les mandataires, réticents à quitter leurs territoires entre Seine et Saint-Eustache ; les élus parisiens, groupés pour un *combat d'arrière-garde, et les* sceptiques de tout genre, dont beaucoup de fonctionnaires.

Sur la plaine [illegible] Rungis, [illegible] charge des bulldozers mit hors la ville [illegible] de Paris. L'Etat, [illegible] Libert Bou, [illegible] grand commis, à [illegible] conquérante, avait gagné [illegible] pari prétendu impossible [illegible] mené à bien un formidable bouleversement qui remettait en cause des siècles de tradition.

Jean-Claude Goudeau, journaliste, a été le témoin passionné de ces événements. Il les décrit avec humour, précision et objectivité, apportant une brillante conclusion à l'histoire des Halles de Paris.

★ LE TRANSFERT DES HALLES À RUNGIS, par [illegible] Goudeau, [illegible] 39 F.

ENQUÊTE

LES ENFANTS PEUVENT-ILS VIVRE EN AUTARCIE ?

Jacques Meunier chez les gamins de Bogota

L'ethnologue et romancier Jacques Meunier, spécialiste des civilisations indiennes [illegible] américaines, a rapporté [illegible] Bogota une étude sur les bandes d'enfants qui hantent la ville en quête de nourri[illegible] et [illegible] Gil[illegible] La[illegible] a lu [illegible], chaleureusement accueilli par la critique. [illegible] des extraits de son article, paru dans « le Monde » du 2 septembre 1977.

Il est probable que Jacques Meunier est un ethnologue mais ses méthodes ne sont pas communes. Quand il va sur le terrain, il emporte les ingrédients du chercheur, un carnet de notes, un magnétophone, beaucoup de savoir et pas mal de raison, mais, quand même il perdrait tout son bardas, il ne serait pas embarrassé. Il lui resterait un outil dans son fournitment et c'est la tendresse. (...)

Toutes les mégalopoles ont des enfants en trop, des surnuméraires. Bogota se range à la loi mais elle innove. Elle contient [illegible] espèces d'enfants : ceux qui survivent tant [illegible] mal en [illegible] les adultes [illegible] : [illegible] loups en guenilles, goguenards, [illegible]leux, parfois terribles, [illegible]pent dans la [illegible] une [illegible] un [illegible] tremblée, une cité [illegible] trompe-l'œil et en métamorphose, sans lieu et sans feu, une cité comme un camp de nomades. Depuis toujours, depuis un siècle surtout, les gamins (pourquoi ont-ils reçu un nom français ?) obsèdent les rêves de Bogota, et si l'on [illegible] délo[illegible] pour une seconde [illegible] peine. [illegible] ne [illegible] abolit pas. (...)

* *

Meunier n'a pas voulu les attraper — un conseil de sa tendresse, sans doute, est-ce qu'on attrape des lutins ? Des poètes de sept ans ? Des libertaires de neuf ans ? Des révolutionnaires de dix ans ? Heureux encore si on arrive à les regarder, à leur parler. (...)

* *

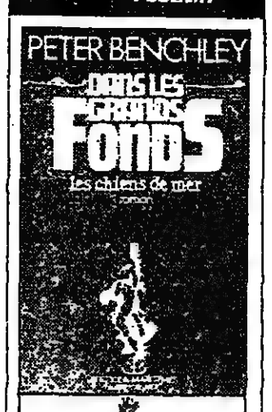
Meunier n'a [illegible] justifier les gamins ou de leur pardonner. C'est autre [illegible] qu'il [illegible] venu faire : écouter. Il sait qu'un adulte [illegible] enfant qui [illegible] perdu quelque part. Le gamin est [illegible] qui n'a [illegible] perdu [illegible] enfance, quel exemplaire rare ! [illegible] qui [illegible] pâmer devant eux. [illegible] romantique, une extase lyrique, face à l'extrême de la détresse, seraient odieuses. Meunier se borne à reconnaître, avec des doigts d'aveugle, [illegible] dérive et [illegible] débauche », cet espace non géométrique dans lequel des [illegible] enseignent [illegible] tout adulte [illegible] devant l'enfant qu'il [illegible] été ». [illegible] une [illegible] belle phrase pour désigner [illegible] gamins : « Ils prennent [illegible] comme un pirate prend [illegible] : c'est [illegible] pirates qu'ils [illegible] à [illegible] leur enfance.

[illegible] Yves de Oppina.

Jacques Meunier et les gamins de Bogota, qui « prennent la rue comme un pirate prend la mer ».

★ [illegible] DE BOGOTA, par Jacques Meunier, Lattès, [illegible] F.

LES EDITIONS MARITIMES ET D'OUTRE-MER PUBLIENT



Un grand roman d'aventure le nouveau Peter Benchley.

"Après les dents de la mer, Peter Benchley renouvelle son exploit." L'Express.

"Après le triomphe des Dents de la mer, Peter Benchley récidive." Le Point.

40 F. Chez votre libraire.

EM OM

ÉDUCATION SEXUELLE

Xaviera Hollander maître de conférences dans une université parisienne ?

Avant la rentrée universitaire, le bruit — non confirmé — court que Xaviera Hollander, la célèbre « madam » de New-York, qui a abandonné la prostitution pour la rédaction de ses souvenirs *(Madam, Xaviera, Paris-Saint-Tropez, la Meilleure Part de l'homme, Supersex...* parus aux éditions J.-C. Lattès), pourrait faire profiter de son expérience les étudiants en sexologie.

Celle qui, dans ses ouvrages, mène croisade contre ceux qui prétendent [illegible] la chair est triste n'a pas démenti l'information. « *J'aime beaucoup la France... et les Français !* a-t-elle déclaré à notre correspondant aux Pays-Bas, où elle réside actuellement. *Je serais ravie d'enseigner à Paris, si les autorités universitaires m'autorisent à monter en chaire parler de la chair.* »

Rappelons que Xaviera Hollander a déjà donné, dans les universités américaines, de nombreuses conférences [illegible] la sexualité et ses problèmes. Les Français ont pu la voir en juin à la télévision, dans la célèbre émission [illegible] « Apostrophes », de Bernard Pivot, lequel s'excusa de ne pouvoir lire plus de deux lignes de son dernier ouvrage, *Supersex*, afin de ne pas troubler l'innocence des jeunes téléspectateurs. *Un Supersex* qui a d'ailleurs fait de nombreux adeptes au cours de [illegible], puisque [illegible] a déjà été vendu à plus de cent mille exemplaires, avant de faire, éventuellement, son entrée dans les bibliothèques universitaires comme livre de cours... de cours échevelés, sans aucun doute.

★ [illegible] Xaviera Hollander, Lattès, [illegible]

Polémique autour d'un rapport sur la vie sexuelle en Chine communiste

(De notre envoyé spéc. à Pékin.)

Une campagne d'affiches est en train de se développer dans les rues de Pékin après l'annonce, par le journal *Chine nouvelle*, de la parution en Occident d'un ouvrage qui, pour la première fois, traite d'un sujet [illegible] : la vie sexuelle en Chine communiste. L'auteur, le docteur Georges Valensin, réputé pour ses travaux sur la sexologie, y fait des révélations étonnantes. S'appuyant sur de longue recherches, des documents américains et japonais, ainsi que sur une enq[illegible] qu'il a lui-même effectuée en Chine, le docteur Valensin explique comment la révolution maoïste a pu venir à bout d'une tradition millénaire grâce à laquelle le mâle exerçait tous les pouvoirs. Comment elle est parvenue, en conciliant le puritanisme traditionnel et les impératifs [illegible] logiques, à imposer [illegible] mentalité qui fait de la continence une vertu et du sexe un mal nécessaire.

Si certaines [illegible] plus de [illegible] sexuelle, d'autres citent Mao : « Faire l'amour [illegible] une maladie mentale qui gaspille du temps et de l'énergie ». La lutte entre les deux tendances se poursuit et il est difficile, pour un Occidental, de savoir laquelle l'emportera. Selon certaines rumeurs, ce seraient des partisans de la « bande des quatre » qui s'opposeraient à une éventuelle libéralisation sexuelle. Interrogé à ce sujet par le représentant d'une agence de presse américaine, M. Teng Hsiao-ping, le nouvel homme fort du régime, a répondu que le Parti prendrait position dès que la traduction du livre du docteur Valensin serait achevée.

★ LA VIE SEXUELLE EN CHINE COMMUNISTE, par le docteur [illegible] Valensin, [illegible] 39 F.

La gauche frémit :

PINARQUE ARRIVE !

PINARQUE

Un roman de Jean MANAN

Les révélations d'un pilier du « Canard enchaîné »

Parution : novembre [illegible] Éditions J.-C. Lattès

MÉTÉO

LE NAVIGATEUR FRANCK ROBB LANCE UN AVERTISSEMENT AUX PLAISANCIERS

Franck Robb, un habitué de la traversée Le Cap-Durban, presque *aussi dangereuse que le* passage du Horn, vient de mettre en garde les plaisanciers contre les risques de mauvais temps, que ce soit dans la traversée de la Manche, du golfe de Gascogne ou sur la route de la Corse. *Quand survient un* vent de force 8 ou 9, quand la mer, brusquement, se démonte, le bateau ne se manie plus de la même façon, et le pilote, ignorant tout des tactiques à connaître, risque la catastrophe.

Dans *Face au mauvais temps*, Franck Robb traite des conditions « anormales » de navigation. Traînards, ancre flottante, fuite, cape sèche, survie, autant de termes qui recouvrent des choses auxquelles on préfère en général ne pas penser. Et pourtant tous ceux qui naviguent doivent connaître ces techniques. Afin de pouvoir parer à toute éventualité. Afin de pouvoir ramener au port un bateau intact, et surtout un équipage indemne, et au complet.

L'expérience de l'auteur et son style très vivant ont déjà fait de *Face au mauvais temps* un succès dans les pays anglo-saxons, et un classique de la littérature de « gros temps ».

★ FACE AU MAUVAIS TEMPS, par Franck Robb, E.M.O.M., 42 F.

MÉMOIRES

UN JOURNALISTE-ACTEUR... UN ACTEUR-ROMANCIER

De Louis Jouvet à Patrick Henry
LES SOUVENIRS À VOIX HAUTE DE FRÉDÉRIC POTTECHER

Il a connu Louis Jouvet, Sacha Pitoëff, André Breton... [illegible] a créé le fameux Théâtre du Peuple à Bussang, dans les [illegible]. Et il est [illegible] célèbre... [illegible]niqueur judiciaire français. [illegible]ric [illegible] pour la première [illegible] son talent [illegible] son propre [illegible] et c'est « à voix haute », [illegible] cette [illegible] chaleureuse et convaincante qui a fait sa popularité, qu'il [illegible] de son enfance, de sa famille, [illegible] son époque, de son temps.

[illegible] livre, bien sûr, raconte les grands procès (1), leur grandeur, leur [illegible] leurs [illegible] : la police et la prison. Mais c'est [illegible] beaucoup plus [illegible].

Il remonte loin dans le temps, parle des familles paternelle et maternelle, où figurent des personnages étonnants, lesquels, parfois, ont participé à l'histoire. Il se sou[illegible] ses [illegible] d'acteur, partagé [illegible] passion [illegible] planches et son goût pour le journalisme, qui finit par l'emporter.

Il travaille à *l'Œuvre*, *Comœdia*, puis à *Paris-Soir* : cette [illegible] constitue un remarquable tableau de l'avant-guerre. Prisonnier en Haute-Silésie, aux [illegible] titillés, il continue ensuite le combat à Beyrouth, une des antennes de la France libre.

A [illegible] à Paris, il [illegible] à la R.T.F. [illegible], pendant vingt-trois [illegible] tous les grands [illegible] politiques et criminels, [illegible] « écarté » de l'O.R.T.F. [illegible]. Depuis, on peut l'entendre sur Europe 1.

De salles d'audience en [illegible] rédaction, de [illegible] d'acteur en couloirs de tribunaux, il a beaucoup vu, beaucoup entendu, beaucoup appris, sur la nature humaine. [illegible] d'expérience, d'émotion, pleins [illegible] hu[illegible]. Les petites [illegible], prisonniers, [illegible] y [illegible] dans une complète égalité [illegible] les [illegible]tés de ce temps. Frédéric [illegible]cher, [illegible] adversaire de la peine [illegible] mort, s'y montre [illegible] qu'il est : *un grand conteur.*

★ *A voix haute*, par Frédéric Pottecher, Lattès, 49 F.

(1) Ceux de Pétain, Dominici, des barricades d'Alger, de Salan, Jouhaud, Challe, Ruby à Dallas, Eichmann, Patrick Henry, Pierre Goldmann...

DIRK BOGARDE RÊVE SON ENFANCE

Il existe de nombreuses biographies d'acteurs et d'hommes célèbres, mais les souvenirs de Dirk Bogarde sont différents. C'est un véritable « conte d'enfance » qu'il a écrit. Avec lui, nous pénétrons dans le « cottage familial », au cœur de la campagne anglaise, et, du même coup, dans la véritable intimité d'un des acteurs les plus fascinants et les plus secrets de notre époque. Le cinéaste Alain Resnais a lu *Un postillon frappé par la foudre* (1)...

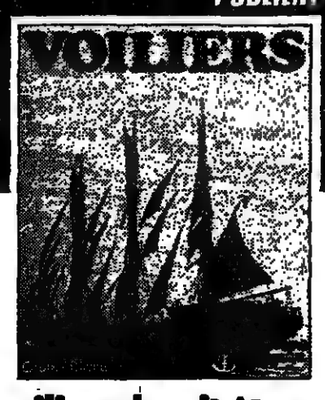
« *Je retrouve chez Dirk Bogarde écrivain, ce que j'admire* [illegible] *Bogarde* [illegible] *: cette faculté de construire un rôle comme une sculpture, où chaque plan doit répondre à un autre. De la même manière, son* [illegible] *n'est pas une œuvre autobiographique, mais une œuvre littéraire, d'une organisation et d'une écriture très élaborées.*

» *Lors du tournage de* Providence, *nous était apparu son extraordinaire accord avec la nature ; « Un postillon frappé par la foudre » nous fait remonter à la source de cette harmonie.* »

★ UNE ENFANCE RÊVÉE (Un postillon frappé par la foudre), par Dirk Bogarde, Alta. Parution novembre.

(1) Illustré par l'auteur.

Les Editions Maritimes et d'Outre-Mer PUBLIENT



Aux voiliers devait être consacré un monument: le voici.

Un album de 292 pages, [illegible] en quadrichromie, 89 photos noir et blanc. Relié pleine toile [illegible] jaquette [illegible] format 26,5 [illegible] 33,5.

Une iconographie [illegible] précédent, les textes [illegible] meilleurs spécialistes.

Prix de souscription jusqu'au 1er novembre 1977 : 290 F.
A partir du 2 novembre 1977 : 350 F.

EM OM

(PUBLICITÉ)

Editions J.-C. LATTÈS-E.M.O.M.-ALTA

SPORTS

POULIDOR au secours des quadragénaires

[illegible] la *compétition. Le coureur cycliste le plus populaire* [illegible] *centaines* [illegible] *d'amateurs, un* [illegible] *dimanche.* [illegible] *vingt* [illegible] *d'expérience* [illegible] *derrière lui.* [illegible] *expérience* [illegible] *il voulait faire profiter* [illegible] *son livre,* [illegible] *s'adresse,* [illegible] *sûr,* [illegible] *admirateurs,* [illegible] *son exemple, refusent* [illegible] *sportive s'arrête* [illegible] *quarante ans.*

On trouvera, [illegible] le Sport [illegible] quarante [illegible] *techniques* [illegible] *pensables* [illegible] *la pratique du vélo,* [illegible] *types qui permettent* [illegible] *progressif,* [illegible] *l'art* [illegible] *rouler* [illegible] *grimper. Raymond* [illegible] *ce qu'il* [illegible] *: la joie* [illegible] *vivre* [illegible] *la* [illegible] *jaune.*

★ RAYMOND POULIDOR, LE SPORT A QUARANTE ANS, Alta, 38 F.

ALTA-SPORT en tête

La collection « Alta-Sport », [illegible] d'année, s'impose malgré le handicap de sa jeunesse, [illegible] la course aux collections sportives. [illegible] sûr [illegible] sous la direction de [illegible] Urbini, [illegible] prend déjà, parmi ses équipiers, nombre de grands [illegible] du gotha sportif : Michel Platini, [illegible] Aitre, Freddy Maertens, Raymond Poulidor (voir ci-dessus), et l'on annonce l'entrée en lice d'[illegible] Michel, [illegible] de [illegible], équipe championne de France de football, et de Bernard Darniche, deux fois champion d'Europe de rallye [illegible] année, et [illegible] vainqueur du Tour auto 77.

Ces ouvrages, qui comportent de nombreuses illustrations, noires et couleurs, ne se contentent pas d'être des biographies de grands champions actuels ; ce sont aussi des guides pratiques qui conseillent ceux qui font du sport en amateurs et des documents précieux pour ceux qui s'intéressent à l'histoire du sport, donc à celle de leur temps.

TRANSFERT

■ [illegible] *Bianchi, la* [illegible] *vedette* [illegible] *Saint-Germain,* vient de signer un contrat [illegible] Alta-Sport. [illegible] l'appoint [illegible] buteur, Alta-Sport pourra bientôt aligner une équipe [illegible]

AVENIR DU MONDE

LIBRE OPINION

États-Unis et tiers-monde : deux thèses pour un même océan

par CLAUDE BENOIT

C'EST une [illegible] que [illegible] nent les Editions [illegible] d'outre-mer en présentant une réponse à cette [illegible] de notre temps : « A qui appartient l'océan ? », alors que, depuis 1974, cinq [illegible] droit de la mer n'ont pas encore permis aux représentants de plus de cent cinquante [illegible] s'entendre sur le commencement d'un accord.

C'est un tour de force accompli par l'auteur, M. Joseph Martray, que de présenter au [illegible] le premier [illegible] complet à être publié sur un débat d'une importance politique [illegible] qui tienne compte [illegible] en juillet, [illegible] qui apporte une réflexion sur le [illegible] dit « composite », [illegible] à l'analyse des gouvernements [illegible] la fin de la [illegible] session de la [illegible] des Nations Unies.

M. Joseph Martray ne [illegible] pas un ouvrage historique, [illegible] des [illegible] politiques qui [illegible] préparer une réponse politique à une question politique.

Le 11 [illegible] 1976, M. Henry Kissinger, [illegible] d'Etat des Etats-Unis, [illegible] à l'Assemblée [illegible] des professions juridiques pour souligner [illegible] qu'« aucune négociation internationale [illegible] ne [illegible] une importance plus vitale pour la [illegible] et la prospérité à long terme du globe... L'intérêt économique [illegible] marines [illegible] des dimensions gigantesques... en dernier ressort, à moins que des règles fonctionnelles ne régissent l'exploitation [illegible] nous conduiront à une épreuve de force ». A des spécialistes du droit, un homme d'Etat signifiait que leur spécialité [illegible] devenue [illegible] politique explosive.

De [illegible] *côté,* [illegible] d'Union soviétique, [illegible] puissant [illegible] Gorshkov, écrivait en 1974 que « [illegible] le rythme du développement et de la science... créent [illegible] possibilités d'étude, [illegible] d'utilisation de l'océan [illegible] et des fonds [illegible] des [illegible] économiques pour [illegible] pour le commerce [illegible], à des dons, ou à [illegible] ». Il y a [illegible] la [illegible] une *pétition de dignité qui n'échappe* pas à M. Joseph Martray, qui veut [illegible] à connaître, à l'[illegible] des régions françaises, [illegible] problèmes que posent les rapports [illegible] de l'expansion économique [illegible] de la France.

« *Découvrant la mer,* [illegible] Joseph Martray, *c'est au droit lui-même qu'il* [illegible] *prendre... qui* [illegible] *les espaces marins les privilèges illusoires d'une* [illegible] *grandes puissances* [illegible] *avaient, en fait, les moyens. La décolonisation de la mer passait donc nécessairement par une* [illegible] *juridique internationale.* »

Les grandes puissances maritimes, qui disposent des flottes, des techniques, des moyens de travail en mer, ce sont les Etats-Unis, l'Union soviétique, les pays européens. Contre [illegible] libéraux [illegible] qui a pu assurer leur expansion océanique, la revendication du tiers-monde a déjà obtenu, « *en façon ambiguë, voire décevante* », [illegible] l'auteur, *une appropriation nationale,* celle des [illegible] économiques de 200 milles nautiques au bénéfice [illegible] côtiers, et une appropriation collective, celle des grands [illegible] situés au-delà de ces [illegible] juridictions nationales, et considérés, [illegible] mais, comme « patrimoine commun de l'humanité ». Une autorité internationale, que le tiers-monde veut contraignante, sera chargée de contrôler, de gérer, [illegible] d'exploiter [illegible] essentiellement minérales des grands fonds.

Les grandes puissances maritimes ne veulent pas des contraintes qu'exercerait cette autorité. Aussi, avec subtilité et duplicité, observe Joseph Martray, les Etats-Unis ont fait échouer, en juillet 1977, [illegible] possibilité de compromis qui [illegible] permis de parvenir à un accord. Leurs manœuvres [illegible] par des maladresses et des [illegible] de langage commis par [illegible] du tiers-monde. Les Soviétiques, eux, abandonnent le camp du libéralisme fondé sur la puissance technique pour se rapprocher du tiers-monde.

La question est posée avec de *plus en plus* [illegible] : *A qui* appartient l'océan, même réduit par les [illegible] appropriations nationales ? Joseph [illegible] pose logiquement la question, [illegible] qui [illegible] l'actualité française. [illegible] quel sera le jeu de la France ? Les intérêts océaniques de notre pays sont-ils ceux des Etats-Unis, ou se rapprochent-ils du tiers-monde ?

En présentant cet ouvrage, Joseph Martray s'adresse aux citoyens conscients de l'influence des grands problèmes du monde sur la vie économique et politique de la nation.

■ A QUI APPARTIENT L'OCEAN ? par Joseph Martray. E.M.O.M., 59 F.

DÉFENSE

La marine soviétique plus puissante que la marine américaine ?

L'édition [illegible] des *Flottes de combat,* qui sort en librairie le 28 octobre, démontre l'effort considérable accompli par les grandes puissances pour le développement de leurs forces aéronavales. La [illegible] soviétique continue à se développer d'inquiétante façon. L'URSS continue à porter, comme les années précédentes, sur sa force [illegible] marine, [illegible] classique, et, si l'on excepte les [illegible] amphibies et logistiques, elle dépasse maintenant en tonnage la France [illegible].

[illegible] Labayle Couhat, auteur des *Flottes* de [illegible], souligne toutefois que les équipages soviétiques, composés dans leur quasi-totalité de recrutés, [illegible] quent peut-être encore de qualification [illegible] que, et que l'insuffisance de la flotte logistique, qui est loin d'être à la mesure des [illegible] de combat, limite sa liberté d'action. Mais l'effort accompli [illegible] les domaines par la marine soviétique [illegible] qu'elle est en train de [illegible] ce handicap.

■ FLOTTES DE COMBAT, [illegible] (plus de [illegible] mille [illegible] répertoriés, deux mille photos, nombreux schémas, [illegible] p., E.M.O.M., [illegible] F.

LÉPANTE, TRAFALGAR, JUTLAND...

Les grandes batailles navales ressuscitées par René Maine

Lépante, 1571 : la flotte de don Juan d'Autriche [illegible] la flotte turque, au cours de la plus grande et la dernière des batailles [illegible] à voile. Sur la *Marquesa,* une galère espagnole, un jeune sergent [illegible] à la jambe [illegible] prisonnier par les [illegible] : Miguel de Cervantès...

Trafalgar, 1805 : la flotte franco-espagnole est prise au piège par Nelson, qui [illegible] en pensant à lady Hamilton...

Jutland, 1916 : la Grande-Bretagne et l'Allemagne s'affrontent [illegible] la plus [illegible] bataille navale de tous les temps : jamais tant de puissance de destruction n'avait été rassemblée sur la mer.

Historien et journaliste, René Maine a réalisé, dans un [illegible] de la *marine,* à [illegible] des batailles [illegible] passionnantes. On sent l'odeur de la poudre, les [illegible] tonnent, [illegible] s'ébranler les navires, tandis que le [illegible] longtemps dans nos têtes...

■ NOUVELLE HISTOIRE DE LA MARINE, par René Maine. Tome I : De Lépante à Trafalgar, 69 F ; tome II : Le Jutland, 69 F.

L'hiver 1977-1978 durera onze mois

(Suite de la page 17.)

Produits de consommation et multinationales. — De coûteux appareils électroniques sont mis hors d'usage en un seul hiver parce que, à partir de piles oubliées dans leur logement, s'écoule un liquide corrosif fatal pour les circuits imprimés, les composants, les connexions.

Une action ponctuelle impérative. — Pour [illegible] d'utilisation, la girouette-anémomètre travaillera onze [illegible] inutilement. Geler l'activité du cap-[illegible] en le coiffant d'un sac-capuchon protecteur en plastique.

Il faut savoir regarder un hiver français en face des [illegible]

Nous n'avons [illegible] qu'effleurer plaisamment une vingtaine de problèmes parmi les six mille questions ou particularités [illegible] bateau et de la navigation sportive ou de plaisance traitées dans les « [illegible] ». Leur [illegible] de problèmes se regroupent en trois points essentiels : a) le [illegible] à la portée de tous ; b) il est aussi confortable qu'un habitat [illegible] ; c) la navigation est aujourd'hui [illegible] que la route. [illegible] pourquoi et le [illegible] de la [illegible].

NOTE DE L'EDITEUR

Gérard Borg [illegible] connaît, qui parcourt le [illegible] depuis [illegible] de son [illegible]. Il dirige la collection « Nauticus », [illegible] d'un précieux comité de [illegible] au sein duquel se [illegible] E. Tabarly, A. [illegible], A. Martin, A. Gilkinkin, les Damien, F. Gu[illegible], P. Jolliot, parmi une cinquantaine d'autres spécialistes chevronnés. Ces quinze [illegible] la somme des connaissances, des [illegible] nécessaires à l'[illegible] de cette [illegible] qu'est l'[illegible] sur le [illegible].

■ [illegible] qui la première encyclopédie [illegible] du bateau. Elle comprend quinze volumes de trois cent cinquante pages [illegible] chacun, plus [illegible] deux [illegible]. *Cent des meilleurs spécialistes* français du bateau, parmi lesquels Eric Tabarly, [illegible], y ont collaboré.

[illegible] parus aux Editions maritimes et d'outre-mer :

★ MÉDECINE DE MER [illegible], 386 pages, 85 F.

★ ÉLECTRICITÉ À [illegible], [illegible], 70 F.

★ GREEMENTS ET [illegible], [illegible] F.

● NOUVELLES BRÈVES ● NOUVELLES BRÈVES ●

PRIX

■ En [illegible] mois (du [illegible] avril au [illegible] juillet) les [illegible] des éditions J.-C. Lattès ont reçu [illegible] prix [illegible] : le Prix Cinéma-Jeunesse pour les *Dragons de saint Georges,* de Paul Humbourg, le Prix [illegible] pour *E = MC2 mon amour,* de Patrick Cauvin, le Prix des Mille de la presse et le Prix Alexandre-Dumas pour *Louisiane,* de Maurice Denuzière, le Prix du Cinéma français et le Prix du Livre d'Etat pour [illegible] *heureuse,* de Françoise Mallet.

CINEMA

● Avec [illegible] *Papa,* un film de Philippe [illegible] tiré du roman de Patrick Cauvin, [illegible] cinématographique et rentrée scolaire sont allées de pair. Patrick Cauvin, grand cinéphile lui-même, est un auteur apprécié des [illegible]. Ses [illegible] : *l'Amour aveugle* et *E = MC2,* [illegible] prochainement portés à l'écran.

■ Jean-Paul Belmondo a acquis les droits cinématographiques de l'[illegible] *mort,* un récit autobiographique de Jacques [illegible] qui fit beaucoup de bruit lors de sa sortie, en février. Le gangster sera incarné par [illegible].

● Peter Benchley, l'auteur des *Dents de la mer,* [illegible] Paris afin de tourner le film tiré de son [illegible] roman, *Chasse aux grands fonds,* [illegible] par EMOM.

● Dirk Bogarde a passé deux jours à Paris pour tourner le dernier « ton » à la synchronisation du film que [illegible] a tourné d'après une [illegible] de Vladimir Nabokov, *la Méprise.* Il a profité de l'occasion pour relire les épreuves en français de ses *Souvenirs d'enfance* et pour annoncer que son livre paraîtra aux [illegible] Holt & Rinehart.

TELEVISION

● Douze heures d'une des plus importantes productions de télévision ont été consacrées au roman *Racines.* On les verra en France cet hiver, diffusées par Antenne 2 ; mais, lors de son passage à Paris, *Alex Haley* a annoncé, pour décembre, le début du tournage d'une nouvelle série de douze heures qui couvrira la seconde partie du livre et qui sera projetée aux *Etats-Unis en 1978.*

FOIRE DU LIVRE DE FRANCFORT

● [illegible] chaque année, plus de quatre mille éditeurs du monde entier y chercheront, dans un climat de fièvre, l'auteur, le roman, le [illegible] venus d'ailleurs et dont ils escompteront gloire et [illegible].

Vingt-trois privilégiés [illegible] à la fête : ceux qui ont acheté le livre d'Alex Haley et qui s'apprêtent à le publier, portés par le succès de l'édition [illegible] bien sûr, mais aussi de la première *traduction qui* a vu le jour en France.

Document inédit, *la Vie sexuelle en Chine communiste,* de Georges Valensin, a déjà suscité de vives curiosités, et il est certain que ce sera *l'un des événements de cette foire.*

Les Editions Maritimes et d'Outre-Mer PUBLIENT

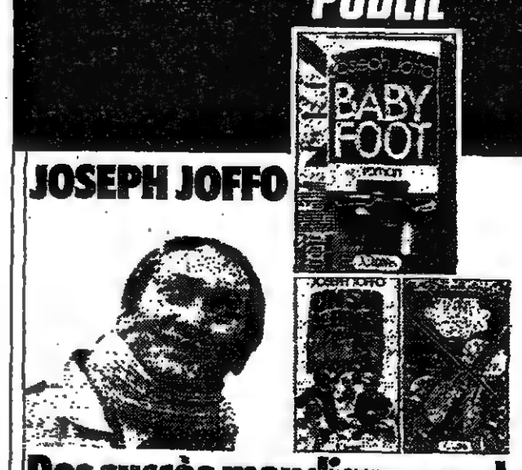
YVES et MARC PAJOT
leurs techniques, leurs réglages, leur tactique.
Le manuel complet de Yachting léger attendu par tous les régatiers.
DOCUMENTATION TECHNIQUE EXCEPTIONNELLE. 280 ILLUSTRATIONS. DEPLIANT METEO COULEURS. 68 F

UN LIVRE S'ACHÈTE CHEZ UN LIBRAIRE

Vous y trouverez tous les ouvrages cités dans ces pages

La lecture est un plaisir si l'on sait choisir ses livres
Votre libraire vous y aidera

J.C. Lattès PUBLIE



JOSEPH JOFFO

Des succès mondiaux vendus à des millions d'exemplaires.
Traduit en 17 langues, les romans de Joffo, par leur fraîcheur, leur émotion, leur gaîté ont séduits tous les publics

Le Monde DE L'ECONOMIE

Après les réunions monétaires de Washington

FAUT-IL RELANCER LA CONSOMMATION ?

par RENÉ LARRE (*)

L'ASSEMBLEE annuelle du F.M.I. est, traditionnellement, l'[redacted] de faire le point de la situation [redacted] internationale. Mais, plu[redacted] procéder à l'analyse [redacted] problèmes [redacted] — [redacted] notamment du plus [redacted] eux [redacted] la faible performance de [redacted] mondiale, — il est tentant de les replacer dans le contexte du phénomène central qui affecte l'ensemble des pays depuis [redacted] voir la hausse des prix du pétrole. [redacted] le début [redacted] 1974, certains [redacted] sont inquiétés de l'incidence [redacted] de l'OPEP, non [redacted] *paiements* [redacted] pris individuellement, [redacted] point de [redacted] global. Le quadruplement des prix du pétrole a en effet [redacted] comparé à un impôt [redacted] 60 ou [redacted] milliards de dollars prélevés [redacted] pays [redacted], impôt [redacted] le produit est [redacted] partie [redacted] importations supplémentaires de biens [redacted] pétroliers, [redacted] partie [redacted] sous [redacted] par [redacted] financiers.

[redacted] époque, la [redacted] par la hausse du prix du pétrole était généralement considérée comme impossible à gérer, mais les appréhensions initiales [redacted] depuis [redacted] atténuées. C'est ainsi, par exemple [redacted] jugeant l'activité économique mondiale, depuis 1974 inférieure à la [redacted], le rapport du F.M.I. publié [redacted] septembre paraissait attribuer [redacted] à une mauvaise répartition des surplus et des déficits entre les pays consommateurs plutôt qu'à un déséquilibre entre pays exportateurs et pays *importateurs de pétrole*.

A la lumière des débats qui ont eu lieu à Washington, on peut se demander cependant si quatre années d'expérience n'ont pas confirmé le diagnostic [redacted], prononcé en 1974, plutôt que donné rai[redacted] à l'optimisme relatif qui [redacted] s'est fait jour. En d'autres termes, on doit s'interroger [redacted] le point de [redacted] la hausse des prix du pétrole — outre ses conséquences nationales, claires désormais — [redacted] pas aussi un impact global qui empêche l'[redacted] mondiale de [redacted] un taux normal d'activité.

Des comportements nationaux différents

La hausse des prix du pétrole affecte [redacted] inégale. [redacted] à certains, elle [redacted] plus ou moins tolérable pour d'autres, [redacted] qu'elle apparaît catastrophique à un troisième groupe de pays. Cependant, il importe de voir que la gravité de la crise ne dépend pas seulement pour chaque pays de son degré de dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour son approvisionnement pétrolier, mais aussi de la manière dont les autorités ont réagi aux décisions de l'OPEP.

Cela est vrai, à la fois, des conséquences pour la balance des paiements et des perturbations apportées à l'équilibre interne, et notamment à la stabilité des prix.

Du point de vue de la balance des paiements, tout le monde a constaté, par exemple, que le Japon, qui importe pour 26 milliards de dollars de pétrole, et l'Allemagne, qui en importe pour 10 milliards, ont réussi en quelques mois à rétablir l'équilibre de leur balance des paiements, alors que d'autres pays, moins lourdement importateurs, [redacted] des déficits importants pour [redacted] périodes.

C'est en ce sens qu'il est exact de dire que la notion de [redacted] pétrolier a perdu sa signification, ou [redacted] moins la perd de plus [redacted] plus.

Du point de vue de l'équilibre interne, on [redacted] différences qui apparaissent dans le fait que la hausse des prix, au cours des trois [redacted] années, a été très inégale d'un pays à l'autre, [redacted] que le [redacted] de l'énergie a [redacted] universel. D'un côté, l'impact immédiat a [redacted] pays, comme l'*Allemagne*, [redacted] ou la *Hollande*, qu'en France, en Grande-Bretagne ou en Italie ; mais [redacted], la [redacted] à plus long terme a [redacted] encore plus contrastée, en [redacted] qu'après un [redacted] la stabilité [redacted] (1 % ou relative (4 % à 5 %), alors que d'autres ont [redacted] à enregistrer des taux d'inflation qui — [redacted] — [redacted] guère de relation avec le prix du pétrole.

[redacted] s'interroge sur la signification de ces comportements différents, on est amené, semble-t-il, à deux constatations :

● La première est que certains gouvernements (Allemagne, Suisse, Etats-Unis, Japon) ont tiré immédiatement les conséquences de l'augmentation de la facture pétrolière : c'est-à-dire qu'ils [redacted] à *imposer, par une politique* rigoureuse sur le plan monétaire, [redacted] et budgétaire, une réduction de la progression du niveau de vie national, au prix [redacted] de l'activité économique et de l'emploi.

[redacted] — [redacted] — la [redacted] de l'impôt [redacted] à l'OPEP, et ils ne sont différés de provoquer un [redacted] réels, de l'ordre de 1 % à 2 % du revenu national, par [redacted] de la [redacted] exportations [redacted] les pays exportateurs de pétrole.

Le cas-type est évidemment, celui de l'Allemagne, dont les exportations [redacted] l'OPEP [redacted] passé de 5,9 milliards de DM en 1973 à [redacted] milliards de DM en [redacted] importations de pétrole en [redacted] de ces pays passaient de 7,9 milliards de DM en [redacted] à 22,7 milliards de DM en 1976, [redacted] effet.

● Mais la [redacted] — qui explique la première, — c'est que dans ces pays l'opinion publique [redacted] prêtée à ce transfert, alors que [redacted] d'autres [redacted] de pouvoir d'achat résultant de l'inflation, loin [redacted] acceptée [redacted] un mal nécessaire, a [redacted] une spoliation. [redacted] les travailleurs, et, d'une [redacted] plus générale, la population [redacted] entière ont [redacted] aux sacrifices demandés, soit par [redacted] de salaires, soit par des hausses du prix des biens [redacted] destinées à maintenir leur pouvoir d'achat. Il n'est [redacted] doute qu'à la base des divergences politiques existent des différences sociologiques plus profondes.

Si l'on [redacted] au plan mondial, on voit que la hausse des prix du pétrole a des effets supplémentaires — [redacted] global, — qui [redacted] *s'ajouter aux conséquences enregistrées* sur le plan national.

L'[redacted] globale de la hausse des prix du pétrole se produit [redacted] :

— Du point de vue du transfert de [redacted] des pays [redacted] vers les pays exportateurs, on [redacted] tout d'abord que les [redacted] qui [redacted] sur le plan national [redacted] à une impasse sur le plan mondial.

(Lire la suite page 26.)

(*) Directeur [redacted] de la Banque des règlements internationaux.

L'ère des dévaluations compétitives ?

LES [redacted] occidentaux ne sont-ils [redacted] en train d'introduire dans les [redacted] changes, déjà [redacted] un facteur [redacted] désorganisation supplémentaire dont la nocivité [redacted] depuis longtemps ? Les Etats-Unis ont [redacted] à s'alarmer de l'énormité de [redacted] déficit commercial, qu'ils évaluent maintenant entre [redacted] et 30 milliards [redacted] dollars [redacted] l'année 1977. [redacted] pressions renouvelées qu'ils [redacted] publiquement sur les [redacted] à excédent, [redacted] en particulier sur [redacted] Japon. [redacted] méthode [redacted] doublement critiquable.

Elle privilégie [redacted] commerciale comme [redacted] caractéristique de la [redacted] d'une devise. [redacted] balance n'a [redacted] signification — contrairement [redacted] préjugé ambiant — par elle-même. Il [redacted] la rapprocher de tout un [redacted], c'est-à-dire des autres postes [redacted] la balance [redacted] paiements. Un [redacted] comme l'Allemagne, par exemple, qui doit financer d'importants transferts [redacted] à l'extérieur (à cause [redacted] la présence de nombreux travailleurs étrangers) et des dépenses [redacted] tourisme considérables (les Allemands sont [redacted] plus [redacted] voyageurs du monde et leurs dépenses hors de leurs frontières [redacted] assimilables à [redacted] importations), [redacted] nécessairement dégager un surplus dans [redacted] échanges [redacted] biens et de [redacted].

Mais il y a plus grave. A l'occasion [redacted] chaque conférence internationale, les participants condamnent les dévaluations compétitives. Aucun pays, assurent-ils, ne [redacted] chercher à obtenir des avantages commerciaux par la dépréciation systématique [redacted] sa monnaie. Mais au [redacted] quoi on [redacted] est-il si éloigné de cette pratique universellement honnie ?

Réclamer la hausse du deutschemark [redacted] du yen n'est [redacted] autre chose [redacted] plaider en faveur [redacted] des autres devises, [redacted] en particulier du dollar. La faiblesse de la [redacted] américaine engendre à son [redacted] d'autres difficultés, notamment pour les [redacted] faibles (Turquie, Espagne, Portugal, mais [redacted] et aujourd'hui Autriche) qui n'ont [redacted] ajusté leur [redacted] à la [redacted] et au [redacted] du pétrole. [redacted] il [redacted] plus aucun critère d'équilibre, jusqu'où peut [redacted] l'incessant « réaménagement » [redacted] des changes ? On peut [redacted] qu'il ne [redacted] par [redacted] à la complète désuétude du système [redacted] des paiements.

ARGENTINE : comment l'hyperinflation a été brisée

« POUR combattre l'inflation, ils ne connaissent que le chômage et la récession », nous dit le docteur José Alfredo Martinez de Hoz, ministre de l'économie de l'Argentine, qui nous exposait, il y a une dizaine de jours dans les couloirs de l'Hôtel Sheraton, où se tenait l'assemblée générale du F.M.I., les étapes de la lutte qu'il a entreprise depuis le 2 avril 1976 contre un processus particulièrement rapide de dégradation monétaire. L'Argentine était alors sur la voie de l'hyperinflation. De mars 1975 à mars 1976, [redacted] prix y avaient monté de 738 % et de mai 1976 à mai 1977 (après l'abolition du contrôle des prix) de 920 %. Pendant le mois de mars, les prix de gros s'étaient [redacted] de 54 %, ce qui correspondait à un rythme annuel de hausse de 17 000 % ! En plus de tous ses malheurs, l'Argentine allait-elle connaître la terrible expérience qu'a connue la République de Weimar en 1922 et 1923, et qui a, dit-on, laissé dans la mémoire collective des Allemands des traces aussi — d'aucuns disent plus — profondes que celles qu'ont laissées la guerre et la défaite ?

Dans l'Allemagne d'il y a cinquante-quatre ans, la valeur de la monnaie était pratiquement tombée à zéro puisqu'on payait, à la fin du mois de novembre 1923, à Berlin, un ticket de tram 150 milliards de marks et que les prix variaient d'une heure à l'autre ! La situation fut rétablie en quelques semaines, mais au prix d'une réforme radicale qui impliquait la substitution de l'ancienne monnaie par une autre avec tout ce que cela peut comporter de conséquences sociales et individuelles. « *Nous n'avons pas eu besoin d'appliquer un tel remède*, nous dit M. Martinez de Hoz, *mais il nous fallait aller tout de même assez vite et c'est ce que nous avons fait. En juillet de cette année, le pourcentage de hausse des prix était tombé à 123 % : il aura fallu trois ans aux Chiliens pour parvenir à un résultat comparable !*

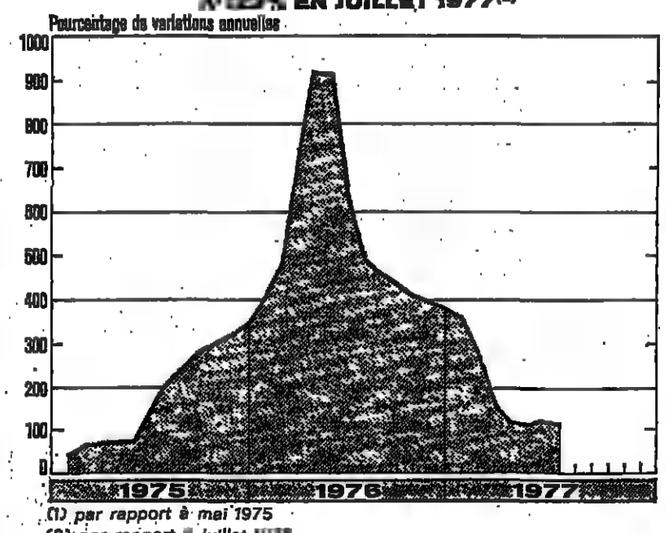
— Peut-être est-ce parce que vous n'avez pas demandé les conseils de M. Milton Friedman ?

— *Nous avons appliqué notre propre politique, sans dogmatisme. Je suis un pragmatique.* »

Avant, cependant, de se lancer dans l'aventure, cet ancien avocat, qui avait déjà acquis en la matière une certaine expérience — il était ministre de l'économie en 1963 et 1964 sous le président Guido, — avait, sinon demandé conseil, du moins exposé les grandes lignes de son plan aux responsables de la Trésorerie américaine, et aussi à plusieurs ministres des finances européens afin de connaître leurs réactions : « *Vous n'avez aucune chance de réussir*, lui fut-il répondu, *mais si vous parveniez à votre but, il faudrait réécrire plusieurs chapitres des manuels d'économie politique.* »

Il est vrai que les remèdes dont il avait parié ressemblaient plus, disons, à la thérapeutique de M. Rueff (auquel M. Martinez de Hoz reproche toutefois de « méconnaître certaines réalités de son pays ») qu'à la pharmacopée en honneur dans les pays « sophistiqués » du type « gestion de la demande ». Bravant toutes les courbes de Philips (1), M. Martinez de Hoz n'avait-il pas annoncé qu'il viendrait à bout de l'inflation galopante, sans augmenter le chômage (4,6 % de la population en mai 1976) et même en le diminuant ? Le taux de chômage a effectivement baissé lui aussi et a été ramené à 3,2 %.

LE TAUX DE HAUSSE DES PRIX DE GROS EST TOMBÉ DE 920% EN MAI 1976(1) [redacted] EN JUILLET 1977(2)



(1) *par rapport à mai 1975*
(2) *par rapport à juillet [redacted]*

Signe que les résultats de sa politique ont été reconnus à la fois par les hommes d'affaires et les banquiers étrangers ainsi que par les universitaires américains : M. Martinez de Hoz était invité à prononcer le 12 septembre dernier, à San-Francisco, le discours d'ouverture de la session annuelle de l'influente International Industrial Conference organisée avec le concours de l'Institut de recherche de Stanford.

« *Nous vivions dans une économie de spéculation, notre but est de revenir à une économie de production* », nous dit le ministre, silhouette mince, presque fragile, expression un peu triste où le sourire rare paraît un peu forcé.

Comme c'était le cas dans l'Allemagne de Weimar, l'inflation avait, en Argentine, pour cause première un déficit considérable du budget de l'Etat, financé à concurrence de 63 % par la Banque centrale (2). Le programme économique lancé en avril de l'année dernière vise à rétablir progressivement l'équilibre, qui devrait être réalisé en 1978. Mais il fallait, au départ, renverser brusquement la [redacted] qui [redacted] fait. Malgré la [redacted] du gouvernement issu du coup d'Etat du 23 mars 1976, hostile à l'hypertrophie des fonctions de l'Etat et [redacted] au secteur privé, on commença par augmenter les recettes.

PAUL FAREL.

(Lire la suite page [redacted])

(1) Les courbes de Philips sont censées établir une corrélation selon laquelle l'emploi augmenterait en même temps que l'inflation.

(1) En Allemagne, l'institut d'émission, outre qu'il finançait un déficit budgétaire qui avait fini par être presque égal à la totalité des dépenses, escomptait directement les bons du Trésor acquis par les entreprises.

Le patronat français prépare « l'après-mars 1978 »

Les quatrièmes Assises nationales [redacted] entreprises, qui se dérouleront les 17 et [redacted] octobre prochains, précédées par deux journées [redacted] week-end « portes [redacted] sur l'entreprise » au Palais des Congrès, s'annoncent surtout comme [redacted] manifestation en faveur de la libre entreprise. En période préélectorale, [redacted] dans [redacted] ambiance économique ambiguë, il est intéressant [redacted] s'interroger sur les raisons et les circons[redacted] qui ont permis au Conseil national du patronat français d'organiser ces journées.

S[redacted], il faut savoir d'où vient le patronat français d'aujourd'hui : de mai 1968. Les premières [redacted] entreprises furent [redacted] après la réforme du C.N.P.F. de 1969. Grand-messe de [redacted] sur un [redacted] économico-social, celui de la formation permanente, [redacted] « base » des patrons et remettre dans le même bain modernistes, chrétiens, libéraux, sociaux-démocrates, et autres traditionalistes de l'entreprise. Deux ans après, en 1972, l'on s'offrait des audaces à Marseille sur le thème « l'homme et l'entreprise », avec discours retentissants des « jeunes Turcs » et des « enfants terribles » déjà un peu fatigués du patronat. C'était la fin de la période contractuelle, qui avait permis de formuler de grands espoirs de progrès et de paix sociale.

La crise et la concurrence internationale exacerbée s'annonçaient. Décidées [redacted] sur le pétrole, les troisièmes Assises devaient avoir lieu sur le thème de la conquête des marchés extérieurs, en octobre 1974. Le plan Fourcade [redacted] les [redacted] était en cours d'application ; il fallait rechercher le salut ailleurs, et, [redacted] le dirent à l'époque, [redacted] *il fallait* [redacted]. Les beaux rêves de priorité aux questions [redacted] place aux [redacted] de rentabilité.

Normalement, les [redacted] qui vont [redacted] lieu dans les prochains jours auraient dû se tenir il y a un an, [redacted] 1976, selon le calendrier bisannuel. [redacted] circonstances [redacted] se prêtaient [redacted] au [redacted] d'une mani[redacted] de ce [redacted] : les chefs d'entreprise [redacted] accaparés par le problème principal de survivre. Il [redacted] avant tout « *s'en sortir* ».

Aujourd'hui, le patronat [redacted] de ses émotions. Il a [redacted] une image, moins rétrograde. [redacted] président [redacted] 1973, M. François Ceyrac, n'est plus ni trop rouge pour les patrons, ni trop bleu pour les salariés. Il [redacted] ce qu'il [redacted] : le [redacted] patrons. Ceux-ci émergent [redacted] que mal de la [redacted] après avoir perdu quelques plumes, [redacted] quelque temps [redacted] émergent un peu aussi [redacted] la peur de l'union de la gauche. [redacted] *plus jamais* [redacted] *1972* [redacted] résigne-t-on [redacted] Pierre-Ier-[redacted], [redacted] l'on [redacted] que la priorité au développement [redacted] place pour au moins dix ans au souci [redacted] on a quand même [redacted] « *faire quelque chose* ».

Quoi ? « *Combattre et proposer* ». Des complexes d'après 1968, plus [redacted]. Le patronat français présente plus de deux mille exemples de [redacted] « malgré la crise », et [redacted] équilibre politique.

JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 23.)

Sud-Ouest

Bordeaux
Toulouse Aéroport

Réservation
Réservation Centrale Paris
Tél. : 657 11 43 Télex : 200432
ou dans un des 35 hôtels Sofitel
ou dans les agences de voyages.

Hotel Sofitel ★★★★ L'amour du métier.

DEUX POINTS DE VUE SUR LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Un renfort de l'appareil industriel français

par DANIEL DURAND (*)

LES réactions de refus [illegible] les tentations de repli qui [illegible] multiplient face [illegible] conséquences de la nouvelle division internationale du travail [illegible] très compréhensibles.

[illegible] manifestations de ce grand mouvement économique *mondial* [illegible] en [illegible] spectaculaires : brutale invasion de [illegible] marchés par un flot *économiquement* [illegible] *produits* [illegible] *Asia*, [illegible] d'usines ou licenciements [illegible] dans [illegible] *secteurs producteurs* [illegible] mation.

De nombreuses entreprises exporta- [illegible] leurs [illegible] étrangers traditionnels. [illegible] derniers [illegible] un beau jour le [illegible] d'établir [illegible] nouveaux rapports [illegible] fournisseurs : [illegible] par exemple fabriquer maintenant eux-mêmes certains des produits qu'ils importaient jusqu'alors [illegible] « intégrer » [illegible] partie du [illegible] production. Et non [illegible] privent le [illegible] d'une partie [illegible] marché, mais ils prétendent également [illegible] lui une assistance [illegible] leur effort [illegible]

Il faut [illegible] que [illegible] placés [illegible] situation [illegible] et désagréable réagissent de manière négative [illegible] reculer [illegible] qu'ils ne [illegible] préparés à affronter.

Il en [illegible] par [illegible] d'autres, mieux informés [illegible] plus sensibles aux évolutions mondiales inéluctables, qui [illegible] jouer le jeu en s'efforçant de donner satisfaction [illegible] leur client et [illegible] s'adaptant à une situation nouvelle. C'est qu'ils ont compris, et admis, que leur [illegible] majeur [illegible] le commerce international [illegible] plus [illegible] main-d'œuvre [illegible] habile, [illegible] coûteuse ; cet [illegible] à présent, leur technologie ou leur [illegible] industrielle.

[illegible] lors, [illegible] avertis portent *leur attention*, [illegible] *plus* [illegible] sur la productivité [illegible] main-d'œuvre ouvrière. [illegible] la technologie qu'ils [illegible] et que [illegible] tenter de valoriser [illegible]. Et [illegible] ainsi que l'on [illegible] à un développement au sein [illegible] entreprises de bureaux d'études qui, en [illegible] abordent le [illegible] nouveau de l'ingénierie pour le compte de [illegible] principalement pour le compte de [illegible] étrangers [illegible] en voie de développement.

Très vite cependant, [illegible] entreprises qui ont fait un premier [illegible] dans la voie [illegible] verticale vont [illegible] à [illegible] plus [illegible] cette [illegible] une simple [illegible] l'activité principale de production, [illegible] comme un des [illegible] axes [illegible] de développement.

Un schéma optimiste

L'entreprise qui a engagé une opération d'ingénierie pour le compte de tiers — ce qui *revient* à réaliser un [illegible] de technologie — va rapidement [illegible] amenée à changer ou au moins à enrichir sa stratégie industrielle. Jusqu'alors les principaux problèmes [illegible] au niveau de l'organisation de la production, du développement ou de la défense de son marché. Désormais son attention va se porter sur sa technologie, trop souvent ignorée des entreprises [illegible] considérée [illegible] un facteur de production passif n'ayant pas de valeur [illegible].

Elle est conduite à analyser de façon scientifique ses procédés et ses processus de production, ce qui [illegible] la conduire à se spécialiser [illegible] points forts et abandonner [illegible] les sous-traitant les *productions où elle est mal placée*. Et, [illegible] conséquence de cette réflexion sur la technologie [illegible] en œuvre, elle *est conduite à chercher* une valorisation directe de cette technologie sans passer par l'intermédiaire d'une production industrielle. Cette approche nouvelle de la technologie disponible en [illegible] de l'entreprise [illegible] logiquement venir rencontrer la demande [illegible] qui [illegible] quelque 2 milliards (3 milliards si on y inclut la Chine) d'hommes peuplant les nations [illegible] développement ».

Cette prise de conscience de son potentiel technologique aura, pour la société [illegible], des conséquences très importantes pour son avenir industriel *propre*, mais elle [illegible] contribuer au renforcement de l'appareil national de production industrielle :

● au niveau de la qualification des emplois, l'abandon des quelques [illegible] ouvriers, pour lesquels il faut d'ailleurs souvent recourir à la main-d'œuvre immigrée, [illegible] compensé par le renforcement en [illegible] ingénieurs [illegible] bureau d'études [illegible] de [illegible]ice d'ingénierie ;

● la production [illegible] l'entreprise va se spécialiser sur les produits ou les *parties du cycle de production* où sa productivité [illegible] la meilleure, assurant par là-même une meilleure répartition nationale et [illegible] du travail ;

● la compétitivité sur les marchés extérieurs va se trouver renforcée par le jeu de plusieurs facteurs : déplacement vers le haut de sa gamme de production, fourniture de service connexes d'ingénierie et d'assistance technique, recours à diverses formes de sous-traitance internationale.

Le schéma de développement optimiste [illegible] ne constitue malheureusement [illegible] un [illegible] lequel il suffirait à un entrepreneur de s'engager [illegible] à [illegible] ses problèmes. Les obstacles et les embûches sur la voie du transfert de technologie sont nombreuses et redoutables, et la plupart des entreprises petites ou moyennes ne réussiront pas, [illegible] leurs seules forces, à [illegible] le rôle de moteur majeur du nouvel ordre industriel mondial.

[illegible] peuvent [illegible] précieuse auprès des spécialistes, sociétés de commerce international, [illegible] d'ingénierie industrielle ou d'ingénierie de transfert. [illegible] n'est cependant [illegible] suffisant, et, à mon avis, [illegible] jouer un rôle majeur dans ce grand jeu mondial du [illegible] de technologie : d'abord au [illegible], comme il l'a déjà fait, [illegible] à un prolétariat [illegible] étroit. [illegible] ne devrait-il [illegible] plus loin ?

Il *pourrait-il*, par *exemple*, [illegible] une [illegible] des [illegible] chefs d'entreprise, [illegible] P.M.I., aux *vastes possibilités que* lui permet leur [illegible] technologique. Et celle-ci est reconnue comme un des *facteurs-clés de l'industrie* [illegible] hommes, des capitaux, des matières premières et de l'énergie, elle [illegible] une [illegible] *politique de valorisation* de la technologie ; [illegible] politique pourrait s'inspirer de ce qui a déjà été réalisé dans [illegible] *l'encouragement* à la [illegible] et au développement. Il [illegible] d'ailleurs probablement à la [illegible] *coûteux* et *plus rapidement* [illegible] d'encourager [illegible] technologies [illegible] que [illegible] promouvoir de *nouvelles*.

(*) Ancien élève de l'ENA, [illegible] en *ingénierie*.

C'est un leurre

par R. FROMONT (*)

IL [illegible] pas certain que les caractéristiques *réelles* du *néo-protectionnisme* européen, de [illegible] « libéralisme organisé », aient [illegible] clairement perçues de [illegible]. Tout d'abord, il est parfaitement [illegible] que la croissance continue [illegible] des économies a masqué les vrais problèmes [illegible] industries pendant plus de vingt-cinq [illegible] est — il y a [illegible] le craindre — révolue pour une longue période. On peut douter, en [illegible] cas, que *la récession actuelle* [illegible] 80. [illegible] dire que les gouvernements ne [illegible] une situation qui se [illegible] un taux de chômage [illegible].

D'autre *part*, le [illegible] *protectionnisme* n'est pas [illegible] à la France ni [illegible] de la Communauté économique européenne. *Elle s'abrite, en fait, à tous les* pays industrialisés. Et, en premier lieu, aux Etats-Unis, dont le protectionnisme traditionnel, [illegible] une phraséologie libre-échangiste, n'a fait que se renforcer [illegible] politique économique, [illegible] peut imposer, en fait, [illegible] en [illegible] développement des [illegible] protégeant [illegible] un [illegible] que nous [illegible] — [illegible] d'autre [illegible] avec les pays [illegible] et à des conditions infiniment plus sévères que celles imposées par la C.E.E. Il ses [illegible] Sans parler de toutes les pratiques de protectionnisme [illegible] *dont* les [illegible] matières.

Le Japon, [illegible] grande puissance industrielle mondiale, n'est pas [illegible] en matière de protectionnisme, avoué ou *occulte*. Il [illegible] que de considérer les difficultés extrêmes qu'éprouvent les industriels européens à pénétrer sur le marché japonais, [illegible] beaucoup de [illegible].

Un redéploiement [illegible] européennes est-*il* [illegible] *sur le plan strictement* économique ? Nous [illegible] pas. La France, malgré la différence d'échelle avec les « grands », dont les marchés [illegible] *grand pays, disposant* d'un [illegible] marché [illegible] bien *équilibré* [illegible] l'agri[illegible] *et l'industrie*. Contrairement à ce que soutiennent [illegible] personnalités, et même [illegible] ministres, le mythe de l'exportation à tout prix ne correspond [illegible] à une nécessité évidente. Certes, la [illegible] couvrir *par ses exportations* [illegible] importations incom[illegible] de produits [illegible] matières premières [illegible] maintenir [illegible] équi[illegible] commerciale. [illegible] il [illegible] qu'il [illegible] d'exporter [illegible] plus de [illegible] P.N.B., comme l'Allemagne [illegible], dont la structure [illegible] mique est bien différente de la nôtre. Il n'est *pas certain non plus qu'il* [illegible] *de l'intérêt* de la France de dépendre, [illegible] une proportion notable, de la conjoncture mondiale, [illegible] qui [illegible] avec un fort [illegible] d'exportation. C'est pourquoi les mesures de [illegible] que risquerait de provoquer notre « [illegible] », [illegible] possibilité [illegible], à notre [illegible] surestimée, ne doivent, en *aucun* [illegible] *nous* empêcher de pratiquer une politique nationale [illegible] à nos intérêts vitaux. Dire qu'elles accroîtraient, à terme, le chômage [illegible] à oublier que l'insuffisance de la *protection* nous [illegible] menace [illegible] *aujourd'hui* plusieurs [illegible] des milliers [illegible].

D'une manière plus générale, [illegible] que la notion de division [illegible] du travail, que beaucoup [illegible] comme une vérité révélée, ne [illegible] en fait [illegible] que des [illegible] de l'économie [illegible] avec les *réalités industrielles*. C'est, à notre sens, l'une des contre-vérités les plus [illegible] et les plus [illegible] par les conséquences qu'on en tire. D'une part, [illegible] un [illegible] qui [illegible] nullement à l'[illegible] politiques et économiques — [illegible] politiques dans les pays en voie de développement, interruption des communications maritimes, *conflits localisés*, — les grands pays industrialisés, et la France [illegible] de ceux-ci, [illegible] une économie [illegible] leur permettant de n'être jamais à la merci de pays fournisseurs politiquement ou socialement [illegible]. Il [illegible] donc [illegible] de sacrifier, au nom de la prétendue [illegible] internationale du travail, [illegible] essentielle de l'industrie textile, [illegible] l'on [illegible] l'aspect *stratégique de l'approvisionnement extérieur*, la dépendance à l'égard d'un monopole de production [illegible] par un ou plusieurs pays étrangers [illegible] un risque considérable.

Si nous nous plaçons [illegible] du point de vue des pays en voie de développement eux-mêmes, il est [illegible] de mettre ces pays à la merci d'une mono-industrie, sous prétexte qu'elle est une industrie de main-d'œuvre et qu'elle doit procurer beaucoup d'emplois. Une très large [illegible] industrielle est [illegible] nécessaire dans ces pays que dans les pays [illegible] les membres du club de Rome l'ont [illegible] bien [illegible].

Le dialogue Nord-Sud peut, [illegible], permettre de rechercher des solutions à un problème qui est au centre des [illegible] entre pays [illegible] et pays en voie de développement. Mais il faut se garder, [illegible], d'illusions [illegible]. Les réunions préparatoires qui se tiennent depuis septembre 1976 [illegible] cadre de la CNUCED, [illegible] aux [illegible] de la conférence de Nairobi, montrent les [illegible] d'une [illegible] possible. Pour le moment, [illegible] Unis, qui dominent les débats, se sont opposés à toute proposition [illegible] en [illegible] un [illegible] de [illegible] régulateur.

Plusieurs conditions

En conclusion, [illegible] France doit [illegible] attachée au principe de la liberté des échanges, [illegible] à plusieurs [illegible] :

● Dans les [illegible] sensibles, [illegible] que le [illegible] textiles, la priorité doit [illegible] à une politique contractuelle, [illegible] importations [illegible] d'une *autolimitation* des exportations [illegible] fournisseurs.

● Les clauses de sauvegarde [illegible] effectivement invoquées, en [illegible] de désorganisation du marché national ;

● La procédure *antidumping* et *anti*-subvention [illegible] se branle chaque fois que des pratiques répréhensibles [illegible] *prouvées*, [illegible] Industrialisés que de pays à [illegible] ou de pays en voie de développement ;

● Les détournements de trafic emprunt[illegible] *territoire d'autres* [illegible] la C.E.E. doivent [illegible] vigoureusement contrecarrés, puisqu'il n'y a malheureuse*ment* [illegible] C.E.E., si l'on [illegible] la politique agricole, qui a l'objet [illegible] que l'on [illegible] de la part [illegible] *membres*, ni politique [illegible] digne de ce nom vis-à-vis de l'extérieur [illegible] qu'*une libération* [illegible] azimuts, ni politique industrielle, ni politique [illegible], ni politique des prix et des rémunérations.

Sur ce dernier point, croyez-moi, certains de ceux qui ont été [illegible] Européens [illegible] *première heure*, c'est-à-dire d'avant [illegible] en viennent à se demander si la France n'a pas fait dans [illegible] affaire, et en se bornant au plan économique, un [illegible] de dupe. Dans le [illegible] industriel, [illegible] avons [illegible] à *perdre* et [illegible] rien à [illegible] à la surpuissante [illegible] allemande. [illegible] la politique [illegible] préférentielle de nos agriculteurs aux marchés des pays de l'Europe du Nord justifient encore l'adhésion *française* à la C.E.E. Le jour où cette politique s'écroulera sous la pression britannique ou [illegible] problèmes quasi insolubles [illegible] fait de l'adhésion [illegible] pays de l'Europe méridionale, une révision [illegible] de l'attitude française [illegible] inéluctable.

(*) Délégué général de l'industrie du jute et des textiles associés.

Parce que la compétition est forte notre copieur Océ 1700 se devait d'être le meilleur. Tant mieux pour vous.

Le copieur Océ 1700 peut vous aider à [illegible] gagnant dans bien des domaines.

Vous attendez d'un copieur des copies impeccables? [illegible] le sont.

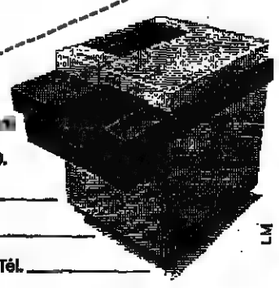
Vous attendez d'un copieur [illegible] l'Océ 1700 environ [illegible] *copies à la minute? Vous les* aurez.

Vous attendez d'un copieur [illegible] l'Océ 1700 qu'il soit fiable [illegible] qu'il n'ait besoin que d'un minimum d'entretien? C'est fait.

Et pour votre budget, la tarification de l'Océ 1700 [illegible] simple qu'elle [illegible] permet [illegible] connaître à l'avance le prix de revient [illegible] de vos copies. N'est-ce pas un langage sérieux?

Le copieur Océ 1700 a été conçu par Océ. Un des grands noms de la reprographie dans le monde.

Copieurs Océ. Un choix réfléchi.



J'aimerais [illegible] plus amplement informé sur l'Océ 1700.

Nom _____

Raison sociale de l'entreprise _____

Adresse _____ Tél. _____

LM

océ

Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.

[illegible] : [illegible] - [illegible] : [illegible] - Grenoble : [illegible] - Lille : 55 11.24 - Lyon : [illegible] - [illegible] : [illegible] 69.18 - Nancy : 51.42.51 - Montrouge : 657.12 24 - Nantes : [illegible] - Paris : [illegible] - Rouen : [illegible] - [illegible] : [illegible] 18 - Toulouse : 40.07.39.

UNE ÉTUDE DE L'AGREF

Comment restaurer les fonds propres des entreprises devenus dangereusement insuffisants

Analysant le processus de détérioration du bilan des entreprises qui [illegible] en cours actuellement, l'Association des grandes entreprises françaises faisant appel [illegible] l'épargne (AGREF) propose un plan d'ensemble visant à restaurer les fonds propres et à réanimer le marché financier. Pour l'essentiel, ce plan reprend les thèses patronales développées depuis un an, notamment [illegible] matière d'avantages fiscaux.

DEPUIS 1970, [illegible] un fait incontestable, la [illegible] des fonds propres des entreprises s'est foncièrement dégradée, au point de *« rendre le tissu industriel français fragile, excessivement exposé aux variations de la conjoncture et peu apte à faire face aux impératifs d'une adaptation en profondeur »*, comme le reconnaissait, déjà au printemps 1976, le rapport du comité de financement du VIIe Plan. Une série d'analyses, effectuées tant par M. E. Malinvaud et ses collaborateurs que par la Banque de France et le Crédit national, mettent en évidence à la fois une très ancienne [illegible] période à la baisse du taux d'autofinancement et un [illegible] plus récent de l'endettement des entreprises, qui représente 77 % de la valeur ajoutée en 1975 contre 67 % en 1972. Conséquence logique de cette double évolution, la proportion des fonds propres par rapport à l'endettement financier total diminue, passant de 162 % à 66 % en dix ans (de [illegible] 1967). Les [illegible] amenuisement [illegible] lointaines, la crise économique [illegible] venant se superposer [illegible] des tendances fondamentales : [illegible] diminution de la rentabilité économique, [illegible] augmentation de l'endettement, surtout à court terme, et [illegible] des apports externes, [illegible] sur le marché financier. La part de ce dernier mode de financement est tombée de 33 % en 1965 à moins de 10 % [illegible]lement.

Pour [illegible] ce processus qui, en période de stagnation [illegible] ralentie, risque de compromettre gravement la [illegible] financière des entreprises, l'AGREF [illegible] et une réanimation [illegible] capitaux à risque. [illegible] la rentabilité [illegible], l'AGREF [illegible] rétablissement [illegible] brutes, une suppression des [illegible] prix et la [illegible] des *« éléments d'alourdissement des coûts salariaux »* : on reconnaît là une reprise des thèses du patronat, auxquelles M. Raymond Barre a fait droit partiellement dans son plan. Elle revendique, en outre, un aménagement et un allégement des impôts directs pesant sur les entreprises, *« allant dans le sens d'une transparence fiscale des unités de production »*. Cet aménagement comporterait notamment la compensation intégrale du « double prélèvement » effectué sur les dividendes en s'inspirant de l'exemple allemand, c'est-à-dire, à la limite, d'un doublement de l'avoir fiscal. Elle demande, enfin, un abaissement du taux d'intérêt et un aménagement de l'échéancier des dettes par des *différés de remboursement*.

Reprenant un thème déjà largement [illegible], l'AGREF continue à demander [illegible] *révision des bilans »*, dont les conséquences fiscales pourraient être largement modulées [illegible] le temps. En ce qui concerne [illegible] chés financiers, outre la majoration de l'avoir fiscal, l'AGREF propose la création d'un produit juridique nouveau, les « actions d'épargne », dépourvu de droit de vote et donnant lieu au versement d'un dividende prioritaire (en cas de bénéfice), dans le style des actions de préférence émises sur le marché américain. Cette disposition figurait déjà dans le rapport du comité de financement du VIIe Plan. L'AGREF y ajoute la mise en route d'un système d'épargne mobilier (PEM) accessible à tous et donnant lieu au [illegible] d'une prime analogue à celle du plan d'épargne logement.

Comme cela a déjà *été souligné*, ces propositions ne [illegible] de révolutionnaire, l'ensemble des moyens propres à restaurer la rentabilité des entreprises [illegible] à ranimer le marché financier ayant déjà fait [illegible] *depuis deux ou trois ans*, tant par les pouvoirs publics [illegible] patronat. [illegible] néanmoins, qu'en [illegible] révision des [illegible] des impôts s'oppose très fermement à [illegible] réévaluation [illegible] qui [illegible] pour [illegible] le prélèvement [illegible] sur les [illegible]. Elle [illegible] que le régime de l'amortis[illegible] *actuellement* constitue, bien qu'il ait *été* détourné de son objectif primitif qui était de stimuler l'exportation, un avantage très sub[illegible] : une [illegible] des annuités [illegible] entreprises [illegible] le « réaménagement » de ce régime, [illegible] que le patronat rejette vigoureusement.

En ce qui [illegible] le marché *financier*, il [illegible] à craindre que les [illegible] rencontrées par les entreprises à [illegible] lever des capitaux, n'aient des [illegible] bien psychologiques que *structurelles*. Les [illegible] depuis [illegible], qui a fait [illegible] cours, a traumatisé les épargnants. De plus, la propension des sociétés à régulariser, dans le temps, la distribution des dividendes dans le dessein d'éviter les à-coups a contribué à affaiblir cette notion de risque qui *s'attache*, en principe, aux valeurs à [illegible] variable. [illegible] leur nom l'indique, [illegible] pas à leur [illegible] d'un [illegible] seulement la possibilité de *s'associer* à une aventure profitable, et d'en tirer les profits correspondants, soit sous forme de plus-value boursière, soit sous forme de dividende. Aujourd'hui, le ralentissement de l'expansion limite les plus values ; quant aux dividendes, leur progression est souvent freinée par l'action des pouvoirs publics, tandis que la *crise peut conduire à leur suppression*. Comment s'étonner, dans ces conditions, que l'épargnant français boude actuellement cette forme de placement qui limite les gains, mais non les pertes ?

Le patronat prépare « l'après-mars 1978 »

[illegible] 21.)

Il s'offre même le luxe de se prétendre plus [illegible] plus réaliste que les syndicats dans [illegible] domaine social : *« La perspective de continuer le plan Barre, toujours le plan Barre, et encore le plan Barre, [illegible] insuffisante*, dit-il. [illegible] *revendications de retraite à soixante ans ou de réduction de la durée du travail qui sont en permanence celles des syndicats ont vieilli. L'insatisfaction des travailleurs vient aussi d'ailleurs : de la concentration urbaine qui les emprisonne pendant des heures dans les moyens de transport, de la centralisation des responsabilités qui les réduit à l'état de fourmis-robots, du dépérissement du cadre de vie, de la pollution qui empoisonne, des loisirs qui sont difficiles à organiser. »* C'est à tout cela qu'il faut remédier, et pas seulement dans l'optique de l'amélioration des conditions de travail sur le lieu du travail.

En somme, paradoxalement, en dépit d'une échéance politique qui risque d'ébranler ses... assises, le patronat français [illegible] plus uni et plus [illegible] que *jamais*. D'abord, il a *retrouvé* son unité. Les « [illegible] de pensée » ou les pré[illegible] d'un autre sont tous rentrés [illegible] rang. Les sondages, qui montraient en *1976* que 12 % [illegible] d'entreprise étaient [illegible] de la gauche, [illegible] qu'il n'y en a plus que [illegible] ceux-ci (chuchote-t-on) [illegible] de victoire, [illegible] n'appliquera pas le pro[illegible] au sommet des instances patronales, on indique que la [illegible] programme qui a été entreprise ne s'interrompra [illegible] partis, [illegible] union, et à trois versions différentes de ce qui reste le même programme de base.

Un patronat plus énergique que le C.N.P.F. a trouvé son cheval de bataille, [illegible] la tendance, déjà *si pesante*, à la [illegible] *« C'est par la décentralisation et par la concertation que sera évitée la [illegible] totalitaire »*, affirme M. François Ceyrac, [illegible] porteur de résonance à l'heure où l'entreprise (nationalisée ou [illegible]) se trouve placée au [illegible] du débat politique.

Au-delà des [illegible] le C.N.P.F. [illegible] prépare *« l'après-78 »*. Considérant que le premier ministre ne peut pas lutter [illegible] la gauche sur le terrain des propositions et qu'il lui [illegible] une image d'austérité, de compétence et de [illegible] d'assainissement, l'[illegible] patronale prend l'[illegible] pour aborder ce qui pourrait être, [illegible] élections législatives, le volet [illegible] d'un nouveau plan économique. Les [illegible] de l'entreprise ont, sur ce point, l'avantage de permettre de mobiliser les chefs d'entreprise, plutôt accaparés par leurs préoccupations quotidiennes. Elles lancent des sujets de discussion parfois *critiqués, mais qui peuvent* [illegible] là, [illegible] plus facilement, puisqu'il ne s'agit pas [illegible] de décision. Une série de ballons d'essai qui partiront [illegible] :

● DÉCENTRALISATION DES POUVOIRS ET RÉORIENTATION DES STRUCTURES DE L'ENTREPRISE. C'est un nouveau modèle économique d'entreprise qui émerge, avec de nouvelles techniques de gestion. L'ère des économies d'échelles, via la constitution de mastodontes, [illegible] a perçu les [illegible] l'appauvrissement du travail, [illegible] humaines, [illegible] blocages, l'augmentation des frais de gestion centraux, l'ankylose des facultés d'adaptation, etc. Pour bien faire, demain, l'entreprise devra rester [illegible] P.M.E., et, si elle doit être grande — [illegible] *financières ou commerciales*, — elle [illegible] fédération de P.M.E., [illegible] étant [illegible] une [illegible] de travail. [illegible] centralisées [illegible] éclater et la gestion se [illegible] par satellites. C'est qu'une révolution technique est en [illegible] : la micro-informatique permet maintenant [illegible] de gestion [illegible] des conditions rationnelles à de petits [illegible], tout en [illegible] de la firme les informations essentielles à l'ensemble.

● *AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*. [illegible] liée à la concentration des entreprises, et les tensions [illegible] autant de la [illegible] que des conditions de travail. Les entreprises [illegible] devoir inverser le processus en créant, à côté des maisons mères, une constellation d'[illegible] plus [illegible] petites qui *permettront, en même temps, d'amorcer* la solution au problème des emplois [illegible] que c'est à l'échelon local ou régional qu'il est souhaitable de remédier au chômage, car les [illegible] ont du mal à se déplacer, et que, en sens inverse, les entreprises ne souhaitent pas être isolées dans une région sans tissu industriel local, car former plus de 40 % de l'emploi local les empêche, à la fois, de débaucher et d'embaucher, en cas de besoin.

Le [illegible] s'opérer en deux sens inverses. Par l'éclatement de grosses entreprises en petites [illegible] et par le développement régional [illegible] de petites [illegible]. Quelques entreprises ont déjà amorcé l'expérience (Legrand autour de Limoges, Moulinex en Normandie, Thomson en Bretagne, la Télémécanique autour [illegible] Grenoble [illegible] d'Angoulême, Leroy-Somer [illegible] l'Ardèche). [illegible] dossiers pilotes restent encore peu [illegible]. Les grands [illegible] seulement à réaliser l'intérêt qu'ils peuvent avoir à sous-traiter certaines de leurs productions [illegible] leurs opérations. Toute [illegible] cependant [illegible] train de s'engager [illegible] ce [illegible], particulièrement [illegible] la région du Centre, où le premier Salon de la création d'entreprises a eu lieu il y a [illegible] peine [illegible] du lac [illegible] Vassivière, [illegible] Creuse. Le rapport qui [illegible] présenté aux [illegible] du C.N.P.F. suggérera des mesures permettant d'en[illegible] actions interentreprises du [illegible] bureaux [illegible] d'assistance juridique [illegible] comptable, ou à l'exportation, système [illegible] solidarité pour favoriser [illegible] cautions bancaires, holdings interpro[illegible] des participations minoritaires dans [illegible] entreprises non cotées, parrainages systématiques [illegible] grandes entreprises pour favoriser l'éclosion [illegible] petites (assistance technique, démarches auprès [illegible] l'administration, etc.).

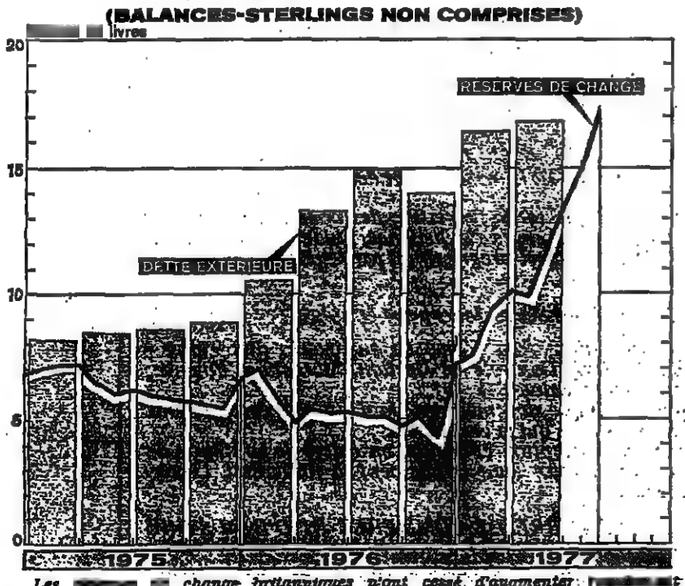
● L'ORGANISATION NOUVELLE DU TRAVAIL. [illegible] la recherche d'elle-[illegible] depuis plusieurs années, sera présentée [illegible] débouchant déjà [illegible] nombre de réalisations exemplaires. En particulier, la création d'ateliers auto-[illegible] apparaît maintenant non seulement souhaitable pour les travailleurs, [illegible] *indispensable* [illegible] *l'entreprise* [illegible] nombreux [illegible] des exigences qualitatives [illegible] remplacé [illegible] impératifs quantitatifs de production. Là aussi, la micro-informatique favorise l'évolution.

Sécurité, environnement du travail, etc., restent des problèmes à l'ordre du *jour*. [illegible] *c'est surtout* [illegible] la situation [illegible] que le patronat va devoir [illegible] pencher. Au-delà de l'influence qu'aura leur choix électoral pour l'acceptation ou le refus du programme des partis de gauche, c'est le rôle de moteur ou de frein qu'ils peuvent jouer indifféremment dans les entreprises qui justifie leur l'attention qu'on leur porte. Concertation [illegible] avec la haute hiérarchie, protection de leurs salaires, amélioration de leurs statuts, [illegible] à l'ordre du jour. Alors que dans [illegible] la situation des ouvriers et des employés s'est améliorée [illegible] d'innombrables [illegible] d'aménagements des horaires [illegible] par exemple), les conditions de vie et le pouvoir d'achat des retraités *semblent au contraire* s'être dégradés. Or [illegible] eux, en grande partie, que [illegible] le pari libéral du C.N.P.F.

JACQUELINE [illegible]

LES RÉSERVES DE CHANGE DE LA GRANDE-BRETAGNE ONT QUADRUPLÉ DEPUIS LA FIN DE 1976 ET SONT DU MÊME ORDRE DE GRANDEUR QUE LA DETTE EXTÉRIEURE

(BALANCES-STERLINGS NON COMPRISES)



Les [illegible] de change britanniques n'ont cessé d'augmenter [illegible] depuis la [illegible] de l'année dernière, quadruplant presque depuis le mois de [illegible] 1976. Au cours de la période récente, le [illegible] d'accroissement, est la politique de la Banque d'Angleterre visant à freiner, par des achats de dollars sur le marché, la tendance à la hausse de la livre sterling. La balance des paiements courants étant désormais en excédent, il suffirait d'entrées relativement peu importantes de capitaux pour faire monter la devise britannique. Mais les entrées sont encore fortement accrues par la continuation de la politique d'emprunt à l'étranger, soit de la part des entreprises à capitaux publics, soit même de l'Etat. C'est ainsi que le Trésor a tiré, au mois de septembre, la dernière tranche de 400 millions de dollars qui restait à sa disposition au titre de l'emprunt de 1,5 milliard de dollars qu'il avait contracté, au début de cette année, sur l'euro-marché. Signalons encore que les tirages sur le crédit de 3,9 milliards de dollars accordé à la fin de 1976 par le Fonds monétaire s'élèvent à ce jour à 1,9 milliard de dollars. C'est dire qu'une partie non négligeable des avoirs en devises de la Banque d'Angleterre, comptabilisés à titre de réserve, sont la contrepartie de dettes. La Grande-Bretagne n'est pas seule dans ce cas.

Selon les statistiques également tirées du bulletin trimestriel de la Banque d'Angleterre (septembre 1977), l'endettement à court et à moyen terme de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'étranger s'élevait au 30 juin dernier à 16,8 milliards de dollars. C'est là, semble-t-il, une estimation plutôt conservatrice, car le chiffre de 20 milliards de dollars est plus souvent cité dans les milieux financiers de Londres. A ce chiffre, il conviendrait d'ajouter le total des balances sterling officielles (2,4 milliards de livres sterling au 30 juin dernier) et privées (4 milliards de livres sterling) dont l'équivalent en dollars est de l'ordre de 11 milliards.

EUROP ASSISTANCE SOCIETES

M. Moisan,
homme d'affaires venu signer un contrat à Madrid.

M. Ferry,
architecte chargé de diriger un chantier en Algérie.

M. Chevallier,
contremaître détaché dans une filiale de Renault.

LES NOUVEAUX ABONNES EUROP ASSISTANCE

Transporter un malade, affréter un avion sanitaire dans les heures qui suivent, acheminer une pièce détachée pour une voiture en panne..., ce que nous faisons pour tous nos [illegible] depuis 15 ans, nous allons maintenant le faire aussi pour les Sociétés. De nombreuses entreprises françaises sont de plus en plus fréquemment amenées à envoyer des collaborateurs à l'étranger.

Là-bas, loin de chez soi, le moindre incident peut prendre des proportions graves. Les entreprises le savent doublement puisqu'elles ont, non seulement, le souci de protéger leurs collaborateurs mais, en plus, celui de veiller au bon déroulement de leur mission.

Avec la création d'Europ Assistance Sociétés, nous leur apportons [illegible] heures sur 24 toute l'aide matérielle, humaine et médicale dont elles pourraient avoir besoin, avec la compétence et l'expérience qui ont déjà permis d'aider des milliers de touristes en difficulté et de sauver des centaines de vies.

Aujourd'hui, une entreprise bien organisée et consciente de ses responsabilités abonne à Europ Assistance Sociétés ses collaborateurs en déplacement à l'étranger.

EUROP ASSISTANCE SOCIETES

Les abonnements Europ Assistance Sociétés sont distribués par le [illegible] traditionnel des professionnels [illegible] à vendre Europ Assistance. Pour toute documentation complémentaire, vous pouvez retourner ce bon à Europ Assistance - 23-25, rue Chaptal, 75441 Paris Cedex 09.

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Adresse _____
_____ Tél _____
Fonction dans l'entreprise _____
_____ LM

PUBLICIS [illegible]

ARGENTINE : *l'hyperinflation brisée*

[illegible] 21.)

« *La compression des dépenses publiques,* [illegible] *souhaitable soit-elle,* [illegible] *œuvre de longue haleine.* » M. Martinez de Hoz ajoute : « *Le réalisme commandait, si l'on voulait aller vite, de rétablir les rentrées fiscales qui ne cou*[illegible] *plus que 19 % du budget.* (Chiffre qui correspond à l'inverse de celui qui figure sur notre graphique [illegible] l'on voit [illegible] le [illegible] représentait 81 % [illegible] dépenses publiques.)

» *Le pourcentage* [illegible] *porté, en l'espace de quelques mois, de 19 % à 50,1 %* (dernier trimestre de 1976). *Il* [illegible] *actuellement de l'ordre de 73 %. Il* [illegible] *une* [illegible] *notamment au fait qu'entre le* [illegible] *l'impôt* [illegible] *il était payé,* [illegible] *avait* [illegible] *effet automatique d'alléger la dette du contribuable.* » Arrêtons ici un instant le ministre argentin de l'Armée pour [illegible] remarquer que la [illegible] phénomène avait, en [illegible], réduit à pratiquement rien les revenus de la République de Weimar.

« [illegible] *première réforme* [illegible] *à* [illegible] *prix* [illegible] *au fisc,* poursuit M. Martinez de Hoz.

— [illegible] que vous [illegible] les Brésiliens, [illegible] l'indexation comme une règle générale pour [illegible] l'inflation ?

— [illegible] *pas. Je me méfie de l'esprit du système. Nous* [illegible] *où elle nous paraît* [illegible]

« *Mais* [illegible] *impôts.* [illegible] *importante du déséquilibre était* [illegible] *l'Etat* [illegible] *tire de cette année, la charge fiscale a augmenté de 32 % en termes réels par rapport à la même période de l'année dernière* (voir le graphique). *Si l'on ne tient compte que des seuls impôts directs, l'accroissement est de 200 % !* »

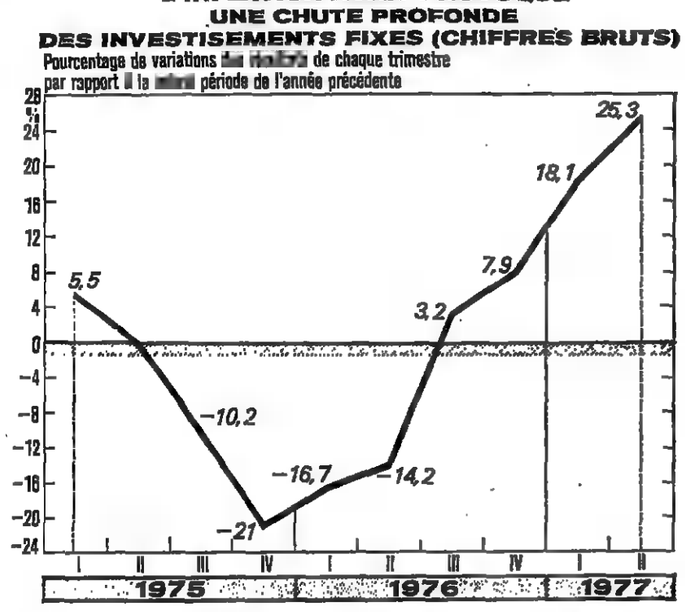
Plus progressif, le programme de compression des dépenses n'en apparaîtra pas moins draconien dans plusieurs de ses aspects. [illegible] mal un [illegible] parlementaire adopter, au sujet des entreprises publiques, les économies que le nouveau gouvernement argentin a imposées au chemin de fer. « [illegible] *versait,* explique M. Martinez de Hoz, *une* [illegible] *égale à* [illegible] *millions de dollars par jour.* [illegible] *avons-nous adopté un plan de retour à l'équilibre, qui* [illegible] *ni plus ni moins* [illegible] *ramener d'ici à* [illegible] *la longueur du réseau exploité dont la plus grande partie se déploie dans un rayon de 600 kilomètres autour de Buenos-Aires. Pour la seule année 1977, nous avons décidé premièrement de réduire de 36 % le nombre de trains de passagers dont beaucoup étaient presque vides (l'objectif a été atteint dès le mois d'avril !) ; deuxièmement d'arracher 8 000 kilomètres de voies ; troisièmement d'abaisser les effectifs de 17 %, ce qui représente vingt-trois* [illegible] *a déjà accompli* [illegible] *juillet.* »

— [illegible] une [illegible] peut prendre des mesures aussi brutales sans trop se [illegible] apparemment des inévitables répercussions sur l'emploi. Qu'avez-vous [illegible] ce [illegible] ?

— *En réalité, le chômage a* [illegible] *pendant qu'il* [illegible] *la plupart des autres pays.* [illegible] *obligé de verser aux provinces dont la situation financière était tout aussi catastrophique. Par une série de dispositions, nous avons triplé les impôts locaux. L'une d'elles a consisté à ordonner une réévaluation de la terre (dont les prix ont souvent monté plus vite que le niveau général des prix). Les propriétaires, qui n'acquittaient pratiquement plus rien,* [illegible] *payer une taxe de 1 % sur 70 % de la valeur de leurs* [illegible] *d'après le marché. Au cours du premier* [illegible] *est que le* [illegible] *privé peut absorber* [illegible] *nouveaux demandeurs d'emploi. Tel* [illegible] *l'objectif de notre politique, qui vise, sur ce point comme sur d'autres, à* [illegible] *la tendance qui* [illegible] *fait jour au cours des années antérieures et* [illegible] *l'effet était de favoriser la croissance du secteur improductif au détriment du secteur productif. C'est ainsi que de 1973 à 1975, trois cent mille postes de fonctionnaires* [illegible] *créés, dans le but de masquer le sous-emploi réel.* »

L'INFLATION AVAIT PROVOQUÉ UNE CHUTE PROFONDE DES INVESTISEMENTS FIXES (CHIFFRES BRUTS)

Pourcentage de variations des [illegible] de chaque trimestre par rapport à la même période de l'année précédente



Suppression du contrôle des prix

Quel est [illegible] les moyens mis en œuvre pour mettre le secteur privé en [illegible] de prendre en charge « l'économie de production » ? C'est [illegible] qu'on retrouve encore plus nettement l'inspiration libérale, celle qui sous-tendait la réforme monétaire de 1948 en Allemagne ou le plan Pinay-Rueff (resté inachevé) de décembre 1958.

« *Du jour au lendemain, j'ai supprimé,* [illegible] dit M. Martinez de Hoz, *le contrôle des prix. Le premier résultat a* [illegible] *sûr de hausser le* [illegible] *rent de l'inflation.* [illegible] *une fois enrayées* [illegible] *plus* [illegible] *engendrées par l'inflation* [illegible] *contrôles, qui avaient provoqué l'apparition d'un marché noir généralisé,* [illegible] *spéculation a cessé* [illegible] *à* [illegible] *du plier* [illegible] *a remplacé les directives de l'administration et, là où* [illegible] *monopoles* [illegible] *en* [illegible] *d'imposer leurs prix,* [illegible] *tarifs* [illegible] »

Outre à la liberté rendue aux prix, les entreprises ont [illegible] pu [illegible] leurs profits. Et les salaires ? C'est ici que la politique arrêtée et appliquée — aurait-elle pu l'être sans la prise de pouvoir par les forces armées, lesquelles il est vrai ont occupé une sorte de « vide » politique et économique ? — [illegible] aux enseignements de l'économie politique [illegible] les « révolutions keynésiennes » et friedmaniennes » et plus prosaïquement à l'expérience de la vie économique quotidienne.

Suspension des négociations collectives

« *Nous avons expliqué à nos concitoyens qu'ils étaient placés devant l'alternative suivante : ou bien accepter temporairement une certaine baisse du pouvoir d'achat, ou bien connaître le chômage. Les Argentins* [illegible] *déjà s'apercevoir du caractère illusoire des* [illegible] *salaires de plus en plus fortes et de plus en plus fréquentes obtenues à la faveur de l'inflation de mars 1975 à mars 1976,* [illegible] *avaient augmenté de 370 % alors que l'indice du coût de la vie enregistrait une hausse de* [illegible] *% (3). Pour briser l'enchaînement nous avons* [illegible] *suspendre les négociations collectives. Les syndicats ont compris la* [illegible] *de la situation et c'est un fait qu'ils ont entendu notre appel. Après* [illegible] *de limitation stricte des hausses nominales des rémunérations,* [illegible] *avons — à partir d'avril 1977 — commencé d'assouplir notre politique en autorisant les entreprises à accorder des majorations au-dessus des* [illegible] *officielles mais à condition qu'elles soient* [illegible] *progrès de la productivité.* »

Les conséquences de cette politique se lisaient dans les statistiques officielles : au cours de l'année 1976, la consommation [illegible] 8,1 % et pendant les six premiers mois de 1977, de 7,8 [illegible] rythme annuel). Simultanément les investissements, dont l'inflation avait provoqué la chute (voir graphique), ont [illegible] un bond en avant. Tout se passe comme si la première phase d'application du programme avait été traduite par un [illegible] des ressources de la [illegible] vers [illegible]. Cela [illegible] de [illegible] évidence un [illegible] considérable d'épargne. Comment a-t-il été obtenu ?

« *Pendant les années précédentes, la politique monétaire* [illegible] *fondée sur l'idée, simpliste,* [illegible] *d'intérêts élevés* [illegible] *d'inflation* [illegible] *qu'ils élevaient* [illegible] *de la production. En conséquence, on avait maintenu le loyer de l'argent à un niveau relativement bas. Cela a provoqué des* [illegible] *distorsions. Alors que les prix continuaient de monter, le taux d'intérêt, en termes réels* [illegible] *jusqu'à un* [illegible] *négatif. On subventionnait ainsi* [illegible] *qui* [illegible] *la chance d'avoir accès au crédit. L'offre n'étant jamais suffisante pour répondre à la demande. Nous sommes revenus sur cette politique. Les* [illegible] *perçoivent* [illegible] *un taux d'intérêt supérieur au taux d'inflation.* [illegible] *réforme a permis de reconstruire, de proche en proche, les circuits financiers.* [illegible] *consacrer* [illegible] *30 % des* [illegible] *à l'investissement, ce qui est un des pourcentages les plus élevés du monde.* »

M. Martinez de Hoz revient sur un sujet qui lui tient particulièrement à cœur et qui est la confiance [illegible] au secteur privé et à son [illegible] pour [illegible] sur le marché de l'économie. [illegible] les entreprises [illegible] transformées en sociétés anonymes assujetties aux mêmes obligations que les autres, même si dans leur cas l'actionnaire est la puissance publique. Elles doivent établir un bilan, dégager si possible des bénéfices, etc. « *Les ressources de l'Etat sont limitées,* souligne-t-il, *on ne doit pas les consacrer à des tâches que les entreprises privées peuvent et doivent accomplir. Nous estimons également nécessaire le concours du capital étranger.* [illegible] *exemple, dans le domaine des hydrocarbures. Nous produisons déjà 85 % du pétrole que nous consommons, mais notre objectif est d'atteindre l'autosuffisance d'ici à 1985. Dans ce but, nous avons lancé quatorze adjudications publiques en concluant avec des sociétés étrangères des contrats de risque.* »

En levant le contrôle des prix au moment même où il engageait le fer contre l'inflation, le gouvernement de la nouvelle junte faisait un pari sur le bon [illegible] du marché. [illegible] esprit que le ministre de l'économie a mené sa politique en matière de change et de balance des paiements. En 1976, l'Argentine était, comme la France du printemps de 1958, à la veille de la cessation de paiement. Peut-être existe-t-il une [illegible] laquelle aucun régime, à partir du moment où il s'est laissé acculer à une telle situation, ne peut [illegible]. Il devait le payer de son d'un coup d'Etat, [illegible] de la [illegible] les prêteurs étrangers achevait de sceller le discrédit intérieur...

Le nouveau gouvernement a voulu mettre fin à la surévaluation artificielle du peso, à laquelle on essayait, auparavant, de porter remède par des taux de change multiples dont chacun s'appliquait à une certaine catégorie de [illegible] 1976, fut [illegible] marché des changes. Le cours du peso est [illegible] jours par la Banque centrale selon une *formule tenant compte de l'évolution de l'inflation intérieure* (déduction faite du taux moyen d'inflation dans le monde).

« *Pratiquement* [illegible] *les restrictions de change ont* [illegible] nous fait encore remarquer M. Martinez de Hoz, [illegible] *pour les transferts à l'étranger des dividendes des bénéfices et des redevances. De même a été aboli le monopole de l'Etat sur l'exportation des céréales, un prix minimum du maïs continuant à être garanti aux producteurs. La production agricole a fortement augmenté.* »

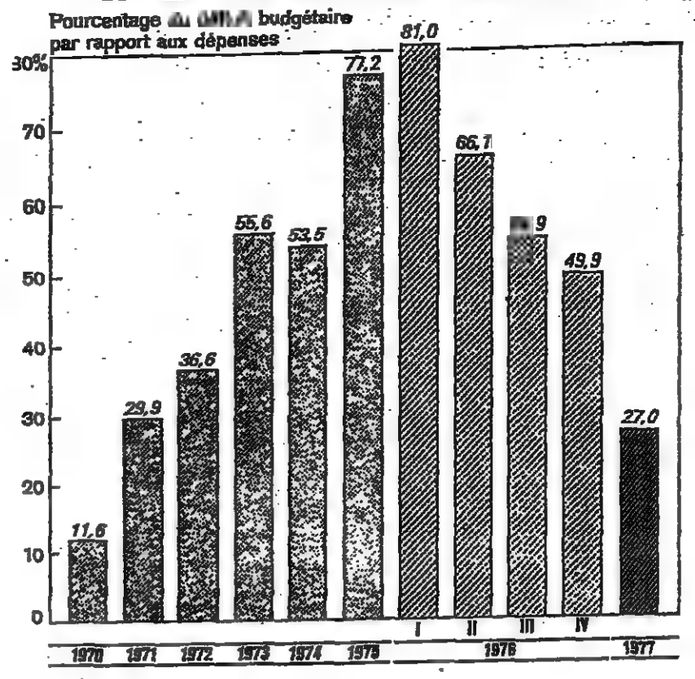
C'est au fait que l'équilibre extérieur a été rétabli. La balance commerciale passant d'un déficit de plus de 1 milliard de dollars en 1975 et au premier trimestre de 1976 à un excédent de 900 millions pendant le reste de cette année-là. Le surplus s'est accentué pendant le premier semestre de 1977. Il en est [illegible] pour la balance des paiements courants qui, *de déficitaire en 1975* (800 millions de dollars), est depuis le milieu de l'année dernière en excédent [illegible] millions de dollars au premier semestre de 1977). Le pays a cessé d'emprunter à l'étranger. M. Martinez de Hoz fait remarquer que « *la composition des importations reflète l'effort d'investissement : 80 % des achats à l'étranger sont représentés par des biens d'équipement,* [illegible] *par des* [illegible], *12 % par du pétrole et 2 % seulement par des biens de consommation* ».

PAUL FABRA.

(3) A [illegible] prix, la progression de l'indice du coût de la vie était en général plus faible que la hausse des prix de gros.

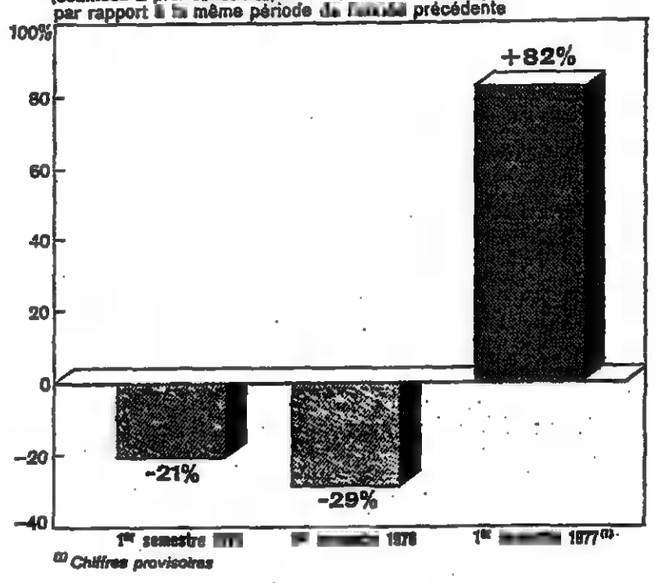
LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE CAUSE PRINCIPALE DE L'INFLATION, EST EN VOIE DE RAPIDE RÉDUCTION...

Pourcentage du [illegible] budgétaire par rapport aux dépenses



... GRÂCE SURTOUT À UNE FORTE AUGMENTATION DES RECETTES FISCALES

Pourcentage de variation des [illegible] (estimées à prix constants) du 1er [illegible] chaque année par rapport à la même période de l'année précédente



(1) Chiffres provisoires

cfc

JOUY EN JOSAS le Lundi 10 Octobre 1977

956.50.33
956.35.06

Madame, Monsieur,

Notre domaine de compétence est le management des entreprises.

Notre mode d'action privilégié est la formation des hommes, fondée sur une pédagogie participative (échanges d'expérience, étude de cas, dossiers, etc ...), dont le but est le transfert progressif au participant d'une méthodologie de réflexion et d'action.

Nous proposons aux entreprises des secteurs privé et public :

- *Une formation à la gestion, sous forme de séminaires dits «inter - entreprises» (Comptabilité, Contrôle de Gestion, Marketing, Finance, Gestion des Ressources Humaines ...)*
- *Une formation plus spécifique sur* [illegible] *adaptée aux préoccupations de l'entreprise et des groupes qui la composent,*
- *Une assistance pour la conception et la mise en œuvre de politiques de développement de l'entreprise liant intimement la formation, l'intervention et la recherche.*

Nous dépendons de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS et [illegible] *au CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES AFFAIRES, au même titre que l'ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES et l'INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES.*

Le CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES AFFAIRES est le plus grand centre d'enseignement de la gestion en Europe. Il utilise un corps professoral permanent de 100 personnes, commun aux trois institutions. Ces professeurs sont experts en Pédagogie, Recherche Appliquée et Intervention dans les entreprises.

Nous avons formé plus de 20.000 stagiaires.

Daniel HOURI
Directeur du Centre
de Formation Continue

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS-CESA

Ecole des Hautes Etudes Commerciales Institut Supérieur des Affaires Centre de Formation Continue

Oui à la politique monétaire non au monétarisme

A la suite de l'article de M. Edmond Alphandéry publié dans « le Monde de l'économie » du 27 septembre sous le titre « Un tournant courageux de la politique monétaire », Mme Michelle de Mourgues, professeur à l'université de Paris-II et membre du jury du concours d'agrégation de sciences économiques (1977) nous adresse, *en guise de réponse, l'article suivant.*

APRES l'exposé mécaniste du processus déséquilibrant *déclenché* par le laxisme monétaire de ces dernières années, M. Edmond Alphandéry conclut qu'il faut désormais se [illegible] une [illegible] limitée de la masse monétaire et attendre avec patience les effets favorables qui ne manquent que se faire sentir à plus ou moins brève échéance sur le [illegible] des prix. Enfin, et c'est peut-être le plus important, il félicite le gouvernement d'avoir choisi une politique conforme à la théorie moderne.

Toute sa démarche s'inspire en effet *des thèses célèbres de l'école de Chicago* dont le plus illustre représentant, Milton Friedman, a rappelé à la mode il y a quelques années la [illegible] de la monnaie. Celle-ci, sous sa forme moderne, expose encore, comme la vieille théorie de Hume et Bodin, que la cause *fondamentale de l'inflation* ne peut être que l'accroissement de la masse monétaire. Toute autre explication [illegible] ces [illegible] — [illegible] — [illegible] mes des salaires, hausse des prix à l'importation, conflits sociaux, inadaptation de l'appareil productif à la [illegible] de *la demande — ne proposerait* que des éléments d'analyse négligeables, dont l'influence ne pourrait se faire sentir qu'à [illegible] par un [illegible] sement corrélatif de la masse [illegible].

En clair, cela signifie que, si le volume *de monnaie ne s'accroît pas, les entrepreneurs* ne pourront pas concéder des hausses de salaires et que les syndicats devront s'incliner devant cette impérieuse contrainte. En clair également, devant une hausse du prix des matières premières, la résistance des banques aux demandes de crédit des entreprises obligera celles-ci à limiter leur demande de ces produits, en général importés, le ralentissement correspondant de leur activité limitera ainsi le déséquilibre externe.

Ces deux exemples simples montrent bien en effet que la politique de restriction de crédit peut, sous certaines conditions — adaptation des comportements des partenaires, ralentissement de l'activité économique, — [illegible] aux effets favorables recherchés : [illegible] des prix et équilibre externe. Notons toutefois que la première condition se réalise seulement si un vaste consensus social et politique s'instaure, non momentanément, mais pour une longue période de temps ; la seconde, qui indique le prix à payer en termes de taux de croissance et de niveau de vie, rend cette première condition de réalisation presque impossible. *On pourrait discuter longuement de* ces points, qui, malgré leur importance pratique, sont d'une portée relativement secondaire dans un débat qui est surtout théorique.

Le système tel qu'il fonctionne

La [illegible] de l'approche [illegible] essentiellement de ce que l'analyse des effets de la monnaie sur le revenu global passe par la théorie des encaisses. Cette thèse, telle qu'Alphandéry l'a volontairement simplifiée, expose que tous les agents économiques adaptent leur détention de *monnaie* au niveau des taux d'intérêt. Un fort taux d'intérêt nous inciterait tous à placer nos disponibilités monétaires, un faible taux d'intérêt nous inciterait tous à emprunter aux banques, donc par un mécanisme bien connu des spécialistes à susciter la production de monnaie [illegible] cette tension sur le marché des biens que l'on appelle l'écart inflationniste). Quoique théoriquement cohérent dans ses grandes lignes, ce raisonnement ne doit pas masquer le fonctionnement concret du système monétaire. Il est peu d'agents en effet qui ont un accès direct, par leurs emprunts, à la création monétaire proprement dite. Les prêts immobiliers, qui représentent l'essentiel des emprunts des agents économiques ordinaires, les ménages, sont financés essentiellement par le recyclage de l'épargne liquide et n'ont que rarement une influence monétaire. Parmi les sources de la création monétaire, nous avons au contraire trois éléments déterminants : l'accroissement de la réserve de devises de la banque d'émission, le déficit du secteur public et le crédit aux entreprises. En France, les deux premières sources sont, depuis quelques années, négligeables, et c'est de ce fait le crédit consenti par *le système* bancaire aux entreprises qui engendre la presque totalité de la création monétaire. Peut-on de ce fait appliquer au cas français une théorie simple des encaisses ? Constatons que les entreprises qui empruntent cherchent à financer une *catégorie assez particulière de dépenses*, les dépenses productives, [illegible] est non pas de creuser l'écart sur le marché des biens, mais au contraire d'y porter remède, en accroissant l'offre de biens. Il est donc un peu réducteur de ne considérer l'accroissement monétaire *que comme porteur de déséquilibre.*

Il [illegible] aller plus loin et exposer clairement que la France est le pays qui, contrairement à l'Allemagne fédérale, aux Etats-Unis et à la Suisse, a le plus besoin d'un appoint de financement monétaire, ses circuits financiers assurant de façon notoirement insuffisante l'alimentation normale en capitaux des entreprises. *Non* seulement la Bourse n'exerce dans notre pays qu'une influence réduite, mais l'épargne abondante suscitée par la croissance reste liquide et est détournée dans sa plus grande partie vers les circuits publics. Ressentant de façon structurelle un besoin net de financement, les entreprises recourent massivement au crédit bancaire, faute de quoi leur ressource ultime reste d'accentuer leur marge [illegible] profit par la hausse des prix.

On prévoit dès lors quel mécanisme pervers peut être déclenché par une politique monétaire trop *stricte*. Le scénario monétariste, optimiste, peut faire place à un scénario totalement différent.

La hausse des prix, que la politique monétaire veut combattre, gêne en fait autant les entreprises que les ménages. Les plans de financement des dépenses productives seront affectés par les anticipations pessimistes, sur l'évolution des salaires, sur l'évolution des taux d'intérêt et des prix des produits [illegible]. Une hausse du taux d'intérêt et, à plus forte raison, des restrictions de crédit auront deux effets très [illegible] sur les [illegible] leur situation particulière sur le marché. Celles qui anticipent un maintien ou un accroissement de la demande des biens qu'elles produisent joueront sur leur position favorable pour répercuter sur leurs prix, non seulement les hausses anticipées de coût, mais également un accroissement des marges de profit destinées au financement des dépenses productives et à l'investissement. Celles qui anticipent une [illegible] ou une décroissance de la demande diminueront [illegible] activité, ce qui peut avoir deux conséquences économiques : l'alourdissement des frais fixes ou la diminution de l'emploi. [illegible] de l'inflation [illegible] accroissement du chômage peuvent *ainsi être les conséquences conjointes de* la rigueur monétaire. Tout un pan de la théorie moderne milite en faveur de [illegible] deuxième thèse, pessimiste, en admettant comme hypothèse que les quantités ont tendance à varier plus vite que les prix, les révisions à la baisse des plans [illegible] des entrepreneurs devant donc se réaliser plus sûrement que des adaptations de leurs prix.

Il faut, à la lumière de cette analyse, réexaminer les conséquences possibles d'une politique monétaire restrictive. La [illegible] de crédit n'a pas pour seul effet de fournir aux agents économiques une information normative sur les limites à apporter à leur demande au cours de la période. La politique monétaire restrictive, celle principalement qui prend la [illegible] d'encadrement du crédit, prive brutalement les entreprises des moyens de faire face à leurs engagements monétaires de leur ordre, paiements de salaires, échéances trimestrielles, versement des intérêts de leurs emprunts antérieurs, car c'est en monnaie que se *concluent les transactions de toute sorte* qui interviennent dans l'univers économique quotidien. *Or*, dans ce monde de crise, la monnaie se fait rare, elle est thésaurisée, sortie du circuit de l'échange et va grossir les masses d'épargne sans emploi, que, comble d'ironie, collectent ces banques mêmes qui n'ont plus le droit de consentir de crédit. Limiter la croissance de la monnaie, c'est aller dans le même sens que ce *ralentissement de la vitesse de circulation* de la monnaie et condamner l'économie à l'asphyxie.

Faut-il en [illegible] sur le [illegible] d'un laxisme monétaire ? Ce serait aller à l'encontre du sens commun. La monnaie est un levier de commande des gouvernants : *ils doivent s'en servir pour* maintenir la confiance, assurer le maintien de sa valeur externe et, autant que faire se peut, de sa valeur interne. Si les faits, l'état de l'opinion, la situation internationale, l'exigent, le contrôle même rigoureux du crédit, à condition *que ses effets favorables soient rapidement* visibles et les effets défavorables supportables, peut et doit être préconisé.

Par contre, conformer durablement la politique monétaire aux propositions monétaristes, en pratiquant une action exclusive sur le taux de croissance de la *masse monétaire*, représenterait *pour* l'économie les plus grands dangers et transformerait tout désajustement passager en processus de crise.

MICHELLE DE MOURGUES.

Un investissement risqué : les conteneurs-citernes

ON continue de voir [illegible] annonces, [illegible] financier, dans les hebdomadaires et dans la presse *spécialisée*, [illegible] à [illegible] des adhérents pour investir en conteneurs et conteneurs-citernes. Aux épargnants, qui sont, pour les raisons que l'on connaît, lassés de la Bourse, on fait espérer des rentabilités élevées.

Qu'en est-il [illegible] ? Peut-on souscrire, les yeux fermés, aux placements proposés ? Mesure-t-on toujours bien les difficultés présentes et les données de l'avenir de ce genre d'investissement ?

Parmi les éléments positifs, il faut tout d'abord *souligner le phénomène* de la « [illegible] » qui, sous l'effet de la multiplication des porte-conteneurs maritimes, [illegible] irréversible et va se développant. D'où pourquoi on peut penser que les compagnies de navigation ne [illegible] en tout, et notamment en conteneurs spéciaux, [illegible] à recourir, pour une part importante à leurs besoins, aux [illegible] de location. Le loueur est le maillon de la chaîne entre l'armateur et le chargeur ou son représentant.

Un marché restreint

Il n'en demeure pas moins que la location de conteneurs, et surtout de conteneurs-citernes, est un [illegible] difficile, plein de [illegible] *difficultés* et [illegible] de [illegible] qu'il semblait de souligner.

● Le conteneur-citerne est un engin cher, parce que [illegible] la réalisation [illegible] l'emploi de matériaux nobles pour la [illegible] constitutifs : [illegible] en inox, revêtements et calorifugeages spécieux, organes de sécurité, etc., on ne peut donc le louer qu'à un prix très élevé, ce qui limite, en fait, son emploi au transport des produits de grande valeur ou dangereux et, par conséquent, plus rares. Il s'agit donc d'un [illegible] au départ, d'autant que le retour s'effectuera la plupart du temps à vide, au même tarif que l'envoi en charge.

● Le [illegible] est un engin qui est soumis à des [illegible] techniques précises et rigoureuses. Mais à la réglementation [illegible] le pays du transport de chaque type de produits. [illegible] pays font de cette réglementation une arme de protectionnisme *indirect. Remarquons* [illegible] que la route, le rail et la voie d'eau n'ont souvent pas les mêmes exigences pour le poids total en charge de la citerne, les niveaux de remplissage, les organes de sécurité, etc.

Il en résulte que le conteneur-citerne n'a pas l'interchangeabilité ni l'« internationalité » qu'on peut lui prêter. Et l'[illegible] des *normes* et règlements n'est pas pour demain.

Il faut pratiquement un conteneur spécial par famille de produits, alignant les caractéristiques sur l'enveloppe maximale de [illegible] les exigences des chargeurs et destinataires. Le propriétaire sera *bien heureux* si ces exigences ne changent pas pendant la durée de l'amortissement financier que certains loueurs évaluent de façon hypothétique à vingt-cinq ans.

A cela s'ajoute un risque d'obsolescence qu'on aurait tort de négliger. Les Américains, qui sont les plus grands loueurs mondiaux de conteneurs ordinaires, se montrent, à cet égard, très circonspects.

● Le conteneur-citerne ne s'impose pas irrésistiblement au [illegible]. Il s'agit, dans le plus grand nombre des cas, d'un récipient d'unité de charge [illegible] : 18 à 20 tonnes, soit [illegible] 20 000 litres pour une longueur de 20 pieds (6,055 m). Cela *ne correspond* pas forcément aux besoins du [illegible] taire, sans compter que ces caractéristiques du récipient ne sont pas nécessairement *adaptées* à la *chaîne* de [illegible] ou à son *stockage*.

[illegible] l'on ne [illegible] pas le client, [illegible] bien le domaine du conteneur-citerne, domaine où l'on a heurté à des [illegible] commerciales bien [illegible]. L'avantage technique du *conteneur, poussé par le transport maritime*, ne s'impose pas auprès de la [illegible] d'une façon aussi inéluctable qu'on a l'air de le penser.

● Autre élément de frein : la manutention. Sauf que la charge d'un conteneur-boîte peut être « éclatée » dès le port d'arrivée, un conteneur-citerne doit aller jusque chez le chargeur et jusque chez le réceptionnaire pour son remplissage et son « dépotage ». Les deux bouts de la chaîne doivent être bien équipés en portiques pour assurer la manutention. Est-ce toujours le cas ?

● Enfin le conteneur-citerne, pour être bien exploité en location, exige un réseau [illegible] de nombreux points, un service de livraison et de reprise rapide et une bonne organisation d'entretien et de dépannage.

L'entretien

On ne peut séparer le [illegible] du technique. La durée de la plupart des [illegible] inférieure à un an, [illegible] fréquemment repris. On ne peut relouer le [illegible] sans s'être assuré de son état, sans avoir veillé à la compatibilité des produits, aux lavages, dégazages [illegible] et *coûteux* qu'imposent des changements, même dans une famille de produits.

Soumises à la mer, les surfaces doivent être protégées et entretenues, les systèmes de vidange très vite réparés. Or, en ce qui concerne les règles de réparation, on constate une anarchie très grande. Certains sous-estiment la charge qui en résulte, la reportant sur l'avenir, alors que d'autres font de l'entretien préventif.

L'exploitation du conteneur-citerne est, par conséquent, [illegible]. On n'insistera jamais non plus assez sur l'importance de la réglementation technique à connaître et à assimiler par le [illegible] et la *responsabilité* qu'il peut encourir à la négliger.

Enfin, pour son propriétaire, le conteneur est un *bien quelque peu « insaisissable »*.

A la différence du wagon qui est toujours [illegible] dans un rayon de 1 000 km, le [illegible] maritime [illegible]nental [illegible] un [illegible] des parcs de conteneurs-citernes, souvent [illegible] le monde entier, ce qui rend précaires le certificat de propriété et les possibilités de revendication du conteneur. De même il rend difficile son dépannage éventuel en cas d'avarie.

Il y a donc, sous l'effet de l'accroissement des [illegible], une grande difficulté de [illegible] physiquement le matériel dont on a la charge. La dispersion augmentera [illegible] avec les *progrès de la conteneurisation.*

Une marge faible

Si l'on aborde, pour conclure, le problème du rendement financier, on peut dire qu'aucune garantie ne peut être donnée à terme sur les rendements de ce type de placement.

[illegible] si l'on néglige ces divers aléas, on peut dire qu'avec les taux de location actuels, la marge est faible, une fois déduits les amortissements normalement comptés sur dix, douze ans, les frais d'exploitation et les frais de gestion.

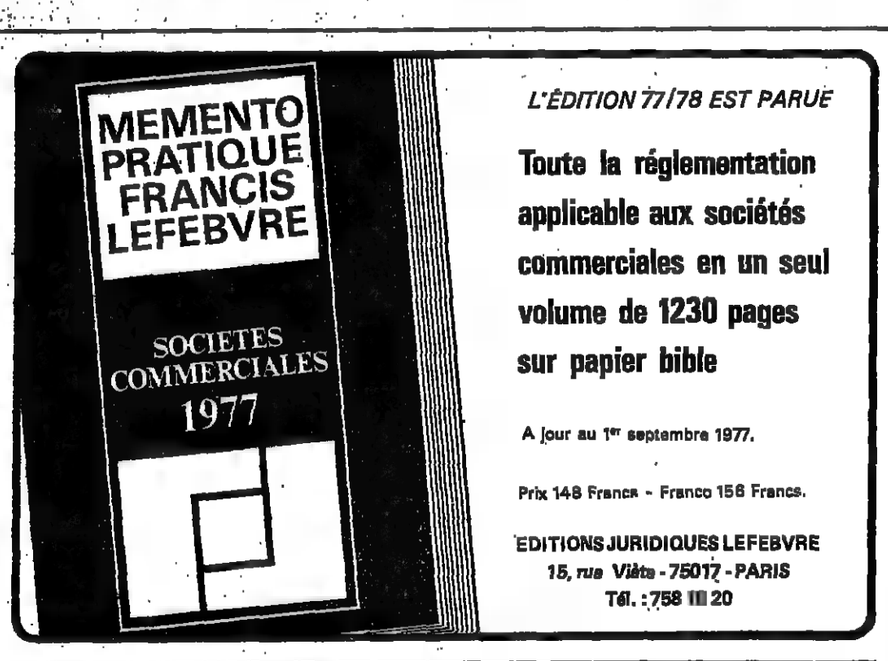
Cela est vrai en l'état actuel du marché, [illegible] l'a montré.

Si demain le marché s'élargit, la rentabilité peut augmenter avec la diminution des frais fixes à l'unité exploitée et avec la prolongation de [illegible] du matériel [illegible] dix ans. L'aventure et le risque valent la peine d'être courus pour le professionnel, pas, à notre avis, pour l'investisseur particulier à la recherche d'un placement [illegible].

Un mode de [illegible] de l'épargne, qui peut privilégier le financier sur le technico-commercial, crée un risque de croissance désordonnée qui pourrait, à brève échéance, peser sur les prix de location et par conséquent sur la rentabilité à attendre des conteneurs-citernes.

En conclusion, le conteneur-citerne et même le conteneur ordinaire comportent plus de risques qu'il n'apparaît de prime abord, si l'on veut maîtriser la totalité des éléments composant leur gestion.

RAYMOND DE BLEGIERS,
administrateur-directeur général adjoint, de la STEMI (Société de transports et manutentions industriels.)



L'ÉDITION 77/78 EST PARUE

Toute la réglementation applicable aux sociétés commerciales en un seul volume de 1230 pages sur papier bible

A jour au 1er septembre 1977.

Prix 148 Francs - Franco 156 Francs.

EDITIONS JURIDIQUES LEFEBVRE
15, rue Viète - 75017 - PARIS
Tél. : 758 [illegible] 20

ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.

Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée "Le Montparnasse 25", un bar feutré "Le Corail" où il fait bon s'attarder, "La Ruche" un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.

pour réserver : 260 35 11

Paris-Sheraton Hotel
SHERATON HOTELS AND INNS, WORLDWIDE
AVENUE DU MAINE - RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE - TELEX 200035

VOIX ET EXPRESSION
parler avec aisance
se faire écouter,
maîtriser l'émotivité,
convaincre, décider.
Tous renseignements :
C.E.S.D.E.I., de 14 h. 30 à 19 h.
34, rue Henri-Barbusse - 75005
Téléph. : 325-18-10 - 326-15-42

Relancer la consommation ?

(Suite de [illegible] 21.)

Comme [illegible] l'a vu précédemment, les pays qui ont été les premiers à adopter une politique rigoureuse de [illegible] ont acquis un [illegible] commercial sur les autres en réussissant à conquérir de [illegible] marchés pour leurs exportations, non seulement [illegible] l'OPEP, mais sur l'ensemble [illegible] marchés. De [illegible] fait, ils ont échappé, au moins dans une [illegible] mesure, aux difficultés communes en [illegible] et de [illegible] paiements.

Il ne [illegible], évidemment, que la [illegible] générale et que la politique qui [illegible] révélée efficace pour trois ou quatre pays [illegible] pu être appliquée [illegible] le même [illegible] par l'ensemble des pays [illegible]. En effet, la capacité d'absorption des biens et de services des pays de l'OPEP est limitée, elle ne progresse que très lentement — de 4 % à 5 % par an — et, pour une période indéterminée, les [illegible] pris en [illegible] ne pourront [illegible] nature qu'une [illegible] pétrolières.

— Du point de vue des [illegible] financiers, il faut bien distinguer entre les problèmes qui se posent sur le plan national et les problèmes globaux. Il est en effet légitime que chaque pays ayant fait le plein de ses possibilités d'exportations poursuive une politique d'ajustement [illegible] visant au [illegible] de l'équilibre de ses balances des paiements. [illegible] d'autant plus souhaitable que les pays déficitaires [illegible] en même temps [illegible] pays [illegible] l'inflation [illegible] un niveau élevé.

Si l'on transporte, cependant, ce raisonnement du plan national au plan mondial, on constate que la combinaison de ces politiques de stabilisation produit une spirale déflationniste. Il n'est donc pas abusif d'attribuer la phase dépressive de la conjoncture occidentale — qui a atteint son creux en 1975 — à la combinaison des politiques d'ajustement, justifiées dans le cadre national.

— Enfin, du point de vue des coûts, la majoration des prix de l'énergie explique la stagnation de l'économie mondiale constatée depuis.

D'une part, la majoration des prix de l'énergie a [illegible] la [illegible] des prix dans les pays [illegible] comme dans les pays déficitaires. [illegible] les politiques de stabilisation [illegible] pour conséquence de laminer les profits des entreprises. Ceci est vrai à des degrés divers dans tous les pays européens et au Japon. Il en résulte une faiblesse des investissements industriels [illegible] par l'incertitude de l'avenir, qui tient notamment au fait que l'éventualité de nouvelles hausses n'est jamais exclue. Dans ces conditions, les entreprises hésitent à investir dans tous les secteurs dont [illegible] dépend du coût de l'énergie. Il en résulte — sauf dans le secteur énergétique lui-même — un ralentissement des investissements qui fait [illegible] péril la durée de la reprise.

Tendance à la revalorisation monétaire

Pour [illegible] venir, [illegible] aux problèmes monétaires [illegible] devons [illegible] quelles sont les conséquences de cette situation pour l'évolution des marchés des changes.

La première remarque [illegible] qu'aucune monnaie ne se trouve directement affectée par la hausse du prix du pétrole.

En effet, les pays [illegible] se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient trouver une solution-miracle à leurs problèmes par la dévaluation. D'autre part, ils doivent protéger [illegible] de l'échange », notamment vis-à-vis de l'OPEP. En [illegible] lieu, la dépréciation monétaire ne permet pas de procéder à elle seule aux ajustements économiques nécessaires, en raison des pressions qui en résultent sur les prix et les salaires, d'où le cercle vicieux bien connu.

Les pays déficitaires doivent donc chercher le retour à l'équilibre par des moyens autres que la manipulation des taux de change et en particulier de la dépréciation monétaire. Ils ne peuvent cependant éluder l'adoption de programmes internes de stabilisation. En [illegible] que ces mesures [illegible] porté leurs fruits, ces pays doivent [illegible] le [illegible] de leur [illegible] par des [illegible] sur le [illegible] des changes, financés d'une manière générale par l'emprunt.

Il faut cependant nuancer cette affirmation, en notant que les dépréciations ont été — [illegible] ou [illegible] — [illegible] pour les [illegible] des pays qui ont tenté d'adopter les politiques [illegible] (les pays scandinaves, [illegible], Portugal, Turquie) et dans ceux où ces politiques ne [illegible] pas couronnées de succès. Des [illegible] possibles, mais, dans ce cas, la dépréciation [illegible] est moins la [illegible] inéluctable de la [illegible] du pétrole [illegible] d'un [illegible] dans la politique de stabilisation.

En sens inverse, on peut [illegible] que l'appréciation des monnaies connaît une faveur qui peut surprendre — au moins à première vue.

En effet, l'expérience montre qu'en laissant s'apprécier leur devise, les pays [illegible] à contrebalancer les pressions inflationnistes externes, mais [illegible] en péril leurs exportations. Il s'est créé de ce fait, dans le monde occidental, un biais à la revalorisation [illegible] qui [illegible] très nettement avec la [illegible] qui [illegible] après la guerre et qui était orientée vers la dépréciation.

Enfin, on doit [illegible] que l'existence des monnaies [illegible] — dans les pays dont la politique est principalement axée vers la stabilité — provoque une certaine diversification à partir du dollar et vers ces monnaies.

Chacun en le sait, le dollar est largement à l'abri des conséquences de la hausse du pétrole, dans la mesure où les transactions entre pays producteurs et consommateurs sont réglées dans cette [illegible], c'est-à-dire sans donner lieu à des opérations de change.

Mais, cependant, les pays de l'OPEP ne peuvent [illegible] indifférents au fait qu'il existe certaines monnaies dont le taux de dépréciation [illegible] sont nuls ou négligeables, alors que le taux d'inflation aux États-Unis est de l'ordre de 5 à 6 %. Ces monnaies stables sont donc [illegible], et elles ont tendance à s'apprécier par rapport au dollar, dans la mesure, au moins, où leurs taux d'inflation [illegible] appelé à persister.

Pour conclure, on doit constater que la hausse des prix du pétrole a profondément aggravé les pressions inflationnistes, qui existaient déjà avant 1974, et [illegible] un facteur de dépression.

Dès lors, la [illegible] dont disposent les [illegible] est relativement mince, puisque les mesures de relance qu'ils peuvent prendre ne doivent compromettre ni la [illegible] économique interne ni l'équilibre de la balance des paiements. Est-ce à dire que les gouvernements sont condamnés à l'impuissance et que l'économie mondiale est, de ce fait, exposée — comme on l'entend parfois dire — à une crise économique majeure que l'on appelle déjà « le crash de 1979 » ?

Cette éventualité n'est pas probable. D'abord, il existe une différence entre la situation actuelle — caractérisée par l'inflation — et la crise de 1931-1934, pendant laquelle les prix et les salaires subissaient une baisse profonde à la baisse.

Ensuite, — même si leur marge de manœuvre est limitée — les gouvernements occidentaux ne sont pas dépourvus de moyens d'action. En fait, la partie essentielle des discussions [illegible] porté sur la part respective des différents groupes de pays dans la relance de l'économie mondiale. A la lumière des [illegible] ou quatre pays « locomotives » de la reprise semble se substituer [illegible] une conception plus large — et plus nuancée — selon laquelle tous les gouvernements occidentaux — y compris le Japon — devront s'atteler à la tâche et coopérer à l'œuvre commune, chacun selon ses moyens. Si la reprise par l'exportation arrive à sa limite, et si la reprise par l'investissement apparaît comme une formule [illegible] de [illegible] suffisants, l'accroissement de la consommation intérieure devient, sur le plan mondial, la seule issue possible. Bien entendu, les possibilités dans ce domaine sont [illegible] par les menaces inflationnistes et les difficultés de balance des paiements. Il n'en reste pas moins que l'élargissement des marchés nationaux reste théoriquement possible — notamment par des allègements fiscaux conduisant à des dépenses publiques financés par l'emprunt. Dans ce domaine, il semble que les États-Unis aient ouvert la voie en [illegible] un taux de croissance honorable, avant même d'avoir entièrement éliminé l'inflation.

Si une conclusion peut être tirée de la réunion du Fonds monétaire international, c'est [illegible] maintenant venu, pour les pays d'Europe et pour le Japon, de suivre leur exemple. Seuls leurs la mesure où ces pays peuvent le faire, sans remettre en cause les progrès déjà acquis.

RENE LARRE.

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

■ **LA NATURE ET LA VILLE**

Jean-Baptiste Vaquin

Avant-propos de Serge Antoine.

Préface de Pierre-Henri Derycke.

[illegible] et écologie sont si proches parentes, [illegible] serait-ce qu'étymologiquement, que leurs antagonismes ne manquent pas de vigueur. [illegible] et présentateur nous mettent [illegible] en appétit [illegible] sachons-leur gré d'avoir ravivé la mémoire de O. Effertz et A. Landry, pionniers s'il en fut.

La première partie, [illegible] l'homme dans l'espace urbain, [illegible] fait entreprendre [illegible] ville une promenade qui n'est pas toujours [illegible] venues d'abord [illegible] de les assemblées ensuite : [illegible] pour la « ville épaisse », qui [illegible] terre. Les parties les plus vives concernent la circulation (et notamment les étranges [illegible] émises, à son sujet, par les plus responsables) et les nuisances. L'automobile, est-il précisé, [illegible] plutôt mise [illegible] d'espace que par pollution. Les diverses pollutions et dommages sont d'ailleurs décrits avec [illegible], mais leurs [illegible] avait aucun Français ni aucun Européen continental.

Aucun collectivisme n'étant en vue, dans cette lutte contre la grande pauvreté entreprise pour les seuls pays de propriété privée, une querelle ancienne a surgi dès l'abord : la croissance et la répartition sont-elles antagonistes ? En dépit des dénégations, il y a quelque raison de conclure que la croissance initiale s'exerce surtout en faveur du haut de la pyramide, avant de se répandre dans les étages inférieurs.

L'introduction de H. Chenery (*Banque mondiale*) pose bien la question d'ensemble et met en évidence un souci majeur de l'agriculture, qui, pour être tardif, n'en mérite pas moins considération.

L'étude de M.-S. Ahluwalia (*Banque mondiale*), dans la même direction, se limite trop aux revenus, sans jamais aborder la question alimentaire (exclue également du reste de l'ouvrage). Pas plus que dans les autres articles, il n'est fait mention des travaux de M. J.-C. Chesnais, qui, appuyés sur les données mêmes de la *Banque mondiale*, montrent que la croissance rapide de la population n'a pas nui, jusqu'ici, au progrès du niveau de vie.

Après [illegible] cadre économique et du cadre politique, nous trouvons les inévitables « stratégies », suffisamment [illegible] pour nous [illegible] les abus qui sont [illegible] de ce [illegible].

Dans l'étude des [illegible] ruraux prioritaires, de M. D. C.-L.G. Bell et J.-H. Duloy (Sussex), figurent d'intéressants développements, accompagnés, eux aussi, de préjugés [illegible] sur le [illegible] démographique. Les remarquables [illegible] de Mme E. Boserup ne sont pas cités, [illegible] bibliographie.

Les jugements [illegible] sur l'emploi urbain, de M. D.C. [illegible] parmi les auteurs ni [illegible] chercheurs) [illegible] de vues quelque peu *superficielles*, mais *conduisent*, [illegible] encore, à l'idée de [illegible] sur l'agriculture.

Avec [illegible] Jolly (Sussex), nous en *venons au problème, combien classique*, des relations internationales. L'exemple du pétrole, malencontreusement cité comme si souvent, témoigne d'une [illegible] *réflexion*. L'influence des [illegible] de technologie est, en revanche, [illegible] de façon bien pessimiste. Regrettons *ici que le scénario W. Leontief*, établi pour l'ONU, ne soit pas évoqué.

En fin d'ouvrage [illegible] la tradition, soulignée la nécessité de nouvelles recherches pour édifier une théorie de la répartition.

En conclusion, nous avons, bien [illegible] ici, les vues très prudemment [illegible] de l'esprit anglo-saxon. Le Club de Dakar va bien plus loin, et d'autres aussi.

★ P.U.F., Paris 1977, 24 cm, 408 pages, 56 F.

● **ÉCONOMIE DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS**

Textes choisis et présentés par Jean-Jacques Rosa.

C'est, sinon une anthologie, du moins une présentation, bien localisée, de vingt-trois textes [illegible] spécialistes, sur les banques, les [illegible] les SICAV, les produits nouveaux, enfin sur les taux d'intérêt et la [illegible] financière.

Parmi ces exposés, qui, sans être des romans policiers, se lisent, en général, facilement, citons les *Coûts opératoires des banques françaises*, par L. et V. Lévy-Garboua (1975) ; *le Modèle d'évaluation des effets de l'inflation sur une entreprise d'assurance automobile*, par J.-M. Belloy et R. Gabus (1976), comportant une simulation historique ; *les Actions d'épargne*, par le groupe Lutétia (1976), et *les Économies de dimension des institutions financières : le cas des sociétés d'assurance IARD*, de J.-J. [illegible] (1974), où apparaît la notion de zone critique, assez large cependant, pour rassurer de nombreuses compagnies.

Cette intéressante initiative du professeur de Paris-II est recommandée aux spécialistes comme aux semi-profanes.

★ Economica, Paris 1977, 24 cm, [illegible] pages, [illegible] F.

● **CRISE DE L'ÉTAT NATIONAL, FIRMES MULTINATIONALES ET MOUVEMENT OUVRIER**

Lucio Levi

Préface de Bernard Barthalay.

Ni l'éditeur ni la préfacier, directeur de la collection, n'ont malheureusement jugé utile de présenter l'auteur.

Sans [illegible] à Saint-Simon ou à Proudhon, [illegible] dûment cités, l'idée de [illegible] a des profondes racines. La [illegible] de l'État et de la nation a créé un tel déséquilibre que les [illegible] révolutionnaires se sont appuyés [illegible] sur l'internationalisme. Après la faillite de la Seconde Internationale (avènement du socialisme dans un seul pays), l'idée de [illegible] a repris, notamment au sein de la Résistance.

Nous suivons, jusque-là, un cheminement [illegible], mais, dès que nous pénétrons dans l'intimité économique, se sont les clichés et illusions non moins classiques qui l'emportent : par exemple, la disparition du travail manuel [illegible] l'automatisation (deux millions de travailleurs étrangers) ou la libération des [illegible] de la santé [illegible] rose ne peut permettre des [illegible] économiques bien solides.

Sur les [illegible] de l'intégration économique, chacun ne peut que surenchérir ; que la Communauté européenne ne soit pas [illegible] de pouvoirs suffisants pour imposer une [illegible] planification ne sera pas [illegible] davantage ; mais les [illegible] de l'expansion, si attendue, sont quelque peu [illegible]. Quant à l'« [illegible] technologique » qui [illegible] « étape » vers les techniques d'avant-garde », elle mériterait une sérieuse analyse.

Nous voici au plat de résistance : l'impuissance des États devant les multinationales. Que le Marché commun [illegible] les États-Unis que l'Europe [illegible] volontiers ; mais soutenir, dans la foulée, l'inexistence d'une concurrence à l'échelle mondiale, [illegible] quelque peu. De tels arguments affaiblissent la force de l'argumentation : la [illegible] des recherches scientifiques et des décisions aux États-Unis est, en effet, un risque qu'il est difficile de sous-estimer.

Dès lors, la [illegible] de l'État national appelle le pouvoir fédéral, appuyé sur les travailleurs, pour le moment séparés par une triple [illegible] qu'il s'agit de détruire, au risque, il est vrai, d'une union au détriment des travailleurs du reste du monde.

Cette thèse gagnerait à être dépouillée de facilités pour être présentée dans toute sa rigueur, dans les deux sens du mot.

★ Fédérop, Lyon 1977, 21 cm, 134 pages, [illegible] F.

S'ébahir à New York ? Ou rêver à Bali ?

SORTILÈGES D'ASIE. CIRCUIT DE 16 JOURS EN ASIE DU SUD-EST : 6990 F.
Un fabuleux périple où alternent tourisme et détente. Après la découverte de Bangkok, de ses environs, les splendeurs des ruines d'Ayutiaya, la plage de Pataya, etc., Hong-Kong où l'on veut tout acheter, Bali, Singapour, des noms qui dansent comme dansent les filles aux ongles d'or...

UNE SEMAINE A NEW YORK HÔTEL COMPRIS : 2220 F*
Ce prix comprend : le voyage aller-retour, départ Paris, votre chambre double avec salle de bains à l'hôtel Century Paramount, ou similaire, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville. Prodigieux.
Pour l'hôtel Waldorf Astoria : 2750 F
* Du 1/10 au 29/10/77.

Pour vous décider, un agent de voyages et la brochure Vacances Fabuleuses

PAN AM

Pan Am Paris. 1 rue Scribe, tél. 266.45.45.

ÉDUCATION

Après la réduction des crédits pour les instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques

OMBRES SUR LES IREM

Le ministre de l'éducation vient de demander aux recteurs de réduire de 20 % les crédits attribués aux instituts de recherches sur l'enseignement des mathématiques (IREM) pour la présente année. Cette décision brutale, annoncée par télex alors que les vingt-cinq IREM avaient déjà mis au point leur programme d'activités pour 1977-1978, a suscité de très vives protestations. Créés après 1968, les IREM sont un des exemplaires de l'enseignement français, et la décision du ministre ne manquera pas d'être interprétée comme un recul.

Les mathématiciens sont [illegible] pour des gens plutôt paisibles. Le ton du communiqué par lequel publie l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (A.P.M.), en réplique à la [illegible] de M. Haby, n'en est que plus significative. L'A.P.M. parle de « révolte », d'« imprévoyance », de « décisions bureaucratiques et improvisées », il dit que « le désappointement et le découragement profonds des professeurs de mathématiques rejailliront sur leurs collègues des autres disciplines ». Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-C.G.C.) parle, de son côté, de « manière cavalière » et [illegible] le ministre fournit lui-même « matière au dénigrement de la formation des professeurs ».

Sur la méthode, il sera fort difficile à M. Haby de justifier [illegible]. Les [illegible] regroupés en une commission [illegible] qui, au mal de chaque année, répartit les [illegible] de l'éducation (sous forme de décharges d'heures pour les enseignants du secondaire). En mai de cette année, rien ne laissait présager une diminution de 20 %. Pourquoi avoir attendu les jours qui ont suivi la rentrée scolaire ?

Plus grave sans doute est l'orientation que traduit cette mesure sur le plan de la formation des maîtres. Les IREM sont nés en 1969 dans la [illegible] de la [illegible] Lichnérowicz sous la réforme de l'enseignement des mathématiques. M. Edgar Faure, alors ministre de l'éducation [illegible] créé trois, à Paris, Lyon et Strasbourg, et ses successeurs ont porté le nombre des IREM à vingt-cinq, c'est-à-dire un par académie (deux pour les [illegible] de la région parisienne et deux pour celle de Rennes).

[illegible] Instituts avait été inspirée au ministre [illegible] par la dynamique [illegible] des professeurs de mathématiques. Dans l'esprit de leurs créateurs, les IREM avaient quatre missions : [illegible] pédagogique, formation [illegible] des [illegible], formation permanente et [illegible] documents. Les plus [illegible] imaginaient que les IREM pourraient constituer l'embryon d'une réforme de la [illegible] des maîtres, leur réussite pouvant [illegible] disciplines.

L'organisation des IREM en fait, pour une part, l'originalité. [illegible] à l'enseignement supérieur (le directeur est obligatoirement un professeur d'université), les animateurs et les stagiaires sont des professeurs du [illegible] détachés, à mi-temps pour les premiers, quelques heures par semaine pour les [illegible]. Cela permet [illegible] pratique pédagogique et « enseignement » de la pédagogie et garantit que les [illegible] menées dans les IREM sont en [illegible] avec la vie des classes. Les IREM ne possèdent aucun personnel en leur budget de fonctionnement [illegible] millions de francs l'an dernier) dépend [illegible] d'Etat des universités, l'affectation des [illegible] stagiaires dépend des décharges de [illegible] ministère de l'éducation. Ce sont des décisions qui viennent d'être amputées de vingt mille heures [illegible] mille.

Victimes de leur succès

Au ministère de l'éducation on [illegible] le bruit fait autour des [illegible] si l'on ne trouve pas d'argument pour justifier la [illegible] décision. « L'[illegible] des personnels touchés par la réforme de l'enseignement, nous a [illegible] M. Pierre Vandevoorde, directeur des personnels enseignants des lycées, [illegible] opérer un glissement au moyens d'une discipline [illegible] beaucoup a été fait vers les disciplines (histoire et géographie, [illegible] physiques) où la réforme [illegible] solions spécifiques. » Autrement dit, les mathématiciens ont eu leur compte; place aux autres. En quelque sorte, les IREM victimes de leur succès (quarante mille stagiaires en huit ans) se pénalisent pour avoir trop bien servi les personnels pour lesquels ils ont été [illegible]. « On peut se contenter d'une vitesse de croisière », dit-on au ministère, où l'on admet que « personne ne conteste le bon fonctionnement des IREM ».

On peut s'interroger sur la notion de « [illegible] de croisière » [illegible] de la formation permanente. On peut aussi, au-delà de la réduction de [illegible] d'une [illegible] exemplaire — [illegible] si la qualité des IREM est inégale, — s'inquiéter pour la [illegible] réforme de la [illegible] des maîtres que [illegible] ministres de [illegible] annoncent pour « prochaine ». On ne peut se contenter de rédiger de belles [illegible] et de multiplier les personnels d'inspection : il faut aussi aux enseignants des lieux où ils puissent réfléchir sur leur manière d'enseigner. Les IREM en sont [illegible], mais pour combien de temps ?

BRUNO FRAPPAT.

AÉRONAUTIQUE

● *Le prototype Mystère-50* du trirréacteur d'affaires conçu par Dassault-Breguet a battu, dimanche 9 octobre, deux records du monde : celui de distance en ligne droite (en reliant Teterboro, dans le New-Jersey, à l'aéroport du [illegible] kilomètres, en 6 h. 35 min.) et celui de vitesse sur parcours reconnu (New-York-Paris) à la vitesse moyenne de 895 kilomètres à l'heure. En se posant au Bourget après avoir parcouru cette distance, le Mystère-50 contenait encore suffisamment de carburant pour un dérouterment de 1 735 kilomètres (jusqu'à Rome par exemple).

(Publicité)

CYCLE D'INITIATION A LA PÉDAGOGIE DES ADULTES

A l'intention des formateurs et des intervenants occasionnels.

Du 12 janvier au 31 mars 1978 (120 heures).

Renseignements et inscription : Formation Permanente Université de Paris VIII, route de la Tourelle, 75012 PARIS, tél. : 374-12-50 (pte 389).

UNIVERSITÉ DE PARIS SUD

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE PARIS-SCEAUX

(Départements : Gestion des Entreprises et des Administrations)
Préparation du D.U.T. en 2 ans - Baccalauréat exigé.

INSCRIPTIONS JUSQU'AU 14 OCTOBRE 1977

Renseignements et inscriptions :
I.U.T., 8, avenue Cauchy, 92330 Sceaux, téléphone 880-06-83

LA QUERELLE SCOLAIRE

Les parents d'élèves de l'enseignement privé veulent mener une « bataille politique »

La querelle scolaire a franchi, durant le week-end, une nouvelle étape. Les dirigeants des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL), réunis à Paris, ont affirmé qu'ils menaient une « bataille politique ». Après les déclarations du secrétaire général de l'enseignement catholique (« le Monde » du 22 septembre), qui qualifiait de « boniments » la dernière version du rapport Mexandeau sur l'enseignement, il se confirme que les partisans de l'enseignement privé ne croient pas à l'évolution du P.S. sur cette question. Celui-ci a pourtant manifesté une nouvelle fois sa volonté de dialogue. L'attitude de la municipalité de Chambéry est à cet égard conforme à la doctrine officielle du P.S., qui consiste à négocier le passage du contrat simple au contrat d'association.

Au terme d'une délégation [illegible] de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) réunie le 8 octobre, son président, M. Henri Lefebvre, a déclaré : « *Les partis politiques qui se réclament de la gauche n'ont pas modifié leurs intentions à notre égard. [illegible] certains, par stratégie électorale, ont tenté d'adapter la présentation de leurs positions et de leurs propositions. Mais il ne peut y avoir de [illegible] officiellement [illegible] des projets d'intégration ou de nationalisation de l'enseignement privé pourrait avoir [illegible] à nos yeux.* »

L'UNAPEL s'est lancée dans la bataille politique, comme le proclame le rapport d'orientation voté à l'unanimité par la [illegible] : « [illegible] politique avec toute la force de notre mouvement de huit cent mille *adhérents.* » « Nous savons, a précisé M. Lefebvre, que le nombre de nos adhérents [illegible] que l'on puisse s'abstenir de faire de la politique, mais il serait hypocrite et lâche de fermer les yeux et de nous taire. Le système scolaire relève bien de la politique au même titre que les systèmes économique, social ou culturel. »

L'UNAPEL souhaite la création d'associations pour la défense de la liberté de l'enseignement [illegible] que l'organisation par des partis politiques de [illegible] sur ce thème auxquelles ses adhérents peuvent participer, mais à titre individuel. Pour l'UNAPEL, la liberté de l'enseignement n'est pas « *négociable* » et l'enseignement privé doit être « *pris en compte dans le système éducatif de la nation, qui lui reconnaît un caractère propre, complémentaire et enrichissant une mission d'intérêt général* ». Elle entend informer l'opinion sur ce thème.

RELIGION

Huis clos pour les travaux du synode jusqu'à la fin de la semaine

De notre envoyé spécial

Rome. — Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a été élu président du premier groupe de travail francophone du synode, dont le secrétaire est Mgr Orchampt, évêque d'Angers. Le deuxième groupe francophone a élu à sa présidence Mgr Etchegaray, évêque de Marseille, et le Père Dhanis, théologien jésuite belge, est secrétaire. Ce n'est que le vendredi 14 octobre que le synode se réunira, de nouveau, en assemblée plénière pour entendre la synthèse des travaux des onze groupes linguistiques.

D'ici là, ces groupes, à raison de deux séances par jour, travailleront strictement à huis clos. La présence des informateurs officiels du service de presse a été jugée indésirable. Visiblement, les évêques veulent rester entre eux afin de pouvoir s'exprimer sans contrainte. Un resserrement de la discipline par rapport aux sessions des années précédentes met une fois encore, en lumière le caractère ambigu du synode. A qui, en séance plénière, s'adressent les intervenants ? Au pape qui les a convoqués pour compléter son information ? A leurs collègues présents dans la salle ? Aux chrétiens de leurs propres diocèses et, plus particulièrement en l'occurrence, aux catéchètes qui sont les premiers concernés ? A l'opinion publique, enfin, dûment informée par les mass media du monde entier ? Ont-ils à résister à la tentation démagogique ou, au contraire, à des réflexes de courtisans ?

On le répète à satiété, le synode, conseil du pape, n'est pas un mini-concile. La réponse aux questions précédentes est simple : le synode, pris entre deux feux, a choisi de ne pas choisir. Ni public, ni privé, ni concile, ni conseil, il ne prendra sa stature que plus tard, lorsque, le temps ayant fait son œuvre, il apparaîtra comme une instrument normal du gouvernement de l'Eglise. Non, certes, — on parle — puisqu'il n'est pas souverain et ne peut l'être, le pape restant un monarque, — mais une manière de sénat dont les options se préparent *coram populo* (1).

On dit avec insistance que ce synode est une répétition générale du prochain conclave. On le disait déjà, pour des raisons différentes, du précédent (2). Il est évident qu'en procédant au vote de son conseil permanent (douze membres) cette assemblée dégage un certain leadership. D'autre part, les participants du synode ont tout loisir, pendant un mois, de se concerter. Mais on se trouve ici sur un terrain particulièrement mouvant. Les conclaves passés ont surabondamment prouvé que leur choix était plus ou moins imprévisible ; en outre, *le pape n'a, si on peut dire, que quatre-vingts ans.* Léon XIII, qui souffrait lui aussi d'arthrose, a vécu jusqu'à quatre-vingt-treize ans, ainsi que l'a souligné malicieusement René Laurentin (*l'Evangélisation après le quatrième synode*, édition du Seuil).

Le synode demeure une institution irremplaçable pour structurer le collège épiscopal. Les évêques ne se verront jamais aussi bien [illegible] puisqu'ils [illegible] déjà travaillé ensemble. Leurs [illegible] mieux motivés. Le prochain pape sera mieux préparé que jamais à son rôle universel. En un sens, la [illegible] de l'Eglise fait davantage de place à la collégialité.

HENRI FESQUET.

(1) Cette expression d'Horace (en public) se rapporte à certains spectacles qu'un auteur dramatique ne doit pas mettre sous les yeux du public.

(2) Il était alors question que les membres du conseil du synode fassent partie du conclave. Ce projet a été apparemment abandonné.

AMOUREUX AU COUVENT ?

Mgr Joseph Ex Thabping, évêque de Kanchanaburi (Thaïlande), a insisté pour que l'Eglise catholique s'inspire des exigences spirituelles du bouddhisme sur un point précis : les jeunes appartenant à cette religion sont invités, lorsqu'ils ont manifesté le désir de se marier, à se retirer, au préalable, au monastère pendant une période de trois mois.

Mgr Ex Thabping estime cette coutume spécialement opportune. Il souligne que le bouddhisme croit [illegible] institue, à cet effet, des vœux monastiques résiliables au bout de trois mois.

Le pape disait que la plupart des erreurs des hommes viennent de ce qu'ils [illegible] la conjonction « ou » là où il faudrait la conjonction « et ». Telle est bien l'inspiration bouddhiste. Mais les pères du synode n'ont pas paru très [illegible]. Pourquoi, au reste, s'arrêter en si bon chemin ? Pourquoi ne pas obliger les aspirants à la vie monastique à mener une vie conjugale temporaire avant de franchir la grille du couvent ?

H. F.

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES
OCTOBRE à JUIN
• Examens d'entrée à :
SC PO
• Entrée en 1re année
• Soutien en cours d'AP
• Procédure admission en 2e année
• Préparation par correspondance
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 1953
AUTEUIL 5, Av. Leon Heuzey 75016 Paris - Tél. 224.10.73
TOLBIAC [illegible] 75013 Paris - Tél. 589.83.99

Le parti socialiste réaffirme sa volonté « d'ouverture et de dialogue »

Le parti socialiste a publié, samedi 8 [illegible], le communiqué suivant :

« Le parti socialiste rappelle que c'est le 23 juillet 1977 que son comité directeur unanime a [illegible] aux municipalités à direction socialiste : 1) de maintenir les subventions aux écoles privées sous contrat d'association ; 2) de reconduire pour une période limitée les subventions aux écoles privées sous contrat simple et d'engager des négociations en vue d'aboutir à des contrats d'association. Cette orientation, qui concrétise la volonté d'ouverture et de dialogue du parti socialiste, a été scrupuleusement appliquée dans la plupart des municipalités [illegible] et en particulier à Chambéry, où (...) les subventions aux écoles sous contrat simple ont été maintenues jusqu'en juin 1978 et des négociations engagées).

» La volonté du parti socialiste de parvenir à des solutions raisonnables qui prennent en compte les intérêts des familles aux revenus les plus modestes et assurent le maintien de l'utilisation des locaux mis par les municipalités (ni plus ni moins contraignant que celui des locaux mis aux associations sportives et culturelles) rencontre un écho favorable chez les parents et les enseignants des écoles privées.

» Cela explique sans doute l'inquiétude de certains [illegible] qui font passer leurs arrières-pensées tactiques avant l'intérêt des enfants, et qui ne visent pas seulement la gauche dans leurs attaques. On peut s'étonner par exemple que les contrats d'association en vigueur dans les écoles du secteur privé, qui vous accommodent fort bien, soient soudain récusés parce qu'ils ouvriraient la voie à une intégration qui serait pourtant été proposée par M. Lefebvre, président de l'APEL, lors du congrès de Lille. (...) »

La municipalité de Chambéry explique sa décision

La municipalité de Chambéry, dont le maire est M. Francis Ampe (P.S.), a publié [illegible] au point au sujet de la dénonciation de la convention qui liait la ville, depuis 1973, aux écoles privées sous contrat simple (*le Monde* du 8 octobre). Elle résume ainsi ses objectifs : « 1) *La convention liée aux contrats simples ne correspond pas à notre perspective politique ;* 2) *En principe, la convention est reconduite pour l'année scolaire 1977-1978 ;* 3) *Désormais, la municipalité demandera aux écoles privées recevant des fonds publics la communication de leurs budgets de façon à éclairer sa décision ;* 4) *La municipalité [illegible] d'ouvrir immédiatement des négociations avec les représentants de l'enseignement privé et de les mener à terme d'ici au 30 juin 1978.* »

SCIENCES

Jusqu'au 16 octobre au Muséum

LE SALON DU CHAMPIGNON

Comme tous les ans à l'automne, le Salon du champignon se tient dans la galerie de botanique du Muséum national d'histoire naturelle (Jardin des plantes à Paris) jusqu'au 16 octobre.

Outre la démonstration traditionnelle des champignons, une partie de l'exposition est notamment consacrée au développement des « [illegible] » des champignons, et à la reconstitution d'un laboratoire de préparation des milieux de culture de champignons microscopiques.

Les visiteurs pourront voir des champignons [illegible] sur la momie de Ramsès II et prendre connaissance des récents travaux sur les intoxications par les amanites.

Les groupes scolaires seront seuls admis pendant quatre jours (du 11, du 13 au 14 octobre) ; les autres jours seront ouverts au public. Heures d'ouverture : 9 h. 30 à 17 h. 30. Prix d'entrée : 1 F pour les enfants des groupes scolaires ; 2,50 F pour les [illegible] ; 5 F pour le grand public.

● Le *IVe Congrès national de généalogie* organisé par le Cercle généalogique du Centre se tiendra à Blois du 14 au 16 octobre. Le Cercle généalogique du Centre tient à préciser que des lettres ayant été égarées par les services postaux (une plainte a été déposée) et des chèques [illegible] *lisés, les personnes qui ont pu* connaître son intention de participer aux travaux et n'ont pas encore reçu l'accusé de réception sont priées de se mettre en relation avec le secrétaire du Congrès : Mme Dutray, 7, rue du Puits-Châtel, [illegible] Blois. Tél. : [illegible] 78-01-15.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION

■ CYCLES DE GESTION
[illegible] longs
● D.E.C.S.
probatoire et certif.
■ Préparation aux concours et cours de soutien à H.E.C. et SC. PO.

COURS DU JOUR ET DU SOIR

ESG Enseignement privé
182, rue de Vaugirard
75015 PARIS - 273-07-72

La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression [illegible] les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et impuretés qui [illegible] mélanger à des sécrétions anormales. Le [illegible] vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants, pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP joue cartes [illegible] table avec ses [illegible]. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. [illegible] s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le [illegible] des méthodes [illegible] L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité.

Ecrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84

LILLE : 16, rue Faidherbe Tél. : 51.24.19
BORDEAUX : [illegible]
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme Tél. : [illegible].84
METZ : 2-4, En Chapierre Tél. : 75.00.11
NANCY : 4, rue Piroux Immeuble "Les Thiers" Tél. : 32.05.14
LYON : 30, rue de la République Tél. : 38.09.19
MARSEILLE : 58, rue Saint-[illegible] Tél. : 33.07.50
NICE : 1, Promenade des Anglais Immeuble "Le [illegible]" Tél. : 88.25.44
NANTES : 3 bis, place Neptune Tél. : 47.63.75
REIMS : 9, place Drouet d'Erlon Tél. : 88.65.74

eral conseil

EN ILE-DE-FRANCE

UNE RÉGION DANS LA CRISE

230 000 personnes à la recherche d'un travail

Un dénombre 4 400 000 salariés, 230 000 demandeurs d'emploi au 31 [illegible] (en août 1976, le chiffre [illegible] de 191 000). 44 000 demandes nouvelles enregistrées au [illegible] du mois d'août (en 1976, le chiffre [illegible] 37 000), un afflux de 150 000 jeunes sur le marché du travail, qui constituent la moitié environ du contingent des demandeurs d'emploi. Si l'on ajoute que [illegible] de l'Ile-de-France à la recherche d'une situation sont des femmes, voici résumé le [illegible] de l'emploi en région parisienne en ce début d'automne.

Pour M. Pierre Espérandieu, chef de la mission économique et sociale de l'Ile-de-France, l'état du marché de l'emploi a pour causes à la fois conjoncturelles et structurelles : « La région parisienne [illegible] actuellement le contrecoup de la crise mondiale et nationale, mais cela ne suffit pas à expliquer totalement l'état du marché. Depuis quelques années, un phénomène de restructuration bien important des entreprises peut être observé en Ile-de-France. Cette restructuration touche de nombreux actifs puisque dans l'industrie, par exemple, [illegible] salariés travaillent dans des entreprises employant moins de cent personnes. Enfin, dernière évolution économique enregistrée en Ile-de-France entre [illegible] : le secteur secondaire a perdu [illegible] emplois, le tertiaire en a gagné [illegible] »

En 1976, le secteur tertiaire comptait 2 800 000 salariés, le secondaire 1 600 000, et le primaire à peine 10 000. En 1962, ces chiffres étaient respectivement de 2 400 000, 1 800 000 et 15 000.

La réorganisation des branches économiques en Ile-de-France n'explique pas tout. En 1972-1973, le nombre des demandeurs d'emploi était de 100 000 ; il a plus que doublé en trois ans pour atteindre 230 000 au 31 août 1977, et les [illegible] de septembre laissent prévoir une aggravation de cette situation. D'autre part, six demandeurs d'emploi sur dix cherchent plus de trois mois une nouvelle profession.

En Ile-de-France, l'effort des pouvoirs publics porte essentiellement sur les jeunes. Si 50 000 d'entre eux (ceux qui ont des diplômes d'enseignement supérieur) trouvent d'eux-mêmes une situation, [illegible] jeunes au moins souhaitent un emploi par le biais d'un organisme de placement ; [illegible] d'entre eux n'ont pas de qualification. Actuellement, une première [illegible] de l'opération en faveur des jeunes (loi du 5 juillet 1977 sur les stages d'emploi et de formation) [illegible] qu'elle [illegible] lentement en Ile-de-France puisque [illegible] jeunes à peine se sont inscrits aux divers stages proposés.

D'autre part, et afin de remédier à cette situation, un certain nombre de mesures ont été mises en place ou sont en cours de préparation pour favoriser la création et le développement des petites et moyennes industries créatrices d'emploi. Mais aucune réforme de la politique menée par la [illegible] à l'aménagement du territoire (DATAR) n'est envisagée actuellement. Cette politique pour l'Ile-de-France a notamment été précisée en 1975 lorsqu'il fut décidé que 700 000 mètres carrés de bureaux au maximum seraient construits chaque année en région parisienne, dont un tiers dans les villes nouvelles. Au cours du VIIe Plan le nombre des mètres carrés de bureaux construits à Paris ne doit pas dépasser 200 000.

De plus, le gouvernement veut favoriser les villes nouvelles et mieux répartir les entreprises en Ile-de-France (dans les villes moyennes de la région notamment).

En 1955, sur dix emplois créés en France, neuf l'étaient en région parisienne, un en province. En 1975, ces chiffres se sont inversés mais l'aménagement interne de la région parisienne doit être réexaminé. Paris compte en effet deux millions d'emplois pour deux millions d'habitants, tandis que les huit départements de l'Ile-de-France, avec 9,8 millions d'habitants, ne procurent que 4,4 millions d'emplois salariés.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

« ALLO JEUNES EMPLOIS » DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Quatre « incollables » sur le 725-18-75

« J'ai vingt-cinq ans, je travaille depuis deux ans comme [illegible]. Ai-je droit à la formation permanente, car je souhaite devenir [illegible] ? » « J'ai dix-huit ans, je suis apprenti [illegible] non [illegible]. J'ai [illegible] mon certificat d'études. Où puis-je m'adresser pour trouver un emploi ? » Depuis le 20 septembre, le 725-18-75 répond à toutes ces questions.

Le département des Hauts-de-Seine a, en effet, mis au point une formule originale d'information pour *les jeunes. Tous les jours, de [illegible] h. à [illegible] h., quatre « incollables »* se attendent au bout du fil pour [illegible] ils peuvent avoir besoin concernant leur emploi et leur [illegible].

« Il ne faut pas croire que les correspondants s'imaginent que nous sommes un centre d'embauche, explique [illegible] Ollivier, l'animatrice du quatuor, [illegible] *là pour les soutenir et les aiguiller dans la recherche d'un emploi. C'est pourquoi nous avons [illegible] une importante documentation [illegible] au gré des appels. »*

Les [illegible] ont tout d'abord répertorié les informations générales, la [illegible] préfectures. « Cela nous permet de renseigner une correspondante qui ne savait pas où s'adresser *pour obtenir une bourse par exemple,* explique Mlle Ollivier. *Puis, nous avons réuni tous les renseignements concernant les mesures prises en place par le gouvernement du 5 juillet 1977 en matière de stages de formation, les stages pratiques. Les jeunes ont entendu parler de ces mesures par la presse et la télévision. Ils nous téléphonent pour savoir s'ils peuvent en bénéficier. Ils préfèrent en général les stages pratiques dans les entreprises, qui sont plus rémunérateurs pour les plus de dix-huit ans (90 % du SMIC), que les contrats d'apprentissage (410 F par mois). Les entreprises, quant à elles, nous interrogent pour savoir si elles ont le droit de rémunérer plus cher ces jeunes lorsqu'elles les utilisent au sein de leurs services et souhaitent les garder définitivement. »*

Au chapitre « éducation » sont [illegible] les renseignements [illegible] pour les inscriptions universitaires : la [illegible], par exemple. Au chapitre « [illegible] », on a la [illegible] qui concernent du personnel. Au chapitre « formation », il y a les renseignements sur les [illegible] de [illegible] et les stages pratiques qu'elles proposent. Les [illegible] prennent *même des rendez-vous* pour les jeunes [illegible] avec un responsable de la [illegible].

Enfin, depuis quelques jours, ce sont les entreprises qui s'informent au [illegible] de s'informer sur la loi du 5 juillet. La documentation [illegible] s'enrichit au fil des jours des réponses à leur apporter.

Cinq cents appels

« Allô jeunes emplois » travaille en liaison avec le [illegible] d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), auquel le [illegible] a emprunté des fiches d'information sur chaque profession : [illegible] national d'information sur les enseignements et les professions (ONICEP) ; avec l'Agence nationale pour l'emploi, qui délègue une permanence un [illegible] membres ; avec la chambre de commerce et d'industrie et sociales, la [illegible] départementale du travail. La préfecture a prêté un local et les téléphones, les [illegible] par le [illegible] général de la [illegible] permanente.

[illegible] jours après sa mise en place le bilan d'« Allô jeunes emplois » est indiscutablement positif, et les *premières statistiques permettent* [illegible] que les cinq cents appels enregistrés (avec des « pointes » de [illegible] appels par jour) se répartissent à peu près également entre les garçons et les filles. La moitié des appels proviennent des jeunes de dix-sept à vingt et un ans qui quittent l'enseignement secondaire sans diplômes supérieurs. La moitié des correspondants sont à la recherche d'un emploi [illegible] autres se renseignent sur les stages de formation, sur l'information professionnelle). Au [illegible] deux cent soixante et onze personnes ont été [illegible] vers les agences de l'emploi.

« Les appels étant de plus en plus fréquents, note Mlle Ollivier, *nous continuerons peut-être à prendre nos [illegible] du 30 octobre, date de clôture initialement fixée. Les appels sont longs, ils durent en moyenne cinq minutes, car les jeunes nous [illegible] autant pour obtenir des renseignements que pour être soutenus et encouragés dans leur recherche. Nous le savons et nous tentons de les aider. Certains nous rappellent parfois... pour nous remercier, lorsqu'ils ont trouvé une solution. »* — M.-C. R.

Boulogne-Billancourt garde ses tours mais chasse ses ouvriers

Après l'article intitulé « Boulogne-Billancourt veut rester [illegible] Boulogne-Billancourt » (Le Monde du [illegible] octobre) M. Bernard Fibouin, secrétaire de la section socialiste de cette ville, nous écrit :

[illegible] l'aide de l'INSEE, pourquoi ne pas dire, par exemple, que, de [illegible] à 1975, les employés de bureau et du commerce ont diminué de [illegible] et les ouvriers de 38 % ? Les [illegible] de la population ne sont pas un effet du hasard. Ils ont deux causes précises : désindustrialisation et spéculation immobilière.

Diminution des emplois : dans le même temps où ces mouvements de population ont eu lieu, les « [illegible] » sont passés de [illegible] 710 (— 8 550, soit — 14 %). Autre confirmation, [illegible] salariés [illegible] sur place : en 1975, ils sont 40 % ! De [illegible] avec un maire socialiste, le nombre d'« actifs » travaillant dans la [illegible] avait augmenté de 17 % ! De plus, [illegible] le dernier recensement et cet été, le nombre des chômeurs a, hélas ! [illegible] augmenté.

Enfin, les 68 000 m2 de bureaux de la « Tête du pont de Sèvres » ne trouvent pas [illegible]. Trop de bureaux à Boulogne-Billancourt, [illegible] ailleurs [illegible] point que l'on [illegible] Renault à s'y installer [illegible] son gré. De grandes tours [illegible] poussiéreuses [illegible].

Passons à la politique du logement : à la place des emplois disparus, les logements ont poussé ; des logements chers, très chers... et qui se vendent mal. Trois exemples :

1) Prix moyen d'un grand [illegible] rue de Silly, construit à la place des 850 emplois : 5 pièces :
— le 16 juillet 1973 : [illegible] à [illegible] francs,
— le 31 décembre 1975 : 463 300 à 654 700 francs,
soit de [illegible] à [illegible] % d'augmentation. Impressionnant pour trente mois !

2) Prix « luxe » : le record actuel est détenu par l'immeuble construit dans la ZAC de la Belle-feuille où le 5 pièces est vendu en mai 1977 de 670 000 F (117 m2) à... 1 240 000 F ! Heureusement, l'article n'oublie pas de préciser que ce sont 600 logements non aidés !

Le phénomène est le même pour ce qui concerne les locations.

A Boulogne-Billancourt, les promoteurs vous donnent à [illegible] joie... à ceci près que les logements ne se vendent pas. Entre 1968 et 1975, les logements [illegible] passés de mille [illegible] huit à [illegible] mille cinq cent vingt-cinq. Beau résultat ! En tout état de cause, la politique du logement [illegible] par la municipalité ne peut qu'accélérer le déséquilibre de la population.

Que l'on s'occupe d'abord de la [illegible] du [illegible] tout le monde est d'accord ; que l'on lutte contre les excès de la [illegible] oui, mais tout cela n'est pas encore suffisant.

Il faut aller plus loin, être plus hardi. Le parti socialiste propose [illegible] à égal, de restructurer Boulogne-Billancourt [illegible] la multiplication des équipements des quartiers. Pas de gigantesque [illegible] culturel, mais plusieurs [illegible] culturels [illegible], des centres de santé dispersés dans les quartiers, des maisons de l'enfance bien réparties... et l'association le plus large possible de la population à la gestion de ces activités.

Il faut créer un centre ville certes, mais il faut aussi et surtout amener les installations nécessaires à proximité de la population. Là où le besoin est ressenti, là où c'est utile, là où *ce sera utilisé. Le quartier Rhin* et Danube n'est pas celui du Parc des Princes, ni celui des Menus, ni celui du square de l'Avre... Il faut vivre avec la population pour le savoir et être à son écoute.

Tous ces problèmes nécessitent une orientation gouvernementale différente : celle du programme commun pour les finances locales et la politique du sol urbain. Enfin, il faut vivre avec les gens pour les comprendre et faire que non seulement Boulogne-Billancourt reste dans Boulogne-Billancourt, mais aussi et surtout que Boulogne-Billancourt reste Boulogne-Billancourt. C'est ce que souhaitent les socialistes.

Maisons individuelles et villes nouvelles : la réconciliation

Le ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire vient de rendre public le texte d'une lettre que M. Jean-Pierre Fourcade a envoyée récemment aux [illegible] des villes nouvelles, avant de quitter ses fonctions.

M. Fourcade estime que les villes nouvelles de la région d'Ile-de-France paraissent être le terrain privilégié pour « expérimenter des formes nouvelles d'intégration de la maison individuelle dans la ville ». On sait qu'un programme triennal (1977-1979) de 15 510 maisons individuelles en accession à la propriété a été lancé. « Pour répondre à cette aspiration profonde des Français, sans désorganiser la vie urbaine, il faut s'attacher à réconcilier la maison individuelle et la ville ».

« Ce soir on fait les clowns »

On entend au loin la sirène d'une péniche. Le quartier sud de Cergy est situé dans la boucle de l'Oise. Un cadre donc agréable. Le boulevard serpente entre des pavillons qui lui tournent le dos. Leur façade principale ouvre sur des petites places. Trois mille cinq cents logements — du collectif et de l'individuel, en location et en accession à la propriété — sont répartis en six îlots, chacun conçu par un architecte différent. Le quartier a sa maison mère qui propose des activités pour tous les âges. Chaque îlot a son école colorée et sa plaine de jeux. L'ensemble est desservi par deux centres commerciaux et relié par des passerelles. Le piéton a ses cheminements à lui, à l'écart des voitures.

Le ciel est gris. A l'intérieur d'un îlot, un homme répare la bordure de son pavillon. De l'autre côté de l'allée, son voisin [illegible] autant. L'homme porte un imperméable triste. [illegible] yeux bleus, il a l'accent du Midi. Se plaît-il ici ? « La ville est froide, dit-il. On a tout regroupé autour du centre commercial. Chez moi, à Marseille — l'homme sourit, — *on construit les villes autour des terrains de boules. Comment voulez-vous que je sois heureux ici ? »*

Cette jeune femme, qui habite depuis trois ans un pavillon aux Touleuses, est très contente. *« Nous avons été parmi les premiers à emménager. Au début, il y avait beaucoup de réunions. Tout le monde venait et c'était passionnant de voir une ville sortir de terre. Avant, nous étions à Rosny, et je me sentais rapportée. Ici, je fais partie de Cergy. Le journal local, je le lis. C'est surtout pour les enfants que c'est le plus intéressant. On a tout sous la main, le « foot », la voile à la base de loisirs de Cergy-Neuville, la bibliothèque, la piscine. Grâce aux passerelles et aux rues piétonnes, mes garçons vont partout, tout seuls. Cela dit, il y a moins de possibilités pour les adolescents. C'est un problème préoccupant. »*

On est chez soi dans l'îlot des Plants. Les pavillons ont été construits en bandes. Des murs granités plus hauts qu'ailleurs les protègent des allées. Derrière les murs, de gentils jardins fleuris séparés par des barrières en bois.

Chaque îlot est composé d'immeubles collectifs et de pavillons. Des cubes et des barres. Des liens se sont-ils noués entre locataires et propriétaires ? *« Pas vraiment,* dit-on. *A l'œil, déjà les immeubles sont différents. Mais dans le futur [illegible] Pontoise, la [illegible] sera autre [illegible]. Le [illegible] n'est jamais là pour longtemps, et, avec l'augmentation des charges, les déménagements sont de plus en plus fréquents. Il faut dire aussi que le propriétaire a quelquefois tendance à agrandir son jardin au détriment des espaces communs. »*

La télévision locale

Les Bocages — le « Neuilly » de Cergy — *ont été conçus* par des promoteurs anglais. Rien que des petites maisons collées les unes aux autres. *« Dans un immeuble, on ferme sa porte,* dit une dame, *en pavillon on est dans son jardin. Les contacts sont plus faciles. Ici, les voisins sont sympathiques, mais tout n'est pas rose. Cette ville dite nouvelle repose sur des structures anciennes. On a construit des écoles splendides, mais le personnel n'est pas mûr pour utiliser les locaux au maximum de leurs possibilités. Il a fallu se battre pour obtenir des garderies. En fin de compte, on n'a pas plus d'avantages que dans une banlieue active. »*

La vie communautaire s'est pourtant organisée entre propriétaires. Aujourd'hui aux Bocages, c'est la fête. Gymkhana cycliste pour les enfants. Apéritif, soirée théâtrale et buffet campagnard pour les parents. [illegible] uns [illegible] autres. « *Marie-Claude, tu me prêtes tes sabots et un chapeau,* dit un père. *Ce soir, on fait les clowns.* »

[illegible] initiatives ont vu le jour [illegible] plantations organisée en commun par une association de résidents.

Autre sujet de déconvenue : la vidéo. La ville [illegible] équipée d'un câble lui permettant d'avoir une station de télévision locale. « *Au début,* déclare le responsable d'une association, *on pensait pouvoir projeter les films que nous [illegible] faits, et [illegible] d'informer les gens sur nos activités. Mais, bien entendu, l'autorisation nous a été refusée. »*

Toujours sur l'initiative de résidents, des ateliers communautaires ont été créés. « *Au départ, nous avons bénéficié de crédits venant du Fonds d'intervention culturelle et du plan-construction, ce qui nous a permis d'acheter du matériel pour bricoler. A l'époque — c'était en juillet 1974, — nous étions le seul endroit couvert dans la ville, même le samedi et le dimanche. Les gens venaient fabriquer des meubles, se rencontrer, discuter. »* Très vite, l'activité des ateliers a rayonné à l'extérieur. *« Nous avons créé des jeux pour les enfants. Les premiers ont été bien acceptés. Mais le chameau en plâtre et les champignons géants que nous avons réalisés dans l'îlot des Touleuses ont déclenché des polémiques sans nom. On en a parlé et reparlé dans le journal local et dans les foyers.*

Tout cela n'a pas empêché les [illegible] de poursuivre leur [illegible]. *« L'établissement public ayant lancé un concours pour [illegible] de l'Hautil, [illegible] nord de Cergy, nous avons présenté un projet. Son originalité réside dans le fait que cinquante familles ont participé directement, avec vingt architectes, à l'élaboration de leurs maisons. L'établissement public nous a [illegible] un [illegible] habitants [illegible] ront participer à la construction. »* Dernier problème préoccupant : l'association a épuisé ses crédits de lancement. La collectivité locale prendra-t-elle le relais ? Pour qu'une idée neuve aboutisse dans une ville nouvelle.

FLORENCE BRETON.

PRIX EXCEPTIONNELS MADELIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
DU 3 AU 15 OCTOBRE
IMPERMEABLE polyester 67 % coton 33 % 325 F
PULL laine fine 120 F
GANT agneau 85 F
CHAUSSURES semelle cuir 185 F
MADELIOS

ÉQUIPEMENT

TRANSPORTS

LA GRÈVE DES PÉTROLIERS ET LES DIFFFICULTÉS DU PAVILLON FRANÇAIS

Un marin français coûte près de deux fois plus cher qu'un marin britannique, *nous déclare le délégué des armateurs*

Lancée il y a quatre semaines par la C.G.T. et la C.F.D.T., la grève des équipages pétroliers, qui se traduit par des retards à l'appareillage de soixante-douze heures, continue et se durcit. La fédération des marins C.G.T., dans une « réponse à la [illegible] », se demande si la société pétrolière « ne tente pas de rendre responsables les marins et les syndicats d'un délestage de la flotte, délestage préparé depuis un certain temps ».

Parallèlement au conflit des pétroliers, les signes se multiplient, qui illustrent la crise de la marine marchande française, dont la compétitivité est de plus en plus mise à mal par la concurrence étrangère. La [illegible] pavillon britannique d'un car-ferry français de Normandy Ferries constitue un de ces signes les plus récents (« le Monde » daté 9-10 octobre).

Sur ces deux points, M. Pierre de Demandolx, délégué général du Comité central des armateurs français (C.C.A.F.), répond à nos questions.

« Allez-vous faire de nouvelles propositions aux syndicats qui demandent un allongement des congés des équipages des pétroliers ?

— Cela fait la question. Nous ne pouvons rouvrir [illegible] peine de contribuer à la liquidation de l'armement pétrolier français au long cours. Aucun chef d'entreprise ne peut prendre la responsabilité d'accroître ses coûts lorsque [illegible] ne [illegible].

« Cette grève ne [illegible] guère les compagnies pétrolières. Les [illegible] de stockage sont pleines et l'approvisionnement du pays n'a rien à craindre. D'autre part, les autorités portuaires françaises ont pris la décision de laisser toujours libre un poste d'amarrage pour les pétroliers étrangers. Et au [illegible] des congés je suis intéressé au [illegible] sur tous les autres points je suis prêt au dialogue.

— Quels sont les handicaps de la marine marchande française en général ?

— C'est d'abord une crise psychologique. L'opinion est beaucoup *plus sensible au* [illegible] de fer, à l'aviation, à l'automobile. Nous souffrons d'une sorte d'incompréhension. Les difficultés de la flotte ne sont jamais évoquées par ou pour elles-mêmes mais la plupart du temps à travers la crise de la construction navale. Ni les syndicats de marins ni les pouvoirs publics ne semblent percevoir [illegible] du problème. Or, la concurrence est de plus en plus aiguë et le marché toujours aussi déprimé.

— C'est donc une affaire de coût ?

— Oui, [illegible] plutôt de « surcoût » de notre pavillon par rapport aux Britanniques, aux Polonais, aux Grecs, aux [illegible] nationaux du tiers-monde, aux bateaux de complaisance. Nous ne pouvons plus tenir longtemps. Un exemple, pour un marin français de vrai de vrai transportant du charbon les recettes journalières [illegible] 11 000 F, mais les charges d'exploitation d'un « running [illegible] » dépassent 25 000 F. [illegible] un déficit de 14 000 F par jour. Ça reviendrait moins cher de le désarmer et de le mettre « en veilleuse » dans un fjord. Les recettes d'affrètement qui étaient de 6 à 7 dollars la tonne en 1973-1974 sont tombées aujourd'hui à 1,10 dollar alors que les salaires, par exemple, ont augmenté de 60 %.

— Tout le monde est touché ?

— Bien sûr. Chez les Norvégiens, les Grecs, les Espagnols, on trouve des flottes [illegible] certains armateurs, qui ont des reins solides, peuvent patienter trois ou cinq ans, le temps que le marché se redresse, et désarmer les navires. En France, [illegible] telle[illegible] qu'il faut [illegible] les navires pour entretenir notre trésorerie. Les « [illegible] » de [illegible] se sont accélérées et vont [illegible] : vingt-sept sorties dans le premier semestre [illegible] entrées. [illegible] est-on obligé de crier aux syndicats « casse-cou ».

— Le chômage augmente chez les marins ?

— Oui. Alors qu'on enregistrait vers 1974-1975 cinq cents demandes d'embarquement au [illegible] la main-d'œuvre maritime, on a connu huit cents [illegible] l'an dernier et l'on [illegible] mille [illegible] aujourd'hui.

— [illegible] « termine l'année [illegible] l'armement français, et quelles sont les perspectives ?

— Il n'y a plus qu'un « îlot de prospérité » : la côte occidentale d'Afrique, et encore ! En général, les résultats financiers des compagnies se [illegible] dégradés, et l'endettement se [illegible] accru. On n'aura enregistré que [illegible] quatre commandes, et encore [illegible] pour des lignes protégées, [illegible] Corse, et financées par le [illegible]. Donc des lignes qui ne [illegible] pas compte de l'état du marché [illegible] et [illegible]. [illegible] demandes [illegible] en 1976. Investir aujourd'hui [illegible] charger des handicaps [illegible] et énormes.

— Les solutions ?

— Il y aurait tout un [illegible] à prendre en [illegible] : des [illegible] de dettes, des mesures fiscales, des plans contractuels de désarmement temporaires, avec l'appui des pouvoirs publics. Mais surtout il faut réduire le surcoût de notre pavillon par rapport à nos partenaires européens. Si l'on compare deux navires de 40 000 tonnes, français et britannique, les dépenses journalières d'équipage sur le premier atteignent 2 250 dollars, sur le second 1 300 dollars. On a des différences de un à deux pour le coût des congés, et de un à quatre pour les dépenses de [illegible]. Actuellement [illegible], quand le marin français est en mer, sur des navires pour la plupart [illegible] et « performants », il est très compétitif.

» En revanche, lorsqu'il est à terre, et qu'on considère les congés, les relèves, la disponibilité, les charges sociales, les écarts deviennent catastrophiques. Tous les partenaires doivent avoir conscience qu'on est aujourd'hui à l'heure de vérité. Les problèmes de l'armement se posent en terme de survie en cette fin de 1977. La réponse doit donc être globale, et la [illegible] est du ressort politique. »

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSRICHARD.

Concorde devra-t-il satisfaire à de nouvelles normes de bruit ?

La « manifestation motorisée » que les riverains de Kennedy Airport avaient organisée, le dimanche après-midi 9 octobre, aux abords des pistes, s'est finalement réalisée à un défilé d'une [illegible].

Le Port de New-York vient, pour sa part, de proposer l'établissement de nouvelles normes de bruit — plus sévères que les actuelles, — qui seront discutées en audiences publiques. Le « Daily News », un quotidien new-yorkais, écrit à ce propos : « C'est manifestement un nouveau tour destiné à [illegible] l'affaire à [illegible] la faire traîner avec une nouvelle série de discussions, d'analyses et de [illegible] juridiques. »

De notre correspondant

New-York. — Les autorités portuaires de New-York, [illegible] d'encerclement sur le plan juridique, ont proposé, samedi 8 octobre, de nouvelles normes sonores pouvant être appliquées aux trois aéroports de New-York : Kennedy, La Guardia et Newark. Elles ont, d'autre part, fixé au lundi 17 octobre (le jour précisément où la Cour suprême doit statuer sur leur demande de sursis à exécution contre l'atterrissage de Concorde), le début des audiences publiques au cours desquelles toutes les parties concernées pourront faire connaître leur avis sur ces nouvelles réglementations. Ces audiences seront présidées par M. Orville Shell, ancien président du barreau de New-York.

La cour d'appel, en rendant son jugement favorable à Air France et à British Airways et en autorisant Concorde à se poser à Kennedy Airport, a jugé *que les normes sonores en vigueur avaient été appliquées, ce qui* [illegible] *de façon* [illegible] *toire* », [illegible] reconnu au Port de New-York le droit d'émettre de nouvelles normes sonores, à condition qu'elles ne fussent pas discriminatoires.

Tout [illegible] que le Port de New-York [illegible] au choix incorporent les critères fédéraux (prévus [illegible] énoncés récemment par M. [illegible] Adams, secrétaire [illegible] aux transports), plus sévères que les critères *utilisés* jusqu'ici par les autorités locales qui permettent, aujourd'hui, aux appareils d'émettre 112 décibels au décollage.

La première solution retenue par le Port de New-York aboutirait à [illegible] Concorde, mais [illegible] la plupart des appareils subsoniques de New-York, à partir du 31 [illegible] prochain, puisque, à cette date-là, les nouveaux critères fédéraux s'appliqueraient.

La [illegible] solution accorderait un délai de grâce aux appareils subsoniques ; ils [illegible] jusqu'en 1985 pour atteindre le bruit de leurs réacteurs. En revanche, Concorde serait immédiatement [illegible] séjour sous prétexte qu'il s'agit d'*un appareil d'un genre* [illegible] ».

La troisième solution viserait à remettre à 1985 l'adoption des normes fédérales et autoriserait Concorde à se poser à Kennedy-Airport pendant une période d'essai de trois ans, afin de vérifier s'il est capable de respecter le plafond des 112 décibels.

Le Port de New-York étudierait, aussi, pendant cette période, « la *nature particulière du bruit émis par Concorde* » et s'efforcerait de vérifier les nuisances causées [illegible] par les vibrations [illegible] par l'avion supersonique n'exigent pas l'établissement de normes de vibration en plus des normes de bruit.

Le Port de New-York a fait savoir qu'il pourrait adopter, au terme des audiences publiques, l'une de ses trois propositions ou bien une quatrième qui serait un compromis entre elles.

[illegible] habile puisqu'elle tient compte — du moins formellement — des [illegible] dispositifs fédéraux en matière de bruit ainsi que des avis de la cour d'appel. Il est trop tôt pour définir laquelle des trois propositions sera adoptée. On peut, en tout cas, exclure la proposition solution qui aboutirait à la fermeture, d'ici à deux mois, des trois aéroports new-yorkais...

LUCIEN WISNITZER.

Le baptême du plus grand pétrolier du monde

De notre envoyé spécial

[illegible] — [illegible] aurait dû être un beau baptême. [illegible] a voulu oublié ce [illegible] : ni les langoustes » [illegible] » ni le champagne pour les quatre cents invités. La pluie [illegible] même cédé la place à un soleil timide sur l'estuaire de la Loire [illegible] gris-bleu, lorsque [illegible] s'était [illegible] le [illegible] arrière du navire. Et puis ne s'agissait-il pas — pour quelques centaines de tonnes, il est vrai — du plus [illegible] pétrolier du monde ?

Le Pierre-Guillaumat, [illegible] par les [illegible] de l'Elf-Aquitaine et par Elf pour quinze [illegible] porte, [illegible] — [illegible] mètres — est deux [illegible] supérieure à la hauteur [illegible] Maine-Montparnasse. « Il remplirait [illegible] des Champs-Elysées du Rond-Point à l'Arc de triomphe », disait-on [illegible] peu abusivement.

[illegible] comment [illegible] l'esprit à [illegible] lorsque les trois secteurs industriels penchés sur les fonts baptismaux sont inquiets pour leur avenir.

L'affrètement d'abord. A peine sortis des chantiers, pétroliers et méthaniers [illegible] parqués dans [illegible] fjords norvégiens [illegible] l'attente de jours meilleurs, il y en aurait [illegible] cinq cents [illegible] six [illegible] Norvège, à croire le président d'Alsthom-Atlantique, M. Loygue. Commandés avant la [illegible] pétrolière de 1973, ces navires [illegible] un marché en pleine expansion. La Pierre-Guillaumat lui-même n'aurait sûrement pas vu le jour si la décision de le construire ou non avait été prise en 1974. S'il doit partir pour le golfe Persique le 28 octobre, il en [illegible] beaucoup plus [illegible] à Elf qu'un affrètement « au voyage » [illegible] disponible sur le marché, le pétrolier géant remplacera trois ou quatre navires, qui devront être désarmés.

Pétroliers et méthaniers représentant 50 % de la construction navale. Comme il n'y aura plus aucune commande avant 1982 ou 1983, les difficultés des chantiers ne sont pas difficiles à comprendre.

Déjà les Chantiers de l'Atlantique ne travaillant qu'à 55 % de leur capacité. S'il y a encore quelques commandes au carnet pour 1978, 1979 provoque plus grandes inquiétudes. « [illegible] trouver, dit M. Loygue, sept millions [illegible] travail par an si nous voulons vivre. » Une lettre d'intention a bien été signée par [illegible] américaine pour la livraison de deux [illegible] hydrauliques comportant chacune [illegible] mégawatts qui doivent être placés dans des espèces de sous-marins de 60 [illegible] long, [illegible] ne représente [illegible] travail. Et, comment [illegible] que la [illegible] et polonaise souligne la [illegible] prix des chantiers français ?

Pour faire face à une crise qui pourrait [illegible] grave que celle de la sidérurgie, les pouvoirs publics [illegible] regroupement des entreprises françaises. Mais les fiançailles tardent à se [illegible] Dubigeon-Normandie [illegible] d'affrontements [illegible] qui [illegible] le [illegible] situation, et les Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (C.N.I.M.) ont sur les bras deux méthaniers dont l'acquéreur a disparu. Voilà [illegible] dot qui ne semble pas réjouir Alsthom-Atlantique.

La Pierre-Guillaumat, qui n'a pas coûté moins de 550 millions de francs, livrera bientôt ses cargaisons de « brut » aux raffineries françaises, dont la surcapacité est aussi inquiétante que celle de l'affrètement. M. Chalandon, dont c'était la première sortie publique comme président d'Elf-Aquitaine, après avoir fait l'éloge de son prédécesseur, s'est inquiété de l'obligation faite aux entreprises de vendre le pétrole raffiné en dessous du prix de revient. « Faute d'accord entre les partenaires de la Communauté européenne (...), a-t-il dit, il faudra bien que les gouvernements reprennent leur liberté (...). Nous attendons avec confiance les initiatives du gouvernement français pour soutenir notre industrie et préserver l'emploi dans ce domaine. »

Fallait-il que le baptême fût morose pour que ce champion du libéralisme en appelle à l'intervention de l'Etat.

BRUNO DETHOMAS.

ENVIRONNEMENT

● *A Seveso*, cinq [illegible] des sept cent quarante [illegible] évacués en juillet 1976 à la suite d'une grave pollution par la dioxine regagneront, prochainement leur demeure, [illegible] d'annoncer l'Institut supérieur de la santé.

● *Deux mille logements au soleil.* — Un ensemble de deux mille logements va être entièrement chauffé à l'énergie solaire à Nîmes. L'auteur du projet est l'architecte Georges Chouleur, un des spécialistes français de l'urbanisme solaire. Il a notamment réalisé les maisons proches de la centrale d'Aramon.

A Nîmes il envisage de construire sur un terrain de 35 hectares [illegible] disponibles le Languedocienne et le boulevard périphérique sud un ensemble de deux mille logements. — *(Corresp.)*

Ile-de-France

LES CONTRACTUELLES S'HABILLERONT EN PERVENCHE

Les mille deux cents contractuelles chargées de faire respecter la réglementation dans [illegible] de la capitale [illegible] changer d'uniforme. Leur [illegible] tenue [illegible] réalisée par les ateliers de la préfecture de Paris sur des dessins de Carven. Le couturier du rond-point des Champs-Elysées et plusieurs autres créateurs ont soumis un certain nombre de croquis. Leurs propositions ont été examinées par la mairie de Paris et ce sont, en dernier ressort, les contractuelles elles-mêmes qui ont opté pour l'ensemble qu'elles estimaient le plus seyant.

L'uniforme qui a été choisi comprend deux tailleurs de couleur pervenche à veste blazer droite, jupe légèrement clochée et blouse-chemisier rayée aux couleurs de la Ville, bleu et rouge. Pour l'hiver : un manteau [illegible] en ratine, toujours pervenche, un pantalon et un imperméable complètent cet uniforme tout temps, auquel sont adjoints des bottes bleu marine et un petit chapeau prolongé en visière sur les yeux à la façon Robin des bois, mais sans plume.

PA

DIRECTION COMMERCIALE — Paris

Bâtiment - Produits métallurgiques — Membre d'un important groupe industriel français, cette société recherche pour Paris un cadre capable d'accéder rapidement à la Direction Commerciale d'un département de première transformation de l'acier. En [illegible] collaboration avec l'unité de production, il participera activement au développement des ventes puis deviendra progressivement responsable de la réalisation des objectifs [illegible] en animant une équipe d'une trentaine de personnes. En outre, il devra [illegible] évoluer et élargir de façon rentable la gamme des produits de la société en faisant preuve d'imagination et de sens du marché. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (ou équivalence), justifiant d'une solide expérience de la vente de produits industriels et de l'animation d'une équipe commerciale. Ses qualités d'animateur et son sens pratique seront importants. Une bonne connaissance de l'anglais et des milieux du bâtiment serait appréciée. La rémunération annuelle sera [illegible] de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2573BM

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER — 140.000 F

Articles de bâtiment — Une société française en pleine expansion, qui importe et distribue des articles de loisirs pour le grand public, située en proche banlieue parisienne, [illegible] un [illegible] Administratif et Financier. Sous l'autorité du Président-Directeur Général, il aura pour mission essentielle de réorganiser la comptabilité et d'en suivre l'évolution quotidiennement en liaison avec le service informatique qui lui est rattaché. Par ailleurs, il devra assurer le bon fonctionnement des services généraux, des services [illegible] et du service du personnel. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une [illegible] Supérieure de Commerce (ou équivalence), âgé d'au moins 30 ans et possédant, de préférence, une formation complémentaire en comptabilité (DECS...) et ayant acquis une solide pratique comptable en entreprise ou cabinet d'audit. De bonnes connaissances en informatique sont souhaitables. Des qualités d'organisateur sont indispensables. La pratique de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera [illegible] l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. A/2600M

DIRECTEUR D'USINE — Nord

Une société de taille humaine, spécialisée dans les problèmes d'impression et de transformation occupant une place importante sur son marché, recherche le Directeur de sa toute nouvelle usine située dans la banlieue lilloise. En relation directe avec le Président, il aura pour mission principale d'assurer la production (grande et petite série) dans le respect des délais et de la qualité demandés. Disposant d'une autonomie budgétaire, il sera également responsable de la gestion du personnel (180 personnes), participera aux achats et à l'élaboration du budget d'investissement. Ce poste devrait convenir à un candidat âgé d'au moins [illegible] formation supérieure (Ingénieur AM, CNAM, Estienne ou équivalent) ayant une expérience confirmée de l'animation d'ateliers de fabrication dans l'un des domaines d'activité suivants : papier-carton, imprimerie, arts graphiques ou emballages. La pratique antérieure de l'ordonnancement et/ou du contrôle-qualité serait intéressante ainsi que l'utilisation du papier adhésif. La pratique de l'anglais ou de l'[illegible] utile. La rémunération annuelle de départ, sera [illegible] la qualité de l'expérience acquise. Ecrire à D. LANDEAU à Croix. A/4387M

ASSISTANCE TECHNICO-COMMERCIALE — 130.000 F

Bâtiment — Une société française en plein développement (200 millions de francs de chiffre d'affaires, [illegible] personnes), spécialisée dans la fabrication de la commercialisation de matériaux de construction, crée le poste de Responsable de l'assistance Technico-Commerciale. Adjoint du Directeur du Développement, en collaborateur, dans le [illegible] de la politique commerciale, [illegible] pour mission - à partir de l'organisation technico-commerciale existante - de proposer toute modification [illegible] d'action propres à dynamiser les interventions technico-commerciales qui soutiendront la force de vente. Il aura en outre, la mission de saisir, traiter et [illegible] informations concernant l'évolution technologique et réglementaire du [illegible] Ce poste à pourvoir au siège, situé en région méditerranéenne, convient à un homme, [illegible] 35 ans minimum, de formation « Ingénieur » (Centrale, Génie Civil, ETP), ayant [illegible] pratique de la construction de bâtiments et la maîtrise des relations de haut niveau avec les organismes agréés, [illegible] d'études d'architectes et [illegible] entreprises. [illegible] breux déplacements sont à prévoir (50 % du temps). La pratique d'une langue étrangère (anglais ou allemand) est appréciée. Négociée autour de [illegible] francs annuels, la rémunération reposera sur le niveau réel de l'expérience de ce cadre. Ecrire à C. ANDRIEUX à Lyon. Réf. A/3442M

Aucun renseignement [illegible] transmis [illegible] l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63

Amsterdam - Barcelone - [illegible] - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

SPORTS

TENNIS

Jauffret vainqueur du National

LA RELÈVE SE FAIT TOUJOURS ATTENDRE

De notre correspondant

Strasbourg. — Séparés par le [illegible] du match qui sanctionnait la victoire de François Jauffret [illegible] à Patrice Dominguez (7-6, 6-4, [illegible]) en [illegible] du National, dimanche [illegible] à Strasbourg, les deux joueurs [illegible] par l'interprétation qu'ils [illegible] à leur participation à un stade de l'épreuve. Alors que la partie venait à peine de s'achever, François Jauffret se saisit du [illegible] juge de [illegible] aux deux mille cinq [illegible] spectateurs qui avaient pris place dans les gradins du central : « *Je [illegible] dire [illegible] emporté un septième titre de champion de France. Mais je tiens tout à féliciter Patrice Dominguez, mon malheureux [illegible] pré[illegible] deux, [illegible] finale, [illegible] confirmation de notre bonne [illegible] en Coupe Davis.* »

Dans ses déclarations, Dominguez n'a pas omis de faire aussi référence à cette épreuve. L'intervention des deux [illegible] interpréter comme une réponse à Patrick Proisy et une mise au point. [illegible] contesté la composition de la sélection française engagée en demi-finale de la Coupe Davis, zone européenne, à [illegible] voilà [illegible] à l'époque, Jauffret et Dominguez étaient [illegible] la polémique, soucieux sans doute de développer leur argumentation ultérieurement, sur les courts. De ce point de vue, ils ont parfaitement [illegible].

Leur accession à la finale s'est *faite, comme toute, sans problème.* François Jauffret a été néanmoins accroché par le jeune Strabourgeois Christophe Freyss (vingt et un ans), le seul à lui prendre un set durant le National. Face à Proisy, Domingez eut un début de match pénible. Après avoir perdu le premier set, il était mené 4 à 0 dans le second. Il parvint cependant à rétablir la situation avec beaucoup de brio. Imposant son jeu d'attaque et grâce aussi à une exceptionnelle réussite. [illegible] *Mais Dominguez [illegible] dans [illegible] avant la fin [illegible] de ses ressources. Si bien qu'il se [illegible] sans ressort [illegible].*

[illegible] à un succès, le Bordelais approche le record du [illegible] de Pierre Darmon (neuf), mais le tennis français doit-il s'en glorifier ? On peut trouver anormal [illegible] qu'un joueur de trente-[illegible] de la [illegible] hégémonie [illegible] être véritablement [illegible]. Le cas de Jauffret n'est [illegible] puisque le [illegible] a [illegible] « [illegible] » : Gail Lovera (trente-deux [illegible]) et Rose-Marie Darmon [illegible] dames ; [illegible] (trente-trois [illegible] et Daniel Contet (trente et un ans) dans le [illegible]. Le premier [illegible] de champion de France du [illegible] remonte à [illegible]. Celui de [illegible]. Celui de [illegible] Lovera (ex-Chanfreau) à [illegible]. Quant à Rose-Marie Darmon, elle avait gagné le [illegible] avec son mari en 1961.

[illegible] la hiérarchie a été [illegible] quatre têtes de série, la victoire de Sylvie Rual (vingt-quatre ans) n'est pas à proprement parler, un point positif. Cette joueuse, qui reconnaît [illegible] modérément, se que l'on ne voit pratiquement jamais dans les tournois, est loin du niveau international.

Chez les hommes, la situation n'est guère plus encourageante. Yannick [illegible] (dix-sept ans), [illegible] le plus talentueux de nos espoirs, a disparu dès le premier tour, [illegible] Christophe Roger-Vasselin, [illegible] deux ayant été finalistes, cette année, de la Coupe [illegible] dans [illegible] — [illegible] et [illegible] — ont fait un peu mieux, [illegible] aucun n'a passé le stade des quarts de finale.

De définitive, seul Christophe Freyss, quinzième joueur français, s'est montré le moins [illegible] des prétendants à la relève. Ce n'est pas un hasard si son [illegible] tiel, on dire des spécialistes, réside dans son sérieux. Une qualité qui n'est pas toujours de mise dans le tennis français, où sévit une certaine autosatisfaction. Une qualité cependant qui permet à Jauffret de durer, mais qui n'est plus, à elle seule, suffisante pour [illegible] au firmament du tennis international.

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

FOOTBALL

Le match nul (0-0) de la France et de l'Union soviétique

Une douche froide salutaire pour des joueurs émoussés

Quarante jours avant de recevoir les Bulgares pour le match décisif de qualification à la prochaine Coupe du monde, les footballeurs français, tenus en échec par les Soviétiques (0-0), ont pris, le [illegible] octobre, au Parc des Princes, au propre comme au figuré, une [illegible] qui pourrait leur en [illegible]. Si les résultats des joueurs français depuis plus d'un an et la valeur a priori [illegible] des Bulgares par rapport aux Soviétiques incitent à l'optimisme, il [illegible] nul rappeler qu'il est toujours [illegible] et dangereux de jouer en qualification et non [illegible] une seule rencontre, même disputée à domicile.

Les cinquante mille [illegible] du Parc des Princes [illegible] peut-être ne ne pas avoir les [illegible] pour la Coupe du [illegible] en Argentine. Un [illegible] après une confortable victoire sur la Pologne (4 à 1) et trois jours après un méritoire match nul (0 à 0) contre les Pays-Bas à [illegible], ils ont réussi à désorganiser cette jeune équipe de France qui avait progressé à grands pas dans la hiérarchie européenne.

Partie dans la même position de qualification que ses [illegible] Hongrois, les Soviétiques, vainqueurs [illegible] de leurs deux rencontres à domicile, [illegible] point que les Magyars, [illegible] d'un match nul à [illegible]. Lobanovski, entraîneur du Dynamo de Kiev et de l'équipe nationale, a fait les frais de cet échec. Rien n'a pu empêcher [illegible] Simonian, [illegible] l'ossature des joueurs [illegible], puisque [illegible] eux — les attaquants [illegible] les Français.

Panache et efficacité

Sévère au plan européen le 14 mai 1975 par la victoire en Coupe d'Europe des [illegible] vainqueurs de coupe contre les Hongrois du Ferencvaros de Budapest, Dynamo de Kiev avait séduit les téléspectateurs en offrant l'image d'une équipe alliant le panache à l'efficacité. Aux Sud-Américains, Argentins et Uruguayens surtout, les Soviétiques avaient emprunté cette habitude de multiplier les passes latérales ou en retrait pour faire courir leurs adversaires et préparer une [illegible] qui les surprenne par un brusque changement de rythme. Des joueurs d'Ajax d'Amsterdam, ils imitaient la longueur des passes ou des courses, les grands changements de balle et les [illegible] de balle constants des attaquants ou des demis. Enfin le [illegible] de lance, Oleg Blokhine, était le [illegible] des attaquants de l'Inter de Milan, pour en jouer à lui seul de la surveillance de plusieurs défenseurs.

S'ils se montrent beaucoup moins offensifs dimanche, les Soviétiques ont conservé, de leurs grandes manœuvres sous le maillot de Kiev, leur [illegible] et leur [illegible]. Des grands fauves, ils ont déjà la puissance et l'indolence apparente quand ils maîtrisent le jeu et amènent [illegible] à relâcher sa vigilance en [illegible] le ballon au milieu du terrain. Comme eux ils ne [illegible] pas sur leur [illegible] de marque pour surprendre [illegible] mettent patiemment en place de véritables pièges par ces préparatifs [illegible] qui ne doivent pourtant rien à l'improvisation.

La parade

Sauvés en première mi-temps par les footballeurs français [illegible] sauvés par la barre transversale, sur une tête de Vladimir Bessonov, puis sur un tir de Burjak, Oleg Blokhine, [illegible] son ombre [illegible] Janvion, entraînait celui-ci loin [illegible] et ouvrait ainsi des brèches pour ses partenaires. Les Français étaient alors d'autant plus facilement dominés au centre du terrain que Michel Platini fuyait vers l'avant [illegible] par la présence au nombre des Soviétiques et que Jean Petit, le meneur de jeu monégasque, était le plus souvent [illegible] d'évoluer à la place laissée libre par Janvion à l'arrière.

Comme à Kiev face au Brésil, les footballeurs français surent néanmoins trouver en deuxième mi-temps les ressources [illegible] et physiques pour réagir et chercher une parade. Contre Dynamo de Kiev, en Coupe d'Europe, les Stéphanois avaient démontré que la meilleure [illegible] pour annihiler l'organisation du jeu des Soviétiques et leur technique un peu stéréotypée était le « pressing ». A défaut de pouvoir appliquer cette spécialité stéphanoise, qui exige trop d'abnégation, d'automatismes et de dépense d'énergie pour une sélection nationale, les Français ont au moins eu le mérite de resserrer leurs rangs et les [illegible] attaquants et défenseurs pour prendre à leur tour l'initiative.

Il [illegible] quelques [illegible] pour les [illegible] sur un coup [illegible] de Platini, tiré sur la transversale. Les Français seraient alors sans [illegible] à leur [illegible] malgré la belle forme du gardien de but Youri Diegtarev, si [illegible] de leur comme Michel Platini, Dominique Bathenay ou Dominique Rocheteau n'étaient apparus un peu émoussés par un début de saison trop chargé.

Il est peut-être que la [illegible] des Bulgares, [illegible] la hantise des [illegible], la fatigue des footballeurs français et les deux [illegible] par semaine qui les attendent jusqu'au 19 novembre qui préoccuperont le plus le sélectionneur national, Michel Hidalgo. [illegible] rendez-vous le plus important de ces dernières années pour l'équipe de France.

GERARD ALBOUY.

AUTOMOBILISME

Victoire de Scheckter dans le Grand Prix du Canada

[illegible] l'essentiel, il manquait deux pilotes et [illegible] voitures au départ du Grand Prix du Canada, qui a eu lieu à Mosport, dimanche 9 octobre, et qui a pris fin par la victoire [illegible] de Scheckter (Wolf) après l'abandon d'Andretti (Lotus) dans l'avant-dernier tour. Niki Lauda, brouillé définitivement avec Ferrari, avait choisi de déclarer forfait (le Monde du 9-10 octobre), et Jean-Pierre Jabouille (Renault), confronté à des problèmes de moteur et de tenue de route, ne s'était pas qualifié. Tout bien pesé, ces deux absences ne présentaient pas le même [illegible]. Lauda est assuré de remporter le championnat du monde et sa dernière querelle en date avec Ferrari n'apportait aucun élément [illegible] à une situation [illegible] connue de tous.

En revanche, c'était la première fois que Jabouille ne parvenait pas à qualifier sa Renault RS 01. Le pilote n'est pas en cause : vendredi 7 octobre, il avait été pénalisé pendant les deux premières séances d'essais par les ennuis déjà cités, et, samedi, pour la dernière séance d'essais, il pleuvait sur Mosport. Impossible donc de réaliser un bon temps dans ces conditions.

La non-qualification de la Renault (vingt-sixième temps pour vingt-cinq partants) souligne cependant les difficultés que rencontre l'équipe de course de Renault à rendre compétitive sa monoplace de formule 1. A moins d'une performance au Japon, le 23 otcobre, dans le dernier grand prix de l'année, la saison s'achèvera pour Renault sans que la [illegible] ait réellement démontré ses éventuelles possibilités.

Pour ce qui concerne le dauphin de Lauda, dans le classement du championnat du monde, il semble que la [illegible] ait favorisé Jody Scheckter. Dimanche 9 octobre, il était [illegible] (au tour) par Hunt et Andretti et c'est un fâcheux concours de circonstances pour ces deux pilotes qui a permis à Scheckter de franchir en vainqueur la ligne d'arrivée du Grand Prix du Canada. Aux deux tiers de la course, Hunt a été contraint à l'abandon à la suite d'un heurt entre les glissières de sécurité en bordure, comble d'ironie, son coéquipier Mass. Hunt a reproché à Mass de ne pas lui avoir cédé assez facilement le passage et, si tel est le cas, il faut peut-être chercher dans le départ de Mass de chez Mac Laren ce [illegible] de complicité [illegible].

Hunt hors course, il restait Andretti, dont la Lotus est en tous points supérieure à la Wolf de Scheckter, à l'avant-dernier tour. Andretti était lui aussi éliminé, moteur cassé. [illegible] et [illegible] fois une bonne et une mauvaise course pour Lotus. Bonne, parce que les Lotus sont à l'évidence les meilleures monoplaces du lot, mauvaise parce qu'il [illegible] que qu'un constructeur et un pilote connaissent autant de déconvenues.

FRANÇOIS JANIN.

TENNIS DE TABLE

Deux mille concurrents à la salle Georges-Carpentier

Cent soixante raquettes en mouvement et quatre-vingts balles en [illegible] volti[illegible] sans arrêt : tel est le spectacle insolite qui se donnait samedi [illegible] dimanche [illegible] à Paris. La Fédération française [illegible] table ouverte, salle Georges-Carpentier, à l'occasion de son premier [illegible]. Succès [illegible] puisque deux mille concurrents licenciés ou non, se répartissent répartis par [illegible] de quatre poules de [illegible]. Des gamins de douze ans y [illegible] — avec quelle [illegible] — des hommes aux cheveux blancs, sous l'œil averti du champion d'Europe, Jacques Secretin.

La récompense suprême, en dehors des cadeaux remis à chaque vainqueur de match, était de se voir intégrer dans l'équipe de France, qui participera au tournoi de Paris le 25 octobre, au stade Pierre-de-Coubertin.

Le tournoi populaire de ce week-end devait, en effet, le coup d'envoi à une série de manifestations destinées à marquer le cinquantième anniversaire de la Fédération française de tennis de table. L'élite [illegible] Chinois en tête, participera aux [illegible] en France, du 2 au [illegible], à Rennes, et au tournoi final, le 5 décembre, à Paris.

Belle [illegible] de relance pour une fédération qui ne compte encore que soixante-dix mille adhérents, mais qui n'ignore pas que la France est riche de pratiquants [illegible] dimanche, [illegible] au fond, de se [illegible] dans des compétitions à leur niveau, tout en profitant du spectacle que peuvent donner les champions.

Sans [illegible] l'attrait que ce sport peut [illegible] pour les plus jeunes, qui y [illegible]. La [illegible] Pol ponguiste, réservé aux [illegible] de... [illegible] dix-sept [illegible] champions [illegible]. De quoi espérer, vraiment. — F. S.

ÉQUITATION

AU CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SAUT D'OBSTACLES

La déroute des grands noms

Après trois jours de galops ininterrompus sur le terrain du Grand-Parquet de Fontainebleau, le championnat de France des cavalières et cavaliers de saut d'obstacles s'est achevé, dimanche 9 octobre, par la traditionnelle épreuve tournante avec échange de chevaux entre les quatre cravaches finalistes [illegible] année par la nouvelle et triomphante génération : Alain Hinard, détenteur sans [illegible] de la couronne, Gilles Barran de Balanda, Jean-Marc Nicolas et Jean-Paul Patrat, cités ici dans l'ordre des mérites.

Tout a commencé si en partie s'est joué avec le Prix des Vin[illegible], première épreuve qualificative, [illegible] vendredi devant un public clairsemé. Trempés *comme des soupes sous une pluie* impitoyable, une cinquantaine de candidats au titre bravement [illegible] découvrent trois heures d'horloge. Infortunés *habits rouges* [illegible] aussi et surtout pauvres chevaux pataugeant dans la gadoue jusqu'à la pointe du jarret.

Au [illegible] et, *a fortiori*, sur la piste, [illegible] une [illegible] femme malgré les [illegible] de l'affiche. Pourquoi ? Dans sa conception actuelle, le championnat de France [illegible] ses [illegible] grosse épreuves éliminatoires, Prix de Vincennes-maniabilité et Prix d'Auteuil-puissance, sans parler de la finale, exige des concurrents, outre de l'énergie à revendre, une grande capacité pulmonaire (voir les cavaliers à leur retour au paddock) et surtout les biceps à cause du dressage hâtif des certains chevaux, *dressage* [illegible] pour un petit nombre. Or si nos compagnes ont le culte du travail bien fait et le respect de leur métier, elles *n'ont physiquement pas la force* — [illegible] l'ont compris — de jouer les leaders dans un championnat où le dernier mot, à valeur *technique comparable*, reste au muscle.

Le deuxième sexe, pour notre plaisir et sa fierté, avait autrefois *son propre championnat national* qui eut, [illegible] autre mérites, celui de révéler des cavalières de la trempe de Michèle Cancre et Janou Lefebvre, deux « natures » sans pareille. Il a été supprimé et remplacé à un niveau beaucoup plus [illegible] par le Championnat de France des cavalières [illegible] catégorie, dont nous discernons mal l'intérêt et la *valeur sportive. Façon de faire* une fleur à ces dames, chuchotait-on à la tribune officielle. On peut [illegible] demander si une telle épreuve avait sa place, dimanche, à Fontainebleau.

Le fait saillant du Championnat de France seniors tient dans la déroute complète des cavaliers consacrés par le savoir et la renommée. Marcel [illegible] — à stupeur — se voyait écarter dès le premier jour, l'olympique *Bayard de Maupas* s'arrêtant par [illegible] sur le premier élément du double, attaque sans doute un peu trop en bourrasque, après une glissade inopportune sur la banquette. Puis [illegible] *de Carron*, [illegible] monture du champion, [illegible] *chance donc pour lui*, « charognait » à mi-parcours, donnant ainsi un témoignage éloquent du caractère [illegible] de son père, le beau, l'éruptif *Ramiseau*. Abandon du cavalier numéro un.

Hubert Parot, [illegible] Roguet, Daniel [illegible] peut-être un peu surmené, se sont vu [illegible] leur carrière que leur action présente procède davantage de l'[illegible] que du sacré. Ils s'ajoutent à la [illegible] incompréhensiblement longue des valeurs n'ayant joué aucun rôle. Au départ, il est vrai, la perspective d'aller à la « tournante » [illegible] inquiéter les meilleurs, leurs chevaux respectifs [illegible] la classe internationale et le risque [illegible] énorme de les voir, par la suite, détraqués [illegible] mains [illegible] certaines — ne citons [illegible] — [illegible] un peu trop vigoureusement le tapis.

Pour tout dire, [illegible] étreuve « cape-à-l'œil, [illegible] public — plus de dix mille spectateurs [illegible] — en revanche les *aficionados* [illegible] joindre leurs siens [illegible] bravos. Il est [illegible] pénible, il est désagréable à l'homme de cheval de voir houspiller, sur quatre parcours consécutifs, des sujets appelés à briller à l'étranger pour le bon renom et l'avenir de l'équitation et de l'élevage français nullement en péril, n'en déplaise aux casseurs de [illegible] sentences fulminatoires *n'ayant de prix qu'à leurs yeux.*

Les [illegible] dans les fonds de décor, demeuraient seuls en piste les jeunes loups. D'ici ainsi que sortirent du [illegible] les quatre cavaliers cités plus haut. Le jeune [illegible] en Normandie, Alain *Hinard, qui obtint sa première* victoire internationale, il y a deux ans, en remportant le Grand Prix de Dinard sur une forte coalition étrangère, [illegible] à Christophe Cuyer, tout aussi malchanceux cette année que ses grands aînés.

Aucune surprise [illegible] Mlle Dominique [illegible] conservant son titre.

ROLAND IERLIN.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS (formule 1)
[illegible] PRIX DU [illegible] À [illegible]

1. *Scheckter (Wolf)* ; 2. Depailler (Tyrrell), à 1 sec. 7 ; 3. [illegible] (Mac Laren), à 1 sec. 9 ; 4. Jones (Shadow) ; 5. Tambay (Ensign) ; 6. [illegible] (Surtees), etc.

Classement du championnat du monde. — 1. Lauda, 55 pts ; 2. [illegible], 55 ; 3. Andretti, 47 ; 4. Reutemann, 38 ; 5. Hunt, 31 ; 6. Mass, 26, etc.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE de première division
(Première journée)

*Villeurbanne bat Antibes	86-79
Orthez bat *Bagnolet	94-82
*Monaco bat Nice	79-65
*Caen bat Denain	108-84
Le Mans bat *Challans	86-56
*Clermont bat Tours	96-94
*Paris bat [illegible]	112-92
*Avignon bat [illegible]	86-70

Cyclisme

TOUR DE LOMBARDIE

1. G.-B. [illegible] (It.), [illegible] km. [illegible] h. 3 min. (moyenne : [illegible] km.-h.) ; 2. Vandenbroucke (B.), à 2 min. 50 sec. ; 3. Bitossi (It.) ; 4. De [illegible] (B.) ; 5. [illegible] (It.) ; 6. Vandi (It.) ; 7. [illegible] melk (P.-B.), même temps ; 8. De Muynck (B.), à 3 min. ; 9. Perletto (It.) ; 10. Fabbri (It.), même temps.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION
(neuvième journée)

Besançon bat *Avignon	2-1
*Martigues bat Saint-Dié	4-2
*Epinal bat Ajaccio	5-0
[illegible] bat [illegible]	2-1
Auxerre bat *Fontainebleau	3-0
*[illegible] bat [illegible]	5-2
*Toulouse bat Angers	2-2
*Chaumont bat Melun	2-2
*Haguenau bat Béziers	0-0

Classement. — 1. Martigues, [illegible] pts ; 2. Epinal, 14 ; 3. Auxerre, 13 ; 4. Besançon et Ajaccio, 12 ; 6. Toulouse et Angers, 11 ; 8. [illegible], 10 ; 9. Arles, 9 ; 10. Avignon, [illegible] et Saint-Dié, 8 ; 13. Alès et Chaumont, 7 ; [illegible] Melun et Haguenau, 6 ; 17. Toulouse, 4 ; [illegible] Fontainebleau, 1 point.

GROUPE B

*Tours et Lille	2-2
*Limoges bat Angoulême	3-0
*Guingamp bat Quimper	2-1
*Dunkerque bat Guingamp	5-0
*Lucé et [illegible]	0-0
*Poissy et Paris F.C.	3-2
*Rennes bat Caen	2-0
*Red Star bat Boulogne	4-1

[illegible]. — 1. Tours, 14 pts ; 2. [illegible], 13 ; 3. Lille, Dunkerque, [illegible] et Gueugnon, 12 ; 7. Lucé, 11 ; 8. Paris F.C., 10 ; 9. Rennes et Brest, 9 ; 11. Angoulême, 8 ; 12. Quimper, Boulogne, Limoges et Poissy, 7 ; 16. Nœux, 5 ; 17. Caen, 4 ; [illegible] Guingamp, 3 points.

Handball

L'équipe portugaise [illegible] *a battu, le 8 octobre à Lisbonne, le Racing de Strasbourg par 24 à 16 en* [illegible] « [illegible] » *première* [illegible] *la Coupe d'Europe des* [illegible] *pions.*

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION
([illegible] journée)
POULE A

*Gagny bat Besançon	16-11
A.S.P. [illegible]	19-18
St. [illegible] U.C. b. *Ivry	17-13
[illegible] U.C. bat Toulouse	[illegible]
*Strasbourg - [illegible] : reporté au 29 octobre.	

[illegible]. — 1. Paris U.C., 9 pts ; 2. [illegible] marseillais U.C., 9 ; 3. Ivry, 7 ; 4. Gagny, 7 ; 5. [illegible] bourg, 6 ; 6. A.S.P. Police, 5 ; 7. Nîmes, 4 ; 8. Cannes, 2 ; 9. Toulouse, 3 ; 10. Besançon, 3 points.

POULE B

*A.S.P.T.T. [illegible]	[illegible]
[illegible] b. [illegible]	[illegible]
Mulhouse bat [illegible]	19-17
Dijon bat [illegible]	27-21
*Saint-Maur bat Gonfreville	[illegible]

[illegible]. — 1. A.S.P.T.T. [illegible], 9 pts ; 2. Dijon, 9 ; 3. [illegible], 8 ; 4. Mulhouse, 8 ; 5. [illegible], 7 ; [illegible] 5 ; 7. Villemomble, 5 ; [illegible], 3 ; [illegible], 3 ; 10. [illegible], 3.

Hippisme

Le prix [illegible], disputé à Longchamp, a retenu pour les paris couplé [illegible] et tiercé, a [illegible] par [illegible] suivi [illegible] *le* [illegible] et par *Magtnot*. La combinaison [illegible] 5-9-11.

Motonautisme

Six Heures de Paris

1. [illegible] Spalding - Tom [illegible] (G.-B.), sur Mercury - Velden, 173 tours, [illegible] 813,1 kilomètres à la moyenne de [illegible] km.-h. ; 2. [illegible] Edwards - Tom Deur (G.-B.), sur Mercury-Hodgar, [illegible] tours ; 3. Cless [illegible] (F.-B.), sur Mercury-Velden, [illegible] tours ; 4. [illegible] Herring (Etats-Unis), sur Evinrud-Molinari, [illegible] tours ; 5. [illegible] (It.), [illegible] tours.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE [illegible]
(troisième journée)
GROUPE I
POULE A

[illegible] b. *Auch	18-9
*Agen b. Tyrosse	27-8
Béziers b. *Bègles	19-12
Le Creusot b. *Vichy	16-6

Classement. — 1. Béziers, 6 pts ; 2. Lourdes, 6 ; 3. [illegible], 7 ; 4. Auch, Le Creusot, Vichy et Tyrosse, 5 ; [illegible], 4.

POULE B

*Montauban b. Bourgoin	[illegible]
Toulon b. [illegible]	11-7
U.S.A. Perpignan b. *Tarbes	3-6
*Mérignac b. Albi	9-7

[illegible]. — 1. Montauban, 9 pts ; 2. [illegible] Perpignan, 8 ; 4. Brive, Bourgoin, Tarbes et Mérignac, 5 ; 8. Albi, 3.

POULE C

Nice b. *Mazamet	13-10
*Biarritz b. Beaumont	7-4
Toulouse b. *Aurillac	10-6
Bourg b. *Chambéry	[illegible]

Classement. — 1. Toulouse, Bourg, Nice, Beaumont et Biarritz, 7 pts ; 5. Aurillac et Mazamet, 5 ; 8. Chambéry, 3.

POULE D

*Bagnères b. [illegible]	[illegible]
*Oloron b. Bayonne	3-3
Romans b. *Montchanin	13-9

[illegible]. — 1. Graulhet, 9 pts ; 2. Bayonne, 8 ; 3. Romans et La Rochelle, 7 ; 5. Oloron, 5 ; 6. Bagnères, 5 ; 7. Montchanin et Rodez, [illegible].

POULE E

*[illegible] b. Tulle	[illegible]
*Dax b. La [illegible]	40-12
*Carcassonne b. Montferrand	33-7
*[illegible] et [illegible]	12-12

[illegible]. — 1. [illegible] Montferrand et Tulle, [illegible] pts ; 4. Dax et Valence, 6 ; 6. Carcassonne, [illegible] et La Voulte, 5.

GROUPE II
POULE F

*Gaillac b. Marmande	[illegible]
[illegible] b. *Lavelanet	16-12
*Angoulême b. P.T.T. [illegible]	33-12
*Orthez b. Quillan	[illegible]

[illegible]. — 1. Gaillac et [illegible] de-Marsan, 9 pts ; 3. Angoulême, 7 ; 4. Orthez, Lavelanet, P.T.T. [illegible] Marmande, 5 ; 8. Quillan, 3.

POULE G

*Périgueux b. Mimizan	40-15
*Lannemezan b. Bergerac	8-3
Pau b. *Langon	24-9
*Nîmes b. Mauléon	9-6

Classement. — 1. Pau, 9 pts ; 2. Périgueux, Mauléon et Lannemezan, 7 ; 5. Bergerac, Mimizan et Nîmes, 5 ; 8. Langon, [illegible].

POULE H

St-Jean-de-Luz b. *Lyon O.U.	17-15
Millau b. *Prades	16-0
*Castres b. Saint-Médard	10-4
*[illegible] b. Vic-en-Bigorre	[illegible]

[illegible]. — 1. Carmaux, 9 pts ; 2. Saint-Jean-de-Luz, [illegible] Millau, 7 ; 5. Saint-Médard, Vic-en-Bigorre et Prades, 5 ; 8. Lyon O.U., 3.

POULE J

*Coarraze-Nay b. Pamiers	13-6
*Boucau b. Lombez	4-3
*Grenoble et Saint-Claude	6-6
*Avignon b. [illegible]	41-3

[illegible]. — 1. Boucau, 9 pts ; [illegible] Saint-Claude, 8 ; [illegible] Avignon, 7 ; 4. Grenoble, 6 ; [illegible] Lombez, Coarraze-Nay et Voiron, 5 ; 8. Pamiers, 3.

POULE K

*Racing C.F. b. Fumel	48-3
PUC b. *Montélimar	26-7
*Dijon b. Cahors	22-9
*Thuir b. Saint-Girons	9-6

Classement. — 1. PUC, 9 pts ; 2. Racing C.F. et Dijon, 7 ; 4. Cahors, 6 ; 5. Saint-Girons, Thuir, Montélimar et Fumel, 5.

Tennis

NATIONAL
Simples [illegible]

Demi-finales. — Dominguez bat Proisy, 3-6, 7-5, 6-2, 6-4 ; [illegible] bat Freyss, 7-5, 5-7, 6-0, 6-4.

Finale. — Jauffret bat Dominguez, 7-6, 6-4, 6-4.

Simples dames

Finale. — Mme [illegible] Mlle Dupuy, 7-5, 6-2.

VOILE. — *Le voilier français* Gauloises II *est arrivé* [illegible] *octobre, à* [illegible] *h.* [illegible] *G.M.T., au Cap, terme de la première étape de la course* [illegible] *du monde. Il* [illegible] *la troisième place en temps compensé, derrière* Flyer *(Pays-Bas)* et King's Legend *(Grande-Bretagne).*

JUSTICE

AU CONSEIL DE L'EUROPE

Objection de conscience et Convention des droits de l'homme

De notre correspondant

Strasbourg. — L'Assemblée [illegible] de l'Europe a demandé vendredi 7 octobre que l'objection de conscience au service militaire soit incluse dans les [illegible] par la [illegible] européenne des droits de l'homme. La résolution, adoptée à la quasi-unanimité, déclare notamment : « *Les personnes astreintes au* [illegible] *qui,* [illegible] *motifs* [illegible] *ou* [illegible] *raisons* [illegible] *profonde d'ordre* [illegible], *éthique, moral, humanitaire, philosophique* [illegible] *autre* [illegible] *nature,* [illegible] *d'accomplir* [illegible] *subjectif* [illegible] *dispensés de ce service.* » L'Assemblée [illegible] prononcée [illegible] un service de remplacement [illegible] à la [illegible] au tiers-[illegible].

Il [illegible] du débat que, [illegible] le [illegible] des objecteurs de conscience [illegible] depuis dix ans, on [illegible] loin, dans les pays [illegible] d'Europe, [illegible] statut des objecteurs de conscience.

A l'heure actuelle, a remarqué M. Péridier, sénateur [illegible] français, rapporteur de la commission juridique, à l'exception de la Turquie et de Chypre, tous les pays membres [illegible] de l'Europe [illegible] une forme ou une autre, le droit à l'objection de conscience. Mais entre l'Autriche, la R.F.A., les Pays-Bas et le Portugal, qui le reconnaissent dans leur Constitution, la Grèce, qui vient de le [illegible] d'une façon restrictive, et la France, qui en limite la portée, les situations sont très variables. Dans la plupart des cas, a souligné le rapporteur, les raisons invoquées sont [illegible] religieux. Il s'agit de les [illegible] aux préoccupations [illegible] éthique, moral, humanitaire et philosophique. Cela permettrait, a indiqué le rapport, la reconnaissance, dans certains cas, de l'objection pour des raisons politiques.

Il faudrait aussi que le service de remplacement [illegible] aux objecteurs ne dépassât point la [illegible] des obligations militaires [illegible] ses [illegible] soient mis sur un pied d'égalité, socialement et financièrement, avec les soldats assumant leur service militaire normal. Enfin, l'information sur les droits des objecteurs laisse beaucoup à désirer.

Les libertés de pensée, de conscience et de religion, ainsi que les possibilités de les manifester, exprimées à l'article 9 de cette convention, semblent inclure logiquement le droit à l'objection. Mais le même article fait mention de restrictions à ces libertés, découlant entre autres des [illegible] de la [illegible] nationale et de l'ordre public. En France notamment, a noté M. Péridier, la jurisprudence est contradictoire. Cette disposition de la Convention des droits de l'homme, a remarqué le rapporteur, n'oblige donc pas les signataires à reconnaître le droit à l'objection de conscience, qui, alors, devrait [illegible] formulé clairement dans un protocole additionnel.

Dans la discussion, M. Schürch (radical démocrate, Suisse), qui [illegible] lors du vote, fit savoir que son pays rejetterait l'objection de [illegible] la neutralité [illegible] l'égalité devant la loi [illegible] fondamentales [illegible] pays. Le référendum du 11 décembre prochain à propos de la [illegible] du droit d'objection ne devrait pas [illegible] à la ratification populaire, selon l'orateur.

Certains [illegible] que l'objection de conscience soit [illegible] en Espagne, qui s'apprête à demander [illegible] au Conseil de l'Europe. M. Péridier a rappelé que huit [illegible] espagnols [illegible] en prison pour la revendication [illegible] Le gouvernement de Madrid vient toutefois de donner [illegible] bonne volonté en suspendant un [illegible] qui devait juger un objecteur à Malaga et en accordant la libération provisoire d'un autre à Bilbao.

JEAN-CLAUDE HAHN.

CORRESPONDANCE

Les difficultés des sociétés d'économie mixte

Après la mise en cause, dans un article consacré aux pertes enregistrées par des sociétés d'économie mixte de la région parisienne (*le Monde* du 28 septembre), de la SEMIC, qui enregistre un déficit de 40 millions de francs, MM. Caillaud et Viellet, respectivement président et directeur général de la Société d'économie mixte de construction et de rénovation urbaine de la ville de Créteil, nous font savoir que, bien que portant le même sigle, leur société n'a aucune relation avec l'établissement cité dans l'article.

La SEMIC mentionnée dans l'article, écrivent-ils, « *est en fait la Société d'économie mixte immobilière de Coudray-Montceaux, dont le siège social est en l'hôtel de ville de Coudray-Montceaux et qui a effectivement ses bureaux dans les locaux de la SACI, selon ce que nous avons relevé dans l'annuaire des SEM, édité par la Fédération (...).* »

« *Par conséquent, nous vous demandons pour réparer le préjudice qui nous est causé de publier dans l'un des très prochains numéros du Monde une rectification faisant clairement apparaître :*

» — *D'une part, la dénomination sociale complète de la SEM de Coudray-Montceaux ;*

» — *D'autre part, son caractère totalement étranger avec la SEM de Créteil, de telle façon que tout risque de confusion soit entièrement écarté.*

TÉMOIGNAGE

CLAIRVAUX HORS LA VIE

De M. Marc Laimé, détenu à la maison centrale de Clairvaux (Aube), nous avons reçu le témoignage suivant :

Clairvaux. Un mythe. Une poubelle. Une centrale de sécurité ordinaire. Trois mille détenus. [illegible] à la suite d'une décision administrative qui échappe [illegible] aux magistrats qui les ont condamnés. Individus dangereux, irrécupérables, qui ont tenté de s'évader, ont participé à des mutineries, ou n'ont rien fait de particulier, mais là sans savoir pourquoi et subissent un régime qui n'a peut-être pas tout à fait mon rapport avec les quatre morts enregistrées en quatre [illegible].

Clairvaux. [illegible] et un [illegible]. Pas d'éducateurs, pas de professeurs, pas d'intervenants [illegible] qui troubleraient le bon fonctionnement d'un monde parfaitement clos sur lui-même. Un chômage endémique. La promenade toute la journée, [illegible]. Football, pétanque, poker, [illegible] le dimanche... Une structure qui fonctionne sans la vie, sans la loi, l'un de parloirs libres, comme dans d'autres [illegible] ordinaire. [illegible] d'adresser des petites [illegible] s'abonner et de [illegible] le journal du [illegible]. Censure illégale? Qu'importe...

Après trois, quatre, cinq ans de prévention, d'isolement, [illegible] dix-huit mois le quartier de [illegible] renforcée, [illegible] « expédiés » à Clairvaux. Il se'st établi une norme [illegible] huilée, depuis la création, en 1975, des quartiers de sécurité. [illegible] Mende, Tarbes, Bourgoin, Briey, Evreux et les [illegible] Clairvaux [illegible]. Ultimes étapes d'un lent enlisement pour ceux qui ne s'accoutument pas à la prison, ne concluront jamais le « *gentleman's* [illegible] » qui leur [illegible] du centre de détention. Expédiés *en O.S.R. puis à* [illegible] parce qu'on ne sait plus [illegible] ment s'en [illegible] qu'ils ne « *relèvent pas* [illegible] *la psychiatrie* », [illegible] possible de les refiler à l'asile, qu'ils « [illegible] *partout* », qu'ils perturbent la « [illegible] *marche* » d'établissements « *sécurisés* ».

Clairvaux. Un tombeau où mourront encore [illegible] qui ne supportent plus la perspective [illegible] *journées* [illegible] d'une [illegible] soli[illegible] qui tourne inlassablement [illegible] contemple [illegible] qui se baladent, [illegible] aux aussi.

[illegible] Benabid, mort le 20 mai 1977.

[illegible] Paumier, mort le 5 juillet 1977.

Henri Outin, mort le 22 [illegible] 1977.

Pierre [illegible], mort le 9 septembre 1977.

Clairvaux. Rien à signaler.

N.D.L.R. — Trois de ces [illegible] dus à des suicides : [illegible] MM. [illegible] et Jean-Claude Paumier, [illegible] deux âgés de trente [illegible] et de Pierre Gravelle, [illegible] de trente-trois ans. La quatrième, M. Henri Outin, âgé [illegible] mort d'une rupture d'anévrisme.

Amnesty International met en garde les autorités françaises à propos de Me Klaus Croissant

Me Klaus Croissant doit comparaître de nouveau devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris ce lundi 10 octobre. Dans de la première comparution, le 3 octobre, le débat sur le dossier d'extradition présenté par les autorités ouest-allemandes avait été reporté, ainsi que l'examen de la demande de mise en liberté déposée par les défenseurs de Me Croissant (*le Monde* du 5 octobre). Ce report [illegible] principalement par le [illegible] d'un nouvel élément dans le dossier : l'envoi d'un [illegible] d'arrêt délivré par un juge d'instruction de la cour fédérale de justice à Karlsruhe, le 13 septembre dernier — le jour même de l'arrestation en France de Me Croissant (le pre[illegible] mandat d'arrêt avait été établi le 15 juillet). Ce document, qui n'avait pas [illegible] traduit [illegible] du 3 [illegible] notamment examiné [illegible] lundi 10 octobre.

Alors que plusieurs [illegible] avaient publié un appel en faveur de Me Croissant, près de deux cents personnalités françaises ont signé une lettre [illegible] dans laquelle elles demandent « une [illegible] *immédiate* ».

Parmi la [illegible] des signataires figurent les noms de : [illegible] Simone de Beauvoir ; MM. Yves [illegible], Claude Bourdet, François Chatelet, Maurice Clavel, [illegible] Debray, Jacques Debû-Bridel, [illegible] Deleuze, Jean Elleinstein, Vladimir Jankélevitch, P. Joxe, Georges Kiejman; [illegible] Maria - [illegible] Macchiocci, Françoise Mallet-Joris, Françoise Sagan; MM. Alberto Sanguinetti, Jean-Paul Sartre, Haroun Tazieff, Laurent Schwartz, Fred Zeller, [illegible] Pierre-Bloch, [illegible] Badinter et Me Jean-[illegible] Bredin.

Le [illegible] Amnesty International a publié, lundi 10 octobre, un communiqué pour rappeler sa position :

« Le *mouvement Amnesty International,* souligne le communiqué, [illegible] *susceptible d'intervenir* [illegible] *lorsque la personne* [illegible] *risque d'encourir* [illegible] *le pays demandeur la peine de mort, la torture,* [illegible] *un procès inique. Dans cette affaire,* il [illegible] *que, pour décider de l'extradition, les autorités françaises s'assurent de garanties suffisantes concernant* [illegible] *prisonniers politiques en R.F.A., notamment pour que les mesures de secret prolongées* [illegible] *comme inhumaines,* ne soient *plus appliquées, comme cela s'est fait récemment.* »

Amnesty International indique d'autre part que les [illegible] françaises devront s'assurer que la nouvelle législation en vigueur en République fédérale d'Allemagne — qui paraît « [illegible] *un recul en arrière en matière de défense* » — permette au procès de Klaus Croissant d'avoir lieu « *conformément aux normes d'équité internationalement reconnues* ».

D'autre part, vingt-cinq [illegible] de Francfort et de Berlin-Ouest ont demandé, le 3 octobre, la libération immédiate de Me Arndt Müller, l'un des [illegible] de Me Croissant. Soupçonné de [illegible] à une association terroriste, il avait été arrêté à Stuttgart le 30 septembre, le jour de l'arrestation de Me Croissant à Paris. Dans leur déclaration, les [illegible] reprochent à la justice fédérale d'avoir empêché jusqu'alors Me Müller de recevoir l'assistance d'un avocat de son choix.

● *Racisme hôtelier* à Tonneins. — Pour avoir apposé un écriteau « Chambre à louer - Portugais exceptés », une habitante de Lamonzie-Montastruc (Dordogne), Mme Geneviève *Magne,* a été condamnée à 500 F d'amende par le tribunal correctionnel de Bergerac.

Vingt-deux Yougoslaves assignés à résidence à Porquerolles.

Vingt et un Croates et un Serbe, résidant dans diverses régions de France, sont arrivés dans la soirée du samedi 8 octobre sur l'île de Porquerolles (Var), où ils seront assignés à résidence pendant toute la durée de la visite du maréchal Tito. D'importantes forces de police assurent leur surveillance.

Le docteur Jean-Jacques Perron, maire d'Hyères, sénateur du Var (P.S.), a protesté contre cette assignation à résidence — venant après d'autres décisions de même nature — qui fait de la ville de Porquerolles « *un pénitencier occasionnel* ». « *Nous autres, socialistes, sommes attachés à la défense des droits des hommes, de quelque horizon politique qu'ils soient* », a-t-il ajouté, en précisant qu'il avait adressé une question écrite à ce sujet au ministre de l'Intérieur.

Faits et jugements

Un communiqué des NAPAP après l'attentat contre M. Alain Peyrefitte.

Les NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire), qui ont revendiqué [illegible] 8 [illegible] par un coup de téléphone à Europe 1 l'attentat commis devant la porte du domicile de M. Alain Peyrefitte (*le Monde* daté 9-10 octobre), nous ont adressé un communiqué dans lequel ils déclarent : « *Nous, NAPAP, avertissons la justice capitaliste en général et son ministre en particulier que nous les considérerons responsables à partir de ce jour de la santé des prisonniers politiques révolutionnaires, sans distinction d'appartenance, en grève de la faim depuis le 28 septembre, pour* [illegible] *élémentaires.* »

Le communiqué ajoute : « *La lutte des prisonniers politiques pose le problème des conditions* [illegible] *dans la soi-disant démocratie* [illegible] *avancée : effectivement, 90 % des prisonniers en France appartiennent aux classes les plus défavorisées.* » Les NAPAP concluent : « *Nous exigeons, après cette action,* que [illegible] *cas soient très vite réexaminés et que* [illegible] *fait pour répondre à* [illegible] *La bourgeoisie* [illegible] *que la tactique des otages* [illegible] *nous empêchera pas de lutter jusqu'à la victoire finale. Destruction du capitalisme.* »

Négociations au point mort à la CIMADE.

Les négociations engagées depuis le mardi 4 octobre entre la direction de la CIMADE (Comité œcuménique d'entraide) et la section syndicale C.F.D.T., qui a lancé un [illegible] de grève le lundi 3 octobre (*le Monde* du 6 octobre), sont au point mort. Les employés syndiqués, qui représentent un peu moins de la moitié du personnel, demandent toujours, comme préalable à la fin de leur grève, l'embauche d'une personne dans le secteur « *alphabétisation* » et la reconduction du mandat du chef du service « *migrants* », qui expire au mois de juin 1978.

Le secrétaire général de la CIMADE, le pasteur Roby Bois, propose pour sa part, au nom de la direction du Comité œcuménique d'entraide, l'engagement d'une autre personne chargée d'étudier les besoins du secteur « *alphabétisation* » et celui d'une autre personne pour remplacer l'actuel responsable du service « *migrants* ».

Le secrétaire général de la CIMADE justifie ces propositions en évoquant notamment « une *difficulté à travailler* » avec le responsable du service « *migrants* », ainsi qu'une « *rupture de solidarité* », soulignant que « le combat *pour les migrants* » est également son combat. Plus profondément, la CIMADE, dont le déficit pour cette année est de 356 000 F en 1977 sur un budget de fonctionnement de 3 millions de francs, a pris la décision d'équilibrer son budget 1978.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
108 F	195 F	283 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
198 F	375 F	543 F	720 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE			
173 F	325 F	475 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger les noms propres en capitales d'imprimerie.

PREPAREZ UN DIPLOME D'ETAT
D'EXPERT COMPTABLE
[illegible] diplôme [illegible] limite d'âge [illegible] le [illegible] guide gratuit numéro 668
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
[illegible] privée fondée en 1879 [illegible] au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs, 75080 PARIS - CEDEX 02.

CLOTURE DES JEUX
MARDI
APRÈS-MIDI
Notices à votre disposition chez les dépositaires
LOTO
LO 14

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS S'INSTALLE A BORDEAUX

Juin 1940 :
devant la rapide progression des troupes allemandes vers la capitale, le gouvernement français a abandonné les ministères parisiens pour s'installer à Bordeaux.

Mardi 11 octobre 1977...
Voici LA DERNIERE GUERRE...
Histoire controversée de la Deuxième Guerre Mondiale.
Chaque semaine, LA DERNIERE GUERRE confronte les témoignages des militaires qui la firent, et ceux des hommes politiques qui la provoquèrent, la déclenchèrent et y jouèrent un rôle.
LA DERNIERE GUERRE : un récit intense, une fantastique collection de documents issus des archives de guerre de tous les pays engagés et des photographies du reporter officiel du Troisième Reich.

Cette semaine, chez votre marchand de journaux, les deux premiers numéros pour le prix d'un seul : 5 F.

LA DERNIERE GUERRE

Econ

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 10 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

André Velter
Marie-José Lamothe
LE LIVRE DE L'OUTIL
En vente chez votre libraire
Editions Hier et Demain

18 h. [illegible] Pour les petits : [illegible] h. 40, L'île aux enfants ; [illegible] h. 5, Feuilleton : Recherches dans l'intérêt des familles ; [illegible] h. 43, Une minute pour les femmes ; [illegible] h. 45, Eh bien, raconte ; 20 h., Journal.

20 h. 30, FILM : L'AFFAIRE DU COLLIER DE LA REINE, [illegible] M. L'Herbier (1946), avec V. Romance, M. Brando, J. Dacqmine, M. Salina, J. Hébey (N. Rediffusion).

[illegible] soignée — d'après une [illegible] historique [illegible] Funck-Brentano — [illegible] l'escroquerie [illegible] qui éclaboussa [illegible] quelques années [illegible]

22 h. 25, Portrait : Le cinéaste Marcel Pagnol, par B. Panigel ; [illegible] h. 25, Journal.

CHAINE II : A 2

Aujourd'hui magazine ; [illegible] heures, Feuilleton sur ; [illegible] h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; [illegible] h. 45, *Jeu : Ouvrez l'œil* ; [illegible] h., Journal.

[illegible] h. [illegible] Jeu : La [illegible] des jambes ; [illegible] h. [illegible] Documentaire : Portrait de l'Univers (Les fameux centenaires du Caucase), par J. Lailier et M. Tosello ; 23 h., Zig-Zag : soixante-cinq ans de photographie (A. Hertesz) ; 23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : P. Wajsman ; 20 h. : les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : DANS LA CHALEUR DE LA NUIT, de N. Jewison (1967), avec S. Poitier, R. Steiger, W. Oates, Q. Dean, J. Patterson ; 22 h. 15, Journal.

A la suite d'un crime commis dans une petite ville du sud des États-Unis, un Noir inconnu est arrêté. Il se révèle être un détective de la police fédérale. Pas trop de manichéisme dans [illegible] analyse des mécanismes du racisme.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, La vie entre les lignes et M. de Saint-Pierre, par P. Galbeau ; [illegible] h. 25, [illegible] ; [illegible] h., « Le dossier [illegible] visite », de M. Silovitz, avec M. Renaud, D. [illegible], O. Mallet, [illegible] P. Guinard (rediffusion) ; 21 h., Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction Jorge Rotter : Slohan, Marco, Rotter ; 21 h. 40, Ecoles de Paris ; 22 h. 30, Entretiens avec... Tadao Takemoto, par O. Germain-Tomas ; [illegible] h., Travail [illegible] pierre, [illegible]

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 45, Concours international de guitare ; 20 h. 5, En direct de la B.B.C. : Chœurs et orchestre Monteverdi, dir. J.-E. Gardiner : « Hercule » (Haendel), avec J. Tomlinson et S. Walker ; 23 h. 20, France-Musique la nuit ; 0 h. 5, Entre les pavés, l'herbe.

MARDI 11 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

[illegible] h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. [illegible] Midi première ; 13 h., Journal : En direct de l'Académie française ; [illegible] h. 45, Restez donc avec nous ; [illegible] h., A la bonne heure ; 18 h. 55, Pour les petits ; [illegible] h. 40, L'île aux enfants ; [illegible] h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; [illegible] h. 43, Une minute pour les femmes ; [illegible] h. 45, Eh bien... raconte ! ; [illegible] h., Journal.

20 h. 30, Variétés : Bienvenue au cinéma, [illegible] G. Béart et R. Grumbach ; 21 h. 45, Série documentaire : Provinciales (la vigne et le vin, deuxième partie : La lumière de septembre), prod. J.-C. Bringuier, réal. H. Knapp.

22 h. 30, *Magazine littéraire* : Pleine page d'André Sipriot.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; [illegible] h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres ; 14 h., Aujourd'hui madame ; à 15 h., Série : Kojak ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Feuilleton sur... : Les [illegible] d'art (la décoration) ; 18 h. [illegible] Dorothée et ses amis ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ;

20 h. 35, Les [illegible] de l'écran, Téléfilm : Jean Moulin, de H. Michel et H. Calef.

[illegible] de la vie [illegible] des grands [illegible] de la Résistance [illegible] (lire les articles de [illegible] et de Claude Sarraute, pages 1 et 14.)

Vers 22 h., Débat : La grande [illegible] de la [illegible].

Avec MM. R. Frenay, responsable du mouvement Combat, [illegible] de l'armée secrète ; J.-P. Levy, [illegible] du mouvement Franc-Tireur ; A. [illegible] responsable du mouvement Libération ; D. Cordier, secrétaire de Jean [illegible]

CHAINE III : FR 3

[illegible] h. 45, Pour les jeunes : Touche la [illegible] et le Club d'Ulysse ; [illegible] h. 5, Emissions régionales ; [illegible] h. 40, Tribune libre : La [illegible] chrétienne ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, *FILM (westerns, policiers, aventures)* : LA PREMIERE BALLE TUE, de R. Rouse (1956), avec G. Ford, B. Crawford, J. Crain, R. Tamblyn, A. Joslyn (N.).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Jacques Garelli (et à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Les civilisations de l'écriture ; à 8 h. 32, La Terre de promission de Charles Quint à Rubens ; 9 h. 7, Matinée des autres ; 10 h. 45, Etranger mon ami ; 11 h. 2, [illegible] Paris : [illegible] étrangers après-guerre ; 12 h. 5, *Parti pris, avec B. Kouchner* ; 12 h. 45, Panorama, avec G. Guégan ;

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « La poudre des songes », de M. Bealu ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Géométrie variable ; 16 h. 25, [illegible] à l'écoute ; 17 h. 30, Ecoles de Paris : les étrangers après-guerre ; 18 h. 30, La vie entre les lignes : Michel de Saint-Pierre ; 19 h. 25, Sciences (l'institut Pasteur) ;

[illegible] h., [illegible] : [illegible] est-ce le pouvoir ? Avec Jean-Paul Dollé et [illegible] Poulantzas ; 21 h. [illegible] Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec Tadao Takemoto ; 23 h., Tout cela est fragments : [illegible] sur « Pierres », de R. [illegible]

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. [illegible] Instrumentales ; 10 h., La règle du jeu : à 10 h. 30, Cours d'interprétation, par P. Badura Skoda ; 12 h., La [illegible] ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles... Musique ancienne : A. Rossetti, J.-C. Nisle, J. Reicha ; à 15 h., L'orchestre d'Etat hongrois, dir. J. Ferencsik : Lajtha, Bartok ; à 15 h. 32, Œuvres de Purcell, Britten et M. Constant ; 17 h., Studio 107 ; 18 h. 2, *Ecoute magazine musical* ; 18 h., Jazz [illegible] ; 19 h. 45, Entre chien et loup ;

20 h. [illegible] Orchestre philharmonique [illegible], direction V. Neuman : « Ma patrie », de Smetana ; 22 h. 30, Portraits de compositeurs au Festival de musique expérimentale de Bourges ; 0 h. 5, Portraits de [illegible] au Festival de [illegible]

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : Orchestre du Théâtre national de l'Opéra, dir. P. Boulez (E. Carter, O. Messiaen, B. Bartok).
Comédie-Française, 20 h. 30 : l'Impromptu de Versailles ; le Misanthrope.
Centre Pompidou, 15 h., 18 h. 30 et 20 h. 30 : Spectacle audio-visuel.

Les autres salles

Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium, 21 h. : les Pâques à New-York.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : [illegible].
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Madeleine, 21 h. : [illegible] de [illegible].
Montparnasse, [illegible] h. : [illegible] huit.
Mouffetard, 21 h. : Erostrate.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Palais-Royal, 20 h. 30 : [illegible] niers, vous avez raison.
Plaisance, 20 h. 45 : Oui.
Poche-Montparnasse, 20 h. 30 : [illegible] mond.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : le Cosmonaute agricole.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Derniers Hommes.
Théâtre La Péniche, 20 h. 30 : le Retour.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 10 octobre

Les concerts

Lucernaire-Forum, 19 h. : [illegible] piano, cello et flûte (Mozart, Poulenc, Jolivet) ; 21 h. : [illegible] Parmentier, piano [illegible] (Liszt, Bartok, [illegible], Schubert, Brahms).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : English Chamber Orchestra, dir. R. [illegible] (Britten, Mozart).
Théâtre 13, [illegible] h. 45 : Carte blanche à [illegible] Greif, piano.

Festival d'automne

Bouffes du Nord, 20 h. 30 : Chants du Mali : la Kora.
Cirque d'Hiver, 20 h. 30 : Théâtre du [illegible].
Opéra-Comique, 20 h. 30 : S. A. D. E.

Jazz, pop', rock et folk

Théâtre Mouffetard, [illegible] h. 30 : Jacques Thollot.
Chez [illegible] la Montagne, 22 h. [illegible] : J.-P. Coustillas, bandonéon ; D. Duprat, guitare.
Théâtre Fontaine, 21 h. : Groupe Albert Marcœur, folk.
La Vieille Grille, 18 h. 30 : J. [illegible], J. Berrocal, J. Pauvros.

Passage du XXe siècle
IRCAM
Orchestre du Théâtre National de l'Opéra
direction
Pierre Boulez
lundi 10 octobre 20 h [illegible]
Carter : Symphonie de trois orchestres
Messiaen : Oiseaux exotiques
avec P.L. Aimard
Bartok : Le Château de Barbe-Bleue
avec
Y. Minton, S. Nimsgern et J.L. Barrault
mardi 11 octobre 20 h 30
Bartok : Château de Barbe-Bleue
(mêmes solistes que le 10)
Zimmermann : Les [illegible]
avec
P. Bryn-Julson, A. Ringart, U. Boose, T. Herndon, F. Grundheber, F. Mazura
co-production [illegible] le Théâtre National de l'Opéra
THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
073.57.50

cinémas

(*) Films interdits [illegible] treize ans.
(**) Films [illegible] moins [illegible]

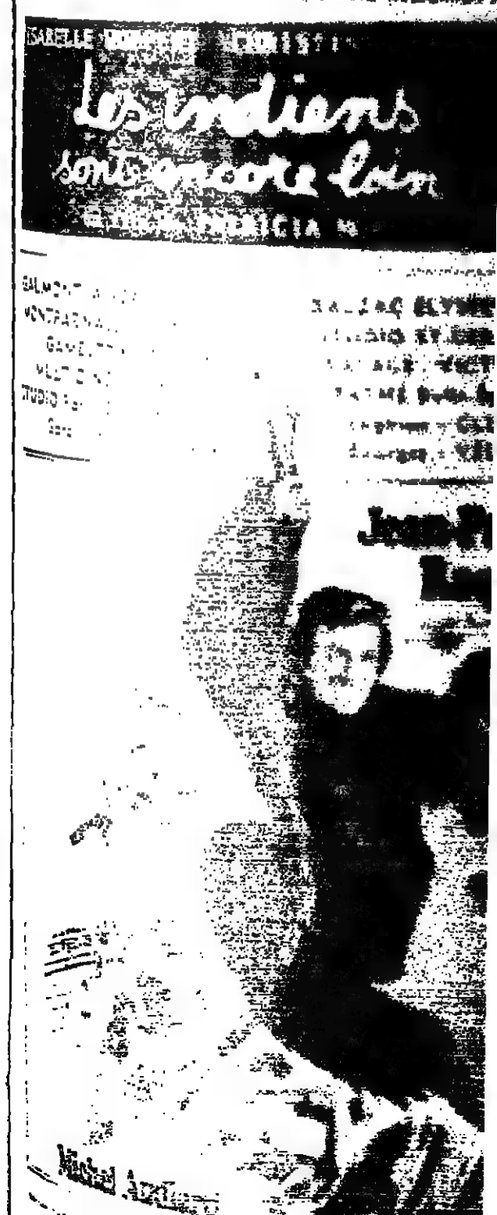
La cinémathèque

[illegible], rétro.

Les exclusivités

ACCELERATION PURE (Angl., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
AIDA (Fr.), [illegible] (544-57-34).
L'AMI [illegible] (All., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-[illegible]-40) ; Gaumont Rive-Gauche, [illegible] (548-26-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67).
L'AMOUR EN HERBE (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Opéra (073-96-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention [illegible] (579-33-00) ; [illegible], 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LES APPRENTIS SORCIERS (Fr.) : Racine, 6e (633-43-71) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42)
BAD (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32)
CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Miramar, 14e (326-41-02)
LA CHA[illegible] DE L'EVEQUE (It., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Galerie-Point-Show, 5e (225-67-29) ; v.f. : [illegible] 83, 6e (544-14-27)
LE CHAT CONNAIT [illegible] (Angl., v.o.) (*) : Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Elysées, [illegible] (359-49-34) ; v.f. : Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-[illegible] (580-18-03) ; [illegible] mount-Montparnasse, 14e ([illegible] 22-17) ; Paramount-Maillot, [illegible] (758-24-24).
COMME LA LUNE (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, [illegible] (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Miramar, 14e ([illegible] 41-02) ; Grand [illegible] 15e ([illegible] 44-58).
LA DENTELLIERE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
[illegible] OUZALA (Sov., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25) ; [illegible] Marigny, 8e (225-20-74).
DES [illegible] (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-[illegible] 15e (828-42-27) ; Impérial, 2e (742-72-52).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

PREMIÈRE LE 12
TEP
direction guy retoré
du 12 au 30 octobre
DORENAVANT !
invite J.-P. WENZEL
FESTIVAL D'AUTOMNE
17 rue Malte-Brun - Paris 20e
métro Gambetta - Tél. 636.79.09



TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 10 OCTOBRE

— *M. André Diligent*, secrétaire général du C.D.S., intervient sur R.-M.-C., à 20 heures.

MARDI 11 OCTOBRE

— *La démocratie chrétienne* dispose de la tribune libre de FR 3, à [illegible] heures 40.

● *Le prix musical de Radio-Brno* a été remporté, samedi 8 octobre, par le Centre de production de Grenoble. Dix-neuf stations de radio européennes étaient en compétition.

● *La première assemblée générale de la Fédération internationale des syndicats [illegible] (FIAT)* aura lieu du 12 au 14 octobre, à Paris.

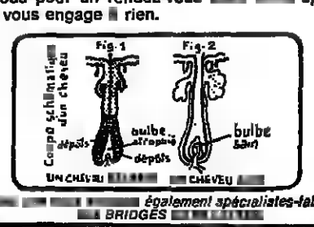
du nouveau pour les cheveux

Enfin ! une TROUVAILLE du Laboratoire qui a beaucoup travaillé pour ces dernières années, nous permet de vous proposer des PRODUITS NOUVEAUX, strictement biologiques, produits de rénovation testés en milieux professionnels et hospitaliers.

Ces produits corrigent et éliminent le désordre de votre épiderme capillaire et normalisent le [illegible] de vos cheveux.

N'attendez plus, remédiez au plus vite aux maux qui vous accablent : cheveux trop gras, trop secs, cassants, pellicules, démangeaisons, épiderme hypersensible ou tendu..., signes primaires d'une chute inéluctable.

Appelez-nous pour un rendez-vous [illegible] spécialiste, sans qui ne vous engage à rien.



également spécialistes-fabricants BRIDGES

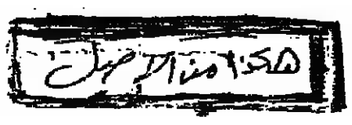
INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP
du lundi au vendredi de 11 heures à 20 heures et le samedi de 9 heures à [illegible] heures.
PARIS [illegible] - 116 bis, Champs Elysées et 1, rue Lord Byron | tél. 225.59.49
Dijon tél. (80) [illegible] — Nice tél. (93) 87.11.18
Limoges [illegible] — Rennes tél. [illegible]
Marseille tél. (91) 33.21.60 — Toulon tél. (94) 92.25.69
[illegible] tél. (40) 71.74.55 — Tours tél. (47) [illegible]

IL EST LA !!
B.D.
L'HEBDO DE LA B.D. *
EN VENTE PARTOUT
2F50
TOUS LES LUNDIS
* B.D. ÇA VEUT DIRE BANDE DESSINÉE

Passage du XXe siècle
IRCAM
29 septembre - 29 [illegible]
spectacle audiovisuel Berio
la voix des voies
[illegible] la musique électronique
lun 10 oct. 15 h-18 h 30-20 h 30
mer 12 oct. 15 h
[illegible] 20 h [illegible] audiovisuel et œuvre [illegible] J. Druckman
jeu 13 oct. 15 h - 18 h 30
à 20 h 30 audiovisuel
[illegible] œuvre [illegible] J. Chowning
ven 14 oct. 15 h-18 h 30-20 h 30
sam 15 oct. 15 h
[illegible] h [illegible] audiovisuel
[illegible] œuvre de J.C. Eloy
dim 16 oct. 15 h-18 h 30-20 h 30
lun 17 oct. 15 h-18 h 30-20 h [illegible]
CENTRE G. POMPIDOU
Grande Salle - 277.11.12

Ecole d'Orgue Hamm-Farfisa
3 méthodes : 120 à 160 F par mois.
35 F droit d'inscription
hamm
135/139 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 544 38-68

LIDO
DÉSORMAIS AU CABARET-RESTAURANT NORMANDIE AVEC LA NOUVELLE REVUE
116 BIS CHAMPS-ELYSÉES - RÉSERVATIONS



SPECTACLES

DITES-LUI QUE JE L'AIME (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; [redacted] 8e (359-92-84) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e [redacted] ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; [redacted] (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, [redacted] (797-02-74).
DUELLISTES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e [redacted] ; [redacted] (359-52-70).
L'ENFER MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ermi[redacted] 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. - Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
FUETIVOS (Esp., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Palais des Arts, 3e (272-52-98) (sf L., à 20 h. 30).
GLORIA (Fr.) : Paris, 8e (259-53-99) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Diderot, 12e (343-19-29). Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Calypso, 17e (754-10-68) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
[redacted] FOND'S (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Danton, [redacted] (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; [redacted] 9e (770-11-24) ; Nations, 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Gau[redacted] 14e (331-51-16) ; Magic-[redacted] 15e (828-20-84) ; Murat, [redacted] ; [redacted] 18e [redacted] 50-70).
HARLAN COUNTY U.S.A. (A., v.o.) : Studio [redacted]-Séverin, 5e (033-50-91) ; [redacted] Lafayette, [redacted] (878-80-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
[redacted] PRESSE (Fr.) : [redacted] Carlo, 8e (225-09-83).
L'IMPERCATEUR (Fr.) : [redacted] Alpha, [redacted] (033-39-47) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-[redacted]) ; Paramount-Galaxie-[redacted] (580-18-03) ; [redacted] 14e (326-22-17) ; [redacted] mount-Maillot, 17e (758-24-24).
J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE (Can.) : [redacted] 5e (033-26-42).
KUNG FU WU SU (Fr.) : [redacted] (233-56-70).
LA MACHINE (Fr.) : La Clef, [redacted] (337-90-90).
LA MAISON DE L'EXORCISME (A., v.f.) (**) : [redacted] 2e (742-83-54) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LE MANQUE (Fr.) (*) : la Seine, 5e (325-95-99).
LA MENACE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Omnia, 3e (233-39-36) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramou[redacted] 15e (707-12-28) ; Paramount-Gaité, [redacted] (326-99-34) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montpar[redacted] (326-22-17) ; Convention [redacted] harles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e [redacted] ; Paramount-Maillot, 17e (758 - 24 - [redacted]) ; Image, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
MONSIEUR PAPA (Fr.) : Madeleine, 8e (073-56-03) ; Athéna, 12e ([redacted]-48) ; Calypso, 17e (754-10[redacted]) ; Concorde, 8e (359-92-84).
LES NAUFRAGES DU 747 (A., v.o.) : Ermitage, 8e ([redacted]) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
NICKELODEON (A., [redacted] : France-Elysées, 8e (723-71-11) ; v.f. : [redacted] parnasse 83, 6e (544-14-27) ; [redacted] tais, 9e (770-[redacted]).
L'OPIUM ET LE [redacted]ON (Alg., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-52-98) ; Le Seine, 5e (325-95-99).
PADRE PADRONE (It., [redacted] : Quartier Latin, [redacted] (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; v.o. [redacted] v.f. : 14-Juillet-Parnasse, 6e [redacted] ; v.f. : Richelieu, [redacted] (233-56-70) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e [redacted] ; Gaumont-[redacted] 42-27).
LE PASSE SIMPLE [redacted] : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13)
PROVIDENCE (Fr., v. ang.) : U.G.C. [redacted] 8e [redacted].
PLUS ÇA VA, MOINS ÇA [redacted] (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).
SALO (It., v.o.) (**) : [redacted] 5e (033-15-04).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Escurial, [redacted] (707-28-04).
TREIZE FEMMES [redacted] CASANOVA (It.-Fr., v.o., v.f.) (*) : Les Templiers, 3e (272-94-56) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE (Fr.-Am.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Maytair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UN BOURGEOIS TOUT PETIT, PETIT (It., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40).
UNE ETOILE EST NEE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Convention- St-Charles, 15e (579-[redacted]).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : Cluny-Ec[redacted] (033-20-12) ; U.G.C. - Danton, 6e [redacted]-42-62) ; U.G.C. - Marbeuf, 8e [redacted]-47-19) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
UN PONT TROP LOIN (A., v.o.) : [redacted] 8e (359-92-82) ; v.f. : [redacted] 2e (233-56-70) ; Athéna, [redacted] (343-07-48) ; Gaumont-Sud, [redacted] (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
UN TAXI MAUVE (A., v.o.) : Paramoun[redacted]aux, 2e (742-83-90).
VALENTINO (Ang., v.o.) : U.G.C.-[redacted] (329-42-62) ; [redacted] 8e [redacted] ; Marbeuf, 8e (225-[redacted]).
WIVES (Norv., v.o.) : Studio [redacted] la Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Olympic (542-67-19) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97).

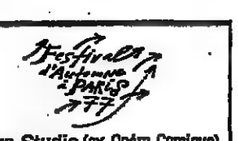
Les films nouveaux

EMMA, film français de [redacted] Mahot, v.am. La Clef, [redacted] (337-90-90).
[redacted] LAISSONS [redacted] LES MORTS ENTERRER LES MORTS, film de mon age [redacted] l'INA, v.yiddish. la [redacted] (337-90-90); Grande-Augustins, 6e (633-22-13); New-Yorker, 9e (770-63-40) ; Olympic, 14e (542-67-42).
PLEASANTVILLE, film américain de [redacted] Polon, v.o. Ac[redacted]-Christine, 6e (325-85-78).
[redacted] D'ETE, film suédois de Gunnel Lindblom, v.o. Vendôme, 2e (073-97-52) ; Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C. - Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES INDIENS SONT ENCORE LOIN, film français de Patri[redacted] Moraz. Saint-[redacted] 5e (633-87-59) ; Impérial, 2e [redacted] ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (**), film italien de Liliana Cavani, v.o. Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; v.f. A.B.C., 2e (23[redacted]-54) ; Camée, 9e (7 0-20-89) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, [redacted] (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention 15e [redacted] 20-64).
EL MACHO, film [redacted] Mark Andrew, v.o. Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention 15e [redacted] 20-64).
[redacted] CAPRICCI, film italien de Carmelo Bene, v.o. Studio Git-le-Cœur, 5e (326-80-25). J. et B.
L'ANIMAL, film français de Claude Zidi. Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny - Palace, 5e (033-07-76) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Balzac, [redacted] (359-52-70) ; Ambassade, [redacted] (359-19-08) ; Cinévog Saint-Lazare, 8e (874-77-44) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont - Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
HOLD-UP (*), film italien de G. Lorente, v.f. Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

Les festivals

CHATELET - VICTORIA, 1er [redacted] 94-14) (v.o.), 11 h. 50 : Maîtresse ; 14 h. : Mahler ; 16 h. 10 : Family Life ; 18 h. : Saloon Kitty ; 20 h. 20 : Casanova de Fellini ; 22 h. 40 : [redacted], la colère de Dieu [redacted] du plaisir ; 14 h. 10 : les Mille et Une Nuits ; 16 h. 15 : Oria Cuerpos ; 18 h. 20 : Taxi Driver ; 20 h. 30 : Cabaret ; 22 h. 40 : le Dernier Tango à Paris.
JEAN COCTEAU : La Pagode, 7e (707-12-15) : Orphée.
HOMMAGE A VALENTINO (v.o.) : La Pagode, 7e : le Fils du cheik.
HUMOUR NOIR ET CINEMA ITALIEN (v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71), en alternance : Affreux, Sales et Méchants ; Drame de la jalousie : le Fanfaron.
BOITE A FILMS, 17e (v.o.) (754-51-50), I, 13 h. : Jonas qui aura vingt-cinq ans [redacted] l'an 2000 ; 15 h. : le Lauréat ; 16 h. 45 : Mort à Venise ; 18 h. : Un dimanche comme les autres ; 21 h. : les Damnés. — II. : 13 h. : Jeremiah Johnson ; 14 h. 45 : le Retour de la panthère rose ; 16 h. 30 : Cousin, cousine ; [redacted] h. 30 : Cria [redacted] 20 h. 15 : [redacted] de Fellini ; 22 h. [redacted] : [redacted] of the Paradise.
CARMELO BENE (v.o.), Studio Git-le-Cœur, 5e (326-80-25) : Don Giovanni.
L'OCCUPATION ET LA RESISTANCE : Action République, 11e (805-51-33) : le [redacted]éral della Rovere.

SAINT-SÉVERIN - MAC-MAHON
ACTION LAFAYETTE
OLYMPIC ENTREPOT



Opéra-Studio (ex. Opéra-Comique)
4 dernières
S.A.D.E.
Compagnie Carmelo Bene
loc. Opéra-Studio 742.72.00

Théâtre National de Chaillot
11 - 23 octobre
LA CLASSE MORTE
Teatr Cricot 2
loc. Chaillot 727.81.15

[redacted] Gallera
11 - 12 - 14 octobre
LE LIVRE DES DANSES
18 - 19 - 21 - 25 - 26 octobre
COME! AND THE DAY WILL BE OURS
Odin Teatret
loc. Fnac Montparnasse 222.80.56

Salle Gémier - Chaillot
12 - 23 octobre
MARCHAND DE PLAISIR, MARCHAND D'OUBLIES
Atelier Théâtre [redacted] Musique Georges Aperghis
loc. Chaillot 727.81.15

Théâtre de l'Est Parisien T.E.P.
12 - 30 octobre
DORENAVANT 1
Théâtre Quotidien
loc. T.E.P. 636.79.09

Maison de la Culture de Nanterre
20 octobre - 5 novembre
PALAZZO MENTALE
Centre Dramatique National des Alpes
[redacted]
Maison Cult. Nanterre 204.18.81
Fnac [redacted] 222.80.56

Centre de renseignements et de location
Fnac Montparnasse
136, rue de Rennes 222.80.56
tous les jours de 11 h à 19 h
sauf dimanche [redacted] lundi

ÉLYSÉES LINCOLN - IMPÉRIAL PATHÉ
OLYMPIC ENTREPOT - SAINT-GERMAIN HUCHETTE

GAUMONT AMBASSADE
MONTPARNASSE PATHÉ
GAMBETTA - CLUNY
MULTICINÉ Champigny
STUDIO Parly 2 - FRANÇAIS
Sarcelles - AVIATIC Le

BALZAC ÉLYSÉES - GAUMONT RICHELIEU - BERLITZ - WEPLER PATHÉ
STUDIO ST-GERMAIN - GAUMONT SUD - CAMBRONNE - GAUMONT
PALACE - VICTOR-HUGO - CINÉVOG ST-LAZARE - GAUMONT BOSQUET
PATHÉ Belle-Épine - GAUMONT Évry - TRICYCLE Asnières -
Enghien - CLUB Maisons-Alfort - FLANADES
Bourget - VÉLIZY 2 Vélizy - ARIEL Rueil

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Voir et toucher.

Musée [illegible] *(14,* [illegible] *de New-York),* [illegible] *scolaires,* [illegible] *cents instruments venus* [illegible] *à voir et à toucher : la Galerie* [illegible] *par la* [illegible] *à Philharmonie de Maurice Fleuret,* [illegible] *un* [illegible] *Six* [illegible] *heures chaque jour,* [illegible] *fera* [illegible] *compte quatre* [illegible] *enfants qui, par* [illegible] *de trente,* [illegible] *perdre parmi* [illegible] *d'Afrique, les sanzas du Zaïre ou les gopis de l'Inde, appris à jouer du balafon, à faire* [illegible] *aux* [illegible] *authentiques)* [illegible] *rythmes* [illegible] *piroguiers — ils connaissent* [illegible] *paroles en congolais —* [illegible] *musique* ce *n'est* [illegible] *qu'on* [illegible] *conséquence* [illegible] *geste, d'un* [illegible] *l'extérieur.* [illegible] *la place accordée ici aux percussions.*

Une autre façon d'animer.

[illegible] *qui, faute de mieux, fait fortune :* [illegible] *scolaires, présentations* [illegible] *dans des foyers, opérations ponctuelles* [illegible] *d'un festival, l'animation,* [illegible] *fortunes diverses,* [illegible] *s'adresser* [illegible] *les publics et, souvent, déçoit* [illegible] *piétiné* [illegible] *d'expérience* [illegible] *d'information* [illegible] *qui se fait ailleurs.*

Les Cahiers de l'animation, [illegible] *publie le Centre* [illegible] *d'animation musicale (le CENAM, association subventionnée par la direction de la musique), chaque trimestre depuis un* [illegible] *portent témoignages et, à l'occasion, critiquent.*

« [illegible] *fan tutte au lycée » ou l'opéra* [illegible] *une* [illegible] *de classe ; « les Zuns et les* [illegible] *» :* [illegible] *enfants qui jouent l'histoire* [illegible] *et des* [illegible] *; un dossier sur les* [illegible] *; les* [illegible] *amateur sur cinquante ans de musique buissonnière ;* [illegible] *IV (environnement* [illegible] *à Bourges) ; le folk à Saint-Florent...* [illegible] *la diversité des sujets, le choix des illustrations,* [illegible] *curiosité que l'on* [illegible] *la morosité du constat et font du* Cahiers [illegible] *façon d'animer.*

[illegible] *l'animation musicale,* no 5, [illegible] 7 F. CENAM [illegible] Pierre-1er-de-Serbie, [illegible] Paris. Tél. : [illegible]

La saveur du pastiche.

[illegible] *premier tirage —* [illegible] *mille exemplaires, — il* [illegible] *a quelques mois, rien n'est resté. Événement* [illegible] *salon croyait-on, pour le plaisir des connaisseurs,* [illegible] *premier enregistrement* [illegible] Marouf, savetier du Caire *(1914), d'Henri Rabaud, connaît un succès inattendu,* [illegible] *revanche.* [illegible] *faux orientalisme* [illegible] *premières mesures jusqu'au chœur final joyeusement anachronique,* [illegible] *n'y a pas,* [illegible] *toute cette partition brillante* [illegible] *conte de* [illegible] *Une Nuits,* [illegible] *à prendre pour argent comptant... La fausse naïveté d'un livret cruellement ironique aidant, peut-être l'opéra* [illegible] *s'était-il jamais moqué* [illegible] *lui-même avec* [illegible] *aussi constante. Et puis il y a* [illegible] *tendresse du clin d'œil qui* [illegible] *vraie* [illegible] *au pastiche. A nouveau disponible chez les disquaires, Marouf va être repris* [illegible] *14* [illegible] *octobre dans la production de l'Opéra de Nantes, celle-là même qui a servi à l'enregistrement.*

★ Coffret [illegible] disques I.P.G. 7476/78 (Decca), [illegible] A.-M. Blanzat, M. Lecocq, P. Petri [illegible] l'O.P.P.L., dirigé [illegible] J. Etcheverry.

Concert-promenade.

Le Chœur royal d'hommes de Rotterdam — une [illegible] *de chanteurs dirigés par R. Verhoeff — visite la* [illegible] *le cadre* [illegible] *culturel franco-néerlandais,* [illegible] *en soliste* [illegible] *Kruysen (baryton) et J.* [illegible] *(orgue),* [illegible] *programme* [illegible] *de Jannequin à Lutoslawsky.* [illegible] *pourra l'entendre à Paris le dimanche 23,* [illegible] *Beaune le 25, à* [illegible] *de-Provence* [illegible] *à Marseille le 28.* [illegible] *24, à Chartres, il permettra peut-être le sauvetage de l'église* [illegible] *Prunay-le-Gaillon.*

Musique

PIERRE BOULEZ DIRIGE « LES SOLDATS » DE ZIMMERMANN

Suite pour un opéra impossible

Le palais Garnier accueille Pierre Boulez pour deux concerts, [illegible] **et 11 octobre. Mardi, l'auteur du** « Marteau sans maître » **dirige, notamment, au pupitre de l'Orchestre national de l'Opéra, la symphonie vocale « les** Soldats **», de Bernd-Alois Zimmermann (1918-1970), une** [illegible] **jusqu'alors inconnue en France.**

La symphonie vocale « les Soldats » a été extraite par Zimmermann de l'opéra du même nom, pour être présentée en concert et démontrer ainsi que l'œuvre [illegible] **jouable, en dépit du verdict prématuré qu'on lui avait** [illegible]**. De même que pour les** [illegible] **de « Wozzek » et de « Lulu », d'Alban Berg, il s'agit, en quelque sorte, d'une « avant-première ». Les noms de Michael Gielen et de Hans** [illegible] **sont** [illegible] **opéra en Allemagne, le premier pour** [illegible] **la création à Cologne,** [illegible] **1965, le second ayant assuré la reprise à Hambourg en 1976. Pour présenter** [illegible] **avons** [illegible] **en contrepoint une présentation de son opéra rédigée par Zimmermann lui-même et un commentaire de Hans Zender.**

ZIMMERMANN. — *Lorsqu'on* [illegible] *à parler d'opéra, on* [illegible] *forme* [illegible] *un anachronisme, une* [illegible] *hors du temps.* [illegible] *gagne beaucoup à prendre* [illegible] *conscience de cette réalité. Cependant, il reste encore un phénomène à constater : l'opéra est vivant, bien qu'il s'agisse d'une forme complètement « impossible » ; en dépit de cet « impossible », il* [illegible] *Une fois admis, ce fait m'a étonné lorsque j'étais jeune musicien, puis il m'a amusé, enfin il m'a fasciné.*

ZENDER. — La musique [illegible] couvre une longue trajectoire : de la jeunesse à l'âge mûr. Les deux premiers actes témoignent d'une [illegible] dante et réunissent les [illegible] stylistiques du jeune Zimmermann : il [illegible] la quintessence de tout ce qu'il a reçu de la tradition et transformé à partir d'elle. [illegible] deux derniers actes, la musique devient plus dense, plus concentrée, pour arriver [illegible] sa conclusion à une pétrification mortuaire ; ces deux actes sont caractéristiques des moyens d'expression utilisés par le [illegible] dans sa phase tardive, [illegible] qui [illegible] une [illegible] généralisation de matériaux.

» La musique de Zimmermann, y compris la musique purement instrumentale, [illegible] particulièrement marquée par le mot : pas [illegible] par la composante sonore ou rythmique du [illegible] que par sa qualité de symbole.

ZIMMERMANN. — Dans [illegible] *opéra, on ne raconte pas une histoire, on présente une* [illegible] *tion ; plus* [illegible] *on rend* [illegible] *d'une* [illegible] *qui menace le* [illegible] *à partir du futur.* [illegible] *point de* [illegible] *l'utilisation* [illegible] *sujet du XVIIIe siècle avec* [illegible] *langage* [illegible] *par* [illegible] *à nos notions actuelles fait acquérir à l'œuvre une dimension hors du temps.*

ZENDER. — Zimmermann est-il un phénomène particulièrement allemand ? Sans nul doute, la musique a des traits germaniques : joie éprouvée à l'expression brutale de la force, penchant pour le surchargé, le dépressif. Toutefois, Zimmermann a connu dans sa vie un développement comparable à celui de Wagner, qui dépasse largement les dimensions allemandes et [illegible] européennes.

ZIMMERMANN. — *Je devrais dire quelques mots afin d'expliquer pourquoi j'ai choisi la pièce de Lenz comme livret pour mon opéra. Il s'agit d'une de ces découvertes qu'on fait parfois après de longues* [illegible] *de recherches : une rencontre renouvelée.*

J'avais lu la pièce du représentant du Sturm und Drang quand j'étais très jeune ; plus récemment, j'étais tombé sur ses Remarques à propos du théâtre. *L'incroyable audace de cet ouvrage théorique, écrit en 1771 lors d'un séjour à Strasbourg, allait dans* [illegible] *direction, qui coïncidait de façon frappante avec ma perception dramatique et musicale d'une forme qu'en* [illegible] *tous les malentendus j'ai appelée « opéra ».*

ZENDER. — *Faut-il considérer les* Soldats *comme un opéra littéraire ? A peine. Le texte est plutôt un prétexte pour mettre en valeur des situations globales, des caractères individuels* [illegible] *comme estompés. Je voudrais aller plus loin et désigner le livret comme un élément qui pourrait être remplacé. Le choix de Lenz était, pour Zimmermann, qui* [illegible] *Goethe, une sorte de vengeance* [illegible] *Le compositeur ressentait* [illegible] *de son devoir de défendre la figure tragique de Lenz contre Goethe, contre son idée d'équilibre harmonieux entre toutes les forces de la vie.*

ZIMMERMANN. — *Pour moi, l'aspect le plus attirant de Lenz était sa réflexion sur l'« unité de l'action interne », qui détermine* les Soldats *à un point extraordinaire ; elle l'incita à briser avec « la règle impitoyablement célébrée des trois unités », c'est-à-dire : lieu, action, temps. Les trois unités classiques étant rejetées de façon conséquente, Lenz superpose des actions, anticipant la « danse des temps simultanés » chère à Joyce. La progression de la dramaturgie, de l'époque du* Sturm und Drang *à aujourd'hui, est extrêmement réduite.*

L'abrogation des trois unités conduit à l'abrogation de l'espace et du temps, prend place à l'intérieur d'une « sphère de temps » : futur, présent et passé deviennent interchangeables. Comme le dit Ezra Pound : « L'aurore se lève sur Jérusalem tandis que minuit enveloppe encore les colonnes d'Hercule. Toutes époques [illegible] *».*

ZENDER. — Je me [illegible] que, malgré la fascination éprouvée, quelque [illegible] m'irritait, me [illegible] lors de la création [illegible] en [illegible] : [illegible] d'unité stylistique et [illegible] *l'œuvre ; sonorités* somptueuses et brillante virtuosité juxtaposées à une ascétique simplicité, pensée sérielle orthodoxe voisinant avec des citations d'œuvres classiques, de jazz et de bruits concrets enregistrés sur bande. Aujourd'hui, il me semble que les irrégularités de la [illegible] les [illegible] stylistiques [illegible] la fragmentation des [illegible] constituent précisément la [illegible] de cet opéra. *Les* [illegible] *ne forment pas un tout, clos, replié sur lui-même,* [illegible] *développement historique* [illegible] *procédé de composition.*

ZIMMERMANN. — Des chorales de Bach, du jazz se confrontent aux éléments de l'opéra traditionnel ou du théâtre musical ; tout cela s'implante dans une forme pan-acoustique, pour ainsi dire, qui fait fusionner parole, chant, décor, film, ballet, pantomime, montage enregistré dans le courant multiple du temps et du vécu.

ZENDER. — Zimmermann est le premier musicien qui, de façon consciente et explicite, introduit l'histoire dans son œuvre : il ne se sert pas seulement des formes anciennes, comme Berg l'a fait dans *Wozzek*, il utilise aussi bien la citation, depuis le chant grégorien jusqu'au folklore. De cette façon, la musique intègre sa propre histoire à son actuel développement.

Intégration serait le mot le plus juste — mieux que pluralisme, employé par Zimmermann lui-même — pour exprimer l'essentiel des idées de ce compositeur, comme peut être l'essentiel de tout art futur.

(Montage des textes.)
par PIERRE [illegible]

GEORGES APERGHIS ET SON GROUPE AU FESTIVAL D'AUTOMNE

«On a raconté Antigone aux enfants»

Mêlés, pour la seconde année consécutive, au Festival d'automne, le compositeur, les huit acteurs, les chanteurs et les instrumentistes de l'Atelier théâtre et musique (ATEM) reviennent [illegible] *droite sous l'une des productions les plus* [illegible] *par la critique lors du dernier Festival d'Avignon :* Marchand de plaisirs, marchand d'oublies.

Représentations, réductions, les œuvres [illegible] *de Georges Aperghis ont, comme* [illegible] *spectacle, leur face* [illegible] *Offertes par étapes et sous des visages successifs, les plus récentes — dont* [illegible] *— possèdent, de surcroît, une* [illegible] *mouvante que leur identité même devient incertaine. Elles* [illegible] *mauvaise presse. Mais* [illegible] *juge-t-on ?*

Déjà en 1971, [illegible] *que l'on considérait à l'époque, malgré ses origines* [illegible] *comme l'un des plus sûrs espoirs de la jeune musique française, réglait ses comptes avec l'« ordre bourgeois » symbolisé par les architectures baroques du* [illegible] *par les poncifs du grand opéra.*

Puis vint le désir de brouiller les pistes, [illegible] *intrigues (dans* Pandemonium, *en 1973) ou d'ouvrir plusieurs* [illegible] *à l'interprétation (dans* Jacques le fataliste, [illegible] *suivant) : grand lecteur de Raymond Roussel, Aperghis semblait* [illegible] *construire, à la faveur du* [illegible] *musical,* [illegible] *zodiaque de ses démons intérieurs, répartis sur* [illegible] *en vertu d'un formalisme* [illegible] *contraignant qu'illogique. Inexplorées* [illegible] *infinies,* [illegible] *connections devenaient possibles* [illegible] *scénique et le geste* [illegible] *Et, de l'une à l'autre, se jouait une partie* [illegible] *serrée que le spectateur,* [illegible] *par le* [illegible] *acceptait* [illegible] *grâce d'en* [illegible] *les règles.*

Puis Aperghis [illegible] *jouer. En 1974, au Festival de La Rochelle, il exprime,* [illegible] *généralement* [illegible] *accueillies, sa préférence* [illegible] *scéniques « impor-* [illegible] *claires ». En 1976,* [illegible] *municipalité de Bagnolet l'invite, lui et son groupe,* [illegible] *spectacle à vocation* [illegible] *aux enfants,* [illegible] *travailleurs français et immigrés, aux vieillards,* [illegible] *habitants des tours du centre-sud, aux œuvre élaborée* [illegible] *leur* [illegible] *et* [illegible] *à leurs* [illegible] *Première esquisse : le théâtre musical collectif,* [illegible] *d'un grand enthousiasme et de grandes difficultés,* la Bouteille à la mer *devait connaître cinq versions successives.*

« Le jour de la création, pendant la fête de Bagnolet, l'euphorie a tout emporté, *dit* [illegible] *Aperghis.* La [illegible] était si utopique [illegible] le résultat dépassait [illegible] l'aspect esthétique. La chorale algérienne, un groupe maghrébin, des judokas, sont [illegible] C'était la joie, sous le chapiteau, [illegible] ils reconnaissaient des compatriotes. [illegible] s'est terminé par des slogans. Oui, cette unique fois, l'œuvre a parlé.

» Après, on a [illegible] plus tard encore, pour une [illegible] à Venise, on n'a [illegible] les matériaux les plus simples. On a essayé de rendre compte de [illegible] extérieure de Bagnolet : les lumières dans la nuit, après les répétitions. On a [illegible] aventure : [illegible] de leur tour d'ivoire pour inspecter la vie. On a travaillé sans texte, sur les gestes et les sons de l'existence quotidienne : quand quelqu'un [illegible] une porte, [illegible] réfléchit et refait la [illegible] il [illegible] un thème musical qui, [illegible] un contexte, [illegible] appliqué à d'autres situations, avec [illegible] conséquences : le [illegible] aller-retour, effectué par un [illegible] à la chaîne, [illegible] lui coûter un [illegible] La [illegible] parvenir à une image émotive qui [illegible] ailleurs. »

* *

La [illegible] à la mer *n'échoue qu'un temps* [illegible] *le public du Festival d'automne. L'ATEM* [illegible] à Bagnolet, *et,* [illegible] *travail,* [illegible] *uniquement d'enfants* [illegible] *du troisième âge. Cette effective cohabitation* [illegible]

évoque, [illegible] *l'esprit du musicien,* [illegible] *souvenir d'un mythe sur lequel* [illegible] *pousser, dans la durée,* Marchand de plaisirs, Marchand d'oublies.

« On a raconté Antigone aux enfants, *dit-il.* Qui a tout de suite recueilli un matériau énorme : des [illegible] — *elles* sont dans le spectacle — d'individus à cinq [illegible] cheveux verts, d'hommes qui se transforment en chats. [illegible] la petite Antigone se [illegible] en adulte. Les vieux, eux, n'ont gardé de la légende que l'idée d'une [illegible] : ils nous [illegible] de la guerre et de l'époque où l'autoroute n'existait pas. Il y eut aussi des histoires [illegible] devenus si forts qu'ils cassaient les voitures. Ainsi était dit, de façon détournée, la nature de la révolte d'Antigone, sa force anormale, [illegible]

» [illegible] comédiens et moi-même avons [illegible] d'y voir clair. Nous avons tous écrit le spectacle comme nous le rêvions. Une trame, qui [illegible] pas cessé [illegible] ensuite pendant les répétitions, s'est alors élaborée à partir d'éléments communs : des gens qui travaillent, qui [illegible] un mythe (Antigone), et, contre ce mythe, son antidote (Créon). [illegible] Créon fabriqué, [illegible] *se* [illegible] sous ses ordres. Puis, à nouveau, le travail de la cité avec quelque part, [illegible] de la nuit [illegible] qui [illegible] de s'écouler. »

Voici *donc l'œuvre achevée, représentée. Et,* [illegible] *même coup,* le [illegible] *en péril. Conscient de n'exprimer en* [illegible] *qu'un aspect de lui-même, toujours tenté, depuis* l'Homme au loup, *par une écriture à la première personne, Georges Aperghis* [illegible] le *risque : « Un spectacle* [illegible] *un spectacle », dit-il.* [illegible] *s'entête : « Le travail* [illegible] pêche peut-être quelque part, mais il faut [illegible] plusieurs pour imaginer le [illegible] d'un son [illegible] un [illegible] : devant le groupe, le compositeur [illegible] plus [illegible] même [illegible] devant sa feuille de papier. »

ANNE REY.

★ A partir du 12 octobre, [illegible] Gémier, 20 h. 30.

Variétés

LA REVUE DE SYLVIE VARTAN

C'est singulier que celui de Sylvie Vartan projetée dans le monde du show-business un jour de 1961, un [illegible] lointain des copains et des idoles, et qu'une série de [illegible] transforma en... Sylvie, cheveux blonds mi-longs et robes d'adolescente que des centaines de milliers de jeunes filles allaient bientôt copier, comme d'autres, à la même époque, imitaient Hallyday ou Françoise (Hardy). Après quelques succès de disque, elle entrait dans la légende de ce qu'on appelait alors le « yé-yé » et, au début de 1964, les Beatles, [illegible] leur première apparition à l'Olympia, partageaient l'affiche avec Sylvie Vartan et Trini Lopez. Plus tard, Sylvie Vartan adoptait des gestes empruntés, si élaborés que, avec le son de sa voix, la *fragilité de son corps,* elle pouvait apparaître comme une « tragédie dell'arte » de la chansonnette en version sophistiquée.

Personne n'ignore que Sylvie Vartan ne dépourvue de voix. En premier lieu, Sylvie Vartan elle-même, qui est une jeune [illegible] lucide, [illegible] intelligence, qui a [illegible] pleine de volonté et de patience. On sait aussi l'entêtement avec lequel elle [illegible] ses spectacles, sa voix, ses pas de danse, le [illegible] jours, de [illegible] dépensés dans la préparation d'un show.

Il faut bien reconnaître que d'une certaine manière cette obstination produit à la longue des résultats. Le dernier spectacle présenté au Palais des congrès est professionnellement bien fait. C'est [illegible] parfaitement élaborée, nostalgique [illegible] de Broadway et du Las Vegas, avec une scène remarquablement utilisée, une bonne [illegible] place de l'orchestre, des choristes et des [illegible] danseurs, avec des idées chorégraphiques, d'agréables changements de [illegible] d'éclairage.

Evidemment, l'ensemble est un peu long du temps. Mais la mécanique pour vendre du rêve prend peu à peu place et Sylvie Vartan bouge, se déplace, évolue, dans Les Chansons [illegible] importance et roulent [illegible] de l'amour qui « *est comme les bateaux* ».

CLAUDE FLEOUTER.

★ [illegible] congrès, 21 [illegible]

En bref

Danse

« La Tétralogie » de Carolyn Carlson

[illegible] « The Beginning » et « The End » [illegible] présentés au cours [illegible] deux [illegible] « The That and the Other », [illegible] au printemps dernier par Carolyn Carlson et son groupe [illegible] de l'Opéra. Des images, des thèmes, des climats, se [illegible] d'un [illegible] à l'autre ; ils se développent, se détruisent. Mais l'ensemble, [illegible] « Tétralogie », se peut prendre son [illegible] qu'au cours d'une représentation intégrale.

« The Beginning », le prologue, a été composé en dernier. Tous les personnages, [illegible] l'imagination de la chorégraphie, qui [illegible] peu à peu [illegible] centraux, *affirment* [illegible] à [illegible] éphémère, lutte [illegible] du temps, [illegible] l'affirmation du geste à peine dessiné [illegible] l'espace.

« The End », c'est la fin du [illegible] La [illegible] rigoureusement [illegible] *fugue,* se développe sereinement, [illegible] par la musique électronique d'Igor Wakhevitch.

[illegible] sans aucun repère logique à ces [illegible] fulgurantes, le spectateur peut prendre [illegible] sa [illegible] imagination. Au cœur de son rêve, voici [illegible] surgit un mini-bus bien réel. En trois [illegible] tours, il [illegible] acteurs, et nous demeurons là, pétrifiés, devant le trou noir de la scène — espace vidé, [illegible] mort.

MARCELLE MICHEL.

★ « The Beginning » et « The End », les [illegible] et 13 octobre ; représentation intégrale de la « Tétralogie » [illegible] *9 et* [illegible] *octobre, en* [illegible]

Théâtre

« Quoat-Quoat »

La première pièce d'Audiberti, « Quoat-Quoat » a [illegible] par André Reibaz, en 1946. Ensuite, le plus grand nombre [illegible] prolifique ont [illegible] en [illegible] par [illegible] Vitaly. Celui-ci a attendu [illegible] pour monter lui-même « Quoat-Quoat ». [illegible] ans après, il recommence. Les habitués du théâtre La Bruyère sont [illegible] Les fervents remplissent la salle. Il [illegible] la [illegible].

Jacques Audiberti a dit avoir [illegible] « Quoat-Quoat » sous le [illegible] d'une obsession : la terreur de la bombe atomique [illegible] juste après la guerre). Amédée, agent secret, [illegible] sur un navire. Trois femmes se chargeront de lui, [illegible] à sa manière. En [illegible] le capitaine du vaisseau représente Dieu, qui, après avoir tenté l'homme, lui donne une [illegible] un autre. Amédée, pris d'un dédoublement de personnalité, [illegible] grâce...

Les [illegible] doivent avoir [illegible] pour [illegible] baroque : le délire [illegible] d'Audiberti [illegible] par des natures généreuses, [illegible] la [illegible] qui leur [illegible] de décor, [illegible] ne parviennent pas toujours à [illegible] le [illegible] de [illegible] pataphysique. — M.-L. [illegible]

[illegible] de La Bruyère, 21 [illegible].

■ Un [illegible] d'Olivier *Greif est donné sous* le patronage [illegible] musicale internationale de Paris au Théâtre 13, 24, rue Daviel, le lundi 10 octobre, [illegible] h. 45.

■ RECTIFICATIF. — Le numéro de téléphone des [illegible] avec le cinéma [illegible] Fontainebleau, indiqué [illegible] « le Monde » du 5 octobre, était [illegible]. Il faut appeler le cinéma l'Ermitage au 422-28-32.

à partir du 11 octobre

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
[redacted] ENCADREES D'EMPLOIS	24,00	27,45
[redacted] D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
[redacted]	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche
UN CHEF COMPTABLE DECS
Expérience minimum 5 ans.
Solide connaissance langue anglaise lue, parlée et écrite.
Poste à pourvoir en PAYS ARABE.
Adresser lettre de [redacted]ature avec C.V., photo et prétentions et délai de disponibilité [redacted] No 31.176 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CASABLANCA
Importante Société
Domaine portuaire
pour faire face à son développement
recherche son
DIRECTEUR
DIVISION INFORMATIQUE
Profil :
- *Ingénieur, âgé de 32 ans minimum, il aura déjà l'expé*rience de la fonction [redacted] ans [redacted] moins) et de réelles aptitudes d'animation.

Mission :
- *rattaché directement au Directeur Général, il encadrera* et dirigera une équipe et favorisera son évolution.
- Il participera à la réorganisation de certains secteurs d'activité, *à la conception des nouvelles méthodes* et développera les applications qui en résulteront au plan informatique.
- Il en assumera pleinement la mise en place.

Equipement IBM 370-115.
Pour être candidat, adressez votre C.V. détaillé (photo + *prétentions) sous référence 3880 à :*
GAMMA SELECTION
place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

AFRIQUE FRANCOPHONE
Important groupe [redacted] minier, recherche
chef du département mines
Rattaché au directeur du siège d'exploitation, ce cadre de haut niveau [redacted] et coordonne les [redacted] programme [redacted] production représentant environ 800 personnes.
Il [redacted] assurer une production d'environ 10 [redacted] de tonnes/an de [redacted].
Ce [redacted] à un ingénieur [redacted] grandes [redacted] (Centrale, Mines, etc...), [redacted] d'expérience [redacted] l'exploitation [redacted] ouvert.
La rémunération, [redacted] du candidat, est assortie [redacted] équipée, voiture, [redacted] gratuits, [redacted] loisir, 2 mois de [redacted]).
[redacted] manuscrite, C.V. et photo sous [redacted] 2073/M à AXIAL *Publicité*, 91, *Faubourg* [redacted] 75008 *Paris*, [redacted]

TRES IMPORTANT GROUPE MINIER
SÉNÉGAL
recherche
UN INGÉNIEUR
DIPLOME A.M., E.N.S.I. ou EQUIVALENT
pour un poste de responsable de la subdivision
MÉTHODES ENTRETIEN
Il [redacted]
Chef [redacted] Electromécanique (300 [redacted]
Une expérience de 3 à 5 ans dans l'entretien de matériels lourds est nécessaire pour tenir ce poste dont les aspects les plus importants sont la ges[redacted] de l'[redacted] préventif, la [redacted] des nomenclatures [redacted] l'amélioration [redacted] du [redacted].
Logement familial meublé et climatisé dans cité moderne près du bord de mer.
Rémunération intéressante, congés annuels de cinq jours par [redacted] de [redacted] au Sénégal.
Facilités pour instruction de [redacted]
Avantages sociaux.
Env. lettre manuscrite et C.V. [redacted] n° 10.083 EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT
cherche [redacted] Ouagadougou
EXPERTS AFRICAINS
(professeurs, consultants, chercheurs)
En [redacted] projet [redacted] ification [redacted] ment [redacted] tional.
En formation de formateurs.
Quatre ans minimum d'expérien[redacted]frique.
Anglais [redacted]é.
Offre avec [redacted] vitae très détaillé et photo au secrétaire gé[redacted]ral I.P.D. 3 Varembé, 1211 [redacted]

ENTREPRISE INTE[redacted]IONALE
[redacted]
TRAVAUX ROUTIERS au NIGERIA
CHEF DE LABORATOIRE
EXPERIMENTE
dans les domaines des sols, [redacted] et des [redacted]
et [redacted] anglo-saxonnes.
[redacted] courante de l'anglais.
Ecrire avec C.V. n° 30 094, Contesse Publ., [redacted], av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

ALGÉRIE
Pour important projet Franco-Algérien
Centre de Formation
de Techniciens du Bâtiment
à Alger sont recherchés :
2 INGÉNIEURS CONFIRMÉS BATIMENT
ayant expérience en pédagogie des adultes, [redacted] pratique coordination des travaux.
DES INGÉNIEURS DIPLOMÉS GÉNIE CIVIL OU BATIMENT
[redacted] expérience B.T.P. [redacted]. Pratique enseignement souhaitée.
DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS
conducteurs de travaux et métreurs vérificateurs, 3 ans expérience minimum.
Prière adresser lettre candidature [redacted] C.V. [redacted] détaillé au n° 7.760, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

ORGANISME INDUSTRIEL
recherche pour missions de six mois en
AMERIQUE DU SUD
2 EXPERTS
1) Métallurgie - Mécanique
2) Pétrole
[redacted], et expérience dans ces domaines absolument requises et connaissance de l'espagnol indispensable.
Adresser dossier de candidature s/réf. 2.389, à AXIAL, 91, rue Fg-Saint-Honoré, Paris-8e, qui tr.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

SOCIETE IMPORTANCE NATIONALE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche pour le siège de son [redacted]partement Bâtiment International
AFRIQUE NOIRE [redacted] *EXTREME ORIENT*
1 ingénieur d'affaires responsable de projet
Capable de prendre [redacted] de suivre entièrement [redacted] affaire [redacted] l'autorité d'un ingénieur en chef par secteur géographique.
Responsable depuis l'[redacted] [redacted] soumission jusqu'à [redacted] réalisation TCE [redacted] grosses opérations de Bâtiment clés en main [redacted] l'exportation (logistique, négociations, gestion, etc...).
Ayant obligatoirement une expérience solide de chantiers de gros oeuvre génie civil : études de prix, méthodes chantier, suivi de travaux propres.
Age minimum 32 ans.
[redacted] non [redacted] à [redacted] négociable [redacted] expérience.
Prière de s'abstenir de répondre sans expérience gros oeuvre et génie civil.
1 ingénieur d'affaires
à intégrer dans l'équipe d'un ingénieur responsable de projets.
Age minimum 27 ans.
Expérience chantiers gros oeuvre demandée ou au minimum solide expérience des corps d'état techniques principaux. Etude, soumission, réalisation TCE de grosses opérations de bâtiment clés en main à l'exportation.
[redacted] C.V. avec photo à [redacted] 30831, [redacted] Publicité 20, Av. Opéra [redacted] 01, qui transm.

OCS - CONSEIL ORGANISATION CLAUDE SICARD
recherche
dans le [redacted] *de son développement*
INGÉNIEURS ÉCONOMISTES
(Ingénieurs Grande Ecole + Business [redacted] spécialisés dans études de projets d'[redacted], diagnostic [redacted] études diversification d'entreprises.
SPÉCIALISTES GESTION FINANCE
(H.E.C., Business School ...)
ayant plusieurs années d'expérience industrielle pour réaliser missions [redacted] conseil à haut niveau [redacted] les [redacted] voie [redacted] développement.
Adresser curriculum [redacted] prit., à
OCS 17, quai de Stalingrad, 92100 Boulogne. Tél. : 604-41-71.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIÈRE
implantée au NIGER
[redacted] pour son Usine de traitement de minerai
1) UN INGÉNIEUR
RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN DE L'USINE
2) UN AGENT DE MAITRISE
RESPONSABLE DU BUREAU DES MÉTHODES USINE
Nombreux avantages sociaux, climat sain. Salaire élevé. - Logement.
Ecrire avec curr. vitae et prétentions [redacted] n° 31.527, CONTESSE Publ., 20, [redacted] Opéra, Paris (1er), qui tr.

SOCIETE SECTEUR MINIER
recherche
UN INGENIEUR ELECTROMECANICIEN
formation A.M. ou équivalent ayant plusieurs années d'expérience dans la réalisation et [redacted] montage d'installations industrielles y compris le génie civil.
Il aura à gérer et coordonner la mise en place d'un projet d'extension d'usine.
Le poste est basé en Afrique noire francophone dans cité agréable en bordure de mer — avantages sociaux — congés annuels.
Envoyer curriculum-vitae, références, prétentions sous N° 3717 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde".

Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :
1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- ☐ Direction générale, fonctions multipostes.
- ☐ Marketing relations publiques publicité.
- ☐ Informatique.
- ☐ Production entretien.
- ☐ Ingénieurs.
- ☐ Etudes organisation et recherche.
- ☐ Direction financière et administrative.
- ☐ Comptabilité.
- ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
- ☐ Direction commerciale vente.
- ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
- ☐ Banques - Assurances.
- ☐ Professions médicales [redacted]ales.
- ☐ Secrétariat [redacted] direction, [redacted] documentation.
- ☐ Cadres débutants.

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines voulu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	30	57	112	145	177	205	234	259	285	304	324	336	355	380	390
26 semaines	60	114	205	284	348	391	455	493	484	532	565	594	622	642	629
52 semaines	110	210	380	496	530	622	690	722	767	812	921	1025	1084	1100	1145

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandés.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)
Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 878.18.06, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIETE : _____

ADRESSE : _____ TEL. : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ETRANGER ajouter : + 1F par fonction et par semaine.

11 [redacted] 1977

Importante société minière d'Afrique francophone (TOGO)
recherche
POUR SON CENTRE DE FORMATION
ANIMATEUR DE METHODES
[redacted] technicien supérieur ou ingénieur ayant [redacted] professionnelles dans le [redacted] méthodes, de la technologie [redacted] et du [redacted].
Mission : [redacted] développement de [redacted] méthodes d'entretien permettant [redacted] progressive des postes - Conditions d'implantation matérielle et géographique de tout premier ordre.
Envoyer curriculum-vitae, prétentions, [redacted] N° [redacted]
PARFRANCE P.A.
4, rue [redacted] 75008 Paris
qui [redacted]

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans [redacted] *pages d'annonces (lundi, mardi* [redacted] *mercredi).*

Cette classification permet [redacted] *sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.*

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	[illegible]
AUTOMOBILES	30,00	[illegible]
AGENDA	30,00	[illegible]
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
[illegible] D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Région NANCY

[illegible] d'appareils électro-ménagers

120 personnes - 60 millions C.A.

recherche

CHEF SERVICE APRÈS-VENTE

— c'est un ingénieur [illegible] titulaire [illegible] B.T.S. ou équivalent, [illegible] d'au moins [illegible]

— le [illegible] en plus [illegible] ses qualités techniques, devra avoir [illegible] l'organisation [illegible] l'[illegible], car il dirigera [illegible] 15 [illegible] de son service ;

— [illegible] également un homme [illegible] il sera [illegible] rapport [illegible] fournisseurs et [illegible] clientèle.

Envoyer curriculum [illegible] photo [illegible] prétentions [illegible] 7.743, [illegible] rue [illegible] 75427 [illegible] (9e).

chef d'agence

SOCIÉTÉ D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELLES [illegible] pour grande ville [illegible] l'Oise son Chef d'Agence.

Seules seront prises en considération les candidatures d'Ingénieur Electriciens [illegible] l'expérience requise dans la spécialité.

Pour postuler envoyer lettre manuscrite, C.V. [illegible] photo en indiquant salaire actuel et date de disponibilité sous réf. M 592/54 [illegible]

Cabinet Alain H. PRENANT
50, avenue du Général de Gaulle
92130 Issy les Moulineaux
qui garantit le secret absolu des candidatures.

[illegible] NORMANDIE

[illegible] entreprise française performante fabri[illegible] marque connue d'articles [illegible] bonneterie [illegible] un [illegible] rapport qualité-prix [illegible]

directeur commercial

En étroite [illegible] avec le [illegible], il anime [illegible] contrôle un [illegible] de représentants [illegible] la [illegible]. Il administre [illegible] ventes. Il est progressivement responsable du budget et de la politique [illegible].

[illegible] 35 ans minimum, il [illegible] préférence originaire de la région. De formation supérieure ou équivalente, il justifie [illegible] expérience de la vente [illegible] produits textiles (si possible, maille) avec une [illegible] de l'animation d'une équipe [illegible] commerciaux. Anglais indispensable.

[illegible] important + prime d'objectifs + [illegible]

Merci [illegible] lettre manuscrite, C.V. [illegible] actuelle [illegible] réf. 716M à [illegible]

centor DÉPARTEMENT EMPLOI
[illegible] bis, rue Henri Monnier [illegible]

jeune ingénieur
Grande Ecole

[illegible] très importante [illegible] de recher[illegible] de LYON, [illegible] Jeune Ingénieur [illegible] Ecole possédant une [illegible] complémentaire : [illegible] ou [illegible] (si possible [illegible] les [illegible] de chauffage ou [illegible] la thermique) de [illegible] renforcer l'équipe chargée [illegible] appliquée dans la [illegible] de la Thermique.

Une très bonne [illegible] l'anglais est indispensable.

L'évolution [illegible] ingénieur [illegible] branches d'activités [illegible]

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1401-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE L'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

directeur d'usine corseterie

120.000 F

Chantelle, [illegible] plus importante société française de corseterie, recherche [illegible] DIRECTEUR [illegible] son usine [illegible] NANTES.

Directement rattaché au Directeur Industriel, il [illegible] unité [illegible] sur le plan technique [illegible] le plan humain conformément à la politique définie [illegible] la Direction Générale.

Le candidat retenu justifiera [illegible] formation de type ingénieur [illegible] équivalent [illegible] d'une expérience similaire acquise dans une usine [illegible] personnes [illegible] indus- [illegible] l'habillement. [illegible] goût [illegible] l'animation [illegible] hommes sera fortement apprécié.

Envoyer C.V., photo récente [illegible] rémunération actuelle à J.P. VELLA sous [illegible] réf. 709313 [illegible] mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Crostillex

[illegible] le Jura, à 100 km de Lyon et de Genève, notre société poursuit un développement qui a permis à nos produits une forte implantation nationale et [illegible]. Nous utilisons [illegible] la matière plastique pour réaliser des articles destinés aux marchés du sanitaire, des fleurs et plantes, des meubles de jardin, de l'ameublement collectif, de l'habitat. Nous recherchons pour notre département

AMEUBLEMENT DE JARDIN

directeur de département

Assisté par une équipe d'hommes dynamiques et engagés qui collaborent étroitement à la réussite des objets et qu'aiment travailler ensemble, il assurera la poursuite du développement international de ce département déjà leader sur son segment de marché. Il s'attachera à la commercialisation des produits, tant en France qu'à l'étranger à travers les 7 filiales, supervisant personnellement une partie d'entre-elles. Il orientera la conception des produits nouveaux, il traduira les prévisions de vente en plans de fabrication et suivra les problèmes de production. La connaissance de la langue allemande est fortement souhaitée. C'est une création de poste sur laquelle nous misons beaucoup et nous saurons bien rémunérer ce directeur suivant l'expérience et la compétence qu'il nous apportera. Réf. C/6328

NOTRE DEPARTEMENT EXPORT *recherche un*

jeune cadre export

pour [illegible] l'équipe [illegible] plans [illegible] vente à l'export. Leur [illegible] première est de développer la commercialisation de tous nos [illegible] à l'étranger, en dehors des marchés couverts par nos filiales. [illegible] un premier temps, nous confierons à [illegible] collaborateur la responsabilité des marchés [illegible] l'Afrique du Moyen-Orient. Dans le cadre d'un programme annuel d'activité, il aura une autonomie impor[illegible] dans la [illegible] mise en œuvre des moyens nécessaires pour parvenir à la réalisation de ses objectifs. De formation commerciale supérieure, ce cadre aura l'expérience de 3 à 4 années de vente sur des marchés d'exportation.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. Réf. C/6329

Réponse et [illegible] man., CV, photo, rém. [illegible] Mme Greff en précisant la référence.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

sperar

La Maison [illegible] et de la Culture cherche

ANIMATEUR

[illegible] et [illegible] CAP. Ecrire à : [illegible] des Jeunes et de la Culture 78, avenue Pierre-Brossolette, 92400 ROMILLY-SUR-SEINE ou téléphoner au (25) 24-80-56

C.I.C.O.A.M.A.
Centre Informatique du Centre Ouest des Assurances Mutuelles Agricoles
recherche
ANALYSTE PROGRAMMEUR
— I.U.T. maîtrise ou équival.
— 3 ans expérience.
— Connaissances CII - HB 66.

Envoyer C.V. [illegible] prétentions, photo à M. ANTOINE
C.I.C.O.A.M.A.
6, avenue de Limoges
79000 NIORT

Equipe Prévention recrute [illegible]
SOCIAUX
pour travaux de rue [illegible] jeunes adultes c.c. 66.
Adresser C.V., 8 bis, rue M.-Rollinet 18000 BOURGES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ [illegible] département SANITAIRE [illegible]

DIRECTEUR COMMERCIAL

bien [illegible] grossistes, architectes, promoteurs, installateurs, etc.

Ecr. AGENCE HAVAS [illegible] 565, B. P. 709, LAVAL, qui transm.

JACQUES-CŒUR
importante firme régionale alimentation animale, [illegible]

CADRE
Technico-commercial

responsable des [illegible] Haute-Marne et départements limitrophes. Candidat expérimenté et ambitieux ; indispensable écr. 1re lettre avec C.V. à S.A. BOURASSIN Cie, 89410 CEZY

ingénieur informaticien

NORMANDIE

Nous sommes une [illegible]été pétro-chimique de dimension internationale. Le service informatique de notre usine située en [illegible] (1.000 personnes) est relié par terminal lourd à l'[illegible] de [illegible] siège.

Pour développer de [illegible] applications de gestion nous recherchons un jeune ingénieur :

- *de formation Grandes Ecoles ou équivalent,*
- *possédant une première expérience de 2 à 3 [illegible] configuration importante IBM,*
- *familiarisé [illegible] applications de gestion [illegible] si possible ayant [illegible] pratique OS [illegible] VS/HASP,*
- *[illegible] bien l'anglais.*

Des qualités d'autonomie, le goût des [illegible] sont des atouts importants pour [illegible] la fonction. Des possibilités d'évolution [illegible] offertes à des personnes [illegible] progresser [illegible].

Ecrire [illegible] réf. 70.92-M [illegible] Conseils du Département [illegible] d'EUREQUIP à qui nous [illegible] confié le soin d'examiner les candidatures.

EUREQUIP
DÉPARTEMENT [illegible]
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA NIEVRE à NEVERS

recherche

UN CADRE RESPONSABLE des financements à l'agriculture

FONCTIONS :
- direction du Service des Prêts à l'Agriculture:
  - organisation du travail du service et des circuits administratifs
  - proposition des [illegible] à mener dans le [illegible] de la politique définie par le [illegible] d'Administration.

[illegible] le Comité d'Escompte, [illegible] les bureaux.

PROFIL DU CANDIDAT :
- études supérieures en économie agricole (niveau ingénieur ou maîtrise);
- expérience de direction d'une équipe de travail.

QUALITÉS [illegible] :
Le candidat :
- doit être capable de définir des [illegible] et de les [illegible] partager à [illegible] qu'il dirige;
- doit posséder [illegible] du [illegible] et un [illegible] de [illegible].

[illegible] C.V. [illegible] à [illegible] 31.240 CONTREX PUBLICITE 20, av. [illegible] 75040 [illegible] qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE [illegible] OUEST DE LA FRANCE

recherche pour son laboratoire d'Etudes : Systèmes Télécommunications

INGÉNIEURS

Formation E.S.E. - E.N.S.T.
Débutants acceptés.

Avantages sociaux.

Postes à pourvoir immédiatement.

Ecrire avec C.V. et photo [illegible] CONTESSE PARISIEN, 21 av. Opéra, [illegible], qui [illegible].

IMPORTANTE ENTREPRISE [illegible]
recherche [illegible]

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
E.S.E. - E.S.P.C.I. - ARTS ET MÉTIERS

[illegible] avec expérience industrielle. Spécialisation [illegible] appréciée. [illegible]

Env. C.V. avec prét. sous n° [illegible] à Contrex publ., [illegible] av. Opéra, [illegible] Paris Cedex 01, qui transm.

IMPORTANTE [illegible] SPÉCIALISÉE DANS LA TRANSFORMATION DES MATIÈRES [illegible]

UN JEUNE DIRECTEUR TECHNIQUE

DOMICILIÉ [illegible] LA [illegible] TROYENNE (AUBE)
FORMATION INGÉNIEUR A. ET M. OU EQUIV.

Il sera responsable du [illegible] de plusieurs usines en France (effectif : 150 personnes).

Il [illegible] très disponible pour des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

[illegible] suivant [illegible] et compétences.

Adresser C.V. et photo à [illegible] Hervé, N° [illegible] TROYES.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES RECHERCHE POUR DIRIGER UNE UNITÉ DE PRODUCTION TRÈS MODERNE

CHEF DE FABRICATION

Ce poste peut convenir à un ingénieur ayant 5 à 10 ans d'expérience de prod[illegible] (connaissances secteur agro-alimentaire non exigées).

[illegible] d'assumer des responsabilités im[illegible] sur les plans :

- gestion : contrôle des coûts, organisation, amélioration de productivité, gestion de budget....
- technique : participation aux études d'installations nouvelles,
- animation d'une équipe.

POSTE INTÉRESSANT POUR CANDIDAT AYANT DES QUALITÉS D'ORGANISATEUR, DE GESTIONNAIRE, D'ANIMATEUR.

[illegible] CLERMONT-FERRAND.

Ecrire sous la référence DN 128 CM.

4, rue Massenet
75016 Paris
discrétion absolue
etap

UN DES LEADERS FRANÇAIS EN INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES

recherche

INGÉNIEUR

Responsable de la branche entrepôts frigorifiques.

Ce candidat, âgé d'environ 35 ans, devra posséder une solide expérience dans cette spécialité et avoir le goût des contacts humains.

Langue anglaise souhaitée.

Lieu de résidence : Grande ville universitaire de l'OUEST, mais le poste implique de fréquents déplacements de courte durée en FRANCE et à l'ETRANGER.

Conditions à débattre selon expérience et quali[illegible]

Envoyer lettre man. avec C.V., photo en réf. 658 à : CAMPBELL - B.P. 57, 75624 PARIS [illegible] 17, [illegible].

Le Centre Régional d'Informatique Hospitalière de Picardie

[illegible] :

1) INGÉNIEURS - ANALYSTES

[illegible] Projet
[illegible] au moins [illegible] années d'expérience en *Informatique de [illegible]*

2) ANALYSTES

[illegible] Ingénieur, [illegible]

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : Centre Régional d'Informatique [illegible] de Picardie
1, [illegible] Maignan-Larivière, 80000 Amiens.

directeur administratif et du personnel

Importante Société industrielle recherche pour une de ses usines du Centre (région Montceau-les-Mines) son Directeur Administratif et du Personnel.

Dépendant hiérarchiquement du Directeur d'Usine, il aura la responsabilité de l'administration et de la gestion du personnel (650 personnes) et de la comptabilité générale et analytique.

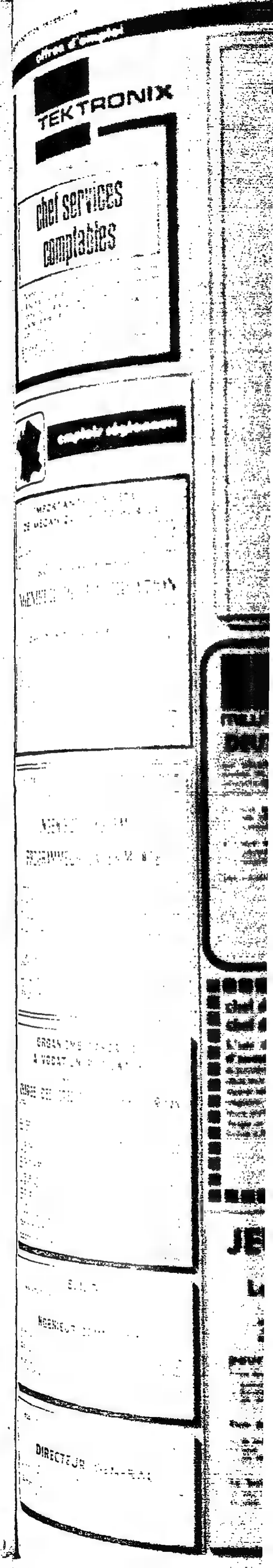
Le candidat retenu aura : ● une expérience confirmée de la gestion du personnel et des rapports sociaux ● une parfaite connaissance de la législation sociale ● des références indiscutables en comptabilité et administration.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant salaire actuel et date de disponibilité sous réf. S 592/53 au

Cabinet Alain H. PRENANT
50, avenue du Général de Gaulle
92130 Issy-les-Moulineaux
qui garantit le secret des candidatures.

adjoint au directeur financier

De formation supérieure, vous possédez une expérience [illegible] et [illegible] dix ans d'années.
Vous vous [illegible] une forte personnalité et un talent de négociateur que vous souhaiteriez mieux exploiter.
Nous sommes un groupe de promotion immobilière solidement implanté et en forte croissance. Notre rayonnement dépasse largement l'hexagone. Gestion de la trésorerie, négociations avec les banques.... la mission que nous vous proposons vous permettra de donner la pleine mesure de vos capacités.
Le poste est basé en Province.
[illegible] photo et prétentions réf. 9245 à [illegible] Publicité, 91, Fbg [illegible] 75008 Paris, qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

TEKTRONIX

recherche

chef services comptables

- Niveau DECS - SUP de [redacted] ou expertise
- Anglais indispensable et connaissances comptabilité anglo-saxonne
- Expérience [redacted] direction d'un [redacted] performant informatisé.

Envoyer C.V., photo et prétentions à TEKTRONIX, Service [redacted] Personnel - B.P. 13 - 91401 ORSAY

SAINT-GOBAIN INDUSTRIES

jeune ingénieur grande école le commercial aussi est un très bon tremplin de carrière

Nous sommes [redacted] de l'isolation thermique et phonique [redacted] technicité croissante de nos produits nous amène à créer dans la [redacted] Isolation une équipe [redacted]

conseillers techniques

auprès du réseau commercial.

Vous pouvez devenir l'un de ces Ingénieurs-conseils en [redacted] formant à ce nouveau métier,
- informer architectes, prescripteurs, promoteurs et entreprises,
- [redacted] les négociants et distributeurs en matériaux de construction,
- imaginer [redacted] applications nouvelles,
- améliorer éventuellement [redacted] performances [redacted] nos produits et participer à la création de [redacted],

devenir à terme [redacted] Conseillers écoutés [redacted] de vrais experts [redacted] les domaines de la thermique [redacted] de l'acoustique.

Jeunes Ingénieurs ECP, AM, TP et d'autres disciplines voici l'occasion de prouver rapidement vos qualités d'animateur et d'organisateur. Quel que soit [redacted] devenir [redacted] de carrière commerciale vous [redacted] profitable. Au départ vous serez à Neuilly mais une grande mobilité vous sera demandée.

Ecrivez-nous vite, votre première formation de 4 mois (Module le 5 Décembre).
SAINT-GOBAIN [redacted] - Carrières Centre (référence 7300)
62, boulevard Victor-Hugo - 92200 Neuilly-sur-Seine.

PETROLITE FRANCE

A subsidiary of [redacted] Corporation expands its [redacted]

We provide speciality chemicals [redacted] the Industry, particularly [redacted] the Petroleum Industry.
We are looking [redacted]

SALES ENGINEER

[redacted] a chemical [redacted] and throughout knowledge of [redacted] and English.

He will be [redacted] chemicals and supply the [redacted] service [redacted] the clients.

[redacted] prefer a man 27 minimum [redacted] is willing [redacted] an International Organization who will give him every support.

Experience in the [redacted] industry will be an [redacted]

[redacted] vitae [redacted]
Attn. Mr. M.C.M. Balemans,
[redacted] France,
2, rue [redacted]
Paris (8e).

emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE

(2.200 pe[redacted] millions [redacted] C.A., filiale [redacted] groupe international de 120.000 [redacted]onnes. Stable dans son organisation et ses résu[redacted] bénéficiaires)

[redacted] le [redacted] développement pour son Usine LE MANS

INGÉNIEUR DE FABRICATION

Formation type A.M., ayant quelques années d'expérience et destiné à devenir dans les meilleurs délais :

CHEF D'UNITÉ DE FABRICATION

(300 personnes). Usinage moyennes et grandes séries et traitements thermiques.
Ce poste est prévu avec une large autonomie de gestion : économique, technique et humaine. Larges possibilités de perfectionnement et de promotion au sein de la société et du groupe.

Très bon niveau [redacted] rémunération.

Adresser [redacted] manuscrit, prétentions et photos à [redacted] 30.784, CONTESSE Publicité, [redacted] de l'Opéra, [redacted] (1er), qui transm. Discrétion [redacted] assurée.

Constructeur d'appareils de mesure industrielle

dont l'usine [redacted] située [redacted] parisien, [redacted] pour lui confier la rationalisation, l'industrialisation [redacted] la [redacted] [redacted] produits, [redacted] Ingénieur

Chef de Département

diplômé E.S.E. (Radio) [redacted] ayant [redacted] formation équivalente.

Le candidat retenu [redacted] ans au [redacted] une expérience confirmée [redacted] problèmes cités.

Ecrire [redacted] C.V. explicite sous référence FA/EL à

CETAGEP
[redacted] 20, AVENUE [redacted] LE PDI

MILLIPORE recherche

DEUX «PRODUCT MANAGERS»

qui [redacted] dans [redacted] Service Marketing. Ils [redacted] des études de marché à l'échelle [redacted] et [redacted] développer la politique promotionnelle [redacted] de réaliser l'introduction de nouveaux produits, en particulier :

1. - nos systèmes de purification de l'eau : [redacted] requiert [redacted] personne [redacted] très [redacted] niveau technique ayant une solide connaissance [redacted] processus [redacted] purification de l'eau utilisée dans [redacted] ou en laboratoire ;
2. - nos [redacted] de [redacted] industrielle : ce poste [redacted] à une [redacted] dans le domaine [redacted] la [redacted] en industrie pharmaceutique ou électronique en particulier.

Les candidats auront une parfaite connaissance de l'anglais parlé [redacted] écrit et seront âgés de 30 ans environ.

Lieu de travail : Vaucresson (Hauts-de-Seine)

Demandes à [redacted] au Service du [redacted] :
MILLIPORE S.A. - Zone [redacted]
67120 MOLSHEIM,
[redacted] écrit, avec curriculum vitae.

[redacted] d'emballages métalliques recherche pour son [redacted] organisation, gestion et informatique :

Responsable "Analyse-Programmation"

Très expérimenté — âge 30 ans mini.

Missions :
- [redacted] en place [redacted] nouvelles applications [redacted] gestion [redacted] le [redacted] en œuvre [redacted] plan informatique [redacted] la société,
- participer aux [redacted] fonctionnelles,
- [redacted] et [redacted] les [redacted] organiques,
- [redacted] assister et contrôler l'équipe d'analystes [redacted] de [redacted] 6 personnes).
- Matériel I.B.M. 370/115.

[redacted] intéressantes d'évolution [redacted] candidat de valeur.

Lieu de travail : Paris [redacted].

sélé CEGOS

[redacted] lettre [redacted], C.V. [redacted] rémunération [redacted] sous réf. 73407/M à [redacted] CLERE, [redacted] 33 quai Galliéni 92152 SURESNES.

ORGANISME BANCAIRE A VOCATION RÉGIONALE

recherche CADRE

CHARGÉ DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES

[redacted] Services Centraux à QUIMPER (29000) dépendant directement du Directeur des Engagements

IL SERA CHARGÉ :
- de l'étude des dossiers de crédit aux entreprises tant sur le plan [redacted] que L.M.T. avec prise de décision dans le cadre d'une [redacted] ;
- du suivi du C.T.

IL EST DEMANDÉ :
- [redacted] professionnelle [redacted] 2 à [redacted] ans minimum au niveau siège ou grande agence ;
- diplôme d'études supérieures, de préférence.

IL EST OFFERT :
- position cadre et rémunération de 60.000 F à 70.000 F bruts en fonction de la compétence professionnelle.

Envoyer lettre man. avec C.V., photo et prét. à : N° 710.908 M.
REGIE-PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE [redacted] volume d'activité s'accroît de 30 % l'an, de notori[redacted] nationale, recherche pour son centre de LYON

INGÉNIEUR SYSTÈME ET PROGRAMMEUR EXPÉRIMENTÉ

Il est nécessaire, à des degrés différents, d'avoir l'expérience [redacted] la maîtrise :
— du PDP 11 ;
— du [redacted] MACRO 11 [redacted] [redacted]rating system RSX II M ;
— du temps réel ou de la télé-transmission.

Le travail se fera en équipe.

Nous [redacted] tous les [redacted] d'une grande société.

La plus grande discrétion est assurée aux candi[redacted] qui enverront une lettre de candidature manuscrite, photo et curriculum vitae, n° [redacted] CONTESSE Publ, [redacted] av. Opéra, [redacted] (1er), qui [redacted]

chef de service automobiles — réf. 3270 LM
chef de service risques divers — réf. 3271 LM

L'un des premiers cabinets français de courtage d'assurances cherche, pour son siège à Paris, deux chefs de services : automobiles, risques divers. Ce sont des [redacted] de l'assurance, [redacted] dans leur domaine (production et sinistres), capables de maintenir et développer les relations avec la clientèle, de procéder à l'étude [redacted] garanties, de négocier les contrats avec les compagnies, de rédiger les polices, de gérer leurs portefeuilles et d'assurer le règlement des sinistres. Ils ont chacun à diriger et animer un service d'environ 15 collaborateurs.
Ecrire à G. BARDOU en réf. correspondante.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

Notre [redacted]
UNE SOCIETE AMERICAINE spécialisée dans L'ELECTRONIQUE recherche un

CADRE COMPTABLE

[redacted] de lui [redacted] l'ensemble des opérations comptables de son Etat-Major européen implanté à Paris. La personne recherchée possède une formation (BP, BTS, DECS) et une expérience de 5 à 8 ans si possible dans une Société [redacted] Une [redacted] connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Envoyer C.V. [redacted] prétentions à Michel SOYER, 4, av. Marceau, La plus grande discrétion dans l'examen des candi[redacted] est garantie
75008 PARIS sous la réf. M 7102

AT2-AT3

Excellente connaissance en B.P. type magnétophone, [redacted] souhaité. Env. C.V. [redacted] lettre manusc. [redacted] préf. n° [redacted] J.D.P. 39, rue de [redacted] PARIS-8e qui [redacted]

COMPTABLE 1er ECHELON

pour service contrôle INFORMATIQUE.
Ecrire av. C.V. et prétentions, à C.C.A., 88, Chaussée-d'Antin, Paris 9e, qui transmettra.
[redacted]

CHEF COMPTABLE

minim. D.E.C.S. et 5 a. d'expér. profession. dans P.M.E. Connaiss. Inform. appréciée
Adresser C.V. à n° T 061867 M REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

GF

GENERAL FOODS FRANCE RUEIL

CHEFS PRODUITS DEVELOPPEMENT:

[redacted] le cadre d'un [redacted] très ambitieux de développement marketing, vous développerez [redacted] des produits nouveaux en France, en liaison avec les autres filiales européennes.

CHEF DE PRODUIT

[redacted] prendrez [redacted] charge la [redacted] d'une marque importante.

Ces postes intéressent des praticiens, de formation supérieure, ayant développé au cours de 2 à 3 années de marketing ou d'agence une réelle expérience des [redacted] de [redacted] d'un produit.

L'anglais courant est indispensable.

[redacted] VAZ - G.F.F. - [redacted] 309
92504 RUEIL MALMAISON
traitera les candidatures avec rapidité et discrétion.

S. I. G.

SYSTEMES INFORMATIQUES DE GESTION recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

[redacted] Sup. de Co. ou équivalent. Chargé de la vente de systèmes temps réel [redacted] les P.M.E. Expérience dans un poste similaire appréciée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, à C. P. A. Michel AUBRY, 10, impasse Loti, 85000 LA ROCHE-SUR-YON.

JEUNES DIPLOMÉS

issus de l'université ou d'une école commerciale, débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Les hypermarchés AUCHAN

recherchent

3 responsables commerciaux

pour leur unité de MANTES - BUCHELAY

Vous serez entièrement responsable d'une partie de l'hypermarché :
— gestion, animation et formation de votre [redacted] ;
— détermination de votre politique commerciale (gammes d'articles, prix de vente, gestion des stocks) et application.

Vous devez avoir :
— le sens du concret et être capable de fournir des efforts physiques ;
— une curiosité, un sens critique et une imagination qui feront de vous un responsable autonome.

La Société vous offre :
— une formation à un métier passionnant ;
— une évolution rapide au vu de vos résultats économiques et humains.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et ambitions à :
D. WAILLIEZ, Directeur, Hypermarché AUCHAN,
CD 110 BUCHELAY - 78200 MANTES-LA-JOLIE.

Station radio périphérique non loin de Nice recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

capable animer et diriger tant la rédaction que le service de publicité.

Ecrire par avion : UNITED BROADCASTING Co, 4733 Bethesda ave. Fl. BETHESDA, Maryland 20014, U.S.A.

Création de poste

Un des premiers groupes français dans le conseil et les services en informatique, recherche pour prendre en charge, au [redacted] national, la conception et le développement [redacted] d'application, [redacted] original d'exploitation et [redacted] en batch et [redacted]

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

Ayant 1 [redacted] ans d'expérience en informatique de gestion et la maîtrise d'un langage.

Les candidats possédant le sens des relations avec les clients et capables de prendre des responsabilités pourront accéder rapidement [redacted] postes intéressants.

Formation complémentaire [redacted]

Lieu de travail : PARIS.

sélé CEGOS

Adresser lettre man. + C.V. et photo, [redacted] niveau [redacted] rémunération à Mme CLERE sous réf. 73408/M à Sélé-CEGOS - 33, quai Galliéni 92152 SURESNES.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

AUSTIN FRANCE
ENGINEERING ET CONSTRUCTION

Société d'ingénierie [redacted] partie du groupe AUSTIN INTERNATIONAL mondialement renommé ([redacted] 000 contrats signés) par sa méthode consistant à prendre en charge l'ensem- [redacted] projet depuis les premières études jusqu'à la mise en [redacted] des installations, [redacted] raison [redacted] son développement

project planner

[redacted] rattaché au Directeur Général, il [redacted] responsable de la recherche, de la [redacted] et du suivi d'affaires très importantes (nouvelles implantations, extensions, modernisations...) auprès d'une clientèle industrielle [redacted] française et étrangère. Il [redacted] l'interlocuteur [redacted] du [redacted] tout au long de la réalisation du projet. Ce [redacted] à un ingénieur [redacted] d'au moins [redacted] ans, [redacted] (Centrale par exemple) ou un architecte, une formation financière complémentaire [redacted] (MBA - INSEAD)... Il connaîtra les besoins de l'utilisateur pour [redacted] avoir *vécus et il sera familiarisé avec la négociation à* [redacted] niveau (ingénierie, [redacted] par exemple). [redacted] introduit dans [redacted] tel [redacted] industriel ainsi qu'une [redacted] de la langue [redacted] supplémentaires. De nombreux déplacements en province [redacted] *à prévoir. La for-* [redacted] tant en France qu'à l'étranger. Le problème de la rémunération ne [redacted] un [redacted] pour un candidat de valeur.

Réf. 709310/M

chef de service "mechanical"

[redacted] l'autorité du Directeur de l'ingénierie, il [redacted] responsable [redacted] de génie climatique et de mécanique des fluides, [redacted] par la Société, [redacted] spécifications techniques jusqu'à la [redacted] en [redacted] des [redacted]. Il dirigera et animera [redacted] service [redacted] particulièrement à la répartition [redacted] du travail [redacted] optique qualité, coût et délai. [redacted] ne peut convenir qu'à un ingénieur (A et M, ENSAIS par exemple) ayant acquis une [redacted] à la Direction des [redacted] de chauffage, conditionnement d'air... ou [redacted] un [redacted] similaire [redacted] l'ingénierie.

[redacted] bonne [redacted] de la langue anglaise [redacted]. La rémunération offerte [redacted] lement [redacted] des compétences acquises.

Réf. 709309/M

jeune ingénieur "études"

Ce même service [redacted] également un ingénieur *diplômé d'une* [redacted] (spécialité [redacted] climatique) [redacted] un service d'Études dynamique. Il [redacted] deux années d'expérience d'études [redacted] entreprise ou [redacted] et sera [redacted] familiarisé [redacted] problèmes de climatisation. [redacted] connaissance [redacted] la langue [redacted] appréciée. Ce poste offre [redacted] intéressantes pour un [redacted] de valeur.

Réf. 709311/M

Envoyer C.V., photo [redacted] sous la référence correspondante [redacted] mentionnée sur [redacted] enveloppe).
Le [redacted] candidatures [redacted] garanti [redacted]

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE [redacted] CEDEX 06

---

nodet gougis

IMPORTANT CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MACHINES AGRICOLES [redacted] dans sa branche

recherche

CADRE EXPORT

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'agriculture.

Minimum [redacted] ans d'expérience [redacted] la branche exportation.

Sera chargé, sous les directives du Directeur Commercial :
- d'animer et développer le réseau [redacted]
- de prospecter et organiser de nouveaux [redacted]
- de mettre les moyens par [redacted] aux objectifs de la politique [redacted].

[redacted] parfaite de l'anglais plus espagnol ou allemand.

Déplacement [redacted] et 60% du temps.

Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V., photo et prétent. au Chef du Personnel, [redacted] Mal [redacted] MONTEREAU.

Nuances

La mode est aux "chasseurs de têtes," comme [redacted] l'avenir des hommes et de leurs entreprises ne pouvait *dépendre que* [redacted] *l'accumulation* [redacted] connaissances ou de la greffe d'une culture hypertrophiée sur un quotient intellectuel *in-* [redacted]

NOUS, nous cherchons des hommes, donc ...des "caractères".

Car, pour nous, l'action éclaire [redacted] *engendre l'intelligence,* [redacted] *réciproque* [redacted] *rarement vérifiée.*

[redacted] *aussi qu'actuellement,* [redacted] *sont les Entreprises françaises qui disposent de nos moyens globaux :* [redacted] - **pédagogiques - Management - Produits - Promotion - Rémunération.**

Et, qui plus est, [redacted] *pouvons ajouter une* [redacted] *peu commune* [redacted] *fraternité,* [redacted] *communauté agissante,* [redacted] *joie de vivre et* [redacted] *qualité* [redacted] *professionnelle.*

Mais, attention, [redacted] présentez votre candidature que persuadé d'appartenir ou [redacted] vous [redacted] à [redacted] race [redacted] conquérants chez qui l'instinct [redacted] le [redacted] l'emportent sur [redacted] préjugés [redacted] formation.

Nous vous demandons toutefois d'avoir au moins 21 [redacted]

[redacted] lettre manuscrite à A. B. PUBLICITE, réf. ZA 1185 13, bd [redacted] Italiens, 75002 PARIS, qui [redacted]
(Merci [redacted] bien vouloir rappeler la référence)

---

offres d'emploi

GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
recherche

ingénieurs informaticiens

[redacted] acquis trois années d'expérience [redacted] le développement des [redacted] temps réel sur mini-ordinateurs (SOLA - PDP 11 - NOVA).
Ces ingénieurs, de formation [redacted] Écoles, auront la responsabilité de la conception et de la réalisation de projets complets : *Logiciel* et [redacted] à PARIS.
Très larges possibilités d'évolution de *carrière.*

[redacted] curriculum [redacted] et prétentions sous [redacted] OLIM (mentionnée [redacted] l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, [redacted]

[redacted] MACKINTOSH
Groupe International de Chocolaterie-Confiserie (4 usines en France) recherche pour

faire face à son expansion industrielle

CHEF DE PROJET TRAVAUX NEUFS

Répondant au [redacted] Engineering, il [redacted] chargé de mener à bien l'étude et la réalisation de projets représentant [redacted] importants : installation [redacted] fabrication : développement des capacités de production, conditionnement et de stockage : [redacted] et aménagement [redacted], etc.
Le poste implique des déplacements fréquents dans les différentes usines du Groupe (y compris en Grande-Bretagne) et requiert la pratique courante de l'anglais. Il conviendrait à un ingénieur [redacted] chimique ou équival., justifiant d'une expérience de 5 ans minimum [redacted] *analogues, acquises de préférence* [redacted] l'industrie alimentaire.

[redacted] C.V. détaillé, photo et prétentions à J. HOUBERT, [redacted] MACKINTOSH, [redacted] NOISIEL.

Important [redacted] informatique de gestion, région parisienne, équipé de [redacted] de grande puissance, recherche [redacted]

techniciens d'exploitation en informatique

- DUT Informatique ou équivalent,
- Formation complémentaire assurée,
- Rémunération niveau Programmeur + avantages.

Ecrire [redacted] *CV* [redacted] *photo,* [redacted] *réf.* [redacted] *174 M à MÉDIA SYSTEM, 104,* [redacted] *rue réaumur* [redacted] *Paris.*

GRANDE SOCIETE
leader [redacted] un secteur de pointe
recherche pour
DIRECTION DU PERSONNEL

UN CADRE ADMINISTRATIF

qui sera chargé [redacted] études réglementaires (carrières, régimes [redacted] travail, déplacements, positions administratives, etc...) et [redacted] la mise en application [redacted] dispositions législatives pour l'ensemble de la Société.

Le poste conviendrait à un diplômé [redacted] *l'enseignement* supérieur (droit, IEP) ayant [redacted] préférence une expérience professionnelle [redacted]

[redacted] expérience.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à No [redacted] CONTESSE PUBLICITE, 20, [redacted] l'Opéra [redacted] *Cedex 01 qui* [redacted]

[redacted] son développement
LE GROUPE DU CRÉDIT [redacted] son [redacted] Inspection Générale et recrute

inspecteurs de banque

- *chargés* [redacted] *contrôler* [redacted] *services, agences* [redacted] filiales,
- Solide formation bancaire et, si possible, expérience [redacted] la fonction.
- Déplacements fréquents en [redacted] pour [redacted] missions de *durée variable.*

La rémunération [redacted] de l'expérience acquise.

[redacted] possibilités [redacted] promotion au sein [redacted] groupe en expansion.

Envoyer [redacted] manuscrit avec photo [redacted] prétentions sous [redacted] 12.780 M

plein emploi
10, rue du mail paris 2

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche
pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant [redacted] de données et du télé-processing,
des

programmeurs

Le matériel actuellement installé se [redacted] de :
- DEUX 370/168 — 5000 K chacun,
- UN 370/168 — AP de 6000 K,
- [redacted] *terminaux téléprocessing.*

Envoyer CV (sous référence 172 M)
Service du Personnel,
Tour Franklin, [redacted] 11,
[redacted] Paris-La Défense.

GIE

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS DE PREMIER PLAN

[redacted] pour
[redacted] Département International

UN CHEF COMPTABLE

POUR L'UNE DE SES AGENCES AU MOYEN-ORIENT

[redacted] la comptabilité anglo-saxonne.
Anglais parlé et [redacted]

UN COMPTABLE PRINCIPAL

POUR SON SIÈGE BANLIEUE SUD DE PARIS

[redacted] pouvant comporter des [redacted] à l'étranger, [redacted] bonne [redacted] de l'anglais est [redacted].

Pour les deux postes, il s'agit de comptables [redacted] obligatoirement d'une [redacted] expérience [redacted] le secteur B.T.P.

[redacted] curriculum [redacted] n° 30.807 à [redacted] av. Opéra, [redacted] Paris [redacted] 01, qui tr.

IMPRIMERIE PARISIÉNNE
d'importance nationale, [redacted]
Editions Administratives
recherche

CHEF de PRODUITS JUNIOR

Sciences Eco, Droit, Esc

Il sera chargé au sein de l'équipe MARKETING
- *de proposer des politiques pour sa gamme de Produits,*
- [redacted] *des* [redacted] *Marketing,*
- *de* [redacted] *les prix de revient et la rentabilité des opérations mise en oeuvre.*

Cette fonction très vivante implique le goût des contacts (Paris-Province) [redacted] *de la gestion.*

Les dossiers de candidatures —sous Réf.M.1376 à préciser [redacted] *l'enveloppe— seront traités* [redacted]

DEVELOPPEMENT
10 rue [redacted] *Paix,* [redacted]

GIS

GESTION INFORMATIQUE SYSTÈME

recherche dans le [redacted] du développement [redacted] sa division [redacted]

1) INGÉNIEUR de haut niveau (réf. I 21)
[redacted] avec une expérience d'environ [redacted]
Salaire 110 à [redacted] expérience.

2) INGÉNIEURS D'ÉTUDES (réf. IE 13)
[redacted] (X, [redacted] télécom...) pour l'implantation d'un [redacted] téléprocessing et des [redacted] indispensable.
[redacted] à [redacted] d'expérience.
[redacted] à [redacted] suivant expérience.

3) INGÉNIEURS D'APPLICAT. (réf. IA 12)
Maîtrise informatique ou DEA [redacted] les problèmes [redacted] production [redacted] au moins 4 à 5 ans d'expérience, ce [redacted] déplacements de [redacted] à l'étranger.
Salaire 85 à 115.000 [redacted] expérience.

Envoyer C.V. à G.I.S., [redacted] du Ranelagh [redacted] (réponse [redacted]

ETAP 26, rue Pierre-Curie, 91200 ATHIS-MONS
CONSTRUCTEUR INTERNATIONAL D'APPAREILS D'ÉCLAIRAGE OFFRE POSTE D'AVENIR [redacted]

COORDINATEUR DE VENTES

Il assurera du Bureau de [redacted] d'ATHIS-MONS les responsabilités :
- *de recueillir,* [redacted] sur le marché de l'éclairage ;
- de suivre [redacted] les [redacted] d'affaires dans le cadre de l'action définie avec le Chef [redacted] Ventes et les Représentants ;
- [redacted] charger [redacted] téléphoniques avec la clientèle.

Ce poste conviendrait à un candidat éventuellement débutant, ayant une bonne formation de base (ESSEC, ESC, ESCAE [redacted] équivalent) ou [redacted] une [redacted] commerciale confirmée.
De [redacted] perspectives d'avenir [redacted] à [redacted] ayant [redacted] responsabilités et des [redacted] humaines.

Adresser C.V. et photo à l'adresse indiquée ci-dessus (mentionner si possible un numéro de [redacted] phone pour un contact rapide).

---

informatique

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE, filiale de puissants Groupes industriels français pour sa division Informatique de Gestion et sa division mini-système, recherche

France/Afrique

INGENIEURS FORMATION INFORMATIQUE

Ils auront un profil d'ingénieurs (ESE, INSA, ENSEEIHT, ENSIMAG, ISEN, ENSERG, IIE ...).

— [redacted] **informatique de Gestion**
- confirmés ou débutants (ayant effectué leur service [redacted] dans [redacted] informatique) connaissant COBOL ou PL 1, la pratique de DL1, IMS ou CICS sera appréciée. (Réf. IG/DI)

— **Division mini-système**
[redacted] ou [redacted] expérience de conception et de réalisation sur mini ordinateurs ou micro-processeurs pour des applications industrielles ou gestion temps réel. (Réf. MS/DI)

— **Systèmes de Gestion sur mini-ordinateurs**
INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL ayant [redacted] d'analyser, [redacted] des [redacted] et de rédiger [redacted] propositions, [redacted] une [redacted] expérience de la gestion [redacted] mini-ordinateurs est indispensable, *ou l'expérience d'une SSC)* [redacted] souhaitable. (Réf. MO/DI)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- IUT ou équivalent, [redacted] d'une expérience de 2 ans,
- pratiquant le COBOL, [redacted] ou pratiquant PL1, connaissances IMS, DL1, CICS très appréciées. (Réf. AP/IN)

Pour tous [redacted] postes les rém[redacted] dépendront des compétences et de la personnalité [redacted]

[redacted] C.V., photo, prétentions, délai de disponibilité *sous référence correspondante (en précisant* [redacted] nom [redacted] auxquelles [redacted] ne [redacted] pas [redacted] candidature) à I.C.A. qui [redacted] mettra. Discrétion assurée.

ICA International Classified Advertising
RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

PÉRIODIQUES USINE NOUVELLE
[redacted] **LA TECHNIQUE**

recherchant

CHEF DE PUBLICITÉ JUNIOR

- Chargé [redacted] métallurgie [redacted] soudage.
- Dans un premier temps, il sera sous la responsabilité d'un [redacted] de publicité [redacted] gérer, prospecter et suivre une clientèle directe ou d'agences de publicité.
- Une promotion rapide est possible [redacted] capacités, sous la [redacted] d'une autonomie sur les secteurs.

[redacted] particulièrement à un jeune [redacted] les contacts et [redacted] initiatives, [redacted] débutant, qui pense [redacted] carrière dans la vente.

Adresser [redacted] lettre manuscrite + C.V. détaillé + prétentions sous référence 163 à la [redacted]

PERSE 40, rue du Four 75006 Paris 548.24.96

Annonces de recrutement. La fin des idées reçues?

Pourvus ou non d'un emploi, désirant ou [redacted] en changer, [redacted] cadres [redacted] dans leur grande majorité [redacted] d'emploi diffusées [redacted] la presse.

En confirmant ce point, l'enquête MAKROTEST - [redacted] CONTACT met fin [redacted] *vieille polémique comme elle lève aussi* le voile sur d'autres interrogations [redacted] essentielles [redacted] tout [redacted] controversées.

Le [redacted] leur taille, la présence [redacted] l'absence du [redacted] de l'entreprise qui recrute satisfont-ils [redacted] cadres ? Jouent-ils un rôle, et lequel, dans leur [redacted] de *répondre aux* [redacted] *qui leur* [redacted] ?

[redacted] type d'annonce incite le plus les cadres concernés à répondre ?

[redacted] *CONTACT a prévu de présenter les* [redacted] enquête aux responsables de recrutement qui voudraient bien en formuler la demande.

Pour cela, il [redacted] d'appeler :
Marie-France HECKLY (poste 247), ou
Sylvie CARPENTIER (poste 246)
HAVAS CONTACT
156, bd Haussmann,
75008 PARIS.
Tél. : 236.42.81 - 755.99.08.

DIRECTEUR GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE PARIS

RESPONSABLE DU SERVICE EQUIPEMENTS MECANIQUES

OLYMPIA FRANCE

IMPORTANT [redacted]

ATTACHE [redacted]

GROUPE [redacted]

le DIRECTEUR

offres d'emploi

DIRECTEUR GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE

PARIS

Filiale en expansion très rapide d'un Groupe Français
(300 personnes – Chiffre d'affaires 1977 : 80 millions ; 1978 : supérieur à 120 millions)

MISSION :
- administration ;
- contrôle de gestion ;
- directeur du personnel ;
- informatique ;
- liaison avec le contrôle de gestion Groupe.

PRIORITES :
- conception, mise en place de nouvelles procédures ;
- services commerciaux, administratifs adaptés à la forte croissance du volume des activités ;
- adaptation des moyens de traitement des informations.

REMUNERATION :
- 140.000 F, + selon qualification ;
- carrière ouverte à l'échelon Groupe.

Envoyer C.V. à n° 30.204 PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75 CEDEX 01.

PARFUMS ROCHAS
recherchent

pour centre de production POISSY (78)
(200 personnes)

RESPONSABLE DU SERVICE EQUIPEMENTS-METHODES

Il doit avoir une formation supérieure (type A.M., ingénieur ou similaire). 3 ans minimum d'expérience dans un B.E. ou dans le service d'appareillage, ou responsable de production dans les domaines parfumerie, cosmétiques, pharmacie, alimentaire.

Il doit se voir confier, sous l'autorité du Responsable de l'ingénierie Technique, la gestion et l'animation techniques, administratives et humaines du Service Equipements-Méthodes.

Il sera notamment chargé :
- de définir l'équipement de production
- de l'étude des normes de travail des ateliers et magasins
- de l'étude des postes de travail
- des études d'implantation
- de préparer, puis suivre le budget d'investissements.

Adresser C.V., photo et prétentions à
PARFUMS ROCHAS
Service du Personnel
33, rue François 1er - 75008 PARIS

Dans le cadre de la réorganisation du Service Informatique pour la mise en place du Télétraitement

OLYMPIA FRANCE

recherche

Responsable Analyse - Programmation

Expérience de 4 ans minimum d'analyse programmation.
Connaissances pratique du GAP II disques et de OCP sur IBM 5/15 indispensable.
Aptitudes à l'encadrement.

- Position CADRE II.
- Avantages sociaux.
- Lieu de travail : Paris.
- Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer curric. vitae détaillé ou téléphoner pour informations à M. TOUITOU, 10, avenue Réaumur, 75142 CLAMART. Téléphone : 63[illegible] 21-42.

IMPORTANT GROUPE PRIVÉ

OFFRE POSTE D'

ATTACHÉ DE DIRECTION

POUR LES RELATIONS EXTERIEURES

Age minimum 30 ans

Après un stage de formation, ce cadre assurera les contacts auprès des entreprises adhérentes et de leur personnel.

La préférence sera accordée à un cadre ayant l'expérience des régimes d'assurances de groupes ou de retraite collective.

Les intéressés devront résider à PARIS, posséder une voiture et pouvoir se déplacer plusieurs fois par an en province pour des absences de une à trois semaines.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo avec rémunération actuelle et prétentions au réf. 650 à : CAMPBELL - B.P. 57, 75524 PARIS CEDEX 17, qui transmettra, discrétion et réponse assurées.

GROUPE BANCAIRE

le DIRECTEUR

de son agence centrale Paris 8e

MISSION :
- Animation des services de l'Agence et des bureaux rattachés,
- Responsabilité de la définition et de la réalisation des objectifs dans le cadre de la politique du Groupe,
- Etude et gestion des crédits.

Ce poste conviendrait à un cadre classe VIII ou hors classe associant à un dynamisme personnel une expérience très complète de la gestion et de la promotion d'une Agence.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions au Service 12.781 M à
pleln emploi
10, rue du mail, paris 2

MIT INFORMATIQUE

Dans le cadre du développement de ses activités d'assistance technique recrute le personnel TRÈS CONFIRMÉ suivant : (2 à 5 ans d'expérience)

ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

IBM DOS ou OS

- Spécialistes [illegible]
- [illegible] PL 1.
- [illegible] IMS – DL 1.

ANALYSTES

HB 66.

- Spécialistes TDS – IDS.
- Spécialistes applications bancaires.

Adresser curriculum vitae détaillé à : MIT INFORMATIQUE, 5, r. [illegible] Paris.

IMPORTANT ORGANISME DE PRÉVOYANCE

pour

ASSISTANT DU DIRECTEUR TECHNIQUE

un cadre de formation actuaire ou équivalente, possédant diplômes Enseignement Supérieur, ayant expérience, sens du commandement et goût des contacts humains.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à PARFRANCE, sous le [illegible], 4, r. [illegible].

BANQUE

FILIALE GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL, QUARTIER OPERA

renforce son équipe d'Analyse - Programmation et recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEUR-ASSEMBLEUR

Possédant D.U.T. Informatique et 2 à 3 ans d'expérience matériel IBM 370/138 LANGAGE COBOL

Adresser C.V., photo et prétentions, n° 30.889, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

IMPORTANTE ENTREPRISE ÉLECTRONIQUE
Banlieue SUD de PARIS

recherche pour Labo d'Etudes et plates-formes d'essais

PLUSIEURS JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Diplômés Grandes Ecoles
CENTRALE - TELECOMM. - E.S.E. ...

C.V. à Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris, Cedex 01.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

JEUNES COMPTABLES DÉBUTANTS

Libérés du O.M. - NIVEAU B.T.S. - D.U.T.
après formation au Siège Social en banlieue sud de Paris, ils pourront se voir confier des responsabilités en agences ou en chantiers à l'étranger.

[illegible] doivent préciser leur niveau en langue anglaise.

Envoyer [illegible] n° 30.819 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

SOCIÉTÉ RÉGION PARISIENNE SPÉCIALISÉE [illegible] LA LUBRIFICATION

recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN AM - INSA TECHNICO-COMMERCIAL

expérimenté, bilingue français-anglais pour exercer fonction responsable développement vente produits spéciaux.

INGÉNIEUR CHIMISTE

expérimenté pour animer équipe recherche appliquée dans laboratoire synthèse organique.

Ecrire sous n° 7.724 « le Monde » Publicité, avec C.V. et photo, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

Société Internationale (Secteur Scientifique) en pleine expansion et bien implantée, rech. son

CHEF DE SERVICE FINANCIER

— Expérience approfondie demandée ainsi que de bonnes connaissances en systèmes informatiques.
— Notions d'allemand appréciées.
— Libre rapidement.
— Rémunération intéressante.

Lieu de travail : actuellement Paris, décentralisation prévue pour début 1979 dans la Région Rhône-Alpes.

C.V. + photo + prétentions à : O.P.F. (n° 2.089), 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transmettra.

La Filiale d'un Groupe Pharmaceutique International
(700 personnes en France)
recherche

CADRE DE PERSONNEL

pour lui confier, au sein de la Direction du Personnel, la responsabilité de l'INFORMATION, la FORMATION, la GESTION DES CARRIÈRES.

Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel de la fonction Personnel ayant une bonne expérience dans les domaines considérés.

Il nécessite bien sûr une formation supérieure, la connaissance de l'anglais constituant un atout supplémentaire.

Ecrire avec CV, en indiquant rémunération actuelle ou souhaitée, au Service 12758 (IM) Havas Contact - 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

IMPORT. SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS
PARIS (13e)
recherche pour son SERVICE ETUDES :

1) AGENTS TECHNIQUES - ÉLECTRONICIENS, [illegible] I

Solide formation en électronique. Expérience d'au moins 2 ans en laboratoire dans le dépannage des circuits logiques et analogiques. Expérience appréciée dans le domaine analogique.
POSTE OFFERT : développement de données de tests de sous-ensembles électroniques.

2) AGENTS TECHNIQUES

ELECTRONICIENS
Niveau 4 - Echelon I et Niveau 5, Echelon I
Solide formation en électronique. Connaissances en télécommunications appréciées. Expérience d'au moins 3 ans en laboratoire.
POSTE OFFERT : participation à la [illegible] et au développement d'équipement de télécommunications électroniques.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à : A.O.I.P., BOITE POSTALE 301, PARIS (13e).

FILIALE GROUPE EUROPEEN EMBALLAGE LEADER DANS SA PROFESSION

recherche

AGENT VENTE EXCLUSIF

Poste évolutif

Clientèle industrielle et distribution.

RÉGIONS PARIS et NORD

Fixe + Prime + Frais.

Envoyer curric. vitae, photo sous n° T 00008 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GROUPE EUROPÉEN SPÉCIALISÉ EN AUTOMATION PNEUMATIQUE

recherche pour sa filiale française

INGÉNIEUR A. et M. ou équivalent

appelé à prendre très rapidement le poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

LE CANDIDAT :
— âgé de 35 ans au moins, devra avoir la connaissance approfondie de l'allemand ;
— posséder minimum 3 ans d'expérience dans la commercialisation des appareils pneumatiques industriels en France ;
— [illegible] dynamique, habitué à diriger et à animer une équipe ;
— posséder une solide connaissance du marché et être très introduit auprès des clients potentiels.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo en précisant niveau annuel de rémunération actuel à n° 30.508 CONTESSE [illegible], 20, avenue de l'Opéra, [illegible] (1er), qui transmettra.

Société internationale de [illegible] technique [illegible] pour sa nouvelle SUCCURSALE à PARIS

TRADUCTEURS-TECHNICIENS ET RÉDACTEURS

hautement qualifiés. Ils constitueront un noyau de collaborateurs chargés de suivre des projets de grande importance, encadrés par notre équipe de la société mère créée il y a 30 ans à Munich.

Spécialités : engineering, automobile, électronique, machines-outils, etc.

Langues : anglais, allemand, espagnol, italien, portugais, russe, arabe, français.

Statut : free lance ou contrats de longue durée.

Adr. C.V. à BOTS France, Langues & Techniques, [illegible] rue du Helder, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche

ADJOINT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il lui sera confié l'ensemble des activités comptable et financière, ainsi que les questions fiscale et administrative.

Le candidat aura au moins 30 ans, une formation supérieure (E.S.C., D.E.C.S. ...) et une expérience d'au moins cinq ans dans domaine similaire.

Env. C.V. manus., photo et préf. sous n° 30.810 à CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

[illegible] DE PROMOTION ET DE DEFENSE DES HORLOGERS - BIJOUTIERS - JOAILLIERS ORFEVRES ET PORCELAINIERS-CRISTALLIERS

recherche

JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

[illegible] à cadre 25 ans minimum [illegible] problèmes de la distribution.

NIVEAU HEC - ESSEC - EDHEC
Licence Droit appréciée

[illegible] réussir une expérience de premier [illegible] comportant interventions auprès [illegible] intéressés, des fournisseurs aux dimensions internationales, [illegible] de [illegible]

[illegible] d'avenir en rapport [illegible] la personnalité du candidat.

[illegible] intermédiaire de 1 à 2 ans pendant lequel le candidat restera en contact permanent [illegible] et effectuera des stages.

[illegible] lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous [illegible] 300 à [illegible] GAUSSIN, 104, rue [illegible] PARIS.

GROUPEMENT DE SOCIETES (CHIMIE/PARACHIMIE)
Appartenant à un groupe International
Important
recherche :

contrôleur division logistique

ADJOINT A LA DIRECTION LOGISTIQUE

PROFIL DE LA POSITION :
- Mise en place d'un système d'information
- Contrôle des flux et de mouvements
- Participation avec la comptabilité analytique et les unités mères.

PROFIL DU CANDIDAT SOUHAITE :
- Diplômé d'une Ecole Supérieure de commerce ou diplômé de Sciences Economiques.
- Allemand courant
- Volonté de travail polyvalent

Prière d'envoyer votre candidature avec C.V. et photo, date de disponibilité, rémunération souhaitée s/ réf [illegible] à : P. LICHAU S.A. B.P. 220-75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra

---

Groupe Important

[illegible] FILIALE [illegible] RESTAURATION

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF

- Contrôle de gestion.
- Cadre confirmé.
- Expérience comptable indispensable.

[illegible] n° T. [illegible] M. [illegible], 85 bis, rue [illegible], PARIS-2e.

---

création de poste

Le [illegible] importante [illegible] mécaniques proche [illegible] Nord-Ouest, recherche

1 INGÉNIEUR DE PROJET

ayant une spécialisation confirmée [illegible] une expérience de 5 ans [illegible] de transmission pour véhicules lourds [illegible] route et de chantier. Il intervient [illegible] les domaines [illegible] la recherche appliquée, des [illegible] et [illegible] méthodes d'industrialisation. Anglais technique indispensable. [illegible] F+

Adresser lettre manuscrite CV, photo sous référence 308 à A.S. CARRE
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

LABORATOIRE DE CONTROLE [illegible] de produits [illegible]

recherche pour poste

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Titulaire D.U.T., chimie alimentaire, maîtrise ou D.E.A. [illegible] avec expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des analyses classiques de chimie alimentaire et de bonne connaissance en anglais.

[illegible] un [illegible] dynamique animé [illegible] d'équipe.

[illegible] avec C.V. + photo + [illegible] à M. G. DU[illegible]T.
CENTRE DE RECHERCHES [illegible] DE FORMATION
15-17, avenue de l'Europe, [illegible] Château-Thierry.
Téléphone : [illegible]

BANQUE PRIVEE

PARIS

département organisation

en cours de création

CADRE COMPTABLE

Les candidats possèderont :
- *parfaite maîtrise des procédures comptables bancaires,*
- *5 ans d'expérience dans départements similaires,*
- *D.E.C.S.*

Envoyer C.V. manuscrit, photo et salaire annuel désiré sous la référence 3034 à :

O.P. organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La [redacted] T.C.
OFFRES D'EMPLOI	[redacted]	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	[redacted]	11,44
IMMOBILIER	30,00	[redacted]
AUTOMOBILES	[redacted]	[redacted]
[redacted]	[redacted]	[redacted]
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

	La m/m col.	T.C.
[redacted]	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
LEADER SUR [redacted] MARCHÉ
[redacted] PARIS au sein [redacted]
Direction Financière un poste d'

AUDIT INTERNE

E.S.C., D.E.C.S., — BILINGUE ANGLAIS

Le titulaire sera chargé du [redacted] interne [redacted] *tous les services de la Société et de ses* [redacted]

Sa mission portera sur l'exécution correcte des [redacted] procédures comptables [redacted] sur l'application [redacted] directives de [redacted]

Expérience nécessaire d'au moins 3 ans dans un [redacted] Américain d'Audit.

Des déplacements de courte durée en France et [redacted] l'étranger sont [redacted] prévoir.

Pour postuler, [redacted] C.V. et prétent., n° [redacted] CONTESSE Publ., [redacted] Opéra, [redacted] (1er), qui tr.

ATTACHÉ DE DIRECTION 26 ANS

- [redacted] en Droit, [redacted] Judiciaires, DEA [redacted] du Travail, DUEL Anglais, [redacted] d'Arabe :
- Très bonnes notions
  — Italien [redacted] Espagnol ;
  — Comptabilité [redacted] Gestion [redacted]
- TROIS [redacted] expérience professionnelle :
  — *Gestion* [redacted] *administrative* [redacted] *Juridique* ;
  — Gestion [redacted] Direction du [redacted]nal,

ADMINISTRATIVE ET/OU PERSONNEL

[redacted] ou proche banlieue [redacted]

[redacted] T 00078 M. REGIE-PRESSE, [redacted] bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui [redacted]

GROUPE PRIVÉ D'ASSURANCES
[redacted] un CADRE
ayant [redacted] expérience [redacted]

organisation administrative

[redacted] intéressante pour [redacted] ans minimum) dynamique, [redacted] du contact et le goût du travail sur le terrain.

Adresser C.V., photo et prétentions [redacted] la [redacted] 3007 à :

OTI organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

Importante Société de Produits Laitiers
recherche pour son Siège Social PARIS

LE CHEF DE SON SERVICE AGRICOLE

Chargé de l'approvisionnement en [redacted] de ses usines, de l'animation des [redacted] laitières, [redacted] tance technique aux producteurs et [redacted] organisations professionnelles.

Ce poste conviendrait à un

INGÉNIEUR AGRO-AGRI

possédant [redacted] 10 [redacted] d'expérience en milieu agricole [redacted] des [redacted] publiques [redacted] la négociation.

Envoyer C.V. [redacted] prét. sous [redacted] Publicité, 20, av. [redacted] l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

SOCIÉTÉ ITALIENNE
[redacted] la production [redacted] français,

cherche AGENT

[redacted] la [redacted] *emballage* [redacted] la [redacted] *utilisatrice*, pour représ- [redacted] éventuellement Bénéfiques.

[redacted] à [redacted] 1532, PUBLICITAS, via [redacted] 4, [redacted] Italie.

SOCIETE METALLURGIQUE
[redacted]
pour exportation pays de l'Est

COLLABORATEUR

bilingue Allemand ou [redacted]

Expérience de quelques [redacted] souhaitée. Téléphoner au 201-44-44 pour premier entretien.

F.R.M.J.C. [redacted]

DIRECTEUR D'ÉQUIPEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS
possédant [redacted] Directeur de co[redacted]
Tél. : 627-[redacted] p. R.V.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
[redacted] filiale d'un [redacted] AMÉRICAIN [redacted] un jeune

CADRE COMPTABLE

afin [redacted] lui [redacted] opérations comptables et [redacted] la société. Formation requise [redacted] B.T.S. [redacted] D.E.C.S. 3 [redacted] 5 ans d'expérience, une [redacted] langue anglaise souhaitable. [redacted] développement [redacted] carrière importante compte tenu du déve[redacted]ment prévu de cette s[redacted].

Envoyer C.V. [redacted] prétentions [redacted] Michel SOYER, 6, av. Marceau, 75008 PARIS sous la [redacted] M 7101 La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est garantie

---

[redacted] de TELECOMMUNICATIONS, PARIS-13e [redacted]

un INGÉNIEUR
ÉTUDE [redacted] DÉVELOPPEMENT
PROFIL : I.N.S.A. [redacted] ou équiv. Ayt [redacted] 4 [redacted] expér. minim. [redacted] bur. [redacted] d'industrialisation secteur [redacted]nique. Expér. [redacted] : *Responsable de* [redacted] technologique de matériels télécommunications
Ecr. [redacted] C.V. [redacted] prét. à : A.I.O.P., B.P. 301, PARIS-13e.

La commune [redacted] Fontenay-le-Fleury recrute pour sa [redacted] :

un éducateur
pour jeunes [redacted]

1 infirmière puéricultrice
Candidatures et demandes de renseignements concernant ces postes à adresser à Mme la secrétaire générale, mairie de Fontenay-le-Fleury 78330.

EUROLINGUA
[redacted]
recherche

UN TRADUCTEUR

anglais qualifié [redacted] à l'entreprise. [redacted] Ecrire [redacted] C.V. [redacted]
30, r. [redacted]

IMPORTANTE SOCIETE
à VOCATION INTERNATIONALE
demande [redacted] siège [redacted]

2 TECHNICIENS DE CHANTIERS

[redacted]

Ayant une pa[redacted] connaissance des matériaux du [redacted]

[redacted]

5 années min. de pratique.

[redacted] fréquents sur [redacted] et Etranger.

[redacted]

Ecrire [redacted] C.V. n° 31.314, Contesse Publicité, 20, avenue [redacted] Paris-1er, qui transm.

C.B.S. DISQUES

recherche pour son Département CONTRATS :

LICENCIÉ EN DROIT

ayant [redacted] expérience professionnelle ayant comporté [redacted] ations. Anglais c[redacted]

Il sera [redacted] tion [redacted] qui suivi des contrats et procédures [redacted] des négociations avec [redacted] et producteurs [redacted] C.V., à [redacted] Ch. [redacted] 3, rue Freycinet, [redacted]

[redacted] IBM [redacted] K avec DOS/VS, CICS, DL/1, [redacted]

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

(Référence AP)

PROGRAMMEUR

(Référence P)

Pour ces 2 postes, une expérience [redacted]atique de l'Assembleur [redacted] exigée.

[redacted] C.V. détaillé et [redacted] sous la référence choisie à M. GUEUGNON, Groupe ZURICH/FRANCE 14, [redacted] PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

recherche :

UN ATTACHÉ TECHNICO-COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un candidat ayant :
— une solide formation de physicien (niveau maîtrise + DEA) complétée par de bonnes connaissances en élec[redacted]nique ;
— [redacted] personnalité [redacted] des [redacted] ;
— une [redacted] d'au moins 2 ans [redacted] un [redacted] similaire ;
— une [redacted] l'anglais.

Ecr. [redacted] C.V., [redacted] n° 31.577, [redacted] l'Opéra. [redacted]

Importante Organisation Israélite cherche

CADRE DE DIRECTION
expérience sociale et administrative
Ecr. n° 7742 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, [redacted]

Nous proposons poste

CONTRACTUEL 3B
niv. D.U.T. ou B.T.S. Inform.
Fonctions : *pupitrage* MITRA 15, écriture et maintenance de Logiciel sur MITRA 15.
— [redacted] F environ.
— Primes annuelles 4.000 F. env.
Ce poste est vacant à compter du 1er novembre. Env. C.V. à M. LAPLACE Départ. Informatique I.U.T. B.P. 23, 91406 [redacted] le 25 [redacted]

INFORMATIS
[redacted] Daubenton, [redacted]

INGÉNIEURS

[redacted] (Solar, [redacted] système Siris 2. M. [redacted] / 72.

L.T.M. CONSULTANT - Logistique Transport Manutention rech. [redacted] un Organisme spécialisé [redacted] Formation de Cadres de Transport un (e)

ATTACHÉ(E) PÉDAGOGIQUE

DÉPARTEMENT (60) OISE
- *Il participe à l'élaboration* des programmes en collaboration avec les animateurs,
- Il [redacted] les [redacted] pédagogiques,
- Il anime personnellement [redacted] stages.

Le [redacted] : • bonne formation générale niveau études supérieures • expérience indispensable de la Formation et si possible du Transport • aptitudes [redacted]

Env. lettre m[redacted] + C.V. + photo et prét. ss rét. [redacted] à L.M.T. CONSULTANTS Tour Horizon, [redacted] quai National, Département [redacted] cadres, 92806 PUTEAUX.

Expert-comptable recherche pour Paris, le Nord, Limoges, Le Mans, Nancy, Nantes, collaborateurs *experts-compt., commissaires* inscrits, diplômés Grandes Ecoles Commerciales ou exp. approfondie du contrôle, pour exécution missions consultées. Position [redacted]
Ecr. No 7733 « Le [redacted] » Pub. [redacted] r. [redacted] Paris-9e.

Travail mi-temps, soir, femme 30 ans envir., responsabilité, sens de l'accueil. Comédie-Française. T. : 296-10-24, p. 328.

ATP [redacted]
SOLAR [redacted] R.T.E.S.D., [redacted] *leur dialogue* MCS. [redacted]
Tél. pr RV [redacted] confirm. mé- [redacted] électromécan., responsable [redacted] et sous-traitance. Pl. stable. ORLY. Tél. pour R.-V. : 293-34-01 ou 293-35-87.

AT2 [redacted] AT2 mise au point calculateurs Versailles. AT2, âge min. 40 ans. Suivi de fabrication [redacted] bani. Sud. ATP confirmé pour asservissement analogique et numérique, connaissance micro processeurs. Place stable. ORLY. Tél. pour R.-V. : 293-34-01 ou 293-35-87.

Importante Sté allemande fabricant de fils et câbles recherche pour sa nouvelle filiale française
CHEF DE VENTE
formation électrotechnique, bonne connaissance de l'allemand, expérience souhaitée dans la branche, sens des responsabilités, dynamisme. Poste autonome. Situation d'avenir si cap. Env. CV détaillé et prét. à n° [redacted] 50 B - [redacted] LEU 17, r. Label, 94300 VINCENNES.

CHARVET
[redacted]
recherche
VENDEURS ET DEBUTANTS
Bonne présent[redacted]
Niveau [redacted] — Co[redacted] anglais [redacted] référence [redacted]

[redacted] Editions du [redacted] 29, [redacted] Tour-Maubourg, 75007 PARIS, [redacted]

COLLABORATRICE ADMINISTRATIVE

Agent de [redacted] ou cadre, [redacted] ans minimum, pour [redacted] et [redacted] Ecrire [redacted] BRETT.

Etablissement financier, [redacted]rsalités, re[redacted] pour sa DIRECTION FINANCIÈRE [redacted] personne de formation

COMPTABLE

D.E.C.S. ou niveau équivalent, dégagé O.M. Env. C.V. sous n° 15.534 à BLEU, 17, rue Label, 94300, Vincennes.

Nous sommes :
Une société de vente d'équipements pr les *industries chimiques* et para-chimiques. Dynamiques, sérieux, bien introduits mais décontractés.

Nous avons :
Une excell. ambiance, un travail très varié et une équipe résolument non conformiste.

Vous êtes :
Un technicien ou technico-commercial connaissant notre champ d'activités — Attiré par la vente et prêt à tonner — d'accord pr vous déplacer souvent et avoir votre bureau près de Pontoise.

Jeune d'esprit, enthousiaste mais réfléchi, astucieux mais loyal. A la recherche d'un travail intéressant.

Oui !
Alors envoyez-nous une lettre manuscrite avec C.V., prétent. *et photo récente à :*

CHIMIPLASTIQUE
B.P. 444, 95804 Cergy CEDEX.

INSTRUMENTS S.A.
Division
ADAMEL LHOMARGY
15, [redacted]
94201 IVRY, [redacted]

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

[redacted] [redacted]que.
Connaissances en GESTION DE [redacted]
Il [redacted] la [redacted] des [redacted] (mécanique et électronique).
Expérience analogue de fabrication indispensable.
Référence P. IP.

INGÉNIEUR CONTRÔLE QUALITÉ

Formation électronique
Connaissances en INSTRUMENTATION.
Il prendra en [redacted]rge l'ensemble des problèmes de Contrôle et de Qualité.
Plusieurs années d'expérience.
Référence P. IC.

PRÉPARATEUR DE FABRICATION

V2 - Hautement qualifié en électronique et tôlerie.
Référence P. DE.

ACHETEUR

V2 - Connaissant bien le marché des composants et de la sous-traitance en électronique.
Référence P. AE.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétent. en indiquant référence.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Siège Levallois
[redacted]
et [redacted]
[redacted] son
SERVICE TECHNIQUE INFORMATIQUE ET [redacted]

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

[redacted] d'expérience dans le [redacted] de la technologie, des unités centrales, des matériels de raccordement et de leur mise en œuvre.

Bonne connaissance des nouvelles technologies souhaitable.

Env. C.V. et prétent., n° 31.861, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Le C.E.P.G. (groupe ESSEC) recherche

DEUX ENSEIGNANTS
(assistants)
de MATHÉMATIQUES
— Temps partiel
— DUEL maths et expérience pédagogique souhaitée.
Disponibles 15 octobre 1977.
Tél. : 630-49-57, poste 420.

SAINT-LAZARE
commerce pianos et clavecins cherche

AIDE-COMPTABLE

25 ans minimum, qualifiée, expérimentée et dactylo pour poste responsabilité.
Très bonne présentation, contacts clients. Se présenter à partir de mardi 11 h. à 13 h. PIANOS MAGNE, 58, rue de Rome, Paris-8e, métro Europe.

ASSOCIATION
pour son activité
EDITIONS ENFANTINES ET DISTRIBUTION DE MATERIEL EDUCATIF
recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour études de marchés, commercialisation et promotion de ses productions.
Adresser C.V. et prétentions à : n° T 00105 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

EU SELEC
pour postes stables urgent.
Engeenering pétrolier recrute

1 INGÉNIEUR Gestion

prévisionnelle, bilingue anglais, connaîs. le programme Pert-Cost 63, av. Franklin-Roosevelt, 8e. Téléph. : 225-41-10 + 256-37-20.

EU SELEC
TRAVAIL TEMPORAIRE
recrute

5 CHEFS COMPTABLES

exp. bancaire BECS obligatoire *40 ans minimum*, classe 6 ou 7, place stable
63, av. Franklin-Roosevelt, 8e. Téléph. : 225-41-10 + 256-37-20.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
IMMOBILIÈRE
PARIS (8e)
offre
UN PREMIER EMPLOI
A UN JEUNE DIPLOMÉ D'ÉCOLE DE COMMERCE
ou équivalent

une carrière commerciale au sein de son Département Bureaux

Après une période de formation, le candidat aura pour mission de rechercher et de réaliser des transactions entre des Sociétés, portant sur des biens immobiliers tels que bureaux, locaux industriels.

Adresser C.V., photo et prétent. s/n° 20.783, à CONTESSE Pub., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ets petit effectif recherche

ÉDUCATRICE OU STAGIAIRE

pouvant encadrer enfants difficiles mais intelligents. Institut Psycho-Pédagogique 60740 Saint-Maximin
Téléph. : 455-96-10

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
QUARTIER ETOILE
recherche

PROGRAMMEURS

Niveau D.U.T. informatique
Connaissant langages Assembleur et Cobol

POSTE ÉVOLUANT VERS L'ANALYSE SUIVANT COMPÉTENCE

— Bon salaire
— 5 X 8 X 13
— Avantages sociaux

Envoy. C.V. manuscrit détaillé, prétent., photo (retournée) sous *référence n° 7.786* à

Centre de Psychologie et d'Efficience
17 r. des acacias Paris

AFNOR
Association Française de Normalisation
recherche

2 INGÉNIEURS

1) pour sa division TRANSPORT (automobile et caravanes).
2) pour sa division EMBALLAGE ET MANUTENTION.
Il s'agit :
— d'animer des groupes de travail dans le cadre de la normalisation nationale et internationale,
— de rédiger les divers documents s'y rapportant.
Quelques années d'expérience en mécanique ou physique sont souhaitables.
Pratique indispensable de l'anglais.

Postes à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. et prétentions au Service du Personnel Tour Europe - Cedex 7 92080 PARIS - LA DÉFENSE

URGENT, pour Rome et Paris, famille franco-italienne, un enfant scolarisé, J.F. au pair, sérieuse aide familiale. Téléph. : 526-54-53

SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE rech. :
J.F. aimant contacts humains pour VENTE APPTS NEUFS PARIS. Fixe + %, indemnité voiture. - 277-97-26.

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIÉES" [redacted] vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du "Monde Publicité" ou d'une agence.

secrétaires

Secrétaires de direction

L'une des grandes [redacted] françaises (banlieue sud de Paris) cherche pour l'un [redacted] généraux

une secrétaire de direction

parfaitement bilingue français-anglais.

[redacted] un *secrétariat* classique, [redacted] comportant [redacted] coordination [redacted] haut niveau [redacted]

Elle a 27 ans minimum, une formation supérieure (BTS ou équivalent), cinq [redacted] au moins d'expérience d'un secrétariat [redacted]plet et une excellente présentation.

Ecrire à Mme J. MAXENCE, ss réf. 3213 LM.

CARRIÈRES FÉMININES
10, RUE ROYALE, 75008 [redacted]

Société d'aménagement et de rénovation urbaine appartenant à groupe parapublic, cherche pour ses bureaux à BOBIGNY (93)
SECRÉTAIRE
expérimentée pour assurer secrétariat niveau direction, coordonner et contrôler travail plusieurs sténodactylos.
Connaissance de la gestion des opérations d'aménagement souhaitée. BAC souhaité. Avantages soc. Possib. de carrière.
Adresser candidature avec C.V. n° 7759 « le [redacted] » Pub. 5, r. des Italiens, [redacted] Cedex 9.

[redacted] SOCIÉTÉ
SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
Excellente sténodactylo efficace, dynamique, esprit d'équipe, lieu de travail Paris-Nord. Adr. C.V. détaillé sous la référence 71380 à
J.R.P. 20, rue de l'Arcade PARIS-8e

Sténodactylo

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE DE HAUTE [redacted]
Jeune femme 22 [redacted] minimum

STÉNODACTYLO CORRESPONDANCIÈRE TRILINGUE
pour SERVICE COMMERCIAL

Langue maternelle allemande indispensable
Bonne pratique écrite et parlée du Français et de l'Anglais.
Expérience souhaitée dans poste similaire

Adress. C.V. et prét. à S.N.F.A. 22, bd de Brandenbourg, 94 Ivry

traductions

Demande

Traductrice américaine, 7 ans en France, diplômée, expér., ferait tous travx de traduction. Ecr. n° T 77 066 M R.-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

occasions

Retraité vend IVOIRES et PIERRES DURES, CHINOIS et JAPONAIS. Ecrire sous n° 48061 HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 PARIS

Secrétaires

Organisme de gestion à but non lucratif recherche pour son Directeur financier et juridique

SECRÉTAIRE
si possible expérience dans la poste.
Excellente rédaction
[redacted]

Env. avec C.V., photo et rémunération demand. [redacted] /M
I.C.A. PETITES [redacted]

IMPORTANT LABORATOIRE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES, Paris-7e recherche pr [redacted]ment MÉDICAL [redacted]

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO BILINGUE EXPÉRIMENTÉE
possédant parfaitement la langue anglaise

Capable de rédiger de courrier, de prendre en sténo dans les [redacted]

[redacted] - 5X8 - avantages *sociaux. Restaur. d'entreprise*

Env. C.V., photo et [redacted] n° 31.251, CONTESSE [redacted] 20, av. de l'Opéra, [redacted]

Labo. Univ. banlieue Sud recherche pour son secrétariat scientifique

UNE SECRÉTAIRE
niveau BAC G1 - Anglais indisp. Ecr. n° 7751 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e [redacted] Ecrire [redacted] Ouest [redacted] recherche

INTERPRÈTE STÉNODACTYLO BILINGUE ANGLAIS
notions d'allemand souhaitables
Débutantes acceptées

Adr. lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V., photo sous réf. 311 A.S. CARME *Emplois* [redacted] *Entreprises* 18, [redacted], 75002 [redacted]

Recherchons
SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO
confirmée pour assoc. music. F.N.A.C.E.M., 12, r. Parc-Royal Paris-3e. Réf. C.V. Dem. man.

capitaux ou proposit. com.

Société Multinationale
POLLUTION-ENVIRONNEMENT LOISIRS à forte expansion dispose d'une franchise dans la région Rhône-Alpes
Nécessité de prévoir un investissement entre 200 et 250.000 F. et d'avoir réelle volonté de conduire une équipe commerciale et technique très dynamique.
Ecr. à n° 30.937 Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris qui trans.

J'AI UNE IDÉE EN OR !
De plus, je possède à fond la technique de vente la plus tentaculaire et la plus « Tête chercheuse » !
La VENTE p. correspondance
Je cherche un commanditaire et je lui ferai, je le jure, gagner beaucoup (beaucoup !) d'argent.
Ecr. n° 77.162 M. Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, PARIS-2e.

Agence de voyage
Licence A avec succursale C.A. 7 millions. Agrément I.A.T.A.-A.T.A.F.-S.N.C.F.
Cherche à céder au 31-12-77
Ecr. n° T 00058 M Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Roch. sans intermédiaires pour achat d'immeuble à Paris, prêt hypothécaire, garantie hypothécaire notariée 1er rang. Faire offre : Moreau, 3 bis, quai aux Fleurs, Paris (4e)
Téléph. : 325-85-44

information divers

Pour être informé des emplois offerts en Amérique latine [redacted] Brésil, Argentine, Costa-Rica, etc... ! aux cadres, ingénieurs et personnels qualifiés. Demander la documentation gratuite sur la revue spécialisée, A.L.E. (E [redacted] B.P. [redacted] Paris

autos-vente

8 à 11 C.V.

Part. vd [redacted] Pallas 1972 bleu foncé, int. tissus impeccable. - 884-16-21.

A [redacted] FLAVIA 2000 Coupé 1969, 53.000 kms, 4.500 F. Tél. : 720-78-00, poste 55-25.

12 à 16 C.V.

MERCEDES 450 SLC, bleue marine, intér. velour, 17.000 kms. Tél. : H.B. 723-66-44, poste 10.

divers

ALFA ROMEO
5, r de la tour
16 [redacted]
97, r legendre
17 627.86.30

ÉTOILE AUTOS
CONCESSIONNAIRE MERCEDES-BENZ
voitures neuves disponibles
450 SLC - SEL
280 S, SE - CE
280 E - 230
OCCASIONS *SÉLECTIONNÉES*
4,9 77 vert métal tiss opt.
450 SE 74 gris métal
280 77 vert métal
250 77 Pastel
280 CE 73 grise
280 SE [redacted]
250 74 ivoire
GARANTIE ETOILE
PERMANENCE COMMERCIALE LE SAMEDI
739-97-40.

représent. offre représent. offre

RANZAI
Premier constructeur français de SKATE BOARD (planches à roulettes)
Adapte son réseau de vente à son expansion fulgurante.

recherche

SUPER REPRÉSENTANTS

Spécialistes « Sport » même [redacted]
Secteurs : [redacted] NORMANDIE, [redacted]

Ecrire avec C.V. à M. DANKER, MARQUANT MAJOR, B.N. 307, 76810 FÉCHERELLES.

[redacted] DE [redacted] en Languedoc-Roussillon rech. pour démarcher clientèle en région parisienne vendeur confirmé, spécialiste coupons-réponse souhaité.
[redacted] + %. [redacted] C.V. à MAISON BÉZIERS, B. P. [redacted]

[redacted] motivés, [redacted] d'espace [redacted] et publi-reportages auprès des entreprises. Nombreux déplaca- [redacted] proche Paris [redacted] Import. [redacted] HAVAS [redacted] C.V. [redacted]

LABO PHARMACEUTIQUE
[redacted]

2 HOMMES
pour visites [redacted]
Bac exigé. Libérés O.M. L'un habitant [redacted] Nord, l'autre habitant Marseille. [redacted] à LABCATAL, 7, *rue Roger-Salengro*, (92) MONTROUGE

représent. demande

Ch. rep[redacted] pour [redacted]magne. Branche : textiles féminins ou parfumerie. Ecrire Maurice DEMOLY, [redacted] 18, D-7470 ALBSTADT [redacted]

cours et leçons

Ingénieur de POLYTECHNIQUE Zurich, donne cours de [redacted] et d'allemand, espagnol et de conversation.
Tél. : 260-33-80 (Poste 471), et laisser un [redacted] si [redacted]

---

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. [redacted] CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	[redacted]	[redacted]
[redacted] D'EMPLOIS	5,00	[redacted]
IMMOBILIER	20,00	[redacted]
AUTOMOBILES	20,00	[redacted]
AGENDA	20,00	[redacted]

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi

LE DIRECTEUR GENERAL que vous recherchez...

- a 48 ans : formation supérieure et Business School
- gestionnaire dynamique [redacted] très haut niveau, il maîtrise parfaitement l'ensemble des problèmes économiques [redacted] fin[redacted] de l'entreprise. Rompu aux méthodes [redacted] management et de marketing, il place néanmoins les relations humaines en tête de ses préoccupations
- habitué [redacted] négociations [redacted] l'échelon [redacted] plus élevé, il possède également [redacted] grande expérience des relations avec les partenaires sociaux; les syndicats, les organismes patronaux et l'Administration
- actuellement Directeur Général Adjoint d'une société industrielle de 2.000 personnes qui réalise un C.A. de [redacted] millions de francs, il [redacted] [redacted] terme [redacted] responsabilité [redacted] d'une entreprise de dimension similaire.

Ecrire [redacted] No 29067 CONTESSE Publ. 20, [redacted] Opéra 75040 Paris [redacted] 01, qui transmettra.

J. H. 28 ans, études supérieures EXPERIENCE GEOPHYSIQUE Libre de suite, cherche place chantiers à l'étranger. Ecr. HAVAS MARSEILLE 32425.

J. F. 21 a., BAC A 5 espagnol et italien couramment parlé et écrit + notions anglais et secrétariat, recherche place stable, récept., Tél., contact clientèle. Faire offre. Téléph. : 499-74-32.

CHEF PRODUITS 42 ANS maîtrise des techniques marketing, publicité directe des ventes, rompu aux négociations à l'échelon le plus élevé. Relations humaines de grande qualité, expériences positives sur produits d'envergure nationale et prod. financ. rech. responsab. totale d'une ligne de produits. TEL. : 633-29-17, référence JCD.

Homme 30 ans, TRILINGUE ALLEMAND - ANGLAIS FRANÇAIS
— Bonne présentation
— Esprit ouvert
— Déplacements possibles, cherche emploi : 329-59-15.

Secrétaire sténodactylo 32 ans cherche poste stable 3 400 × 13. Ecrire Mme PROVOST, 40, av. Henri-Barbusse, 94200 IVRY.

Jeune Fme 33 a., SECRETAIRE STENODACT, not. comptabilité, libre suite, ch. pl. stable. Ecrire MORIN, 6, sq. d'Astorg, 78150 Le Chesnay ou Tél. : 954-82-58.

DOCTEUR 3e cycle biochimie, 29 a., souhaite poste recherche ou administration. Ecrire : n° T 081 261 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

URBANISTE, 32 ans, O.J.I.M., 1 a. d'exp. profess., diplôme de 3e cycle, gde société, E.H.E.S.S., ch. empl. Ldn. de stb. Ecr. Lecard, 74, rue Haité, 75014 Paris.

H. 32 a., dipl. I.E.P., lic. droit et socio, 5 a. expér. étud. socio-éco. ch. emploi, étud. ttes prop. Ecr. n° 1.724, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H. 21 ans, préparé, lic. lettres et angl., ayant expér. librairie (vente, commande, etc.), ch. place vendeur ou autre. Tél. à partir de 18 h. au 531-98-58 ou écr. n° 6.567, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune femme 10 ans expérience comptable 2e échelon, comptabilité génér., comptabilité analytique, bilan, décalage, informatique, libre de suite. Ecrire n° 6.566, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COMMERCIAL 37 ans, connais. parfaite produits pâte cassoun., très introd. centrales, G.M.S., ch. sit. même province. Ecr. n° 1.727, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SECRETAIRE DACTYLO allemande, 26 a., rech. emploi stable, bil. allem.-franç., not. angl., 3 a. expér. profession. à Paris. Ecr. n° 1.730, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., 27 a., Lic. angl., esp. cour., cherche emploi, contact avec public souhaité. Tél. 383-[redacted]

[redacted] nale ou d'hôtellerie recherche pour début 1978 SECRETAIRE (5 ans expérience ambassade, commerce et presse), 28 ans, parfaitement bilingue Français-Allemand, bon Anglais. Ecrire G. DRESSEL, Holzweg 134, D-8005 Saint-Augustin - R.F.A.

Ancien militaire apte à toutes missions de confiance, destinations, cherche emploi. TRES BIEN REMUNERE. Tél. [redacted] 06-27-96, tous les jours, 12-14 h., jusq.

ARCHITECTE D'INTERIEUR 45 ans, 14 ans expérience dans Cabinet d'Architectes : Etudes et Chantiers. Recherche place stable PARIS ou région sud de Paris. Ecr. n° T 89 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jeune Fme, 25 ans, Licenciée HISTOIRE-GEOGRAPHIE, LICENCE DROIT en cours, étudie toutes propositions mi-temps ou 3/4 temps. Ecr. n° T 00023 M Régie-Presse, [redacted] rue [redacted]

J.F. 18 [redacted] cherche place STÉNODACTYLO CORRESPONDANCIÈRE Ecr. n° [redacted] « le [redacted] Pub. 5, r. [redacted] Italiens, [redacted] Paris-9e.

ARCHITECTE D.P.L.G., 15 ans expér. urbanisme-chantiers promotion, ch. [redacted] Paris. D. NORTCH à SIPEP 197, av. 3, rue Chaisnel, PARIS-2e.

INGENIEUR SOUDEUR 15 a. expér. en constructions soudées des raffineries, plates-formes, des forages et toutes constructions off-shore, contrôle et supervision des travaux sur chantiers en France et étranger. — Parlant anglais. Rech. place stable conviendrait parfaitement aux grandes compagnies pétrolières. Ecr. n° 29.971 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

CHEF D'ATELIER 44 ans. Câblage électronique. Diplômé Cadre et Maîtrise C.A.P. Radio-Electronique, ch. emploi Paris ou banl. Sud. Tél. : 496-24-[redacted]

JAPON Homme - [redacted]
SCIENCES PO - D.E.S. DROIT UNIVERSITE DE KYOTO
2 [redacted] Japonaise ou Afrique [redacted] Japonais technique confirmé + [redacted] Ecrire n° T. 76.836 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, [redacted] (2e).

CADRE SUPÉRIEUR, 44 [redacted] expert comptable [redacted]
Maîtrise [redacted] questions comptables, financières et fiscales acquises dans divers secteurs économiques, recherche poste direction financière ou comptable de haut niveau.
[redacted] le n° [redacted] « le Monde » Publicité, [redacted] rue [redacted] 75427 PARIS-9e, qui transm.

MARKETING INTERNATIONAL Professionnel Marketing et Communication publicitaire, 47 ans, formation universitaire longue expérience marchés européens (Nord 10 ans sérieux étranger) allemand et [redacted] courants, cherche responsabilité [redacted] dans entreprise [redacted] (Paris ou province).
Ecrire sous le n° 1.721 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

DIRECTEUR DES VENTES 31 ans - BIENS D'EQUIPEMENT
Diplômé ingénieur électricien-mécanicien. Formation commerciale I.A.E. Paris. 6 ans d'expérience animation et direction des ventes dans secteurs construction électrique et manutention, recherche DIRECTION COMMERCIALE VENTE - MARKETING
Ecrire N° 000097 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

44 ANS, DIPLOME SC. PO D.E.S. en Droit et Sciences Eco.
Très grande expérience logement secteur aidé (collectif et maison indiv., H.L.M., C.F.F., PIO), dont 10 ans à un poste directorial, gestion et animation de l'organisme et direction des programmes, recherche participation à direction d'une société de promotion ou d'aménagement de taille moyenne et souhaitant se développer.
Références de premier plan.
Ecrire N° T 000028 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

EXPORT ANGLAIS, ALLEMAND COURANTS
CADRE, 30 ans, expérience :
— gestion filiale, contrôle budgétaire ;
— implantation réseaux ;
— gestion commerciale
recherche situation PARIS ou ETRANGER SERVICE EXPORT ou FILIALE.
Ecrire n° 31.112 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

MÉMORIALISTE EXPERT COMPTABLE
H. 35 ans, diplômé du C.N.O.V. 10 ans d'expérience Audit Gestion et Organisation dans entreprises [redacted] cabinets d'expertises, recherche
DIRECTION FINANCIÈRE OU ÉQUIVALENT
Ecrire sous n° 1.740 à « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e).

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL ELECTRONICIEN, 48 ans, 3 E, excellent C.V., I.C.G. angl.
HOMME DE TERRAIN [redacted] exportation de firme franç. matériel électronique, protes./service/ingénierie. Téléph. 320-24-39.

INGÉNIEUR + M.B.A. 28 ans, 2 ans expér. en financé et contrôle de gestion en entreprise, 2 ans [redacted] conseil. Ch. [redacted] à [redacted] Ecr. n° T 85 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue [redacted] PARIS-2e.

ENGINEERING CADRE CELIBATAIRE 44 ans Responsable administratif étud. toutes propos. gd chantier ou ex. pays arabes, Afrique, etc. Disponible. Ecrire LAURENT, 21, r. J.-B. Boyer 60000 Beauvais.

DOCTEUR 3e CYCLE PHYSIQUE fme, 30 ans, 6 ans expérience enseignem. sup. et recherches en industrie, étudierait toutes propositions. Ecr. n° T 00044 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur PARIS-2e.

INGÉNIEUR E.S.E. ELECTRONIQUE INDUSTRIEL, 1 an expér., prof., ch. emploi dom. de l'étude, France ou étr. Ecr. no 77141 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur PARIS-2e.

AIDE-COMPTABLE C.A.P. NIV. B.E.P. préparation BREVET PROFES. cherche emploi **L'APRÈS-MIDI** Contacter M. Pascal PEDOUX 64, allée de [redacted] DAMMARY-LES-LYS ou tél. : [redacted]-35-29.

EXPORT CADRE 31 ans Formation commerciale supér., bilingue anglais, 7 ans d'expér. dans l'organisation et la tenue de STANDS d'EXPOSITIONS à l'étranger, recherche situation similaire. Etudierait toute proposition à l'exportation. Ecr. n° 20.857, CONTESSE Pub., 20, avenue de l'Opéra, Paris 1er.

H. 30 ans, lic. droit + I.A.E., 4 exp. formation profess. dans sociétés services, cherche poste responsabilités en FORMATION PROFESSIONNELLE Ecr. n° 1.543 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 28 ans, école de commerce et D.E.C.S., 4 a., expert. audit. [redacted] ch. poste RESPONSABILITE de DIRECT. FINANCIERE ou CAB. COMPT. Ecr. n° 1.725 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 28 ans, libéré obligations militaires, B.T.S. plasticien-enrlace, diplômes cycle supérieur, [redacted] appliqués et [redacted] d'Art, [redacted] polyvalence, cherche situation actuellement ou [redacted] ou technique. Libre immédiatement. Ecrire : M. FORTIN, 5, avenue Pascal, 93470 - [redacted]

BERGER, marié, 2 enfants orig. non agr. B.P.A., BAC, [redacted] 5 ans expér. ét. [redacted] place avec responsabilité ou mét. offre détaill. Ecr. n° 7.723 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne Fme 21 a. BAC et DUT ch. rech. poste tech. sem. (1er empl.). Rég. Paris ou sud de la France. Ecr. n° 1.739 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Documentaliste dipl. Paris VIIIe anglais, espagnol. Dactylographe. Place stable. Tél. 281-39-06 à partir de 18 h.

J.H., 28 a., lic. Droit des affaires, 1 a. I.D.A., expert. ds administration et entr., Allem. Etud. ttes propositions. - Tél. 737-11-93.

J. F., 21 ans, ASSISTANTE SECRETAIRE OCIALE, 5 ans expér., dont 1 an publicité, dynamique, bonne présentation, rech. place stable avec responsabilité et initiative. Mlle DANGUILHEN, 149, aven. Gabriel-Péri, 92230 Gennevilliers.

SECRETAIRE, 28 ans, expér., bonnes notions Anglais, cherche poste stable, libre de suite, 3.500 F × 13. Ecr. Mme BLIN, 2 quatar, avenue Marivaux, 78600 MAISONS-LAFFITTE.

CADRE ADMINISTR. SUPER. 56 ans, Français, 30 années de références professionnelles, expérience : Contrôle de Gestion, Organisation Administrative dans filiales sociétés américaines. Parfaitement bilingue français-anglais (comptabilité anglo-saxonne), recherche poste de responsabilité dans entreprise Paris ou région parisienne. Vieillez téléphoner : 912-19-38.

J.F. 31 a., exp. com., lic. psycho. Angl., [redacted] Etud. ttes prop. motivantes. T. 325-29-30.

Jeune femme, 24 ans, BTS, bilingue anglais, 4 ans expérience Service Exportation, étudierait toutes propositions. Ecr. No 6568 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9e.

J. F., 30 ans, Documentaliste (INTD 2e cycle) et Germaniste. 4 ans exp. prof. cherche situation région parisienne. Ecr. No 1720 « Le Monde » Pub. 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9e.

CADRE ADMINISTRATIF 33 ans, B.T.S. commerce inter- [redacted] 12 ans expér. gestion contrat clefs en main, lancement, planning, expédit., transport douane, droits, finances. Banques. Résidence Région Nord Paris. Téléphonez : 434-63-92.

DOCTEUR EN DROIT H., 33 a., 5 a. expérience droit des affaires dans cabinet de conseil juridique en droit des sociétés. Connaissance anglais, espagnol, italien, cherche emploi dans service juridique d'entrepr., organisme professionnel, centre de consultation. Ecr. No 7717 « Le Monde » Pub 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9e.

Documentaliste ou interprète J.H. 31 a., célib. ayant carte travail, diplôme français doctorat en lettres, parfaitement trilingue français-anglais-russe, rech. poste m.-temps ou complém. APELJAN, 125, rue Victor-Hugo, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS.

CHEF DE TRANSIT 20 ans expérience africaine dans branches import-export, banques, douanes, transp., transit. maritime, terr., aériens, commerce internat., tr., bne connaiss. des procéd. s'y rapport, rech. direction ou poste responsable de ces branches. Préfér. import. Sté minière ou autres en Afrique noire. Libre rapid. Ecrire 54470 HAVAS SAINT-ETIENNE.

Dess. cartographe topo., 28 ans, 10 a. d'exp. (tout type de plans) cherche emploi étrang. (Afrique francophone ou Amérique lat.). Ecr. n° 7.748 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ing., 23 a., 5 anc. en rech. aéro-hydrodyn., prof. méc., anim. cult., théât., cherche poste resp. vivant, humain. Secteur scient., indus. ou cult., Paris ou prov. centre ou sud. Ecr. n° 7.726 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

AGREGE DE DROIT cherche empl. à caract. juridi. Paris ou région parisienne. Ecr. n° [redacted] « le [redacted] Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 23 ans, marié, dégagé des oblig. militaires, diplômé de la Chambre de Comm. de Paris, 2 ans d'expérience commerc. rech. place stable à respons. Ecr. à M. SCHNEIDER, 2, avenue Boutroux, 75013 Paris.

28 ans, diplômé de l'Ens. Sup. maths, phys. + sc. éco. + lsf. Exp. de l'enseignement ch. poste ENSEIGN. ou FORM. Ecr. n° 1.743 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne Fme, 25 a., 7 a. expér. banc. et secrétariat de direct., angl. cour., [redacted] de l'ital. et part. arabe. Possibil. voyager, sachant recev. et dir. personnel intérieur, cher. poste respons. [redacted] du milieu [redacted] et du [redacted] des affaires. Ecr. n° 6.572 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e. qui transmettra.

Fme 30 a., sér. ch. pl. empl. bureau (écr., class., chiff., tél.) à temps complet ou partiel. Région Lagny ou proximité. Ecr. n° 6.571 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SECRETAIRE de DIRECT. 32 ans rech. poste de collabor. Exc. présent. bne expérience de secrétariat de direction, rapidité d'adaptation, esprit critique, dynamique et de décision. Expér. commerc., goût des relations humaines. Dispon. de suite. Ecr. Mme Romey, 22, bd de l'Europe, 95300 Pontoise ou tél. 032-01-98.

J.F. 25 ans, dipl. Chbre comm. ch. [redacted] à [redacted] FRANÇAIS, ANGL., ESPAGN. Ecr. n° T00072M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

DESSINATRICE ARCHITECT. ch. empl. stable [redacted] Charrette, Paris, banlieue CASTELLANI, [redacted] rue Boussingault, 75013.

J.F. parl. ESPAGNOL, ANGL., études LICENCE LETTRES sens relations sociales. Connaiss. bureau, dactylo, stand., rech. mi-temps sérieux. Ecr. Mlle PASCURAL Marie, 31, rue d'Avron, Paris-20e.

J.F. respons. étud. de marché, dipl. études super., 9 ans exp. Références 1er ordre [redacted] proposit. Ecr. [redacted] REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, [redacted] Paris qui trans.

J.F. 25 [redacted] parfaitement trilingue ANGLAIS - ESPAGNOL, recherche activité TOURISME. Ecr. n° 31.619 CONTESSE Pub., 20, avenue Opéra, 75001 Paris.

INFORMATIQUE J.H., 31 a., 8 a., d'informatique, actuell. inscrit en lic. d'inform. et à un cours privé d'analyse program. (cours du soir), ch. empl. av. réelle possib. d'avenir. Ecr. NOT 080140 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

H., 40 a., tr. bonnes connaiss.
TECHNIQUE TRANSIT/DOUANE 17 ans d'exp., ch. place stable. Ecr. n° T 00.104 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.F., 26 ans, cadre, responsable administration, finances, comptabilité, import-export dans petite société informatique, 5 ans expérience, anglais et allemand courants, cherche poste **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT** Sté moy. Paris, banl. Sud ou O. Ecr. n° 1.713, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

PANSEUSE expér., ch. emploi 9 h.-14 h. × 5 jours, salaire 1.800 F × 13. Ecrire n° T 99 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DAME SERIEUSE 15 ans, référ. [redacted] que, rech. EMPLOI STABLE. Ec. M. QUIGNARD, 4, r. Henry-Bordeaux, 93110 Rosny-sous-Bois.

CADRE ADMINISTRATIF 31 a., libre de suite, recherche collaboration salariale ou libérale. Révision comptable, services juridiques ou commerciaux. Paris, banlieue Est, Sud-Est, Nord-Est, de préférence. Possédant voiture. Téléph. 873-45-79.

J.F. 29 a., lic. lettres, dipl. sup. des sc. de l'inform. et docum., rech. empl. DOCUMENTALISTE Paris ou banl. Est. T. 848-06-62.

INGÉNIEUR COMMERCIAL 28 ans + E.S.C. + base tech. + anglais, expér. équipements industriels. LE MAT, 735-01-64.

STATISTICIEN Spécialiste enquêtes et expérimentation, Programmation, cherche poste temps partiel. E. CAMHAJI, 2, allée du Mail, 94310 Orly. Tél. 700-78-47 (h.b.).

J. H. 27 ans, titulaire D.E.J.G. **DISPONIBLE 1 AN** offre la polyvalence qu'une expérience de 3 ans comme RESPONSABLE NATIONAL [redacted] CHRETIEN [redacted] a permis de [redacted] Ecrire J.-P. PREVOST, 76, rue Boinod, 75018 PARIS.

CADRE SUPERIEUR 51 ans GRANDE EXPERIENCE de la **FONCTION ÉDITORIALE** et de la production d'ouvrages complexes ; organisation et directions de [redacted] un personnel qualifié ; collaboration avec rédactionnels commerciaux, gestionnaires, informaticiens ; négociations avec fournisseurs recherche **DIRECTION TECHNIQUE** ou **ASSISTANCE** à **DIRECTION GÉNÉRALE** DANS L'EDITION + LES ARTS ET TECHNIQUES GRAPHIQUES ou leurs annexes. Ecrire n° T 47 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

Le Marais Thorigny 13, [redacted] DE [redacted] — [redacted] (3e)
Immeuble neuf Livraison immédiate
— STUDIO [redacted] cuisine éq. + park. ss-sol. [redacted] F. FERME ET DEFINITIF.
— STUDIO [redacted] + park. ss-sol. [redacted] F. FERME ET DEFINITIF.
— 3 PCES [redacted] m2 + park. ss-sol. [redacted] ET DEFINITIF.
Visite sur place tous les jours, de 11 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 heures. — Tél. : 277-[redacted]-34 ou
COGEDIM - 266-36-36

MARAIS 942-57-08 Bel imm. XVIIe siècle rénové, living + chambre en loggia, cuis. équipée, bns poutr. appar. 50 m2, 310.000 F, s.-sol. 14-18 h. 14, RUE DE NORMANDIE.

CONSEILLER-COLLIGNON très résidentiel, [redacted] 215 m2, 3e ét. Tél. 924-40-92.

Entre Saint-Augustin-Europe part. vd appt standg, 6 p. 190 m2 à 5.800 F le m2, 1er ét. r. calme pièces sud donnant sur jardin. 2 chambres serv.. Tél. 387-53-87.

PERREIRE, [redacted] 7 P. + 3 services, dem. étage, balcon. CATEGORIE EXCEPTION. ETUDE MARYVE [redacted]

120, AVENUE [redacted] étage élevé, soleil, BALCON, APPT ANGLE, 270 m2, TR. BON PLAN, 5 ch., 2 s. d. bains, cab. de toil., cuis., office, 2 ch. domestiques. Visites mardi, mercr., jeudi, vendredi, de 14 h. à 17 h.

IENA - ETOILE 2/4 p., moderne, 85 m2, 5e ét., balcon, soleil, calme. MICHEL et REYL. - 246-00-05.

PARC MONCEAU 6, AVENUE VAN-DYCK Ptaire vend dans hôtel particulier classé de très haut standing, 4 pièces, 110 m2 environ, en étage élevé, entièrement rénové. Prix : 1.100.000 F. Choix intérieur exceptionnel, [redacted] niveaux, 130 m2 environ, Px 1.050.000 ; sur place, 14-18 h.

112, rue de COURCELLES Ptaire vd dans im. [redacted] pierre de taille, 4/7 p., 240 m2 env., 2e étage, avec cour, jolie privé 60 m2, tél., interphone. Px 1.100.000, entièrement refait neuf. - Tél. : 566-45-09.

PASSY, bel imm. 1910, standing, BEAU 7 P., gde récept. + 4 ch., 2 bains + SERVICE. BALCON. Px 1.300.000 F. - 522-38-75.

SUR AVENUE VICTOR-HUGO, étage élevé, DBLE LIV., 3 CH., GAR., SERVICE. - 723-71-08.

AVENUE JUNOT original grand 4 p. en duplex, serv. VUE DEGAGEE PLEIN SOLEIL, parfait état. Tél. : 076-02-62, le matin.

MARAIS - SAINT-PAUL TRES BEAU STUDIO 30 M2 tout confort. PLEIN SOLEIL. Téléphone : 833-29-17 et 577-38-38.

POISSONNIERE près Mo, grand studio 35 m2 environ, cuis., salle de bns, w.-c., cit. vue, soleil, calme, 5e étage, ascenseur, Téléph., impeccable. VIDAL — 720-12-49.

4e, 30 m. place des Vosges magnifique studio de caractère ds prestig. rénovation, 282 500 F. Exclusivité Safrinco — 285-10-15.

EXCEPTIONNEL près de ST-VINCENT-DE-PAUL tr. bel imm. 7 p. 190 m2, 4e [redacted] parfait état. Sur place mardi et mercredi de 15 à 18 heures. 53, RUE DE CHABROL.

PORTE-D'AUTEUIL 39, RUE POUSSIN, beau 4 p., 120 m2 + ch. serv. Sur place mardi de 15 à 18 h.

SUR JARDIN Ptaire vd ds hôt. part. 19e a. Magnifiques 4 pièces gd standg 734-98-86 HEURES BUREAU.

CHAMPS-ÉLYSÉES EXCEPTIONNEL SUR PARC Calme absolu, 2 p. tt confort, park., AUDOLI [redacted]

RANELAGH IMM. GRAND STANDING SITUATION EXCEP. SOLEIL vue s., jardin, gd 3 p., balc. 7e ét., hoss. 704-76-83.

9 h. à 12 h. et 14 h. à 17 h. 30.

9e près AV. TRUDAINE 5 P. Ch. bel imm. p. de L. Gd balcon, chbre bonne, 150 m2 environ, état exceptionnel, décoré, agencé, entrée de service, 2 sal. de bains, 2 caves, cuis. équipée. 459.000 F à débattre. Possibilité achat logement plus petit - 526-31-66.

17e PROPRIETAIRE VEND 3 et 4 P., cuisine équipée, wc, bains, ch. central. 870-87-10.

LA MUETTE Récent, grand standing, élégant 6 pièces, 3 bains, studio service, parking. AUDOLI, 525-17-08.

16e - PORTE DAUPHINE **3 P. 8e** ét. sud, vue BOIS, parfait état. Tél. Propriétaire : [redacted] Vts. le 11, 14-17 h : 26, r. Dufrénoy.

ÉPARGNANTS INQUIETS DEVENEZ INVESTISSEURS HEUREUX de 25.000 F à 300.000 F Compt. Plus Epargne Logement possible A PARIS PLACEMENT D'AUJOURD'HUI VALEUR DE DEMAIN
Sélect. de progr. d'investissement.
— Accroiss. rapide du capital;
— Rentabilité immédiate;
— Fiscalité avantageuse;
— Gestion assurée.
Check-up fin. et fiscal gratuit.
C.F.I. PIERRE 8, avenue Roche, 75008 PARIS. — Tél. : 752-08-83 + ts les jrs et sam., de 8 à 20 h.

BUTTES-CHAUMONT [redacted] m du [redacted] TYPE ATELIER D'ARTISTE 4,10 mètres sous plafond, baie vitrée, tout confort, 195.000 F, frais notaire inclus. VIS. S/R.-V. : 766-13-14

13, PLACE DES VOSGES IMMEUBLE [redacted] APPTS [redacted] 100 [redacted] M2. [redacted] place, [redacted] jours, [redacted] 14 h. à 18 [redacted]

Paris Rive gauche

L'ORDINATEUR [redacted] MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gra[redacted] Tarif. que vous [redacted] celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréés PARIS et 120 KM AUTOUR Consultation sur place ou tél. (Par [redacted]ndance : [redacted] sur envoi de votre [redacted] de visite.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. - 757-52-02.

GOBELINS calme, soleil, grand cachet, pleine vue sur Panthéon, part. vd [redacted] 60 m2 envir., sal. avec cheminée et balcon, bureau-bibl., chbre, cuis. équip., s. de [redacted] w.-c., cave, tél. Le tout rénové et meublé par archit. indiv., gaz, 5e ét. sans asc. [redacted] 310.000 F. Tél. 487-41-46.

UNIVERSITÉ SOLFERINO Dplex, [redacted] orig. asc., [redacted] séj. dble, s. à mang., 5 [redacted] arbres, divisible. ODE. [redacted]

ALMA propriétaire vend de[redacted] imm. grand standing p. de taille, beau 2 pièces, cuis. bns, boiser. anciennes, cheminée, tél. [redacted] 500.000 F extérieur. refit nf.

3 pièces, cuis., bns, 120 m2 env. liv. 60 m2, avec boiseries, tél., chbre, serv., cave. [redacted] 950.000 F. Tél. [redacted]

5e SEINE - NOTRE-DAME Cop[redacted] directe, charme de l'ancien avec confort du neuf.
— 1 p. : 45 m2 ;
— 3 p. : 88 m2 ;
— 4 p. : 95 m2.
Voir mardi 14 h. à 18 h. 17, RUE MAITRE-ALBERT.

PRES PARC MONTSOURIS [redacted] imm. pierre et brique, asc., 3 p., confort, 70 m2, 360.000 F, 4 apts de 4 pces. Confort, 110 m2, refait neuf : 595.000 F. Tous les jours de 15 h. à 18 h. 51, RUE [redacted]

VIe PRES QUAI FABULEUX VOLUME en DUPLEX avec JARDIN Récept. 100 m2, 2 ch., 3 bains, super-cuisine, chambre forte, tr. raffiné. Garage - 742-62-44

S/LUXEMBOURG, 4e ét., 145 m2 + 2 chambres de personnel + parking. EUROPA, 765-24-10

Bd. Courncelles - Imm. récent. Liv. + 2 chbres, s/dlle 94 m2. Px 600.000 F - 260-39-71, P. 242

PALAIS-BOURBON. Dble living + ch. PARF. ETAT. Cuis. équ. 60 m2. 450.000 F - 555-06-64

PORTE ORLEANS 3 P. 55 M2, H. ctt. Exceptionnel. 189.000 F - 296-15-30

SPLENDIDE DUPLEX 55 M2 Exceptionnel - [redacted] F - 296-15-30

IIe PRES QUARTIER LATIN STUDIOS ctt à partir 100.000 F. 4, r. JONAS. Sam. 14 h à 18 h ou R.-Vs : 349-73-83, matin.

CAMBRONNE [redacted] Immeuble [redacted] grand [redacted]

GRAND 4 PIÈCES 101 [redacted] + [redacted] 650 000 [redacted]

VIS. S/R.-V. : 766-25-32

13e, PEUPLIERS Leader dans Paris Constr. d'un [redacted] Imm. NEUF, S[redacted] pièces d'artiste de 100 à [redacted] m2. [redacted] 1978. Tél. le matin 589-20-97.

MONTPARNASSE Dans rue calme - petit imm. neuf grand [illegible] [redacted] 25 m2 + parking + [redacted] 210.000 F.

TEL. R.-V. : 766-13-14

CHAMBRES ET STUDIOS
11 [redacted] Me Commerce : 88.000,
13 m2 Me Duplex : 42.000,
13 [redacted] R. Brasicles : 55.000,
27 [redacted] Pte Lévallois : 112.000,
42 m2 Me Convention : 215.000.
Jean FEUILLADE - 566-00-75.

PLACE FALGUIÈRE Vue exceptionnelle - Recent. 16e étage, dernier étage, sej., 2 chbres, 2 bains, 110 m2 envir., balc. park. 535-32-52.

AV. DE BRETEUIL [redacted], pierre de taille, tt ctt 3 pces, park. location AUDOLI. - 525-17-08

VERNEUIL No 46 Je vends 60 m2 à rénover [redacted] étage). Mardi 14 à 17 h - 329-60-60.

ALESIA RUE CALME IMM. RECENT [redacted] EN TRAVERTIN 4 PIÈCES 85 M2 + LOGGIA [redacted] vraie cuisine CHBRE indiv. avec sanitaires, chauffage urbain. VISITE SENEZE 65, AVENUE GENERAL-LECLERC, PARIS [redacted] - 331-69-60.

ST-PLACIDE Immeuble neuf grand standing, tél., [redacted] entrée, STUDIO salle de bains. 15, [redacted] DE L'ABBE-GREGOIRE Mardi, [redacted] 13 h 30 - 17 h.

DOMINANT PARIS DIRECTEMENT [redacted] JARDIN LUXEMBOURG SPLENDIDE 6 P. 172 [redacted] + [redacted] 62 m2, [redacted] Tél. : Mme DEMOLIS

7e ALMA-INVALIDES 4, rue HENRI-MOISSAN ANGLE [redacted] 180 M2 en 8 pièces principales 1er et. + [redacted] serv. 1.150.000 F. Mardi, 15 à 18 h.

PASTEUR 3 pièces standing, 85 m2, Tél. Profession libérale possible. Prix 240.000 F pour 12 ans (crédit propriétaire possible) ou LOCATION 2.500 F par mois. 197, rue Vaugirard - 1er étage. Propriét. mardi, merc., [redacted] h.

Région parisienne

[redacted] à Ivry [redacted] 72, appt 3 p. 67 m2, calme, balcon, asc., parking, cave écoles, PTT, commerçantes, 220 000 F. Tél. : 678-34-53, après 18 heures.

LA DEFENSE. P. [redacted] 5 p. [redacted] ensoleillé, [redacted] ctt, cuisine éq., parking, vue panoramique. Tél. : 776-02-17, le matin.

MEUDON-LA-FORET étage élevé, studio tout confort. MARTIN Dr droit : 742-99-09.

NEUILLY, bd MAILLOT S/BOIS Imm. tr. gd luxe, 110m2 + balc. Décoration exceptionnelle. Stud. serv. + parking. T. : 651-82-20.

VERSAILLES Aux grilles du Parc [redacted] m2 except., [redacted] neuf. [redacted] P. [redacted] service. - 266-56-50.

VERSAILLES [redacted] 5/6 p., 130 m2, living double + 4 chbres, cuis. [redacted] 2 s. bains, loggia, 2 park. [redacted] possibilité chambre de [redacted] DEGUELT - [redacted]

BOULOGNE [redacted]-de-Sèvres Vue sur verdure et Seine LIVING DOUBLE + 3 CHBRES Jean FEUILLADE - 566-00-75

VAUCRESSON PART. à PART. ds parc résid. 130 m2 + loggia. [redacted] P. - Tél. [redacted]

SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE Part. vd appt 4 pces 107 m2 + loggia, cave, park. Tél. [redacted] et, gd stg. [redacted] créd. poss. Tél. H.B., [redacted] FERREY : [redacted]

CHATEAU DE VINCENNES dans immeuble rénové CENTRE VILLE STUDIOS 69.000 F. Possible CREDIT. IDEAL PLACEMENT Location assurée 8.500 F Pas. Me voir vendredi et [redacted] de 17 à 19 h.

Province

CANET-PLAGE Part. vd ds bel imm. front de [redacted] F3, 250 000 F [redacted] Tél. : [redacted]

MARINA-BAIE-DES-ANGES vends face port rés. commod. 2 p., 5 pers., 15-3/30-4, 120 000 F. TEL. : 55-34-49-89.

SKI EN HAUTE-SAVOIE (74) A CHATEL studio 120 000, avec 24 000 [redacted] 3-3 p., rentabilité assurée. [redacted] 123, av. de Versailles, [redacted] Téléph. : [redacted]

PUY-SAINT-VINCENT (05) 2 p. co-propr., constr. 1969, sit. except., meublé, partic. à partic. Tél. 233-52-00, après 20 heures.

ST-TROPEZ Ptaire vend [redacted] Pz. port, dans [redacted] beau jard., liv., 2 [redacted] en duplex, cuis., w.-c., bns, solarium, garage. 380.000 F. Avec 80.000 F. Tél. 720

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. [illegible]	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

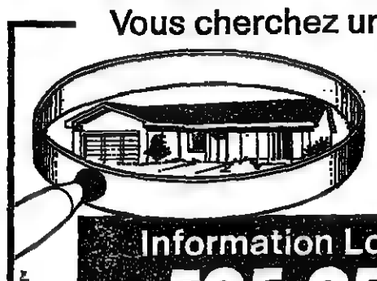
ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	[illegible]	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

Immobilier (information)

Vous cherchez une maison?



où la trouver

Information Logement
525.25.25
Quinly Etoile 49, [illegible] Paris 525 [illegible] 25

Centre Réalisation 45, [illegible] de Vincennes, [illegible] Paris 371.11.74
Centre Maine 210, [illegible] du Maine, 75014 Paris 539.22.17

Un choix [illegible] 40.000 appartements et pavillons [illegible] à l'achat.

Information Logement, service gratuit [illegible] par la Compagnie [illegible] auquel la BNP, le [illegible] Lyonnaise, le Crédit de [illegible] Centrale des Banques Populaires, la [illegible] Nationale [illegible] et Agents de l'Etat, la MGEN, la Mutuelle Générale des PTT, l'Association pour la Participation [illegible] Employeurs à l'effort de Construction, [illegible] leurs ressources.

Société spécialisée dans la [illegible] et la Location d'appartements

RECHERCHE PROPRIÉTAIRES

[illegible] confier la [illegible] (et) la gestion de leurs appartements à Paris [illegible] à Neuilly.

Ecrire à [illegible] FORTUNE GESTION, 39, rue [illegible] (75008) ou téléphoner au 766-81-08, poste 303.

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
[illegible] rue la [illegible]
Prix [illegible] 310 F - 266-52-04

appartem. achat

[illegible] PAIEMENT COMPT. [illegible] NOTAIRE, achète urgent 1 à 5 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e 14e, 15e, 16e, 17e. T. : 873-23-55.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75 rech. Paris-15e et 7e pour [illegible] clients appts tte surfaces et [illegible] PAIEMENT [illegible]

constructions neuves

17e, 5.000 F LE M2
1 à 3 pièces - ETE 78
LOYER S.A. - Tél. : 277-97-26

OBSERVATOIRE LUXEMBOURG
[illegible] écoles et [illegible] versités, petit immeuble, [illegible] séjour + chambres, 61 m2. Pour fin 77 ou début 78.
IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, avenue [illegible]nd - [illegible]

18e, SACRÉ-CŒUR
LA CAMPAGNE à [illegible] et pourtant tous [illegible] 300 [illegible] Immeuble en finition, [illegible] ctl, studios, 2 pièces, [illegible] 108 [illegible] + terrasse.
IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, [illegible] Friedland : [illegible]

LE NOUVEAU XVe
[illegible] ou [illegible] o 30 m2 - 2 P. 53 m2 - 3 P. et possibilité 4-5 Pièces.
IMMOBILIER FRIEDLAND
41, [illegible] de Friedland - 223-93-49

La rési[illegible] le [illegible] des [illegible]gnes
Petit im[illegible] pierre [illegible] taille [illegible] 22e [illegible] une petite place
1-4-5 P. et quelques [illegible]
PRIX [illegible] DEFINITIFS
On aménage en [illegible] 77.
Visite ts les jours de 14 à 19 h, fermé le mardi et le mercredi.
75-77, [illegible] Vignoles.
TREVAL : 277-62-23 - [illegible]

bureaux

[illegible] 20 BURX tous quartiers [illegible] pas-de-porte [illegible] MAILLOT - 29[illegible]

SAINT-AUGUSTIN
8 burx dans imm. [illegible] stg, 156 m2, s. pas-de-porte, [illegible] él. 567-22-88

CHAMPS-ÉLYSÉES
[illegible] immeuble neuf, climatisé, [illegible] standing, locataire princip. s'loue directement en [illegible]
BUREAUX NON [illegible]
LIGNES TELEPHONE DISPON.
Possibilité parking [illegible]
5e étage s/rue, 92 m2 avec [illegible] Sur rendez-vous au 723-78-22

SANS INTERMÉDIAIRE
[illegible] appartements somptueux, profess. ou commerciaux 350 F/m2 annuel. 5, place 43, rue [illegible] l'Echiquier. Mar., jeu. 15 h. à 18 h. T. 250-29-01 H.R.
DOMICILIATION. TEL. SECR.
TELEX Frais 100 F par mois
APEPAL - 228-56-50

locations non meublées Offre

Paris

AVENUE DE VILLIERS
dans imm. ancien, bon standing, 250 m2 [illegible] grand séjour, petit salon, s. à m., 4 chbres, office, cuisine, sanitaires, Tél., profes. libér. autorisée. Tél. le matin. SEGECO : 522-69-92.

MARAIS
Gd STANDG. Récept. + 3 ch., cuis. 2 bns, dressing, [illegible] 3.000 F net - [illegible]

[illegible]EIRE
GD 2 P., [illegible] standg, rez-chaus. Idéal p[illegible] libérale. Téléph. 1.700. 704-88-18.

Région parisienne

A louer :
MONTREUIL-SOUS-BOIS
studio [illegible]
VILLEMOMBLE
studio 32 m2 tt cft. 750 F + ch.
BAGNOLET
stuio 35 m2 tt cft, 750 F + ch.
Pour visiter Tél. à : 962-57-60.

locations non meublées Demande

Paris

Cherche loc. 100 m2 env. Palais-Royal, Bourse pour prof. libér. Tél. : 589-46-31, 21 [illegible]

Région parisienne

[illegible] cherche pour [illegible] villas pavillons [illegible] banl. loy. garanti [illegible] maxi. 233-97-42.

locations meublées Offre

Paris

SEMAINE, QUINZAINE OU MOIS - MACSON
[illegible] du STUDIO au 5 Pièces, standing, 43, [illegible] Saint-Charles, [illegible] Paris - Tél. : 577-54-04

locations meublées Demande

Paris

INTERNATIONAL HOUSE
cherche STUDIO à 5 PIECES 556-17-49
pour DIPLOMATES et Cadres étrangers BANQUE

immeubles

A VENDRE
IMMEUBLE NEUF
à appartements
— [illegible] imprenable [illegible] part.
— Sud [illegible]
Qualité [illegible]
Prix : 102 000 000 [illegible] belges.
Ecrire ROSSEL, [illegible] n° 517.152, 112, [illegible] Royale, [illegible] BRUXELLES.

hôtels-particuliers

Rue de la Cure
PARIS 16e
UN HÔTEL PARTICULIER CONTEMPORAIN
Renseignements, [illegible] Ma[illegible]d.
GEFIC cti 25, avenue d'Iéna 75116 Paris Tél. 723-[illegible]

MOULIN de la GALETTE - Petit hôtel partic. 5 P., terrasses, état, [illegible] la verdure d'une voie privée, beauc. de charme. Tél. : 076-02-63, matin

RUE de VARENNE près, 800 m2 bien décoré, gar., maison gardien. Prix intéressant. MONTESFORT - [illegible]

locaux commerciaux

A louer, VILLEMOMBLE local [illegible] m2 à usage ts [illegible] dépôt). BIEN PLACE. Pour visiter, tél. au 962-57-60

REQUIS D'URGENCE
par société internationale : local pour boutique unisexe. Bail ou achat. Intermédiaire s'abstenir. Prière de téléphoner d'urgence à M. A.B. au 0044 703 30820 ou écrire à F.B.S. Warehouse, 22, Bedford Place, Southampton [illegible]

Vend en toute propriété
PORTE DORÉE SUR BOUL.
Beau LOCAL, pro[illegible] commercial. - T[illegible]
Part. à part, local commercial placement sûr, investissement 160 000 F. Rapport 12 % garan[illegible] et indexé. 640-43-36, ap. 18 h.

villas

MASSY, Villa bourgeoise XIXe siècle, 120 m2 X 3 cft. Parc 1.000 m2, idéal profess. libérale. 1.500.000
Cabinet POULAIN, 920-00-69.

LA CELLE-SAINT-CLOUD
dans parc de verdure construction récente, villa/appt avec jardin privé, hall, récept. [illegible] m2, 4 chbres, 2 bains, chauffage central, sous-sol, [illegible] double. 780.000 F. Tél. 538-53-52.

LA VARENNE
[illegible] VILLA «STYLE MANSART», 7 pces ppies. Gd cft. s. 1.000 m2, [illegible] clos de murs. Prix : 1.200.000 F. «LES IMMEUBLES» 883-14-22.

LA VARENNE
RESIDENTIEL. TRES BELLE PPTE DE CARACTERE SUR 2.000 m2. Parc clos de murs. MAGNIFIQUE RECEPTION 5 GDES CHBRES TT CFT. PRIX : 2.000.000 F. «LES IMMEUBLES» 883-14-22.

VERSAILLES près GARE Rive Dr. résident. Pour prix terrain V[illegible] maisonnette, récept. triple, 6 [illegible] bains, tt confort, parc [illegible] 2.000 m2. KATZ, Gare [illegible]ches, 970-33-33.

PLAISIR Belle maison plain-pied sur 660 m2 clos, 3 chbres, gd séjour, caisne, sans vis-à-vis. 450.000 F. 440-14-33

pavillons

PALAISEAU - Construction 58. Tr. gd cft, [illegible] p. + [illegible] Terrain [illegible] - [illegible] F.
Cab. Poulain, 920-00-69

Placement : [illegible] Pavillon VILLEMOMBLE [illegible] résidentiel, [illegible] bas prix cause locat. Reprise possib. selon loi [illegible] 1948 - RAYNAUD, 14, r. Lincoln, Paris, [illegible]

maisons de campagne

800 m du VILLAGE [illegible] LOIR 37 km TOURS prox. **CHATEAU-DU-LOIR**
Charmante maison campagne, séjour, cuisine, salle d'eau, 2 chbres, grenier, très bon état, sur 1.600 m2, eau chaude et froide, chtf. cent. Px 130.000 F, avec 30.000 F comptant.
C.I.O. 6, rue GAMBETTA, (72) LE MANS
Tél. (13) 43-28-79-15

fermettes

A VENDRE
AS KM EST DE PARIS
RÉGION [illegible]
fermette rénov[illegible] cuis., s. d'eau, w.-c. clos, 3 chbres, gd séjour, caisne, garage tt cft. 319.000 F. T. 404-02-20.

fonds de commerce

[illegible] de 1er ordre. Téléph. : [illegible]

Carcassonne - Vends boutique [illegible], prêt-à-porter féminin, 30 unités. Facilités. - Barrière, 5, rue Mistral, Carcassonne

A VENDRE, avec murs, dans [illegible] de canton de Vendée, 30 km mer :
BAR - TABAC - P.M.U.
[illegible] timbres, vign. [illegible] depuis plus de 30 ans par propriétaires. Ecr. n° 6.570, «le Monde» Pub., 5, r. [illegible] Paris, qui [illegible]

PROVENCE, centre grande ville touristique, sorties autoroutes, Hôtel-Restaurant 3 étoiles N.N. affaire de qualité et renommée.
Murs [illegible] 2.400.000 F.
Cabin. Le Tuc, bd Mirabeau 13210 ST-REMY-DE-PROVENCE (90) 92-10-63

locaux indust.

EXCEPTIONNEL 610 m2
DEPOTS - BUREAUX
accès [illegible] Montlhéry à 6 [illegible] 359-00-43

propriétés

PARTICULIER DÉSIRE ÉCHANGER CONTRE MAISON ET VIGNOBLES DANS [illegible] DE LA FRANCE, OU VENDRE :

PROPRIÉTÉ 154 hectares

SITUÉE AU CANADA (NEW BRUNSWICK) à quelques kms d'une ville importante [illegible] bordure rivière, grand-route [illegible] réserve naturelle protégée documentation [illegible] plans à disposition.

Ecrire sous [illegible] n° 710.616 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur 75081 PARIS, qui transm.

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'aff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M.
PARIS [illegible] KM AUTOUR
Consultation [illegible] place ou [illegible] Par correspondance : questionnaire [illegible] envoi de votre carte [illegible] visite.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757[illegible]2-02.

MARNE-LA-COQUETTE, Rare Maison bourgeoise 6 p., tt conf., [illegible] jardin clos. 1.250.000 F. Exclusivité D.I.F.F. [illegible] mardi [illegible] 19 h., 21, bd Jardy.

SOLOGNE à V. bons territoires de chasse de 10 à 100 ha avec étangs ou [illegible] prix intéressants. Tél. matin de 9 h. à 11 h. (15-38) 05-00-58.

Vd PROPRIETE 1 h. 1/2 Alpe-Huez, 1 h. Chamrousse, 20 min. Villard-Lans, 10 min. Grenoble. 4 chbres + salon séjour + cuis. hall, [illegible] Belle cheminée pierre. Très belle construct. Parc 8.000 m2 arboré. Prix 850.000 F. Possib. terrain attenant 12.000 m2 à 20 F. le m2. Renseig. et vente Agce LAKANAL, 36, cours Berriat, GRENOBLE (76) 87-57-38.

AU PIED DES ALPILLES
Gd mas du XVIIIe, [illegible] belle architecture, confort existent. 2 ha de terre. Prix 700.000 F.
CABINET IMMOBILIER [illegible]
22, bd V.-Hugo - 13210 St-[illegible] Tél. (90) [illegible]

Boutiques

Une boutique originale
Un petit loyer -. Au CENTRE du QUARTIER LATIN
Vis. s/rendez-vous : 033-30-73.

châteaux

PAU (10 KM) CENTRE
Magnifique petit CHATEAU XVIIIe
Belle réception, 7 chbres, 3 bains, confort, dépendances, PARC 3 HA. LIBRE.
BOURLAUT, 5, rue DAILLY, 92210 SAINT-CLOUD.

manoirs

COMPIEGNE (proximité)
Petit manoir, belle réception, 8 chambres, bains, tout confort, maison de gardien, 2 ha autour. Prix : 700.000 F
MORBOIS - 3 bis, r. Napoléon, Compiègne - Tél. (15-4) 440-09-73 ou 526-05-56 Paris

Dans le VEXIN, 40 min. PARIS, très beau MANOIR de pierre, authentique 16e s., d'une rigueur [illegible] agrémenté d'un parc de 2,5 ha. Maison de gardien, [illegible] de grande classe. Agence [illegible] Le Vésinet, 976-53-84.

chalets

A VENDRE, ALPES SUISSES chalet. Vente légalement possible aux étrangers.
Ecrire à [illegible]
Place Gare, [illegible] 867, 1001 [illegible]

terrains

[illegible] d'Azur, S[illegible]ximo [illegible] m2, [illegible] mer. Vi[illegible] Ecr. n° 7750 «le Monde» Pub. 5, r. [illegible] Italiens, 75427 Paris.

viagers

Conseil, expertise, en [illegible] gratuit. Discrét. Etude LODEL, 35, bd Voltaire, 700-00-79.

Propriétaire, réalisez mieux votre viager, indexation garantie
F. CRUZ 9, rue La Boétie 266-19-00
Estimation gratuite. Discrète.

RESIDENCE BUFFON

18 à 24 Rue Lecourbe Paris 15e

DU STUDIO AU 6 PIECES
Prix ferme et non révisable.

Une valeur sûre et sans soucis

Les valeurs sûres de bon rapport et sans soucis se font rares. Raison de plus pour les saisir au bon moment. La Résidence BUFFON est de celles-là. Situation remarquable réalisation de grande classe, sérieuse et soignée, à un prix qui mérite réflexion. 6 900 F le [illegible] ec une large gamme de possibilités du Studio au [illegible] Pièces. Ajoutez l'avantage des accords COMEGI-C.P.I. qui vous déchargent, si vous le désirez, de tous soucis de location. Voilà qui vaut la peine de venir nous voir...
Pas trop tard...

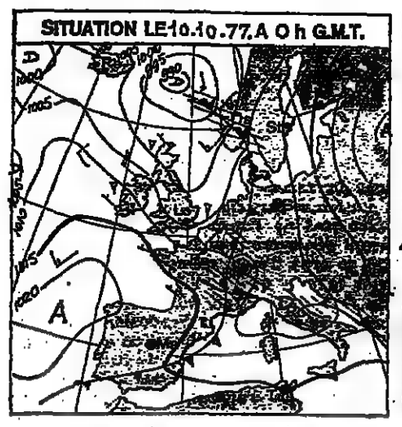
A 100 mètres de l'avenue de Breteuil, 5 minutes de Montparnasse et 10 minutes de St-Germain-des-Prés, dans un quartier à la fois calme, aéré et central, des appartements bâtis à l'épreuve du temps [illegible] parfaitement équipés.
Vos hôtesses vous en diront davantage sur place tous les jours de 14 h à 19 h, le samedi de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h (fermé le dimanche).

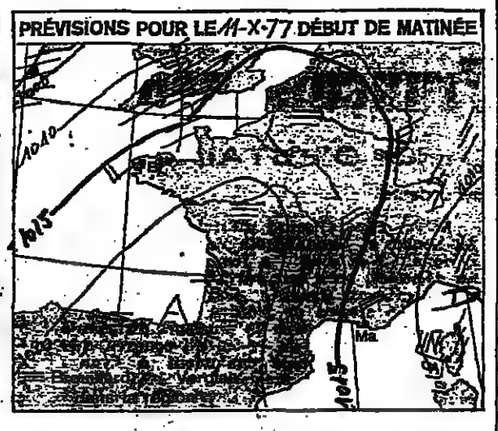
Comegi 74, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. Tél. : 280 34 40

BON A DECOUPER
Nom et Prénoms : [illegible]
Adresse : [illegible] Tél. : [illegible]
Fonction : [illegible]

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France [illegible] le lundi 10 [illegible] à 0 heure et le mardi 11 [illegible] à [illegible] heures :

Une [illegible] de champ de pression sur la France apportera une amélioration temporaire du temps [illegible], la [illegible] atténuée de nouvelles perturbations atlantiques aborderont [illegible] et l'ouest [illegible].

[illegible] quelques averses pluvieux et [illegible] matinée sur le Jura, l'est des Alpes, le Sud-Est et la Corse, puis des éclaircies se développeront.

[illegible] la moitié de la France, la matinée sera souvent très brumeuse, sauf près [illegible] Lion et la vallée du Rhône, où le [illegible] la tramontane soufflera[illegible] éclaircies. Les brouillards, parfois denses dans les vallées, se dissiperont dans le courant de la matinée pour faire place à un temps assez ensoleillé avec des nuages passagers. [illegible]

côtes de la Manche, les nuages deviendront plus abondants. Quelques crachins sont probables sur les côtes de la Manche occidentale. [illegible] ces régions, les vents [illegible] sud-ouest et deviendront [illegible] le soir.

Le début de [illegible] sera assez [illegible] dans les régions de l'intérieur, [illegible] les [illegible] généralement [illegible] par rapport aux jours précédents.

Lundi [illegible] à 7 heures, la pression atmosphérique [illegible] au niveau [illegible] mer était, à Paris-Le Bourget, [illegible] 1 011,6 millibars, soit 758,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Ajaccio, 22 et 12 degrés ; Biarritz, 19 et 14 ; Bordeaux, 17 et 10 ; [illegible], 18 [illegible] 8 ; Caen, 18 [illegible] 10 ; Cherbourg, 16 et 11 ; Clermont-Ferrand, 18 et 9 ; Dijon, 20 [illegible] 12 ; [illegible], 21 [illegible] 11 ; [illegible], 17 et 11 ; Lyon, 22 [illegible] 12 ; Marseille, 20 et 14 ; [illegible], 20 et 13 ; Nantes, 19 et 9 ; Nice, 21 et 15 ; Paris-Le [illegible], 19 et 11 ; [illegible], 16 et 12 ; [illegible], 20 et 15 ; [illegible] et 9 ; [illegible] 17 et 13 ; [illegible] et 9 ; Toulouse, [illegible] et 12 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : [illegible] 25 et 18 degrés ; [illegible], 17 et 11 ; Athènes, 23 et 17 ; [illegible], 14 et 10 ; [illegible], 11 et 9 ; Bruxelles, 17 et 12 ; Iles Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 15 et 12 ; Genève, 17 et 11 ; Lisbonne, 20 et 11 ; Londres, 17 et 11 ; Madrid, 17 et 5 ; Moscou, 3 et —4 ; New-York, 20 et 15 ; Palma-de-Majorque, 24 et 12 ; [illegible], 20 et 15 ; [illegible], 14 et 10 ; [illegible], 27 et 14.

Journal officiel

[illegible] publie au *Journal officiel* du 9 octobre 1977 :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret n° 69-1007 du 25 août 1969 relatif à la police de la chasse dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

UNE CIRCULAIRE

● Relative au contrôle administratif sur les délibérations [illegible] municipaux [illegible] sur [illegible] marchés des communes.

Visites et conférences

MARDI 11 OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 11 h. 30, [illegible] Place Saint-Paul, métro Saint-Paul, Mme Allez : « Le Marais ».

14 h. 30, 11, quai Conti, [illegible] Hulot : « Hôtel des Monnaies ».

14 h. 30, 7, quai [illegible], Mme Legregeois : « [illegible] rive gauche ».

[illegible] h., hôtel de la colonie Vendôme, Mme Magnani : « Le Paris de Louis XIV ».

[illegible] h., 17, quai d'Anjou, Mme Puchal : « Hôtel de [illegible] » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., 47, boulevard de l'Hôpital : « La Salpêtrière [illegible] son enclos » (Mme [illegible]).

15 h., [illegible] de l'église : « Eglise Saint-[illegible] » (M. de La Roche).

15 h., sortie métro Cadet : « Deux synagogues inconnues » (Paris et son histoire).

15 h., métro Arts-et-Métiers : « Chez un fabricant d'[illegible] » (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES. — 14 h. 45, Institut de France, 23, quai [illegible], M. Bernard Chenot : « Notice sur la vie et les [illegible] de Louis Gabriel-Robinet ».

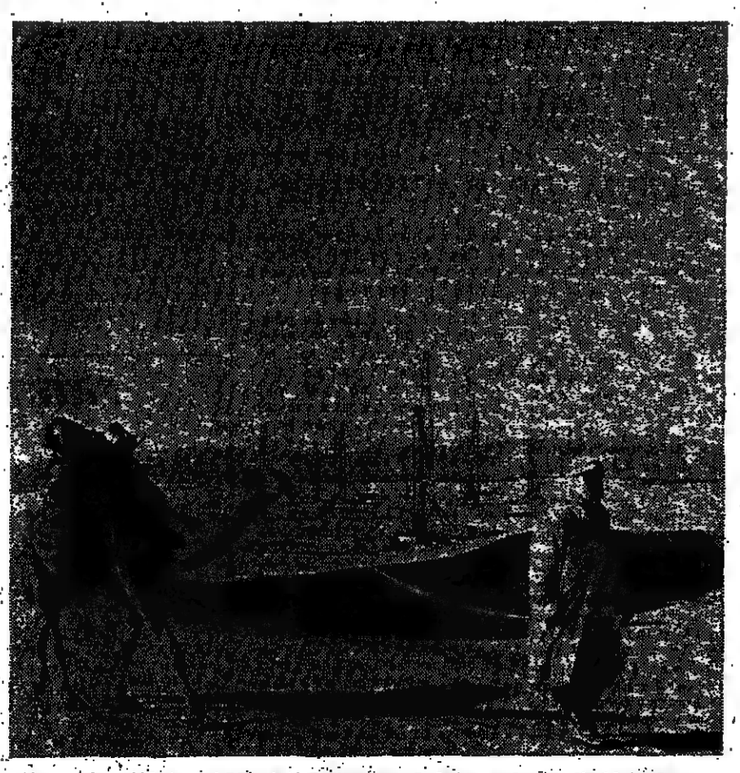
18 h. 30, Maison [illegible], 8, rue de la Ville-l'Evêque, M. [illegible] Pierre [illegible] : « L'Egypte d'hier et d'aujourd'hui » (Bible et terre sainte).

19 h. 30, 38, rue [illegible], M. Alfred Nahon : « La lune [illegible] » (l'Homme et la Connaissance).

13 h. et 20 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Etats de conscience supérieurs et méditation [illegible]dentale » (centre libre).

20 h. 30, 38, rue de Turenne : « Techniques de développement personnel » [illegible] du développement du potentiel [illegible] gratuite).

Lufthansa vous ouvre la route de l'or noir.



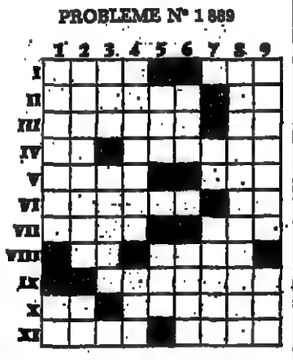
Toutes les routes du Moyen-Orient sont dans notre Petit Livre jaune.

Abu Dhabi, Amman, Bagdad, Beyrouth, Le Caire, Damas, Dhahran, Dubai, Jeddah, Koweit et Téhéran : la route du pétrole est à vous. Lufthansa vous propose 36 correspondances par semaine (V[illegible] Francfort ou Munich) au départ d'Orly Ouest vers l'un de ces 11 royaumes de l'or noir.
Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes.

Lufthansa

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1 889



HORIZONTALEMENT

I. Un coq ou un aigle ; Titre étranger. — II. Parmi les spécialités de Bordeaux ; Division topographique. — III. Ancienne contrée d'Italie ; Préfixe. — IV. Symbole ; En queue. — V. Mauvaise tête ; A cours en Algérie. — VI. Evoque un prix élevé ; Désigne [illegible] bon conducteur. — VII. Département ; [illegible] même de pouvoir constituer un sextuor. — VIII. A droite de la Saxe ; Très fin. — IX. Collations tardives. — X. Conjonction ; Conviennent bien à des étiétés. — XI. Vous et moi ; Point de suspension.

VERTICALEMENT

1. Est fort encombré en période d'activité ; Indéfini. — 2. Centres d'opérations ; Grecque. — 3. N'est donc pas resté de glace ; Couleurs. — 4. Coiffure démodée ; Divinité. — 5. Long ruban ; Se montre indomptable. — 6. Manche ; Choisit. — 7. Infime partie de la France ; Donnent des palpitations. — 8. Loin d'être simples. — 9. Symboles de gentillesse ; Orientation.

Solution du problème n° 1 888

Horizontalement

I. Clavecin. — II. Poulicles. — III. Utile ; In. — IV. At ; Oiseau (cf « mauve » et « rouge »). — V. Nés ; Lin. — VI. Balance. — VII. Epi ; Ement. — VIII. Ras ; Ra (le tapin est un tambour). — IX. Rien ; Prêt. — X. Ester. — XI. As ; Epouse.

Verticalement

1. Puanteur. — 2. Cotte ; Ies. — 3. Lui ; Sbires. — 4. Allô ! ; Ante. — 5. Vieilles ; Ep. — 6. Ec ; Siam ; Pro. — 7. Chienne. — 8. Iéna ; Curées. — 9. NS ; Etat.

GUY BROUTY.

SOCIAL - ÉCONOMIE

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

LÉGÈRE PROGRESSION DE LA C.G.T. CHEZ CHRYSLER A POISSY

La C.G.T. a légèrement [illegible] son influence au détriment de la C.F.T. chez Chrysler à Poissy, où les élections de délégués du personnel ont eu lieu le 6 octobre. Ce dernier syndicat demeure cependant nettement majoritaire dans les deux collèges de l'établissement. La C.G.T. remporte cette année sensiblement les mêmes résultats qu'en 1975.

La C.G.T. proteste contre « les graves irrégularités, notamment lors de la constitution des bureaux de vote, qui ont entaché ces élections ». Elle affirme d'autre part qu'un de ses délégués a été violemment frappé le soir du scrutin. La direction déclare de son côté que « trois huissiers ont contrôlé le déroulement des opérations des quatre bureaux de vote et qu'ils n'ont rien signalé ».

*

RESULTATS. — [illegible] (ouvriers, employés) : ins., [illegible] ; [illegible] obtenu : C.F.T., [illegible] (au lieu de [illegible] % en 1976) ; C.G.T., [illegible] (18,36) ; syndicat autonome, 3,35 % ; C.F.D.T., 3,28 % (2,79) ; F.O., 2,86 % (2,52).

Deuxième collège (cadres et assimilés) : ins., 3 914 ; vot., 3 608. Ont obtenu : C.F.T., 84,38 % (au lieu de [illegible] en 1976) ; syndicat autonome, 15,63 % (15,28) ; F.O., 14,11 % (14,39).

● *La [illegible] des comptes et des budgets* [illegible] le 7 octobre afin d'examiner les projections pour 1978. A cette occasion M. Robert Boulin, [illegible] l'économie et des finances, a indiqué que « la *contribution la plus marquée à l'accélération de la croissance* [illegible] *prises. L'allégement de leur [illegible] cotisation financière leur en* [illegible] *donné la possibilité. Encore faut-il* [illegible] *au comportement anormalement prudent qui a été le leur au début de cette année. L'effort d'embauche qu'elles* [illegible] *actuellement* [illegible] *fait penser que ce changement* [illegible] *acquis. On* [illegible] *logiquement attendre qu'il* [illegible] *confirmé dans six mois, après la levée de l'incertitude électorale* ».

PRESSE

Les journalistes C. G. C. dénoncent certains « projets électoralistes »

Le cinquième congrès national des journalistes C.G.C. s'est tenu du 7 au 9 [illegible] *à Dammarie. Selon la résolution finale, les effectifs du syndicat ont progressé de 15* [illegible] *depuis le 1er janvier* [illegible]. *Le congrès a réélu à l'unanimité M. Yann* [illegible] *président, et M. Guy* [illegible] (Panorama [illegible]) *secrétaire général.*

La résolution finale du Syndicat des journalistes C.G.C., adoptée à l'unanimité, affirme [illegible] que l'organisation « [illegible] pour la liberté d'expression des journalistes est menacée par les projets électoralistes des partis politiques et de certaines centrales syndicales par l'intervention oppressive des technocrates, et en [illegible] des groupes de pression, que la liberté des journalistes s'avère ou commence [illegible] des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs, [illegible] idéologique entame la crédibilité du journaliste. »

La résolution poursuit : « Le Syndicat des journalistes C.G.C. considère qu'il est abusif de maintenir que l'objectivité n'existe pas à moins de sacrifier à la dictature [illegible] laquelle [illegible] de [illegible] peut être [illegible] la liberté de la loi, à condition de savoir le dire... »

Le [illegible] Ajoute « que la liberté d'information sera garantie par le pluralisme des [illegible], la bonne gestion des entreprises et les progrès de la technologie... »

La C.G.C. [illegible] également qu'elle [illegible] projet de [illegible] qui préservera [illegible] la différence, la récompense du [illegible] et [illegible] la négociation paritaire des salaires sans police des revenus et égalitarisme paralysant.

Sur le plan des [illegible] professionnelles, le syndicat C.G.C. affirme que, en raison des bons résultats financiers généralement obtenus par les entreprises de presse en 1977, une progression des barèmes de salaires au seul titre de la revalorisation est prioritaire et distincte de l'augmentation obtenue au titre de la [illegible] de la vie.

[illegible] matin, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, avait pris la parole devant les congressistes. Stigmatisant « des [illegible] [qui] voudraient obliger ou empêcher certains de penser comme ils l'entendent », l'ancien maire de Deauville a souligné que le gouvernement « s'efforce de ne pas interférer avec la presse », et a affirmé qu'un effort [illegible] fait « pour que la presse se trouve libre et qu'elle soit moins victime de pressions ».

— —

● *Les journalistes Force ouvrière* de la chaîne FR 3 ont [illegible] les 8 et 9 octobre à Paris une assemblée générale au cours de laquelle ils « ont affirmé être [illegible] plus que jamais à se battre pour obtenir le respect des engagements pris par la direction et défendre, dans le cadre de la [illegible] collective, une profession chaque jour plus menacée ». Le syndicat réaffirme dans son communiqué « son attachement inconditionnel à un [illegible] libre et dégagé de toute emprise politique et partisane ».

● *La direction du groupe Hachette*, qui prend le contrôle de l'hebdomadaire *le Film français* (*le Monde* du 8 octobre), nous prie de préciser que c'est M. Denis [illegible] qui [illegible] les [illegible] de directeur de la publication, M. Willy [illegible] demeurant pour sa part directeur du journal.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	[illegible] DU JOUR		UN [illegible]		[illegible]		[illegible]	
	+ Bas	+ Haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ U.S.	[illegible]	[illegible]	+ 60	+ [illegible]	+ 130	+ 150	+ 350	+ 400
$ can.	4,4740	4,4800	+ 20	+ 60	+ 80	+ 120	+ 230	+ 320
Yen (100)	[illegible]	1,8975	+ 70	+ 100	+ 150	+ 230	+ 380	+ 460
D.M.	2,1240	2,1270	+ [illegible]	+ 100	+ 210	+ 260	+ 375	+ 560
Florin	1,9850	1,9880	+ [illegible]	+ 80	+ 150	+ 200	+ 350	+ 400
F.B. (100)	13,6900	13,7080	+ 240	+ 350	+ 640	+ 790	+1220	[illegible]
F.S.	2,1130	2,1160	+ 110	+ 140	+ 300	+ 320	[illegible]	+ [illegible]
L. (1 000)	5,5290	5,5250	— 300	— 350	— 800	— 700	[illegible]	—1250
£	5,5830	5,5705	[illegible]	[illegible]	+ 640	+ [illegible]	[illegible]	[illegible]

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	3 3/8	3 1/2	3 1/2	[illegible]	[illegible]/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4
$ E.-U.	6	6 3/8	6 1/2	7	[illegible]	7 1/2	7 1/4	7 3/4
Florin	4	4 3/4	4 1/4	4 3/4	4 1/2	5	5	5 1/2
F.S.	5	7	5 3/4	6 1/4	6	6 3/4	6 1/2	7 1/4
F.F.	1/2	1	1 3/4	2	2 1/2	2 3/4	2 3/4	3
L. (1 000)	[illegible]	[illegible]	13	15	14	[illegible]	14	16
£	[illegible]	[illegible]	5	[illegible]	[illegible]	5 7/8	6	7
Fr. franc.	8	8 1/2	8 3/4	9 1/2	9 1/4	10	10	10 3/4

[illegible] nommés ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la [illegible]

PARIS - Le 14 octobre 1977
Dans Olivier de Serres
LA VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES DÉCHETS INDUSTRIELS
Colloque de l'AGENCE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE
sous le haut patronage de M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Dernières inscriptions, s'adresser à :
INSTITUT FRANÇAIS DES COMBUSTIBLES ET DE L'ENERGIE
3, rue Henri-Heine - 75016 Paris - Tél. [illegible]

Maintenant votre clientèle internationale peut vous appeler de: Londres, Francfort, Geneve, Amsterdam, Madrid, Zurich, Bruxelles, New York et Barcelonne pour le prix d'une simple communication locale.

800

Grace au Service 800

Pour de plus amples renseignements appelez: Paris 236 67 89

DIRECTEUR COMMERCIAL

45 ans, rompu aux affaires commerciales, grande expérience du financier et de l'hôtellerie, bonnes connaissances commerce extérieur, actuellement directeur affaires immobilières PROVENCE - COTE D'AZUR, cherche pour raison problèmes familiaux poste directeur hôtel ou société importante dans Républiques AFRIQUE NOIRE francophones. Traitement annuel minimum 100.000 F C.F.A.

[illegible] sous n° 9.201, à « le Monde » Publicité, 5, rue [illegible] Italiens, Paris-9e.

ÉCONOMIE - SOCIAL

TROISIÈME AGE

LA RENCONTRE NATIONALE DE LYON

Voilà une justice dont les Français peuvent être fiers

DÉCLARE M. GISCARD D'ESTAING

De notre envoyé spécial

Lyon. — Près de sept mille personnes ont participé, le samedi 8 et le dimanche 9 octobre, à Lyon, à la première « Rencontre nationale du troisième âge », organisée par le secrétariat d'Etat à l'action sociale avec la municipalité de la ville. La journée de samedi a d'abord été consacrée à la ville de Lyon, puis les invités se sont réunis, aux universités de La Doua et de Bron-Parilly, pour des « tables rondes » portant sur même thèmes, parmi lesquels : la citoyenneté du troisième âge, l'information, les activités physiques, la santé, le cadre de vie, l'activité sociale, les clubs, le logement, et l'animation en établissement. M. René Lenoir, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale, chargé de l'action sociale, devait faire, dimanche, le bilan de ces discussions. Samedi soir, les participants se sont retrouvés au palais des sports de Gerland pour une soirée de danses et de chant.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN, et les fédérations sociales et communiste du Rhône ont protesté contre l'organisation de ces assises, dont les élus communistes ont dénoncé le « caractère démagogique et électoraliste ». M. Marcel Houël, député communiste, et MM. André Poutissou et Jean Poperen, députés socialistes, n'étaient pas dans les rangs des parlementaires qui ont accueilli, dimanche en fin de matinée, au palais des sports, M. et Mme Giscard d'Estaing. L'épouse du chef de l'Etat avait inauguré auparavant, en compagnie de Mme Simone Veil, ministre de la santé, un centre de convalescence pour personnes âgées exploité par la Croix-Rouge à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

M. et Mme Giscard d'Estaing, Mme Veil, M. Lenoir et Mme Nicole Pasquier, délégué nationale à la condition féminine, ont assisté au déjeuner, servi aux participants, sous quatre chapiteaux installés près du palais des sports. La séance de clôture s'est ouverte à 15 heures, en présence de plusieurs dirigeants du C.D.S. venus après la fin du congrès, que leur formation tenait également à Lyon : M. Jean Lecanuet, président, et MM. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture ; René Monory, ministre de l'industrie ; Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, et Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat au budget.

Le discours du chef de l'Etat, devant ces responsables politiques et les parlementaires de la majorité, assis aux premiers rangs du parterre, donnait prise à l'accusation d'électoralisme formulée par les partis de gauche et par plusieurs participants, en particulier par les membres de l'association Frères de l'hospice, qui déployèrent une banderole protestant contre ce type d'établissement. L'intéressé ne pouvait ignorer qu'en soulignant que les progrès de sa campagne électorale avaient été rapides et en offrant aux Français, en exemple de justice sociale, l'amélioration du sort des personnes âgées, le président de la République, était la venue était justifiée par le nombre des participants, ne s'adressait pas seulement à eux. Mais il l'a très applaudi chaque fois qu'il insistait sur la nécessité de reconnaître un rôle social aux retraités, l'idée d'un passage progressif de la vie active à la retraite, ne rencontrant, cependant, qu'un assentiment modéré.

PATRICK JARREAU

Ouvrant la séance, dimanche après-midi, M. Francisque Collomb, président-maire (PDM) et maire de Lyon, a déclaré : « *Les vieillards ne veulent plus être des gens assistés, mais aides. Ce sont s'efforcer de leur donner les possibilités de prendre en main leur destin.* » M. Collomb a indiqué les principes qui doivent guider, selon lui, l'action en faveur des personnes âgées. « *Le maintien à domicile, sous toutes les formes possibles*, a-t-il souligné, *pourrait être un des objectifs prioritaires des municipalités.* »

M. Lenoir a ensuite rendu compte des vingt et une « tables rondes » qui avaient réuni, samedi, les participants. Il a précisé que ces entretiens devaient l'objet d'un « *livre-bilan* » qui « *témoignera de la richesse des* [illegible] ». Le secrétaire d'Etat a souligné la « *volonté de participer* » qui s'était affirmée dans les discussions. « *Les personnes du troisième âge*, a-t-il dit, [illegible] *être des Français d'aujourd'hui, des Français à part entière.* » Relevant que les personnes âgées « se plaignent parfois du paternalisme de certains [illegible] qui s'occupent d'elles », M. Lenoir a annoncé que, dans quelques mois, un décret instituerait la participation des pensionnés à la direction des établissements gérés par la Sécurité sociale.

Le secrétaire d'Etat a passé en revue les activités culturelles auxquelles se livrent les nombreux retraités. Après avoir remarqué que « *l'épanouissement culturel au troisième âge prolonge l'éveil culturel dans l'adolescence* », il a insisté sur la nécessité de « *préparer sa retraite* », nécessité souvent négligée, a-t-il dit, dans la période d'activité. M. Denoir a exprimé, d'autre part, le souhait que les responsables des moyens d'information [illegible] « *de l'information* » constamment exprimée par les participants à cette rencontre. Puis il a relevé la prédominance des travaux manuels (tissage, poterie, fabrication d'objets [illegible]) parmi les activités des retraités, sans les clubs qui n'ont pas tous un caractère manuel. Citant d'autres activités, l'apprentissage de l'écriture, la [illegible] collective [illegible] grande place. M. Lenoir a cité le cas d'un groupe de retraités du Midi-Ouest qui [illegible] d'occitan et mis sur pied une troupe théâtrale formée, près de Lyon, par des personnes âgées qui se produisent, en particulier dans les hôpitaux.

D'autres clubs du troisième âge [illegible] à la peinture, à la musique, à la danse. Evoquant les C.E.S. où des élèves d'une classe de troisième ont partagé les activités d'un groupe de personnes âgées qui, en retour, ont suivi des cours de français et d'anglais dans cette classe, M. Lenoir s'est exclamé : « *Ainsi, la forteresse scolaire est prise d'assaut !* ». Abordant le chapitre des activités physiques, le secrétaire d'Etat a souligné que la gymnastique et toutes sortes de sports sont pratiqués par des retraités. « *Je me suis laissé dire*, a-t-il ajouté, *qu'il n'est pas difficile d'apprendre à nager à quatre-vingts ans, tout qu'il est beaucoup plus difficile d'apprendre à se déshabiller à cet âge.* »

M. Lenoir a également cité les services rendus par des retraités à la collectivité, tels que la garde d'enfants, divers petits travaux et la transmission de techniques anciennes. Il a souligné l'importance de l'hospitalité des communes et des [illegible] aux personnes âgées, puis il a rappelé que l'on ne comptait que mille clubs du troisième âge en 1971 et qu'il en existe aujourd'hui dix mille, réunis il y a peu en une fédération nationale. « *Certains clubs*, a-t-il dit, *s'enorgueillissent à juste titre d'être entièrement gérés par les personnes âgées adhérentes.* » Abordant les divers aspects de la participation des retraités à la vie collective, le secrétaire d'Etat a conclu : « *Ce sentiment est sain pour le corps social tout entier.* »

Prenant alors la parole, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « *Les personnes âgées sont près du cœur de la France. Elles font partie de la communauté fraternelle des Français. (...) Les personnes âgées sont pour moi un groupe de Françaises et de Français comme les autres qui doivent participer, sur un plan d'égalité et de respect, à la vie commune des Français.* »

Estimant que les personnes âgées ont droit « *à la reconnaissance, au respect et à l'affection* » des Français, le président de la République a poursuivi :

« *En écoutant vos problèmes, je vous parlerai aussi [illegible] de vos problèmes sociétaux. Car je sais que ce ne sont pas les seuls. De toute façon, sur le sujet des personnes âgées, une société exclusivement matérialiste serait dure, sur elle ne considère que les forts et ne flatte que les consommateurs. (...) Bien entendu, les problèmes des personnes âgées sont d'abord des problèmes matériels. Un effort considérable a été entrepris : il sera poursuivi.* »

« Poser le problème dans sa véritable dimension »

« *Au cours de la campagne présidentielle, je n'ai pas voulu prendre plus d'engagements que je n'en pouvais tenir. Mais j'ai pris, sur ce point, un engagement [illegible]. Je trouvais inacceptable que [illegible] soient exclus du progrès simplement parce que leur pouvoir de revendication est plus faible. Ces engagements ont été tenus.* » Le chef de l'Etat a rappelé que le minimum vieillesse, qui était de 5 200 francs par an avant son élection, serait de 11 000 francs le 1er décembre prochain et [illegible]. Evoquant les limitations de l'information et la crainte d'une récupération sur les successions, il a déclaré : « *J'ai demandé aux caisses de retraite de réaliser un effort exceptionnel d'information et j'ai demandé à Mme le ministre de la santé (...) de préparer une réforme qui mette les petites successions à l'abri de toute récupération.* »

Après avoir rappelé les mesures prises en faveur des commerçants et artisans et des veuves et veufs, *l'abri de toute récupération.* » prévus au prochain budget, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « *Il faut que tous les Français sachent que notre société s'est montrée capable, malgré les difficultés économiques du moment, d'un effort massif de solidarité envers les plus âgés des Français. On parle souvent de justice, sur les estrades ou dans les micros. Or quel effort de justice était plus nécessaire que celui d'avoir doublé, en trois ans et demi, malgré les difficultés du moment, le minimum de ressources des Français les plus démunis ? Voilà une justice dont les Français peuvent être fiers. (...)* »

« *Je souhaite qu'avec la même ténacité, nous sachions conduire les changements nécessaires pour que la place des personnes âgées dans notre société devienne conforme à ce que justifient leur nombre, leur qualité humaine et leur capacité d'aider les autres* », a poursuivi le président de la République. Tandis que plusieurs personnes, dans l'auditoire, rappelaient à grands cris l'existence des hospices, M. Giscard d'Estaing déclarait : « *Chacun d'entre vous doit pouvoir, l'âge de la retraite une fois atteint, continuer à vivre chez lui, s'il le désire, dans son logement, dans le cadre qu'il a toujours connu et auquel il est attaché. Voilà la réponse à l'hospice !* »

« *De même*, a-t-il ajouté, *il est indispensable que les personnes âgées puissent disposer de la sécurité et des possibilités de contact que procure aujourd'hui l'usage du téléphone. C'est pourquoi le gouvernement va décider de faciliter l'accès au téléphone des deux millions de personnes âgées qui perçoivent le minimum vieillesse. Désormais, elles seront dispensées de la taxe de raccordement de 800 F [illegible] du téléphone. Par ailleurs, les personnes âgées disposeront d'une priorité accrue [illegible] du téléphone à leur domicile, avec une priorité-priorité immédiate pour les personnes âgées de plus de quatre-vingts ans. Pour l'avenir, j'ai demandé la mise à l'étude de la création, à partir de 1980, d'un système national de télé-alarme pour les personnes âgées.* »

« Il faut aller plus loin... »

Le président de la République a poursuivi : « *Il faut aller plus loin si nous voulons le problème dans sa véritable dimension. Les personnes âgées, comme toutes les catégories de notre société, veulent s'y sentiront à leur place que si elles ont la possibilité d'y jouer un rôle actif (...). Le travail est venu de mettre fin à ce qu'il y a d'artificiel dans la coupure que l'on prétend établir entre deux moitiés de notre population, entre deux âges de la vie. Certes, les lois fixent l'âge minimum à partir duquel on peut prendre la retraite. Mais ce minimum légal ne doit pas être un couperet. Il doit laisser une marge de liberté en fonction de la fatigue et de l'appréciation personnelle (...). Le passage progressif, organisé sur plusieurs années, d'une activité professionnelle à une activité plus réduite, puis à la retraite, lui paraît nécessité pour l'avenir.* »

M. Giscard d'Estaing a conclu : « *L'unité de notre société française, je ne la veux pas seulement dans le domaine politique et social. Je la veux aussi dans la succession des générations (...). Regardez-vous d'abord les uns et les autres : ces mots qui vous rapprochent [illegible] à mesurer combien, malgré la diversité, vos problèmes, vos réactions, vos aspirations, deviennent progressivement semblables. A l'autre extrémité de la société française, regardons la jeunesse. Et nous voyons aussi combien les jeunes veulent être semblables entre eux, combien ils refusent les différences excessives, combien ils rejettent les injustices. Aux deux extrémités de l'âge, la société française tend vers l'unité.* »

UNE INÉGALE SOLIDARITÉ

Il [illegible] l'arrière-plan [illegible] — à l'heure où l'on parle [illegible] ville, — on ne peut que se réjouir [illegible] rappels [illegible] lieu [illegible] du troisième âge.

L'objectif majeur n'était-il pas de démythifier l'image [illegible] vieillesse [illegible] et malheureuse ? Mais s'il n'est pas « [illegible] », [illegible] l'affirme le président de la République, [illegible] que les [illegible] entrepris ces dernières années par le gouvernement, [illegible] de la [illegible] des artisans, ainsi que des [illegible] n'est nullement négligeable. [illegible] se réjouira que cet effort soit complété par de nouvelles facilités sur le plan fiscal, par des prêts à la rénovation de l'habitat et par [illegible] des [illegible] viagères.

Mais ces mesures, en privilégiant les moins défavorisés, maintiennent le déséquilibre dans la solidarité. Car [illegible] pâtissent les plus modestes des circuits de consommation. Pour [illegible] — pour ces deux millions de [illegible] dont les ressources [illegible] par le [illegible] pour une [illegible] de 20 000 francs par ménage, — il reste, suprême viatique, la dispense d'une part de raccordement... Il leur vient à l'esprit de [illegible] au téléphone.

Comment [illegible] de bénéficiaires du minimum vieillesse profiteront d'une telle « [illegible] » : [illegible] téléphonique représente en effet une dépense minimale de 16,80 francs par mois en province et de [illegible] francs par mois dans la [illegible] parisienne. Peu de [illegible] sans [illegible] ce « [illegible] » [illegible] dans un [illegible] francs par jour. Faut-il souhaiter que la [illegible] en charge d'une partie de l'abonnement par l'aide [illegible] — [illegible] actuellement [illegible] — soit simultanément [illegible] en [illegible].

(PUBLICITE)

PRÉFECTURE DU NORD

AVIS D'OUVERTURE

d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique

PROJET d'aménagement du canal de la Deûle à 600/800 T section MARQUETTE - DEULEMONT sur territoire des communes de MARQUETTE, WAMBRECHIES, VERLINGHEM, QUESNOY-SUR-DEULE et DEULEMONT.

AVIS

Le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, informe le public que le projet d'aménagement du canal de la Deûle à 600/800 T, section Marquette-Deulemont, et la modification du plan d'occupation des sols du gouvernement de Lille, en résultant, sur le territoire des communes de Marquette, Wambrechies, Verlinghem, Quesnoy-sur-Deûle et Deulemont, seront soumis à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et en vertu du tableau préfectoral du 16 septembre 1977.

Cette enquête aura lieu pendant 15 jours entiers consécutifs, du 10 octobre 1977 au 28 novembre 1977 inclus. A la Préfecture du Nord à Lille, Bureau de la Coordination, où les pièces du dossier pourront être consultées, de 8 h. à 11 h. 30 et de 14 h. 30 à 16 h. 30, sauf samedis, dimanches et jours fériés, pendant cette période, un exemplaire du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, sera déposé à la Communauté Urbaine de Lille et dans les mairies désignées ci-dessous et pourra y être consulté aux heures d'ouverture, sauf les samedis, dimanches et jours fériés :

— Communauté Urbaine de Lille : de 8 h. à 17 h. (sauf samedi) ;
— Mairie de Marquette : de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. (sauf samedi après-midi) ;
— Mairie de Wambrechies : lundi de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. 30 - mardi au samedi de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. 30 (sauf samedi après-midi) ;
— Mairie de Verlinghem : de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h (sauf samedi) ;
— Mairie de Quesnoy-sur-Deûle : de 8 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. (sauf lundi) ;
— Mairie de Deulemont : de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. (sauf lundi après-midi et samedi après-midi).

Le public aura la possibilité de consigner ses observations sur le registre principal d'enquête ouvert à la Préfecture du Nord à Lille, ou sur les registres ouverts à la Communauté Urbaine de Lille et en mairies de Marquette, Wambrechies, Verlinghem, Quesnoy-sur-Deûle et Deulemont.

Seront également [illegible] par [illegible] à la commission d'enquête qui [illegible] à la Préfecture du Nord, avec la mention « [illegible] du canal de la Deûle - section Marquette-Deulemont - mise à l'enquête ».

La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public, en mairie de Quesnoy-sur-Deûle, les 23, 24 et 25 novembre 1977, pendant les heures d'ouverture des bureaux.

Après clôture de l'enquête, une copie du rapport, dans lequel la commission énoncera ses conclusions, sera déposée à la préfecture du Nord, à la Communauté Urbaine de Lille, aux mairies de Marquette, Wambrechies, Verlinghem, Quesnoy-sur-Deûle et Deulemont, où le public pourra en prendre connaissance.

LES VIEUX DE MACHECOUL

A Machecoul, Mme Rabillard craint par-dessus tout l'ennui. « Je vivais seule ménage, dit-elle, [illegible] à m'occuper. » Alors elle a créé, voici [illegible], à Machecoul, un « club du troisième âge » dont elle est la vice-présidente, en même temps que déléguée départementale de l'action sociale en faveur des [illegible] Loire-Atlantique. La cotisation est de 10 F par an, et les adhérents se réunissent tous les quinze jours pour se goûter. « Les [illegible] à venir, [illegible] vice-présidente, nous nous comptons maintenant un tiers. »

La population de Machecoul [illegible] l'agriculture [illegible] près de la moitié des membres de ce club. Les autres sont d'anciens [illegible] de l'arsenal [illegible] de cycles [illegible]. Leurs revenus varient entre 600 et 1 000 F, et l'une des [illegible] principales du club est de ne [illegible] seigneur [illegible] auxquelles elles ont droit et [illegible] obtenir. « On vient [illegible] nous voir pour nous demander de l'aide dans la constitution d'un dossier, dit Mme Rabillard. Les gens ne savent absolument rien de la procédure administrative. »

Le club organise, chaque année, cinq ou six excursions d'une journée. [illegible] pas ses [illegible] touristiques à la Loire-Atlantique et, en [illegible] de [illegible] à Nantes, [illegible] quinzaine [illegible] de Machecoul ont pu visiter Jersey et Guernesey, les îles Baléares et la Hollande. Il y a aussi une section de cyclo-tourisme.

« Nous avons résolu un autre problème, dit Mme. Rabillard. Comme les ordres religieux ne [illegible] plus et que les infirmières civiles ne sont pas conventionnées, nous avons organisé un service de cinq infirmières conventionnées — deux religieuses et trois civiles — engagées grâce à un emprunt de la communauté religieuse, et qui dispensent des soins à domicile. » Le club est devenu un centre à partir duquel se [illegible] des relations et se constituent des groupes. Une certaine vie villageoise renaît.

L'évocation du passé tient une grande place dans les conversations des adhérents, lors des goûters. La vie moderne ? « Nous nous y intéressons aussi, assure Mme Rabillard. L'autre jour, des [illegible] nous faire une [illegible] avec des diapositives sur les précautions que les vieux doivent prendre pour leur sécurité. »

A la retraite depuis deux ans après une vie passée chez Gitane, M. Rabillard ne partage pas le besoin d'activité de son épouse. Il préfère la pêche et le bricolage, mais, comme il le dit, il « suit le mouvement ». Mme Rabillard, à qui on a proposé de se présenter aux dernières élections municipales, « J'ai refusé, dit-elle. Vous vous [illegible] compte ? J'aurais soixante-quinze ans à la fin de mon mandat ! Et puis, j'ai déjà bien à faire. » — P. J.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Contrat pour la France.* — Une filiale de SPIE-Batignolles — SPIE CAPAG, — spécialisée dans la construction de pipe-lines, a signé avec la société yougoslave Jugoslavenski Naftovod, un contrat de plus de 200 millions de francs pour la construction du pipe-line Omisalj-Sisak en Yougoslavie. Ce pipe-line est le maillon principal d'un réseau d'oléoducs destiné à alimenter la Hongrie, la Tchécoslovaquie et une partie de la Yougoslavie en pétrole brut en provenance du Proche-Orient. Les travaux, financés par un prêt de la Banque mondiale, seront effectués par une [illegible] participation entre SPIE-CAPAG et la firme hollandaise NACAP B.V. du groupe [illegible].

● La société *Singapore Aerospace Maintenance Co LTD* (SAMCO), qui appartient au gouvernement de Singapour et dont les activités principales sont la réparation et la révision générale des avions, vient de signer un contrat avec la société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) en vue de créer, à Singapour, une société dénommée SAMAERO, qui s'occupera de la réparation et de la maintenance des hélicoptères de la SNIAS, ainsi que de la vente des pièces de rechange nécessaires à ces appareils. En outre, la nouvelle société a reçu l'exclusivité de la vente dans certains pays de l'Asie du Sud-Est du nouvel hélicoptère civil de la SNIAS, l'Ecureuil.

Agriculture

● *Le Conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires* a été installé, le 7 octobre, par M. Raymond Barre. A cette occasion, le premier ministre a mis l'accent sur la nécessité « *de préserver la politique agricole commune face aux [illegible] arrière-pensées de certains partenaires [illegible] à la volonté [illegible] ou moins [illegible] de certains pays tiers, qui pourraient être tentés [illegible] remettre en cause les fondements (...) et aussi face aux dangers que [illegible] ferait courir l'adhésion de nouveaux membres [illegible] que les garanties légitimes [illegible] été obtenues* ».

Automobile

● *Une Civic cinq portes* fait partie de la gamme Honda 1978. La [illegible] et l'empattement sont allongés de 9 centimètres par rapport au modèle trois portes, qui subsiste. D'autre part, la puissance du Civic passe à 60 CV DIN, contre 55 précédemment, et elles bénéficient de quelques retouches et d'améliorations intérieures.

FAITS ET CHIFFRES

ÉCONOMIE - SOCIAL

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Après un mois de grève

RÉUNION EXCEPTIONNELLE DU COMITÉ D'ENTREPRISE A DUBIGEON-NORMANDIE

(De notre correspondant.)

Nantes. — *Renoué le 6 octobre, après un mois de grève, le contact entre la direction des chantiers Dubigeon-Normandie à Nantes et les syndicats va peut-être déboucher, ces jours prochains, sur une négociation véritable. La réunion du comité d'entreprise, ce lundi 10 octobre après-midi, à Paris, en présence de M. Crenn, président-directeur général, devrait être décisive.*

Depuis le 8 septembre, date de déclenchement du conflit sur une affaire de modification du système de contrôle du temps de présence au poste de travail, ressentie comme une brimade par les travailleurs déjà inquiets quant à l'avenir du chantier, syndicats et direction ne se sont jamais rencontrés. Le dialogue de sourds a duré quatre longues semaines. Les syndicats demandaient une négociation générale sur les garanties de ressources pour les départs anticipés à la retraite (cinquante-six ans et huit mois), les incidences financières des mesures de déclassement de deux cent quarante-cinq dessinateurs et agents de maîtrise. En un mot, le maintien de l'emploi dans un chantier naval qui préserverait son potentiel de travail en attendant des jours meilleurs. La charge actuelle de travail permet juste de faire tourner le chantier à plein jusqu'à l'été prochain. Un argument dont la direction ne s'est pas servie avec trop d'ostentation, mais sur lequel elle a tout de même assis sa détermination.

Comme préalable à toute négociation, la direction a toujours déclaré qu'elle exigeait le libre accès des chantiers aux salariés désirant travailler. Ceux-là, un groupe de trois cents personne environ, ont pu faire illusion un moment, jusqu'à l'échec de leur intervention, le 3 octobre, malgré le soutien de la direction.

Le libre accès des chantiers

C'est dans cette impasse totale que les syndicats et la direction avaient accepté de se rendre jeudi à la commission de conciliation convoquée à la préfecture de Nantes. Après sept heures de discussion, les deux parties sont convenues de suspendre cette rencontre pour permettre le déroulement d'un comité d'entreprise, ce lundi après-midi à Paris.

A ce comité, M. Crenn, le P.-D. G., devait faire un exposé sur les perspectives d'avenir du chantier de Nantes et les problèmes d'emploi du personnel dans la conjoncture actuelle de la construction navale. C'est justement de ces deux sujets que les syndicats demandaient à discuter depuis le début du conflit. Même si la direction ne devait que faire une communication, les deux parties se sont retrouvées enfin face à face sur le fond du débat.

J.-C. M.

A L'ÉTRANGER

Le nouveau ministre de l'économie de la République fédérale d'Allemagne

Un représentant de l'aile droite du parti libéral

« Nous serons submergés par les aristocrates. » *Le propos est attribué à nul autre qu'au chancelier Schmidt, s'apercevant qu'il y avait déjà trois représentants de la noblesse dans son gouvernement, sans parler de ceux, encore plus nombreux, qui restent fidèles à la diplomatie. Les circonstances ont pourtant contraint le chancelier à confier le portefeuille des affaires économiques à M. Otto Friedrich Wilhelm von der Wenge, comte Lambsdorff.*

Le terrorisme et la politique ont joué leur rôle dans l'affaire. M. Friderichs, qui depuis cinq ans veillait sur le sort de l'économie ouest-allemande, a quitté, en effet, le cabinet pour entrer au directoire de la Dresdner Bank, dont le président, M. Jürgen Ponton, avait été assassiné le 30 juillet. En dépit de certaines hésitations, il est vite devenu clair que personne au sein du parti libéral ne pouvait disputer au comte Lambsdorff la place devenue vacante.

Agé de cinquante ans, cet aristocrate a suivi une carrière presque classique. Après son doctorat en droit, il est entré dans la banque et dans les assurances, où il obtint rapidement des postes d'administrateur dans plusieurs sociétés importantes. Cela ne l'empêche pas de s'intéresser à la politique et de devenir le porte-parole du groupe parlementaire libéral pour les affaires économiques.

Au Bundestag, le comte Lambsdorff s'est toujours signalé par un attachement au principe de l'économie libérale, paraissant dépasser encore sur ce point son prédécesseur, ce qui n'est pas peu dire. Cet homme au sang bleu est profondément convaincu que la démocratie elle-même s'éteindrait dans tout autre système économique. Aussi le nouveau ministre n'est-il pas trop populaire auprès de tous les membres de son propre parti où l'aile gauche est en train d'étendre son influence.

Ayant le courage de ses convictions, le comte Lamdsdorff n'a jamais ménagé ceux qui voudraient mettre en cause « l'économie sociale de marché », à laquelle, d'ailleurs, il semble bien que la majorité des citoyens de la République fédérale restent très attachés. A cet égard, la continuité est garantie. Le nouveau ministre se heurtera sans aucun doute aux mêmes difficultés que M. Friderichs, dont certains soupçonnent qu'il a quitté le gouvernement à cause de ses désaccords avec les ministres sociaux-démocrates.

Plus délicate encore est la position du comte Lambsdorff vis-à-vis des syndicats. Avec plus d'énergie que d'autres, il a toujours prêché la modération des demandes salariales et critiqué l'influence « excessive » des ouvriers dans la concertation industrielle. Il reste donc à voir si ses incontestables talents d'orateur vont lui permettre d'établir des relations confiantes et cordiales avec les dirigeants syndicaux. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas ménagé leurs mises en garde ; selon le président du D.G.B. (Fédération des syndicats), M. Heinz-Oskar Vetter, le nouveau membre du cabinet devra montrer désormais s'il entend rester « le porte-parole des entrepreneurs » ou s'il va adopter un point de vue « plus équilibré ».

Encore la tâche la plus difficile pour le nouveau ministre reste-t-elle, assez paradoxalement, de faire partager toutes ses convictions ultra-libérales à son propre parti.

JEAN WETZ.

PROTESTATIONS MULTIPLES CONTRE LA HAUSSE DES IMPOTS EN BELGIQUE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Pour équilibrer son budget et faire face au chômage qui s'accroît chaque jour, le gouvernement a décrété, on le sait, de nouveaux impôts pour un montant de 24,3 milliards de francs belges (3,2 milliards de francs français). A partir du 15 octobre, une nouvelle taxe de 5 francs frappera les cigarettes, dont le prix passera à 40 francs (5,20 francs français). Une augmentation supplémentaire est prévue pour le 1er janvier. Le prix des cigarettes a doublé depuis 1973, mais leur consommation reste constante.

L'impôt sur le revenu est réduit pour les Belges qui gagnent moins de 500 000 francs par an (65 000 francs français), mais augmenté pour les autres. Tous les ménages dont le mari et la femme travaillent y sont soumis, ainsi que les cadres.

Les syndicats et le patronat rejoignent les petites entreprises pour critiquer le gouvernement, et le premier ministre lui-même a admis que « *la pression fiscale avait atteint un seuil qu'il ne faut pas dépasser* ». Comme on envisage aussi une prochaine augmentation de 10 % du prix de la viande, l'opposition libérale a publié, le 6 octobre, un communiqué où elle accuse l'équipe au pouvoir d'être « *le gouvernement de la fiscalité et de la vie chère.* »

P. V.

ETATS-UNIS

● *Un porte-parole de la mission américaine aux Nations unies* a démenti, le 8 octobre, que les Etats-Unis aient proposé un référendum dans la province de l'Ogaden (*le Monde* du 8 octobre). Les Etats-Unis, a ajouté le porte-parole, pensent que la question de l'Ogaden est un problème africain et espèrent que l'Organisation de l'unité africaine pourra le résoudre d'une manière pacifique. — *(Reuter.)*

VENEZUELA

● *La France vient de conclure* avec le Venezuela un accord de coopération économique et industrielle. Cet accord a été signé, le 5 octobre, à Caracas, à l'occasion d'une visite du ministre français du commerce extérieur. M. André Rossi a été reçu par le président de la République vénézuélienne, M. Carlos Andres Perez.

ÉNERGIE

LE GAZ A USAGE INDUSTRIEL AUGMENTE DE 9 % A COMPTER DU 1er OCTOBRE

La direction des prix a autorisé Gaz de France à publier un nouveau barème. A compter du 1er octobre 1977, le gaz à usage industriel est augmenté de 9 %. Les prix domestiques ne sont pas touchés. Cette mesure va dans le sens de la « *vérité des prix* » préconisée par les pouvoirs publics. Dès le mois de juillet, le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat avait jugé inévitable une hausse du prix du gaz à usage industriel, qui bénéficie d'un écart de 30 % avec le prix du fuel. Intervenue en avril 1977, l'augmentation précédente avait été de 6,50 %.

MARCHÉ COMMUN

LES RESPONSABLES ÉCONOMIQUES CRITIQUENT LA POLITIQUE RÉGIONALE EUROPÉENNE

Réunis à Bruxelles, la conférence des présidents de comités économiques et sociaux vient de demander que « *la partie des disponibilités du Fonds européen régional dite « hors quota » puisse être affectée à des interventions « en profondeur » en faveur de certaines régions particulièrement défavorisées* ».

La conférence a, selon les termes du communiqué publié au terme de cette rencontre, « *vivement protesté contre l'attitude de certains gouvernements, dont le gouvernement français, qui, au lieu d'ajouter l'aide provenant du Fonds communautaire aux aides de caractère national, se bornent à l'utiliser pour rembourser celles-ci (...)*

Les présidents des comités économiques et sociaux demandent « *énergiquement qu'il soit mis un terme à ces errements, que les régions soient consultées pour leurs besoins et pour l'élaboration des programmes d'intervention, et que les attributions communautaires conséquentes soient obligatoirement cumulées avec les aides de caractère national* ».

LE PLUT HAUT NIVEAU DE VOTRE CARRIÈRE

Pour le préparer ou l'assumer, nous vous proposons le plus haut niveau des techniques d'expression et de communication

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE
20, cité Trévise, 75009 PARIS
Tél. : 770-58-83

Nous recevons exclusivement sur rendez-vous, de 10 h. à 21 h.

Dirigé par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

FAITS ET CHIFFRES

Commerce international

● *La B.N.P.* vient à son tour, après la Société générale, de créer une société de commerce international (S.C.I.) : la COMPEX. Le capital de cette S.C.I. — 2 millions de francs — qui pourra acheter et vendre des marchandises, est réparti moitié-moitié entre la B.N.P et la firme britannique d'exportation « INCHCAPE ».

Conflits et revendications

● *Grève d'un jour à la Caisse d'épargne de Paris.* — Un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures a été lancé pour le mardi 11 octobre par la C.F.D.T. et le Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne (proche de la C.G.T.) dans l'ensemble des services de la Caisse d'épargne de Paris (l'Ecureuil). Cent cinquante agences dans la région parisienne, et environ deux mille salariés, syndiqués à environ 30 %, sont concernés par ce mouvement, dirigé « *contre le risque de démantèlement de l'établissement* ». La Caisse d'épargne de Paris a en effet créé une filiale, un centre technique d'informatique où elle détient la majorité des parts, pour « éponger » conjointement avec la Caisse des dépôts, les retards provoqués par une grève de trois mois au début de l'année.

Construction navale

● *Vingt-quatre navires polonais pour les chantiers britanniques.* — La Grande-Bretagne est sur le point d'enlever une importante commande polonaise portant sur vingt-quatre navires, a annoncé le premier ministre, M. James Callaghan. La valeur de la commande est officieusement estimée à 115 millions de livres. Le contrat devrait être signé d'ici à la fin du mois. Cette commande, que se partageront divers chantiers nationalisés, évitera l'aggravation du chômage qui était redoutée l'hiver prochain. — *(A.F.P.).*

Énergie

● *L'Agence pour les économies d'énergie* organise le vendredi 14 octobre sous la présidence de M. Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, un colloque sur « *la valorisation énergétique des déchets industriels* ». Tant la gestion des déchets industriels en vue de leur valorisation énergétique que les techniques de combustion et de récupération de l'énergie de ces déchets feront l'objet d'exposés et de discussions. Ce colloque se tiendra 78, rue Olivier-de-Serres, 75015, Paris, à partir de 9 h. 30.

à lire absolument
L'INFORMATISATION DU DECALQUE

Première étude sur le moyen d'adjoindre un complément électronique, 1 calculateur programmé OBBO type Mega 7600, à la comptabilité par décalque.
Ce système automatise tous les calculs ainsi que la paie, contrôle les ventilations, fournit une balance.
Il conserve les avantages du décalque sans bouleverser les structures de l'entreprise et apporte un gain de temps considérable.

MEGA
La comptabilité par décalque en régime électronique

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'information du décalque" OBBO 9 rue de Maubeuge, 75009 Paris - tél. 280 46.28 et 878 25.50 M10
Nom ____ Société ____
Adresse ____ Tél. ____
MP

(PUBLICITE)

JOURNÉES DE LA PUBLICITÉ A TOULOUSE

Du 24 au 28 octobre 1977 se dérouleront, à la Chambre de Commerce de Toulouse et à la Maison des Groupements Patronaux, des journées consacrées à la Publicité.

Ces manifestations sont organisées par P.B.C./l'Annonce (groupe Euro Advertising) et Agri Communication.

D'importantes personnalités ont accepté de présider ou d'animer les différents thèmes de réflexion qui seront développés.

— *La Publicité et le Pouvoir : Jean-Claude Servan-Schreiber.*
— *La Publicité et la Gauche : Jacques Attali.*
— *La Publicité et les Femmes : Jean Mauduit.*
— *La Publicité aux U.S.A. : Exposition prêtée par Mécanorma.*
— *La Publicité et ses lauriers : Michel Luneau.*

Pour obtenir des informations sur le déroulement de ces journées et recevoir des invitations, s'adresser à : Madame ROUCHON, P.B.C./l'Annonce 22, route d'Espagne, 31300 TOULOUSE - Tél. : (61) 40-15-86.

(PUBLICITE)

L'ÉTAT DANS LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Département d'Economie Politique de Vincennes organise un stage d'initiation à la politique économique mettant l'accent sur le problème de l'Etat dans le fonctionnement de l'activité économique.

Du 3 novembre au 1er décembre 1977 (40 heures)

Renseignements et inscriptions :
Formation Permanente Université de Paris VIII, route de la Tourelle, 75012 PARIS - Tél. : 374-12-50 poste 389 et 374-92-26.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ROUSSELOT S.A. et ATO CHIMIE

communiquent :

Les deux sociétés ont entamé des négociations sur une éventuelle prise de participation d'Ato Chimie dans le capital de Rousselot S.A.

BANQUE HERVET

Il est confirmé que la Harris Trust and Saving Bank de Chicago, vingt-quatrième banque des U.S.A., la neuvième en matière de gestion de valeurs mobilières, va prendre une participation de 5 % dans le capital de la banque Hervet.

Cette prise de participation a pour objet d'établir des relations privilégiées entre les deux établissements et de leur permettre de faciliter les opérations internationales de leurs clients, essentiellement entre la France et les Etats-Unis.

A cet effet, la banque Hervet envisage de créer un département « affaires américaines ».

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire de faire entrer un représentant permanent de la Harris Bank au conseil d'administration de la banque Hervet.

PRICEL, NOVACEL

Les conseils d'administration de Pricel et de Novacel réunis le 4 octobre 1977 ont, après examen des conclusions des travaux d'expertise, décidé de proposer, sous réserve de l'avis des commissaires aux comptes, aux assemblées extraordinaires qui se tiendront d'ici à la fin de l'année pour statuer sur le projet d'absorption de Novacel par Pricel, une parité de six actions Pricel pour cinq actions Novacel.

En outre, le conseil de Pricel a été informé que, à la suite de l'offre publique d'achat effectuée par une filiale de Pricel sur des actions de la société américaine United Piece Dye Works au prix unitaire de 5,25 $, le groupe Pricel détient maintenant 93 % environ des 1 173 137 actions de cette société.

LA MURE

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie à Grenoble le 16 septembre 1977 sous la présidence de M. Philippe de Saint-Seine, président du conseil d'administration. Elle a décidé de reporter à nouveau la perte de l'exercice, soit 10 578 563 F.

Ce résultat traduit les nouvelles provisions (— 14 161 000 F) qui ont dû être passées sur certaines filiales des secteurs industriel et de négoce, et principalement sur Sicli (12 millions 741 000 F).

La compagnie centrale Sicli, participation la plus importante, a réalisé un chiffre d'affaires de 225,7 millions en 1976, en progression de 23,8 % et un bénéfice d'exploitation de 12 millions de francs. Les filiales Siclincendie, Sides, et Sicli-Surveillance, ont eu une activité satisfaisante et des bénéfices en 1976. Ces résultats positifs ont été annulés par les pertes des sociétés Sicli-Loschgerate, en Allemagne, S.C.M.I. et Agostini, qui laissent un solde négatif. Sicli procède actuellement à une augmentation de capital destinée à effacer les conséquences des pertes de ces trois filiales et à retrouver une structure financière mieux adaptée.

Parmi les autres filiales, de nouvelles pertes ont été enregistrées chez les Editions du Chiffre, Technotherm et Garabiol, qui opèrent sur des marchés difficiles. Seules les filiales financières (banque La Prudence, Lutetia et S.P.R.I.) et étrangères (Maroc et Espagne) ont eu des résultats satisfaisants.

Au cours du débat qui a suivi la lecture des rapports, de nombreuses questions ont été évoquées, concernant les engagements passés et actuels de La Mure dans Sicli, et les mesures prises ou à prendre pour assurer l'assainissement de la situation.

CROUZET

CONTINUITÉ A LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le conseil d'administration réuni le 29 septembre 1977 a décidé de faire appel, en qualité de président-directeur général, à M. Roger Champt, administrateur et directeur général de la société en remplacement de M. Jullien-Davin, actuel président-directeur général :

— Soit en cas d'empêchement, d'incapacité, de démission, pour quelque raison que ce soit survenant pendant le cours normal de l'exercice du mandat de M. Jullien-Davin comme président-directeur général ;

— Soit dans le cas où, à l'échéance de juin 1978 du mandat de M. Jullien-Davin, celui-ci ne désirerait pas solliciter ou accepter le renouvellement dudit mandat.

COGIFI

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS

Au cours de sa séance du 6 octobre 1977, le conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1977.

Les recettes nettes de loyers du premier semestre, non compris l'indemnité due par l'Etat en compensation de la limitation de la hausse des loyers édictée par la loi du 29 octobre 1976, se sont élevées à 23 038 000 francs contre 21 303 000 francs pour la même période de 1976, soit une augmentation de 7,7 %.

Compte tenu des produits financiers et des recettes diverses, le bénéfice d'exploitation, pour les six premiers mois de l'exercice, ressort à *18 100 000 francs après dotation de* 3 170 000 francs aux comptes d'amortissements et de provisions.

L'augmentation des recettes locatives à fin septembre confirme la perspective d'une progression du bénéfice par rapport à l'exercice précédent.

PRÉTABAIL - SICOMI

Le conseil d'administration de Prétabail-Sicomi, réuni le 5 octobre 1977 sous la présidence de M. J.-O. Genton, a examiné la situation provisoire de la société au 30 juin 1977.

Le total du bilan, après la fusion avec Coipa-Sicomi et Batibail-Sicomi intervenue le 29 juin 1977, s'élève à 1 169 millions et le résultat après provisions à 37,7 millions.

Le résultat de l'exercice en cours devrait, sauf événement imprévisible, être en ligne avec celui des six premiers mois.

ÉCONOMIE - SOCIAL

POINT DE VUE

Logement des immigrés : un effort accru

par LIONEL STOLÉRU (*)

DANS un article, « Quatre millions d'intrus » (*le Monde* du 5-10), M. Robert Lion, responsable de l'Union nationale des H.L.M., émet gratuitement l'avis que les récentes mesures prises en matière d'immigration et qui, rappelons-le, tendent à restreindre l'immigration nouvelle, sans porter atteinte aux droits acquis des travailleurs déjà en France, vont démobiliser l'effort national de logement en faveur des immigrés.

Je voudrais rassurer immédiatement M. Lion : non seulement l'effort considérable de logement des travailleurs immigrés sera maintenu, mais je me propose d'accroître les moyens et l'efficacité de cette action.

Qu'il me soit permis de rappeler tout d'abord que les moyens financiers disponibles au titre de la contribution des entreprises sont passés de 320 millions de francs en 1975 à plus de 700 millions en 1977, grâce au travail constant de l'UNIL, auxquels s'ajoutent 170 millions de francs de subvention de l'Etat et 146 millions de francs de subvention du Fonds d'action sociale pour la gestion des foyers.

Outre le rythme de création de capacité d'accueil nouvelle qui a été d'environ 13 000 en 1975 et en 1976, notre effort a porté sur l'amélioration de l'habitat actuel qui a permis de moderniser 1 000 logements en 1975, 3 000 en 1976, 5 000 en 1977.

Cet effort sera accru en 1978, tant il est évident que la situation actuelle du logement des travailleurs immigrés est encore très loin d'être satisfaisante malgré les efforts accomplis. Même si nous passons d'une période de forte immigration à une période de stabilisation ou de diminution de la main-d'œuvre étrangère, les besoins actuels sont tellement immenses qu'il n'est pas question de diminuer nos efforts en ce domaine : pendant des années et des années, il faudra encore construire, il faudra encore moderniser les logements, et chacun sait que la qualité du logement influe sur le degré d'insertion sociale.

⁂

La politique que je souhaite mener dans ce domaine est en fait beaucoup plus une politique d'intégration que de ségrégation. Aux quartiers uniquement habités par des travailleurs immigrés, je préfère substituer une répartition homogène des travailleurs immigrés dans l'ensemble des quartiers d'habitation.

Là encore, c'est un effort qui est déjà entrepris par les organismes d'H.L.M. qui ont, en 1977, engagé 250 millions de francs au titre du logement des immigrés, c'est-à-dire autant que pour les deux années 1975 et 1976 réunies, permettant ainsi de réserver plus de 11 000 logements en 1977 contre 7 500 pour l'ensemble des années 1975 et 1976. L'Union des H.L.M. a accompagné cet effort méritoire d'un effort d'information efficace, notamment dans sa revue *H* dont un numéro spécial a été consacré aux logements des immigrés.

Enfin, l'accès financier des travailleurs immigrés à ces divers types de logements et le libre choix entre ces diverses formes de logements seront facilités par la décision de faire bénéficier les travailleurs immigrés du nouveau système d'aide au logement. En étroite liaison avec M. Barrot, secrétaire d'Etat au logement, nous travaillons avec l'Union des H.L.M. dans cette direction.

Tout cela, M. Lion, qui a personnellement joué un rôle important pour faire entrer l'ensemble des organismes H.L.M. dans cette évolution souhaitable, le sait. Il le sait, puisque, comme moi, il traite ces problèmes quotidiennement et, par-delà les idées simples, en connaît la complexité. Il le sait puisque nous en avons tous deux discuté encore récemment dans le cadre de la Commission nationale du logement des immigrés.

Pourquoi, le sachant, a-t-il choisi dans cet article du *Monde* de ne pas le dire ? Telle est la question qui reste posée.

(*) Secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels.

BUDGET

LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1978

Les Charbonnages et le C.E.A. absorberont les deux tiers des crédits du ministère de l'industrie

M. Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, a déclaré le 6 octobre qu'il allait « proposer au gouvernement d'ici à la fin de l'année une nouvelle politique industrielle » comportant des objectifs à « atteindre pour les deux ou trois prochaines années ». Il s'agit, notamment pour l'Etat, « d'accompagner » les mutations économiques ». Le gouvernement interviendra dans des secteurs en difficulté (sous la forme de prêts bonifiés) comme le papier (deux importants investissements sont prévus pour les prochains mois) et les poids lourds. Néanmoins, les deux tiers des crédits iront aux Charbonnages et au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Le ministre s'est, une nouvelle fois, déclaré partisan d'un « retour à la liberté des prix industriels ». Toutefois cela ne pourra se faire que « progressivement et si toutes les conditions (maîtrise de l'inflation notamment) sont remplies ».

Globalement, le budget 1978 du ministère progresse de 12 % (contre 12,5 % pour l'ensemble du budget) et atteint 9 921 millions de francs de crédits de paiement et 3 534 millions d'autorisations de programme. Il se décompose en :

— 6 456 millions de francs de dépenses ordinaires contre 5 200 millions en 1977. Cette augmentation provient, pour l'essentiel, de la majoration de la subvention aux Charbonnages, qui passe de 2 500 à 3 500 millions de francs. La subvention au C.E.A. atteint 1 911 millions contre 1 788 millions.

— 3 465,8 millions de francs de dépenses d'équipement, dont 956 millions de crédits de paiement sur le programme de recherche spatiale, 612 millions pour le plan-calcul et 1 155 millions pour le C.E.A.

Par types d'action, la ventilation des crédits du ministère est la suivante :

● POLITIQUE ENERGETIQUE : les crédits de paiement s'élèveront à 6 751,3 millions de francs et le montant total des autorisations de programme à 1 347,9 millions de francs. A cela s'ajoute le fonds de soutien aux hydrocarbures (245 millions de francs), les dotations en capital aux entreprises publiques (1 245 millions de francs), les prêts du F.D.E.S. (1 250 millions de francs) et le produit de vente de certains produits pétroliers (260 millions de francs) qui est affecté à l'Institut français du pétrole.

L'essentiel des crédits de paiement vont aux Houillères (3 500 millions de francs) et au Commissariat à l'énergie atomique (3 067,3 millions de francs). Les économies d'énergie disposeront de 68,8 millions de francs (contre 54,1 millions de francs en 1977), les énergies nouvelles de 38,5 millions (contre 24,5 en 1977), les aménagements hydro-électriques de 54,7 millions (contre 16 en 1977) et la prospection d'uranium de 20 millions de francs. Présentant ces chiffres, M. Monory a souligné les quatre axes de la politique énergétique : une « *indépendance meilleure, une diversification géographique et par produits de nos approvisionnements, un retour à la vérité des prix et un effort particulier sur les économies d'énergie et les énergies nouvelles.* »

● MATIERES PREMIERES : le montant total des crédits de paiement est de 194,6 millions de francs et celui des autorisations de programme de 131 millions. Le recueil des données et l'inventaire des ressources de la métropole et surtout de la Guyane disposeront de 63,5 millions de francs et le B.R.G.M. (Bureau de recherches géologiques et minières) pour la recherche (prospection, traitement et recyclage) de 65,5 millions de francs.

● POLITIQUE INDUSTRIELLE. Le ministère dispose de 839,9 millions de francs de crédits de paiement : 636,4 millions pour l'informatique, 17,7 millions pour les aides aux P.M.I., 57,3 millions pour les aides aux restructurations, 82,7 millions pour promouvoir la qualité des produits industriels.

● RECHERCHE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIE. Les crédits de paiement s'élèvent à 1 539,3 millions de francs : 1 147,7 millions pour le CNES (Centre national d'études spatiales), 181,5 millions pour le CNEXO (Centre national d'exploitation des océans) et 210,1 millions pour la technologie et l'innovation.

● COMMERCE : 30,3 millions de francs de crédit de paiement.

● ARTISANAT : 119,2 millions de francs, auxquels s'ajoutent 400 millions de francs de prêts du F.D.E.S.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

SOCIÉTÉ NATIONALE
DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATIONS MINIÈRES

SONAREM

AVIS DE PRÉSÉLECTION

La Société Nationale de Recherche et d'Exploitations Minières lance un avis de présélection pour une étude en vue de réaliser un complexe d'extraction et de traitement de sel gemme dans la région de DJELFA.

Les sociétés ou entreprises intéressées par cet avis sont invitées à se mettre en relation avec la DIVISION ENGINEERING ET DEVELOPPEMENT de SONAREM - PROJET SEL - 5, rue Hameg Idir Cinq Maisons El-Harrach ALGER,

Télex : 52.910 MINEBAR DZ
Téléphone : 76.51.60 à 62

pour y retirer la description technique de préconsultation ayant le 30 novembre 1977.

Sur l'Autoroute, vous réduisez l'usure de vos freins.
Autoroute de l'Est

"Peut-on vous aider?"

Direct de Londres vers 11 des principales villes d'Amérique du Nord

Anchorage
Boston
Chicago
Détroit
Los Angeles
Miami
Montréal
New York
Philadelphie
Toronto
Washington
[Concorde ou B 747]

British airways

Renseignements au 91, Champs-Elysées et 38 avenue de l'Opéra, Tél. : 260.38.40, ou consultez votre agent de voyages.

embrayage
Autoroute de l'Est

SALON 78
LANCIA GAMMA
ouvert samedi et dimanche
EXPOSITION ET ESSAIS TOUTE LA GAMME
LAOS AUTOMOBILES S.A.
96, Av. de Suffren 15ème - 783.59.70

NOTRE Télex POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télexons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphonons.
étrave
SERVICE TÉLEX
345.21.82 + 346.00.26
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

L'Allemagne à 3 heures 15 de Paris
Autoroute de l'Est

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

Une tension perturbatrice

Agefi. — C'est presque un vent de panique qui a soufflé sur le marché euro-obligataire tout au long de la semaine écoulée. Jamais depuis trente-quatre mois le marché n'avait été aussi profondément déprimé sous le double effet de la hausse des taux à court terme et de la faiblesse du dollar sur les marchés des changes. La poussée supplémentaire sur les taux à court terme du marché monétaire américain, qui a eu pour conséquence de porter à 7 1/2 % le niveau du prime rate américain, s'est répercutée sans attendre sur l'euromarché.

Les taux sur les dépôts en eurodollars à trois et six mois ont chacun progressé d'un vendredi sur l'autre de 1/4 % pour atteindre respectivement 7 1/8 % et 7 1/2 %. En fin de semaine, le taux à six mois a même enregistré des pointes nettement supérieures à 7 1/2 %.

Comme il est fort peu probable que, dans l'immédiat, les taux amorcent une détente outre-Atlantique, l'atmosphère est lourde tant à New-York qu'en Europe. Aux Etats-Unis, les cours des emprunts étrangers — ceux qu'on dénomme familièrement les « yankee bonds » — ont perdu sur la semaine écoulée jusqu'à 15 « basis points ». Sur le marché euro-obligataire les émissions à court terme, plus touchées que les autres, ont abandonné jusqu'à 50 points, tandis que le papier à plus long terme s'est replié de 20 points en moyenne.

La politique jugée par trop monétariste de la Réserve fédérale, qui est à la base de la présente hausse des taux à court terme, soulève un tollé de critiques non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans la communauté financière internationale directement affectée par les décisions de M. Burns, son président.

Le long règne de ce dernier est maintenant remis en question, et il y a de fortes chances pour qu'il cède son siège en 1978 à l'issue de son septennat. Toutefois, les pressions inflationnistes qui pèsent sur l'économie américaine sont réelles et l'on peut se demander si un nouveau président ne se heurterait pas aux mêmes problèmes. De nombreux observateurs américains estiment que les taux à court terme devraient maintenant se stabiliser à leur niveau actuel, quoique le ralentissement de la croissance économique va se refléter dès ce mois-ci dans un ralentissement concomitant de l'expansion de la masse monétaire.

LONDRES

Les incertitudes de la situation économique et sociale incitent le marché à la prudence, et, ce lundi matin, l'effritement est de règle dans presque tous les compartiments. Stabilité des fonds d'Etat. Fermeté des mines d'or.

DJ (ouverture) (dollars) : 156 39 contre 153 95

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	6 oct.	7 oct.
Valeurs françaises ..	94	94,4
Valeurs étrangères ..	103,4	103,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	61,9	62

Taux du marché monétaire

Effets privés ..... 2 3/8 %

Navigation mixte : levée du séquestre

Le séquestre mis à la fin du mois de juillet dernier par le tribunal de grande instance de Paris sur *les cent soixante-cinq mille actions* Navigation mixte (8 % du capital) appartenant à M. Yves Chegaray, a été levé par la cour d'appel de Paris, cette dernière estimant que cette mesure n'était plus justifiée, du moins pour l'instant. La cour, qui a condamné M. Chegaray aux dépens, reconnaît « le caractère litigieux de la possession des actions Chegaray » : en fait, elle renvoie à l'action sur le fond intentée par M. Fournier, au nom de la Compagnie de navigation mixte, qui se poursuit actuellement, aux fins de déterminer si M. Chegaray, qui avait accordé à M. Fournier un droit de préemption sur ses titres jusqu'en mars 1977, était autorisé à signer une promesse de vente au bénéfice du groupe Delmas-Vieljeux, la vente devant être régularisée précisément en mars 1977. A l'heure actuelle, l'O.P.A. complémentaire à 148 F étant terminée (sans résultat, on s'en doute, le cours de Bourse étant resté supérieur à 280 F), le groupe Delmas-Vieljeux détient environ 686 000 actions Navigation mixte (33 %), soit, en fait, la minorité de blocage, mais compte tenu des actions de M. Yves Chegaray. La parole est maintenant à la justice. Mais, pour sa part, M. Chegaray a déclaré qu'il avait bon espoir que le différend opposant les deux groupes soit prochainement résolu. « Une solution de concertation est en train de se dégager. »

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	30 sept.	7 oct.
Indice général	77,4	78,9
Assurances	136,2	132,6
Banq. et sociétés financ. ..	64,4	64,3
Sociétés foncières	79,5	79,5
Sociétés investiss. portef. ..	77,8	78,9
Agriculture	71,8	72,4
Aliment., brasseries, distill.	72,6	72,7
Bâtim., travaux publics, T.P.	84,4	82,8
Bâtim., matér. constr., T.P.	81,6	79,7
Caoutchouc (inc. et comm.)	62,9	62,6
Carrières salines, charbon.	88,1	88,8
Constr. mécan. et navales.	67,6	68
Hôtels, casinos, thermal...	91,8	90,7
Imprimeries, pap., cartons.	63,2	61,8
Magas., compt. d'exportat.	61,1	61,3
Matériel électrique	82,2	82,1
Métall., pièces des pr. métal	46,7	44,4
Mines métalliques	90,8	91,1
Pétroles et carburants	67,2	67,1
Prod. chimiq. et di.-méd. .	77,9	78,3
Services publics et transp.	83,8	83,5
Textiles	97,6	97,2
Divers	102,3	101
Valeurs étrangères	108,6	107
Valeurs à rev. fixe en incl.	121,2	121,8
Rentes perpétuelles	65,2	65
Rentes amort., fonds gar..	171,9	170,4
Sect. indust. publ. à r. fixe	82,2	82,5
Sect. ind. publ. à rev. var.	231,6	233,2
Secteur libre	103,2	99,1

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe en incl.	213,3	213
Val. franç. à rev. variable.	330,4	332,8
Valeurs étrangères	802,7	790,8

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BOLINCO. — Attribution gratuite de 5 % en actions (1 pour 20).

CODETEL. — Emprunt à 901 F de 350 millions de francs en obligations de 1 000 F portant intérêt de 11,30 %.

MOET-HENNESSY. — Emprunt de 137 millions de francs en obligations de 500 F convertibles en actions de 50 F (1 pour 1).

LEGRAND. — Attribution gratuite *d'une action nouvelle pour cinq.*

COFIMEG. — Le dividende de l'exercice en cours devrait dépasser 10 F par titre contre 9,74 F en 1976.

GENERALE OCCIDENTALE. — Le résultat net de l'exercice 1976-1977 s'est élevé à 166,55 millions de francs contre 158,80 millions. Dividende global inchangé à 8,25 F.

HUTCHINSON-MAPA. — Emission à 80 F de 1,22 million d'actions de 50 F en vue d'augmenter le capital de 61,36 millions à 122,73 millions de francs.

BOURSE DE PARIS — 7 OCTOBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	39 ..	6 858	France I.A.R.D.	175 ..	175 ..
5 %	51 60	3 411	France (Lia)	339 ..	339 ..
3 % 1920-1960	.... ..	3 411	GAN (Stè) Coutr.	819 ..	821 ..
3 % amort. 45-64	66 20	6 858	Protectrice E.I.R.	250 ..	248 ..
4 1/4 % 1963	101 60	1 842	U.A.P.	547 ..	550
4 1/4-4 3/4 % 63	91 70	6 091			
Emp. N. Ep. 5 %	106 40	5 395	Alsacian. Banque	.... ..	349 ..
Emp. N. Ep. 6 % 66	104 50	6 115	(L.) Bques Dupont	.... ..	232 50
Emp. N. Ep. 6 % 67	99 50	2 121	Banque Hervet	230 10	231 10
Emp. 7 % 1973	252 50	6 682	Bque Hypoth. Eur.	224 ..	224 30
Emp. 8,60 % 77	104 50	3 383	Bque Nat. Paris	371 ..	371 ..
E.D.F. 6 + 1959	117 30	2 811	Banque Worms	164 ..	163 50
— 5 % 1960	103 70	3 205	C.E.I.B.	d 56 50	57 60
			Cetica	.... ..	89 10
			C.A.M.E.	.... ..	52 50
			Crédifol	92 50	93 10
			Créd. Gén. Indust	136 ..	131 ..
			Cr. Ind. Als.-Lor.	130 ..	130 ..
			(M) Crédit Mod.	54 ..	54 ..
			Electro-Banques	126 ..	124 ..
			Eurobail	104 ..	104 ..
			Financière Sotal.	247 ..	249 50
			Fr. Cr. et B. (Cie)	46 50	45 50
			France-Bail	155 ..	159
			Hydro-Energie	.. ..	28 50
			Immobail B.T.P.	125 ..	124 20
			Immobanque	186 ..	185
			Immofonc	150 ..	150 50
			Interbail	152 ..	152 ..
			Lafitte-Bail	110 ..	110 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	.... ..	495 ..
E.D.F. parts 1959	.... ..	412 ..
Cie France 3 %	138 20	139
Abeille I.G.A.R.D.	505 ..	510 ..
Abeille (Vie)	.... ..	289 70
A.G.F. (Stè Cent.)	372 ..	372 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	1245 ..	1295 ..
Concorde	295 ..	295 ..
Entrepos France	283 ..	283 40
Fonc. Victoire	188 ..	188 ..
Fonc. T.I.A.R.D.	.. ..	82 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail immob.	479 90	187 ..
Locafimmoétro	134 ..	134 ..
Marseill. Crédit	231 50	231 50
Paris-Réescompt.	272 ..	275 ..
Sécurimmobe Banq.	153 ..	155 ..
SLIMINCO	170 ..	170 50
Stè Cent. Banq.	69 ..	69 ..
Stè Générale	281 50	281 50
SOFICOMI	154 40	158 90
Sovabail	203 ..	204 50
UCIP-Bail	109 50	102 ..
Unibail	177 30	180 ..
Un. Ind. Crédit	128 60	132 50
Cie Ind. Sucrerie	99 20	99 10
Fonc. Chât.-d'Eau	.. ..	595 ..
(M) S.O.F.I.P.	73 ..	d 76 ..
Fonc. Lyonnaise	530 ..	530 ..
Immob. Marseille	802 ..	802 ..
Louvre	165 60	165 ..
Midi	273 ..	275 ..
Route foncière	365 ..	379 ..
SINVIM	148 30	148 30
Voitures à Paris	.. ..	267 50
Cogifi	112 50	113 20
Foncina	91 ..	91 60
Gr. Fin. Centr.	112 ..	112 ..
Immindo	111 ..	108 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Assiniavest	80 ..	82 ..
Cie Lyon. Imm.	52 50	53
UFIMER	77 30	77 20
U.E.I.M.O.	54 ..	55 ..
Union Habit.	142 ..	143 ..
Ur. Imm. France	116 50	115 ..
Acier investiss.	93 ..	89 50
Gestion Select.	166 ..	167 ..
Sefragi	198 ..	193 ..
Alkalite (Cie Ind.)	.... ..	170 ..
Applic. Hydraul.	634 ..	635 ..
Artois	95 ..	94 ..
Centan. Blanzy	.... ..	260
(My) Centrast	d 110 ..	d 109 50
(My) Champar	115 50	115 50
Charg. Réun. (p.)	2360 ..	2282
Comibaba	337 20	337 80
(L.) Dév. R. Nord	118 ..	116
Electro-Finance	232 ..	238 50
Fin. Bretagne	44 50	44 50
Gaz et Eaux	478 ..	470
La Maré	30 ..	30 50
Lebon et Cie	125 ..	130 50
(My) Lordex	.... ..	111
Cie Marocaine	.. ..	35 85
O.V.A.I.M.	.... ..	38 50
OPB Parisien	85 ..	85 50
Paris-Orléans	76 50	76 95

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ramonot	.... ..	437 ..
Pathé-Cinéma	60 ..	58 50
Pathé-Marconi	.... ..	134
Tour Eiffel	81 ..	80 50
Air-Industrie	d 65 30	63 50
Applic. Mécan.	70 ..	70 ..
Arbel	122 10	124 ..
Ateliers G.S.P.	d	d 17 50
Av. Bass.-Bregnet	295 ..	298 ..
Bernard-Moteurs	d 32 60	32 50
B.S.I.	169 ..	169 ..
C.M.P.	275 ..	275 ..
De Dietrich	413 ..	413 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Gevaert	166 50	166 70
Glaxo	54 ..	54 ..
Grace and Co	135 ..	134 80
Pfizer Inc.	125 20	125 20
Procter Gamble	406 10	417 ..
Courtaulds	.. ..	10 50
Est-Asiatique	102 ..	101 90
Canadien-Pacif.	80 ..	80 ..
Wagons-Lits	61 ..	61 ..
Barlow-Rand	.. ..	12 60
Sudd. Allmanities	62 50	62 20

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alsar	435 ..	435 ..
Calédonie Fin.	.. ..	53 ..
Coparex	239 ..	237 ..
Ecco	440 ..	420 ..
Euratrep	427 ..	426 ..
Francarep	.... ..	.... ..
Interchalitas	149 ..	150 ..
Métall. Minière	65 ..	65 ..
Prosuptis	.... ..	.... ..
Sab. Mar. Carv.	.... ..	.... ..
Sofibus	.... ..	.... ..
S.P.R.	.... ..	.... ..
Ufinex	.... ..	.... ..
Oce v. Gristen	.... ..	281 ..
Rorento NV	.... ..	259 ..

SICAV

Plac. Institut.	12837 21	12499 72
1re catégorie.	10123 19	9929 50

18/19	Ex-dividende Irrév. Inclus	Rachat net
Actions Sélect.	144 53	137 98
Audificandi	159 29	152 87
Agrimo	170 29	162 54
A.L.T.O.	154 03	147 05
America-Valor	282 32	275 62
Assurances Plac.	*124 22	118 59
Bourse-Invest.	130 89	124 77
B.T.P. Valeurs	128 35	122 96
C.I.P.	280 03	267 34
Convertibles	119 12	113 72
Convertimme	120 95	115 47
Drouot Invest.	178 79	170 60
Elysées-Valeurs	170 82	163 07
Epargne-Croiss.	510 86	487 78
Epargne-Inter	262 95	251 03
Epargne-Mobil.	156 27	148 14
Epargne-Oblig.	126 19	120 81
Epargne Revenu.	286 38	273 38
Epargne-Unie	281 67	268 90
Epargne Valeur	172 29	164 46
Foncier Investiss.	284 49	271 53
Fortuna 1	120 60	106 49
France-Croissance	165 83	157 55
France-Epargne	155 71	148 65
France-Garantie	219 18	214 89
France-Invest.	146 50	134 13
Lafitte-Rand	105 53	100 74
Lafitte-Tokyo	193 53	184 75
Nouv. France-Obl.	283 78	270 90
France Placement	166 48	158 81
Gestion Rendem.	240 53	229 82
Gest. Sél. France	*145 16	138 58
I.M.S.I.	142 93	136 45
Indo-Valeurs	185 51	177 10
Intercroissance	142 52	136 08
Intersélection	140 68	134 30
Livret portef.	197 99	188 25
Oblig. ttes catég.	1128 79	1085 51
Paribas Gestion	158 61	151 42
Pierre Investiss.	189 03	180 51
Rothschild-Exp.	276 34	263 11
Sécur. Mobilière	292 84	279 37
Sélec. Croissance	652 94	627 37
Sélect. Mondiale	121 07	115 67
Sélection-Rend.	132 68	126 58
S.F.I. FR. et ETR.	168 56	160 92
S.I.B.	250 28	237 65
Silvafrance	149 39	142 51
Silvam	114 03	108 56
Silvarente	140 30	133 67
Silvister	130 49	124 57
Sogenargne	263 68	251 62
Sogenvi	348 07	324 65
Soleil-Investiss.	*171 47	163 69
U.A.P.-Investiss.	135 57	129 42
Unifoncier	284 24	271 35
Unijapan	206 37	197 01
Uni Obligations	1544 34	1464 94
Unipremière	1582 26	1521 48
Unisic	138 86	132 56
Worms Investiss.	228 07	217 72
18/10		
Actiguest-Etoile	105 86	101 86
Crediritor	138 95	132 65
Croissance-Inter.	138 69	132 40
Euro-Croissance	139 05	132 75
Financière Privée	303 38	318 25
Fructidor	145 07	138 49
Gestion Mobilière	280 86	267 76
Mondiale Invest.	172 21	164 10
Obligest	130 15	124 25
Optima	145 03	139 41
Plantator	280 28	267 57
Sicavfrance	191 78	183 06
S. I. Est	387 27	369 71
Soginco	124 10	118 47
Soginter	426 26	406 93
Univalor	155 66	148 60
Valeram	157 91	150 85

*Cours précédent

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
880	4,5 % 1973	658 ..	658 80	657 20	657 20
1900	C.N.E. 3 %	1975 ..	1975 ..	1972	1974 ..
230	Afrique Occ.	360 ..	365	365 ..	365 ..
300	Air Liquide	287 ..	288	285 ..	288
57	Als. Part Ind.	56 ..	57 50	57 50	57 10
120	Als. Superm.	140 ..	141 50	141 50	141 50
51	Alsthom-Atl.	52 80	52 05	52 30	51 10
102	Aquitaine gaz	158 50	162 ..	153 20	162 ..
305	Aquitaine	320 50	228 10	320 10	229 10
63	— certif.	57 ..	57 80	57 80	57 50
108	Arjom. Prisa.	100 ..	93 ..	98 ..	97 10
206	Aux. Entrepr.	205 10	206 90	207 ..	205 10
73	Bahe.-Fives	79 90	78 50	78 50	78 10
149	Ball-Equip.	148 ..	148 ..	148 ..	146 90
198	Ball-Invest.	197 20	197 ..	197 20	197 ..
57	B.C.T.	59 ..	57 ..	57 50	57 ..
58	Bazar H. V.	60 ..	59 30	59 20	58.15
68	Beghin-Say	58 20	58 ..	58 ..	57 ..
585	Bic	603 ..	621	633 ..	620 ..
385	Bouygues	383 ..	385 10	383 50	379 ..
435	B.S.N.-G.B.	464 ..	474 10	474 10	469 ..
1268	Carrefour	1308 ..	1416 ..	1414 ..	1400
250	— (obl.)	254 ..	256 20	258 20	254 20
940	Casino	1032 ..	1015 ..	1015 ..	995
65	CGM	67 90	67 ..	67 50	65.50
158	Cdéville	184 50	188 ..	188 ..	183 ..
150	Chargeurs Réun.	147 20	147 20	147 20	145 ..
15	Chiers	15 ..	15 ..	15	14 50
102	Chim. Rouet	100 ..	100 40	100 50	99 10
91	Cim. France	86 30	85 50	85 70	85 ..
123	— (obl.)	124 50	124 10	124 10	123 20
980	C.I.T. Alcatel	968 ..	980 ..	979 ..	979 ..
375	Club Méditer	370 ..	382 ..	382 ..	383 ..
165	C.M. Industr.	165 ..	164 10	165 ..	*148 ..
95	Cofalec	95 90	95 90	95 50	95 ..
95	Cofimeg	95 ..	99 ..	95 50	97 20
358	Cofradel	347 ..	348 ..	348 ..	348 ..
305	Cie Bancaire	321 ..	328 ..	325 90	324 ..
275	C.G.E.	232 ..	232 ..	235 ..	235 ..
380	— (Obl.)	368 ..	369 ..	365 ..	365.20
93	C. Entrepr.	89 90	89 90	89 ..	87 70
71	Cot.-Foncier	88 ..	89 ..	88 10	88.10
100	Créd. Dam. F	101 ..	100 ..	100 ..	100 ..
187	— (obl.)	188 ..	188 ..	188 ..	188 ..
285	Créd. Foncier	277 50	276 ..	276 ..	272 ..
107	C.F. Indust.	105 ..	103 ..	103 ..	102 ..
88	Créd. Indust.	85 50	87 ..	87 ..	86 ..
226	Créd. Nat.	247 10	250 ..	250 ..	251 ..
61	Crédit Nord.	60 50	60 50	61 ..	61 ..
84	Creusot-Loire	84 60	83 60	82 60	83 ..
147	C.S.F.	164 90	168 20	169 50	168 ..
196	— (obl.)	208 20	203 ..	203 ..	201 90
129	D.B.A.	134 50	134 50	134 50	132 50
47	Dernin-H.-E.	45 50	43 10	43 40	42 30
40	Delios-Mag.	39 10	38 ..	38 ..	37 50
418	Dumez	417 10	415 20	417 ..	418 ..
476	Cie Ste Gene.	514 ..	529 ..	523 ..	521 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
169	E.I. Lefebvre	182 ..	179 50	179 50	178 ..
68	Esso S.A.F.	66 10	67 ..	66 ..	66 ..
173	Eurafrance	179 ..	173 50	176 50	176 10
365	Europe n° 1	365 ..	369 ..	366 ..	373 ..
380	Fonsic	385 ..	382 80	383 ..	380 ..
....	— obl. conv.	443 ..	445	445 ..	441 ..
154	Fin. Paris BP	178 10	172 50	172 50	172 90
260	— obl. conv.	298 20	293 ..	293 ..	298 50
54	Fin. Un. Eur.	58 ..	56 20	56 20	56 ..
118	Financiaux	117 90	117 ..	117 ..	116 ..
72	Fonciaire	72 ..	71 80	71 80	71 80
102	Fr. Pétroles	99 30	99 ..	98 50	97 20
23	— (Certific.)	23 50	23 20	23 20	23 ..
53	Galeries Laf.	53 30	53 30	53 80	52 20
133	Gie d'Entr.	132 50	139 ..	139 ..	136 50
116	Gie Fonderie	120 50	117 20	118 ..	117 20
189	Générale Occ.	183 30	182 50	183 ..	179 ..
172	Gr. Tr. Marc.	183 50	183 ..	182 10	180 10
158	Guyenne-Gas.	174 20	180 ..	188 ..	186 ..
134	Hachette	136 ..	136 ..	138 ..	136 ..
88	Imetal	78 50	70 ..	78 ..	68 90
345	Inst. Mérieux	327 50	332 ..	338 ..	332 50
111	J. Borel int.	114 ..	113 80	114 50	114 50
74	Jeumont Ind.	78 50	76 ..	76 ..	75 ..
81	Kali Ste Th.	82 50	82 10	82 10	81 50
35	Kléber-Col.	33 50	32 30	33 ..	32.30
140	Lab. Bellon	153 ..	152 ..	152 ..	149 10
173	Lafarge	170 ..	168 ..	170 ..	168 ..
270	— (obl.)	272 ..	272 20	272 20	271 50
270	La Hénin	279 ..	270 ..	273 ..	265 10
1700	Legrand	1700 ..	1700 ..	1777 ..	1764 ..
169	Locabail	170 ..	168 ..	168 50	165 ..
141	Locafrance	137 ..	135 ..	137 50	135 ..
280	Lochabail	287 ..	272 ..	272 50	272 50
680	L'Oréal	672 ..	672 ..	673 ..	673 ..
3220	— ord. nouv.	3095 ..	3031 ..	3031 ..	3019 ..
365	Lyonn. Eaux	384 ..	403 ..	400 20	395 ..
38	Mach. Bull.	28 50	28 ..	28 ..	28 50
930	Mais. Phénix	908 ..	893 ..	896 ..	895 ..
42	Mar. Wendel	42 40	42 ..	42 ..	41 20
50	Mav. Cl. Bém.	50 ..	50 25	50 ..	48 25
322	Martell	322 ..	325 50	328 50	325 50
1100	Mat. T.O.Sels	1100 ..	1100 ..	1088 ..	1088 ..
728	Matra	728 ..	758 ..	758 ..	759 ..
34 15	M.E.C.I.	34 ..	34 05	34 05	33 50
42	Méf. Nerm.	42 ..	40 50	40 50	40 50
1320	Michelin B.	1320 ..	1340 ..	1340 ..	1325 ..
588	— (obtig.)	588 ..	585 ..	585 ..	588 50
275	Midi Cie	275 ..	275 ..	275 ..	275 ..
422	Moët-Hen.	422 ..	423 ..	421 50	423 ..
510	Mot. Leroy-S.	510 ..	516 ..	516 ..	510 ..
132 50	Moulinex	132 50	132 ..	132 ..	130 ..
330 90	Nacam	330 90	335 50	337 ..	335 ..
328	Nat. Invest.	328 ..	325 ..	325 ..	325 ..
207	Navigat. Mix.	207 ..	216 ..	216 ..	216 ..
70	Neiges-Duval	70 ..	69 ..	68 ..	68 10
18 95	Nord	18 95	18 ..	18 10	18 ..
52 90	Rouv. Gal.	52 90	51 20	51.40	50 20

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
118	Olida-Caby	138 50	137 40	142 ..	140 ..
90	Optl-Parisien	92 30	90 20	90 20	90 ..
84	Paris-France	81 30	81 ..	81 50	81 ..
64	Pechelbronn	64 ..	64 ..	64 ..	63 ..
83	P.G.K.	84 10	84 80	84 50	83 85
124	— (obl.)	122 70	122 50	122 50	122 20
40	Penarroya	42 10	41 50	42 10	41 50
157	Penhoët	158 ..	156 ..	156 10	153 ..
275	Perrier-Vittel	287 80	291 50	290 ..	291 50
184	Perrier	183 50	185 40	185 40	184 ..
62	Pétroles B.P.	60 20	59 80	59 60	59 05
292	Peugeot-Citr.	301 10	303 ..	303 50	303 ..
365	— (obl.)	360 10	361 60	365 ..	365 ..
58	Pierre-Ashy	58 90	58 05	58 05	58 ..
54	P.L.M.	53 10	53 10	53 ..	51 10
148	Poclain	142 ..	148 ..	149 ..	148 50
118	Pollet	127 20	128 ..	127 50	128 ..
68	Poupay	67 50	67 70	67 70	66 60
93	P.M. Labinal	92 ..	92 ..	92 ..	90 20
28	Prémafal	28 80	28 50	28 70	28 05
280	Presses-Cité	247 20	247 80	247 20	248 ..
300	Pridcahell St.	305 ..	309 ..	309 ..	305 ..
97	Pricel	100 ..	98 50	98 50	98 50
123	Primagaz	120 10	119 50	119 50	119 50
36	Printemps	35 ..	34 50	34 70	33 20
318	Radar S.A.	328 ..	328 ..	329 ..	323 ..
448	— (obl.)	445 50	444 80	444 80	444 80
385	Radiotech.	419 ..	416 50	419 ..	419 ..
65	Raffin. (Fin.)	66 ..	66 90	66 80	66 20
75	Raff. St-C.	63 50	68 60	68 50	67 ..
540	Radiotechnique	560 ..	555 ..	555 ..	551 ..
60	Rhône-Poulc	62 ..	61 ..	62 30	62 ..
154	Roussel-Uclaf	160 10	160 60	161 ..	160 20
248	Roche Picard	245 ..	246 ..	245 ..	245 ..
346	Rue Impériale	341 ..	343 ..	343 ..	341 ..
25	Saeiler	25 60	25 60	25 60	25 60
145	Sade	150 10	150 50	150 50	150 50
386	Sagem	415 ..	421 ..	426 ..	422 ..
126	Saint-Gobain	128 ..	128 50	128 90	126 50
406	S.A.T.	406 50	406 50	406 10	406 50
55	Sautres	55 ..	54 ..	54 ..	54 ..
88	Sauzier-Dav.	88 ..	88 ..	88 ..	88 ..
135 20	Schneider	135 ..	137 ..	137 50	134 20
76	S.C.O.A.	76 ..	74 90	74 80	73 80
97	Sefimeg	97 ..	97 ..	97 50	97 ..
289	S.I.A.S.	289 ..	289 ..	295 ..	289 30
230	Sign. E. El.	230 ..	230 ..	230 ..	225 40
212 50	S.I.L.I.C.	212 ..	211 90	211 ..	212 ..
114	Sinco	114 ..	113 50	113 50	112 50
74	S.I.M.M.O.N.	74 ..	74 ..	74 ..	72 50
1824	St. Raissiguier	1848 ..	1848 ..	1848 ..	1848 ..
73	Sogerap	74 ..	73 10	73 10	72 ..
445	Sommer-Alf.	448 ..	446 ..	458 ..	458 ..
225	Suez	232 ..	237 ..	238 80	235 ..
246 50	Tales-Luz	246 ..	238 ..	239 ..	234 30
445	T.R.T.	448 ..	448 ..	448 ..	448 ..
611	Tél. Electr.	611 ..	615 ..	615 ..	603 ..
118	— (obl.)	119 10	118 60	119 60	119 80

| Compensation | VALEURS | Précéd. clôture | Premier cours

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

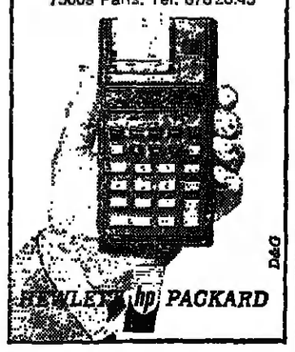
2. IDÉES
— LE POINT DE VUE DE RÉMY PRUD'HOMME : « La connaissance comme contre-pouvoir ».
3. ÉTRANGER
4. EUROPE
— Les manifestations en R.D.A.
5. AMÉRIQUES
— « Trinité-et-Tobago au vent de la prospérité » (II), par Dominique Dhombres.
6. PROCHE-ORIENT
6-7. AFRIQUE
7. ASIE
— CHINE : les écoles du parti vont être rouvertes.
8 à 12. POLITIQUE
— LA CRISE DE L'UNION DE LA GAUCHE : le P.S. se déclare décidé à remplir ses obligations de 1972 ; LIBRES OPINIONS : « Un abandon du XXIIe congrès », par S. Salomon.
— Manœuvres tactiques et incertitudes stratégiques au congrès du C.D.S. à Lyon.
14. HISTOIRE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
Pages 21 à 26
— « Faut-il relancer la consommation ? », par René Larre.
— Le patronat français prépare « l'après-mars 1978 ».
— L'hyperinflation brisée en Argentine.
— Les conteneurs-citernes, un investissement risqué.
— Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

27. ÉDUCATION
27. RELIGION
28. EN ILE-DE-FRANCE
— 230 000 personnes à la recherche d'un travail.
29. ÉQUIPEMENT
— Une nouvelle initiative du Port de New-York au sujet de Concorde.
30. SPORTS
31. JUSTICE
— Objection de conscience et convention des droits de l'homme.
32 à 34. ARTS ET SPECTACLES
— MUSIQUE : Pierre Boulez dirige « les Soldats » de Zimmermann ; Georges Aperghis au Festival d'automne.
43 à 46. ÉCONOMIE-SOCIAL
— POINT DE VUE : « Logement des immigrés : un effort accru », par Lionel Stoléru.
— TROISIÈME AGE : la rencontre nationale de Lyon.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TÉLÉVISION (31)
Annonces classées (35 à 42) ; Aujourd'hui (31) ; Carnet (16) ; « Journal officiel » (43) ; Météorologie (43) ; Mots croisés (43) ; Bourse (47).

Le numéro du « Monde » daté 9-10 octobre 1977 a été tiré à 504 740 exemplaires.

Un petit nouveau chez L.P.S. : le HP-10
Le HP-10 est un calculateur à imprimante avec mémoire qui tient dans votre poche. Son prix ? 1170 F t.t.c. Manuel d'utilisation compris. Garantie d'un an. En démonstration chez :
LPS
La Papeterie du Siècle
49, bd Latour-Maubourg 75007 Paris. Tél. 705 19.88
42, rue Rouelle 75015 Paris. Tél. 577 96.80
L.P.S. Bureau 46, rue Laffitte, 75009 Paris. Tél. 878 26.45

HEWLETT hp PACKARD
A B C D E F G

LES INONDATIONS EN ITALIE

La situation reste critique dans les provinces du Nord

De notre correspondant

Rome. — La situation reste critique dans plusieurs provinces du nord de l'Italie, victimes de graves inondations depuis la semaine dernière (*le Monde* daté 9-10 octobre). Si les voies de communication sont progressivement rétablies dans le Val-d'Aoste, la Ligurie (Gênes) était encore en état d'alerte ce lundi *matin 10 octobre. Mais c'est le* Piémont (Turin) qui comptait le plus grand nombre de victimes — quinze — et les dégâts les plus importants : routes coupées, cultures détruites, usines inutilisables... A leur tour, la Lombardie (Milan) et l'Emilie-romane (Bologne) ont pris diverses mesures pour affronter les eaux du Pô qui se sont gonflées.

Etait-il possible d'éviter cette catastrophe ? Les géologues italiens affirment que oui, sur un ton volontairement polémique. Le président de leur association, *M. Floriano Villa, vient de déclarer à la Stampa : « Le parquet de Gênes a très bien fait d'ouvrir une enquête. Il devrait l'étendre à tout le territoire national. Les calamités dites naturelles n'ont plus rien, chez nous, de naturel. »*

M. Villa rappelle que la péninsule est formée d'argile à 60 ou 70 %, d'où *un risque permanent* d'éboulement. Au lieu de surveiller le sol et de le traiter en conséquence, on l'a « *abandonné à une spéculation immobilière incontrôlée, des déboisements forcenés, d'authentiques saccages* ».

Le service géologique national, estime M. Villa, ne soutient pas la comparaison avec les autres pays : on lui consacre 5 centimes et demi par habitant et par an, soit trente fois moins qu'en France et cent fois moins qu'en Finlande.

Nul ne semble douter de ces carences. Même dans *Il Popolo*, quotidien de la démocratie chrétienne, on lit ceci : « *Depuis des années — onze, pour être précis, — l'Etat n'a pas dépensé une seule lire pour prévenir les inondations...* »

Entend-il se rattraper ? On annonce un imminent décret gouvernemental qui fixerait à 2 200 milliards de lires (121 millions de francs) la somme nécessaire pour entreprendre divers travaux d'hydraulique et de reboisement.

ROBERT SOLÉ.

HAUSSE DE L'OR

Le calme est revenu ce lundi matin 10 octobre sur les marchés des changes internationaux après les turbulences enregistrées la semaine passée.

Un calme qui pourrait cependant se révéler précaire, dans la mesure où les deux principales places, New-York et Tokyo, étaient fermées, l'une à l'occasion du Colombus Day et l'autre pour la Journée des sports. Le dollar a de ce fait assez peu varié et de façon généralement irrégulière.

A Paris, il s'est traité à 4,5675 F (contre 4,5688 F), valant 2,2906 DM (contre 2,29 DM) à Francfort, 2,3020 F.S. (contre 2,30 F.S.) à Zurich et 2,4380 florins (contre 2,44 florins) à Amsterdam. Sur le marché de Londres, la livre sterling s'est échangée jusqu'à 1,76 dollar (contre 1,7595 dollar).

Le franc français a, de son côté, un peu fléchi vis-à-vis du deutschemark (2,1245 F contre 2,1241 F).

Tandis que la devise américaine paraissait se stabiliser, l'or a pris la relève et gagné plus de 2 dollars sur le marché libre de Londres, valant 156,25 dollars l'once au premier *fixing (contre 153,95 dollars vendredi* au deuxième fixing), soit son niveau le plus élevé depuis plus de deux ans.

LANCÉ DIMANCHE PAR LES SOVIÉTIQUES

Soyouz-25 revient sur terre sans avoir accompli sa mission

La mission de Soyouz-25 se solde par un échec. Dimanche matin, à 3 h. 40, heure française, deux cosmonautes soviétiques, le lieutenant-colonel Vladimir Kovalenok, commandant de bord, trente-cinq ans, et l'ingénieur Valerl Rioumine, trente-neuf ans, étaient partis à bord de Soyouz-25 pour rejoindre la station orbitale Salioutt-6 que l'U.R.S.S. a lancée le 29 septembre. *Ils devaient « observer la Terre dans l'intérêt de l'économie soviétique et de l'agriculture »*, comme l'a dit Kovalenok dans une interview enregistrée la veille de son départ et diffusée dimanche. Le fait que V. Rioumine est un spécialiste des techniques forestières suggérait qu'une des missions imparties aux cosmonautes était l'étude de la forêt sibérienne.

Mais la station Salioutt-6 restera vide d'habitants : Soyouz-25 s'en est approché à 120 mètres, ce lundi matin, mais n'a pu s'arrimer à la station en raison de difficultés au cours de l'approche. L'agence Tass a simplement annoncé que les cosmonautes se préparaient à revenir sur Terre.

Cet incident rappelle celui qui mit prématurément fin à la mission de Soyouz-23. Ce vaisseau n'avait pu s'amarrer à la station Salioutt-5, et était revenu précipitamment sur Terre, arrivant en pleine nuit et par une forte tempête dans un lac du Kazakhstan (*le Monde du 19 octobre 1976*). Bien qu'ils pratiquent les rendez-vous spatiaux depuis une bonne dizaine d'années, les Soviétiques ont eu plusieurs fois des problèmes, et ne semblent pas disposer d'un matériel très fiable.

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario rejette les propositions sénégalaises

Le président Senghor a proposé aux parties en conflit à propos du Sahara occidental d'organiser un référendum sous le triple contrôle des Nations unies, de l'Organisation de l'unité africaine et de la Ligue arabe, a-t-on appris de source informée à Dakar. Les populations auraient été appelées à se prononcer sur trois solutions : l'intégration, l'autonomie ou l'indépendance dans le cadre d'une *confédération d'Etats de la région*. Ces propositions auraient été accueillies, selon les mêmes sources, « *avec quelque réticence* » par le Maroc et la Mauritanie, l'Algérie répondant par la négative et se prononçant pour « *l'indépendance totale et immédiate* ».

Au cours d'une conférence de presse tenue à Bujumbura (Burundi), M. Hakim Ibrahim, ministre des affaires étrangères de la « République arabe sahraouie démocratique » a rejeté le plan sénégalais qui, selon lui, « *ne prend pas en considération la réalité des problèmes du Sahara* ». Ces déclarations ont été confirmées vendredi 7 octobre, à Alger, par l'un des dirigeants du Front Polisario, *M. Mustapha Béchir* Sayed. Ce dernier a estimé que le plan sénégalais visait « *à créer encore plus d'obstacles à la tenue du « sommet » extraordinaire de l'O.U.A. décidé par les chefs d'Etat africains lors de leurs réunions à l'île Maurice et à Libreville.* » — (*Reuter.*)

[Dans une interview accordée à Radio-France internationale et diffusée dimanche, M. William Eteki M'Boumoua, secrétaire général de l'O.U.A., a précisé qu'il poursuivait ses efforts pour l'organisation d'un tel « sommet ». Il n'est pas impossible que cette réunion puisse avoir lieu en janvier, a-t-il dit.]

● *Attentat à Pontivy.* — Une charge de plastic a explosé, ce lundi matin 10 octobre, devant le siège administratif de l'E.D.F., à Pontivy (Morbihan). Les bureaux ont été gravement endommagés, mais on ne signale pas de victimes. Cet attentat, qui a été *revendiqué en fin de matinée* dans une lettre adressée au journal *Ouest-France* par le mouvement Trawalc'h (Résistance nationaliste bretonne), est le vingt-troisième enregistré en Bretagne depuis le début de l'année.

A Castelnaudary

DEUX LÉGIONNAIRES BLESSÉS DANS UNE BAGARRE AVEC DES TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Au cours d'une bagarre qui a opposé, dans la nuit du *dimanche 9 au lundi* 10 octobre, des légionnaires du régiment d'instruction de la *légion étrangère* à des travailleurs nord-africains, dans un bar de la rue du 143e-Régiment-d'Artillerie, à Castelnaudary (Aude), deux gradés, le caporal-chef Silejak et le caporal Oherisse, âgés tous deux de trente-cinq ans, ont été blessés au ventre par des balles de 22 long rifle. L'auteur des coups de feu, M. Abdelkader *Abada, quarante-huit* ans, a été aussitôt arrêté. Ce dernier, domicilié à Perran (Aude), est gardé à vue au commissariat de Castelnaudary.

Les deux militaires, dont l'état est grave (l'un est atteint d'une plaie au foie et de perforations intestinales, l'autre a un rein perforé), ont été opérés d'urgence à l'hôpital de Castelnaudary. C'est le premier incident grave dans cette ville depuis l'installation de la légion il y a un an. — L. P.

NOUVELLES BRÈVES

● *Mgr François Favreau*, auxiliaire de l'évêque de Bayonne, a été nommé, lundi 10 octobre, évêque co-adjuteur, avec droit de succession, du diocèse de La Rochelle et de Saintes (Charente-Maritime).

[Né à Poitiers, le 15 novembre 1929, Mgr François Favreau a été vicaire général de Poitiers, plus particulièrement chargé des religieuses en 1970. Nommé évêque titulaire de *Torri-di-Ammenia*, il devient auxiliaire de l'évêque de Bayonne en 1972. Il est ordonné évêque le 20 janvier 1973. A l'assemblée plénière de Lourdes en 1976, il a été rapporteur du document sur l'accueil et l'annonce de la parole de Dieu. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages pour les jeunes.]

● *Lecture structurale des textes bibliques* : douze séances de travail seront consacrées à ce thème sous la direction du Père Guy Lafon, professeur à l'Institut catholique de Paris. Première réunion le 17 octobre, à 20 heures, 28, avenue George-V, 75008. Pour tous renseignements et inscription s'adresser à Mme de Kergorlay, 14, rue Hamelin, 75116 Paris, (tél. : 553-65-54, de 8 heures à 10 heures).

APPEL EN FAVEUR DES CINQ ÉDUCATEURS SANCTIONNÉS

Dans une lettre à M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, onze organisations ou syndicats, dont le Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire, le collectif travailleurs Justice, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France, estiment que « *la suppression des cinq éducateurs et leur mutation dans l'intérêt du service* (le Monde *daté 9-10 octobre) constitue un véritable coup de force* ». La lettre demande au garde des sceaux d'enjoindre à l'administration de « *lever immédiatement les mesures de suspension et de mettre un terme aux pratiques illégales d'une administration qui s'arroge le droit de prendre unilatéralement des sanctions disciplinaires* ».

Les cinq éducateurs avaient comparu, jeudi 6 octobre, devant le conseil de discipline. M. Jean-Marc Erbès, directeur du personnel de l'administration pénitentiaire, avait annoncé, le 7 octobre, que trois d'entre eux (les stagiaires) seraient mutés d'office et les deux autres « *dans l'intérêt du service* », alors que le garde des sceaux, à qui il revient de prendre la décision définitive, ne s'est encore pas prononcé. Les cinq éducateurs ont été invités à ne pas se présenter, lundi 10 octobre, sur leur lieu de travail, à Fleury-Mérogis, et le SNEPAP, qui a demandé audience au garde des sceaux, leur a demandé de ne pas se rendre aux convocations de l'administration pénitentiaire qui doit décider de leurs nouvelles affectations.

LE MILITANT BASQUE M. APALATEGUI LANCE UN APPEL SUR UNE RADIO DE BILBAO

Le militant basque Miguel Angel Apalategui, qui ne s'est pas présenté vendredi 7 octobre au commissariat central de Marseille (Bouches-du-Rhône), comme il en a l'obligation depuis sa mise en liberté sous contrôle judiciaire, le 6 septembre dernier, a lancé sur les ondes de Radio-Popular de Bilbao un appel au peuple basque lui demandant de participer à la semaine d'action en faveur de l'amnistie.

Selon Me Maurice Abeberry, du barreau de Bayonne, l'un des défenseurs du militant basque, la carte de réfugié politique n'aurait pas été envoyée à ce dernier, « *sur ordre ministériel, à la date du 7 octobre, qui constituait le dernier délai fixé à cet organisme pour prendre sa décision* ». « *L'enquêteur de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPPRA) nous avait pourtant donné des assurances personnelles concernant l'octroi du statut en question* », a déclaré, dimanche 9 octobre, M. Abeberry. Pour protester contre cette attitude, l'avocat a déposé samedi 8 octobre, par l'intermédiaire de Me Philippe Waquet, avocat au Conseil d'Etat, une action auprès de la commission de recours de cette juridiction.

L'AFFAIRE SCHLEYER, L'A.F.P. ET L'OBLIGATION DE RÉSERVE

Deux syndicats de journalistes, le S.N.J.-C.G.T. et le S.J.F.-C.F.D.T., accusent la direction de l'Agence France Presse de s'être livrée à un acte de censure sur *l'information concernant le rapt* du « patron des patrons » allemands, M. Schleyer. Un communiqué, accompagné d'une photo (celle qui a paru la semaine dernière dans *Libération*), avait été adressé par les ravisseurs au bureau de l'A.F.P. de Bonn. L'intersyndicale des journalistes de l'Agence avait affirmé fin septembre, dans une circonstance identique, qu' « *un porte-parole du gouvernement de la R.F.A. a indiqué à l'A.F.P.-Bonn que la non-publication de ce communiqué avait été décidée « en accord avec » l'Elysée.* »

La direction de l'A.F.P. confirme qu'à deux reprises — à la fin du mois de septembre et le vendredi 7 octobre — elle a reçu des communications émanant apparemment des ravisseurs de M. Schleyer. Dans les deux cas, elle a décidé de ne pas utiliser immédiatement ces communications, compte tenu du caractère extrêmement délicat des affaires de prise d'otage. Du côté de l'Elysée, on ne faisait, lundi matin 10 octobre, aucun commentaire sur cette affaire.

« *Certes, et pour des enlèvements d'enfants notamment*, reconnaît le S.J.F.-C.F.D.T., ainsi que la C.G.T., *le silence parfois s'impose pour préserver la vie des otages. Mais, en l'occurrence, et à chaque fois, ni la publication de la photo de M. Schleyer ni celle de la lettre des ravisseurs ne menaçaient la vie du président des patrons allemands.* »

« *La direction de l'A.F.P.*, poursuit le communiqué, *s'est d'ailleurs retranchée les deux fois derrière le paravent de* Libération *pour diffuser finalement cette information à retardement. Il s'agit en fait d'une véritable censure...* »

La direction de l'A.F.P. a conscience cependant de ne pas avoir failli à sa mission d'information en observant exceptionnellement une telle obligation de réserve. Elle demeure résolue à préserver l'indépendance de l'Agence.

FABRICANT-VENTE DIRECTE
COUVERTS ARGENTÉ ET INOX
ORFÈVRERIE
FRANOR 78, RUE AMELOT TÉL. 700.87.94
Mo St-Sébastien. Fermé le samedi.

ABSENTEISME·RETARDS·TURN OVER
Saul Gellerman* expliquera avec des cas concrets comment s'appuyer sur la maîtrise pour renforcer les motivations au travail
*Consultant américain. Auteur de 7 livres (2 en français) et de 4 films.
Séminaire à Paris 27-28 octobre organisé à l'initiative de Daniel Boucharlat & Associés.
INSCRIPTIONS / Tél. 325.69.20 / ou 68.93

parlez ANGLAIS...
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSE JAPONAIS.
LOGOS international
centre privé de formation
4, villa Ornano 75018 PARIS Tél. : 255.09.05
TOURS 20.93.21 NANTES 47.70.90 ORLÉANS 62.24.20 MUNICH 37.47.37

costume NICOLL
Prêt-à-porter dans un velours pure laine exclusif (3 coloris)
1.150 F
avec gilet 1.350 F
Heureusement, il y a encore Nicoll pour maintenir le charme de la tradition anglaise du vêtement masculin.
29, rue Tronchet, Paris 8e

Rendez-vous chez Rodin qui s'affirme actuellement comme le magasin de tissus "idéal"...
TISSUS 'COUTURE' AUTOMNE-HIVER 1977-78
■ Étamines imprimées nouvelles.
■ Écossais et Prince de Galles.
■ Draps, réversibles, poils de chameau, mohair, etc., pour manteaux.
■ Imprimés et cotons d'hiver.
■ Tweeds originaux.
■ Jerseys jacquards et imprimés.
■ Tissus lamés, brochés, dentelles.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Exposition de 500 modèles de pianos et orgues sélectionnés parmi les meilleures marques mondiales.
Piano center
PIANOS
Paris-Ouest 71, rue de l'Aigle 92250 LA GARENNE Tél. 242.26.30 et 782.75.67
PIANOS-ORGUES
Paris-Est 122-124, rue de Paris 93100 MONTREUIL Tél. 857.63.38

Voyages sahariens
Fezzan, Ténéré, Aïr, Hoggar, Tassili : le Sahara déroule ses splendeurs à travers la Libye, l'Algérie et le Niger. Nous proposons 6 itinéraires de 4.000 à 8.500 F, de 9 à 15 jours.
EXPLORATOR
16 place de la Madeleine 75008 Paris — Tél. 266 66 24